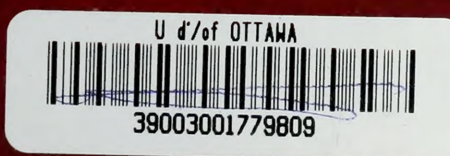
PAUL FEYEL

HISTOIRE POLITIQUE DU XIXÈME SIÈCLE

★★




UNIVERSITAS
O. M. I.
OTTAWIENSIS

HISTOIRE POLITIQUE

DU

DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

DU MÊME AUTEUR

Histoire contemporaine (*classes de Philosophie et de M*
thématiques) ; un volume illustré de nombreuses gravur
enrichi de trente-deux photogravures hors texte et d'un fr
tispice en héliogravure. Prix : **6 fr.**

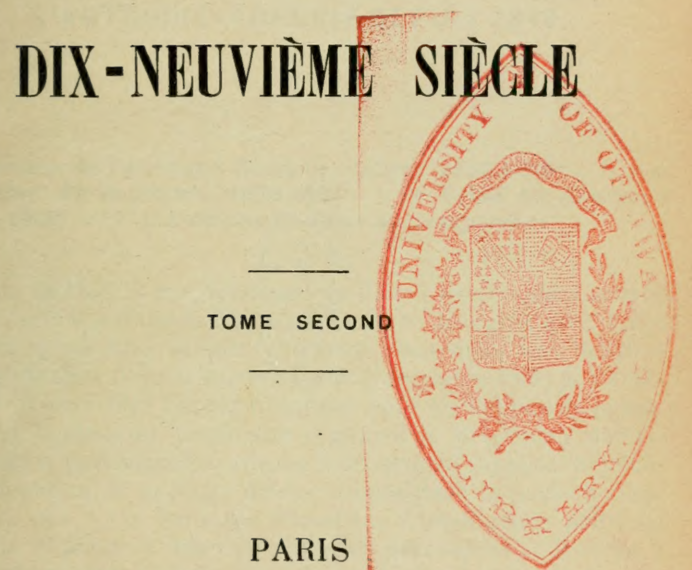
PAUL FEYEL

Ancien élève de l'École normale supérieure,
Agrégé d'Histoire et de Géographie.

STOIRE POLITIQUE

DU

DIX-NEUVIÈME SIÈCLE



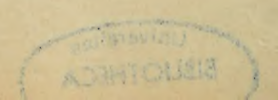
TOME SECOND

PARIS
LIBRAIRIE BLOUD ET GAY
7, PLACE SAINT-SULPICE, 7

—

1914





HISTOIRE POLITIQUE

DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

CHAPITRE PREMIER

L'AUTRICHE-HONGRIE DEPUIS 1849

I. **Formation de l'Autriche-Hongrie dualiste** (**1859-1870**). — II. **Application du dualisme** (**1870-1895**). — III. **Crise du dualisme** (**1895-1907**) — IV. **L'Autriche-Hongrie contemporaine**.

A la fin de 1849, le gouvernement de Vienne avait replacé sous le joug les rebelles d'Italie, d'Allemagne et de Hongrie, avec l'idée d'en former un État unitaire allemand. Dans cette vue, Schwarzenberg abrogea (décret impérial du 31 décembre 1851) la *Constitution du 4 mars 1849* qui avait esquissé pour les nations de la monarchie, à la place du despotisme négligent de Metternich, une représentation parlementaire avec un ministère à l'anglaise. Rejetant la collaboration de la classe aristocratique dans laquelle il cherchait en vain « une douzaine d'hommes d'intelligence politique suffisante et pourvus des connaissances nécessaires », il confia à des fonctionnaires le soin d'appliquer pendant dix ans les lois d'exception de 1848 et de comprimer les nationalités, en les rangeant à l'état de provinces rattachées directement à Vienne, capitale du germanisme.

Le système de Bach (**1852-1859**). — Bach développa le principe : il imposa l'allemand comme langue officielle de l'Empire,

et dans l'administration, y compris la police, un personnel strictement allemand. Il trouva des appuis chez tous les ennemis de la Révolution. Les officiers, qui avaient sauvé l'Empire, présidèrent à une lourde compression de la Hongrie, du Lombard-Vénitien, etc. Le clergé obtint la répudiation complète du joséphinisme, qui avait mis sous la dépendance de l'État les évêques, mués en fonctionnaires. Le *Concordat du 18 août 1855* conserva au catholicisme son caractère de religion d'État, régla les relations de l'État avec l'Église d'après les principes du droit ecclésiastique, lui confia la surveillance des écoles, la censure des livres, le règlement des affaires de mariage; pour ces objets, le pouvoir séculier prêta ses agents d'exécution. En 1856, les évêques obtinrent pleine autorité sur les fidèles, l'enseignement (dans lequel le ministre **Thun** introduisait certaines méthodes modernes), les biens d'Église. Mais les finances, non contrôlées, trahissaient la profonde désorganisation de l'État : les révolutions et les guerres avaient enflé la dette de 1 milliard de florins; chaque année augmentait le déficit (il était de 286 millions de florins en 1859). Presque plus de monnaie métallique en circulation ; celle du papier-monnaie parut bientôt si exagérée qu'un emprunt de 500 millions (1854) fut décidé pour en effectuer le retrait. Ce retrait n'eut pas lieu ; la spéculation reprit alors sur les billets d'État et paralysa le crédit. **Bruck**, ministre des Finances (janvier 1855), s'en prit aux dépenses de l'armée qu'il prétendait vérifier et diminuer; il essaya d'un traité de commerce avec la Prusse, d'une convention monétaire austro-allemande (1857), d'un arrangement avec la Banque impériale pour retirer les billets. Mais la centralisation intérieure, l'occupation, au nom de l'Europe, des provinces roumaines en 1855, rendaient toute économie impossible. Les haines de races (qui empêchèrent Vienne de pratiquer pendant la crise d'Orient aucune politique active) s'exaltaient contre la bureaucratie tyrannique, le « jacobinisme niveleur » de la cour. Hongrois, Croates, Roumains, Tchèques, n'attendaient qu'une occasion pour se débarrasser des « hussards de Bach ». L'occasion, ce fut les défaites d'Italie.

I. — *Formation de l'Autriche-Hongrie dualiste (1859-1870).*

Après Solférino, le régime absolutiste apparut monstrueux. Une période de crise politique commença, compliquée encore de conflits de nationalités, qui ne devait se terminer qu'en 1867.

Relâchement du régime absolutiste (1859-1861.) — François-Joseph, faisant après Villafranca l'examen de conscience de la monarchie (août 1859), avait avoué les « abus héréditaires » qui avaient causé la défaite. Il annonça l'adoption d'un régime constitutionnel pour lequel il prendrait l'avis d'un *Conseil d'État renforcé:* 38 notables (surtout de grands seigneurs), nommés par l'Empereur, y représenteraient les provinces en plus des 12 membres ordinaires, mais sans initiative législative (autrement les magnats hongrois, qui réclamaient la restauration de leur Diète, auraient refusé d'y figurer), et avec des pouvoirs réduits en matière financière. Au Conseil, où les Hongrois Apponyi, Szecsen, de Majlath parlèrent haut, établirent les « droits historiques » de la Hongrie, l'unanimité se prononça contre le système d'organisation intérieure et le gouvernement d'exception; mais les opinions variaient sur le régime à lui substituer. Les uns, bureaucrates héritiers de Bach (renvoyé du ministère le 22 août 1859), interprètes de la bourgeoisie allemande des villes et des régions industrielles, préconisaient un gouvernement central à forme constitutionnelle libérale, que les petites nationalités trouveraient peu gênant. D'autres, Magyars, Tchèques, Polonais, Slovènes, Italiens de Vénétie, Croates (parmi eux l'ardent **Strossmayer**, évêque de Diakovo depuis 1849), en vertu de la formule : « charges égales pour tous, droits égaux pour tous », voulaient restaurer dans les « États » historiques des gouvernements autonomes qui rendraient aux nobles et au clergé leurs anciens privilèges ; ils se déclaraient pour le *système fédéraliste*, seul capable à leurs yeux de guérir avec le temps les plaies de l'État. La majorité, fédéraliste grâce à l'appoint de la haute noblesse allemande, émit un vœu en faveur, non d'une constitution, mais de « la reconnaissance des individualités historico-politiques des pays particuliers ».



Strossmayer
(L'évêque national croate) (1815-1905)

Le Diplôme et la Patente. — L'Empereur s'en inspira pour rédiger le ***Diplôme du 20 octobre 1860***, « loi fondamentale d'État, permanente et irrévocable ». Il abolissait les ministères de l'Intérieur, de la Justice, des Cultes, rétablissait les chancelleries de Hongrie et de Transylvanie, partageait le pouvoir législatif entre le souverain et des assemblées élues. Le *Reichsrath* (Conseil d'Empire) de 100 membres choisis par la Couronne sur les listes de présentation dressées par les *Landtags* provinciaux, recevait le droit de voter les lois (notamment les lois de finances) communes à toute la monarchie ; les Landtags légiféraient pour les provinces. En conséquence, **Goluchowski** devint ministre d'État pour l'Autriche, **Vay** chancelier pour la Hongrie.

C'était compter sans les résistances du parti libéral hongrois que, de son exil, **Kossuth** continuait à inspirer. La petite noblesse, maîtresse des *comitats* qui avaient chassé les fonctionnaires allemands, refusait les impôts et le service militaire. Et comme Goluchowski, soutenu par les conservateurs, prétendait ne plus tenir compte des événements de 1848 et des « droits historiques », les Hongrois finirent par déclarer nul tout acte postérieur à la rupture survenue à cette date entre Vienne et Buda-Pesth, même l'avènement de François-Joseph. Conflit radical. Alors que l'Empereur voulait maintenir l'unité de la monarchie, ils n'avouaient avec l'Autriche qu'une union politique dans la personne du souverain, et encore après son couronnement comme « roi apostolique ». C'est pourquoi le Landtag défendit de payer les impôts non votés en Hongrie et d'obéir aux tribunaux autrichiens. François-Joseph menaça de ne plus le convoquer ; les Hongrois réclamèrent alors le rétablissement des lois votées par la Diète légale de 1848, et l'amnistie (janvier 1861). Cependant, la crise financière continuait ; de Bruck, émettant un emprunt de 200 millions de florins, n'en trouvait que 75 (mars 1860) et se tuait à la suite de révélations sur les tripotages militaires. L'Empereur remplaça Goluchowski par **Schmerling**.

Schmerling qu'imposaient, pour mater les Hongrois, les conservateurs de la cour, mais qui, chez leurs adversaires, passait pour libéral pour avoir été ministre du vicaire de l'Empire en 1848, trompa les uns et les autres. La ***Patente du 26 février 1861***, promulguée comme « constitution fondamentale », modifia le Diplôme d'octobre dans un sens unitaire. Pour établir dans les Landtags provinciaux la « représentation des intérêts », Schmerling les faisait élire, sauf en Hongrie et en Vénétie, par des électeurs censitaires, mais de cens variable, et répartis en *trois curies :* des grands propriétaires, des

villes, des campagnes, auxquelles se joignaient certaines Chambres de commerce. Mais il leur enlevait leurs attributions législatives, au bénéfice du Reichsrath. Le Reichsrath, devenu permanent, se partageait en deux Chambres : la *Chambre des seigneurs* (Herrenhaus) nommée par l'Empereur à titre héréditaire (familles aristocratiques) ou viager, sans compter les archiducs, les archevêques et les princes-évêques, et la *Chambre des représentants* (343) élue par les Landtags dans les curies, de manière à garantir la majorité aux pays de langue allemande : 203 Autrichiens (*Reichsrath étroit*) contre 140 non-Autrichiens. L'ensemble formait le *Reichsrath plénier*. Un tel système transformait l'Autriche en une monarchie constitutionnelle à la tory : libérale d'apparence (toutefois un article 13 permettait aux ministres de gouverner par ordonnances impériales en l'absence du Parlement), unitaire de fait, au mépris des désirs d'autonomie des nations.

Le régime constitutionnel unitaire (**1861-1865**). — La Patente de 1861 satisfaisait les Allemands libéraux et les petites nationalités (Serbes, Roumains, Ruthènes, Croates de Dalmatie) ; — les « vieux conservateurs » d'ancien régime, le parti fédéraliste aristocrate et les nationalités fortement constituées la jugeaient « hypocrite et immorale ». Schmerling allait s'épuiser à mettre en train un régime qu'il estimait nécessaire pour permettre à l'Autriche de jouer un grand rôle en Allemagne, mais que trop de mécontents s'acharnaient à ruiner. Les Croates refusaient de déléguer au Reichsrath tant que la Dalmatie ne leur serait pas annexée ; même refus de la *Congrégation centrale* de Vénétie (1861). Les Polonais de Galicie, après avoir député, se retirèrent bientôt. Les Tchèques, qui avaient conquis, avec une liberté relative pour leur presse, la majorité dans la Diète de Bohême, envoyèrent **Rieger** (fondateur avec Palacky des *Narodny Listi*) revendiquer les droits que leur promettait le rescrit impérial du 8 avril 1848 : l'égalité des langues tchèque et allemande, et une constitution. L'intolérance des Allemands le força de se retirer. En 1863, le *quorum* avait été atteint, grâce à la résignation de plusieurs Landtags ; mais, très vite, il ne resta plus au Reichsrath que les Allemands et les représentants des petites nations (Saxons et Roumains de Transylvanie), malgré leurs griefs contre Schmerling et sa germanisation à outrance.

Les Hongrois demeuraient irréductibles. Deux libéraux, **François Déak** et **Eotvós**, donnèrent le ton à la Diète de Hongrie quand elle se réunit pour la première fois depuis 1849 (6 avril 1861). Elle s'adressait à François-Joseph comme à un « Sérénissime Seigneur », non encore

couronné roi, faute de souscrire à ces conditions préalables : la réunion en un seul État de la Hongrie-Croatie-Transylvanie, la reconnaissance de la Constitution de 1848, le régime parlementaire avec un ministère hongrois responsable. Elle repoussait la Patente de février qui soumettait la nation « à un corps en majorité étranger » auquel elle refusait de députer (juillet 1861); et comme, sans son concours, le « Reichsrath étroit » votait le budget des dépenses, les Hongrois refusèrent de payer des contributions votées par un « Parlement-Croupion ». Déjà la Diète était dissoute (21 août) et, pour réduire la grève parlementaire et financière, le pays entier soumis à l'état de siège (5 novembre). Le régime de compression militaire dura jusqu'à 1866.

En Autriche même, Schmerling n'avait pas meilleur succès. En présence du déficit croissant (les impôts ne rentraient pas en Hongrie; des magnats s'obstinaient à ne pas acquitter les droits de succession), le ministère dut avouer des emprunts et des virements irréguliers. Furieux de ne pouvoir pas obtenir les lois libérales qu'il réclamait, le Reichsrath exigea du moins l'équilibre du budget (1864), la réduction des dépenses de la guerre et de la marine (1865), un exposé annuel de la politique étrangère, et refusa d'autoriser un emprunt. Alors l'Empereur, qui n'avait pas réussi à imposer l'unité et l'ordre par la constitution, qui voyait ses ministres paralysés au Parlement par les Allemands eux-mêmes, éclairé par Maurice **Esterhazy**, adversaire personnel de Schmerling, comprit qu'il existait en Hongrie une nation trop indépendante pour se fondre dans une monarchie centralisée. A Buda-Pesth, où Déak commençait à convenir que des solutions s'offraient plus satisfaisantes que la simple union personnelle, il s'en alla prendre contact, et promit de donner satisfaction à ses peuples de Hongrie. Schmerling, dont il désavouait ainsi la politique, démissionna.

La solution dualiste (1865-1866). — François-Joseph le remplaça par **Belcredi** (27 juillet 1865) et, malgré les protestations des Allemands, suspendit la constitution (20 septembre). Les mains libres, et laissant s'exalter à faux les aristocrates, qui concluaient de ce préliminaire à une restauration de l'absolutisme féodal, il convoqua les Diètes de Hongrie et de Croatie pour discuter de l'entente (décembre). En Hongrie, Déak s'obstinait, avec la majorité, à réclamer au préalable un ministère hongrois dont la nomination symboliserait la reconnaissance du régime de 1848. La guerre de 1866 suspendit les négociations, non l'opposition de la Diète hongroise, au moment même de Sadowa, tenue pour une

défaite autrichienne-allemande. Aussi bien, l'Empereur hésitait encore sur la solution. Belcredi espérait en un nouveau Reischsrath qui donnerait place aux nationalités. Mais les Allemands refusèrent d'y siéger. Survinrent les défaites de Bohême. Dès le 17 juillet, Déak, mandé à Vienne, exposait les demandes hongroises que l'Empereur acceptait le 19, en désignant **Andrassy** pour former le ministère hongrois.

Ce fut le comte **de Beust**, ancien premier ministre de Saxe, nommé ministre des Affaires étrangères pour préparer la revanche contre les Hohenzollern, qui décida de la forme à donner à l'entente : en Autriche et en Hongrie, un *régime constitutionnel ;* entre les deux, un *compromis*. Le 18 février 1867, le ministère Andrassy entrait en fonctions ; le 8 juin, François-Joseph recevait à Pesth la couronne de saint Étienne et promulguait le compromis.



Comte de Beust
(1809-1886)

Le compromis austro-hongrois (Ausgleich). — Le compromis, qui suppose l'existence de deux États indépendants, l'Autriche (et non plus les « domaines héréditaires » comme sous l'ancien régime), et la Hongrie, n'a pas constitué avec eux un État nouveau fédératif, comme le *Bund* allemand du nord de la même date. Il n'établit entre eux qu'un *accord limité*, temporaire, pour dix ans, renouvelable aussi longtemps que dureront le régime constitutionnel en Autriche, et la dynastie de Lorraine-Habsbourg. Accord tout politique ; la vie économique reste en dehors du contrat, dépend des Parlements particuliers. Accord avantageux surtout pour la Hongrie qui ramène à Buda-Pesth, comme l'avait prévu Bismarck, le centre réel de la monarchie, désormais expulsée de l'Allemagne.

Les deux États, égaux en droits, gouvernés par le même souverain (empereur d'Autriche, roi apostolique de Hongrie), ont le même drapeau, mais portent deux titres différents. La ***Transleithanie*** comprend les « pays de la couronne de saint Étienne »

(Hongrie, Croatie, Slavonie, Transylvanie, Confins militaires); la **Cisleithanie** comprend les dix-sept autres provinces (avec la Galicie et la Bukovine, situées à l'est de la Leitha). A chaque État, une nationalité dominante imprime son caractère propre. On en comptait dix, rattachées à quatre races : *germanique* (Allemands), *finnoise-hunnique* (Magyars), *latine* (Italiens, Roumains), *slave* (Tchèques, Slovènes, Polonais, Ruthènes, Serbes, Croates). Mais trois seulement comptaient : Allemands, Polonais et Magyars; les autres étaient des « hordes », aux dépens desquelles les Magyars, victorieux de Vienne, firent appliquer le système des *hégémonies*. Malgré l'article 19, qui proclamait les nationalités égales, la Cisleithanie fut *allemande*, la Transleithanie *magyare*, et chacune « garda ses hordes », latines et slaves.

Dans chaque État, un ministère spécial gouverna, d'accord avec un Parlement de deux Chambres. Toutefois, Déak avait concédé qu'il existait entre les deux États des intérêts dont l'ensemble manifestait pour l'étranger l'existence d'une « monarchie austro-hongroise ». Ils furent partagés en deux catégories : 1° les « Affaires communes aux pays représentés dans le Reichsrath et aux pays de la couronne de Hongrie », réduites à trois (relations extérieures; guerre et marine, à l'exception du chiffre du contingent et de la durée du service; dépenses communes), expédiées par trois *ministres d'Empire* (des Affaires étrangères, des Finances, de la Défense nationale) responsables devant les deux Parlements; 2° les « Affaires traitées d'après des principes communs à concerter de temps en temps » (commerce, douanes, monnaies, système militaire, législation industrielle) confiées à des *Délégations* annuelles de 60 membres par État (dont 40 élus par la Chambre basse) qui siègent, en alternant, à Vienne et à Buda-Pesth, délibèrent séparément dans leur langue officielle, votent séparément, sauf en cas de désaccord, où elles se réunissent en assemblée plénière, mais seulement pour voter. Les dépenses communes, toujours supérieures aux recettes, sont acquittées par des sommes prélevées sur le budget de chaque État d'après ses forces contributives (70 pour 100 pour l'Autriche, 30 pour 100 pour la Hongrie en 1867) et votées par des commissions parlementaires (« députation de la quote-part »). Chaque Parlement doit approuver les décisions prises aux Délégations, en des textes identiques. Au cas où la convention financière décennale et le compromis ne pourraient pas être votés d'accord, le souverain a le droit de les promulguer par une *ordonnance* signée de tous les ministres responsables, à condition qu'elle ne touche pas aux lois fondamentales, qu'elle

ne grève pas le Trésor à longue échéance et qu'elle n'aliène aucun domaine de l'État (article 14).

Organisation du dualisme (**1867-1870**). — D'après ces formes, le compromis lui-même fut voté dans les deux États. — ***En Hongrie***, ce fut l'objet de la *loi XX* (1867). Mais le succès des Magyars allait encourager les espérances des autres nationalités ; elles échouèrent partout où manquaient les hommes ou les classes (d'anciennes aristocraties par exemple) préparés à la vie politique. La Transylvanie, en grande majorité roumaine, avait possédé, en 1849 et en 1863, un Landtag qui avait député au Reichsrath plénier; Andrassy l' « incorpora » à la Transleithanie, supprima son Landtag, la partagea en 75 circonscriptions, dans lesquelles le vote censitaire assura les sièges législatifs aux aristocrates magyars et saxons. Avec la *Croatie*, il fallut user d'autres méthodes. La population en était slave, très fière des anciennes institutions du royaume de Croatie-Slavonie, et avait rencontré en Strossmayer un héraut de ses revendications : à la Diète de 1865, il prêchait « le devoir de résister virilement à toute centralisation, qu'elle vienne des Allemands ou des Hongrois. Car la centralisation... ne répond pas à l'esprit du droit, elle ne correspond pas à l'esprit de l'Évangile ». Il faisait de Zagreb (Agram) le centre d'un mouvement intellectuel qui se propageait jusque chez les Slaves des Balkans. Seulement, la Diète fut dissoute, l'évêque envoyé en exil à Paris, et il fallut déployer toute la pression gouvernementale pour qu'une Diète nouvelle, où dominait le parti « magyaron », signât avec la Hongrie le compromis (nagoda). La *Nagoda* maintenait le royaume triunitaire de Dalmatie-Croatie-Slavonie, avec un *ban* (gouverneur), nommé par le roi et responsable devant la Diète croate (*Sabor*) de 75 députés élus par un suffrage très restreint (et 25 de droit). La Croatie, tout à fait autonome pour l'administration, la justice, l'instruction publique et les cultes, conservant ses armoiries et sa langue officielle, enverrait au Parlement « commun » de Transleithanie 31 délégués de la Diète, sur lesquels 5 siégeraient aux Délégations. Un ministre croate figurerait dans le cabinet de Buda-Pesth. Arrangement équitable d'apparence, qui se révéla bien différent à l'application.

En Autriche, la *Constitution du 21 décembre 1867* organisa la monarchie représentative libérale : elle proclamait l'égalité devant la loi des citoyens, tous admissibles aux emplois, les libertés politiques et civiles, l'égalité des langues et des nationalités. Le ministère devenait responsable devant les deux Chambres du Reichs-

rath : la Chambre des seigneurs et la Chambre des députés (203) élue par les 17 Landtags. Les Chambres votaient le budget, légiféraient sur les services généraux (armée, commerce, transports, hygiène, « rapports confessionnels », enseignement, justice), abandonnaient aux Landtags le budget et la législation provinciale. — Une telle constitution satisfaisait les 9 millions d'Allemands qui allaient dominer légalement 9 millions de Slaves. Mais les Slaves regimbaient déjà. Beust n'avait prétendu traiter qu'avec les Magyars; il se débarrassa des revendications des 3 millions de Polonais, en leur donnant à régenter 3 millions de Ruthènes. La *Galicie* reçut seulement une Diète à compétence législative étendue, dans laquelle le polonais fut langue officielle, avec un ministre polonais dans le cabinet viennois.

Restait la *Bohême*, « épieu enfoncé dans la chair allemande », le plus important des « royaumes et pays représentés dans le Reichsrath », l'un des centres de cette renaissance slave qu'affirmaient encore, depuis 1863, la fondation du *Théâtre tchèque* et la publication d'une *Encyclopédie tchèque*. Mal traités depuis 1620 qui leur avait enlevé leurs libertés, confiants en 1848 dans le fédéralisme, puis privés de leur Diète, les Tchèques gardaient le souvenir de leur ancien royaume indépendant sous la « couronne de saint Wenceslas ». Cette couronne, la Diète de Bohême l'offrait à François-Joseph en 1865; mais le Saxon Beust n'entrait point dans ces vues. Dès l'abord, les Tchèques refusèrent de députer au nouveau Reichsrath. L'un d'eux, Rieger, conduisit, en manière de protestation, une délégation au congrès slave de Moscou, fut reçu en audience par Alexandre II. Comme le ministère autrichien **Auersperg-Giskra** multipliait, contre cette démonstration de slavisme, les accusations de trahison, Rieger rédigea (22 août 1868) une « Déclaration des droits de la Bohême » que signèrent aussi des représentants de la noblesse et qui, protestant contre l'incorporation à la Cisleithanie, revendiquait un traitement identique à celui de la Hongrie : l'autonomie avec un Parlement national. Beust répondit par la proclamation de l'état de siège. Pourtant il lui fallut, en 1869, négocier pour un compromis que sembla promettre le *rescrit impérial du 12 septembre 1870*. Le rescrit reconnaissait les droits tchèques que confirmerait le couronnement à Prague. Puis, l'Empereur appela au ministère le comte Charles **Hohenwart** (février 1871), qui se déclarait prêt à consentir à la Bohême les mêmes avantages qu'à la Galicie. Colère des Allemands, qui provoqua la dissolution du Reichsrath (10 août). La Diète élabora des « Articles fondamentaux », que Rieger porta à Vienne, et qui organisaient les droits d'État du royaume de saint

Wenceslas par une sorte de dualisme dans le dualisme même. Mais des influences puissantes devaient ruiner le projet. **Andrassy**, premier ministre transleithan, fit savoir que les Magyars n'admettraient aucun changement au compromis pour ne pas inciter leurs « hordes » slaves à imiter les Tchèques; Bismarck protesta en faveur des Allemands d'Autriche, qui avaient droit à la suprématie et qui pourraient bien se donner à la grande Allemagne. Or, l'Empereur redoutait d'ébranler l'œuvre de 1867, et peut-être son trône; il ne signa pas les Articles fondamentaux. Conseillé par Beust et Andrassy, sollicité par le roi de Saxe au nom de Bismarck, il renvoya Hohenwart (30 octobre), et Beust lui-même (14 novembre), dont Andrassy prit la place aux Affaires étrangères. Triomphe du dualisme, mais plus encore de la Hongrie qui allait, pour de longues années, imposer à la double monarchie sa politique particulière.

II. — *Application du dualisme (1870-1895).*

L'Autriche, de 1871 à 1878. — Le ministère du prince Adolphe **Auersperg**, qui succédait à Hohenwart, se proposa de consolider la constitution. Comme il dura huit ans, il eut le loisir d'en faire voter les lois organiques essentielles. La *loi électorale de 1873*, adoptée avec difficulté après une année de discussion, supprima les derniers restes du fédéralisme en enlevant aux Diètes le droit de députer au Reichsrath, et en établissant pour la Chambre des députés la pratique de l'élection directe. La curie des propriétaires en nommait 85; la curie des villes et des Chambres de commerce, 137; la curie des campagnes, 131 ; en tout 353, élus pour six ans par des collèges d'effectif très variable. Le système favorisait l'élément allemand qui, en possession de la majorité, déclara l'allemand langue de service dans la Cisleithanie (la Galicie exceptée) ; il inspirait aussi aux opposants, qui jusque-là n'avaient eu à voter que pour des Diètes provinciales, le désir d'être représentés. En Bohême, **Gregr** et les *Jeunes-Tchèques* qui reprochaient à Rieger, depuis l'échec des « Articles fondamentaux », ses méthodes d'obstruction stérile, voulaient aller siéger à Vienne pour obtenir de haute lutte ces libertés nationales que la politique des *Vieux-Tchèques* n'avait pas su leur assurer. Mais, démocrates, ils mécontentèrent la noblesse historique, intermédiaire naturelle avec Vienne, qui se désintéressa de la cause nationale, et l'Empereur,

qui affecta de les considérer avec ironie, en tout cas sans bienveillance. Rieger et ses amis se résignèrent à rentrer à la Diète de Bohême (septembre 1878), puis au Reichsrath, après quatorze ans d'abstention.

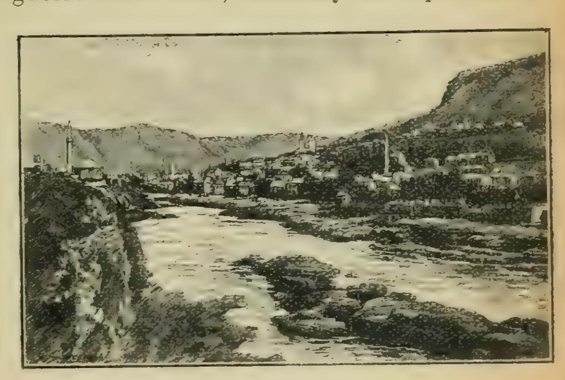
Libéral allemand, Auersperg établit une sorte de mariage civil pour les cas où l'autorité ecclésiastique refuserait le sacrement. Déjà, en 1871, après la définition de l'infaillibilité pontificale, le Concordat de 1855 avait été dénoncé ; en mai 1874, des lois le remplacèrent qui mettaient les Églises sous la surveillance de l'État, révisaient les revenus ecclésiastiques, réglaient la reconnaissance des associations religieuses. Le ministère assura la liberté et l'égalité complète de tous les cultes. L'armée, reconstituée par le service universel, avec la garde mobile (1869), comprit un contingent fixé pour dix ans et partagé en deux portions : la première passait dans la réserve (sept ans) et dans la Landwehr (deux ans), après trois ans de service actif; la seconde comptait pendant douze ans dans la Landwehr. L'année 1878 faillit la mettre à l'épreuve.

La Hongrie, de 1871 à 1878. — Le parti de Déak, qui avait conclu le compromis, ne retrouva pas tout de suite après Andrassy le chef parlementaire capable d'en développer les conséquences. **Lonyay**, **Szlavy**, **Ghiczy** organisèrent l'armée hongroise des *honveds* (analogue à la Landwehr) pour laquelle l'allemand resta la langue du commandement. Timidement, ils abordaient un programme de sécularisation de l'État ; en revanche, appuyés sur les comitats de la petite noblesse, auxquels ils adjoignirent seulement une commission mixte de membres élus et des plus imposés, ils magyarisèrent à outrance, imposant le magyar comme langue du gouvernement, de l'administration, des tribunaux, des services fiscaux, des chemins de fer, de l'enseignement à tous les degrés. Beaucoup d'Allemands se magyarisèrent en effet, adoptèrent des noms magyars. Seuls les Croates qui, depuis 1862, avaient fondé à Zagreb une Université de leur langue, et qui, organisés en « parti national » sous **Starcewitch** et **Bachki**, obtenaient au Sabor la majorité sur les Magyars (1872), forcèrent le gouvernement de Buda-Pesth à nommer *ban* le président même de la Diète, **Mazuranic**. Un seul terrain de conflit : le déficit budgétaire qui atteignait parfois le quart des recettes (62 millions de florins) et que l'opposition reprochait justement aux purs Déakistes. Ghiczi (mars 1874) ne vit de remède que dans des impôts nouveaux. La fusion avec le *centre gauche* du comte Tisza valait mieux ; elle constituait en effet une ma-

jorité de 235 sièges contre 204 opposants éparpillés en quatre groupes. Le ministère **Wenckheim-Tisza**, qui en sortit (28 février 1875), devait durer quinze années.

Tisza, le vrai chef, représentait justement cette petite noblesse magyare qui avait résisté au centralisme viennois et qui n'avait d'abord vu dans le compromis qu'un pis-aller assez misérable. Quand elle s'y rallia, elle lui donna son plein effet, en poussant à bout le principe de l'hégémonie de race. Tandis que le ministre des Finances, Koloman **de Szell**, diminuait le déficit, préparait la conversion en un seul type des dettes multiples, réglait avec l'Autriche la question de la Banque d'État, Tisza s'assurait aux élections de juillet 1875 une majorité compacte de 350 voix contre 90 opposants divisés et, devenu président du Conseil, instituait un régime de rigueur pour brider les nationalités. La magyarisation, plus violente, s'attaqua aux écoles, traqua les Saxons de Transylvanie et les Serbes de Temesvar, renvoya des services publics tous les employés incapables d'apprendre le magyar. Les haines qu'accumulaient de tels procédés n'inquiétaient point Tisza. En 1878, par entente de tactique avec Auersperg, il *renouvela le compromis*, s'assura de nouveaux avantages économiques et politiques. C'est la Hongrie, bien plus que l'Autriche, qui allait, en 1878, précipiter l'évolution « balkanique » de la monarchie.

L'Autriche-Hongrie, puissance balkanique (**1878**). — Dès le début de la guerre turco-russe, Andrassy avait précisé, en prévision des acquisitions de la Russie dans la péninsule, les compensations qu'il désirait. Il les obtint au Congrès de Berlin, qui lui confia l'administration de la Bosnie, de l'Herzégovine et du sandjak de Novi-Bazar. Il fallait maintenant occuper ces provinces. Andrassy estimait qu'un bataillon y suffirait ; il y fallut



MOSTAR, CAPITALE DE L'HERZÉGOVINE
(D'après une photographie)

les 100.000 hommes du général **Philippovitch**. Ils procédèrent sur les agas, begs, khodjas et mollahs à une véritable conquête (août 1878), longue, difficile, sanctionnée par des pelotons d'exécution itinérants qui supprimaient sommairement les « rebelles ». Le ministre commun des Finances, **de Kallay**, connu par une *Histoire des Serbes*, allait se charger de réformer au nom de l'Europe le régime agraire qui maintenait les paysans dans le servage des agas (1882). Bientôt, il y découvrirait une prétendue nation bosniaque, très différente de la nation serbe, et qui n'attendait pour s'affirmer que le contact avec les kaiserliks. Des centaines de millions y passèrent. Dans l'aventure, Andrassy perdit son ministère, du fait des libéraux allemands inquiets de voir s'augmenter la proportion des Slaves dans la monarchie dualiste. Mais François-Joseph tenait aux provinces comme dédommagement de l'Italie perdue. Pour jouer un premier rôle dans les affaires orientales et dominer dans les Balkans, il ne répugna pas à servir les rancunes de l'Allemagne contre la Russie (secourable pourtant en 1849), à signer l'alliance, qu'avait préparée Andrassy, avec le Bismarck de Sadowa (1879) et avec l'Italie dont l'unité n'était née que des défaites autrichiennes (1882). De cette nouvelle orientation, les conséquences seraient incalculables.

L'Autriche, de 1879 à 1895. — La première fut de supprimer à peu près le régime parlementaire en Autriche. La *gauche libérale* avait blâmé l'occupation balkanique; **Taaffe**, que l'Empereur appela au pouvoir après Auersperg, rompit avec elle, et agit en *ministre de l'Empereur*, non de la majorité, indépendant des Allemands. Il offrit la conciliation aux Tchèques moyennant de minimes concessions. La *loi électorale de 1879* étendit le droit de suffrage à tout citoyen payant 5 florins d'impôts directs, ce qui assura aux Tchèques la majorité dans la Diète de Bohême et ramena leurs chefs au Reichsrath. Le parti libéral-radical allemand se fit alors *nationaliste-allemand* intransigeant et pangermaniste (en dépit de Bismarck), par rancune des satisfactions données aux nationalités. Taaffe renvoya ses ministres libéraux; il s'appuya désormais sur la « coalition » des conservateurs allemands, des catholiques, des Polonais et des Tchèques, qui venait de triompher aux élections législatives. Ainsi gouverna-t-il jusqu'à 1893.

Mais, peu à peu, il était entraîné au fédéralisme, comme, avant lui, Hohenwart (président du « Club fédéraliste » jusqu'à 1881). Le ministre des Finances qui, en élevant le taux des contributions, avait rétabli l'équilibre budgétaire (1889) et la circulation de la monnaie de métal par arrangement avec la Transleithanie, était un Polonais

autonomiste, **Dunajewski**. Les Slaves en profitèrent pour envahir les fonctions administratives et pour se faire dégrever d'impôts; un réseau des chemins de fer de l'État, constitué avec des lignes occidentales jusqu'à la frontière de Bavière (le tunnel de l'Arlberg allait leur donner une activité inattendue, 1884), s'augmenta de voies « stratégiques » en Bohême et en Galicie. Des *Ordonnances du 19 avril 1880* astreignirent les fonctionnaires de Bohême à répondre dans la langue de l'interlocuteur, les juges à rendre leurs sentences dans la langue de l'accusé (au criminel) ou de l'assignation (au civil); les actes officiels seraient publiés dans les deux langues, les déclarations inscrites sur les registres officiels dans la langue du requérant. Mais alors, les Allemands désertèrent la Diète de Bohême. Taaffe accorda une *Université tchèque* à Prague par démembrement de l'ancienne Université allemande (28 février 1882), des subventions aux collèges secondaires, le droit aux parents tchèques d'obtenir une école primaire de leur langue à partir d'un nombre minimum d'enfants. Les Allemands s'arrangèrent pour truquer les statistiques, éluder les demandes des ouvriers et des paysans tchèques, imposer l'école allemande aux enfants de leurs employés, s'opposer par leurs municipalités à l'ouverture d'écoles tchèques. Leur *Schulverein* s'enrichit par les subventions des 100.000 Israélites, qui se déclarent en général de langue allemande, appuya la germanisation à coups d'écoles. Les Tchèques répliquèrent en fondant la *Matice Skoloka* (fonds tchèque) qui, depuis 1880, créa des gymnases et des écoles maternelles, organisa des comités locaux pour recueillir en Bohême, en Moravie et en Silésie, les souscriptions des plus petits villages, mena une intense propagande dans la région industrielle du nord (allemande en majorité) et dans les circonscriptions bilingues.

Les Jeunes-Tchèques ne s'en contentaient pas. A la « politique des miettes » de Rieger, les intransigeants, Gregr, **Engel**, **Vasaty**, opposaient la revendication totale des droits de la Bohême; à la noblesse « historique » (c'est-à-dire germanisée, ou implantée, propriétaire d'un cinquième des terres), les droits du peuple. Aux élections pour la Diète (1889), ils enlevèrent 42 sièges sur 85. Cette fois, l'Empereur s'émut, parla de « réagir énergiquement là contre ». Et Taaffe s'entremit.

Avec Rieger et les Vieux-Tchèques, il conclut les « Punctations de Vienne » (1890) qui, abandonnant le droit d'État de la Bohême, divisaient le pays en circonscriptions nationales de façon à livrer la Diète à l'élément allemand. L'année suivante, aux élections législatives, 39 Jeunes-Tchèques élus députés (sur 40) désavouaient

les Punctations, empêchaient le vote de l'adresse à l'Empereur. La coalition des « éléments patriotiques et modérés » contre les révolutionnaires tchèques avait échoué.

Elle ne réussit pas mieux en Autriche même. A côté des partis, jusque-là en possession de la clientèle électorale, d'autres s'étaient fondés depuis 1873. A cette date, une crise de spéculations, suivies de désastres financiers, avait accumulé les ruines dans toutes les classes, à Vienne et dans les provinces. Or, c'étaient les grands capitalistes qui, par leur influence sociale, assuraient la force du parti libéral allemand. Peu leur importaient les intérêts des classes moyennes, qui votaient peu, encore moins ceux des paysans, qui ne comptaient pas. Contre eux, **Vogelsang** organisa vers 1875 le *parti chrétien-social*. Peu à peu, le parti rallia la petite bourgeoisie, des commerçants, des industriels, des gens instruits, prit une allure à la fois démocratique et conservatrice. Très attaqué par la presse viennoise, qui appartient presque tout entière aux israélites, il se fit, avec l'avocat **Lueger** et **Gessmann**, violemment antisémite. Au début, il s'était efforcé de conquérir le conseil municipal de Vienne ; il en fut le maître en 1895 avec un programme qui dénonçait les contrats des compagnies anglaises de tramways et du gaz, municipalisait ces services, ainsi que les assurances et les établissements de crédit, réorganisait l'assistance publique, prévoyait une large adduction des eaux des Alpes. Il enleva ensuite la Diète de Basse-Autriche, et se constitua au Reichsrath en parti d'Empire sous la direction du prince **Aloys de Liechtenstein**.

Taaffe, menacé déjà d'autres côtés, crut rallier les ouvriers par des *lois d'assurance* imitées de l'Allemagne, les chrétiens-sociaux en acceptant leur projet d'écoles confessionnelles, les Tchèques en proposant une réforme électorale avec le suffrage universel. C'était ameuter les « partis patriotiques et modérés ». Il tomba le 28 octobre 1893.

La Hongrie, de 1879 à 1895. — Tisza, qui avait soutenu Andrassy dans sa politique balkanique, continua de gouverner jusqu'en 1890. Après une crise financière pénible, il obtint un équilibre budgétaire qui permit de racheter les voies ferrées. La seule difficulté sortit d'un projet de loi qui autorisait les mariages entre juifs et chrétiens. La Chambre l'avait votée; elle échoua devant les magnats. Tisza brisa la résistance de la Chambre haute en la réformant. Tous les magnats qui ne payaient pas 3.000 florins d'impôts fonciers ne pouvaient plus que s'y faire représenter par 50 d'entre eux; 50 membres viagers furent à la nomination du roi.

Les députés seraient élus pour cinq ans. Dernier triomphe de Tisza qui, abandonné en 1890 par la cour après le vote difficile de la loi militaire, démissionna.

Szapary puis **Wekerlé** continuèrent pourtant sa politique. Le second fit voter, en dépit du roi et de la majorité des magnats, l'obligation du mariage civil (1894), l'un des articles d'une politique ecclésiastique qu'imposait le parti libéral, mais qui divisait profondément les autres, les radicaux aussi bien que la droite. De ces éléments dissidents, mais où dominaient les démocrates, un groupe nouveau sortit : le *parti populaire catholique* dirigé par les comtes Ferdinand **Zichy** et Nicolas-Maurice **Esterhazy**.

La crise latente des nationalités n'en fut pas atténuée. Saxons et Roumains de Transylvanie, Slovaques des Tatras ne se résignaient qu'en apparence à l'hégémonie magyare. Les Croates voulaient autre chose : la réunion à leur pays de la Bosnie et de l'Herzégovine, serbes de nationalité, pour aboutir, par le relèvement d'un royaume serbo-croate, au *trialisme* dans la monarchie. Ils ne reçurent que 700.000 habitants des Confins militaires. Déçus par cette mauvaise volonté (qu'ils sentaient irréductible) des Magyars, ils devinrent très pointilleux sur la stricte observation de la Nagoda (renouvelée en 1879), arrachèrent en 1883 les écussons bilingues que les fonctionnaires avaient appliqués sur les monuments de Zagreb et, après des luttes furieuses, des procès politiques jugés en l'absence du jury, des désordres dans le Sabor, la mise en état de siège, obtinrent satisfaction. Des bans, ni **Péjacsevitch**, ni **Khuen-Hédervary** ne réussirent à rapprocher les deux royaumes au delà d'un compromis financier (1889). En 1893, François-Joseph reprochait en public à Strossmayer, coupable d'avoir félicité le tzar à l'occasion du millénaire de saint Vladimir, d'avoir « trahi sa foi et son État ». Et Strossmayer, l'évêque national, restait impassible sous l'affront. En 1895, passant par Agram, l'Empereur n'y trouvait que le silence ; l'année suivante, les seuls Magyars fêtaient le millénaire de saint Étienne.

III. — *Crise du dualisme* (*1895-1907*).

Le *compromis*, fondement de la monarchie dualiste, avait, assez aisément, été *renouvelé en 1887*. L'Autriche-Hongrie s'installait en Bosnie-Herzégovine, incorporait de force les habitants dans l'armée, y constituait une fiscalité à l'européenne, œuvre de Kallay (la « Kal-

laythanie », raillaient les journaux viennois). **Kalnoky**, ministre commun des Affaires étrangères, en dépit des sphères d'influence prévues avec la Russie en 1876, prenait ses sûretés avec la Roumanie (projet d'un canal des Portes de Fer, inauguré en 1896), favorisait l'élection de Ferdinand de Cobourg, officier autrichien, au trône de Bulgarie (1887), tenait le royaume serbe de Milan étroitement enchaîné par des tarifs douaniers et des chicanes économiques. C'est pourtant de cette politique qu'allait sortir la crise la plus grave du dualisme.

Le conflit tchèque-allemand en Autriche. — Après Taaffe, renversé pour sa politique favorable aux Tchèques, les ministères se succédèrent en Autriche « comme les saisons ». Le prince **Windischgraetz** (octobre 1893-juin 1895) et **Kielmansegg** (juin-octobre) essayèrent d'une coalition qui, pour ruiner les Tchèques, promettait une large réforme électorale au moyen d'une cinquième curie. Mais le ministre refusait un lycée slovène pour la ville de Cilli. La « coalition » en mourut.

Badeni, ministre de la couronne, Polonais et autonomiste, s'avisa d'une distribution nouvelle des partis pour obtenir d'une majorité d'Allemands modérés, de Polonais et de Tchèques, le renouvellement du compromis et la célébration sans troubles, en 1898, du jubilé de l'Empereur. Une amnistie prépara les réformes promises, et d'abord la *loi électorale du 14 juin 1896*. Aux anciennes curies de 1.700.000 censitaires, qui continuèrent de nommer 353 députés, la loi ajouta une *curie du suffrage universel :* 5 millions et demi d'Autrichiens, âgés de vingt-quatre ans (y compris les censitaires qui votaient deux fois), élurent 72 députés. Aux élections de 1897, le parti libéral-allemand s'effondra. Les Jeunes-Tchèques avaient publié un « Catéchisme national » qui recommandait, pour lutter contre le germanisme, de n'employer que la langue tchèque, de ne vendre des terres qu'à des Tchèques, etc.; ils revinrent 59, avec 14 socialistes nouveaux. Le reste était en majorité chrétien-social, populiste, catholique et polonais. Badeni paya d'abord les Tchèques par les *Ordonnances du 6 avril 1897*. Elles conservaient l'allemand comme langue des rapports entre Vienne et la Bohème, mais décidaient que, dans le service « interne » de la province, les affaires seraient expédiées dans la langue où elles auraient été introduites, et que tous les fonctionnaires devraient savoir les deux langues avant 1904.

Ces ordonnances apparurent vexatoires dans les cantons purement allemands. Badeni aurait accordé des exceptions, mais les

progressistes (anciens libéraux) dénoncèrent le péril slave, s'unirent pour une obstruction antiministérielle, même avec les *pangermanistes*. Ceux-ci, élus par la Bohême du nord, une partie de la Moravie, Vienne, Grätz, et groupés derrière **Schoenerer** (admirateur fanatique de Bismarck, député en 1873), professaient avec l'*Alldeutscher Verband* que « l'Empire allemand doit conquérir l'Autriche allemande, car le peuple allemand ne peut pas se détourner de l'Adriatique sans perdre ses droits à la situation de grande puissance ». En attendant, ils préconisaient la séparation religieuse d'avec « une Église ennemie du germanisme » (*Los von Rom*) (1). Ils arrêtèrent le travail parlementaire par des scandales de tribune et des pugilats avec les Tchèques, si bien que le président, Abrahamovicz, se fit donner le droit de prononcer au besoin la clôture des débats, et de faire expulser les députés par la police. Les luttes continuèrent dans la rue ; Badeni dut démissionner.

Les Ordonnances rendirent stériles cinq sessions parlementaires. Car le baron **de Gautsch** (décembre 1897-5 mars 1898) se contenta de *promulguer le budget et le compromis par ordonnance impériale* (article 14 de 1867) pour un an, et de retirer les *Ordonnances* de 1897 pour les remplacer par d'autres (février 1898) qui partageaient la Bohême en trois zones jusqu'à décision du Parlement. Allemands et Tchèques, également mécontents, le firent tomber. Le comte François **Thun-Hohenstein**, qui avait pris un ministre jeune-tchèque et un autre allemand, comptait s'entendre avec son collègue hongrois pour promulguer, après obstruction violente et clôture du Parlement, le compromis pour dix ans (pacte d'Ischl, août 1898) ; mais les discours interminables des Tchèques (obstruction « tactique ») menèrent le Reichsrath jusqu'en décembre, et l'article 14 ne joua encore que pour un an. L'année suivante, le Reichsrath refusa d'élire la Délégation (octobre 1899, chute de Thun). Après le comte **Clary-Aldringen** (octobre-décembre) qui, sur pression secrète de Berlin, abrogea les Ordonnances de 1898, **Wittek** gouverna tout juste un mois pour appliquer encore l'article 14.

Conquête du suffrage universel. — **Koerber** (19 janvier 1900) fit tenir des conférences de conciliation entre Allemands et Tchèques de Bohême et de Moravie ; mais sans succès. Le 8 juin, au milieu d'un tumulte affreux, les interpellations commençaient au Reichsrath (il y en avait 4.000, déposées par 400 orateurs); Koerber en

(1) Le mouvement était soutenu par l'*Odin Verein* (de Munich) et par la *Gazette de la Croix*.

prononça la prorogation, puis la dissolution (8 septembre). « C'est la dernière tentative constitutionnelle, déclara l'Empereur, que fait le gouvernement pour régénérer le Parlement. » En effet, depuis 1897, il n'existait plus de budget régulier ; toutes les forces de la monarchie se trouvaient paralysées, et l'Empereur seul gouvernait. Aux élections de 1901, Koerber rêvait d'obtenir une représentation des intérêts (non plus des nationalités). La cinquième curie devait tuer le nationalisme par le socialisme. Le calcul fut déjoué, car les nationalités continuèrent à s'affirmer. Les socialistes furent battus en Bohême, Styrie, Galicie, les antisémites en Basse-Autriche. Par contre, les partis allemand et slave revenaient renforcés ; des « Tchèques agrariens » apparaissaient, et des « Tchèques ouvriers », aussi radicalement nationaux que sociaux. Les petits partis renforcés (Italiens, catholiques, Roumains) arrachèrent quelques concessions, mais, dès les premières séances de l'Assemblée, le tumulte recommença. Koerber eut beau s'entendre avec le ministre hongrois de Szell (*accord de la Saint-Sylvestre*, 31 décembre 1902) pour proroger jusqu'à 1907 les chapitres douaniers et commerciaux du compromis, il n'en put obtenir la ratification parlementaire. Le baron **de Gautsch**, après lui, s'en passa ; de même, le prince **Hohenlohe-Schillingsfurth** (30 avril 1906).

Le baron **de Beck** (3 juin 1906) s'avéra plus heureux. D'une part, après seize mois de négociations, il *renouvela le compromis* jusqu'au 31 décembre 1917 sous la forme d'un accord commercial et douanier qui augmentait la contribution hongroise de 2 pour 100. D'autre part, il rendit de nouveau possible la vie parlementaire par la *loi électorale du 26 janvier 1907*. Ce n'avait pas été sans peine. Encouragés par la renaissance économique de leur pays, les Tchèques s'étaient alliés aux socialistes pour réclamer le suffrage universel ; ils entraînèrent les Slovènes et les Ruthènes (non les Polonais, dont la noblesse ne tenait guère à supporter en Galicie le contrôle indiscret d'un Parlement populaire), et finirent par l'emporter sur l'entourage du souverain. François-Joseph se trouvait alors aux prises avec les Magyars. Il s'inquiéta de la révolution russe (1906) ; il accorda le suffrage universel. La loi ramena au chiffre de 150 à 170 (*numerus clausus*) le nombre des pairs viagers à la nomination de la Couronne. Pour le Reichsrath, étaient électeurs tous les Autrichiens d'au moins vingt-quatre ans, domiciliés depuis un an dans la commune ; éligibles au scrutin direct, secret, uninominal, les sujets autrichiens (depuis trois ans au moins) âgés de trente ans. Chaque pays cisleithan recevait un nombre fixe de mandats calculé sur la population, le total des impôts et le degré de culture intellec-

tuelle ; les villes et les bourgs formeraient des circonscriptions distinctes des campagnes : en tout, 516 mandats (dont la majorité assurée aux Allemands).

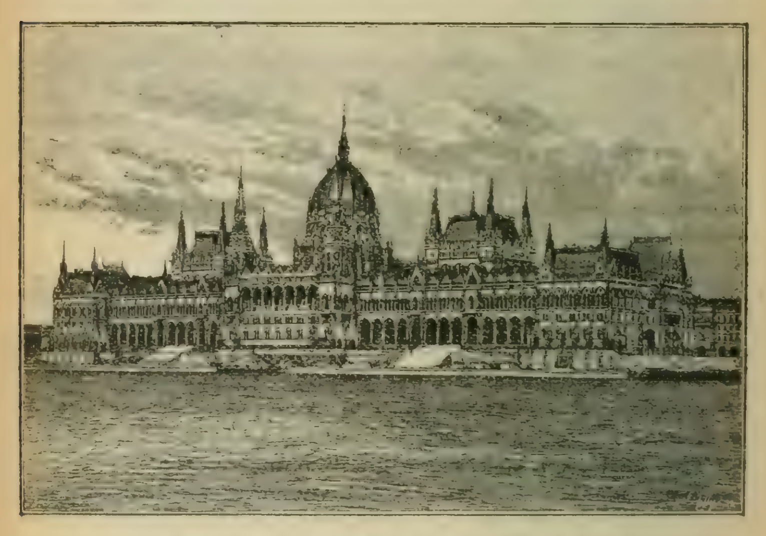
Après les élections de mai 1907, bien que les Slaves eussent gagné 31 sièges, et les socialistes 77, l'Empereur se félicitait d'un résultat qui remplaçait les 22 groupes de l'ancienne Chambre par 5 blocs : catholique allemand (unifié par la fusion des chrétiens-sociaux avec le parti populaire catholique du baron **Dipauli** et d'**Ebenbosch**), tchèque, polonais, « Association nationale allemande », socialiste. Ce pouvait être en effet le début d'une vie politique nouvelle.

La Hongrie et le « parti de l'Indépendance ». — Pendant ces conflits cisleithans, la Hongrie avait connu la paix. **Banffy**, successeur de Tisza, tenait ses « hordes » sous le joug. Si les Serbes du sud esquissaient quelque agitation, un procès pour association secrète les ramenait à la raison (procès de l'*Omladina*, 1893). Le congrès des Roumains, Slovaques et Serbes de 1895 n'inquiétait pas le ministre. En 1894, les Roumains, coupables d'avoir adressé à « l'Empereur » un mémorandum sur la violation par les Magyars de leurs droits municipaux, scolaires, confessionnels, électoraux (1892), se voyaient condamner pour rébellion par un jury magyar. En Croatie, la haine entretenue avec soin entre orthodoxes et catholiques (jusqu'au moment où Strossmayer réalisa l'union de son parti avec le parti nationaliste-radical de Starcewitch, 1903) par le ban Khuen-Hédervary, devenu comme un satrape absolu, garantissait le silence.

La Hongrie en profitait pour faire la loi à Vienne, non seulement dans les affaires étrangères où prévalaient l'influence et le personnel magyars, mais aussi dans les tractations habilement conduites pour les renouvellements provisoires du compromis. Pourtant, Banffy, soutenu par Tisza, ayant voulu se passer du Parlement (qui commençait l'obstruction) pour promulguer le compromis, des défections dans son parti le renversèrent. **Koloman de Szell** (25 février 1899), son successeur, allait connaître derechef les conflits de nationalités. Déjà les Magyars voulaient que leur indépendance à l'égard de Vienne apparût sur les emblèmes d'État et sur les drapeaux. En 1902, le député **Kossuth** (fils du ministre de 1849), discutant un projet d'augmentation des effectifs déposé par le ministre commun de la Guerre, demandait que le magyar, non l'allemand, fût la langue de l'armée transleithane. Szell démissionna (10 juin 1903) et ne fut remplacé que deux mois plus tard par le ban de Croatie, **Khuen-Hédervary** (août), qui tomba en novembre

sans avoir rien fait. **Etienne Tisza** tenta de trouver un moyen terme en reprenant le programme des libéraux dans l'esprit du dualisme. Il était bientôt débordé par le *parti de l'Indépendance* qui, avec Apponyi, Andrassy et Kossuth, reprenant la politique de 1848, revendiquait la complète disposition de l'armée et des finances, n'admettait plus comme lien avec l'Autriche que la personne du souverain, faisait triompher ce programme aux élections de janvier 1905, où les libéraux furent écrasés. Le conflit s'ouvrait entre la couronne et la nation.

Le conflit constitutionnel. — Bien que le parti de l'Indépendance annonçât une « politique positive », Tisza ne pouvait plus gouverner; il démissionna (3 février 1905). Mais François-Joseph refusait d'aller au delà des réformes acceptées par le parti libéral (devenu ainsi constitutionnel); ce n'est qu'en juin que le général **Fejervary** formait un ministère. Aussitôt il prorogeait la Chambre, puis démissionnait (2 septembre), reprenait le pouvoir



Buda-Pesth. — Palais du Parlement Hongrois

en ajournant les Chambres jusqu'au 5 mars 1906, tout en promettant le suffrage universel, et se consacrait à combattre les comitats qui s'agitaient à leur tour. Puis la Chambre était dissoute et, sur résistance des députés, dispersée par la force armée. Le direc-

teur de la police, nommé commissaire royal, mettait Buda-Pesth en état de siège.

Les chefs du parti de l'Indépendance en appellent alors aux Slaves. En Croatie, depuis le départ de Khuen, un *parti serbo-croate* s'était formé, qui conquérait la majorité au Sabor. Kossuth lui promit, moyennant son aide, l'application complète de la Nagoda ; et les *résolutions de Fiume* et *de Zara* assurèrent l'élection de 253 « indépendants ». La coalition prit ainsi le pouvoir (ministère **Wekerlé**, **Kossuth**, **Andrassy**, **Apponyi**, 7 avril 1906), renonça à soulever la question des langues dans l'armée, mais oublia vite ses promesses aux Slaves, et prétendit imposer (mai 1907) le magyar comme langue des chemins de fer en Croatie-Slavonie. Le Sabor de Zagreb, où 42 « résolutionnistes » affirmaient leur volonté d'autonomie, d'accord avec 20 « catholiques du droit pur », contre 22 « magyarons », protesta et fut dissous par le ban Pejacsevitch ; son successeur, **Rakodczay**, par ses provocations, déchaîna l'émeute. Kossuth céda enfin ; mais lorsque le ban **Rauch** procéda aux élections, 56 résolutionnistes (dont 21 Serbes) formèrent de nouveau la majorité. Pour les briser, et pour gagner les Magyars à l'annexion de la Bosnie, le ministre commun des Affaires étrangères, **d'Aerenthal**, inventa contre cinquante-trois Croates une accusation de haute trahison. — Cependant, Wekerlé déposait un projet de loi électorale qui prévoyait le scrutin public et le vote plural. Mais, pour ne pas compromettre le caractère magyar de l'État hongrois, ceux qui ne sauraient ni lire ni écrire en hongrois ne seraient électeurs qu'au premier degré ; 10 d'entre eux éliraient seulement un électeur du second degré. Fureur des socialistes, des Slaves et des Roumains qui réclament l'égalité, mais à qui Andrassy répond : « L'égalité politique est une utopie ». — Restait le conflit avec la couronne. L' « Indépendance » voulait toujours la langue hongroise dans l'armée, des drapeaux spéciaux, une banque hongroise d'émission (que refusait à Vienne le parti chrétien-social). Wekerlé démissionna (avril 1909). En trois ans, le parti de l'Indépendance aboutissait à un « fiasco ».

Lukacz, qui remplaça Wekerlé, ne put même pas amorcer la loi électorale (sans vote plural) ; et Wekerlé reprit le pouvoir. Sans doute il aurait cédé aux volontés du roi ainsi que Kossuth, mais le président de la Chambre, **Justh**, se cramponnait à l'idée de la banque particulière. Nouvelle démission de Wekerlé qui resta cependant chargé des affaires jusqu'en automne. Andrassy, Tisza, Lukacz refusaient tour à tour le pouvoir qui échut à **Khuen-Hédervary** (18 janvier 1910) sur les bases du dualisme. Mal accueilli à la Chambre

(où s'engageait une bataille à coups d'encriers, de porte-allumettes, etc.), il répondait au vote de défiance par une dissolution; et les élections du 10 juin écrasaient le parti de l'Indépendance au profit du nouveau *parti national du travail* d'Andrassy. Mais la crise de nationalité n'était pas résolue.

IV. — *L'Autriche-Hongrie contemporaine.*

C'est en effet une lutte de races qui constitue le fond de toute la politique en Europe centrale et orientale. L'Autriche-Hongrie, abrégé de l'Europe, connaît, au début du XXe siècle, les plus âpres de ces luttes qui tendent, sinon à la dissolution de la monarchie, du moins à la dislocation du dualisme.

Les races et les nationalités en Autriche. — En Autriche, les ***Allemands***, race dominante, occupent au nombre de 9.200.000 la région du Danube moyen et des Alpes, du Tyrol à la plaine hongroise par la haute et basse Autriche, la Styrie et la Carinthie, la Bohême du nord. Revenus depuis 1906 du radicalisme pangermaniste qui rêvait d'une annexion à la Grande-Allemagne, mais installés au cœur de l'Empire, à un carrefour des voies européennes, ils défient encore les autres races, d'importance et d'activité très inégales. — Car les ***Ladins*** du Tyrol du sud, quoique donnant avec succès l'assaut vers Botzen, Brixen et même Innsbrück, sont trop peu nombreux (27.000). Les 700.000 ***Italiens***, au contraire, qui occupent les côtes d'Istrie avec Trieste et le Trentin, exaltés par les souvenirs lointains de la grandeur de Venise et le spectacle de l'unité du « Royaume », se posent en *Italia irredenta*, complotent au besoin contre le gouvernement « allié et ennemi » de l'Italie (1890) et, au moyen de manifestations tumultueuses, prétendent obtenir, avec une administration autonome, une Université de leur langue. — La Carniole appartient aux ***Slovènes*** pour qui Laybach est une capitale historique : catholiques en relations avec les autres Slaves du sud, ils sont plus de 1.200.000 qui souhaiteraient la constitution d'une grande Illyrie. — Les ***Tchèques*** présentent en Bohême centrale et en Moravie un bloc de 6 millions d'individus ardents à reconquérir sur les Allemands tout ce que les vainqueurs de 1620 ont arraché au royaume de saint Wenceslas. Tout leur est efficace : écoles, églises, sociétés de gymnastique (*sokols*). Peu à peu, au prix de batailles sans fin entre étudiants, soldats, bourgeois et paysans des

deux races, ils récupèrent leur domaine patrimonial d'où ils expulsent l'Allemand. Prague, redevenue tchèque, s'affirme centre intellectuel et artistique, avec son *Musée national* et son *Théâtre national* élevés par souscription patriotique, son Université tchèque. Aujourd'hui, leurs ambitions s'étendent : ils veulent construire des églises et des écoles tchèques hors de Bohême (à Vienne, par exemple, où ils sont 250.000), puis grouper leurs cousins de race dans l'*Union slave* de Kramarsch et de Sustersitch. Ne sont-ils pas, à l'encontre des projets pangermanistes, qui tendent à réunir les 150 millions d'hommes parlant allemand, de Hambourg à Trieste, l'avant-garde des Slaves d'Autriche, la seule barrière résistante? — Les ***Polonais*** de Galicie (à l'ouest du San) ont acquis une situation privilégiée. Forts de leur nombre (presque 4 millions et demi), ils ont reconstitué autour de Cracovie un groupement très homogène qui célèbre avec une ostentation voulue les souvenirs nationaux (1), concentre les grosses sommes du « fonds polonais » pour créer des écoles en pays germanique, prépare toutes choses pour qu'une Pologne renouvelée trouve sa place dans le fédéralisme attendu. — A l'est du San, au contraire, 3 millions et demi de ***Ruthènes*** ou Petits-Russiens se plaignent déjà de l'hégémonie polonaise, et dressent dans Lwow (Lemberg) leurs églises grecques-unies, où ils sauvegardent leur rite et leur langue. — Plus loin, la *Bukovine*, halte forestière des peuples au pied des « ports » carpathiques, qui présente à côté de 250.000 ***Roumains***, en compétition avec des *Ruthènes*, des colonies d'*Allemands*, de *Magyars*, de *Polonais* et de *Juifs* (répandus aussi en Galicie autour de Brody ou « Nouvelle Jérusalem »), achève, sur les terrasses qui penchent vers la plaine sarmate, la mosaïque cisleithane.

Les races et les nationalités en Hongrie. — En Transleithanie, les ***Magyars*** forment deux masses d'inégale importance : au centre de la plaine danubienne, des Alpes aux Carpathes et à la basse Tisza, et sur les degrés orientaux du bastion transylvain. Là, ils sont les *Szeklers*, les garde-frontières. Au total, 9 millions de maîtres détestés qu'assiègent comme sur un champ de combat les autres nationalités : Slovaques et Ruthènes au nord, Roumains au sud-est, Croates et Serbes au sud, des colonies d'Allemands au centre même : 11 millions de non-Magyars. — Les ***Slovaques***

(1) Le monument qui, dans Cracovie, dresse la statue équestre de Ladislas Jagellon et commémore la victoire des Polonais et Lithuaniens à Grünwald (1410) sur les Chevaliers Teutoniques (le grand-maître Jungingen est étendu mort aux pieds du roi), a été élevé aux frais du pianiste Paderewski.

(plus de 2 millions) s'isolent dans les hautes Carpathes, aussi défiants du Polonais que du Hongrois. — Les ***Roumains*** constituent la grande majorité en Transylvanie : environ 3 millions de paysans de race latine et de culte orthodoxe, contre 200.000 *Allemands* luthériens et 700.000 *Magyars* calvinistes. Traités en sujets, aux droits diminués, suspects de se considérer comme une *Romania irredenta* soustraite aux libres destinées du « Royaume » voisin, ils revendiquent obstinément une autonomie qui restaure le grand-duché, ou au moins la province de 1863, avec l'Empereur pour grand-duc. — La Nagoda, violée dès le principe, remise en question par tous les partis magyars, n'a pas assuré la paix aux 3 millions de ***Serbo-Croates***, qui tolèrent avec peine sur leur sol 200.000 Allemands et Hongrois. Depuis 1908, le Sabor, de majorité nationaliste, n'est plus convoqué que pour être dissous. Le ban **Tomasitch**, incapable de gouverner avec une majorité d'opposition, le proroge après une seule séance, et le dissout (août 1910). Des élections « tartares » (candidats et électeurs évincés des lieux de vote, emprisonnés pour la période électorale, destitués arbitrairement de leurs droits, villes en état de siège, etc.) essaient de constituer une Diète docile aux volontés magyares. Cependant, le Sabor refuse le budget de l'année (mars 1911) ; il est dissous. Nouvelle dissolution en janvier 1912. Cette fois, le ban **Tchouvaj**, au lieu de procéder aux élections dans les trois mois, se fait nommer *commissaire royal* pour traquer les journaux, briser l'opposition, appliquer la dictature brutale. Plus de constitution, au moment même où les Croates escomptaient des profits personnels de la dernière conquête territoriale de l'Autriche.

Développement de la politique balkanique. — Cette conquête, c'était l'œuvre personnelle de l'Empereur et du baron **d'Aerenthal**, appelé au Ballplatz après la disgrâce de Goluchowski, le « brillant second » de Guillaume II (octobre 1906). Jusque-là, toute la politique étrangère de la monarchie s'était déroulée dans le cadre de l'alliance allemande, puis de la Triplice. D'Aerenthal, jeune (né en 1854), qui avait passé seize ans de sa carrière diplomatique à Pétersbourg (et trois ans à Bucarest), lié au surplus à la « camarilla » de l'archiduc héritier, apportait une formule nouvelle : moins dépendante de l'Allemagne, plus cordiale avec l'Italie, l'Autriche-Hongrie développerait, par un accord raisonné avec la Russie, ses positions balkaniques. Déjà, en 1897, le programme austro-russe (réédité à *Muerzteg*, septembre 1903) précisait l'entente à deux qui, de l'aveu de l'Europe et dans l'esprit du traité de

Berlin, réaliserait les réformes dans les provinces européennes de la Turquie, exercerait sur l'ensemble des Balkans un contrôle privilégié. Mais, dans ce « syndicat », l'un des associés, absorbé en Asie, devait pour l'Europe s'en rapporter à l'autre, et ce fut l'Autriche qui, seule, moyennant la promesse tacite de ne rien faire, exerça pendant dix ans la « délégation » européenne. Elle en profita pour consolider ses progrès dans les provinces ottomanes de l'ouest, et dans certaines cours balkaniques.

Or, voici qu'en 1907 la Russie, qui avait réglé ses intérêts asiatiques avec le Japon et l'Angleterre, se libérait de l'entente à deux pour



SERAJEVO, CAPITALE DE LA BOSNIE
(D'après une photographie)

discuter avec Edouard VII des affaires de Macédoine. D'Aerenthal n'hésita pas. Il annonça (janvier 1908) que l'Autriche allait construire une voie ferrée pour relier à travers le sandjak, de Serajevo à Mitrovitza, le réseau bosniaque avec la ligne déjà autrichienne du Vardar (Mitrovitza-Salonique). Aussitôt, la Russie mettait en avant un autre projet de voie ferrée du Danube à l'Adriatique, et posait devant les puissances la question même de la Macédoine (février-mars). Mais alors, la révolution constitutionnelle de Constantinople (23 juillet) appelait toutes les provinces (y compris la Bosnie-Herzégovine) à députer au Parlement, et paraissait orienter la « Jeune-Turquie » victorieuse vers Londres et Paris. D'Aerenthal, qui avait

informé en gros Pétersbourg de ses intentions (entrevue de *Buchlau* avec le ministre russe des Affaires étrangères, 16 septembre), « étendit la souveraineté autrichienne » sur la Bosnie et l'Herzégovine, en restituant à la Turquie le sandjak de Novi-Bazar (5 octobre 1908).

A l'étonnement général, l'Autriche, prenant confiance en son armée pour laquelle, en peu de mois, elle dépensait 500 millions, assurée (en février 1909) du secours militaire de Guillaume II, oublieuse pour quelque temps de ses querelles intérieures, domina d'assez haut la crise européenne qu'avait déchaînée l'annexion (octobre 1908-avril 1909). Aux Serbes et aux Monténégrins, irrités et accablés de voir ruiner leurs espérances en une réunion de toute la race, elle signifia sa volonté, en les menaçant de la guerre. A l'Allemagne officielle, assez mécontente du procédé, elle demanda d'exercer une pression sur la Russie pour que Pétersbourg lâchât ses Monténégrins et ses Serbes, et lui laissa prendre pour la galerie l'apparence avantageuse d'avoir arbitré le conflit. A l'Italie, qui réclamait plus bruyamment que les autres la réunion d'une conférence pour sanctionner au moins la conquête, elle accorda l'abrogation des entraves maintenues depuis 1878 sur les deux ports monténégrins. Mais d'Aerenthal, de même qu'il refusait la conférence à l'Europe, — au parti militaire qui voulait « exécuter » la Serbie pour l'annexer, réaliser « une grande Serbie sous le sceptre des Habsbourg » et vaincre au besoin l'Italie, en profitant du tremblement de terre de Messine, pour « rendre » le Montenegro à l'Empire turc désormais « rajeuni », il refusait aussi la guerre. Depuis lors, il conserva dans les affaires européennes une indépendance qui acceptait fort bien, quoi qu'en pensât Berlin, les Français au Maroc (juillet 1911) et les Italiens en Tripolitaine, pourvu qu'il pût jouer à son aise et seul de ses Mirdites catholiques d'Albanie et se ménager par eux à Constantinople de fructueuses interventions. Ainsi, tout en procurant du prestige au souverain, il relevait l'esprit public dans la monarchie et lui inspirait confiance et fierté.



UN MIRDITE CATHOLIQUE DE L'ALBANIE DU NORD-OUEST

Derniers problèmes intérieurs. — Cette politique de réalisations balkaniques a survécu à la mort de d'Aerenthal (17 février 1912). Mais elle n'a qu'assoupi les revendications des nationalités qui, l'annexion acquise, se sont réveillées aussi ardentes. Les Hongrois voulaient que la Bosnie-Herzégovine leur fût donnée, rappelaient les « droits » des rois apostoliques sur la Bosnie, obtenaient (janvier 1909) la création par le ministre commun des Finances, **de Burian**, d'une *Banque hongroise agraire* de Bosnie (mais avec un vice-président autrichien). Les Croates réclamaient aussi la province. Elle forma donc un territoire administratif spécial, auquel l'Empereur octroya une constitution (17 février 1910). A Serajevo, le gouverneur est assisté d'une *Diète* de 92 membres, dont 20 de droit (16 ecclésiastiques et 4 laïques) et 72 élus pour cinq ans par trois *curies :* curie des grands propriétaires musulmans, des plus fort imposés et des professions libérales, — curie des villes, — curie des communes rurales (ces deux dernières au suffrage universel ; dans les trois, par circonscriptions confessionnelles) (1). Régime complexe, *condominium* de l'Autriche et de la Hongrie, dans lequel le souverain gouverne en vertu de trois titres distincts : comme Autrichien (assisté du ministère cisleithan), comme Hongrois (assisté du ministère transleithan) et comme Austro-Hongrois (avec le ministère commun). Aux indigènes il offre tout juste la tolérance contre acceptation de la bureaucratie.

C'est qu'***en Autriche*** s'affirmait alors, après le Parlement « curial » aboli, la stérilité du premier Parlement de suffrage universel. En vain, Beck avait pris au ministère deux chrétiens-sociaux et un Tchèque ; les premiers, en majorité dans la Diète de Basse-Autriche, réclamaient d'autres portefeuilles ; les Jeunes-Tchèques recommençaient l'obstruction et Beck démissionnait. **Bienerth** formait alors un *ministère de fonctionnaires* (décembre 1908), mettait Prague en état de siège, s'efforçait en vain d'accommoder Tchèques et Allemands sur la question des langues par des conférences, par un règlement, par un projet de loi (février 1909), réussissait à grand'peine à enlever le vote de la loi militaire. L'obstruction recommençait, obligeait à tenir une séance de quatre-vingt-six heures (15-18 décembre 1909), à modifier le règlement du Reichsrath pour parvenir au vote de quelques lois sociales et de conventions de commerce avec la Serbie, la Bulgarie et le Montenegro (1910). A leur tour, les Polonais se déclaraient contre Bienerth ; mais l'Empereur le maintint avec ses ministres fonctionnaires, pour ne pas

(1) Les électeurs comprennent : 173. 127 Serbes orthodoxes (31 mandats) ; 137 365 musulmans (24) ; 88.929 Croates catholiques (16) ; 2.744 israélites (1 mandat).

« parlementariser » le gouvernement (12 décembre), prorogea, puis renvoya la Chambre (30 mars 1911) et, s'armant de l'article 14, promulgua le budget (en déficit de 198 millions), fixa le contingent, négocia avec les banques de Vienne, au défaut de Paris, un emprunt de 76 millions de couronnes. Les élections de juin 1911 amenèrent la défaite des chrétiens-sociaux ; mais quand **Gautsch** remplaça Bienerth, l'émeute éclatait à Vienne, et bientôt le comte **Stuergkh** remplaça Gautsch.

En Hongrie, même stérilité tumultueuse. L'opposition coalisée s'acharna contre la loi militaire que présentait le nouveau ministre Lukacz. Coups de sifflet, jets d'encriers, cors de chasse, trompes d'automobile, coups de revolver sur le président. Lukacz et Tisza, président de la Chambre, recourent alors au coup de force, font voter les lois « à la houzarde », expulser par des soldats 60 opposants qui, à chaque séance, empêchés de siéger, cherchent à prolonger le scandale. A la fin, les 260 ministériels, restés seuls, adoptent en bloc les projets du gouvernement : Universités nouvelles, indemnités à des villes et à des fonctionnaires, chemins de fer en Croatie, en Dalmatie, etc. Et l'opposition, jugulée au Parlement, tient des meetings pour en appeler au peuple.

La « question d'Autriche ». — Cependant, la Diète de Bohême n'est toujours pas convoquée, non plus que celle de Croatie. Les Croates protestent contre l'absence illégale de représentants du Sabor dans les Délégations (non réunies en 1910). Les Italiens, à qui l'on offre une Faculté de droit italienne, la refusent à Vienne et à Rovereto, et la réclament à Trieste. Ruthènes et Polonais, dans des batailles, ensanglantent l'Université de Lemberg (1910). En fait, il n'existe plus de régime représentatif ; les ministères ne sont investis et maintenus que par la confiance du souverain, qui seul assure la suite dans les affaires et la permanence dans le gouvernement.

Cet absolutisme déguisé s'affirme à plein dans les mesures qui doivent permettre à l'Autriche de jouer un rôle plus actif en Europe : augmentation de l'armée, dont le contingent annuel de 163.000 hommes, astreints à un service de même durée qu'en Allemagne, atteindra bientôt 200.000, programme naval engagé par la commande de deux *dreadnoughts* sans consulter le Parlement (1910), imposé ensuite aux Délégations de 1911 (4 dreadnoughts, 6 croiseurs, 6 torpilleurs, etc.) au prix de 313 millions de couronnes (1). — Il n'est

(1) Les Délégations de novembre 1912 se laissaient encore arracher, pour l'armée, un crédit de 450 millions.

pas moins net à l'intérieur où il dépend uniquement d'un souverain plus qu'octogénaire que 22 millions de Slaves (1) et 3 millions et demi de Latins soient mis ou non en possession de leurs droits nationaux, que leur refusent encore 20 millions d'Allemands et de Magyars. — Telle se présente au XXe siècle la « question d'Autriche ». Si le dualisme avec ses compromis périodiques s'avère aujourd'hui une formule désuète, ce n'est tout de même pas pour poser le problème d'une dissolution de la monarchie. Aux forces de destruction (panslavisme, pangermanisme, socialisme) (2), s'opposent des forces conservatrices : intérêts confessionnels (des catholiques et des uniates), intérêts économiques, loyalisme dynastique, prestige personnel du souverain, force militaire, administration commune (centraliste de tendance en Hongrie, autonomiste en Autriche), aspirations mêmes des nationalités.



L'EMPEREUR FRANÇOIS-JOSEPH

En fait, les nationalités se défient plutôt du séparatisme, solution extrême qui leur réserverait peut-être d'autres jougs, qui leur enlèverait en tout cas le bénéfice d'appartenir à un grand État (3), point stable par sa position même de l'équilibre européen. Car l'Autriche-Hongrie n'est pas seulement une « expression géographique », c'est une nécessité géographique. Toutefois, le temps semble passé où Metternich pouvait professer que, dans l'Empire, « le point est de s'arranger de façon que personne n'y soit tout à fait mécontent ». Les nationalités, trop petites séparément pour se rendre indépendantes, mais

(1) Y compris 1.890.000 habitants de Bosnie-Herzégovine (en 1910).
(2) Encore les socialistes manifestent-ils assez de loyalisme « impérial et royal », pour que leurs adversaires les qualifient par dérision de « K. K. Sozial-democraten ».
(3) « L'Autrichien, dit Schiller, a une patrie : il l'aime, et, à cela, il a de bonnes raisons. »

assez fortes pour défendre leurs libertés, lui demandent de devenir pour elles toutes un refuge assuré, non un pénitencier tempéré par des révoltes. Aux gouvernants de Vienne (surtout à ceux de demain) il appartient de décider si cette réalisation indispensable a quelque chance de s'obtenir autrement que dans la formule : Pas de nation privilégiée ; l'Autriche à tous ses peuples.

A CONSULTER

AUERBACH : *Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie.* — BOURLIER : *Les Tchèques et la Bohême contemporaine.* — LÉGER : *Le monde slave : Russes et Tchèques ;* et : *la Renaissance tchèque au dix-neuvième siècle.* — SAYOUS : *Histoire générale des Hongrois* (jusqu'à 1867). — DE MAILATH : *La Hongrie rurale, sociale et politique.* — RECOULY : *Le pays magyar.* — GONNARD : *la Hongrie au vingtième siècle.*

CHÉRADAME : *l'Europe et la question d'Autriche au seuil du vingtième siècle,* et : *l'Allemagne, la France et la question d'Autriche.* — OLLIVIER : *la Bosnie et l'Herzégovine.* — HENRY : *Questions d'Autriche-Hongrie et Question d'Orient,* et : *Des Monts de Bohême au golfe Persique.* — *Questions actuelles de politique étrangère en Europe* (la Question d'Autriche-Hongrie).

CHAPITRE II

L'ESPAGNE DEPUIS 1830

I. **L'Espagne et les crises constitutionnelles (1826-1840).** — II. **Les dictatures militaires (1840-1868).** — III. **La crise républicaine (1868-1875).** — IV. **La royauté alphonsiste (1875-1912).**

Espagne et Portugal après 1826. — L'émancipation définitive des colonies espagnoles et portugaises de l'Amérique du sud (1826) détermina, dans chacune des deux métropoles, une répercussion politique. — ***En Portugal***, la mort du roi Jean VI (1826), qui avait accepté en 1822 le pacte constitutionnel rédigé par les Cortès sur le modèle de la constitution espagnole de 1812, déchaîna les ambitions de son second fils **don Miguel** (expulsé du Portugal en 1824 après une conspiration), chef du parti absolutiste ou apostolique qui le réclamait pour souverain. La couronne revenait à **don Pedro**, empereur du Brésil ; il la transmit à sa fille **doña Maria** (âgée de sept ans) sous la tutelle de la fille aînée de Jean VI. En même temps, Pedro octroyait une *Charte* constitutionnelle qui, instituant des ministres et deux Chambres, reconnaissait les libertés essentielles et le catholicisme comme religion d'État (1826). La régente, qui l'acceptait, se fit soutenir par une armée anglaise envoyée par Canning, mais que Wellington rappela (1828). Miguel en profita pour rentrer en Portugal, se faire proclamer roi par les Cortès, traquer les constitutionnels, inquiéter même et emprisonner des étrangers, Français et Anglais. Or, les Anglais tenaient à rester maîtres du commerce des vins. Successivement, deux flottes vinrent braquer

leurs canons sur le palais royal et forcèrent Miguel à composition (1831). Pedro, qui venait d'abdiquer la couronne brésilienne, prit le commandement d'une armée (formée aux Açores en faveur de sa fille) avec laquelle il enleva *Porto* (1832) et fit attaquer Lisbonne par le sud. Miguel en fut chassé (28 juillet), mais il se maintint dans les montagnes du centre avec l'aide des absolutistes espagnols (1833).

En Espagne, la mort de Ferdinand VII (29 décembre 1833) allait provoquer une crise semblable de succession. Les souverains de l'ancienne Sainte-Alliance ne l'avaient pas attendue pour s'émouvoir de l'activité politique nouvelle déployée dans la péninsule ibérique par les puissances maritimes occidentales. Metternich, qui s'inquiétait déjà de la mainmise par la Prusse sur les intérêts économiques de l'Allemagne (le Zollverein, 22 mars 1833) et de la tutelle imposée par le tzar à l'Empire ottoman (traité d'Unkiar-Skélessi, 8 juillet), attira l'empereur Nicolas et le roi de Prusse aux *Conférences de Teplitz* (7-16 août) et *de Munchengraetz* (10-20 septembre). Ils arrêtèrent des résolutions au sujet de l'Orient (Turquie et Pologne), de l'Allemagne et de la Belgique, et formulèrent encore une fois en style Sainte-Alliance la nécessité d'une croisade de l'ordre contre celle des révolutionnaires d'Occident. Metternich aurait souhaité davantage : à savoir un traité en règle avec des menaces précises contre l'Angleterre et surtout contre la France ; il n'obtint, par la mauvaise grâce d'Ancillon, ministre des Affaires étrangères de Prusse, qu'une déclaration (ratifiée à Berlin le 15 octobre) qui rappelait les traités de 1815 comme base du droit public européen. Les souverains entendaient conserver les traités avec l'ordre de choses établi, rétablir cet ordre partout où un monarque indépendant jugerait bon d'appeler à l'aide « tel autre souverain indépendant qui lui paraît le plus propre à l'assister » dans les troubles intérieurs et extérieurs de son État. « Dans le cas où l'assistance matérielle d'une des trois cours aurait été réclamée et qu'une puissance quelconque voulût s'y opposer par la force des armes, les trois cours considéreraient comme dirigé contre chacune d'elles tout acte d'hostilité entrepris dans ce but. » Ces engagements furent, sans nouveau traité, renouvelés aux entrevues qu'eurent à *Kalisch* et à *Teplitz* les souverains russe et prussien avec le nouvel empereur d'Autriche, Ferdinand Ier (septembre 1835).

Les puissances occidentales s'en inquiétaient peu. Non seulement Casimir Périer, et après lui le duc de Broglie, forts de « l'entente cordiale », répliquaient en termes décisifs aux significations autrichiennes et prussiennes, mais Talleyrand, adepte de la

non-intervention entendue au sens de Canning, faisait décider l'intervention des navires de l'amiral Roussin à Lisbonne et obtenait que la France s'intéressât au règlement des affaires de succession dans la péninsule ibérique. Doña Maria avait sollicité les bons offices de l'Angleterre contre don Miguel, allié de don Carlos, prétendant absolutiste au trône d'Espagne ; Palmerston offrit en plus ses services à la régente d'Espagne pour une entente à trois : une armée espagnole et une escadre anglaise réduiraient de conserve don Miguel et don Carlos. Talleyrand y fit entrer la France (*Traité de la Quadruple-Alliance*, 22 avril 1834) qui, à l'occasion, se chargerait d'exécuter avec une armée les décisions des alliés. Un mois après, une armée espagnole forçait don Miguel à capituler dans *Evora* (26 mai) ; avec don Carlos, il se retira en Angleterre, renonçant à la couronne. Doña Maria, mariée deux mois avec le duc de Leuchtenberg, épousa ensuite le duc Ferdinand de Saxe-Cobourg (9 avril 1836), client de la politique anglaise, et assura le pouvoir aux modérés qui avaient détruit l'ancien régime.

I. — *L'Espagne et les crises constitutionnelles* (*1826-1840*).

La régence de Marie-Christine. — L'agitation, assoupie en Portugal, recommença en Espagne avec des caractères assez différents. Crise de succession, guerre civile carliste, luttes entre constitutionnels et absolutistes, autant de symboles des diversités territoriales et des oppositions sociales de classes qui seules expliquent la formation de l'Espagne moderne. Car les plateaux de Castille et la haute vallée de l'Ebre sont presque dépourvus d'habitants ; la Navarre, l'Aragon, la Marche, l'Estramadoure, sans contact avec la mer, restent endormis. Seules travaillent les provinces galicienne, asturienne, basques, andalouse, valencienne et catalane qui contiennent les villes populeuses (Barcelone, Valence, Séville, Malaga, Murcie), les ports maritimes ou fluviaux, et les deux tiers de la population sur les deux cinquièmes des terres du royaume. Au contraire, Madrid s'élève loin des ports, des villes ouvrières, des communes turbulentes, au milieu des déserts des sept provinces centrales. De là, pendant trois siècles, les rois catholiques ont assuré le service de la religion avec l'unité de la foi, la conquête et l'exploitation de l'empire colonial. Cette exploitation entretenait : au centre, la machine gouvernementale agencée par Philippe II

avec le concours des grands et des moines ; à la côte, les *conquistadores* et les marchands.

Quand Napoléon supprima son roi, l'Espagne passa six années à réclamer « Ferdinand l'Idolâtré ». En 1820, Ferdinand perdit l'Amérique et les marchands durent se suffire avec Cuba et les Philippines. Seulement, en 1814, le roi restauré avait trouvé constituées des puissances nouvelles : des politiciens surgis des *juntes* cantonales, provinciales, nationales organisées en Cortès, et des généraux poussés au premier plan par le succès des *guerillas* anti-françaises. Avec le roi, ce furent trois pouvoirs qui se disputèrent les bénéfices de l'exploitation coloniale. La situation devait se prolonger même après le règne d'Isabelle II.

La royauté d'Isabelle II. — Ferdinand VII, veuf de trois reines, restait sans enfants, quand il épousa, à cinquante-huit ans, **Maria-Christina**, fille du roi Ferdinand Ier des Deux-Siciles (20 janvier 1829). Il en eut deux filles, Isabelle (10 octobre 1830) et Luisa-Fernanda (20 janvier 1832). Désappointées par l'absence d'héritier mâle, les classes gouvernantes (nobles et généraux, clergé, agents de la politique absolutiste triomphante depuis 1823) se rangeaient déjà du parti de **don Carlos**, frère du roi, fort du Statut introduit par Philippe V (1715) qui, au nom d'une prétendue loi salique, importée de France, interdisait aux femmes de régner. Mais la reine, par hostilité contre la femme de don Carlos, par sentiment maternel et par instinct de conservation, voulait la couronne pour sa fille. Elle se rapprocha des vaincus de 1823 qui allaient fournir le personnel libéral constitutionnel et, toute-



ISABELLE II
(1830-1904)

puissante sur le roi malade, lui imposa deux mesures : des décrets d'amnistie (20 octobre 1832) qui rouvrirent les portes de l'Espagne aux « patriotes » persécutés ; puis le *décret du 29 mars 1830* qui faisait revivre la pragmatique sanction de Charles IV et de Campomanès (1789). Les Cortès de 1833, convoquées dans les formes anciennes, reconnurent Isabelle comme héritière de Ferdinand VII (20 juin). Le 29 septembre, Isabelle II était reine et Marie-Christine régente ; mais don Carlos avait protesté et maintenu son droit à la succession. Tandis que l'Angleterre, la France, le Portugal s'empressaient de reconnaître la nouvelle souveraine, le Saint-Siège et les cours d'Europe centrale se prononçaient pour don Carlos qui groupait autour de lui presque tout le clergé, une grande partie de l'armée, les villes castillanes et les provinces du nord, jalouses de leur autonomie. Il ne restait à la régente que la Grandesse et les libéraux. Elle s'appuya sur eux (les *christinos*) pour se maintenir contre les carlistes, se débarrassa de Zéa Bermudez, qui prétendait gouverner sans Cortès, et fit rédiger par le nouveau premier ministre **Martinez de la Rosa** (15 janvier 1834) un *Statut royal* qu'elle octroya au nom d'Isabelle (10 juillet) et qui reproduisait à larges traits la charte française de 1814 : un *Sénat* de « proceres » (grands héréditaires, évêques, membres viagers nommés par la Couronne) ; une *Chambre* de « procuradores » nommés pour trois ans par un petit nombre d'électeurs désignés par les censitaires parmi les propriétaires d'au moins 3.000 francs de revenus. Tel fut le commencement (encore timide) de la vie parlementaire en Espagne.

La guerre carliste (1834-1840). — Dès le début, elle faillit être étouffée sous l'insurrection carliste. Don Carlos s'était proclamé roi (1er octobre 1833), puis avait fait campagne en Portugal avec don Miguel. Après la capitulation d'Evora, il parut en Navarre (juillet 1834), insurgée depuis plusieurs mois par le colonel **Zumalacarregui**. L'armée carliste se recruta parmi les montagnards des *pays fuéristes*, inquiets de la division en 49 provinces uniformes introduite par Isabelle à la place des royaumes historiques, les « volontaires royaux » licenciés aux premiers jours de la régence, les bandes « apostoliques » de 1823. Maîtresse dans ses montagnes (sauf dans les villes à garnison régulière), elle y soutint sept années durant contre toutes les forces de la monarchie une guerre de guerillas, sans grandes batailles, assez efficace néanmoins pour arrêter, affaiblir, et à la fin exaspérer des troupes souvent improvisées, sans expérience de ce genre d'opérations. Des deux côtés, les actes de cruauté ne manquèrent pas ; ils n'épargnèrent point la

population civile, suspecte aux yeux de chacun des **chefs** de connivence avec ceux de l'autre parti.

Jusqu'à 1836, les opérations furent très confuses. Quand Zumalacarregui réunit autour de lui toutes les bandes carlistes, les christinos avec **Sarsfield** avaient déjà pris pied dans le nord et occupé *Vitoria* et *Bilbao* (1834). Il parvint à les fatiguer par ses attaques incessantes, eut raison des généraux successifs : **Valdès** (qui démissionna), **Quesada** (qui se fit battre), **Rodil** qui, battu, dut céder le commandement à Mina. **Mina** ne fit rien, faute de ressources. Il fallut encore recourir à Valdès (avril 1835), qui échoua presque partout et ne sut pas empêcher Zumalacarregui d'assiéger *Bilbao*. Mais Zumalacarregui y fut tué (14 juin), et son successeur Eraso dut lever le siège après la défaite infligée aux carlistes à *Mendigorria* par le successeur de Valdès, Cordova. En Aragon, le chef carliste était **Ramon Cabrera** qui se fortifia dans les montagnes (1835), s'organisa dans Cantarieja un centre de ravitaillement (1836) où les généraux christinos l'assiégèrent en vain.

L'année 1836 vit l'offensive carliste contre les provinces asturiennes et contre la Castille. Basilio **Gomez** ravagea à son aise *Oviedo*, la Galice et le Léon, et, rallié par Cabrera, gagna l'Andalousie où il occupa *Cordoue* (juin-septembre). Deux mois après, il menaçait Madrid, mais pour rentrer très vite en Andalousie, pendant que Cabrera regagnait l'Aragon. Il allait être accablé par le nouveau général **Narvaez** à *Osuna* (24 novembre) ; les querelles surgies dans l'état-major adverse lui permirent de s'échapper. Par contre, les généraux carlistes Eguia et Villaréal ne réussirent point à prendre Bilbao qu'ils assiégeaient pour la seconde fois (20 octobre-25 décembre). **Espartero** se porta au secours du défenseur de la place, Santos San Miguel, et décida de son sort par la victoire de *Luchana*.

Ce succès encourageait les christinos à l'offensive ; ils y employèrent les troupes obtenues des puissances de la Quadruple-Alliance : 6.000 Portugais de Las Antas, une division de 5.000 volontaires anglais du général **Lascy Evans**, enfin la première légion étrangère d'Algérie, mise simplement par Louis-Philippe (qui aima mieux se séparer de Thiers que de s'engager à fond en faveur des constitutionnels) à la disposition de la régente, moyennant rétribution. Avec elles, Espartero, Evans et Sarsfield tentèrent de balayer les carlistes au moyen de colonnes convergentes, mais Evans fut vaincu à *Oriamendi* (16 mars), Iribaren tué à *Huesca* (24 mai). Don Carlos avait la route libre vers Madrid ; il ne s'y engagea qu'en juin, sous l'impulsion de Cabrera et par un chemin détourné, à travers les *huer-*

tas valenciennes. Il y perdit deux mois, laissa battre son lieutenant **Zavatiégui** (août) qui rentra en Vieille-Castille, se présenta enfin devand Madrid (12 septembre), n'osa pas décider l'attaque de vive force parce que la population ne l'avait pas tout de suite accueilli d'enthousiasme. Il se retirait vers le nord et venait de célébrer la fête de la Vierge des Douleurs, généralissime de ses armées, quand Espartero l'assaillit à *Aranzuèque* (19 septembre) et le rejeta au delà de l'Èbre après un dernier combat à *Retuerta* (4 octobre).

Les carlistes, à qui restait l'armée de Cabrera en Catalogne, ne s'avouaient pas vaincus. Très divisés sur la conduite à tenir à l'égard des constitutionnels, *camarilla* de conseillers ecclésiastiques contre généraux, apostoliques contre « transactionnistes », soldats de la foi contre montagnards fuéristes, ils se disputèrent (jusqu'à l'assassinat) pendant toute l'année 1838, se firent battre avec Negri, Gomez et Guergué (mars-mai) par Méer et Espartero. Un nouveau commandant en chef, **Maroto**, rappelé de France, ne fut pas plus heureux. Il avait commencé par faire fusiller trois généraux qui le desservaient auprès du prétendant (février 1839); mais Espartero remporta sur lui des avantages décisifs à la *Neslosa*, à *Ramales* et à *Guandamino* (28 avril-11 mai), puis occupa *Durango*, l'ancienne capitale du prétendant, tandis que **Diégo Léon** battait un des lieutenants de Maroto à *Belascoain* (1er mars). Plus de renforts ni de munitions à attendre des monarchies absolutistes depuis qu'une escadre anglaise surveillait les côtes de Biscaye et de Galice. Maroto, qui se sentait suspect à don Carlos, conclut sa paix particulière en faveur des Basques et des Navarrais. Espartero, créé successivement par la régente comte de Luchana, grand d'Espagne et duc de la Victoire, signa avec lui la *convention de Vergara* (29 août 1839). Les montagnards de Guipuzcoa, de Biscaye, d'Alava et de Navarre posaient les armes moyennant le maintien de leurs *fueros* provinciaux. Don Carlos, découvert, passa la frontière française ; Louis-Philippe l'interna à Bourges.

Seul, Cabrera tenait encore avec ses bandes (22.000 hommes et 108 canons) les provinces de l'Èbre inférieur. Rejeté de *Saragosse* (mars 1838) avec son lieutenant Cabanero, mais vainqueur à *Morella* et à *Maëlla* (août-octobre), il défia toutes les attaques pendant l'année 1839. Espartero finit par le vaincre. Dans une campagne de cinq mois, il le rejeta de *Segura*, d'*Aliaga*, de *Cantaviéja*, de *Morella* (février-mai 1840), enfin de *Berga*, sa dernière place (4 juillet). Cabrera passa en France à son tour (8 juillet). Ce fut la fin de la guerre carliste.

La régente et les politiciens. — Elle ne ramena pas la paix civile. Au plus fort du conflit carliste, la régente n'avait pas réussi à s'entendre avec les politiciens. Après Martinez de la Rosa, qui ne dura pas au delà du 7 juin 1835, le comte **de Toreno**, sous l'influence de l'opinion « libérale » qu'exaspérait la longueur de la guerre, s'en prit aux ordres religieux qu'il accusait de favoriser don Carlos, spécialement aux Jésuites dont il ordonna de confisque les biens (décret du 4 juillet). A la suite, des émeutes populaires maltraitèrent les moines dans plusieurs grandes villes. Toreno, débordé, céda le pouvoir à Mendizabal, banquier israélite, lié avec l'ambassadeur anglais (14 septembre).

Mendizabal s'annonça comme le premier ministre « progressiste » d'intention et de parti. Fort de la majorité qu'il avait groupée dans les deux Chambres, il prétendit trouver les ressources nécessaires à la levée d'une armée de 100.000 hommes et à l'établissement de l'équilibre financier dans une liquidation générale des propriétés des couvents (estimées à plus de 4 milliards). Des *décrets d'octobre 1835* supprimèrent tous les ordres religieux, sauf quatre, affectèrent leurs biens à la caisse de la Dette. Puis Mendizabal en appela au pays, procéda au milieu des troubles militaires, des émeutes et des massacres à des élections qui lui donnèrent une majorité progressiste (lui-même fut élu sept fois) et pensa s'appuyer sur la France pour écraser le carlisme. Cet appui lui manqua aussi bien que la gloire d'avoir restauré l'ordre budgétaire. Attaqué par les carlistes et les anciens *exaltados*, il finit par succomber dans l'esprit de la régente, qui le remplaça par **Isturitz**, chef du parti modéré (15 mai 1836).

Par des élections nouvelles, Isturitz se procura une majorité aux Cortès, sans parvenir à mater les rébellions excitées par les progressistes dans les provinces du nord-est, en Andalousie, à Madrid même. Le 3 août, le populaire y acclamait la constitution de 1812 ; le 12, les sous-officiers soulevaient la garnison de *la Granja*, imposaient à la reine le rétablissement de la constitution démocratique et la convocation des Cortès dont la majorité progressiste, d'accord avec le ministre **Calatrava**, reprit l'œuvre financière de Mendizabal (24 octobre), supprima les vestiges d'impôts et de juridictions féodales, vota la vente des biens monastiques, rédigea la *Constitution de juin 1837*.

Assez différente du Statut de 1834 (auquel restèrent attachés les modérés), la Constitution progressiste de 1837 établissait une monarchie représentative et contrôlée. Le souverain conservait le pouvoir exécutif et promulguait (ou non) les lois dont les Cortès (un *Sénat* nommé par la Couronne sur des listes présentées par les

électeurs; un *Congrès de députés* élus pour trois ans au suffrage censitaire direct) possédaient l'initiative. Le roi pouvait prendre ses ministres parmi les membres des Cortès; des corps élus assureraient l'administration provinciale.

C'est une question de savoir si Christine se rendit un compte exact des obligations que lui créait la constitution nouvelle. Capricieuse dans sa façon de traiter les affaires et les hommes de gouvernement, elle inclinait plutôt vers les modérés, revenus en nombre aux Cortès de 1837 (alors que celles de 1839 furent progressistes); mais elle les mécontenta par l'affection romanesque qu'elle afficha pour un jeune garde du corps, **Muñoz**, qu'elle créa plus tard grand d'Espagne et **duc de Rianzarès** pour l'épouser morganatiquement. De telles rancunes assurèrent le succès d'Espartero. Il suffit que les modérés eussent, d'accord avec la régente, supprimé, en violation de la constitution, l'élection des maires (*alcaldes*) par les conseils municipaux pour que le duc de la Victoire se résolût à joindre ses ambitions personnelles à la cause progressiste. Le 16 septembre 1840, Christine le nommait président du conseil; le 17 octobre, il avait si bien miné son pouvoir qu'elle devait abdiquer la régence et se réfugier en France où Louis-Philippe, son oncle, lui réserva grand accueil.

II. — *Les dictatures militaires* (*1840-1868*).

Espartero régent (**1841-1843**). — Désormais, les généraux agiront en vrais maîtres du gouvernement, à la seule condition de pouvoir seconder (ou provoquer) les mouvements populaires avec des troupes bien en main (*pronunciamientos*). Espartero lui-même, le vainqueur des carlistes, régent le 8 mai 1841, ne put, malgré toute sa popularité, se maintenir au delà de deux années. Il avait réussi à se débarrasser de Narvaez, le pacificateur de la Manche, rival possible, en l'impliquant dans une sédition sévillane; il ordonna de fusiller des officiers qui, soit à Madrid, soit dans les provinces fuéristes du nord, avaient appuyé des rébellions d'opposants (7 octobre). Puis il supprima les fueros. Restaient O'Donnell et Concha, d'autres encore qui correspondaient avec Christine et Narvaez, donné comme chef du parti modéré. Il fallut au régent bombarder les républicains de Barcelone, dissoudre deux fois les Cortès qui renversaient tous ses ministères, **Rodil** après Gonzalez, **Lopez**, **Becerra**, subir la rupture diplomatique avec la France,

tandis que ses complaisances pour l'Angleterre (qui aurait volontiers pris possession d'Annobon et de Fernando-Po) le rendaient suspect aux patriotes ombrageux. En mai 1843, Prim et O'Donnell insurgèrent les grandes villes de l'est et Séville, contre laquelle Espartero mena ses troupes. Narvaez, accouru de Paris, en profita pour occuper Valence et marcher avec le général Aspiroz sur Madrid, où il entra le 23 juillet. Le régent, abandonné de ses troupes, s'embarqua pour l'Angleterre.

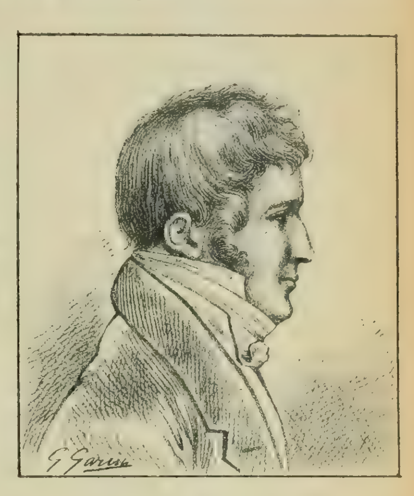


ESPARTERO (1792-1879)

Gouvernement de Narvaez et des modérés. — Malgré les résistances des progressistes, qui crurent avec **Olozaga** éluder la chute en proclamant Isabelle II majeure (8 novembre 1843), Narvaez s'imposa comme président du Conseil (2 mai 1844). Tenu en disgrâce pendant les dix dernières années de Ferdinand VII après avoir servi dans l'armée constitutionnelle, il ne lui convenait guère de se prêter à une réaction qui venait, à la faveur de l'état de siège, de massacrer à Madrid plus de 200 progressistes, de rappeler Marie-Christine, et qui se proposait de restaurer un régime antérieur au besoin au Statut de 1834. Narvaez, par la *Constitution de 1845*, rendit au souverain, assisté d'un Conseil d'État et d'un ministère (qu'il composait à son gré), la réalité du pouvoir avec la nomination des maires. C'était restaurer l'autorité de Christine, rentrée en Espagne en décembre 1843. Hostile aux intrigues anglaises, défiante de l'élément progressiste (elle quitta l'Espagne quand Espartero revint occuper un siège au Sénat, 1847), elle assura presque constamment pendant douze années le ministère aux modérés : Isturitz après Narvaez (avril 1846), Narvaez encore (3 octobre 1847) qui, après le court ministère progressiste du général Serrano, réprima une tentative du fils de don Carlos, le comte de Montemolin, et de Cabrera pour ressusciter la guerre carliste (1848); **Bravo Murillo** (janvier 1851), qui s'imposa par une dissolution des Cortès pour appliquer la politique personnelle de la reine; Roncali, Lersundi, **Sartorius** (8 avril 1853). Simples paravents au sur-

plus derrière lesquels s'abritait la camarilla des deux reines : le duc de Rianzarès et l'archevêque de Tolède Cirilo de la Alameda, les PP. Fulgencio et Claret et la sœur Patrocinio.

Quant au mari de la reine, il ne comptait guère. C'étaient les modérés qui avaient conclu le mariage, dont se préoccupaient depuis longtemps les chancelleries européennes. Quelques-uns songeaient à réconcilier les deux branches des Bourbons par une union d'Isabelle avec le comte de Montemolin ; mais les deux partis accueillirent fort mal le projet. A l'étranger, Palmerston tenait pour le prince Léopold de Saxe-Cobourg, cousin de la reine d'Angleterre, tandis que Louis-Philippe proposait son dernier fils, le duc de Montpensier. Ce fut Isabelle qui décida en faveur de son cousin **don François d'Assise**, duc de Cadix, qui avait, comme colonel de cavalerie, combattu contre les carlistes. Le mariage eut lieu le 10 octobre 1846 ; le même jour, Luisa-Fernanda, sœur de la reine, épousa le **duc de Montpensier**. Ni l'un ni l'autre n'étaient populaires : François à cause de ses accointances avec les modérés d'extrême droite, Montpensier à cause de ses origines françaises. Ils ne furent pour rien dans les intrigues qui mirent fin en 1854 au gouvernement des modérés.



Duc de Montpensier
(1824-1890)

Les progressistes et l'Union libérale. — Une révolution à la fois militaire et populaire causa leur disgrâce. Des luttes parlementaires avaient rempli l'année 1853 : Cortès prorogées à la suite d'un vote de défiance dirigé surtout contre la reine-mère, budget promulgué par simple décret, emprisonnement des opposants, Madrid en état de siège. **O'Donnell** improvisa la solution en soulevant dans la capitale la cavalerie de la garnison. Jusqu'au dernier moment, Sartorius avait laissé tout ignorer à la reine ; furieuse, elle le remplaça par Cordova. Mais Cordova ne pouvait rien contre l'émeute qui pilla le palais de Christine, ni contre O' Donnell, qui venait

d'adopter le programme des progressistes rédigé par l'un des jeunes du parti, Canovas del Castillo (*programme du Manzanarès*). Le 28 juillet, O'Donnell, d'accord avec Espartero, forçait Isabelle à exiler sa mère et convoquait les Cortès de 1854 qui devaient restaurer la constitution de 1837 et rétablir les libertés des villes municipales.

Espartero, président du Conseil, ne s'entendit pas longtemps avec O'Donnell; il ne sut pas davantage en imposer à la minorité républicaine qui, pour la première fois, s'organisa dans les Cortès, ni mater la turbulence des grandes villes. En 1856, O'Donnell le contraignit à quitter le pouvoir (14 juillet), sans réussir à le garder lui-même au delà du 12 octobre. A cette date, une intrigue de palais ramenait au ministère Narvaez et les moderados. O'Donnell s'avisa dès lors avec Posada Herrera de former entre les centres et les modérés des anciens partis une coalition qui s'appela l'*Union libérale*. L'Union imposa son chef (25 octobre 1857) qui, appuyé aux Cortès sur sa fidèle « brigade irlandaise », constitua le plus durable des gouvernements du règne jusqu'à 1863, et, après interruption de 1863 à 1865, jusqu'à 1866.

A l'intérieur, O'Donnell, désireux de vivre avec l'appui de la reine, reprit la politique religieuse des modérés, n'inquiéta pas les ordres monastiques qui purent fonder de nombreux couvents, favorisa de plus l'immigration de capitaux français qui s'employèrent aux travaux publics. A l'extérieur, les modérés avaient consolidé la domination espagnole dans les archipels d'Extrême-Orient, réduit en 1850 le soulèvement cubain du maréchal de camp Lopez, qui tira vainement de New-York et de Nouvelle-Orléans de l'argent et des hommes pour venir se faire battre à *Cardenas* et à *Las Pozas*, prendre et fusiller avec cinquante compagnons. Les représentations des États-Unis avaient contraint Isabelle à gracier 176 prisonniers. En 1847, le maréchal **Concha**, avec 12.000 hommes, avait aidé la maison de Cobourg-Bragance à se maintenir en Portugal contre les révolutionnaires d'Oporto. Avec la France, O'Donnell prit part à l'expédition de Cochinchine (1858). Mais surtout, habile à flatter le point d'honneur national, il ramena les Espagnols sur la terre de la croisade par l'expédition du Maroc.

La guerre du Maroc (1859-1860). — Glorieuse pour les armes espagnoles, la guerre du Maroc s'avéra stérile en politique. Les 45.000 hommes débarqués à Ceuta, en trois corps, devaient occuper la côte et notamment Tanger et Tétouan; pendant six semaines, ils restèrent accrochés au préside, exposés aux attaques

furieuses des Rifains et des réguliers marocains (19 novembre-30 décembre). Passés enfin à l'offensive (1er janvier 1860), mais exténués par des combats et des marches que ne savait pas ravitailler un très défectueux service d'intendance, ils ne pénétrèrent dans Tétouan que le 5 février. Le 11 mars, après l'échec des négociations pour la paix avec le chérif, il fallut à O'Donnell défendre sa conquête contre l'assaut mauresque, le briser enfin à *Guad-el-Ras* (23 mars). Déjà 8.000 hommes avaient succombé. O'Donnell, duc de Tétouan, qui avait d'abord demandé au Maroc des territoires et 200 millions de réaux, dut se contenter, en présence des observations de l'Angleterre, de la moitié seulement de cette indemnité. — La conquête, assez facile, de la République Dominicaine par Serrano ne constituait qu'une compensation, d'ailleurs précaire (car les troupes, très éprouvées par la maladie, l'évacuèrent en 1861). — Au Mexique, O'Donnell, prudent, refusa de suivre la France après que Prim eut signé avec le gouvernement de Juarez la *convention de la Soledad* (18 février 1862). C'étaient là des entreprises sans profit; O'Donnell succomba sous la réprobation des Cortès (2 mars 1863).

De la dictature à la révolution. — Avec la chute du gouvernement régulier d'O'Donnell s'annoncèrent les jours d'épreuves pour la monarchie, dont recommençaient à disposer l'entourage royal et les favoris du moment. Bientôt l'emportèrent les revenants du parti moderado : **Arazola** après Concha, puis **Mon-Canovas**, et Narvaez de nouveau après une dernière apparition d'O'Donnell, paralysé par des difficultés insolubles avec le Pérou (1864-1866). En même temps, l'Union libérale se disloquait. Fatigués de se voir exclus du pouvoir par les camarillas, les progressistes se mirent à conspirer, s'allièrent avec les démocrates, parti nouveau qui grandissait dans la capitale et dans les grandes villes. Pour commencer, ils dénoncèrent les spéculations auxquelles se livraient les gens du palais dans la vente des domaines royaux, conspirèrent avec l'appui de l'armée et de certains corps municipaux et avec l'approbation du duc de Séville, frère du roi François, voire du duc de Montpensier. Les ministres se raidissaient, poursuivaient les opposants (dans un court et dernier passage au pouvoir, juin-juillet 1866, O'Donnell essaya vainement de ramener les progressistes), faisaient exiler ou condamner par contumace Prim, Topete, Castelar, Rivero, Sagasta, Martos, Zorrilla, privaient le duc de Séville de ses droits princiers, exilaient encore Serrano, président du Sénat, Rios Rosas, président de la Chambre, même le duc et la duchesse de Montpensier. Narvaez dirigeait ces exécutions qui exaspéraient les révolu-

tionnaires et faisaient le vide autour du trône. Une première révolte militaire ensanglanta Madrid (juin 1866). **Gonzalez Bravo**, qui prit le pouvoir après la mort de Narvaez (23 avril 1868) et qui accepta comme ministre des Colonies le favori de la reine, **Marfori**, crut tout sauver en tendant les ressorts d'une sorte de dictature civile, et parer aux pronunciamientos en mettant au préalable les généraux en prison. La méthode plaisait à Isabelle qui se vantait d'être une pure Espagnole, de celles « qui portent un poignard à la jarretière », et d'aimer à combattre « face à face et à mort ».

Cette satisfaction lui fut refusée. La révolution éclata à Cadix, où l'amiral **Topete** insurgea la flotte au nom de la « souveraineté nationale » (18 septembre 1868). Aussitôt, Bravo démissionna. De Saint-Sébastien, la reine chargea Concha de mettre Madrid en état de défense. Mais la population se soulevait, formait des juntes révolutionnaires qui distribuaient des fusils et des munitions. A l'appel de **Prim**, les ports de la Méditerranée désertaient la cause royale et Serrano soulevait l'Andalousie. Il battit au *pont d'Alcolea* (29 septembre 1868) les troupes régulières de **Novaliches** qui se défendirent piètrement, et rallia celles de **Paredes** dont la fidélité n'allait pas jusqu'à l'héroïsme. Isabelle n'insista plus. Elle quitta Zaranz pour la frontière française avec le prince des Asturies, les infantes, le P. Claret et Marfori, gagna Biarritz, où Napoléon III la reçut. Elle s'installa au château de Pau; première étape d'un exil pour lequel elle se sépara définitivement de don François d'Assise de Bourbon (mars 1870).



NARVAEZ
(1800 - 1868)

III. — *La crise républicaine* (*1868-1875*).

Les Cortès constituantes de 1869. — Une fois encore le pouvoir revenait aux généraux, à **Serrano** qui établit avec Prim, ministre de la Guerre, un gouvernement provisoire. Son premier

acte fut de décréter, avec la liberté des cultes et de la presse, le suffrage universel pour les élections aux Cortès constituantes. Or, si la masse du pays avait accepté la révolution de septembre, elle n'avait aucune idée sur ce qu'il convenait d'organiser. Les chefs n'étaient pas d'accord ; le parti républicain s'agitait dans le vide. Les élections, très tumultueuses, envoyèrent aux Cortès une majorité de progressistes qui, dès la première séance (11 février 1869), confirma la présidence du Conseil à Serrano et décréta le rétablissement de la royauté. La *constitution du 6 juin* en exclut les Bourbons à perpétuité, proclama les libertés inscrites dans le projet du Manzanarès (y compris la liberté des cultes) ; le 25 juin, Isabelle, conseillée par les progressistes qui travaillaient pour la monarchie « tempérée », Canovas del Castillo et de Molins, abdiqua en faveur de son fils Alphonse.

Mais Serrano, régent, confia la présidence du Conseil à Prim qui, dès le mois de mars, avait amorcé par son ami Salazar la candidature au trône d'un prince allemand, Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen. Le clergé, hostile à la constitution qui refusait au catholicisme les prérogatives d'une religion d'État, menait campagne en faveur de **don Carlos**, duc de Madrid, âgé de vingt et un ans, neveu du comte de Chambord et petit-fils du prétendant de 1834. Mais Napoléon III y répugnait, ainsi qu'à la candidature du duc de Montpensier que Topete défendait avec ardeur. Tout en protestant qu'il ne voulait pas dicter le choix des Espagnols, il les égarait sur des noms destinés dans sa pensée à réaliser l'union de la péninsule (1) sous une royauté latine : celle du roi douairier de Portugal, Ferdinand de Saxe-Cobourg, qui refusa trois fois (avril 1869-juillet 1870), celle du roi son fils, don Luiz, trop avisé pour croire à la possibilité de l'union. Solutions aventureuses dont l'Angleterre au surplus ne voulait pas. Au défaut du duc de Gênes, frère de Victor-Emmanuel, restait l'intrigue Hohenzollern que Bismarck entretenait avec soin. Prim la poussait pour mettre fin aux émeutes déchaînées depuis mai 1869 par les républicains et les carlistes. La guerre franco-allemande en sortit ; Bismarck essaya même d'en tirer une collaboration militaire contre la France (octobre 1870). Prim comprit alors quel rôle européen il avait joué à son insu. Il se retourna vers la maison de Savoie, dont les troupes venaient d'entrer à Rome, et proposa le second fils de Victor-Emmanuel, Amédée. Le prince, que les Cortès élurent en novembre par 191 voix (sur 311), débar-

(1) Il avait essayé de faire admettre l'Espagne parmi les grandes puissances, après la guerre du Maroc.

qua le 30 décembre à Carthagène. Le même jour, à Madrid, Prim était assassiné.

La royauté d'Amédée Ier (2 janvier 1871-11 février 1873). — Carlistes et républicains repoussaient également Amédée Ier, élu d'une minorité assez indifférente à le soutenir. Le clergé lui reprochait d'être le fils de Victor-Emmanuel, que O'Donnell lui-même avait pris son temps pour reconnaître comme roi d'Italie; l'aristocratie se moquait de sa vie sans faste; le peuple ne comprenait pas sa répugnance à l'endroit des jeux de l'arène et des courses de taureaux. Les élections, menées par Serrano, président du Conseil, n'empêchèrent point une forte minorité antidynastique de pénétrer aux Cortès (3 août 1871). La session, stérile, se passa en remaniements ministériels, qui attestaient la désorganisation profonde du parti libéral (cabinets Zorrilla, Malcampo, Sagasta). Les Cortès de 1872 renversèrent Sagasta, empêchèrent Serrano de gouverner, rendirent la tâche presque impossible à **Zorrilla**, qui tentait de restaurer une administration. Zorrilla les renvoya, en fit élire de nouvelles dans lesquelles il posséda 120 voix de majorité.

Au milieu des émeutes militaires, Zorrilla s'efforça d'assainir les finances par un arrangement avec des banques françaises, et de résoudre la question coloniale en affranchissant les esclaves des Antilles moyennant indemnité aux propriétaires. Quand il voulut toucher aux privilèges du « corps royal de l'artillerie », il succomba. Le « corps » avait décidé d'ignorer le général Hidalgo, nommé capitaine général des provinces basques, parce qu'il avait pris part aux émeutes de 1866 à Madrid. Zorrilla, pour ne pas heurter de front les officiers qui désertaient les réceptions d'Hidalgo, le nomma en Andalousie avec avancement. Les officiers d'artillerie démissionnèrent. Le ministre, soutenu (malgré le roi) par les Cortès, y trouvait l'occasion de réformer le corps en défendant la discipline. Amédée signa le décret de réforme, mais abdiqua (11 février 1873).

La République (11 février 1873-28 décembre 1874.) — Pas plus que le parti progressiste qui avait abandonné Amédée, les républicains ne possédaient de bases sérieuses dans le pays. Leur régime, toujours précaire, dégénéra tout de suite en anarchie. Ils ne s'entendaient même pas sur les grandes lignes du gouvernement. Un groupe était *fédéraliste* (Pi y Margall), rêvait de l'autonomie pour les anciens royaumes; un second se disait *radical-unitaire* (Castelar); un troisième, *républicain conservateur* (Serrano et Salmeron); le groupe du général Pavia préconisait la dictature. Au dehors, l'éman-

cipation des esclaves à Porto-Rico ne s'accomplissait pas sans troubles. Cuba, depuis 1868, se trouvait en révolution; les carlistes, arrêtés en mai 1872 par Serrano grâce à la *convention d'Amorevieta*, reparaissaient dans les provinces basques avec le prétendant soutenu par le clergé. Les Cortès, expression de la minorité des électeurs, portèrent l'un après l'autre à la présidence et renversèrent les chefs des trois partis. Après Figueras et un ministère de concentration, **Pi y Margall**, l'homme des fédéralistes, fut élu président de la République. Mais ce fédéralisme n'était qu'un mot. Les villes d'Andalousie (Malaga, Grenade, Cadix, Séville) et de la Méditerranée (Carthagène) s'organisèrent en petites républiques, refusèrent obéissance à la Castille, s'armèrent pour la guerre civile. Les républicains recoururent à **Castelar** (7 septembre) pour mater la guerre civile (Pavia vainquit successivement tous les « cantons » d'Andalousie, juillet-septembre), rallier les officiers d'artillerie et reconstituer l'armée, assurer une administration régulière, résoudre les difficultés intérieures. Mais, à la rentrée des Cortès, les fédéralistes le renversèrent pour élire **Salmeron** (2 janvier 1874). Pavia, capitaine général de Madrid, occupa militairement la capitale, ferma les Cortès, imposa **Serrano** comme dictateur. Serrano se flattait de rallier toutes les forces conservatrices. Du moins il vainquit le cantonalisme de *Carthagène*, qu'assiégeaient depuis octobre Martinez Campos et Lopez Dominguez, et qui céda le 13 janvier. Mais il échoua devant les résistances carlistes.

La guerre carliste (1868-1874). — Don Carlos avait protesté contre la royauté d'Amédée; dès le début de 1872, les premières bandes apparurent dans les provinces du nord. Contre elles, Amédée envoya Serrano qui battit le prétendant à *Oroquieta* (4 mai), mais aussi négocia la pacification d'Amorevieta. A la fin de l'année, tout semblait réglé; tout recommença après l'abdication d'Amédée. En février 1873, **Dorrégaray** insurgea de nouveau la Biscaye, prit *Orbaïceta* et *Oñate*, réunit 20.000 hommes pour le compte de Carlos arrivé de France en juillet. Au défaut de Bilbao, il prit *Estella* pour capitale, s'ouvrit la route de Madrid que gardait à peine la petite armée de **Moriones** (septembre 1873). Pourtant il crut plus avantageux de s'assurer un port par où viendraient renforts et armes, et il s'acharna au siège de *Bilbao* (février-mai 1874). Ni Moriones ne put l'empêcher de le bloquer, ni Serrano forcer l'assiégeant dans ses lignes (27 mars); seul le maréchal Concha en eut raison. Mais le 27 juin, Concha succombait sous les murs d'Estella. Le carlisme s'étendit alors jusqu'à Valence à travers la

Catalogne, où commanda don Alphonse de Bourbon, frère du prétendant, jusqu'à juin 1874, date à laquelle Pavia le rejeta sur l'Aragon.

A ce moment, Serrano se voyait réduit pour durer à donner des gages aux partis de droite et aux généraux, très remuants depuis la mort de Concha. Il allait commencer les opérations en Navarre, quand un nouveau *pronunciamiento* mit fin à la République. Elle n'était même plus maîtresse dans Madrid, où le capitaine général Primo de Rivera s'entendait avec Canovas, agent du prince Alphonse, fils d'Isabelle, pour préparer sa restauration.

IV. — *La royauté alphonsiste* (**1875-1912**).

La restauration d'Alphonse XII. — Le 29 décembre 1874, sans même en avoir référé à Canovas, le général **Martinez Campos**, devant la garnison de Murviedro (Sagonte), proclama le roi Alphonse XII. Lorsque, renforcé de l'armée du centre, il se fut rendu maître de Valence, Primo de Rivera organisa à Madrid avec Canovas un gouvernement alphonsiste auquel adhéra l'armée du nord. La lassitude générale des partis, le besoin d'un centre commun pour les provinces accoutumées à recevoir un mot d'ordre indiscuté, l'inaptitude de la masse à soutenir un gouvernement d'opinion, tout facilita le changement de régime et ménagea au roi de dix-sept ans l'enthousiaste accueil de Madrid (14 janvier 1875).



ALPHONSE XII
(1857-1885)

Il sentit qu'il ne serait vraiment roi que s'il terminait rapidement la guerre civile. Le 23 janvier, il rejoignait Martinez Campos à l'armée du nord et parvenait à débloquer *Pampelune* (février). Mais les carlistes alignaient encore plus de 40.000 hommes. Le roi négocia,

promit à Cabrera (*convention de Londres*, mars) le maintien des *fueros* basques. Puis il fit réduire par **Echague** et **Jovellar** les insurgés d'Aragon (juillet), par Martinez Campos ceux de Catalogne (avril-novembre) qui se réfugièrent en France. Les plus rudes opérations consistèrent à détruire, au milieu des tempêtes de neige, les dernières bandes de Navarre et de Biscaye, à cerner les survivants dans le Guipuzcoa; ce fut l'œuvre de Martinez Campos, de Primo de Rivera et du roi lui-même (novembre 1875-février 1876). Ils forcèrent les dernières places, *Estella*, Orduna, *Bilbao*, poussèrent don Carlos jusqu'à la frontière française. En mars, Alphonse XII rentrait à Madrid, salué du titre de « Pacificateur ».

Mais la guerre produisit des répercussions lointaines. Non seulement le brigandage, paré d'une étiquette politique, ne cessa pas; mais les carlistes (notamment le clergé) ne se rallièrent pas à la monarchie alphonsiste. Le fédéralisme s'affirmait vivace dans les provinces fuéristes et en Catalogne. A Barcelone fermentaient, avec les souvenirs d'un passé qui avait vu les négociants et armateurs vivre d'une vie municipale très autonome, des idées dangereuses parmi ces travailleurs prompts à mépriser l'oisiveté castillane. Elles devaient subsister après l'accord d'où sortit la constitution.

La Constitution de 1876 et les partis. — Cet accord n'intervint pas sans peine. La première commission de constitution, nommée par la junte de 341 parlementaires qu'avait réunie Canovas, n'aboutit à rien. L'appel au suffrage universel (22 janvier 1876) produisit une assemblée très divisée dans laquelle se heurtèrent longuement partisans et adversaires des constitutions de 1845 (royaliste autoritaire) et de 1869 (libérale). Le texte qu'ils adoptèrent ne semble guère rédigé que dans l'intérêt des politiciens.

La Constitution proclame le catholicisme religion d'État, interdit la célébration d'aucun autre culte, tolère cependant (malgré les protestations des évêques) la liberté de conscience, impose d'une façon générale « le respect dû à la morale chrétienne ». Elle confie le pouvoir exécutif au roi assisté de ministres responsables nommés (et en fait révocables) par lui; les pouvoirs législatifs aux Cortès: un *Sénat* où siègent les princes, les évêques, les maréchaux, les Grands d'Espagne, de hauts dignitaires, soit une moitié de membres viagers, l'autre élue par les assemblées provinciales, — un *Congrès de députés* élus pour cinq ans (un député pour 50.000 habitants) par des électeurs censitaires. A ces électeurs, le gouvernement dicte, par l'intermédiaire des chefs de groupes locaux (les *caciques*), les votes qui permettent de répartir à l'avance les sièges du Congrès

dans la proportion jugée nécessaire. Ainsi les députés sont élus par les collèges, mais nommés par le ministère.

Autour de cette constitution, les anciennes factions ont fini par s'agglutiner en deux grands partis. Le ***parti conservateur***, qui a recruté une partie des carlistes et notamment les évêques, auxquels Léon XIII a fait passer le mot d'ordre du ralliement à la monarchie alphonsiste, s'appuie sur les anciens groupes de droite et sur les chefs de l'armée. Les généraux demeurant très exigeants, il les a ménagés par crainte de la dictature. Au clergé, qui conserve ses dotations, ses immunités financières et presque tout l'enseignement, il n'a retiré que la participation effective au pouvoir (ministères, ambassades, tribunaux). Les dirigeants ont été **Canovas del Castillo**, brillant orateur parlementaire, intègre dans sa vie privée, mais prêt à manier la corruption pour s'assurer une majorité; après l'assassinat de Canovas (1899), **Maura**. — Le ***parti libéral-dynastique*** englobe aussi quelques républicains ralliés (comme Serrano et Castelar). Reprochant au clergé d'avoir pris part à la guerre carliste, il a travaillé, d'accord sans doute avec la Franc-maçonnerie, à lui faire perdre la situation temporelle acquise depuis des siècles par ses dignitaires. **Sagasta**, qui s'associa avec Martinez Campos pour exploiter le pouvoir après le second ministère Canovas (février 1881), avait déjà gouverné sous la République. Il présida plusieurs fois des cabinets de concentration libérale, sauf quand les deux « machines », un peu trop usées, cédaient la place au ministère intermédiaire de **Silvela**, conservateur-libéral. Sagasta, très attentif aux questions financières, mettait sa coquetterie à présenter des budgets en équilibre; après lui (1900), le chef libéral a été **Moret**. En 1882 cependant, Sagasta avait rompu avec l'aile gauche du parti, qui, avec **Serrano**, s'appela la *gauche dynastique*. Serrano disparu (1885), la direction passa au maréchal **Lopez Dominguez**. Dévoué aux intérêts de l'armée, qu'il devait réorganiser comme ministre de la Guerre et répartir en sept régions militaires, le maréchal imprima au parti une allure spécialement anticléricale (celle de son ministère de 1906). C'est cette gauche dynastique qui a fini par l'emporter, et par unifier le parti libéral autour du successeur du maréchal, un ancien républicain, **Canalejas**.

Toutefois, ces partis ont toujours reposé moins sur des doctrines politiques que sur des intérêts amalgamés. Composés de politiciens professionnels, sans grand idéal, mais soutenus par le point d'honneur et le désir du profit, ils recrutent les avocats, les professeurs, les journalistes, d'anciens étudiants préparés à la parole. Ce sont ces équipes qui gouvernent, bien plus que les souverains. Al-

phonse XII, quelque instruction qu'il eût acquise dans les meilleurs collèges de Paris, de Vienne et d'Angleterre, et d'esprit ouvert, se bornait à investir de sa confiance le parti qui la réclamait le plus impérieusement, de préférence le parti conservateur, résolu à toute mesure pour prévenir ou châtier les tentatives de pronunciamiento (1882-1883). Son remariage, après la mort de la reine Mercédès, fille du duc de Montpensier, avec l'archiduchesse Marie-Christine (29 novembre 1879), servait avant tout la politique de Canovas; de même le rapprochement avec l'Allemagne impériale, qu'il scella par un voyage à Berlin (1883), et qui subsista jusqu'au coup de force de Bismarck sur les îles Carolines (juillet 1885). Le 25 novembre suivant, le roi était mort.

La régence de Marie-Christine (1885-1902). — Régente au nom de son fils (né le 17 mai 1886), Marie-Christine n'a pas gouverné davantage, satisfaite d'obtenir la paix parlementaire par l'alternance à peu près régulière des partis au pouvoir, sans s'occuper de leurs procédés électoraux, financiers, administratifs. Ils observaient eux-mêmes une sorte de trêve en attendant la majorité du roi, même les radicaux régionalistes de Catalogne, même les républicains socialisants d'Andalousie. Pendant seize ans, malgré l'adoption du suffrage universel pour les élections législatives (1890), la vie espagnole ne changea pas. La renaissance économique qu'avait rêvée Alphonse XII, par la culture du sol et l'exploitation du sous-sol, ce n'était pas les Espagnols (sur 17 millions d'habitants, plus de 9 millions n'exerçaient aucune profession), mais des étrangers qui l'ébauchaient par leur travail et leurs capitaux. L'Espagne, elle, vivait de ses colonies. Bilbao et Malaga mis à part, ses industries et ses places de commerce n'existaient que pour le marché colonial : la Catalogne et ses filatures, les Baléares et leurs cordonniers, la Corogne, le Ferrol et leurs épiciers ou leurs courtiers maritimes, Cadix, Séville, Santander et leurs sauniers. Réciproquement, les colonies, asservies au monopole commercial, s'obligeaient à tout acheter dans les ports d'Europe, même le pain (pour lequel l'Espagne achetait la farine à l'étranger) à des prix doubles du cours du marché. Les Philippines devaient se fournir de vêtements à Barcelone et de chaussures à Mahon, majorées de 50 pour 100 ; Cuba, pays à sucre et à cacao, n'avait pas licence de fabriquer le chocolat, monopole de la Galice et des Asturies. A ces pratiques répondaient les révoltes coloniales ; mais les généraux les réduisaient, suivant l'occurrence, par la diplomatie ou par la terreur. En rendant possible l'exploitation des « Indes », ils empêchaient la ruine de l'industrie

nationale ; de la nation paresseuse ils obtinrent vingt-deux années de passivité muette.

Perte de l'empire colonial (**1898**). — Le réveil fut douloureux. L'île de Cuba, jusque-là « sempre fiel » (1), secouée toutefois depuis 1800 à intervalles réguliers par des mouvements de classes ou de races, se lassa d'entretenir sur les recettes de ses douanes une horde de fonctionnaires parasites expédiés de la métropole. Elle revendiqua son indépendance, proclama un gouvernement insurrectionnel qui soutint une « guerre de dix ans » (1868-1878) contre 145.000 soldats espagnols, dont 100.000 périrent. Avec lui, Martinez Campos signa la *convention de Zanjon*, qui donnait aux Cubains le droit de se faire représenter aux Cortès de Madrid (1878). Pour solder les frais de la guerre, Madrid, en revanche, frappa les revenus d'un impôt de 25 pour 100 (encore perçu en 1888), majoré de 6 pour 100 pour les frais de perception. Jusqu'en 1893, tout commerçant au détail paya chaque année 1.500 francs de patente, augmentés à proportion du chiffre de ses affaires; les enseignes furent taxées au nombre de leurs lettres, les employés et commis à 10 pour 100 de leurs salaires. Le maintien de l'état de siège autorisait chez les agents toutes les pratiques de rapacité et de vénalité.

Or, moins de cent kilomètres séparent Cuba de Key-West, l'arsenal américain qui, au sud de la Floride, commande le golfe du Mexique; de bonne heure, le gouvernement fédéral arrêta une « politique cubaine ». Elle facilitait l'installation d'Américains dans l'île (leurs plantations, chemins de fer, mines, valaient 250 millions en 1896) qu'elle protégeait contre l'administration et les tribunaux espagnols (*traités de 1795 et de 1877*). Désavouant les entreprises de flibusterie (celles de 1846 et de 1850, préparées à New-York et à Nouvelle-Orléans; celle du général Quitman formée dans le Mississipi avec 4.000 hommes, pourvue de plusieurs millions, et qui n'échoua que parce qu'un agent vendit le complot au gouvernement espagnol; celle d'Aguerro plus pacifique, 1884), elle visait à une acquisition de l'île qu'Adams représentait en 1823 comme destinée à « graviter vers l'Union nord-américaine » et « indispensable pour le maintien et l'intégrité de cette Union ». Un seul moyen : acheter Cuba et Porto-Rico. En 1848, Buchanan estimait que « sous l'administration des États-Unis, Cuba ne saurait manquer d'être l'île la plus fertile et la plus riche du monde entier », capable de nourrir 10 millions d'hommes. En son nom,

(1) « Toujours fidèle » ; épithète hyperbolique.

Saunders, ministre à Madrid, offrit le marché à Narvaez, « sur le modèle de la cession de la Louisiane », au prix de 500 millions. Même offre en 1854 par Pierre Soulé, sans succès. En 1869, Sickles proposait de nouveau l'opération à Prim. Mais la Révolution de septembre venait d'affranchir les noirs de Porto-Rico; la loi Moret de 1870 allait donner la liberté aux enfants des noirs à naître à Cuba et aux nègres âgés de soixante ans. Prim refusa. En 1898, les États-Unis prétendaient encore démontrer que l'intérêt espagnol bien compris était de se débarrasser de Cuba pour un milliard. Malentendu que compliquait l'attitude des Cubains, résolus à conquérir leur indépendance, et à ne point se laisser conquérir par les États-Unis.

La ***dernière insurrection*** éclata en 1895. Les chefs, Calixto **Garcia**, Maximo **Gomez**, Antonio et José **Maceo**, **Marti**, accourus de la Jamaïque, du Venezuela, de la Floride, proclamèrent la République, tinrent en échec les 100.000 soldats du maréchal Martinez Campos, et, continuellement renforcés de Key-West, au mépris de la neutralité officielle publiée par le président Cleveland, détruisirent les plantations espagnoles, coupèrent les voies ferrées, bloquèrent Martinez Campos et menacèrent la Havane (juillet-décembre). En fait, le maréchal ne disposait (malgré l'argent prodigué à l'instigation des généraux) que d'une armée brave mais peu instruite et inférieure à sa tâche; aussi bien, par rancune contre la tyrannie administrative, bon nombre d'Espagnols se joignaient aux insurgés. Le général **Weyler** introduisit de nouvelles méthodes (janvier 1896) sans meilleur résultat. Il multiplia les fusillades, après sentences rendues par des cours martiales, arrêta les cultures, parqua les campagnards dans les villes fortifiées devenues des *camps de concentration*, décréta la terreur dans l'île entière. A la fin de l'année, les insurgés n'en débordaient pas moins dans la province de Puerto-Principe et tenaient les troupes espagnoles assiégées en quelques places, Weyler lui-même bloqué dans la Havane. Le maréchal **Blanco** arriva d'Europe pour promettre la cessation du régime terroriste et l'octroi de l'autonomie administrative. Les insurgés ne désarmèrent pas.

Guerre contre les États-Unis (**1898**). — A grand'peine, Cleveland et le secrétaire d'État Olney avaient maintenu la neutralité de l'Union. Le Congrès voulait (mars 1896) les contraindre à reconnaître aux Cubains la qualité de belligérants. Cleveland signalait lui-même les agissements de la junte cubaine de New-York, les dépenses du Trésor pour empêcher les expéditions de flibus-

tiers, l'intérêt géographique, politique et financier des États-Unis au rétablissement de la paix. Il y aiderait l'Espagne; au besoin, il menaçait d'agir seul.

Sur son successeur Mac-Kinley (4 mars 1897), la pression de la foule et des spéculateurs s'exerça autrement puissante. Le président envoya le cuirassé *Maine* en rade de la Havane; il y sauta (16 février 1898). Dès lors, le Congrès exigea la fin du régime des *reconcentrados*, repoussa la médiation du pape, proclama sa volonté de n'intervenir que pour rendre Cuba libre à la disposition de son peuple, autorisa la levée de 110.000 soldats (19-22 avril).

Rien de plus médiocre que la campagne, d'où ne se dégage aucun plan. Aux îles Philippines, l'escadre cuirassée de l'amiral **Dewey**, qui de Hong-Kong favorisait l'envoi de secours aux insurgés Tagals, pénétra dans la baie de Manille, canonna et fit sauter devant Cavite les six croiseurs en bois de l'amiral **Montojo** qui perdit 400 tués (1er mai). L'arsenal tomba aux mains des Américains. L'escadre de l'Atlantique bloqua les côtes occidentales de Cuba, bombarda *San-Juan de Porto-Rico*, laissa la flotte cuirassée de l'amiral **Cervera** s'embosser dans la baie de *Santiago* (19 mai). Aussitôt, l'amiral **Sampson** et le commodore **Schley** l'y embouteillèrent en coulant dans le goulet un navire charbonnier. Tandis que les troupes du général **Shafter** assiégeaient dans Santiago le général **Linarès**, Cervera voulut sortir, suivant les ordres du maréchal Blanco. Le 3 juillet, il défilait le long de la côte; Sampson l'y drossa et l'écrasa sous sa grosse artillerie. Quelques jours plus tard, Santiago capitula (17 juillet). Le général **Miles** avec 10.000 hommes occupait Porto-Rico. Une autre armée se préparait à débarquer aux Philippines, où elle arriverait certainement avant l'escadre de l'amiral **Camara**, expédiée par le canal de Suez, et qui ne dépassa pas Port-Saïd. Le 12 août, le général **Augustin** capitula dans *Manille* devant le général **Merritt**. Une escadre américaine, dite « de l'Europe », allait montrer le pavillon étoilé sur les côtes d'Espagne, se saisir peut-être des Canaries, au besoin pénétrer dans la Méditerranée. L'Espagne se résigna à traiter.

Au début de la guerre, c'est au ministre de France, Jules Cambon, qu'elle avait confié ses intérêts en Amérique; Cambon signa avec Day, secrétaire d'État, les *préliminaires de paix* du 12 août. Au *traité* conclu à *Paris* (10 décembre 1898), le plénipotentiaire espagnol **Montero Rios** dut subir les très dures exigences de **Day** et de **White**. Par les articles 1, 7 et 8, il cédait Cuba et Porto-Rico nets de toutes charges et de dettes, les Philippines et l'une des

îles Ladrones pour 100 millions de francs. Il n'existait plus d'empire colonial espagnol.

Conséquences de la guerre. — La liquidation de la guerre s'effectua péniblement. L'Espagne avait perdu 50.000 soldats ; les survivants, les officiers surtout, ont exigé des pensions qui grèvent d'autant le budget. La dette de Cuba, qui résulte presque tout entière d'emprunts improductifs, atteint deux milliards de francs, dépensés à lutter contre les insurrections. Les Allemands ont acheté pour 21 millions les Carolines, les Palaos et les Mariannes (sauf l'île de Guam qui appartient aux États-Unis, 1899). Que va faire la nation, désormais privée de ses colonies ?

La nation, qui s'est mise au travail, a découvert que les colonies remplissaient avant tout les poches de quelques privilégiés et s'est avisée de la richesse du sol et du sous-sol de l'Espagne. — Dès 1899 se manifestait un regain d'activité en Catalogne, en Andalousie, à Malaga, davantage encore à Bilbao et à Santander. C'est que 100.000 jeunes gens, qui s'écoulaient annuellement vers les colonies, se proposent aujourd'hui de mettre leur pays en valeur avec l'argent autrefois aventuré aux Indes. « La perte des colonies a été une bénédiction déguisée qui a ramené vers l'Espagne les capitaux asturiens et cubains et qui les a ramenés vers les entreprises commerciales (1). » Aussitôt a commencé une renaissance agricole : la vigne en Andalousie, les fruits à Malaga, les cultures maraîchères de Galice et de Valence, le blé de Castille alimentent un commerce d'exportation qui n'a pas diminué, car les anciennes colonies restent accoutumées à la nourriture espagnole. Pour le marché intérieur, qui n'est plus encombré par les produits coloniaux, Murcie développe ses plantations de canne, l'Andalousie et la Galice plantent des betteraves, Xérès et la côte orientale produisent vins de table et de coupage, liqueurs et cognacs, concurrencent le « porto » sur les tables anglaises.

Le sous-sol recommence à livrer ses minerais : à Bilbao, le fer à l'état presque pur nécessaire aux usines allemandes et anglaises, le *rabio* que l'on a découvert aussi sur tout le pourtour de la péninsule (notamment à Santander, Girone, et de Valence à Algésiras) ; à Huelva, le cuivre ; à Carthagène, le plomb argentifère ; l'argent avec la houille en Galice. Des banques se fondent dans les provinces du nord pour soutenir sucreries et tissages, aident la Corogne à délaisser la fabrication de son chocolat pour rouvrir ses

(1) Rapport d'un consul anglais.

mines. L'élan national retrouve l'intelligence de ces richesses du monde moderne que les anciens signalaient déjà dans le sous-sol espagnol, ce « coffre-fort royal de l'éternité ».

Alphonse XIII et l'Espagne contemporaine. — Une seule question se pose : une égale intelligence existe-t-elle dans les partis de gouvernement ? Alphonse XIII, ayant accompli sa seizième année (17 mai 1902), a prêté serment à la Constitution devant les Cortès, passé la revue des troupes (19 mai), donné la grande course de taureaux traditionnelle, la « course d'État » (21 mai). Ainsi consacré comme roi, il a commencé par Paris ses visites aux capitales européennes (1905), épousé la princesse **Ena de Battenberg**, nièce d'Edouard VII (mai 1906), resserré plus tard les liens avec le roi **Manoël** de Portugal, participé avec les puissances maritimes occidentales aux accords qui ont établi l'équilibre des forces dans l'Atlantique et la Méditerranée (1904-1907), encouragé la construction des *Transpyrénéens* qui rétabliront au profit de son pays la grande diagonale de circulation européenne. Passionné pour l'action, appliqué à son métier, on l'a vu parcourir l'Espagne pour étudier sur place les réformes provinciales urgentes et proposer entre les mineurs de Bilbao et leurs employeurs (septembre 1906) un arbitrage d'où sortit un projet de loi complet sur le contrat de travail. Une sorte d'activité optimiste s'est emparée des classes ouvrières ; la population atteint aujourd'hui 20 millions (31 décembre 1910).



Alphonse XIII
(Né en 1886)

Reste à savoir si tous ces efforts ne seront pas entravés par la routine et le gaspillage des Castillans. Alors que des compagnies de navigation se fondent pour exporter jusque dans la Baltique et la mer Noire, douaniers, gabelous, contrôleurs, expédiés de Madrid, s'abattent sur elles pour les paralyser. Cadix réclame en vain depuis

1880 la ligne directe avec Madrid qui ferait de ses quais l'embarcadère vers l'Amérique du Sud. La Corogne manque des routes et des chemins de fer (promis dès 1834) qui distribueraient à l'intérieur le poisson de la côte galicienne ; San-Lucar demeure barré à l'embouchure du Guadalquivir. Huelva, port du *Rio-Tinto*, doit d'abord faire analyser son cuivre à Madrid, où des spéculateurs ont accaparé le monopole des explosifs, et acquitter des droits pour exporter le minerai. A la Banque d'Espagne appartient le monopole des tabacs, dont elle empêche la culture. Les Chambres de commerce, empressées à tenir leurs congrès à Cadix, à Valladolid, à Saragosse, ont soin d'éviter Madrid.

Seule peut-être Barcelone a souffert des pertes coloniales : grâce au tarif protectionniste de 1892, elle retenait en partie le monopole des transactions (210 millions en 1896 avec les Indes), obligeait ainsi les maisons étrangères, pour en profiter, à fonder chez elle des manufactures. Débordante d'activité, mais secouée par les émeutes que déchaînaient dans ses rues les sociétés secrètes (1909), socialiste avec Lerroux, séparatiste au besoin, elle rêve d'une république fédéraliste qui lui permettrait d'organiser sa vie économique particulière. Les Asturies et la Biscaye, subsistant de l'industrie moderne, connaissent les crises de famine causées par l'augmentation du coût de la vie (1), alors que nombre d'ouvriers n'arrivent pas au salaire de 2 francs 75 par jour. En seize ans, dix-sept grèves partielles et quatre grèves générales (1890, 1903, 1906, 1910), la dernière pour réclamer la journée de neuf heures promise antérieurement par le roi.

On aperçoit bien quelles réformes exigerait la situation : le développement de l'instruction générale, non seulement pour arracher le suffrage populaire à la tyrannie du *caciquisme*, mais pour répandre les découvertes utiles à l'agriculture et à l'industrie ; la suppression du gaspillage des politiciens qui livrent le crédit aux spéculateurs et financiers de Madrid (2) ; plus encore, l'abolition de l'exploitation militariste qui absorbe pour les dépenses de la Guerre un quart des recettes totales du budget. Mais les généraux s'y opposent et maintiennent, pour une campagne ruineuse, sur la côte du Rif marocain et de Tanger à Larache, une armée dont l'entretien a fait réapparaître le déficit et rend nécessaires de nouveaux emprunts extérieurs.

(1) A Bilbao, en dix ans (1895-1906), la viande a augmenté de 50 pour 100, le lard de 35 pour 100, les pommes de terre de 53 pour 100.

(2) Les adjudications pour la reconstruction de la flotte donnèrent lieu aux Cortès à des débats scandaleux qui atteignirent, par une répercussion assez directe, certains chefs de partis politiques.

Le roi, très frappé des événements qui ont amené en Portugal le meurtre de Carlos Ier et de son fils aîné (31 janvier 1908) et le renversement de Manoël II (4 octobre 1910), ne se risque pas à mécontenter les militaires, soutiens du trône, alliés de Maura, chef du parti conservateur, dont la tolérance hautaine laissa vivre le ministère radical dynastique Canalejas (1).

Or, voici que pour combattre les conservateurs traditionalistes auxquels paraît se confier le souverain, les démocrates et antidynastiques de toute étiquette viennent de se grouper en un parti « réformiste » qui augmente encore d'une unité les factions de purs politiciens. L'œuvre de régénération demeure incertaine.

A CONSULTER

HUBBARD : *Histoire contemporaine de l'Espagne*. — LÉONARDON : *Prim*. — CH BENOIST : *Cuba, l'Espagne et les Etats-Unis*. — MARVAUD : *La question sociale en Espagne*.

(1) Canalejas, assassiné le 12 novembre 1912, a eu pour successeur le comte **de Romanones**, président de la Chambre et intéressé à nombre d'entreprises financières dans la péninsule et au Maroc. Pour le populaire et les journaux satiriques de Madrid, il est *El Cojo* (le Boiteux) ; pour ses adversaires, il représente à ce titre même l'instabilité présente du parti libéral.

CHAPITRE III

LA SUISSE AU XIX[e] SIÈCLE

I. **La Restauration (1815-1830).** — II. **La « Régénération » (1830-1848).** — III. **La Suisse contemporaine.**

Dans un pays de 41.324 kilomètres carrés, dont les Alpes occupent les trois cinquièmes, mais que la complexité même des formes géographiques a empêché de se réduire au rôle d'une Andorre ou d'un Tyrol, trois millions d'individus (1), accoutumés depuis le moyen âge à la pratique de la liberté, ont réalisé au cours du XIX[e] siècle les formules de plus en plus précises de la complète démocratie. En même temps, ils ont tendu, dociles à l'indication des faits européens, à fortifier leur gouvernement central. Cette évolution s'accomplit en trois périodes : période de la *Restauration* (1815-1830); période de la *Régénération* (1830-1848); — période de l'*organisation fédérale*.

I. — *La Restauration (1815-1830).*

La Suisse avant 1815. — L'histoire moderne de la Suisse date de la Révolution française et de Napoléon. Jusqu'en 1798, il n'existe pas, au vrai, de Confédération suisse, mais seulement une agglomération de *Treize Cantons* groupés peu à peu autour des

(1) En 1817, 1.700.000 ; en 1910, 3.753.293.

Waldstoetten (Uri, Schwytz, Unterwald), ligués eux-mêmes depuis le XIII[e] siècle pour faire triompher, contre la suzeraineté de l'Empereur, la législation par le peuple. Nulle uniformité dans le gouvernement ; aucune égalité entre les cantons. Les Treize Cantons constitués au XVI[e] siècle se distinguaient avec soin des *Alliés* (parmi lesquels les Ligues grises) et des *Sujets*. L'ensemble représentait, contre les dangers extérieurs, une « assurance mutuelle » régie par les « lettres d'alliance » des Treize, les pactes avec les Alliés, les libertés et franchises des Sujets, les « Concordats généraux » et autres traités de paix. La monarchie française, qui avait signé le premier (paix perpétuelle de 1516), procura en 1648 aux Cantons, avec leur indépendance reconnue par l'Europe, le bénéfice de la neutralité.

En 1798, Pierre **Ochs**, magistrat de Bâle, rédigea à Paris, sous la pression du Directoire et sur le modèle de la Constitution de l'an III, la première constitution commune. Aussitôt, dans la *République Helvétique*, une et indivisible, commença entre deux tendances contraires une lutte qui n'a pas cessé jusqu'à nos jours : tendance unitaire qui procéderait de l'esprit latin, — esprit d'indépendance locale et « cantonalisme » qui procéderait de la tradition germanique (1). Déjà l'*Acte de médiation* de Bonaparte (19 février 1803), tout en supprimant la distinction entre Confédérés (Eidgenossen), Alliés et Sujets, avait restauré la souveraineté des *Dix-huit cantons* égaux et fédérés, mais conservé à la *Diète*, que présidait le Landamman Louis **d'Affry**, la discussion des affaires diplomatiques et militaires. En même temps, dans chaque canton, les privilèges des grandes familles furent supprimés et l'égalité rétablie entre les citoyens. Dans ces cadres, après avoir rejeté l'Acte de médiation (29 décembre 1813), la Suisse allait s'organiser à la moderne.

Le pacte fédéral de 1815. — En 1815, les Suisses furent entraînés par les Alliés dans la guerre contre Napoléon ; mais leurs contingents ne dépassèrent pas Huningue. Déjà le Congrès de Vienne avait proclamé leur indépendance, l'inviolabilité et la neutralité de leur territoire. Toutefois, sur l'organisation intérieure, subsistait le désaccord entre deux partis. Les aristocrates de Berne, Soleure, Fribourg, Lucerne, Zoug, et des petits cantons forestiers, voulaient rétablir le régime antérieur à 1798, avec les anciennes lettres d'alliance intercantonales et l'antique inégalité ; les libéraux

(1) Ce sont pourtant les cantons « français » qui ont dû, pour ne pas se laisser « majoriser », défendre leur particularisme avec le plus d'énergie.

des cantons nouveaux voulaient maintenir l'égalité. Leurs diètes séparées (à Lucerne et à Zurich) menaçaient de recourir aux armes; Alexandre Ier les contraignit de se réunir en *Diète des 22 cantons* (y compris le Valais, Neuchâtel et Genève) qui énonça le nouveau pacte fédéral (7 août 1815). Plus de « sujets » ; les cantons qui en avaient possédé reçurent des indemnités territoriales. Les 22 cantons souverains (deux d'entre eux partagés en demi-cantons : Appenzell en Rhodes extérieures et Rhodes intérieures ; Unterwald en Obwald et en Nidwald) formaient une *société d'États* (Staatenbund), non un État fédéral (Bundestaat). Ils se garantissaient leurs territoires, non leurs constitutions, qu'ils n'avaient même pas à soumettre à la Diète, sorte de congrès permanent d'ambassadeurs. La capitale, sans fixité, se transportait pour deux ans, par roulement, à Berne, à Zurich et à Lucerne, dont les Conseils (*Vororts*) exerçaient à tour de rôle des fonctions exécutives très réduites.

Par ce biais se rétablirent quelques pratiques de l'ancien régime. Certains cantons aristocratiques (Berne, Zurich, Lucerne, Bâle, Fribourg et Genève, canton nouveau) réservaient par un système d'élections compliqué l'accès de leurs Conseils à quelques grandes familles; d'autres se gouvernaient par des Conseils de bourgeois (Saint-Gall, Vaud, Argovie, Tessin) ; les anciennes « Ligues » des Grisons (Ligue grise et Ligue cadée) et du Valais (dizains) étaient presque restaurées. Les cantons de la montagne (Schwytz, Unterwald, Uri, Appenzell, Glaris, Zoug) maintenaient le gouvernement direct, la *Landsgemeinde*, assemblée annuelle des citoyens qui, en plein air, statue sur les affaires préparées par des magistrats annuels élus. Neuchâtel demeurait propriété du roi de Prusse qui gouvernait le canton par deux assemblées : « Conseil d'État » et « Audience générale ».

Une telle diversité constitutionnelle devait peu favoriser le développement d'une vie politique commune. De fait, la Diète, sans ressources propres d'impôts, et à laquelle les cantons fournissaient les 100.000 francs annuels nécessaires à ses dépenses, se contenta de créer une École militaire fédérale (1818) et des camps fédéraux pour l'instruction d'une armée de 70.000 hommes chargée de défendre la neutralité. En 1823, pour donner satisfaction aux puissances voisines qui s'inquiétaient de voir les réfugiés politiques trouver un asile en Suisse, elle vota un *conclusum* qui réprimait les attaques de presse contre les gouvernements étrangers et établit une surveillance sur les réfugiés.

II. — *La « Régénération »* (**1830-1848**).

Formation du parti radical. — Au contact de ces réfugiés européens, en difficultés avec les monarchies, un parti réformiste, constitué d'abord à Zurich, réclama dès 1829 dans le *Mémorial de Küssnacht* l'exercice intégral de la souveraineté populaire. Le journal *le Républicain suisse* en propagea l'idée. Survint la révolution de Juillet à Paris; elle mit fin à l'espèce de tutelle à laquelle les Bourbons prétendaient sur la Suisse. Des réunions publiques poussèrent aussitôt le peuple à réclamer la révision de la constitution dans le sens démocratique. Partout, sauf à Neuchâtel et en Valais, les Conseils cédèrent; en dix-huit mois, onze cantons établirent la souveraineté du peuple, le suffrage universel pour les élections au *Grand Conseil* législatif et au *Conseil d'État* exécutif, la liberté de presse, de pétition et de commerce. Dans les onze autres, non encore « régénérés », ces mêmes demandes provoquèrent des troubles (qui, à Bâle, amenèrent la séparation entre Bâle-ville et Bâle-campagne, 1833), et bientôt l'opposition entre le « Concordat des sept cantons » régénérés (*Siebener Concordat*, 17 mars 1832), qui prétendaient régénérer aussi le pacte fédéral, et la *Ligue de Sarnen* (novembre) des cantons conservateurs opposés à toute révision.

Déjà les patriciens avaient perdu le pouvoir au bénéfice des gens du *juste milieu;* à leur tour, ceux-ci allaient être battus en brèche par de plus ardents, « Jeune-Suisse » affiliée à la « Jeune-Europe » de Mazzini (1835), qui voulaient aller jusqu'au bout des réformes démocratiques. Ce fut le *parti radical*, groupé dans le *Nationalverein*, plus volontiers recruté parmi les protestants et disposé à mêler les questions religieuses, jusque-là traitées souverainement par chaque canton, aux questions de réforme politique. Il réclama, en conformité avec les « articles de Baden » (rédigés par des cantons protestants, 1834), l'indépendance de l'État à l'égard de l'Église et la révision fédérale. Il s'affirma par la violence à Schwytz, dans le Tessin (1839), le Valais (1840), à Zurich, à l'occasion de la nomination de Strauss à l'Université (1839), à Genève, où il fit deux révolutions pour s'emparer du pouvoir et changer la constitution cantonale (1841-1847).

La crise du Sonderbund (**1845-1847**). — Ces troubles faillirent mener la Suisse à la sécession. En 1841 (9 janvier), le canton d'Argovie, supprimant huit couvents, déclara s'attribuer leurs

biens, évalués 7 millions. Les catholiques de Lucerne protestèrent auprès de la Diète fédérale, qui imposa le compromis de 1843 : quatre couvents de femmes furent rétablis. Une sorte de renaissance catholique s'affirma : à Lucerne, qui fit approuver par le pape sa nouvelle constitution (mai 1841), dans le Valais, qui supprima l'exercice des cultes dissidents (1844), à Schwytz et à Fribourg, où les Jésuites établirent des collèges. Au contraire, le canton d'Argovie, avec Auguste Keller, réclama leur expulsion, et des bandes de volontaires dirigées par l'avocat Ochsenbein, de l'état-major fédéral, tentèrent deux fois de s'emparer de Lucerne qui venait de leur confier son séminaire (1844-1845). Les catholiques se sentirent menacés : par les nouvelles attaques de corps francs contre Lucerne, par l'assassinat d'un chef catholique lucernois, Leu, du fait d'un fanatique radical (mars 1845). Par un traité en cinq articles, ils s'unirent, à Rothen, en une « Ligue séparée » (*Sonderbund*, septembre 1845) ; à son service les cantons de Lucerne, Uri, Unterwald, Zoug, Fribourg, Schwytz et le Valais mirent une force armée pour « défendre leurs droits de souveraineté et territoriaux ».

Les radicaux avaient conquis assez de cantons (Genève, 1846 ; Saint-Gall, 1847) pour posséder la majorité à la Diète ; ils votèrent la dissolution du Sonderbund (20 juillet 1847) et l'expulsion des Jésuites (3 septembre). La nouvelle Union résista et rappela ses députés de la Diète (29 octobre). Dès lors, contre les 60.000 hommes (portés à 100.000) de la Diète, le conseil de guerre du Sonderbund disposa de 30.000 soldats (portés à 85.000) aux ordres du général **de Salis-Soglio** (avec le colonel **d'Ellger** comme chef d'état-major), armés en partie de fusils autrichiens et de canons français. En même temps, il demandait la médiation des puissances garantes du pacte de 1815. De fait, une entente s'ébauchait entre Metternich, qui venait de réduire la révolution de Cracovie, et Guizot, pour une intervention qui aurait, à l'encontre des aspirations du parti radical, rétabli l'autonomie absolue des cantons. Frédéric-Guillaume IV de Prusse y tenait par-dessus tout en faveur de son domaine de Neuchâtel. Mais la Diète savait, par le chargé d'affaires Peel, que l'Angleterre n'interviendrait pas ; lord Minto, qui accomplissait en Europe une tournée diplomatique officieuse, l'avertit de se hâter de vaincre la sécession. En conséquence, le général **Dufour**, de Genève, instructeur supérieur du corps du génie, commandant en chef (avec **Frey-Hérosie** comme chef d'état-major), cerna par trois divisions la place de *Fribourg*, que défendait le colonel **de Maillardoz**, et la fit capituler (14 novembre) ; puis, avec l'ensemble de ses forces, il enleva *Zoug*

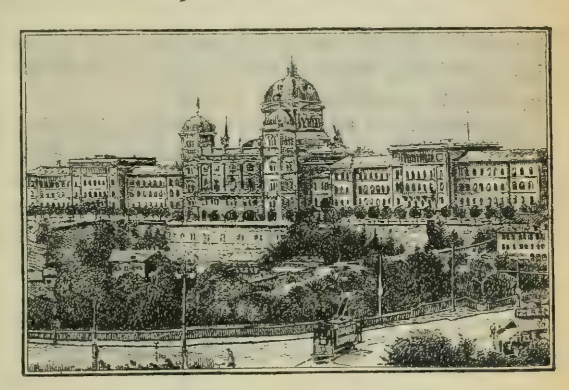
(21 novembre) et marcha sur *Lucerne*. Salis-Soglio y commandait, à qui Schwarzenberg avait apporté de l'argent et des munitions. Vainqueur au pont de *Gislikon* (divisions Bourkhardt et Donatz) et à *Meyers-Cappel* (divisions Ziégler et Gmur), Dufour entra dans Lucerne (24 novembre) d'où il chassa le gouvernement du Sonderbund. Quand les puissances offrirent leur médiation, les Waldstoetten et le Valais s'étaient déjà soumis. Le parti radical allait, en dépit de deux notes, française et autrichienne (janvier 1848), que rendit vaines la Révolution, utiliser sa victoire pour changer l'organisation politique.

La Constitution de 1848. — Œuvre de **Kern** et de **Druey**, adoptée par une commission de 24 membres, votée péniblement par la Diète, ratifiée d'abord par 15 cantons et demi, et au vote populaire par 170.000 voix (contre 71.000), promulguée le 12 décembre, la Constitution organisa, au lieu de l'alliance des cantons de 1815, un État fédératif pourvu d'un gouvernement central et d'un droit public. Supprimant la Diète et les Vororts directeurs, elle confiait le pouvoir législatif à une *Assemblée fédérale* de deux Chambres : le *Conseil national*, qui comprend les députés du peuple suisse, élus pour trois ans au suffrage universel direct à raison d'un député par 20.000 habitants (répartis aujourd'hui en 49 arrondissements électoraux) ; le *Conseil des États*, composé de deux membres par canton (un par demi-canton), désignés par des moyens variables et pour des périodes diverses suivant les cantons. Ils délibèrent séparément sur tous les projets de lois, mais se réunissent pour élire le Conseil fédéral, le président et le vice-président annuels de la Confédération, le Tribunal fédéral, le chancelier, le général en chef, le chef d'état-major, pour exercer le droit de grâce et pour prononcer sur les conflits de compétence. Le pouvoir exécutif appartenait au *Conseil fédéral* de sept membres, choisis pour trois ans dans les cantons parmi les éligibles au Conseil national et siégeant à Berne. Son président, désigné pour une année, non immédiatement rééligible, chargé du département politique (1), exerce la fonction de président de la Confédération. Le pouvoir judiciaire fut confié au *Tribunal fédéral* de dix-neuf membres élus pour six ans, siégeant à Lausanne, et répartis en trois sections.

La Constitution restitue au pouvoir fédéral une large part d'in-

(1) Les six autres sont les départements de l'Intérieur, de Justice et de Police, militaire, des Finances, du Commerce, Agriculture et Industrie, des Postes et Chemins de fer.

fluence. Car il statue sur les lois mais aussi sur les alliances, la guerre et la paix; il garantit les constitutions des cantons, il prend les mesures de sécurité intérieure et extérieure, dispose de l'armée dont il règle l'instruction, unifie les postes, les monnaies, les poids et mesures. Tout le reste était laissé à la « souveraineté » des cantons (y compris l'instruction de l'infanterie) : législation civile et pénale, de police, d'impôts, de routes, de cultes, d'enseignement. A une condition toutefois, c'est que constitution et législation cantonales ne renferment rien de contraire aux principes du droit fédéral : égalité civile des citoyens, droits des communes, liberté de la presse, d'association et de pétition, liberté de commerce et de transit entre les cantons (par la suppression des douanes intérieures), liberté de culte pour les confessions chrétiennes, et qu'elles réalisent la forme républicaine avec la souveraineté du peuple constituant. — Dès le 1er mars 1848, les républicains des monts neuchâtelois s'étaient emparés du château de Neuchâtel ; le 30 avril, les habitants acceptèrent une constitution nouvelle. Désormais, l'Europe, qui n'avait connu que les vingt-deux cantons, apprit à connaître la nation suisse.



BERNE. — PALAIS FÉDÉRAL
(D'après une photographie)

III. — *La Suisse contemporaine.*

La révision constitutionnelle du 29 mai 1874. — A part le coup de main que les royalistes de Neuchâtel tentèrent sur le château en 1856, et qui détermina, grâce à la médiation de Napoléon III, l'abandon, par Frédéric-Guillaume IV, de sa souveraineté sur ce canton, l'ère des troubles intérieurs semble terminée en Suisse. A l'extérieur, la Confédération n'a pas eu de peine à main-

tenir, en 1859, en 1866 et en 1870, une neutralité que les belligérants ont d'eux-mêmes respectée. Les Suisses ont donc pu déployer dans la paix leurs capacités industrielles et commerciales, accroître une fortune qui s'est reproduite dix-sept fois depuis 1849, accuser par des travaux publics hardiment conçus la circulation internationale à travers les passages alpestres. Toutefois, à partir de 1864, des radicaux novateurs prétendirent étendre la constitution dans le sens unitaire. Il le fallait pour traiter avec l'Allemagne et l'Italie du chemin de fer du Gothard, développer les postes et le service télégraphique (organisé par **Naeff** à partir de 1852), résoudre certaines difficultés fiscales, constituer plus fortement l'armée. En 1870, la question d'une révision constitutionnelle fut posée par le Conseil fédéral lui-même, formulée en 1872, rejetée à cette date par la votation populaire. En 1874, la révision fut acceptée par le peuple le 19 avril, promulguée le 29 mai.

Suivant les vœux des centralistes « allemands », le pouvoir fédéral, dont les organes demeurent les mêmes, reçoit une nouvelle extension en matière d'enseignement et d'armée (qui sera organisée par le conseiller **Welti**), avec des ressources supplémentaires : jouissance complète du produit des douanes (dont une partie servait auparavant à indemniser les cantons de leurs péages supprimés), de la moitié de la taxe militaire, abandonnée jusque-là tout entière à l'arbitraire cantonal, monopole de l'alcool, taxes fédérales de patentes (à répartir ensuite entre les cantons). — Mais aussi la Constitution et les amendements votés depuis 1874 confirment au profit du gouvernement populaire direct les principes de souveraineté théorique exprimés en 1848.

Développement de la législation fédérale. — Sous la poussée du parti radical-démocratique, qui dans les questions économiques professe un socialisme d'État modéré, le pouvoir fédéral a mis la main sur un certain nombre de services publics pour l'exploitation desquels il a dû recourir à l'emprunt (1857, 1897, 1903, 1909) : après les postes, les télégraphes (1854) et les téléphones (1889), monopole ou « régale » des poudres (la régale du sel appartient aux cantons), fabrication monopolisée de l'alcool (1886), monopole des billets de banque et des monnaies fiduciaires (1891), création d'une Banque nationale unique (1905), surveillance par le Conseil fédéral des compagnies d'assurances (1885). Toute une législation ouvrière (essayée en Glaris en 1864) limite la durée du travail à onze heures dans les manufactures (loi des fabriques de 1877), assure au personnel des transports et, par extension, aux

employés de chemins de fer, des postes, télégraphes et douanes, 52 jours de repos par an (1890 et 1902), prohibe l'emploi du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes (1898), fixe la responsabilité des entrepreneurs et fabricants dans les accidents du travail (1875, 1881, 1885), réduit à neuf heures la journée du samedi et interdit en certains cas le travail à domicile (1905). Cette législation tend aujourd'hui à englober les lois ouvrières très touffues que les cantons ont, à son image, promulguées depuis quarante ans. En attendant, elle protège contre l'excès de travail l'adolescent de moins de 18 ans (au-dessous de 14 ans elle interdit le travail de fabrique) et la femme, principalement la femme mariée. Enfin, elle organise ou facilite des systèmes d'assurances : en faveur des militaires pendant leur service (1901); en faveur des ouvriers, soit en cas d'accidents (une *Caisse nationale* à Lucerne assure d'office tous les employés et ouvriers), soit en cas de maladies (en subsidiant et contrôlant des caisses cantonales et communales, loi du 13 juin 1911, acceptée le 4 février 1912) (1).

Ce souci d'humanité s'allie avec un vif sentiment patriotique qui trouve son expression dans l'armée fédérale. Déjà développée en 1874, la législation militaire s'est complétée le 12 avril 1907. Elle impose le service armé à tous les Suisses valides de 20 à 48 ans (les autres, sauf les indigents, payent une taxe calculée en partie sur le revenu et dont la moitié va au Trésor fédéral); elle les répartit en *élite* (*Auszug*, de 20 à 32 ans), *landwehr* (jusqu'à 40 ans), *landsturm*. La recrue reçoit des armes et un équipement qu'elle doit présenter aux inspections annuelles. Soumis à la gymnastique militaire dès l'école, le jeune soldat accomplit une seule période d'instruction de 65 jours (infanterie et génie), ou de 90 jours (cavalerie), ou de 75 jours (artillerie) et une répétition annuelle de 11 jours dans l'élite, des tirs annuels dans la landwehr. Cette organisation fournit une élite de 141.000 hommes, une landwehr de 70.000, d'une mobilisation facile servie par un réseau très complet de voies ferrées. Abandonné au début aux initiatives privées (1847), concédé ensuite par les cantons (1852), puis par le pouvoir fédéral (1872), il a fini par être frappé de rachat, à la demande du Conseil fédéral, par le vote populaire de 1898 (2).

Développement du gouvernement populaire. — Deux pratiques, ailleurs légalement inconnues, sont prévues par la cons-

(1) Un nouveau Code civil en 977 articles, à l'étude depuis 1893, discuté de 1902 à 1907, est appliqué depuis le 1er janvier 1912.

(2) Le Conseil fédéral a racheté le Central (1900), le Nord-Est (1901), l'Union suisse (1902), le Jura-Simplon (1903), le Gothard (1911).

titution suisse pour développer le gouvernement direct : celle du referendum ; — celle de l'initiative du peuple en matière constitutionnelle et législative.

1. *Le referendum populaire*. — Depuis 1848, les amendements (1) à la Constitution fédérale doivent être soumis à l'acceptation du peuple par une « votation » au suffrage universel. Ce fut le cas de la Constitution de 1874. Ce principe s'étend aux constitutions des cantons : « Toute constitution cantonale doit être acceptée par le peuple et doit être revisée lorsque la majorité absolue des citoyens le demande. » Le pacte fédéral n'échappe pas à cette deuxième obligation. Un amendement à la Constitution, appuyé de 50.000 signatures, doit être soumis par l'Assemblée fédérale à la votation populaire et peut devenir, à la majorité, partie du pacte fédéral (1891). Le citoyen suisse possède donc non seulement la sanction, mais l'initiative du constituant.

2. *L'initiative législative*. — A plus forte raison détient-il la sanction et l'initiative législatives. En premier lieu, certains cantons montagnards de population restreinte (Glaris, Unterwald, Appenzell) (2) ont conservé l'assemblée annuelle des citoyens (Landsgemeinde) qui vote les lois du canton, élit les magistrats annuels. Uri, par exemple, réunit le premier dimanche de mai dans un pré, grevé de cette servitude annuelle, la Landsgemeinde de tous les citoyens âgés de vingt ans, et des confédérés ayant six mois de résidence : 2.000 paysans et bourgeois, disposés en cercle autour d'une tribune, avec le clergé et les capucins d'Altorf, en présence du commissaire de l'évêque de Coire. Le Landamman expose les faits de l'année, demande le vote sur les points exposés dans l'ordre du jour (distribué à l'avance), les projets préparés par le Conseil cantonal, met aux voix les propositions de lois signées au moins de sept citoyens de familles différentes (*système des 7 familles*), propose les candidats aux fonctions. La discussion, souvent très âpre, se termine par un vote déclaré à mains levées, en agitant rapidement les doigts et en poussant un hululement modulé. De cette façon, le peuple crée les taxes nécessaires à l'application de chaque loi (pas de budget annuel), élit pour un an le Landamman et le vice-président, le *Conseil cantonal* de députés chargés d'étudier et de promulguer les projets de lois, de répartir les impôts, de vérifier

(1) Celui du 5 juillet 1908 (article 31 *ter* de la Constitution) interdit la fabrication, l'importation, le transport et la vente de l'absinthe.

(2) Glaris, 32.400 habitants ; Unterwald, 28.500 (Obwald, 15.300 ; Nidwald, 13.200) ; Appenzell, 68.700 (Rhodes extérieures, 55.300 ; Rhodes intérieures, 13.400) ; Uri, 20.000.

les comptes, de juger même en certains cas; pour deux ans, le *Conseil d'État* de cinq membres (sortes de ministres); pour quatre ans, les juges des tribunaux criminels et civils.

Dans presque tous les autres cantons, la loi votée aux Conseils ne devient exécutoire qu'après acceptation du peuple, proclamé parfois seul législateur « avec le concours » du Conseil cantonal. Dans plusieurs (Vaud, Schwytz, Zoug, Bâle-campagne, Argovie, Zurich, Soleure, Thurgovie, Grisons), un nombre déterminé de citoyens peut prendre l'initiative d'une proposition de loi que l'autorité cantonale est tenue de soumettre au vote populaire. Dans l'ensemble de la Confédération, l'initiative législative n'appartient pas seulement à chaque membre des deux Conseils, au Conseil fédéral et à chaque canton; elle appartient encore à tout groupe d'au moins 30.000 citoyens. Les 30.000 peuvent demander par écrit à la Chancellerie fédérale, dans les 90 jours de la publication d'une loi votée aux deux Conseils, que la loi soit soumise à la votation populaire (1). Même disposition à l'égard des arrêtés du



La place d'Altorf (Canton d'Uri)

(1) Le peuple suisse ne s'est pas gêné pour repousser à une forte majorité (20 mai 1900) une loi qui établissait l'assurance obligatoire d'État (maladie et accidents), votée à l'unanimité moins une voix par les Chambres fédérales.

Conseil fédéral (sauf l'arrêté qui promulgue le budget), à moins que l'Assemblée fédérale ne les ait déclarés « urgents ». De 1874 à 1906, sur 28 votations référendaires, 9 seulement ont accepté des lois ou arrêtés, manifestant dans le peuple des dispositions plus timides que chez ses représentants. Mais les 30.000 peuvent aussi contraindre le Conseil fédéral à soumettre une proposition de loi au vote du peuple. Le citoyen suisse possède donc (avec quelques restrictions) la sanction et l'initiative législatives.

Certains voudraient davantage. Contre la prépondérance du parti radical, socialistes, libéraux et catholiques (sauf à Fribourg) ont réclamé le moyen pour les minorités d'exercer, dans les cantons où fonctionne le système représentatif, leur part de contrôle et d'influence. A cet effet, ils s'efforcent de procurer aux partis la même proportion de représentants dans les assemblées que dans le pays; c'est le système de la *représentation proportionnelle*, inauguré en 1891 après des crises brutales dans Neuchâtel et le Tessin, adopté ensuite à Genève (1892), Zoug, Soleure et Fribourg (1894), Berne (1895), Bâle (1905), Schwytz (1907), Valais (1908), Lucerne et Saint-Gall (1909). Là s'arrêtent leurs succès; ils n'ont pas encore obtenu de la votation populaire, malgré deux tentatives (1900 et 1910), la représentation proportionnelle dans les élections au Conseil national (1). L'idée semble pourtant en progrès.

La Suisse se présente de la sorte comme un domaine limité que sa neutralité rend favorable aux expériences politiques. C'est ainsi que, la Confédération se réservant le produit des impôts indirects, tous les cantons empruntent aujourd'hui leurs ressources principales à l'impôt direct sur le capital. Zurich et Saint-Gall commencèrent en 1832, Soleure y arriva en 1894. Dix-neuf y ajoutent l'*impôt sur le revenu*, soit qu'il se superpose à l'impôt sur le capital (Bâle, Soleure, Tessin), soit qu'il n'atteigne que les produits du travail, les pensions et les rentes. Ces deux impôts sont déjà progressifs, par déclaration individuelle et taxation d'office, dans douze cantons, les autres ayant tendance à en adopter le principe, — proportionnels dans deux cantons (Neuchâtel et Berne) en vertu de leur constitution. Les cantons et la Confédération en consacrent le produit pour la plus grande part à reboiser, à subventionner des écoles d'agriculture, de viticulture, de laiterie, des stations d'essais et d'analyses, des syndicats d'assurance contre le phylloxéra, la

(1) De même le peuple genevois, qui pratique la représentation proportionnelle pour les élections au Grand Conseil (Grosse Rat), vient de refuser de l'appliquer aux élections du Conseil d'Etat (Regierungsrat) exécutif.

mortalité du bétail, les accidents agricoles, à développer surtout l'enseignement professionnel : École polytechnique de Zurich, École des ingénieurs de Lausanne, *Technicums* secondaires (à la fois écoles et ateliers), écoles professionnelles de perfectionnement, écoles d'artisans et cours du soir, obligatoires pour les apprentis dans treize cantons, et pour lesquels l'article 34 *ter*, introduit dans la Constitution par le vote populaire du 5 juillet 1908, donne à la Confédération le droit de tracer un plan d'études uniforme.

Rôle international de la Suisse. — Par sa position au centre de l'Europe continentale, entre quatre grandes puissances, et par sa neutralité volontairement proclamée, la Suisse s'est trouvée désignée pour devenir le siège des institutions internationales par lesquelles les peuples essaient aujourd'hui, d'une manière encore confuse, de traduire entre les États la communauté des intérêts.

Dans l'ordre politique. — Un parent de Cavour, le Genevois **de Sellon**, avait, dès 1830, fondé une *Société de la paix*. Elle ne fit guère de bruit dans le monde. En 1867, Genève abrita un *Congrès de la paix et de la liberté ;* les Suisses y rappelèrent le principe de l'arbitrage, qu'ils appliquaient régulièrement depuis l'Alliance de 1291 à résoudre les conflits intercantonaux. A Genève aussi se réunit le tribunal arbitral chargé de prononcer entre les États-Unis et l'Angleterre dans l'affaire de l'*Alabama* (1872). En 1891, l'idée de Sellon trouva une réalisation étendue dans le *Bureau international de la paix*, de Berne, subventionné par le Conseil fédéral pour centraliser les résultats de la propagande pacifique, dont s'occupe aussi le bureau permanent de la *Conférence interparlementaire*. — Mais ce sont là institutions officieuses. Le *Comité international de secours aux blessés*, fondé à Genève à l'instigation d'**Henri Dunant** (auteur du *Souvenir de Solférino*), étend officiellement son action dans tous les pays civilisés. Tout de suite, le Conseil fédéral avait accueilli l'idée de dresser un code de la guerre ; la *Convention de Genève* (22 août 1864), signée au début par douze États d'Europe, à la suite d'une Conférence présidée par le général Dufour, plaça les blessés militaires à l'abri des couleurs fédérales et protégea ceux qui les disputent à la mort.

Dans l'ordre économique. — C'est à Berne que trouvent place presque tous les organes centraux des services administratifs d'intérêt universel (1) : le *Bureau international des administrations*

(1) Deux ont leur siège à Bruxelles, un à Paris, un à Berlin.

télégraphiques, établi à la suite de la convention de Vienne qui créait l'*Union télégraphique internationale* (21 juillet 1868) ; le *Bureau international de l'Union postale universelle* (convention du 9 octobre 1874) ; le *Bureau pour la protection de la propriété industrielle et des marques de fabrique* (1885) et le *Bureau de la propriété intellectuelle et artistique ou des droits d'auteurs* (1888), fusionnés en 1892 ; l'*Office central de transports internationaux* (1893) ; à Bâle, l'*Office international du travail* (1901), chargé d'enregistrer l'état et les progrès de la législation ouvrière.

Un tel rôle d'intermédiaire pour l'échange des idées ne constitue pas pour la Suisse, dans le monde contemporain, sa moindre originalité.

A CONSULTER

VULLIEMIN : *Histoire de la Confédération suisse*, t. II. — HILTY : *Les Constitutions fédérales de la Suisse*. — P. CLERGET : *La Suisse au XXe siècle*.

CHAPITRE IV

LA BELGIQUE DEPUIS 1830

I. **La royauté belge et les partis (1831-1847).** — II. **Gouvernement du parti libéral (1847-1870).** — III. **Gouvernement du parti catholique (1870-1912).** — IV. **La Belgique contemporaine.**

La Belgique et l'Europe en 1830. — Par le « traité des 24 Articles » (15 novembre 1831), la Conférence de Londres avait constitué la charte du nouvel État belge. Les puissances la ratifièrent ; mais la situation ne serait définitive qu'après l'acquiescement de la Hollande. Or, la Hollande ne le donnait pas, ce qui permit aux Belges de continuer à détenir presque tout le Luxembourg et le Limbourg. En 1838, Guillaume Ier se résigna enfin au fait accompli. Il obtint que les Belges évacueraient les territoires que ne leur concédaient point les 24 Articles et ratifia le *protocole de Londres* du 19 avril 1839 qui limitait les charges financières de la Belgique, mais restituait à la Hollande, outre Maëstricht, le cours inférieur de l'Escaut sur lequel la navigation serait libre. Un péage y fut maintenu, mais dépourvu de tout symbole de vasselage. Les deux États copropriétaires surveilleraient le pilotage et le balisage des passes ; au cas où des événements naturels ou des travaux d'art y rendraient le passage impraticable, les Pays-Bas devraient assigner à la navigation belge d'autres voies aussi sûres et aussi commodes. L'Europe enfin garantissait la neutralité du nouvel État ; c'était le tenir à l'écart des complications internationales et lui faciliter son organisation dans la paix.

I. — *La royauté belge et les partis* (*1831-1847*)

Le roi Léopold Iᵉʳ (1831-1865). — Ce fut une bonne fortune pour les Belges, exposés pendant plusieurs années aux rancunes des Pays-Bas, à la défiance de l'Angleterre et de la Prusse qui leur supposaient des sentiments francophiles, que de s'être donné pour roi **Léopold de Saxe-Cobourg Saalfeld**. Aucun prince n'était plus « européen ». A dix-huit ans, général au service de la Russie ; à vingt-six ans, naturalisé Anglais pour épouser la princesse Charlotte, héritière présomptive du futur Georges IV et veuf au bout d'un an, il aurait pu régner dans Athènes sur le minuscule État grec sorti des délibérations jalouses des diplomates de Londres. Il refusa cette couronne lointaine. Il avait quarante et un ans quand il épousa la princesse **Louise-Marie** d'Orléans, fille de Louis-Philippe (9 août 1832) ; gendre du roi des Français, il avait pour nièce la future reine d'Angleterre, Victoria, qu'il avait formée à la politique et dont il demeura le conseiller. D'autres Cobourg devenaient princes consorts en Angleterre (1840) et en Portugal. Il avait toutes sortes de raisons pour réaliser en son État une façon d'équilibre dont l'Europe lui saurait gré. C'est ainsi qu'il ménageait aux souverains de France et d'Angleterre la reprise de relations personnelles (1843), qu'il calmait le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume IV, auteur d'un toast gallophobe prononcé sur les bords du Rhin (1845), qu'il passait avec le Zollverein allemand, un an avant la France, un traité de commerce (1844), qu'il en signait un autre avec les Pays-Bas (1846) pour terminer tous les différends avec cet État. En 1846, il laissa son beau-père de France



Léopold Iᵉʳ
(1790-1865)

s'obstiner aux mariages espagnols ; l'année suivante, il devait résister à ses conseils au moment où la délimitation des partis belges allait provoquer la première crise intérieure. Neutre au dehors, il serait en Belgique strictement parlementaire.

Le gouvernement unioniste (**1831-1842**). — Le Congrès national à majorité catholique qui avait voté la *Constitution du 7 février 1831* avait maintenu l' « Union des Belges », condition même de l'indépendance. La Constitution, qui posait les principes de la souveraineté du peuple et de la liberté individuelle, confiait au roi le pouvoir exécutif (pratiqué par des ministres responsables) avec le droit de dissoudre la Chambre à condition d'en convoquer une nouvelle dans les deux mois ; le pouvoir législatif à deux assemblées : un *Sénat* de 100 membres âgés d'au moins quarante ans, inscrits au rôle des contributions directes pour une somme d'au moins 2.000 florins, élus pour 8 ans et renouvelables par moitié, et une *Chambre* de 150 représentants renouvelables aussi par moitié, élus pour 4 ans, par les Belges taxés à 20 florins au moins d'impositions directes. Elle proclamait enfin la liberté des cultes, de la presse, de l'enseignement, d'association. Les ministères appliquaient cette politique en dehors de tout esprit de parti. Le ministère **Lebeau**, de tendance libérale, mis à part (1840), ceux de **Mulenaëre**, du général **Goblet** et **de Theux**, formés de catholiques et de libéraux, attentifs aux difficultés extérieures et aux crises financières qui atteignaient le jeune royaume (1839), gouvernaient de manière à le pourvoir des organes essentiels à sa vie politique et économique. L'armée, que constituèrent Charles **de Brouckère** et le général **Evain**, dressa pour le cas d'une guerre 100.000 hommes recrutés comme en France par enrôlements volontaires et par recours à la conscription mitigée par le remplacement. La « garde civique » bourgeoise reproduisait la garde nationale française. Les premiers chemins de fer, construits grâce à Cockerill, de Liége (1834), se mettaient au service des industries et du commerce. A côté des Universités que l'État entretenait en Flandre (Gand) et en Wallonie (Liége), deux autres se fondèrent en pays brabançon : l'une libérale à Bruxelles (1834), l'autre catholique à Louvain (1834). Partout se multipliaient les collèges d'enseignement moyen et les écoles primaires. En face d'une Europe absolutiste, hérissée de barrières économiques, la Belgique offrait le spectacle de l'activité matérielle et intellectuelle dans la liberté profitable.

Formation des partis politiques (**1842-1847**). — Le mi-

nistère du baron **Nothomb**, qui remplaça Lebeau, pouvait passer pour un gouvernement mixte ; Nothomb lui-même se disait catholique libéral, disposé à suivre les suggestions de la majorité catholique. Or, avant 1830, l'État hollandais prétendait régenter l'enseignement public, et l'Église avait fait la révolution pour la liberté d'enseignement. Comme il paraissait difficile (et coûteux) d'établir partout des écoles primaires, les catholiques essayèrent de plier les écoles officielles à l'influence religieuse. Nothomb déclarait : « Pas d'enseignement primaire sans éducation morale et religieuse. » Il obtint, presque à l'unanimité, le vote de la *loi du 23 septembre 1842*, qui rendait obligatoire à l'école publique l'enseignement de la morale et de la religion, donnait au clergé chargé de cet enseignement la mission d'approuver et d'inspecter les livres, mais réservait la direction et la surveillance des écoles à l'État et à la commune. Loi de transaction, qui causa cependant la crise où devait disparaître (après le ministère **Van de Weyer**) l'Union de 1830 et, sur ses ruines, se former les deux partis politiques essentiels.

Le ***parti catholique*** (qui occupa encore le ministère avec de Theux, 1846) n'était pas un parti réactionnaire. Ses chefs, lecteurs du Lamennais de 1830, adhéraient loyalement, non par simple manœuvre, aux principes d'une liberté politique réclamée comme un droit pour les individus et pour les associations, en dehors de tout contrôle de l'État.

Les ***libéraux*** allaient plus loin. Héritiers de la philosophie française du XVIIIe siècle, qui avait profondément pénétré la noblesse et la bourgeoisie, ils réclamaient, contre la survivance des institutions d'ancien régime, l'égalité absolue, l'autonomie des provinces, et, au nom d'une sorte de rationalisme optimiste en lequel ils professaient une foi aveugle, le droit pour tout individu de se déployer, même en dehors de l'Église, qu'ils considéraient comme une puissance temporelle. De là leur programme, élaboré au *Congrès de Bruxelles* de 1846, où 320 délégués de toutes les associations de gauche (y compris les démocrates et d'anciens orangistes) se groupèrent sous la présidence de **Defacqz**, fondateur en 1841 de *l'Alliance libérale* et grand maître de la Franc-Maçonnerie belge. Il comportait à côté de l'abaissement du cens électoral, et d'une augmentation des membres du Parlement, des améliorations en faveur des classes ouvrières (pour satisfaire les démocrates), des mesures pour émanciper l'enseignement public de toute tutelle de l'Église et l'organisation de la neutralité pour arriver à la « laïcisation ». Idées d'une classe moyenne laborieuse et qui

s'enrichit, assez indifférente aux problèmes philosophiques et qui, favorisée par le développement économique rapide, l'accroissement de la population urbaine et des centres industriels autour des houillères, en possession de capitaux et de valeurs mobilières multipliées, se contentait au total du succès matériel, récompense immédiate du travail.

Au prix d'une agitation qu'organisèrent les sections de l'Alliance jusque dans les plus petites communes, ce programme triompha lors des élections de 1847. Léopold Ier ne s'obstina pas ; rebelle aux conseils de Louis-Philippe, il ne consentit point à dissoudre l'Alliance libérale et il appela au ministère le chef parlementaire Charles Rogier (août 1847).

Désormais les deux partis alternèrent au pouvoir suivant leur fortune électorale, au cours de luttes qui opposaient non seulement deux méthodes de gouvernement, mais deux manières très différentes de comprendre la vie politique elle-même, sans compter les difficultés issues de profonds dissentiments religieux. Il semble presque qu'à chaque renouvellement de la Chambre ce soit l'existence de la Belgique qui soit remise en question. En fait, les *libéraux* ont occupé trois fois le ministère : d'août 1847 à mars 1855 (ministères Charles Rogier et de Brouckère, libéral très modéré); de novembre 1857 à juillet 1870 (ministère Rogier); de juin 1878 à juin 1884 (ministère Frère-Orban). Les *catholiques* l'ont également occupé trois fois : de mars 1855 à novembre 1857 ; de juillet 1870 à juin 1878 (ministères d'Anethan et Malou); enfin, depuis 1884 (ministères Malou, Beernaert, Vandenpeereboom, Smet de Nayer, de Troz, Schollaert, de Broqueville).

II. — *Gouvernement du parti libéral* (*1847-1870*).

Le ministère Charles Rogier (1847-1855). — Sauf une interruption de deux années, les libéraux ont détenu le gouvernement jusqu'à 1870. Rogier se borna, dans un pays demeuré calme, en dépit de la Révolution parisienne de février et de la crise financière provoquée par elle, à faire passer dans la législation quelques-uns des principes libéraux. Tout en fournissant du travail aux ouvriers, il réalisa la *réforme électorale du 12 mars 1848.* Le cens électoral était abaissé à 20 florins d'impôts directs (42 francs 32, chiffre prévu par la Constitution), de manière à doubler le nombre des électeurs urbains qui, à Bruxelles, Mons, Liége, assuraient

le triomphe du parti et constituaient de fortes minorités à Gand et à Anvers. Le même cens fut exigé pour les élections aux Conseils provinciaux et communaux; les fonctionnaires perdirent la faculté de siéger aux Chambres. Ces concessions, que les *doctrinaires* du parti trouvaient déjà trop larges, facilitèrent la répression d'une échauffourée à la frontière, œuvre des républicains français, et maintinrent le pays en paix.

Appuyé sur une majorité de soixante voix dans les Chambres renouvelées, Rogier aborda ensuite la question de l'enseignement. Sans toucher à la loi de 1842 qui réglait l'enseignement primaire, il organisa des jurys mixtes nommés par le gouvernement pour les examens des étudiants des Universités libres (loi de 1849). En 1850, une autre loi développa l'enseignement moyen; dans les collèges de l'État, dont elle augmentait le nombre, elle enlevait toute surveillance au clergé. Les catholiques avaient combattu la loi; ils en éludèrent les prescriptions. A la demande des parents, la municipalité catholique d'Anvers élabora un *Règlement* qui reconnaissait à la majorité le droit de faire donner au collège l'enseignement religieux de son choix, d'imposer les livres scolaires, de faire contrôler par l'Église l'enseignement et les professeurs. En fait, les évêques refusèrent des aumôniers à tout collège qui prétendait assurer un enseignement non catholique à la minorité de ses élèves (1853).

D'autres mesures réalisèrent des progrès incontestés : l'abaissement du timbre des journaux et de la taxe des lettres, la création d'une Banque nationale (1848-1849). Certaines, comme l'essor imprimé aux travaux publics en 1848, et la construction de voies ferrées, exigeaient des ressources supplémentaires que Rogier demanda à de nouveaux impôts sur les successions (malgré l'opposition du Sénat), sur la bière et sur le tabac. Les élections partielles signifièrent le mécontentement du pays. Après Rogier, **de Brouckère**, libéral modéré, ne vécut deux ans qu'en accordant aux catholiques satisfaction sur deux points : il fit enregistrer par la Chambre même le *Règlement d'Anvers* (1854) et voter une loi sur les offenses aux souverains étrangers. Elle permit d'expulser les réfugiés politiques français et les proscrits de décembre.

Le ministère catholique Malou (1855-1857). — Désormais les catholiques imprimèrent à leur politique une allure très confessionnelle. Non seulement le ministère favorisa ses écoles et tint en surveillance exacte les cours des Universités, permit aux évêques d'en interdire parfois la fréquentation (comme à Gand), mais il entreprit de donner un statut aux établissements catholiques organisés

pour l'enseignement ou l'assistance charitable. Auparavant, une loi seule pouvait investir les fondations de la personnalité civile et soumettait leur gestion au contrôle des bureaux de bienfaisance. Le *projet sur la liberté de la charité* (1856) la fit attribuer par simple arrêté royal; il supprimait le contrôle de l'État sur la gestion des administrateurs, qui pourraient (comme dans le système anglais des *trustees*) se transmettre la fondation par héritage ou par cooptation. Les libéraux le combattaient pour ne pas conférer une puissance légale aux nombreuses fondations du clergé régulier, et l'appelaient « projet de loi des couvents ». Pour peser sur l'esprit du roi et des dirigeants de la Chambre, ils recoururent à l'émeute. Leurs chefs, Bara et Frère-Orban, menèrent l'agitation en vue des élections communales; ils enlevèrent bon nombre de municipalités. Il appartenait au roi d'interpréter ce vote : Léopold rappela Rogier qui s'assura, après dissolution de la Chambre, une majorité de trente-deux voix (70 contre 38).

Deuxième ministère Rogier (1857-1870).— Non sans secousses, Rogier gouverna treize ans. En 1864, sa majorité tombait à 3 voix; il lui fallut dissoudre la Chambre pour retrouver (1866 et 1868) 73 voix décidées à l'appuyer. Son œuvre consista, dans une Europe traversée par les guerres de nationalités, à se maintenir en dehors des querelles diplomatiques, à réaliser des réformes pratiques : réforme du Code pénal et du Code commercial, qui reconnaît aux ouvriers la liberté de coalition (1867); suppression des octrois (1860) et des péages sur les routes (1866); suppression de l'impôt du sel, que remplace une taxe sur les alcools de consommation (1870); réduction des tarifs des chemins de fer (1866) et de l'affranchissement postal (1868). Dans le même sens, Rogier abolit les droits d'entrée pour les produits industriels (1862), racheta, par entente avec l'Angleterre et les puissances, les péages de l'Escaut maritime qui paralysaient le commerce d'Anvers (1863). En décembre 1865, il assurait sans obstacle la transmission de la couronne de Léopold I[er] à son fils **Léopold II**.

Sur deux autres points, Rogier fut moins heureux. Délivré de l'alarme que lui avaient causée les projets d'achat du Luxembourg par Napoléon III (1867), il se vit interdire par la Prusse la vente à la Compagnie française de l'Est de ses propres chemins de fer, qui coûtaient beaucoup et rapportaient peu (avril 1869). Et comme le ministre réclamait une augmentation de l'armée pour défendre la neutralité belge contre toute entreprise extérieure, non seulement la Chambre la refusait, mais une fraction libérale préconisait

Ligue antimilitariste de Bruxelles, 1868) le remplacement de l'armée permanente par un système de milices. Ces divisions allaient perdre les libéraux. La *loi électorale de 1870*, qui donnait le vote aux « capacités » dans les élections communales et provinciales, ne les sauva pas de la défaite.

Situation politique en 1870. — En 1870, la situation politique apparaissait fort nette : 1° Les diverses tendances, dont la coalition formait jusque-là le *parti libéral*, s'affirmaient en luttes intérieures. Rogier et Frère-Orban représentaient un groupe doctrinaire qui acceptait la réforme électorale de 1870, mais refusait d'aller plus loin. A vouloir abaisser le cens électoral au-dessous de 20 florins, il deviendrait impossible « de trouver des électeurs indépendants ». Le groupe des *jeunes libéraux*, progressistes et radicaux, voulait davantage. Son chef, Louis **Defré**, qui s'était fait élire à Bruxelles en 1858 contre un ministre libéral, traçait un programme très vaste : abaissement du cens à 15 francs pour parvenir par étapes au suffrage universel ; abolition de la loi de 1842 et du Règlement d'Anvers ; gratuité et obligation de l'instruction primaire ; transformation de l'armée en milices ; suppression des lois sur les injures aux souverains étrangers. L'Alliance libérale se disloqua ; le parti libéral perdit son armature.

2° En face, *l'opposition catholique* redevenait efficace. Très unie autour des évêques, auxquels la curie romaine (dont ils dépendaient uniquement) envoyait le mot d'ordre par le nonce apostolique, elle conservait dans le pays (surtout en Flandre) une très forte organisation par ses comités de paroisses et par ses confréries, tous dirigés par des prêtres. En 1864, elle avait failli ressaisir le pouvoir. Elle profita de la renaissance du « flamingisme » et de la langue parlée par les paysans flamands, à laquelle les romans d'**Henri Conscience** (1812-1883 ; le *Lion des Flandres*, le *Tribun de Gand*, la *Guerre des Paysans*) semblaient conférer une valeur littéraire. Le parti demanda (au grand embarras du ministère) que les deux langues fussent admises à égalité dans les actes publics. Contre le monopole reconnu jusqu'alors au français, la Flandre engagea son honneur national. Le résultat apparut aux élections de 1870 ; la défection des deux villes flamandes (Anvers et Gand) jusque-là libérales, celles de villes wallones (Charleroi, Verviers) où les radicaux s'abstinrent, assura aux catholiques une majorité de 22 voix.

III. — *Gouvernement du parti catholique* (*1870-1912*).

Sauf une interruption de six années, le parti catholique a, jusqu'au moment présent, conservé le pouvoir.

Le ministère d'Anethan (puis Malou) (**1870-1878**). — Le ministère catholique se contenta de procurer au parti les satisfactions qu'il réclamait dans l'opposition. C'est ainsi qu'il reconnut au flamand le caractère de langue officielle : le flamand pourrait servir aux actes administratifs et judiciaires dans les pays où il était parlé par la majorité. Dans le conflit électoral, il adopta la solution capable d'avantager les petits propriétaires des campagnes, en abaissant le cens à 20 francs pour les élections provinciales et à 10 francs pour les élections communales, mais sans adjonction des capacités. Ainsi s'assurait-il le succès aux élections provinciales et communales de 1872 qui ne laissèrent plus guère aux libéraux que les conseils des grandes villes.

Sur la question de l'*enseignement*, il maintint exactement le Règlement d'Anvers et la loi de 1842. Certaines fractions du parti exigeaient davantage ; décidées à poursuivre le « libéralisme » visé par le Syllabus, elles engagèrent la lutte contre les écoles laïques maintenues par d'Anethan, interdirent aux professeurs de s'affilier aux sociétés libérales, réclamèrent la suppression du mariage civil et le maintien aux curés de la propriété des cimetières. Encore le ministère, qui recherchait les mesures de transaction, se trouvait-il accusé de tiédeur dans quelques congrès catholiques.

Contre cette œuvre, les deux fractions libérales, doctrinaire et progressiste, se réconcilièrent sur une formule anticléricale. Le *Convent libéral* de 1870 avait arrêté un programme assez voisin des idées de Gambetta en 1869 : adjonction des capacités aux électeurs censitaires provinciaux, en attendant que l'extension de l'enseignement primaire réalisât au bénéfice de tous les adultes le suffrage universel ; sécularisation de l'enseignement ; abolition des exemptions militaires des ecclésiastiques. La *Fédération des Associations libérales* dirigea en même temps l'agitation dans la rue contre les cérémonies catholiques ainsi que la lutte électorale de 1876. Battue, elle obtint une enquête qui révéla des faits de fraude et de pression et contraignit le ministère à proposer une loi sur la sincérité du vote, imitée du « ballot » anglais. Chaque

électeur recevait du président du bureau un bulletin portant imprimées les listes de candidats dans l'ordre établi par les partis ; dans la cabine d'isolement, il marquait sur le bulletin la liste ou les candidats de son choix (1877). Aux élections de 1878, les libéraux conquirent une majorité de 10 voix.

Le ministère libéral Frère-Orban (1878-1884). — Député de Liège, dignitaire de la Franc-Maçonnerie, **Frère-Orban** appartenait au parti doctrinaire bourgeois. Mais il aménagea pour les progressistes plusieurs départements ministériels (notamment le ministère nouveau de l'Instruction publique). Tout de suite il s'attaqua à la loi de 1842. La *loi du 1er juillet 1879* « neutralisa » l'école primaire : dans toute école communale, pourvue d'instituteurs brevetés par l'État et ouverte gratuitement aux enfants pauvres, l'enseignement de la morale serait seul conservé; le clergé, qui n'exerçait plus ni contrôle ni inspection, y donnerait l'enseignement religieux dans un local déterminé soit avant soit après la classe.

Immédiatement les évêques (sauf l'évêque de Tournai) entamèrent la lutte contre l' « école sans Dieu », créèrent partout des écoles libres, auxquelles les catholiques durent envoyer leurs enfants sous menace de peines spirituelles, réprouvèrent les comités scolaires laïques, condamnèrent les écoles normales où se formaient les instituteurs d'État. Frère-Orban en appela au pape. Léon XIII, ancien nonce à Bruxelles, recommanda « le calme, la prudence, la modération » ; le cardinal Nina en avisait le ministre au Vatican, d'Anethan (5 octobre). Mais le 11 novembre, le nonce Vanutelli recevait l'assurance que la Curie approuvait la résistance des évêques dans une lutte « dont ils n'étaient pas les auteurs ». Frère-Orban rappela d'Anethan, remit ses passeports au nonce, qui venait d'être nommé à Vienne, et rompit avec le Saint-Siège (9 juin 1880).

Quatre années suivirent de luttes très vives : le ministère, engagé dans un *Kulturkampf*, résista aux mesures prises par les évêques pour dépeupler les écoles laïques (surtout en Flandre), obligea les conseils communaux à les entretenir, supprima des traitements ecclésiastiques, astreignit les instituteurs congréganistes aux obligations militaires, se fit voter des fonds pour augmenter le nombre des collèges d'enseignement moyen.

La lutte scolaire, qui avait absorbé l'activité du parti libéral, coûtait beaucoup d'argent. Sur toutes les autres questions, il y avait divergence de vues entre progressistes et doctrinaires. Les premiers, avec **Paul Janson**, réclamaient pour les élections provinciales le suffrage universel que les doctrinaires, par deux fois, leur

refusèrent (1881-1883). Frère-Orban s'en tenait au droit de vote conféré aux capacités (1). Les dépenses scolaires, qui froissaient une grande partie de la population, jointes à celles des travaux publics, exigèrent 14 millions d'impôts nouveaux sur les valeurs mobilières et sur les objets de consommation (tabac et alcool). Un projet d'augmentation de l'armée, fort impopulaire, acheva de perdre le parti. Aux élections de 1884, les catholiques l'emportèrent à l'énorme majorité de 34 voix.

Les ministères catholiques depuis 1884. — Dès la formation du premier ministère (**Malou**, 16 juin), la question scolaire domina la politique. Le 20 septembre, une loi rétablit à l'école officielle l'enseignement de la religion, mais à titre facultatif et seulement au début ou à la fin de la classe; elle autorisa les communes à remplacer l'école officielle neutre par une école libre « adoptée », ce qui permet aux municipalités conservatrices de fermer l'école officielle, à moins que vingt pères de famille n'en demandent le maintien. Des subsides d'État seront également alloués aux écoles officielles et aux écoles adoptées. Les instituteurs et institutrices mis en disponibilité recevront des pensions variant de 750 à 1.000 francs. En fait, dans les campagnes flamandes, l'école « adoptée », dirigée par des instituteurs congréganistes munis d'une lettre d'obédience de leur supérieur général, a fait disparaître presque partout l'école officielle. En même temps, les relations diplomatiques reprenaient avec Rome où le baron de Pitteurs représenta la Belgique, tandis que Mgr Ferrata s'installait comme nonce à Bruxelles.

Onze ans plus tard (15 septembre 1895), la *loi Schollaert* rendit obligatoire à l'école officielle l'enseignement religieux pendant la demi-heure qui précède ou qui suit la classe, et, à côté des écoles libres « adoptées », créa la catégorie des écoles « adoptables » que l'État subventionne à la seule condition qu'elles s'ouvrent à ses inspecteurs. En 1909 enfin, la droite prétendait (projet Woeste) interdire aux communes et aux provinces de créer des écoles normales sans l'autorisation du gouvernement, de manière à empêcher les municipalités libérales de former un personnel enseignant pour les écoles officielles. Sur ce terrain, l'effort s'est montré logique et constant (2).

(1) Encore en 1896, Jules Bara, ministre libéral de la Justice pendant douze ans, déclarait : « Les ministres du roi ne doivent pas être les serviteurs de la majorité ».

(2) En 1911, les écoles catholiques comptaient 735.000 élèves, les écoles officielles un peu moins de 200.000 (dont 82.000 exemptés du cours de religion); l'enseigne-

Formation du parti socialiste. — Ce qui rendit durable le triomphe de la droite, ce fut la décomposition même du parti libéral vaincu. La bourgeoisie, d'abord alliée avec le peuple, auquel elle avait promis la justice politique et l'égalité, se retrouvait maintenant plus consciente de ses intérêts de classe, attachée à des conceptions matérialistes, aux formules de liberté économique, au culte de l'initiative individuelle tendue vers la conquête de la fortune. Plus d'esprit de sacrifice en vue d'un idéal commun; plus de force d'expansion. Des libéraux passèrent même au parti adverse.

A partir de 1886, le seul rival du gouvernement catholique fut donc le *parti socialiste*, dont l'organisation longtemps insoupçonnée surprit dès l'abord les bourgeois. Ils le croyaient disparu avec la Commune de Paris et l'*Internationale*. En réalité, il se formait à Gand, la ville des syndicats de tisserands (l'*Association fraternelle* de 1857; la *Société de lecture* des tisserands, 1860), par l'entente de **Van Beveren**, imbu des systèmes allemands, avec **Pol de Witte**, partisan des organisations pratiques comme celles qu'il avait vues en Amérique. C'est lui qui, avec **César de Paepe**, inspira aux socialistes de l'Internationale l'idée d'utiliser les coopératives de production et de consommation comme instruments de lutte politique. Dès 1869, la section liégeoise fondait « La Mutualité, société civile de consommation ». La loi du 18 mai 1873 régla le fonctionnement des coopératives (le ministre Bara ne croyait guère à leur avenir). A la fin de 1880, avec 2.000 francs empruntés à l'*Association fraternelle* des tisserands, **Anseele** et Van Beveren organisaient le *Vooruit*, « coopérative socialiste » ; à la fois machine de guerre et réclame en faveur de la doctrine qui sait « tirer le meilleur parti de la société actuelle ». D'autres s'établissaient aussitôt à Anvers et à Bruxelles (1881).

A Bruxelles aussi des écrivains démocrates se groupaient en 1885 autour de Paepe et d'**Émile Vandervelde** pour constituer le *parti ouvrier belge*, cependant qu'en Wallonie se développait un *parti socialiste républicain* recruté parmi les charbonniers du Hainaut, de Namur et de Liège, les métallurgistes et les verriers. Inspirés par **Defuisseaux**, révolutionnaire à l'ancienne mode, et par **Demblon**, partisans de la violence, ils menèrent la foule ouvrière, rendue furieuse par la crise de chômage et par les grèves, à l'attaque des

ment secondaire d'État 35.000 élèves contre 66.000 aux collèges confessionnels ; les deux Universités d'État 5.000 étudiants (dont 1.000 étrangers) ; Louvain 2.500 et Bruxelles 1.240.

usines du Borinage. Charbonniers et verriers, par bandes, terrorisèrent la région, incendièrent l'usine Baudoux, en plein jour, devant les curieux impassibles. L'armée dut réprimer le mouvement (1886). L'année suivante, la grève s'étendait du Brabant à la région de Verviers, déchaînait de sanglants conflits avec les soldats et la garde civique. Dès lors, les socialistes républicains se résolurent à fusionner avec les socialistes coopératifs, de manière à constituer un unique parti ouvrier, capable par la presse, les meetings, les associations bien gérées, de développer une vie socialiste originale (1889).

La révision de la Constitution (**1893-1902**). — Au parti socialiste il manquait encore l'instrument des conquêtes politiques, le bulletin de vote. Il réclama le suffrage universel; aux élections communales de Bruxelles (1889), la majorité des électeurs approuva. Si en effet, parmi les libéraux, les doctrinaires de Frère-Orban n'admettaient qu'un abaissement du cens au-dessous de 20 florins, les progressistes de Paul Janson voulaient le droit de vote pour tous (sauf pour les illettrés) et le service militaire universel. Rien à faire pour le service; la droite, fidèle à sa devise : « Pas un homme, pas un canon de plus », s'en tenait au tirage au sort avec faculté de remplacement. Par contre, les socialistes fournirent aux progressistes leurs moyens d'agitation politique (meetings, pétitions, cortèges avec drapeaux) pour la conquête du droit de suffrage. La droite résistait, parce qu'avec sa majorité de 26 voix (et non des deux tiers) elle ne saurait imposer ses formules de révision. Les socialistes espérèrent la contraindre par la grève générale de 1890, qu'ils se proposaient de recommencer en 1893, après un premier rejet du suffrage universel par la Chambre, élue pourtant en 1892 avec mission de faire la révision. Du Hainaut, l'agitation gagna Bruxelles, où la garde civique s'attestait acquise à la réforme; la lutte, ardente, tournait à la révolution. La majorité accepta l'expédient du *projet Nyssens* (18 avril 1893).

La constitution revisée établit pour tous les Belges de vingt-cinq ans, domiciliés depuis une année, le suffrage universel, modifié par le vote plural. Un vote supplémentaire est acquis aux pères de famille âgés de trente-cinq ans, aux propriétaires d'immeubles imposés sur un revenu de 48 francs, aux titulaires de 100 francs de revenus en rentes d'État ou en un livret de Caisse d'épargne, de diplômes d'enseignement supérieur, et à certains fonctionnaires. La loi n'accorde que trois suffrages en tout et rend le vote obliga-

toire (1); elle s'arrête en fait à un système démocratique atténué, qui décuple le nombre des électeurs (de 146.000 à 1.350.000), et aux censitaires adjoint les « capacités » sociales et intellectuelles (2).

L'apparition du suffrage universel changea les forces respectives des partis. Les élections générales de 1894 avaient réduit à 18 les députés libéraux; les renouvellements partiels jusqu'à 1900 les firent tomber à 12. Plus encore; ils rendirent désuet le vieux programme doctrinaire, établi presque uniquement sur l'idée de la liberté individuelle. La bourgeoisie, dénuée de culture, s'effarouchait des revendications socialistes qui tendent à déposséder les privilégiés de l'argent, et se cantonnait dans le regret stérile du suffrage restreint aboli. Les socialistes, qui enlevaient 31 mandats, n'espéraient guère obtenir ni la réduction des heures de travail, ni des règlements d'atelier, ni des lois sur le chômage; mais ils entraînaient les progressistes et les huit *démocrates chrétiens* de l'abbé **Daëns** pour réclamer l'abolition du vote plural et la représentation des minorités. Ils se heurtèrent d'abord à une imposante majorité catholique qui représentait désormais, outre l'aristocratie, les propriétaires et le clergé, la masse des paysans des Flandres et la haute bourgeoisie industrielle. Elle fortifia même sa position en 1895 en étendant le vote plural aux élections communales et en accordant jusqu'à quatre voix aux censitaires des campagnes (qui doivent être âgés de trente ans et résider depuis trois années). En 1897, elle attribuait au flamand le caractère de langue officielle.

Les libéraux, plus maltraités encore aux élections de 1898, crurent se sauver en imposant la *représentation proportionnelle*. Après des émeutes en 1899, la droite céda et adopta le système d'un professeur à l'Université de Gand, **d'Hondt**. Il consiste à donner à chacune des listes de candidats présentées par les partis organisés autant de mandats législatifs que le nombre total des suffrages obtenus par elle renferme de fois un certain chiffre calculé sur le nombre des votants et appelé *chiffre répartiteur* ou diviseur électoral (1902). De fait, la représentation proportionnelle a suscité une renaissance du parti libéral, dont les socialistes comptaient profiter pour obtenir le suffrage universel pur et simple (1902-1906). Ce fut en vain; le parti catholique maintint le système plural, malgré les tendances démocratiques d'une droite réformiste (*Jeune*

(1) Les infractions, très rares, n'ont provoqué en 1908 que 229 réprimandes et 378 amendes.

(2) En 1911, il y avait 993.070 électeurs à une voix, 395.866 électeurs à 2 voix, 308.683 à 3 voix (18 pour 100 du total). En tout, 1.697.615 électeurs disposant de 2.710.850 votes, et répartis en 30 collèges.

Droite assez directement opposée à la politique conservatrice de Woeste, et malgré la diminution progressive de sa majorité (20 voix en 1904, 13 en 1906, 6 en 1910). Attaqué enfin dans sa politique scolaire par les progressistes et les socialistes réunis en un *cartel* contre le système des subventions aux écoles libres (qu'ils dénonçaient comme une « loi des couvents »), il a développé son influence en s'assurant la majorité dans 6 conseils provinciaux sur 9) et, par un gain de 127.000 suffrages, il a conquis une majorité de 16 voix à la Chambre et de 15 voix au Sénat (2 juin 1912).

IV. — *La Belgique contemporaine*.

Si le parti catholique (qui s'appelle lui-même le « parti national ») fortifie ainsi ses positions malgré le retour de faveur dont avaient bénéficié les libéraux aux élections municipales, il ne l'a pas dû seulement aux craintes qu'inspirent les doctrines socialistes dans ce pays attaché à la propriété individuelle, il le doit encore aux satisfactions précises accordées par ses ministères successifs aux aspirations sociales du peuple.

La politique sociale des catholiques. — Déjà, en 1843, Ducpétiaux avait signalé, mais en vain, les progrès du paupérisme, dont il rendait en partie responsable le triomphe de l'économie politique libérale et du principe manchestérien. En 1884, la culture indigène était submergée par les arrivages de blés d'Amérique ; les industriels, atteints par une crise de production, diminuaient les salaires, et les ouvriers grondaient. L'émeute de 1886 contraignit à la réflexion. **Beernaert**, éclairé par l'enquête d'une commission de 35 membres, annonça (novembre 1886) une « politique sociale » qui se proposait de favoriser la libre formation de groupes professionnels. Liant désormais la question sociale à la question religieuse, il prévoyait l'intervention de l'État pour la tutelle des ouvriers, des paysans, de la petite bourgeoisie, clientèle électorale nouvelle que le parti allait s'annexer.

L'instrument, ce fut d'abord le *ministère de l'Agriculture*, créé en 1884, puis les *Conseils de l'industrie et du travail* (1887), dont les sections, où siègent en nombre égal patrons et ouvriers d'une même profession, tiennent une session annuelle pour étudier les réformes à introduire dans les ateliers et dans les lois, constituent un organe permanent de conciliation. Au *Conseil supérieur du travail*

(avril 1892) siègent de même 16 patrons, 16 ouvriers et 16 économistes. Bientôt l'*Office du travail*, constitué en 1894 en vue d'enquêtes sur la production et les échanges, devenait le *Ministère de l'Industrie et du Travail* (1895). En 1906, son titulaire, **Francotte**, créait, à la suite d'une enquête de deux années (1902-1904) sur la situation des classes moyennes, un *Office des classes moyennes* qui se dédoubla en *Direction de l'enseignement industriel, professionnel et ménager* et en *Office des métiers et négoces* (mars 1908), en attendant que le *Conseil supérieur des métiers et négoces* (5 février 1909) se chargeât d'élaborer les projets de lois auxquels les classes moyennes sont intéressées. — La méthode consistait à développer l'esprit d'association par la « liberté subsidiée », pour faire naître de l'effort privé des œuvres sociales que la loi reconnaît ensuite et soutient par des allocations. Dans chaque arrondissement se fondèrent, sous la direction du clergé, des *secrétariats* d'œuvres sociales dont l'influence pénétra jusque dans les moindres villages.

En dépit des doctrinaires du libéralisme, qui voulaient avec Bara « l'ouvrier libre vis-à-vis de ses camarades », la législation y aidait. En faveur de l'ouvrier, les *lois de 1887 et de 1896* interdirent le payement du salaire en nature; la *loi de 1901* prescrivit le « mesurage » exact de la tâche accomplie. Une loi de 1887 limita les fractions de salaires qui pourraient être saisies par le créancier ou aliénées par l'ouvrier. A partir de 1888, l'inspection du travail s'exerça dans les établissements dangereux ou insalubres, assura (1890) la salubrité des ateliers, réglementa (1900) le logement des ouvriers sur les chantiers, interdit (1900) l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture. Des lois spéciales prohibèrent le travail prolongé des enfants et des femmes (1889), prescrivirent le repos des employés (1905), interdirent le travail de nuit des femmes (1908). D'autres, dont bénéficiait toute la classe ouvrière, prévoyaient des indemnités pour les accidents du travail (1903), établissaient le repos du dimanche (1905), réduisaient à neuf heures la journée de travail dans les mines (1909).

De son côté, la représentation ouvrière, organisée dans les conseils de l'industrie, introduisait, pour les adjudications dont l'État dressait le cahier des charges, le principe du *salaire minimum* (1896); c'est elle qui, à la demande de l'État, en fixait les chiffres et rédigeait des types de règlements d'atelier. La *loi du 15 juin 1896* obligea le patron à consulter ses ouvriers lorsqu'il désirait modifier ce règlement (durée de la journée, heures de repos, époque de la paye, surveillance, taux des amendes, etc.); celle du 10 mars 1900,

qui règle la forme du *contrat de travail*, substitue à « l'âge de la coutume « un autre âge, celui de la « discussion ».

Le progrès de l'association. — Toutes s'accordent à favoriser « l'âge de l'association ». De fait, immédiatement après l'école, l'apprenti est saisi par les œuvres post-scolaires et les patronages, puis par les *secrétariats d'apprentissage*, qui assurent sa formation professionnelle et son placement, enfin par les maisons d'ouvriers, les cercles d'études et de propagande soutenus par 200.000 membres. Mieux encore, il entre dans l'une des 9.300 *sociétés de mutualistes* (dont 6.000 catholiques) contre la maladie, le chômage, l'invalidité prématurée, que l'État subventionne, puis dans un des syndicats professionnels (69.000 membres socialistes 50.000 chrétiens, 35.000 indépendants) ; enfin il s'affilie à l'une des 5.700 *caisses de retraites* pour lesquelles l'État verse par an plus de 5 millions. Cependant les lois de 1889 et de 1897 permettent aux sociétés d'habitations de construire des *maisons ouvrières* (150.000 aujourd'hui) pour lesquelles les caisses d'épargne consentent, jusqu'à 75 pour 100 de la valeur, des avances remboursables par petites annuités. Un dixième des Belges sont ainsi devenus propriétaires de leur maison.

Le danger, c'était que tout ce développement syndical ne s'opérât au détriment de la petite bourgeoisie des métiers. Menacés par les grands magasins et par les syndicats socialistes créateurs de coopératives, ne risquaient-ils pas de périr? Leurs congrès (Anvers, 1896; Gand, 1897 ; Namur, 1901) appelaient au secours. Une enquête révéla d'abord l'insuffisance de la formation professionnelle. L'Office des métiers a donc travaillé, par des primes aux patrons et aux apprentis, par l'installation de cours professionnels, à restaurer la culture technique ; il y dépense annuellement plus de 2 millions. D'autres sommes passent à encourager des syndicats locaux d'outillage, qui achètent des machines ou de petits moteurs ; à subventionner de petits industriels pour des essais de mécanique.

Mais le principal effort s'applique à relever les masses paysannes. Il est l'œuvre du *Boerenbond* (Ligue des paysans) fondé en 1890 par l'abbé **Mellaerts**, **Schollaert** et **Helleputte**. Dans presque chaque commune, ses filiales (ligues agricoles, cercles de fermiers, syndicats d'élevage et de culture, syndicats d'achats en commun, sociétés de crédit agricole, mutualités d'assurance du bétail, laiteries coopératives), 7.000 associations dont les quatre cinquièmes s'avouent catholiques, avec le curé comme membre du conseil d'administration, groupent 52.000 familles pour leur assurer l'instruction agri-

cole, le crédit, l'outillage à bon marché, l'inspection des exploitations en régie. Organisées suivant un très ancien système de groupement paroissial à figure de confrérie sous le vocable d'un saint, subsidiées sous toutes les formes, elles constituent, surtout en pays flamand, l'armature solide du parti catholique et son instrument de propagande politique. Elles mettent la Belgique au premier rang des nations pour les dépenses sociales, qui absorbent déjà la dixième partie du budget total.

L'expansion belge dans le monde. — Plus qu'aucun autre pays peut-être, la Belgique redevenue libre a profité du mouvement qui porte depuis soixante ans l'Europe à se répandre à travers le monde. Sept millions et demi d'individus peu chargés d'impôts (40 francs par tête), répartis en groupes compacts de la Meuse à la mer, en des provinces dont les ressources se complètent et dont l'union n'a rien de factice ; dans les provinces du minerai, une population wallone plus nerveuse, habile à placer ses produits dans les trois pays voisins ; dans les provinces de cultures, un tiers des Flamands occupés à perfectionner sans cesse leur outillage, deux tiers à faire de leur sol le verger de l'Angleterre ; *Anvers* devenu depuis 1870, par un essor prodigieux, le second port continental, en relations directes avec les deux Amériques, l'Afrique équatoriale et le Japon ; *Bruges* et *Heyst* rappelés à la vie maritime et s'outillant peu à peu ; des intérêts financiers engagés dans les chemins de fer chinois avec des Français, dans l'organisation agricole de la



Léopold II en 1909
(1835-1909)

Russie, dans le commerce du caoutchouc brésilien ; un mouvement d'échanges qui se chiffre par 7 milliards 700 millions ; voilà les résultats des initiatives particulières, encouragées, depuis 1880 notamment, par Léopold II, le plus avisé des souverains constitutionnels et le plus laborieux des manieurs d'affaires.

Léopold II, très personnel, avait, dès sa jeunesse, rêvé de débouchés plus vastes pour un pays neutre que l'Europe enfermait en des frontières étriquées. Il ne se contenta pas longtemps du rôle « d'explorateur en chambre » ; au cours de ses pérégrinations à travers le monde, il perçut la ruine des colonies que l'Espagne et le Portugal exploitaient à outrance, la paix et la richesse des colonies auxquelles l'Angleterre et la Hollande ont attribué le *self-government*. En 1876, il entreprit d'ouvrir au trafic européen le centre de l'Afrique, tout en installant à Bruxelles « le quartier-général » de ce mouvement civilisateur. Mais les partis belges se réservaient; l'opinion moyenne se montrait rebelle par peur des dépenses improductives et d'une augmentation des troupes, les journaux indifférents. Seules quelques banques et maisons de commerce, qui avaient compris, approuvèrent les démarches concertées de Léopold avec Stanley. Elles allaient leur valoir l'exploitation du Congo.

L'armée, par contre, peu occupée, menacée de tourner à la bureaucratie administrative, entrevit gloire et fortune, organisa de 1877 à 1883 six expéditions qui menèrent des officiers belges (Hanssens, Van Gèle) à l'Ouellé et au Tanganyka. Bientôt le comité belge devint un petit État qui transporta au palais royal ses bureaux et ses archives, se forma un personnel dirigeant : le baron **Lambermont**, **van Eetvelde** (futur gouverneur de l'État libre), Emile **Banning**. Ils allèrent chercher à Berlin les titres diplomatiques qui firent du roi des Belges le souverain (absolu) de l'État indépendant du Congo. Van Gèle et Dhanis l'occupèrent (1886-juin 1893) en refoulant les traitants arabes. Les Belges en profitèrent aussitôt, malgré les hypothèques dont la Conférence avait chargé l'État libre : pas de privilège commercial en faveur d'aucune nation, pas de douane sur le fleuve, pas de droits d'entrée ou de transit sur les marchandises, obligation de protéger missionnaires et étrangers et de civiliser les noirs, etc.

Tout cela coûtait cher. Léopold dut emprunter : 150 millions en 1887 aux banques, 10 millions à l'État belge pour le chemin de fer de la côte à Léopoldville, 25 millions encore, malgré des résistances et moyennant le droit pour la Belgique d'annexer le Congo dans dix ans (25 juillet 1890). En 1896, le prêt à la compagnie du chemin de fer (11 millions, dont 5 rembourseraient au roi ses avances à l'État

libre' n'était voté que par 61 voix contre 57 (et 20 abstentions). — Cependant, le 2 août 1889, Léopold avait transmis par testament au royaume ses droits sur le Congo, avec les avantages de la souveraineté. Le Parlement n'en discerna que les charges (9 juillet 1890); le chemin de fer, dont Stanley affirmait que sans lui « le Congo ne vaudrait pas deux shillings » et qui allait pour commencer (1er mai 1898) assurer la fortune de vingt-cinq compagnies à charte, Vandervelde l'appelait « un joujou ruineux » que Beernaert justifiait mollement, que seule sauvait l'éloquence précise de Helleputte. Dix ans plus tard, après de longues chicanes sur la somme à rembourser au roi pour la cession de son domaine privé, le Congo devenait une *colonie belge*, grâce à laquelle l'État s'affirmait le plus fort commerçant d'ivoire du monde (août 1908).

Derniers problèmes politiques et économiques. — En regard de ce développement, des problèmes se posent en politique intérieure et extérieure dont la solution importe à l'existence même de la nation. Aux 101 députés catholiques de 1912 (contre 44 libéraux et 39 socialistes), sur qui pèse l'héritage de vingt-huit années de pouvoir, libéraux et socialistes réclament, à la suite de la lutte électorale la plus âpre, les premiers le suffrage universel égal, l'amélioration de la défense nationale, la réduction du service militaire rendu obligatoire pour tous, l'obligation de l'enseignement primaire, la réforme de l'impôt; les seconds la réalisation immédiate de réformes sociales et fiscales : retraites ouvrières assurées par l'État, impôt progressif sur le revenu et les successions, suppression du vote plural. Combien de temps pourront-ils résister à ces demandes? combien de temps le voudront-ils? Déjà ils apparaissent à quelques-uns comme prisonniers de leurs œuvres sociales, créées pour barrer la route au socialisme et prêtes aujourd'hui à soutenir leurs syndicats par les mêmes armes que les socialistes (1). Et c'est la Jeune Droite qui, parvenue au pouvoir avec **de Broqueville**, et consolidée grâce aux voix des libéraux bourgeois, songe aux transactions nécessaires pour former dans les Chambres un « centre », assez éloigné des idées auxquelles se tient la Vieille Droite de Woeste et de Schollaert.

Elle en a besoin pour deux objets : 1° Pour restaurer ***l'équilibre financier***. Depuis 1884, la dette s'est accrue de 2 milliards,

(1) Ce qui leur valait cette apostrophe d'un député socialiste de Courtrai : « Pour être encore quelque chose, vous devez aujourd'hui précéder le drapeau rouge » (février 1911). Mais ils protestaient vivement.

augmentation que dissimule mal la pratique des budgets extraordinaires alimentés par des emprunts et la circulation des Bons du Trésor à court terme. Il faudrait au budget ordinaire une augmentation de recettes de 100 millions qui permît de reconstituer l'unité financière et de supporter les dépenses nouvelles (amélioration du traitement des fonctionnaires, travaux publics, subventions aux œuvres sociales et à l'enseignement). A quelles sources les demander, sinon à l'impôt direct foncier et mobilier, que la Vieille Droite prétend intangible ?

2° Il lui faut assurer ***la défense nationale.*** Depuis 1893, l'Allemagne, par la disposition de ses voies ferrées en Prusse rhénane, avoue ses projets d'invasion du territoire belge pour le jour d'un conflit armé avec la France. A cette invasion, la Belgique n'opposerait que 165.000 soldats (dont 140.000 absorbés par la défense des camps retranchés de Liége, Namur et Anvers, créations du général **Brialmont**). Que compteraient les 25.000 restants ? Les ministres de la Guerre réclament depuis lors une augmentation du contingent que la majorité s'obstine à refuser. En 1896, la démission du général Brassine laissa deux ans sans titulaire le portefeuille de la Guerre. En 1902, le Parlement substitua au tirage au sort avec rengagement le système des *engagements volontaires* ; il ne détermina qu'une nouvelle diminution du contingent (37.000 hommes au lieu de 44.000). Cependant l'infiltration allemande, facilitée par le *traité de commerce de 1892* (renouvelé en 1905), s'affirme en Wallonie, à Bruxelles, à Anvers, par de grandes entreprises (bazars, brasseries) qui aspirent au monopole (comme celui de l'électricité à Liége), mettent la main sur la fabrique nationale d'armes de guerre d'Herstal, accaparent à Anvers docks et quais. Déjà des manuels allemands englobent dans le *Deutschtum* Flandre et Wallonie.

Or, le général **Hellebaut**, ministre de la Guerre (1907-1912), partisan du service obligatoire, personnel et général, incapable de persuader ses collègues de la Vieille Droite et la majorité, a dû transiger en n'inscrivant dans la loi, signée par Léopold II l'avant-veille de sa mort (15 décembre 1909), le service obligatoire que pour « un fils par famille ». Il en attendait 180.000 hommes, que la formule adoptée ne lui donna pas. En août 1914, les forts de la Meuse, sur lesquels on s'habituait à compter, manquaient d'artillerie et de servants ; les forts de Liége manquaient de canons, tandis que d'autres dormaient à Anvers, inutiles. Broqueville a commencé par sacrifier le général Hellebaut ; puis, d'accord avec le roi **Albert Ier**, il a paré au plus pressé en réorganisant le haut commandement, en définissant le rôle du chef d'état-major général, en créant un

« Conseil du ministre de la Guerre » et un « Conseil supérieur de la défense nationale » présidé par le roi (mars 1912). Seulement, l'armée propre à faire campagne demeurera insuffisante en nombre tant que la loi, votée par une majorité de Vieille Droite, maintiendra à 42.800 hommes l'effectif du temps de paix. « En cas d'agression, si la guerre éclate, déclarait un sénateur pendant la crise diplomatique de septembre 1911, nous courons à une catastrophe et à la ruine de notre nationalité. »

Pour avoir prétendu éviter les charges de la paix armée, la Belgique en arrive à se demander, en prévision des brutalités germaniques, si elle pourra demeurer une libre nation d'initiative et de travail. D'elle seule dépend la réponse.

A CONSULTER

Cinquante ans de liberté (1830-1880), 4 vol. — Hymans : *Histoire parlementaire de la Belgique*. — Wilmotte : *La Belgique morale et politique*. — Goyau : *L'œuvre sociale de l'État belge*. — Louis Bertrand : *Histoire de la Démocratie et du Socialisme en Belgique depuis 1830*.

CHAPITRE V

LES AFFAIRES COLONIALES DEPUIS 1870 JULES FERRY

I. **L'Afrique, de 1870 à 1884.** — II. **Le Tonkin et l'Indo-Chine française.**

Le traité de Francfort, qui, en 1871, termina la guerre franco-allemande, semblait destiné à produire sur le continent les mêmes effets qu'autrefois les traités de Vienne : pour les vainqueurs, l'exploitation tranquille du succès ; pour les vaincus, le recueillement dans l'attente des réparations souhaitées ; pour tous, un travail nécessaire d'adaptation aux conditions nouvelles de la politique. En Europe, le *statu quo* fut en effet maintenu : la crise orientale de 1875-1878 aboutit bien à remanier dans le sud-est quelques territoires et à créer de nouvelles souverainetés, mais elle raffermit les positions des puissances centrales. Les peuples ou les gouvernements qui refusaient d'enfermer leurs ambitions dans les limites d'une Europe fixées — pour longtemps peut-être — par la conquête germanique, s'échappèrent vers les continents, Asie et Afrique, où des territoires immenses s'ouvraient aux énergies inemployées. Ce fut le cas pour la Russie, revenue à sa vocation asiatique ; le cas aussi des Français et des Anglais.

I. — *L'Afrique, de 1870 à 1884.*

La France en Afrique après 1870. — Avant 1870, la France avait vécu « hypnotisée par la ligne du Rhin » ; après 1870,

elle le fut par la ligne des Vosges. Ses hommes politiques pensaient avant tout à couvrir la frontière de l'Est. Se refaire, comme le Piémont après 1849, la Prusse après 1850, la Russie après 1856 ; ne s'engager en rien ni avec personne pour se tenir prêt à intervenir dans les conflits inévitables, — formule « d'attente », qui fut celle de la troisième République jusqu'à Jules Ferry. Mais les années passaient et les occasions ne se présentaient pas. Par ailleurs, la République héritait d'un empire colonial dont la partie principale, l'Algérie, venait de résister à l'épreuve de l'insurrection ; et l'Algérie bordait la Méditerranée dont l'histoire s'était renouvelée au cours du siècle à la suite de trois événements d'inspiration française : l'unification de l'Italie, l'ouverture du canal de Suez, l'européanisation du Maghreb, de Constantine à Tlemcen. De 1871 à 1881, la République se borna à le pacifier, par des *raids* qui s'arrêtaient à l'entrée du Sahara. Mais par delà l'Algérie s'étendait l'Afrique dont l'intérieur restait presque inconnu, que l'Angleterre abordait par ses colonies du Cap et de la Guinée, le Portugal par l'Angola et le Mozambique, la France par le Sénégal et le Gabon. C'est pourquoi ses explorateurs, avant ses hommes d'État, tracèrent la voie ; et ce fut comme ministre de l'Instruction publique que Ferry, amené à s'occuper des missions de Brazza, découvrit au début le champ immense des expériences coloniales.

Les explorations africaines. — Depuis 1850, l'Afrique était attaquée de tous côtés par des explorateurs, pour des buts scientifiques ou philanthropiques. **Richardson, Barth** et **Overweg** avaient jalonné les routes qui, à travers le Sahara, mènent de Tripoli au lac Tchad et au moyen Niger. **Vogel** avait reconnu le Bornou et pénétré dans l'Ouadaï que **Nachtigal** devait explorer après lui en liant les itinéraires de Barth avec le Darfour et le Soudan égyptien. Le Sahara septentrional, bordure de l'Algérie, demeura le domaine des Français comme **Duveyrier** et d'Allemands comme **Gerhard Rholfs**. Partout pénétraient les missionnaires catholiques : prêtres des *Missions africaines* en Afrique occidentale à partir de 1842, *Lazaristes* (1839) et *Capucins* (1846) en Éthiopie, *Jésuites*, *Lazaristes* et *Pères du Saint-Esprit* à Madagascar, *Capucins* espagnols au Maroc. Pères du Saint-Esprit et *Bénédictins* bavarois commençaient, dans l'Afrique orientale (Zanzibar), la lutte contre l'esclavage que devaient poursuivre les Pères blancs (*Société des Missionnaires d'Afrique*) de Mgr Lavigerie (1869) et les *Sœurs missionnaires* de Notre-Dame d'Afrique (ou Sœurs blanches).

Malgré les croisières organisées sur les côtes en vertu des actes

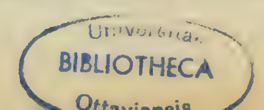
de Vienne, d'Aix-la-Chapelle et de Vérone (1815-1822), le trafic des nègres n'avait pas cessé ; seulement il se faisait par terre, pour amener dans certains marchés du nord et de l'est des caravanes de malheureux dont 500.000 au moins mouraient chaque année le long des pistes. L'un des plus ardents à dénoncer ce mal, David **Livingstone**, missionnaire protestant écossais, parcourut de 1840 à 1849 les régions du Cap au Zambèze, traversa deux fois l'Afrique australe de l'océan Indien à l'Atlantique (1856-1864) et, dans un troisième voyage (1866-1873), découvrit et explora les lacs sud-orientaux. A Nyangoué, il avait, sans l'identifier, aperçu le Congo supérieur ; avec **Stanley**, parti à sa recherche et rencontré à Oudjidji, il acheva l'exploration du Tanganyka (1871). Quelques années après, le même Stanley, venu de la côte zanzibarite (1874), atteignait à son tour Nyangoué et descendait le Congo jusqu'à l'Océan (1877). Ainsi se trouvèrent fixés les traits généraux du continent.



David Livingstone (1813-1873)

Les philanthropes avaient déjà décidé de s'unir pour y combattre l'esclavage, sans penser encore à favoriser aucune pénétration commerciale ou politique. En septembre 1876, **Léopold II**, roi des Belges, prit l'initiative d'une *Conférence* d'où sortit, formée d'hommes d'État, d'explorateurs et de géographes, l'*Association internationale africaine*. Le cardinal Lavigerie et le sénateur français Wallon siégeaient au comité directeur. A Nyangoué, à Tabora, etc., l'Association créa des stations hospitalières ; des postes fortifiés les protégeaient, qui coupaient les routes utilisées par les marchands d'esclaves. Mais, soit par rivalités entre les comités régionaux, soit par manque de ressources financières, l'Association cessa, en 1878, son action humanitaire.

Stanley en recueillit les restes. Il venait de réussir sa première traversée de l'Afrique ; il avait deviné les ressources du domaine congolais : il persuada Léopold II de contribuer à la mise en valeur de ces terres vacantes. En novembre 1878, il créait le « Comité d'études du



Congo qui, pour des fins commerciales, organisa des stations sur le grand fleuve, et, en 1883, élargissant son programme, devint l'*Association internationale du Congo*. Un an plus tard, l'Association, toujours soutenue par le roi des Belges, installait, dans des limites assez peu précises, l'*État indépendant du Congo* (14 avril 1884). Léopold II accepta d'en être le souverain, à titre personnel.

La Question tunisienne. — Dans l'Afrique mineure, la France, comme complément à son établissement algérien, rangea la Tunisie sous son protectorat. Jusqu'à 1830, Tunisie et Algérie avaient possédé des gouvernements identiques, aux ressources tirées de la piraterie. Dans l'espoir d'une entente avec la France qui aurait valu à des princes de la famille de Hussein quelque investiture en Algérie, le bey héréditaire cessa la piraterie, accueillit nos consuls, Mathieu de Lesseps et Léon Roches, écouta leurs conseils. Seulement les bénéfices des corsaires manquaient au trésor beylical; les concussions des ministres, surtout de **Moustafa Khaznadar** (qui le fut trente-cinq ans), en accrurent la détresse. Pour sauvegarder les droits de leurs nationaux, créanciers du gouvernement, la France, l'Italie et l'Angleterre imposèrent le contrôle d'une commission internationale qui liquida la dette, arrêtée à 125 millions, et assura le service des intérêts. Ces intérêts absorbaient la moitié des recettes d'impôts; le bey, surveillé par les commissaires des trois puissances, se vit réduit à une existence somnolente dans un pays appauvri.



KAÏREDDINE
(Ministre en Tunisie, puis grand vizir en Turquie)

La guerre de 1870 et l'insurrection algérienne suggérèrent aux Italiens, entrés en possession de Rome, l'idée de conquérir pour elle les anciens territoires de Carthage. Tandis que l'Angleterre se faisait attribuer des concessions de chemins de fer, le consul d'Italie chicanait avec le nouveau ministre **Kaïreddine** sur le droit d'asile, obtenait que la peine de mort ne fût pas appliquée à ses natio-

naux; le 8 janvier 1871, il se déclarait insulté. Malgré les ambassadeurs de France et d'Angleterre, Rothan et Paget, Visconti-Venosta concentra la flotte à la Spezzia pour une expédition. Mais le ministre turc, Photiadès-bey, connaissait le sultan très soucieux de resserrer les diverses parties de l'Empire; il annonça que deux flottes ottomanes défendraient la Goulette. L'Italie reculant, Kaïreddine alla chercher à Constantinople un firman qui replaçait la Régence sous la suzeraineté de la Porte, obligeait le bey, **Mohammed es Sadok** (depuis 1868), à aider de ses troupes le suzerain en temps de guerre et lui déniait le droit de consentir aucune cession territoriale (23 octobre 1871). Toutefois, la France ne reconnut pas ce firman, et le bey renvoya l'honnête Kaïreddine qui prétendait expédier les soldats tunisiens dans les Balkans contre la Russie (1877). A sa place, l'entrée aux affaires de **Moustafa-ben-Ismaïl**, gendre du bey, ramena les pratiques de « gabegie ». Le ministre contesta aux Français le monopole des services télégraphiques, accordé en 1861, que convoitait le consul italien **Maccio**. Sur les instances du même Maccio, il annula l'adjudication faite à la Compagnie française Bône-Guelma du chemin de fer de Tunis à la Goulette et la transporta à la compagnie Rubattino, subventionnée par le Trésor italien. Le consul français **Roustan** avait grand'peine à conserver à une compagnie française la propriété de l'*Enfida*, achetée de Kaïreddine, la construction de la voie ferrée de Tunis à Ghardimaou, frontière algérienne (1876-1880), à empêcher les Italiens, forts du grand nombre de leurs émigrants, de mettre la main sur les services publics. Des journaux imprimés en Sardaigne excitaient les tribus à poursuivre les colons français. De fait, razzias et incursions des Kroumirs (qui avaient pillé un paquebot échoué à Tabarca) se comptèrent par centaines, dans le département de Constantine, de 1878 à 1880. Le bey, que Roustan assaillait de réclamations, se déclarait incapable d'intervenir. Au vrai, la banqueroute financière, les protestations des créanciers, le refus de l'impôt par les tribus de l'intérieur, posaient la seule question précise : la Tunisie, impuissante à demeurer indépendante, deviendrait-elle italienne ou française ? **Jules Ferry** se chargea de la réponse.

Politique de Jules Ferry. — Sensible autant que quiconque au charme de « la ligne bleue des Vosges » d'où monte « la plainte fidèle des vaincus », il considérait aussi l'ensemble des intérêts mondiaux. Pendant qu'aux Français, réduits à l'immobilité, se fermaient les marchés allemands et italiens, autour d'eux s'opérait un déplacement de puissance, en Afrique et en Asie. Vers les pays à ex-

plorer, à exploiter, une poussée se produisait dont ils ne pouvaient pas se désintéresser : ni en Extrême-Orient, où la Cochinchine ne marquait vraiment qu'un poste d'attente; ni en Égypte, à cause du canal; ni en Afrique, ces « Indes noires »; ni dans la Méditerranée, où la question tunisienne, contemporaine de la question algérienne, ne devait recevoir qu'une solution, celle qui mettrait entre des mains françaises cette « clef de notre maison ». Le Congrès de Berlin l'avait d'ailleurs réservée à la France (1878). L'objection, c'était que Bismarck ne l'avait offerte à Waddington qu'en escomptant les déceptions de l'Italie et la brouille probable entre les alliés de Solférino, les embarras aussi que réservent presque fatalement les « aventures » coloniales. Alors que d'autres puissances avaient utilisé la dernière crise ottomane pour la satisfaction de leurs appétits, la France devait mettre sa gloire à pratiquer la « politique des mains nettes ». De cette politique, Ferry annonçait les résultats inéluctables : ce serait « l'Italie à Tunis, nous prenant à revers; l'Allemagne en Cochinchine; l'Angleterre au Tonkin, toutes deux à Madagascar comme en Nouvelle-Guinée; en un mot, la banqueroute de nos droits et de nos espérances; un nouveau traité de 1763, sans l'excuse de Rossbach et de la Pompadour ». Pour lui, il épargnerait à la France « cette humiliation suprême ». Il sentait au surplus la fatalité de l'expansion coloniale française, comme après les traités d'Utrecht, comme après l'échec des visées sur le Rhin en 1840. Devinait-il que la Russie, disposée depuis peu à s'entendre avec la République, ne consentirait pourtant à contracter pour l'Europe qu'une alliance défensive subordonnée au maintien des traités : point d'agression contre nous, point d'agression de notre part ; hors d'Europe, les mains libres pour l'action ? Non pas qu'il ait tout prévu par génie spéculatif ; il hésitait parfois, gêné par la nécessité de plier sa méthode aux caprices, aux impressions d'une majorité. Du moins, il a précisé peu à peu une politique, nécessaire et possible, qui est devenue celle même de la France et qui



JULES FERRY
(1832-1893)

détermina les quatre points du nouveau domaine colonial : Tunisie, Congo, Tonkin, Madagascar.

L'expédition de Tunisie (**1881**). — Une dernière incursion des Kroumirs contre le poste français de *Roum-el-Souk* (30 mars 1881) fournit le prétexte attendu. Le 3 avril, Ferry décida l'expédition, en offrant au bey d'y participer ; le bey refusa, invo-



Vue de Tunis
(Dessin de Garcia, d'après une photographie)

qua les droits souverains de l'Empire ottoman, envoya son frère **Sidi-Ali**, « bey du camp », garder la Kroumirie avec 30.000 soldats. Il fallait donc combattre l'armée tunisienne. Une force de 25.000 hommes (dont 8.000 du 19e corps), commandée par le général de division **Forgemol de Bostquénard**, se forma en deux colonnes à Roum-el-Souk et à Souk-Arras. La colonne Delebecque (3 brigades d'infanterie, 5 batteries d'artillerie) aborderait la Kroumirie de front, refoulerait les montagnards vers la côte qu'occuperait pour sa part une brigade embarquée à Toulon pour Bizerte. La colonne Logerot (2 brigades d'infanterie, 4 batteries d'artillerie, 1 brigade de cavalerie) suivrait la vallée de l'Oued Mellègue, isolerait la Kroumirie de l'intérieur. Contre ces deux colonnes, le bey opposerait 24.000 montagnards et 3.000 réguliers. Sur les menaces

de la France, les cuirassés turcs, qui avaient déjà franchi les Dardanelles, rallièrent le Bosphore.

La colonne Logerot occupa *le Kef* (26 avril) et se rabattit sur Souk-el-Arba ; le même jour, le colonel Delpech entrait en Kroumirie par l'ouest, pourchassait les montagnards jusqu'à *Aïn-Draham* (11 mai) où le rejoignait Logerot. De son côté, le général **Bréart** s'installait à *Bizerte* avec 8.000 hommes (1er mai) puis, se portant sur *la Manouba*, campait le 12 mai aux portes de Tunis. Au *château du Bardo*, il força le bey à signer un *traité de protectorat* qui comportait le droit pour la France d'occuper les points nécessaires, avec l'installation à Tunis d'un résident chargé des relations internationales et du contrôle financier (traité du Bardo ou de Ksar-Saïd). La Kroumirie, cernée, se soumit (fin mai) ; les autres tribus de la Medjerdah, battues à *Mateur* (18 mai) par la brigade Maurand, débarquée à Bizerte derrière la brigade Bréart, posèrent les armes le 1er juin. La campagne semblait terminée ; le gouvernement ne maintint que 12.000 hommes répartis dans huit garnisons, de Tabarca et de Bizerte au Kef (à l'exclusion de Tunis, occupée seulement le 10 octobre).

Ni la Turquie, ni l'Italie n'avaient reconnu le traité du Bardo : lord Granville, en dépit des promesses de lord Salisbury, se défendait de laisser croire à l'ambassadeur Challemel-Lacour « que l'action de la France à Tunis eût produit en Angleterre une impression favorable ». Dès la fin de juin, la Tunisie du centre et du sud entrait en insurrection : à Kairouan, ville religieuse, à Sfax, d'où les Européens menacés de mort se réfugiaient sur l'escadre, à Gabès. Le vice-amiral **Garnault** bombarda *Sfax* (15 juillet), que la brigade **Jamais** enleva ensuite rue par rue (16 juillet). Le contre-amiral **Conrad** prit possession de *Gabès* (26 juillet), le colonel Bernet, de l'île *Djerba* (31 juillet). Restaient les tribus de l'intérieur, massées autour de Kairouan sous **Ali-ben-Kalifa**, Ali-ben-Amara, Ali-ben-Ammar et Ahmed-ben-Youcef, qui tiraient des ressources de la Tripolitaine. Contre elles, les premiers renforts français enlevèrent *Hammamet* et *Sousse*, rallièrent les troupes tunisiennes de Sidi-Ali, et, après le massacre par les insurgés du poste de l'Oued Zerga (30 septembre), commencèrent une campagne d'automne contre Kairouan.

Sous le commandement supérieur du général **Saussier** et pendant que les trois brigades du général **Japy** (Cailliot, Maurand, d'Aubigny) gardaient la région du nord, les troupes d'expédition (brigades Sabattier, Étienne, Philebert, Jamais, brigade de cavalerie de Saint-Jean et 16 batteries d'artillerie), aux ordres du général **Logerot**, partirent de Tébessa, de Zaghouan et de Sousse (17 octobre) et, bous-

culant les tribus dissidentes, entrèrent à *Kairouan* (26 octobre). Les Zlass, irréconciliables, gagnèrent les steppes du sud. Saussier leur fit donner la chasse : la colonne Forgemol (troupes d'Afrique) atteignit *Gafsa* (14 novembre), y reçut la soumission des tribus voisines et rallia l'Algérie par le Djérid (décembre) ; la colonne Logerot



KAIROUAN EN 1882
(d'après une photographie)

razzia les Ouled-Khalifa, atteignit Gabès (26 novembre), purgea les confins de la Tripolitaine, rallia enfin Sousse (5 janvier 1882). Les troupes d'occupation purent être réduites à une division mixte ; toutefois, la présence en Tripolitaine de 60.000 dissidents, réfugiés avec Ali-ben-Khalifa, rendit nécessaire le maintien de colonnes volantes dans le sud (1882-1883). La mort d'Ali détermina leur soumission (1885).

Le protectorat tunisien. — Le protectorat date vraiment du *décret du 25 juin 1885*, notifié au bey **Ali**, successeur de Mohammed es Sadock (27 octobre 1882). La Régence de Tunis continue d'être gouvernée par les princes Hussein, suivant les principes coraniques et leur propre statut de famille. Pour les indigènes, un « ministre de la plume » traduit les décisions du bey. L'action de la France s'exerce par un *résident général*, véritable président du Conseil et ministre des Affaires étrangères ; le général commandant la division d'occupation assume les fonctions de ministre de la Guerre ; des Français dirigent les grands services publics (travaux, enseignement, postes, etc.).

Par des méthodes très souples, que la France n'avait encore essayées nulle part (sauf au Cambodge), les beys ont collaboré à des initiatives réformatrices, qu'il a fallu parfois imposer aux rancunes de certains États européens, mais qui, en trente années, ont rénové le pays. Dès le 27 mars 1883, la compétence des *tribunaux tunisiens* fut étendue à tous les litiges, et l'Italie la reconnut (14 janvier 1884) ; mais elle réserva son adhésion à la convention générale de commerce et de navigation que la France entendait substituer aux arrangements particuliers passés par la Régence avant la conquête. Elle ne céda qu'après la chute de Crispi (29 septembre 1896), après l'Autriche-Hongrie, mais avant tous les autres États et notamment l'Angleterre (1897).

Transformation des procédés administratifs par l'emploi de contrôleurs civils français placés auprès des caïds et des cheiks indigènes, finances restaurées par une perception régulière des impôts, par l'abolition des douanes intérieures et la conclusion d'un emprunt sous la garantie de la France (ce qui permit d'éteindre les dettes anciennes), justice améliorée par la juxtaposition des tribunaux français et des justices de paix aux procédures coraniques des cadis et aux juridictions supérieures du *Chara* et de l'*Ouzara*, création, à côté des petites écoles musulmanes, d'écoles françaises et d'écoles mixtes, ainsi que de collèges secondaires, ouverture d'établissements agricoles, construction de voies ferrées, de Tunis à Gabès et à Gafsa, et de routes, prospection et exploitation du sous-sol (phosphates, fer, etc.), installation à *Bizerte* d'un port militaire de premier rang (avec un arsenal à *Sidi-Abdallah* et un port commercial à *Ferryville*) et de ports de commerce à Tunis, Sousse et Sfax, — telle est, au temps des beys Ali et **Mohammed-Nacer**, l'œuvre des résidents généraux Paul **Cambon**, **Massicault**, **Rouvier**, **Millet**, **Pichon**, **Alapetite**. Elle fournit la preuve que le protectorat pouvait restaurer un pays qu'avait ruiné un mauvais

gouvernement et faire vivre une société musulmane dans les cadres d'une organisation européenne.

II. — *Le Tonkin et l'Indo-Chine française.*

Jean Dupuis et Francis Garnier (1873-1882). — En 1871, Bismarck avait refusé de considérer comme intéressante l'acquisition de la Cochinchine française. — Les instructions que le gouverneur, amiral Dupré, recevait de Paris, lui ordonnaient aussi bien de s'abstenir de toute politique d'action. Ce fut l'initiative d'un commerçant, Jean Dupuis, qui attira la France au Tonkin et provoqua l'achèvement de son empire d'Extrême-Orient. Dupuis, établi à Hankéou, fournissait aux généraux chinois, par la voie du Yang-tseu, des armes et des munitions. Les conversations qu'il eut avec la mission Doudart de Lagrée lui inspirèrent d'étudier la navigabilité du Song-koï (fleuve Rouge du Tonkin) (1). Il en fit l'exploration et proposa, mais en vain, au gouvernement français de lui ouvrir par cette route l'accès de la Chine du sud. Éconduit à Paris, il fit cependant remonter jusqu'à Manhao, malgré le mandarin Nguyen-Tri-Phuong, un convoi formé à Hong-Kong et destiné au maréchal Mà, commandant contre les Taïpings l'armée chinoise du Yunnan (mars 1873). Un second convoi ne dépassa pas Hanoï ; non seulement les mandarins prétendaient lever leurs habituels péages arbitraires sur la navigation du fleuve, mais l'Annam se fermait avec soin à toute communication avec le dehors, n'admettait pas que ses fleuves servissent à des étrangers. Cet isolement même paralysait l'Annam ; Tri-Phuong, qui employait 50.000 hom-

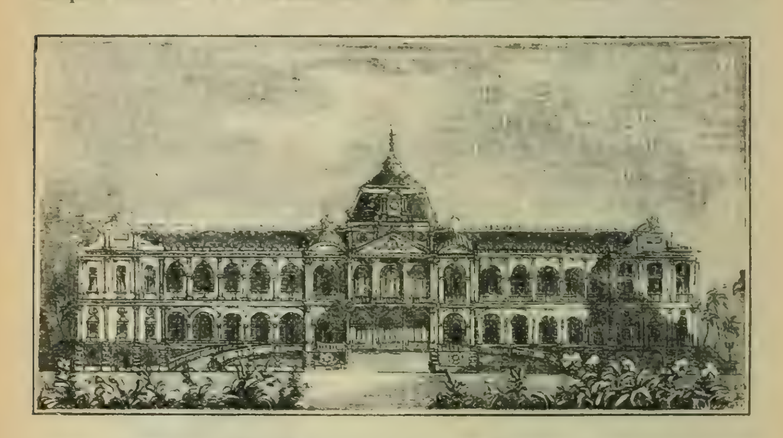


Francis Garnier
(1839-1873)

(1) Voir t. I. chap. xv, ii.

mes à construire des barrages de bambous et à tendre des câbles de rotin en travers du fleuve pour arrêter Dupuis, ne disposait que de soldats armés d'arcs et de fusils à mèches, terrorisés tout de suite par les revolvers européens. Dupuis résista dans un fort avec une poignée de soldats yunnanais et une dizaine d'Européens appuyés sur quelques canonnières. Il se sentait de taille à conquérir le Tonkin en soulevant la population contre les Nguyen, peut-être avec l'appui des Chinois du Yunnan. Mais d'abord il fit appel au contre-amiral Dupré et à la France.

Dupré confia au lieutenant de vaisseau **Francis Garnier** la



Palais du gouvernement a Saïgon
(d'après une photographie)

mission assez vague de résoudre à l'amiable le conflit, tout en servant les intérêts français. Garnier l'interpréta largement. Ses deux canonnières, ses 175 marins ou soldats, bien accueillis à Hanoï (5 novembre 1873), reçurent bientôt du maréchal Tri-Phuong un ordre de départ. Garnier, qui venait d'être renforcé, enleva avec 200 soldats et les hommes de Dupuis la citadelle d'Hanoï, construite à la fin du XVIIIe siècle d'après le système de Vauban et défendue par 7.000 Annamites (20 novembre). Ses lieutenants, Hautefeuille, Trentinian, aidés par les partisans des Lé, prirent d'assaut les chefs-lieux de cinq provinces (Haï-Dzuong, Nam-Dinh, etc.) et organisèrent l'administration du delta. Ils s'y maintinrent contre une attaque des *Pavillons Noirs*, débris des Taïpings installés autour de Laokai, que **Luh-Vinh-Phuoc** avait menés le 21 décembre à l'attaque d'Hanoï. Entraîné à les poursuivre en rase campagne,

Garnier tomba dans une embuscade avec l'enseigne Balny d'Avricourt. Sa mort arrêta cette prodigieuse aventure.

Le gouverneur de la Cochinchine ne se croyait pas autorisé à la prolonger. Le lieutenant de vaisseau **Philastre**, envoyé pour reprendre les négociations, désavoua Garnier qu'il affectait de considérer comme un forban, signa un compromis qui réservait dans Haïphong un unique fort aux Français. Il plaça même sous séquestre la flottille de Dupuis ainsi que ses biens personnels. Avec un négociateur si accommodant, l'empereur Tu-Duc signa le *traité du 15 mars 1874* ; il enregistrait la conquête de la Cochinchine, moyennant l'indépendance complète de l'Annam à l'égard de toute puissance étrangère, et s'engageait à conformer sa politique extérieure à celle de la France. Des articles spéciaux prévoyaient une amnistie en faveur de tous les Tonkinois compromis avec Garnier, le libre exercice du culte catholique, le droit pour les missionnaires de posséder partout des immeubles, le même droit pour les Français et les étrangers dans les trois seuls ports de *Hanoï*, *Haïphong*, *Qui-Nhône*, ouverts au commerce européen ; la France y installerait des consuls avec une escorte de 100 hommes. Un résident français serait accrédité à *Hué ;* Tu-Duc recevrait en cadeau le reliquat de l'indemnité de 1862, avec en plus cinq bâtiments à vapeur et du matériel de guerre.

En fait, l'Annam n'exécuta pas le traité. Alors que, au dire du vicaire apostolique du Tonkin, 200 hommes auraient suffi à en chasser les mandarins, le cabinet de Paris tergiversa pendant dix années, laissa sans protester la cour de Hué brimer le résident et les consuls au Tonkin, barrer par des troupes de Pavillons Noirs la circulation sur le fleuve Rouge, traquer les partisans des Lé, incendier leurs villages et ceux des chrétiens, les massacrer par centaines. Pour comble, Tu-Duc invoqua la suzeraineté de la Chine qu'il avait niée en 1874 ; le ministre chinois à Paris, **Tseng** (qui se faisait appeler marquis Tseng), prétendit la faire prendre au sérieux par Gambetta, président du Conseil (1881). Le danger, ce fut que les Tonkinois acquis à notre influence se découragèrent, que les Annamites s'entraînèrent à la résistance, qu'Espagnols et Anglais intriguèrent près d'eux, que les Chinois, pénétrant dans le pays, prirent à leur solde les pirates exercés pour nous le disputer, le moment venu. Il nous fallut alors y envoyer 40.000 hommes.

La préparation de la conquête (**1882-1883**). — Au début de 1882, le gouverneur de la Cochinchine, **Le Myre de Vilers**, estima qu'il devenait nécessaire « de relever le prestige de l'autorité fran-

çaise ». Il renforça donc le détachement d'Hanoï par 300 hommes et une demi-batterie aux ordres du capitaine de vaisseau **Henri Rivière** (mars 1882). Rivière devait surveiller le Song-koï, établir un poste sur la rivière Claire, en évitant les coups de fusil qui « ne serviraient qu'à nous créer des embarras ». Mais comme, du côté annamite, les préparatifs de guerre ne se dissimulaient même plus, le commandant somma le Tong-Doc d'évacuer la citadelle et, de vive force, s'y établit (25 avril). Pendant une année il en resta le maître, menacé toutefois par l'infiltration continue de réguliers et d'irréguliers chinois qui, en automne, occupèrent Nam-Dinh. A Pékin, les négociations diplomatiques menées par le ministre de France, Bourée, avec **Li-Hong-Tchang**, présentaient un caractère si illusoire que le président du Conseil, Duclerc, dut, malgré l'opposition de Grévy, expédier au Tonkin 700 hommes de renfort. Rivière s'en servit pour rétablir ses communications avec la mer et pour reprendre *Nam-Dinh* (27 mars 1883). Mais assiégé dans Hanoï même par 20.000 Annamites, Chinois et Pavillons Noirs, il sortit vers l'ouest avec 500 hommes et deux canons, tomba dans une embuscade préparée au *Pont-de-Papier*, fut entouré par un ennemi très supérieur en nombre qui lui tua 4 officiers et 73 soldats, et y périt (19 mai).



HENRI RIVIÈRE
(1827-1883)

La mort de Rivière et l'échec subi décidèrent Jules Ferry, devenu président du Conseil (avec Challemel-Lacour aux Affaires étrangères), à rompre la conversation de Pékin par le rappel de Bourée, à porter à 4.000 hommes l'effectif des troupes, à confier au docteur Harmand, consul général à Bangkok, les pouvoirs de commissaire civil pour le Tonkin et l'Annam et à détacher la division navale du contre-amiral **Courbet** en croisière sur les côtes contre le débarquement des armes et des munitions de guerre.

Les premiers renforts expédiés de Cochinchine assurèrent la défense des places de Hanoï, Nam-Dinh et Haïphong. Le général **Bouet** enleva encore Haï-Dzuong, mais ne réussit pas à débusquer l'ennemi de Sontay ni de Bac-Ninh (15-16 août 1883). Intimidé par cet échec, il hésitait à prêter une partie de ses troupes pour aider

à la prise de Hué qui, suivant le plan de Courbet et d'Harmand, devait amener l'Annam et la Chine à composition. Courbet, averti de la mort de Tu-Duc (17 juillet), n'en bombarda pas moins les forts de *Thuan-An*, à l'embouchure de la rivière de Hué, et les fit enlever par ses compagnies de débarquement (20-21 août). Le 25 août, la cour consentit de nouveau au protectorat sans limitation sur le Tonkin, moins étendu sur l'Annam dont l'indépendance à l'égard de la Chine fut affirmée. L'Annam cédait la province de *Bin-Thuan* à la Cochinchine et confiait à un Français l'organisation des douanes. Des agents français contrôleraient les mandarins au Tonkin, où la France fortifierait les principaux postes. Mais la Chine protesta : elle réclamait maintenant l'évacuation du Tonkin, en vertu de la suzeraineté à laquelle elle prétendait toujours, et le retour à l'état de choses antérieur à 1873. Ferry répondit en faisant approuver par la Chambre un programme d'occupation du delta du Song-koï; et comme le général Bouet, peu d'accord avec Harmand, n'arrivait pas à dégager Hanoï, Ferry rappela l'un et l'autre pour donner au contre-amiral Courbet, avec des renforts nouveaux, des pouvoirs de commissaire du gouvernement et le commandement supérieur des armées de terre et de mer.

Conquête du Tonkin. Courbet. — Courbet possédait l'âme d'un chef, savant et énergique. Bien qu'il n'approuvât pas la fiction en vertu de laquelle le ministre, pour ne point se dire en guerre avec la Chine, n'envoyait au Tonkin que de maigres contingents successifs (le système des « petits paquets »), il utilisa ses 9.000 hommes à réaliser le programme imposé de Paris : l'occupation de Sontay, de Bac-Ninh et de Hong-Hoa. 3.000 hommes gardèrent le pays déjà conquis; avec les 6.000 autres, il assiéga *Sontay*, vaste enceinte armée de 100 canons, entourée d'un fossé large de cinq mètres, de digues, de pagodes fortifiées et d'ouvrages en terre, d'où 10.000 soldats chinois, 10.000 Pavillons Noirs et 5.000 Annamites menaçaient assez directement Hanoï. En trois jours, au prix de 400 hommes hors de combat, il enleva la ville (14-16 décembre) et la citadelle (17 décembre), puis donna la chasse aux pirates à travers le delta. Tseng ne pouvait plus nier la participation chinoise à la guerre; il la notifia officiellement. Mais, contre la Chine, il devenait nécessaire de recourir à de plus puissants moyens. Le gouvernement constitua avec des troupes métropolitaines un corps de 16.000 hommes en deux brigades (généraux Brière de l'Isle et de Négrier) aux ordres du général de division **Millot**. Courbet, promu vice-amiral, reprit

dans la baie d'Along, le commandement de son escadre (12 février 1884).

Millot attaqua de front *Bac-Ninh* avec sa première brigade et la tourna avec la seconde (7 mars) ; les 25.000 défenseurs résistèrent jusqu'au 12 mars, puis se replièrent sur Langson et Thaï-Nguyen. Millot occupa *Thaï-Nguyen*, se rabattit avec l'ensemble de ses forces sur *Hong-Hoa*, d'où il chassa Luh-Vinh-Phuoc à coups de canon (12 avril). Par ses ordres, une petite colonne remonta la rivière Claire et s'installa en avant-postes dans *Tuyen-Quan* (1er juin).



AMIRAL COURBET
(1827 - 1885)

Ces vigoureuses opérations firent céder une première fois la Chine, qui rappela de Paris le « marquis » Tseng, et engagea par Li-Hong-Tchang, vice-roi du Tché-li, des pourparlers avec le capitaine de frégate **Fournier**, de l'escadre d'Extrême-Orient. En quatre jours (7-11 mai 1884), ils établirent les termes d'une convention par laquelle la Chine s'engageait à retirer du 6 au 26 juin ses troupes du Tonkin et à respecter les traités présents et futurs de la France avec l'Annam, — la France à respecter les frontières méridionales de l'Empire du Milieu, dont les provinces limitrophes seraient d'ailleurs ouvertes à son commerce. Le traité définitif serait signé par Patenôtre, alors occupé à parfaire en Annam l'instrument du protectorat (*traité de Tien-Tsin*, 6 juin 1884).

Or, Pékin n'expédia aucun ordre pour l'évacuation du Tonkin. Lorsque le lieutenant-colonel **Dugenne**, chargé, avec 800 hommes, de prendre possession de Langson, parvint à hauteur de *Bac-Lé*, il s'y heurta contre des troupes chinoises en force. Dugenne parlementa, voulut passer outre ; il dut rétrograder sous un feu roulant jusqu'au moment où la brigade de Négrier recueillit les débris de la colonne pour la ramener à Bac-Ninh (30 juin).

Guerre maritime contre la Chine (1884-1885). — Dans

l'affaire de Bac-Lé, où la Chine ne voulait reconnaître qu'un malentendu causé par un retard à transmettre les ordres, la France vit un guet-apens. Elle réclama des réparations, 250 millions d'indemnité à l'échéance du 1er août. A cette date, Li-Fong-Pao, successeur de Tseng, quitta Paris, et la campagne contre la Chine commença ; mais, pour ménager les susceptibilités des neutres, sans déclaration de guerre, au désespoir de Courbet, privé par là de certains moyens d'action. Néanmoins, le contre-amiral **Lespès** se porta sur l'île de *Formose*, bombarda *Kelung*, sans pouvoir y maintenir ses compagnies de débarquement (5 août). Courbet, plus heureux, remonta la rivière Min, parut devant *Foutchéou ;* il y fit sauter 9 vaisseaux de guerre (la moitié de la flotte chinoise), ruina l'arsenal (23 août) et, redescendant la rivière, détruisit les défenses accumulées sur les rives. Il se proposait d'affamer Pékin en interceptant les convois de riz venus du sud et, dans cette vue, d'occuper Port-Arthur pour aboutir au blocus du golfe de Petchili. Mais le cabinet de Paris redoutait les réclamations des neutres ; il prescrivit à l'amiral de concentrer ses efforts sur Formose et de se saisir de Kelung, y compris ses mines de charbon. Courbet proclama le blocus de l'île entière (octobre), maintint pendant tout l'hiver 1.800 soldats d'infanterie de marine autour de Kelung ; ils y souffrirent à l'extrême du choléra, des fièvres, de privations de toute nature. Au nord-ouest de l'île, Lespès renonça à prendre *Tamsui* (9 octobre). Les renforts amenés en janvier 1885 par le colonel Duchesne se bornèrent à prendre pied à Fort-Bambou et à Louan-Louan (4-7 mars). Toutefois, Courbet coula en vue de *Sheipou* deux croiseurs ennemis qui s'aventuraient hors du Yang-tseu (15 février) et se saisit des îles *Pescadores*, dans le détroit même de Formose (29-31 mars).



Général Brière de l'Isle
(1827-1896)

Opérations au Tonkin. — Le général **Brière de l'Isle**, successeur du général Millot (août 1884), menacé d'une attaque dans le delta du fleuve Rouge par les armées chinoises des deux Kouangs et du Yunnan, s'occupa de se créer des points d'appui pour atteindre Langson et la rivière Claire en utilisant soit la route de Bac-Lé,

soit la vallée du Loc-Nam et le camp retranché de *Chu*, qu'il enleva le 11 octobre. Le 8, à *Kep*, la brigade de Négrier avait arrêté l'armée d'invasion du Kouang-Si ; en novembre, d'autres opérations aboutirent, après la défaite des troupes du Yunnan, à renforcer à 600 hommes la garnison de Tuyen-Quan, commandée par le chef de bataillon Dominé.

Brière de l'Isle, fortifié au camp de Chu, en possession de ses approvisionnements et moyens de transport, força avec 7.000 hommes en deux brigades (colonel Giovaninelli et général de Négrier) le défilé de *Dongson* (où il perdit 400 soldats, 4-12 février) et occupa *Langson* évacué par l'armée chinoise. Il y laissa la brigade **de Négrier** et se rabattit (16 février) sur Hanoï pour aller, avec la brigade Giovaninelli, débloquer la garnison de *Tuyen-Quan*. La place possédait six mois de vivres et six pièces d'artillerie de calibres divers. Les Pavillons Noirs de Lao-Kai la bloquèrent dès le 15 décembre et 15.000 Yunnanais en commencèrent le siège régulier (fin janvier). Le 12 février, une mine fit sauter une partie du mur d'enceinte sur laquelle **Dominé** repoussa sept assauts ; le sergent du génie **Bobillot** réparait les brèches au fur et à mesure. La garnison perdit 278 tués ou blessés. C'est alors qu'arriva Brière de l'Isle (2 mars) ; dans une bataille de deux jours contre un ennemi retranché derrière des fossés et des palissades de bambous, la brigade Giovaninelli sacrifia 500 hommes, mais délivra Tuyen-Quan (3 mars).



Général de Négrier
(né en 1839)

De son côté, la 2e brigade avait poussé une pointe jusqu'à la porte de Chine (23 février) et laissé un poste avancé à *Dong-Dang*. Le 20 mars, l'armée du Kouang-Si attaquait le poste. Négrier le dégagea le 22 et attaqua le camp retranché de *Bang-bo* (24 mars) ; battu après avoir perdu 300 hommes, il recula jusqu'à Kiloua, en avant de Langson et se fit renforcer à 3.500 soldats. Mais assailli à son tour (28 mars) et blessé par une balle, il remit le commandement au lieutenant-colonel **Herbinger**. Herbinger, qui redoutait de se trouver aux prises avec des forces trop supérieures ou announ-

çait 40.000 hommes), ordonna d'évacuer Langson et recula en assez grand désordre jusqu'au camp de Chu ; il abandonna ou perdit le matériel, les canons, le trésor même. Tel fut le « désastre de Langson », qu'une dépêche alarmiste du général en chef présenta comme capable de nous faire perdre tout le delta. Connue à Paris le 29 mars, elle provoqua dans la Chambre des députés une discussion tumultueuse. Ferry demandait 200 millions pour recommencer la campagne. Clémenceau et Delafosse les refusaient à un cabinet désormais dénué, alléguaient-ils, de toute autorité morale. Raoul Duval concluait de même ; Ribot accordait les 200 millions, mais à un autre ministre que Ferry : « Vous devez laisser à d'autres le soin de réparer vos fautes ». Et une coalition de 306 voix de droite et de gauche (contre 149) renversa le ministère.

Ce fut pourtant Ferry qui, en qualité de ministre intérimaire, accepta les *préliminaires de paix* négociés à Pékin dans le secret par sir Robert Hart, inspecteur général des douanes chinoises, et son secrétaire Campbell. La Chine, fatiguée de la guerre, menacée d'être affamée par la suppression des arrivages du riz (considéré comme contrebande de guerre), se résolut à ratifier la convention de Tien-Tsin du 11 mai 1884, fit évacuer le Tonkin par ses troupes, malgré les résistances de Luh-Vinh-Phuoc, et traita définitivement le 9 juin (*traité Patenôtre-Li-Hong-Chang*). Elle reconnaissait le protectorat français sur l'Annam et sur le Tonkin ; la France lui rendait Formose et les Pescadores, sans réclamer aucune indemnité de guerre. Deux jours après, Courbet mourait en rade de Makung (Pescadores) sur son vaisseau *le Bayard*.

Pacification du Tonkin et de l'Annam (1885-1887). — Bien que la guerre fût terminée, une division de réserve, aux ordres du général **Coiffé**, arriva en Indo-Chine, avec un nouveau commandant en chef, muni de pouvoirs diplomatiques, le général **Roussel de Courcy**. Il disposa de 30.000 hommes (divisions Brière de l'Isle et de Négrier), avec lesquels son chef d'état-major, général Warnet, présida à l'occupation du Tonkin (Luh-Vinh-Phuoc rentra au Kouang-Si) et donna six mois la chasse aux pirates.

Pour lui, tranquille sur le Cambodge, où une révolte, agréable peut-être au roi Norodom, avait cédé devant l'entrée de 5.000 hommes fournis par la Cochinchine, il s'appliquait à régler, à Hué même, les détails d'organisation du protectorat. Débarqué à Thuan-An (2 juillet) avec un bataillon de zouaves et une compagnie de chasseurs, il chicana deux jours sur les honneurs et préséances avec les régents Nguyen et Thuyet, qui finirent par le faire atta-

quer de nuit par des masses d'infanterie et de l'artillerie. Au matin (5 juillet), les Français victorieux mirent la main sur la citadelle et ses 1.100 canons, le palais et le trésor impérial. Mais si Nguyen se soumit (il fallut bientôt l'expédier à Taïti), Thuyet s'enfuit avec l'empereur **Ham-Nghi** dans les montagnes de l'ouest, d'où il dirigea les insurrections de l'Annam et du Tonkin. Des milliers d'indigènes chrétiens en furent victimes. A sa place, **Dong-Khan**, fils de Tu-Duc, installé empereur au mépris des formes traditionnelles, n'exerçait aucune autorité (septembre 1885). Il fallut rappeler Roussel de Courcy (janvier 1886); et bien que la Chambre nouvelle, élue en réaction contre la politique coloniale de Ferry, n'eût accordé les crédits nécessaires à la prise de possession qu'à une majorité de quatre voix, le général **Warnet**, en quelques mois, occupa *Lao-Kai*, réoccupa *Langson*, organisa des troupes indigènes, traça des routes, en attendant l'arrivée du premier résident général civil, qui fut Paul Bert.

Paul Bert, installé à Hanoï, délégua à Hué un résident supérieur; il estimait que seul le Tonkin se prêterait à une organisation durable. Pour commencer, il convenait de délimiter la conquête nouvelle, à quoi ne se prêtait guère la commission de mandarins nommée par la Chine. Les moyens d'information et de contrôle manquaient également; les interprètes trahissaient les diplomates et les officiers français; partout des concours sournois prêtés aux pirates et des haines irréconciliables. Le résident général remit l'arriéré des impôts, remplaça le paiement en nature par le paiement en espèces, atténua le régime des corvées, attribua des secours aux provinces appauvries par la guerre, des pensions aux soldats indigènes blessés dans nos rangs, construisit et répara les digues, fonda un hôpital pour les indigènes. Il comprenait que l'aristocratie des lettrés demeurerait longtemps hostile; une *Académie tonkinoise* devait donc grouper un corps de savants capables de renouveler le personnel administratif avec le système des examens. Un *conseil de notables* élus donna son avis sur les impôts, la police, l'entretien des digues, des canaux et des routes, l'exploitation des mines, le service télégraphique, etc. Un *Comité permanent agricole, industriel et commercial* prépara les tarifs de douanes, correspondit avec les Chambres de commerce de France et projeta pour 1887 à Hanoï une Exposition coloniale; enfin Paul Bert créa des écoles franco-annamites qui firent pénétrer la langue française dans les rangs des petits bourgeois et du peuple. En même temps, il s'appliquait à réduire le brigandage dans les provinces du nord et du sud de l'Annam; au retour de l'une de ses négociations à la

cour de Hué, il succomba à la maladie (9 septembre 1886). **Bihourd**, son successeur, se heurta aux mêmes difficultés : piraterie au Tonkin, brigandage en Annam, hostilité du *comat* (conseil du roi) et du roi lui-même qui se plaignait de ne plus posséder qu'une autorité dérisoire. En 1887, les décrets des 17 et 20 octobre organisèrent un *gouvernement général de l'Indo-Chine* qui comprit la Cochinchine et les protectorats du Cambodge, de l'Annam et du Tonkin, avec un budget commun pour les dépenses militaires, postales et douanières. Il releva du sous-secrétariat d'État des Colonies.

Le régime du gouvernement général (1887-1910). — Le premier gouverneur général de l'Indo-Chine, **Constans**, arrivait de Pékin, où il venait de négocier un traité de commerce avantageux. Il ne resta que le temps d'affirmer à la cour de Hué le maintien du régime du protectorat. **Richaud**, qui lui succéda (avril 1888-avril 1889), succomba sous l'accusation de vouloir rétablir le régime militaire, après avoir assuré la succession de Dong-Khan (28 janvier 1889) au profit de **Than-Thaï**, âgé de dix ans, et d'un conseil de régence composé de mandarins éprouvés.

Piquet, qui avait longtemps vécu dans le pays, passa ses trois années de gouvernement à lutter contre les pirates du Tonkin, renforcés par l'infiltration de réguliers chinois, à organiser les régions montagneuses en territoires militaires. Il démissionna en 1891. Le gouvernement le remplaça par le député **de Lanessan** (1891-1894), qui inaugura une expérience de colonisation toute nouvelle. Le décret du 21 avril 1891 lui donna le droit de correspondre avec tous les agents français d'Extrême-Orient, de nommer à toutes les fonctions civiles (sauf les résidents et les chefs de services), de les suspendre en cas d'urgence, de disposer, en qualité de commandant supérieur de la défense, des forces de terre et de mer. Le gouverneur réglementa les milices de police, contrôla les services financiers et dressa le budget, d'accord avec le *Conseil supérieur de l'Indo-Chine*. De fait, il abandonna les anciennes pratiques de répression contre les indigènes, amorça un programme de travaux publics, inaugura le premier chemin de fer, de Phu-Lang-Thuong à Langson. **Rousseau** (1894-1896) continua la politique économique, grâce à un emprunt de 80 millions, destiné à fournir les moyens de poursuivre les pirates, construire des routes et des voies ferrées, améliorer le port d'Haïphong. En décembre 1896, il mourait à la peine. **Doumer** (1897-1902), ancien ministre des Finances, réalisa l'unité de l'empire colonial indo-chinois, en lui donnant une organisation commune et une personnalité finan-

cière capable d'emprunter, sous sa propre garantie, 200 millions de francs en 1898. Il institua une vaste enquête sur les conditions d'exploitation des forêts, de culture du riz, du thé et du café, sur les ressources minières (houille de Kebao et du fleuve Rouge, or et cuivre, étain, plomb et fer) et s'appliqua à leur créer des débouchés, soit par voie d'eau sur les biefs successifs du Mékong et sur les côtes, de Saïgon à Haïphong, soit par voies ferrées. A la place du *Transindochinois* nord-sud, rêvé par son prédécesseur et dont l'utilité paraissait douteuse, Doumer traça un plan d'exploitation pratique des voies ferrées : de Hué à Tourane, de Hanoï à Haïphong, de Saïgon à Tan-Linh ; enfin, lors du *break-up of China* (avril 1898), la ligne de Hanoï à Lao-Kai fut prévue dans son prolongement chinois jusqu'à Yunnan-sen. En 1900, le gouvernement général était si bien assuré de l'ordre (que seules les entreprises isolées du Ky-Dong et du **Dé-Than** avaient un moment troublé), qu'au premier appel de la légation de France à Pékin il put expédier un contingent de troupes coloniales qui assura la défense initiale contre les Boxeurs. C'était aussi le résultat des opérations militaires auxquelles présidèrent successivement les généraux Duchemin, Borgnis-Desbordes, Dodds, le vainqueur du Dahomey. Ce progrès politique, militaire et économique, s'est encore affirmé sous les gouverneurs généraux **Beau** et **Klobukowski**.

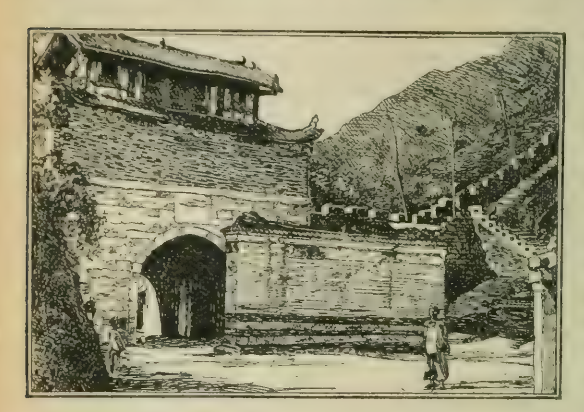
Cambodge et Laos (1884-1907). — L'établissement français en Indo-Chine s'est consolidé par une série d'arrangements au sujet du Cambodge et du Laos. En 1863, Norodom, par le traité d'amitié et de commerce signé avec la France, avait sauvé son pays de la conquête siamoise. Le *traité de 1884* établit au Cambodge le régime du protectorat avec toutes ses conséquences : résident général à Pnom-Penh faisant fonctions de ministre dirigeant ; dans chacune des huit provinces, un résident, chef de tous les services publics, pour contrôler les chefs de canton et les maires indigènes. Cependant, au cours des opérations menées au Tonkin, le Siam, qui avait autrefois enlevé au Cambodge ses provinces d'Angkor et de Battambang à l'ouest du Tonlé-Sap, avait poussé ses avant-postes jusqu'à la rive droite du Mékong, et bientôt sur la rive gauche, en se rapprochant des ports de Qui-Nhône, Faïfao, Vinh, et jusqu'à 40 kilomètres de Hué (1892). Plus au nord, des détachements envahissaient le *Laos*, vaste région montagneuse traversée par le moyen Mékong, dans les principales villes de laquelle, à Nong-Kaï et à Louang-Prabang, résidaient des consuls français. Depuis Lagrée et Garnier, des explorations répétées avaient dé-

montré la nécessité de ne pas laisser intercepter sur le Mékong la voie naturelle de circulation entre Saïgon et la frontière chinoise : voyages du docteur **Harmand** à travers les plateaux du centre, du docteur **Neïss** dans le *Tran-Ninh*, surtout de la mission **Pavie** et de ses officiers dans la région du haut Mékong (à partir de 1887). C'était l'époque où l'Angleterre mettait la main sur la haute Birmanie, avec l'intention d'y trouver une route de pénétration vers le Yunnan (projet Colquhoun); il ne manquait pas de Français pour imaginer une liaison entre les mouvements siamois et anglais vers l'est et le nord-est, d'autant plus que l'avancée siamoise s'accompagnait d'humiliations et de violences contre nos résidents et nos protégés; le vice-consul de Louang-Prabang, se croyant abandonné par le gouvernement de Paris, se suicida (1892).

Sous la pression de l'opinion coloniale (que la réussite même de l'entreprise indo-chinoise avait contribué à créer), le gouvernement fit refouler, par des colonnes parties de Hué, de Vinh et de Pnom-Penh, les soldats siamois sur la rive droite du Mékong et occuper l'île de *Khône*. En se retirant, les Siamois enlevèrent le capitaine **Thoreux** et assassinèrent l'inspecteur de police **Grosgurin**; un de leurs détachements attaqua le poste de Khône que dégagèrent des renforts venus de Pnom-Penh. Deux canonnières qui pénétraient dans le Ménam, appelées par le ministre de France, Pavie, furent reçues à coups de canon. La France, par ultimatum, exigea aussitôt toute la rive gauche du Mékong ; sur une réponse dilatoire, le vice-amiral **Humann**, forçant les passes du Ménam sous le feu des navires de guerre et des batteries, mouilla dans *Bangkok* même, prêt à bombarder le palais royal. Le Siam céda, paya des indemnités aux Français lésés, accepta une garnison dans le port de *Chantaboun*, des consuls français à Mvan et à Khorat, renonça à toute prétention sur la rive gauche du Mékong, promit de n'entretenir aucune force militaire sur la rive droite dans une zone de 25 kilomètres, ainsi qu'à Angkor et à Battambang, ni aucune embarcation armée sur le Tonlé-Sap (*traité du 3 octobre 1893*, signé par Le Myre de Vilers et le prince Dewawongse).

Derniers règlements territoriaux. — Les difficultés insurmontables qu'éprouvèrent les Anglais à mener leur voie de pénétration à travers les hauts plissements du massif indo-chinois conduisirent à d'autres arrangements. Déjà, en 1892, dans la vue d'établir la voie ferrée plus à l'est, vers Maulmein-Semas, l'Angleterre avait déclaré son protectorat sur les *États shans* du haut fleuve, y compris la partie de celui de *Xien-Khong* située sur la rive droite. Elle souhaita la

création d'une zone neutre ou d'un État-tampon destiné à prévenir les conflits. Pavie, qui achevait avec la Chine la délimitation du Tonkin et ouvrait les provinces du Sud chinois à notre pénétration économique (traité du 20 juin 1895), mena sur place avec Scott, de Louang-Prabang à la frontière chinoise, les études d'où sortirent la *convention franco-anglaise du 15 janvier 1896*. Le Mékong servait de limite au nord du coude de Xien-Khan ; les deux puissances s'interdisaient de pénétrer, sans accord préalable, dans le domaine siamois du Ménam et de ses affluents. En dehors de cette zone neutre, liberté d'action pour la France dans le domaine des affluents de droite du Mékong ; liberté d'action pour l'Angleterre dans les provinces siamoises situées au nord de la péninsule de Malacca. Ainsi, c'est le Siam, considéré, en dépit des influences anglaises et danoises qui s'y exercent, comme indépendant, qui sert d'État-tampon entre les deux Indo-Chines.



Nam-Quan. — La Porte de Chine.

Mais le Siam, en vertu de son indépendance même, s'en tenait au traité de 1893. Libéral en concessions de voies ferrées à des compagnies anglaises, de privilèges commerciaux à des Allemands et à des Américains, de lignes télégraphiques à des Danois et à des Belges, il ne respectait même pas la clause des 25 kilomètres, ni celle de la juridiction des tribunaux français, encourageait les collisions entre Siamois et Cambodgiens, acculait le représentant de la République, Defrance, à la rupture des relations diplomatiques (1896). Ni la visite à Paris du roi **Chulalong-Korn**, qui put s'entretenir directement en anglais avec le président Félix Faure (1897), ni le voyage de Doumer à Bangkok (1899) ne mirent fin à la politique des coups d'épingle qui dura presque aussi longtemps que le désaccord général entre Londres et Paris sur les affaires coloniales. De fait, c'est à la veille du règlement franco-anglais qu'après un premier projet, que

le Parlement français refusa d'examiner, les deux États fixèrent la frontière entre le Siam et le Cambodge, en cédant à ce dernier une longue étendue de côtes au sud de Kratt et une partie de la rive nord du Tonlé-Sap, à la France les territoires de Melouprey à Bassac et, au Laos, 25 kilomètres environ sur la rive droite du fleuve, de Xien-Khan à Xien-Khong. Dans les provinces de Battambang et de Sysophon, la police serait assurée par des troupes indigènes commandées par des officiers français ; par contre, les troupes françaises d'occupation évacueraient Chantaboun (13 février 1904).

La *convention franco-anglaise du 8 avril* amorça néanmoins d'autres conquêtes, en reconnaissant l'influence de la France dans tous les territoires situés à l'est du domaine du Ménam. Là se trouvaient les provinces historiques du Cambodge avec, à *Angkor-Vat*, les plus grandioses monuments de l'art kmer. En 1907, alors que la République signait avec le Japon un traité de garantie pour ses possessions des mers de Chine, elle obtenait aussi du Siam qu'il rétrocédât au Cambodge les provinces de Siemréap, de Sysophon et de Battambang.

L'Indo-Chine contemporaine. — L'Indo-Chine française comprend aujourd'hui les *colonies* de Cochinchine et du Tonkin, les *protectorats* du Cambodge, de l'Annam et du Laos et le *territoire* de Quouang-Tchéou-Ouan. Un gouverneur général, à Hanoï, assisté d'un conseil supérieur et d'un conseil de défense, administre, par un *lieutenant-gouverneur* (à Saïgon) et des *résidents supérieurs* à Hué, Hanoï, Pnom-Penh et Savannaket (Laos), un ensemble de plus de 800.000 kilomètres carrés, peuplé de dix millions et demi d'habitants, très clairsemés dans les régions montagneuses, pressés en fourmilières dans les plaines et les deltas fluviaux. Pour les Français, l'Indo-Chine ne représente donc pas une colonie de peuplement, mais une colonie d'exploitation, dans laquelle leur rôle consiste avant tout à introduire, soit pour la culture du sol, soit pour le rendement du sous-sol, soit pour le travail industriel, les procédés de la science et de la technique occidentales. Elle s'avoue plus encore : à savoir un point d'appui pour les entreprises françaises dans tout l'Extrême-Orient, si toutefois les réformes réclamées par les plus intelligents des Annamites (répartition meilleure des impôts, remaniement des monopoles, développement de l'instruction secondaire et supérieure) viennent à propos accuser le caractère bienfaisant de la domination ou de la tutelle de la France.

A CONSULTER

Pelet : *Atlas des colonies françaises.* — Ferry : *Discours et opinions*, et : *Le Tonkin et la mère-patrie.* — De Lanessan : *L'Indo-Chine française.* — Dupuis : *Journal de voyage et d'expédition : Origines de la question du Tonkin :* et : *Le Tonkin de 1872 à 1886.*

Rambaud : *Jules Ferry* et : *La France coloniale.* — M. Dubois et Terrier : *Les colonies françaises.* — Wahl : *L'Algérie* et : *La France aux colonies.* — Piquet : *Les civilisations de l'Afrique du nord.* — Lorin : *L'Afrique du nord.* — Pavie : *Rapports sur la mission d'Indo-Chine.* — Doumer : *L'Indo-Chine* (rapports).

CHAPITRE VI

LE PARTAGE DE L'AFRIQUE

I. Le partage de l'Afrique et les affaires du Congo. — II. Conquête de l'Afrique occidentale. — III. L'Afrique équatoriale française. — IV. Conquête de l'Afrique centrale.

A partir de 1884, l'élan imprimé aux découvertes africaines ne s'est pas ralenti un instant. La France avait occupé la Tunisie et poussait vers l'est les explorations parties du Sénégal ; l'Angleterre, sans bruit, étendait ses possessions de l'Afrique australe et du golfe de Guinée et s'implantait en Égypte. Les nécessités économiques allaient imposer la mise en valeur rapide des continents nouveaux comme l'Afrique, que les applications récentes de la vapeur rendaient facile à atteindre ; là les perfectionnements de l'outillage mécanique promettaient une exploitation fructueuse des matières réclamées par l'industrie. Peu à peu disparurent, contre les pays exotiques, ces préventions qui, en France, avaient entravé les démarches de Ferry. L'expansion européenne prit dès lors le caractère d'entreprises politiques ; il s'agit, pour les gouvernements, d'annexer de grands territoires, de constituer de grands empires. De là date l'histoire moderne de l'Afrique.

I. — *Le partage de l'Afrique et les affaires du Congo.*

L'Acte général de Berlin. — En 1884, Bismarck commença de s'intéresser aux colonies ; il s'appropria le *Togo* et le *Came-*

roun dans le golfe de Guinée, sur la côte occidentale le *Damaraland*, sur la côte orientale la partie continentale du *Zanzibar*, territoires immenses vers lesquels il espérait diriger ses 200.000 émigrants annuels. L'exemple parut bon à suivre à d'autres puissances d'Europe, même à l'Italie, qui rêva d'un empire d'Afrique orientale. Pendant plusieurs années, l'assaut fut donné au continent noir avec une ardeur de croisade. Le primat d'Afrique, devenu depuis 1884 archevêque de Carthage, Mgr Lavigerie, y participait en envoyant ses Pères Blancs dans le centre équatorial et dans la *région des grands lacs*, de Timbouctou à Zanzibar, annoncer à la fois, avec une charité ingénieuse, la puissance française et l'Évangile. Les gouvernements y apportaient des sentiments moins désintéressés, chacun d'eux faisant valoir des prétentions qu'il appuyait de droits peu définis. Des querelles pouvaient en sortir entre partageants. Le chancelier allemand proposa à la France de réunir une conférence diplomatique qui énoncerait les principes d'une sorte de droit international africain (25 septembre 1884). Le ministère Ferry, alors occupé au Tonkin, y consentit.

La **Conférence de Berlin** (15 novembre 1884-26 février 1885) réunit, sous la présidence de Bismarck, les représentants de treize États européens et des États-Unis d'Amérique. Dès ses premières séances, elle reconnut l'État indépendant du Congo, qu'elle déclara, dans des limites à déterminer exactement au moyen d'accords avec la France et le Portugal, neutre sous la garantie collective des puissances. A la France, qu'il s'agissait de gagner, Léopold II et l'*Association africaine* avaient déjà consenti un droit de préemption, pour le cas où elle serait amenée à « réaliser ses possessions », c'est-à-dire à les céder. La Conférence enregistra ce droit. Léopold II prit le titre de souverain de l'État indépendant du Congo (1er août 1885).

L'Acte général de Berlin (26 février), pour prévenir les conflits internationaux, déclara libre la navigation sur les fleuves africains, libre aussi le commerce dans les vallées du Congo, de l'Ogooué et du Niger ; il précisa que tout gouvernement qui s'attribuerait un territoire en Afrique devrait notifier la prise de possession à toutes les puissances signataires, et y établir un pouvoir assez solide pour y maintenir la paix. Cependant l'État libre s'est fait plus tard reconnaître le droit de percevoir des taxes sur le grand fleuve, et les gouverneurs anglais de la Nigeria n'ont pas toujours respecté la liberté de navigation (celle des explorateurs français, par exemple) sur le Niger inférieur et la Bénoué.

L'Acte général de Bruxelles et les traités particuliers. — La prise de possession des territoires africains rencontra plus d'obstacles que ne l'avaient prévu les puissances ; l'Italie dut même renoncer à ses rêves de colonisation. De plus, la traite des nègres, qui continuait hypocrite, même dans l'État libre du Congo, malgré les protestations du cardinal Lavigerie (1888), l'abus des liqueurs fortes et de l'alcool qu'introduisaient les « factoreries », les guerres entre les chefs indigènes, auxquels des négociants peu scrupuleux procuraient des armes perfectionnées, menaçaient de rendre stérile l'œuvre européenne en dépeuplant le pays. Une nouvelle Conférence, à Bruxelles, dressa l'*Acte général du 2 juillet 1890*, qui interdit d'introduire en Afrique des marchandises dangereuses ou nuisibles, comme les armes et les spiritueux. Des mesures de surveillance devaient empêcher le commerce de la contrebande de guerre ; sur ce point, l'œuvre de Bruxelles s'avéra peu efficace.

En 1890, tout le pourtour africain était occupé ; l'Acte de Berlin avait bien créé la notion de l'*hinterland* ou arrière-pays, sur lequel pouvait s'exercer à titre légitime le droit d'expansion en partant des possessions de la côte. Mais cet arrière-pays lui-même, à mesure que l'exploration ferait mieux connaître les lignes naturelles et les accidents de terrain capables de servir de frontières, aurait besoin d'être délimité. C'est ainsi que l'*accord anglo-allemand* (Berlin, 1er juillet 1890) consacra la mainmise des deux puissances (1884-1885) sur le sultanat de Zanzibar. L'Allemagne retint les possessions continentales (ancien Zanguebar) dont elle fit l'*Est africain allemand*, depuis la côte jusqu'aux grands lacs équatoriaux et aux limites orientales de l'État libre. L'Angleterre, qui rétrocédait à l'Empire allemand l'île d'Héligoland, en face de l'estuaire de l'Elbe, reçut l'île même de Zanzibar, avec Pemba et Vitou, où ses intérêts commerciaux étaient grands. C'était, disait Stanley raillant l'Allemagne, « échanger un magnifique habit contre un bouton de culotte ». L'appréciation ne tient pas compte de cette notion morale : la satisfaction obtenue par le patriotisme germanique, ni des ambitions fondées sur Héligoland par les créateurs de la jeune flotte, ni enfin de ce fait que l'Est africain s'est révélé rapidement comme la plus riche des colonies impériales, et comme capable de retarder longtemps la réalisation du chemin de fer du Cap au Caire, rêve africain de l'impérialisme britannique.

La France mettait aussi en avant d'anciens droits sur Zanzibar. Par des accords signés avec l'Angleterre (5 août 1890) et avec l'Allemagne (17 novembre), elle reconnut le démembrement du sultanat en échange du protectorat qu'elle se réservait d'établir sur l'île de

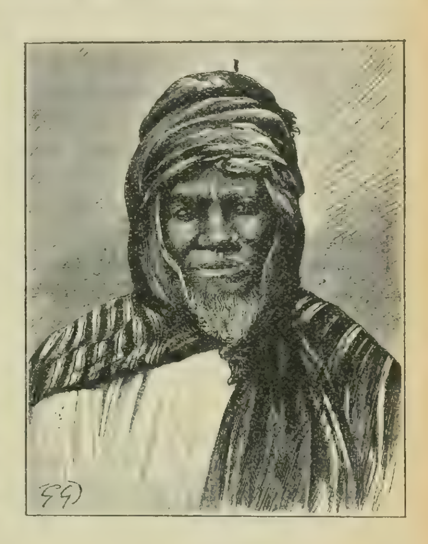
Madagascar. Désormais, le lot de la France se trouva déterminé dans l'ensemble : Algérie-Tunisie, Sénégal, Soudan occidental, Guinée, Côte d'Ivoire et Côte des Esclaves, Congo français, Côte des Somalis, Madagascar, sans compter l'ancienne colonie de la Réunion. C'était le quart du continent noir, dont on a prétendu qu'il avait été acquis avec une hâte imprudente, suivant les caprices aventureux d'explorateurs habiles à forcer la main au gouvernement ; en réalité, l'Afrique française s'est constituée sous la pression des circonstances, plus fortes en général que les calculs des politiques.

II. — *Conquête de l'Afrique occidentale.*

Du Sénégal au Niger. — L'élan imprimé par Faidherbe à l'expansion vers l'est, en partant du haut Sénégal, fut repris par ses successeurs. Le colonel **Brière de l'Isle**, en 1878, prétendait atteindre le Niger pour le descendre ensuite jusqu'à ses embouchures, où des maisons françaises possédaient des factoreries ; d'autres, plus chimériques, imaginaient de relier le Niger avec l'Algérie par une voie ferrée. En attendant, comme le port de Saint-Louis restait peu accessible, le ministère de la Marine développa celui de *Dakar*, qui dut être relié à Saint-Louis par un chemin de fer de 263 kilomètres ; une autre ligne, Saint-Louis-Kayes, fut ajournée parce que le fleuve était navigable pendant la saison des hautes eaux. Une troisième, plus urgente, fut projetée de Kayes à Bammako.

Pour pousser ainsi le rail au Niger, il fallait s'entendre avec **Ahmadou**, le plus puissant des fils d'El-Hadj-Omar, sultan d'un empire toucouleur du Ségou et du Kaarta (avec capitale à *Ségou-Sikoro*), qui devait d'ailleurs se défendre contre les Bambaras et les Malinkés, et aussi contre la rivalité de quelques-uns de ses parents. Brière de l'Isle, qui venait d'établir le poste de *Bafoulabé*, lui envoya pour traiter le capitaine Galliéni avec cinq officiers, cinquante tirailleurs et quelques spahis (20 mars 1880). A cinquante kilomètres de Ségou, un parti de Bambaras lui déroba son convoi et tua la moitié de l'escorte ; en arrivant à Bammako, Galliéni avait les mains vides. Ahmadou refusa de le recevoir et l'interna dix mois à Nango. Derrière lui, marchait le lieutenant-colonel **Borgnis-Desbordes**, commandant supérieur du haut Sénégal ; il détruisit (1880-1881) les villages bambaras qui avaient dépouillé Galliéni et construisit le fort de *Kita*. C'est alors qu'Ahmadou se décida à libérer la mission (avril 1882).

L'affaire était à reprendre, d'autant plus que le massacre de la mission Flatters par les Touareg à la sebka d'Amagdor (février 1881) semblait fermer la voie de pénétration saharienne. Borgnis-Desbordes qui, en novembre 1882, reçut l'ordre de tracer la route de Bafoulabé à Kita, se vit entraîné à commencer contre un adversaire nouveau, **Samory**, une lutte qui devait durer seize années. Samory, fils d'un colporteur malinké, esclave, puis entrepreneur de guerres et roi (*almamy*), s'était taillé un empire dans le Ouassoulou, autour de Bissandougou ; grand tueur d'hommes, comme les conquérants de son espèce, il exerçait une industrie qui lui fournissait des esclaves pour la traite, grâce à une armée redoutable, surtout en cavalerie. Politique assez subtil, il sut se créer des partisans dans les pays de la rive gauche du Niger (Manding, Niagassola, Bouré) et les attirer à sa cause par le *bluff* de ses succès militaires. En 1882, il avait pris *Kéniéra*, avant l'arrivée de la colonne de secours, qu'il avait ramenée vivement jusqu'aux portes de Kita (février-mars). A l'automne, Borgnis-Desbordes perçait donc à travers les villages bambaras, détruisait Mourgouba et Daba (ce dernier après un assaut très meurtrier). Débarrassé de l'almamy, il pénétra dans Bammako (1er février 1883), le défendit ensuite contre une agression menée par Fabou, frère de Samory, et envoya vers le nord-est la mission du docteur Bayol, qui conclut des traités avec les chefs de la rive gauche.



SAMORY

Les ***campagnes de 1884 à 1887*** eurent pour objet d'imposer la présence française sur le haut Niger à la fois à Ahmadou et à Samory. A cette fin, le lieutenant-colonel **Boilève** construisit un nouveau fort à *Koundou*, mais n'avança guère les travaux de la voie ferrée qu'arrêta la mortalité effrayante des terrassiers (1884). Le colonel **Combes** installa un fort à Niagassola (1885) ; il détacha contre l'almamy le colonel **Frey** et le capitaine Péroz qui le battirent à Kouro, à Niagassola, à Nafadié, au marigot de Fata-Djingo, et le

poursuivirent sur la rive droite où ils brûlèrent ses villages. Samory accepta le premier traité que lui présenta dans Bissandougou même le capitaine Péroz (13 avril 1887) à qui il confia son fils Karamoko pour être conduit à Paris.

Cette paix rendait disponibles des troupes que menaçait d'ailleurs en arrière le soulèvement du marabout **Mahmadou-Lamine**, entre le Sénégal et la Gambie. Mahmadou, après avoir enlevé un canon à un détachement dont il avait détruit la moitié en embuscade, assiégeait Bakel. Le colonel Frey, ayant pourvu aux défenses de Kayes, battit deux fois le marabout qu'il rejeta dans le Boudou (mai 1885). La même année, Lat-Dior, notre ancien protégé, qui prétendait s'opposer au passage du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis à travers le Cayor, fut tué dans une escarmouche. **Galliéni**, promu lieutenant-colonel, se chargea de réduire Mahmadou-Lamine (1886-1887). Il captura et fit exécuter Soybou, fils du prophète ; puis deux colonnes remontèrent la Falémé, enlevèrent *Diana*, d'où Mahmadou s'était enfui, et le rattrapèrent à la frontière de la Gambie anglaise où le capitaine Fortin le captura (décembre 1887).

La poursuite de Mahmadou amena les troupes françaises vers les rivières du sud et le Fouta-Djallon. Galliéni, qui élevait les forts de *Siguiri* et de *Nyamina* sur le Niger, estimait possible de s'entendre avec Ahmadou et Samory ; de fait, Ahmadou signa une sorte de traité de vassalité par lequel il ouvrait ses États à nos commerçants, et Samory conclut avec le capitaine Péroz un accord qui limitait ses possessions au Niger supérieur et au Tankisso. Le capitaine Audéoud put dès lors occuper *Timbo*, au centre du plateau du Fouta, et rejoindre à Benty les rivières du sud. Vers le nord, le lieutenant de vaisseau **Caron**, sur la canonnière *le Niger*, descendit le fleuve jusqu'à Kabara en face de *Timbouctou* (1er juillet-18 août 1887), mais sans pouvoir débarquer. Plus heureux, le capitaine **Binger**, chargé de reconnaître la boucle du Niger, pour relier le Soudan avec la Côte d'Ivoire (1887), partit de Bammako, traversa les États de Samory (qui assiégeait alors Sikasso), et, sans appareil militaire, à travers le Kénédougou, atteignit *Kong* (20 février 1888). Bien accueilli, il gagnait Ouagadougou (au nord-est) en pays Mossi, d'où la défiance du souverain local le contraignit à revenir vers le sud, dans la vallée de la Volta, puis dans celle de la Comoé qui le mena à Grand-Bassam (mars 1889). Sans qu'il eût tiré un coup de fusil, des traités avaient fait passer sous le protectorat de la France tous les territoires situés entre les États de Samory et le golfe de Guinée.

La conquête du moyen Niger. — En 1889, le lieutenan Jaime renouvela sur le grand fleuve le voyage aux ports de Timbouctou. Dès lors, il s'avéra que les territoires riverains offraient peu de ressources, que la végétation y rappelait celle du Sahara, tandis que les contrées soudanaises du sud-est, révélées par les dernières explorations, présentaient des sols riches, bien arrosés, aux plateaux fertiles et salubres. L'intérêt commandait de s'y établir avant que les Anglais s'en fussent avisés. Des opérations méthodiques fixèrent nos droits sur les comptoirs de la côte, depuis la Guinée portugaise jusqu'à la colonie anglaise de Sierra-Leone, puis sur la *Côte d'Ivoire* (où le drapeau français avait été maintenu, à Grand-Bassam et Assinie, par un négociant de la Rochelle) jusqu'à la colonie anglaise de la Côte de l'Or (les Anglais en avaient déjà occupé l'*hinterland*, le pays des Achantis, par une sanglante campagne, 1873). Dans le Bénin, nos efforts furent moins heureux : les compagnies françaises installées sur le bas Niger, en vertu d'accords avec les indigènes, se trouvèrent inférieures à leurs concurrentes britanniques, surtout lorsque des souscriptions montant à 25 millions eurent fusionné ces dernières en *United African Company*. En 1884, elles lui vendirent leurs comptoirs et leurs marchandises. La compagnie, devenue *Royal Niger Company*, reçut de Londres une charte qui en fit, sur le bas Niger et la Bénoué, une puissance souveraine reconnue par l'Acte général de Berlin. La France ne conserva qu'un comptoir à l'embouchure de la rivière Forcados.

La *convention anglo-française du 5 août 1890* se révéla plus avantageuse encore aux intérêts britanniques. Elle reconnut comme zone d'influence de la France, « au sud de ses possessions méditerranéennes », tout le Sahara jusqu'à une ligne tirée de Say sur le Niger à Barroua sur le lac Tchad (en laissant à la Compagnie royale anglaise tout le royaume de Sokoto) : en fait le seul Sahara désertique, sans pluies, « terres légères », disait lord Salisbury, dénuées de valeur économique. Les Anglais, très bien informés des conditions géographiques, s'adjugeaient la partie soudanaise.

Du moins, fallait-il s'installer dans ce domaine que les diplomates nous avaient attribué et dont tant de morceaux demeuraient inconnus. Ce fut l'objet de deux séries d'opérations : *conquête* sur le haut Niger ; *reconnaissances* dans la boucle du Niger en attendant la conquête.

Le colonel **Archinard** parcourut le Ségou et le Kaarta, enleva *Ségou-Sikoro* (6 avril), puis Ouossebougou, repoussa Ahmadou sur Nioro et le chassa dans le Macina où le chef toucouleur travailla à dé-

trôner un de ses frères. Ses États furent partagés entre deux chefs que surveillèrent des officiers. Alors Archinard se retourna contre Samory, qui s'apprêtait à franchir le Niger. En 1892, il créa un poste à Kankan, occupa *Bissandougou*, capitale de l'almamy, fit enlever *Sanankoro* par le lieutenant-colonel Humbert, tandis que le capitaine Marchand, venu de la Côte d'Ivoire, battait les contingents samoryens qui avaient envahi le pays de Kong, État du roi Tiéba, notre protégé. En 1893, le colonel **Combes** coupait Samory de ses liaisons avec la Sierra-Leone et le Fouta-Djallon, le battait à *Guéléba*, l'isolait des routes du sud, et ralliait le lieutenant-colonel Bonnier, vainqueur des *sofas* samoryens dans la région de Sikasso. D'autres sofas, conduits par **Bibali**, lieutenant de Samory, se firent battre à Faranah et détruire aux sources du Niger par le capitaine Briquelot. La campagne s'acheva par une nouvelle défaite d'Ahmadou, devenu maître du Macina par la mort de son frère. Archinard enleva d'assaut *Djenné*, aidé par la flottille qui descendit à Mopti, et mit garnison dans *Bandiagara*.

L'hiver suivant, le lieutenant de vaisseau Boiteux se laissa porter avec la flottille jusqu'à Kabara, mit à terre un détachement de marins et entra dans Timbouctou (15 décembre 1893); mais le 28, l'enseigne Aube, laissé à la garde des bateaux, fut attaqué sur le fleuve par les Touareg, attiré dans une embuscade, tué avec 19 hommes. Le lieutenant-colonel **Bonnier**, pressentant le danger, abandonna la poursuite de Samory, marcha sur Timbouctou avec cinq compagnies et deux batteries, en deux colonnes (commandant Joffre sur la rive gauche, Bonnier en pirogues). Trois compagnies dégagèrent Boiteux (10 janvier 1894). Bonnier en laissa une au capitaine Philippe, puis, avec une compagnie et demie, il courut aux Touareg, installés près des lacs de *Goundam*. Il se gardait mal ; le 15 janvier, il fut surpris au petit jour et massacré avec dix officiers et 71 soldats. Les vainqueurs assiégèrent Timbouctou, où se maintinrent pourtant Philippe et Boiteux jusqu'à l'arrivée de la colonne **Joffre** (12 février 1894).

Reconnaissance et conquête de la boucle du Niger (1890-1898). — Timbouctou n'était plus, comme au XIIIe siècle, la grande cité intellectuelle et marchande de l'Islam africain. Il fallait du moins la conserver en la reliant aux régions déjà conquises. Le capitaine **Monteil** traça une partie de la route nécessaire. Parti de Ségou (décembre 1890) sans escorte militaire, il toucha d'abord aux États de Tiéba, traversa la boucle du Niger de Mossi à Say, et atteignit le Sokoto et le Bornou, que la convention du 5 août avait

attribués à l'Angleterre. Il séjourna à Kano et à Kouka, contourna le lac Tchad (août 1892) et gagna la Tripolitaine par la route des caravanes de Mourzouk; il montrait ainsi qu'une liaison était réalisable entre les établissements du Soudan du nord et la Méditerranée. Le capitaine **Marchand**, après Binger, mais en sens inverse, allait en indiquer la jonction avec le golfe de Guinée. Parti de Grand-Bassam, il emporta *Thiassalé* sur le Bandama (mai 1893), toucha à Kong, se heurta aux bandes de Samory et se rabattit sur le Cavally, d'où il regagna la côte (septembre 1894). Il avait prouvé qu'il était possible de relier le Bandama ou le Cavally avec les affluents du Niger à travers la forêt tropicale, dans sa région de moindre épaisseur.

En attendant, il s'agissait de combattre Samory, qui s'était rabattu sur le pays de Kong pour le razzier. Le lieutenant-colonel Monteil, avec 1.200 hommes et huit canons, passa deux mois à réprimer les insurrections du Baoulé (novembre-décembre 1894), gagna péniblement les routes de la forêt tropicale qu'il fit garder par de petits postes, et prit contact (février 1895) avec les 12.000 sofas de Samory. Ses 350 tirailleurs sénégalais et haoussas les culbutèrent à *Naolo* (10 mars); mais il fut battu et blessé à *Sokola* (14 mars). Il recula, laissant au commandant Caudrelier deux compagnies qui arrêtèrent Samory à la lisière de la forêt.

C'était l'époque où Allemands et Anglais, partis aussi de la côte, travaillaient à se distancer dans les territoires de la boucle du Niger, déjà reconnus à la hâte par nos explorateurs. La France lança des missions armées qui, partant du Dahomey récemment conquis et du Niger, se rejoindraient à l'intérieur. Le commandant **Decœur**, de Carnotville, gagna Nikki, Say et le Niger, de Say à Boussa (août 1894). Le capitaine **Toutée**, du Dahomey (décembre 1894), atteignit le fleuve à Badjibo et le descendit jusqu'au golfe de Guinée. Le lieutenant de vaisseau **Hourst**, parti de Kabara (janvier 1896), descendit jusqu'à Say, Boussa et la mer. Enfin, la mission des lieutenants **Voulet** et **Chanoine** (juillet 1896-mars 1897) parcourut toute la boucle par le Mossi, dont elle enleva la capitale *Ouagadougou* (1er septembre 1896), puis par le Gourma et le Gouroumsi, où la rejoignirent les capitaines Baud et Vermeesch, venus du Dahomey par la haute Volta noire pour fermer l'hinterland du Togoland allemand et de la Côte d'Or anglaise. En 1897, la prise de possession s'achevait par l'établissement d'un poste à Say (commandant Destenave) et par l'occupation des territoires de la Volta noire sur un fils de Samory (commandant Caudrelier).

Des conventions intervinrent alors pour départager les Français,

les Allemands et les Anglais, dont les itinéraires enchevêtrés à l'extrême avaient déjà causé des conflits. La première, signée avec l'Allemagne (*23 juillet 1897*), fixa la frontière entre le Togoland et les possessions du Soudan et du Dahomey, en laissant à la France le Gouroumsi et le Gourma. La seconde, conclue avec l'Angleterre (*14 juin 1898*), régla les limites franco-anglaises dans le Soudan occidental et central, reconnut à la France les territoires de la boucle et la propriété de routes soudanaises jalonnées de points d'eau entre Say et Barroua. Mais nos détachements devaient évacuer Ilo, Boussa et Badjibo, moyennant la cession à bail de deux enclaves en terrain anglais, en aval des chutes de Boussa et à l'embouchure du fleuve.

Conquête du Dahomey (1890-1894). — A partir de 1857, la France avait créé sur le golfe du Bénin des comptoirs à Agoué, Grand-Popo, Petit-Popo et Porto-Seguro. Déjà, par un traité du 1er juillet 1851, le roi du Dahomey, **Guézo**, avait promis protection aux commerçants français qui lui payaient certaines redevances, surtout en eau-de-vie. Plus tard, le **roi Toffa**, de Porto-Novo, réclama notre protectorat (1863), cependant que par deux traités (mai 1868 et avril 1878), **Glé-Glé**, successeur de Guézo, nous cédait Kotonou. Ces « Établissements du golfe du Bénin » (constitués en 1870) furent délimités longtemps après par l'*accord franco-allemand du 24 décembre 1885* qui cédait au Togoland Petit-Popo et Porto-Seguro en échange d'enclaves sur les Rivières du sud, et par une convention du 23 juillet 1897. Celles du 11 août 1889 et du 2 janvier 1890 tracèrent le bornage du côté du Lagos anglais ; enfin le Portugal retira (octobre 1887) le poste que depuis deux siècles il entretenait à Ouidah.

Seulement, le roi du Dahomey prétendait aussi à la possession de *Ouidah* qui donnait accès à la mer. Il protesta contre l'établissement de garnisons à *Porto-Novo* (1884) et à *Kotonou* (1887) ; en mars 1889, il dévasta le territoire de Porto-Novo et chassa de Ouidah les trafiquants français. Paris, désireux d'éviter de nouvelles conquêtes coloniales, chargea le gouverneur des Rivières du sud, **Bayol**, de résoudre le conflit. Bayol risqua le voyage d'Abomey (novembre 1889), n'obtint rien de Glé-Glé, s'en tira indemne à grand'-peine. Avec **Behanzin**, successeur de Glé-Glé (31 décembre 1889), ce fut la rupture. Le nouveau roi razzia les villages de Toffa et menaça Kotonou et Porto-Novo (janvier 1890). Aussitôt, le contre-amiral **Cavelier de Cuverville** croisa sur la côte ; le commandant Terrillon, avec des troupes du Sénégal et du Gabon, dégagea Kotonou

et rejeta les Dahoméens sur l'Ouémé (21 février-5 mars). Puis il se porta au secours de Toffa, que Behanzin assiégea quand même dans Porto-Novo avec 8.000 soldats et amazones. A Ouidah, le roi nègre se saisit de six Français, dont le P. Dorgère, qu'il emmena comme otages dans Abomey.

Les premières mesures arrêtées par l'amiral de Cuverville, le lieutenant-colonel Terrillon et le capitaine de vaisseau Fournier, nommé lieutenant-gouverneur, empêchèrent, par le blocus de la côte, l'importation des armes et des munitions de guerre. Behanzin, attaqué à *Atchoupa* (20 avril), lâcha à peine Porto-Novo et tint en respect les 700 Français de Terrillon. L'amiral avait l'ordre d'éviter un engagement à fond et de chercher un accord ; le P. Dorgère le procura à Abomey. Par la *convention* assez mal venue *du 3 octobre 1890*, Behanzin reconnaissait le protectorat français à Porto-Novo et l'occupation de Kotonou, mais recevait, comme compensation à ses droits de douane perdus, une indemnité annuelle de 20.000 francs, qu'il présenta à ses sujets comme un tribut de vassalité.



GÉNÉRAL DODDS
(Né en 1842)

Il les employa en achats d'armes et de munitions fournies par les trafiquants allemands du Togoland. Dès juin 1891, il razziait de nouveau le royaume de Toffa, attaquait les postes français, faisait tirer à coups de fusil sur la canonnière qui remontait l'Ouémé avec le lieutenant-gouverneur Ballot à son bord (mars 1892) ; un mois après, le Parlement vota les crédits nécessaires pour une expédition, confiée au colonel **Dodds**, de l'infanterie de marine. Le but était, par la prise d'Abomey, de mettre fin au royaume de Behanzin.

Contre les 12.000 soldats du roi nègre (y compris les amazones de sa garde) armés de fusils à tir rapide, de quatre mitrailleuses et de six canons Krupp, Dodds, en juin 1892, ne disposait pas d'effectifs suffisants; sous ses yeux, Behanzin occupa quelque temps Ouidah

et Kotonou. Le colonel employa trois mois à organiser ses troupes en vue de la guerre tropicale, à réunir les porteurs et les sapeurs chargés de tracer les routes dans la forêt, à se donner de l'air autour de Porto-Novo. En septembre, de ses 3.500 hommes (Européens, Sénégalais et Haoussas) il fit deux parts : l'une, avec l'artillerie, garda Grand-Popo, Kotonou et Porto-Novo ; l'autre (2.000 hommes dont deux escadrons de spahis) forma une colonne fractionnée en trois groupes, avec une réserve et un convoi, pour la marche sur Abomey par la rive gauche de l'Ouémé. A *Dogba* (14-19 septembre), où s'opéra la concentration, la colonne se laissa surprendre au matin par un détachement de 4.000 ennemis commandés par le frère du roi ; mais le camp repoussa l'assaut. En quatre heures, les Dahoméens perdirent 400 tués. Ils n'en résistèrent pas moins dans les lignes de *Poguessa* (4 octobre), où ils perdirent encore 200 hommes et 20 amazones ; après quoi, ils se replièrent sur Abomey, non poursuivis par Dodds qui n'avançait que lentement. Du 12 au 15 octobre, les Français enlevèrent le camp *d'Apka* et restèrent victorieux à *Koto ;* puis, renforcés et ravitaillés par le commandant Audéoud, ils soutinrent une nouvelle attaque de l'ennemi, de ses mitrailleuses et de ses canons (20-21 octobre). Dodds reprit alors la marche en avant, assaillit les lignes de *Kotopa* (26-27 octobre) et enleva la ville sainte de *Kana*, après trois jours de combats violents (2-4 novembre). Sans répondre aux offres de paix de Behanzin, il quitta Kana (16 novembre) pour attaquer *Abomey*, incendié par le roi avant sa fuite et où il entra le 17. Il avait perdu environ 400 soldats.

Dodds, promu général de brigade, déclara Behanzin déchu du trône et partagea le Dahomey en trois régions militaires : Abomey, Ouidah, Porto-Novo. En vain, le roi nègre chercha à négocier soit sur place, soit à Paris, où son ambassade ne fut pas reçue (novembre 1893). Dodds avait recommencé à le traquer, l'isolait, par des colonnes lancées contre ses bandes, à la fois des routes de l'est et de celles du nord. Behanzin finit par perdre ses partisans et, complètement cerné, se soumit (Ajego, 25 janvier 1894). Il fut déporté à la Martinique avec sa famille et plus tard ramené à Alger. Son royaume forma (22 juin 1894), sous le nom de *Dahomey et dépendances*, une nouvelle colonie administrée par un gouverneur civil.

Dernières opérations contre Samory (1895-1898). — La puissance de Samory succomba en 1898. La retraite des Français en 1895 l'avait consolidée dans la région soudanaise comprise entre l'État de Libéria et le Comoé (hinterland de la Côte d'Ivoire).

Il avait rallié à sa cause le successeur de Tiéba, **Babemba**, retranché dans une ville fortifiée à l'européenne, d'où il menaçait jusqu'à nos postes du Niger. Une colonne venue du sud commença par déloger Samory de *Kong* (janvier 1898); le lieutenant Demars s'y maintint, malgré un retour offensif de l'almamy (février), grâce à un renfort du commandant Caudrelier. Samory dut fuir vers les forêts de l'ouest. Puis, ce fut le tour de Babemba; le 10 avril, 1.500 hommes venus de Bammako, aux ordres du lieutenant-colonel **Audéoud**, assiégèrent dans *Sikasso* les 15.000 combattants de Babemba. Après quatorze combats et un siège régulier, un assaut emporta la forteresse (1er mai) et tua son défenseur. Opération sanglante, qui nous coûta 60 tués et 200 blessés, mais qui, connue aussitôt dans tout le Soudan, brisa en fait Samory. Quatre colonnes lancées vers l'ouest l'acculèrent à la lisière du Libéria, le battirent sur le Cavally, l'empêchèrent de s'échapper à l'est avec les 50.000 affamés qu'il traînait dans sa smalah, le surprirent enfin à *Guélémou* (22 septembre); il se laissa capturer par les tirailleurs du capitaine **Gouraud**. Avec lui, disparut le dernier obstacle à l'occupation française dans la boucle du Niger.

L'Afrique occidentale française. — Les dernières explorations menées, en partant du bas Sénégal, dans les pays maures étalés à travers le Sahara jusqu'au sud du Maroc, ont permis d'atteindre les deux limites naturelles de l'Afrique occidentale : vers le nord-ouest, la côte de l'Océan jusqu'à la baie du Lévrier et au cap Blanc, puis, en arrière des territoires du *Rio de Oro* reconnus à l'Espagne par la *convention du 27 juin 1900*, les mers de sable de l'Iguidi. Plusieurs des tribus maures rejetées par Faidherbe au nord du Sénégal (Trarza, Brakna, Douaïch) ayant repris leurs incursions et pillages sur le fleuve, des troupes occupèrent la *Mauritanie* (1905); mais à l'instigation du marabout Ma-el-Aïnin, leur chef, **Coppolani**, fut assassiné à Tidjikdja (12 mai). Une nouvelle colonne soumit les Trarza et les Brakna; et Tidjikdja devint, sous le nom de *Fort-Coppolani*, capitale de la Mauritanie française.

Le contact était pris avec les nomades pillards de l'*Adrar* qui avaient arrêté plusieurs missions. Le colonel Gouraud, avec des cavaliers méharistes, battit les Maures, occupa les oasis de l'Adrar où ils se ravitaillaient et reçut la soumission des sédentaires (décembre 1908-septembre 1909). Il débarrassait la colonie d'attaques continuelles et, reliant ses itinéraires avec ceux des méharistes du colonel **Laperrine**, il amorçait les relations transsahariennes par le couloir jalonné de points d'eau qui conduit à l'oued Draa.

Vers l'est, la limite était plus difficile à déterminer. La mission du capitaine Cazemajou s'y efforça ; partie de Say, entrée à Zinder en avril 1898, elle renonça à atteindre le Tchad par la route qu'avait indiquée Monteil, après l'assassinat de son chef à Zinder même (5 mai). La *mission de l'Afrique centrale* (Voulet-Chanoine, puis Joalland-Meynier), constituée pour reconnaître les frontières prévues par la convention franco-anglaise du 14 juin 1898, arrêtée d'abord à Zinder, atteignit en vingt et un jours le Tchad à **Nguiguis**, le contourna au nord par le Kanem et, après avoir aidé aux opérations



L'ancien port de Dakar
(Avant les travaux commencés en 1902)

contre Rabah, rallia Zinder par les routes du sud du Tchad à travers le Bornou. Il fut dès lors avéré que la route de Say à Barroua, que les tracés de délimitation avaient rejetée en plein désert (reconnaissances du colonel **Péroz** et du commandant Gouraud), demeurait impraticable en temps ordinaire. Mais il fallut attendre 1904 pour obtenir un règlement avantageux. Le même *accord franco-anglais* du 8 avril qui nous donnait accès à la Gambie maritime avec le territoire de Yarboutenda, et nous cédait les îles de Los, en face de Konakry dont elles auraient pu, à l'occasion, menacer la sécurité, rectifia la frontière de la Nigeria du nord, de façon à nous laisser des terres fertiles dans l'Adar, le sultanat de Zinder et le Manga, étapes régulières d'une route capable de relier le Niger avec le Tchad et les possessions françaises du Chari.

Dans ces limites, l'***Afrique occidentale française***, constituée par décrets successifs (16 juin 1895, 17 octobre 1899, 23 juillet 1900, 15 octobre 1904), comprend aujourd'hui cinq colonies : Sénégal, Haut-Sénégal et Niger, Guinée, Côte de l'Ivoire, Dahomey, administrées par des lieutenants-gouverneurs, le territoire civil de la Mauritanie, le territoire militaire du Niger (Timbouctou, Ouagadougou, Zinder). Sous l'impulsion des gouverneurs généraux **Chaudié**, **Ballay**, **Roume** et **Merlaud-Ponty**, son organisation administrative s'est développée de telle sorte que, chacune des colonies demeurant autonome pour l'établissement de son budget et la mise en valeur de ses richesses naturelles, toutes ont bénéficié d'une politique d'ensemble qui s'est appliquée à trois ordres de questions : *assainissement* des régions insalubres, surtout des côtes et des ports ; développement des *cultures* tropicales et introduction de cultures nouvelles ; construction de *voies d'accès* (principalement de voies ferrées) qui amèneront à la côte les produits de l'exploitation forestière et agricole. Un tel programme, à la veille d'être réalisé, grâce aux emprunts que l'Afrique occidentale a pu gager sur ses propres ressources, suppose davantage aujourd'hui, à savoir : un service d'assistance qui diminue la mortalité indigène et multiplie la population ; un service d'enseignement qui ne borne pas son rôle à se subordonner timidement aux routines locales, qui, sous prétexte de « politique musulmane », n'interpose pas de prétendues écoles supérieures coraniques entre nous et les noirs jusque-là fétichistes, à qui les missionnaires apprenaient à la fois le christianisme et le français, écoles capables tout au plus de développer le « cléricalisme islamique », c'est-à-dire la propagande antifrançaise des marabouts ; un recrutement d'armée indigène qui utilise la force noire pour la défense de la colonie. A ces conditions, l'Afrique occidentale, dont les rapides progrès économiques autorisent déjà plus que des espérances, pourra devenir le cadre d'un développement original, à l'abri de la paix française.

III. — L'Afrique équatoriale française.

Le Gabon. — La conquête, d'ailleurs toute pacifique, et la création du *Congo français* est l'œuvre d'un ancien officier de la marine italienne, naturalisé après 1870, **de Brazza-Savorgnan**. Avant lui, la France n'avait guère installé sur l'estuaire du Gabon qu'un point d'appui pour ses navires chargés dans l'Atlantique sud de réprimer

la traite des noirs (1839). En 1849, avec des esclaves saisis à bord d'un négrier et rendus à la liberté, fut fondé le village de *Libreville;* mais rien ne fut tenté, en dépit de quelques traités passés par du Chaillu avec des chefs du cap Lopez, en vue d'une pénétration politique ou commerciale (1855-1870). Quelques factoreries s'établirent seulement sur l'Ogooué inférieur. En 1874, **Marche** et **Compiègne** remontèrent le fleuve jusqu'au confluent de l'Ivindo (470 kilomètres), où les Pahouins les arrêtèrent. Brazza reprit leur projet avec l'idée de quitter l'Ogooué quand il cesserait de le mener vers le nord-est (août 1875). De fait, il le remonta avec Marche et Ballay, traita avec les Pahouins, reconnut et dépassa les affluents, l'Ivindo et le Sébé: puis, comme des rapides attestaient que le fleuve n'offrait pas la voie de pénétration souhaitée, Brazza et Ballay gagnèrent par terre l'Alima, dans lequel ils ne soupçonnèrent point un affluent du Congo, puis la Likoua. En août 1878, ils regagnaient l'Ogooué et le Gabon.

Constitution du Congo français (**1879-1885**). — A cette époque, Stanley, devenu « africain » pour retrouver Livingstone, découvrait le cours supérieur du Congo qu'il descendait depuis le Tanganyka jusqu'à l'Océan, prenait possession de sa rive gauche et de plusieurs points de la rive droite (1874-1877). Brazza repartit aussitôt ; en 1879, il remontait l'Ogooué, sur lequel il fondait *Franceville* (au confluent de la Massa), atteignait ensuite le grand fleuve par le pays des Batékés. Le roi **Makoko** signa un traité de protectorat (3 novembre 1880) et céda le territoire de *N'tamo* sur le lac formé par le fleuve en amont des dernières chutes (Stanley Pool). Brazza y créa *Brazzaville*, la confia à la garde de quatre tirailleurs commandés par le sergent sénégalais Malamine, puis descendant le fleuve à son tour, rencontra Stanley aux cataractes de Vivi, regagna le Gabon, ravitailla Franceville, qu'il joignit à l'Alima par une piste carrossable, acheva dans tout le domaine de l'Ogooué de faire acte de possession.



UN CHEF CONGOLAIS
(D'après une photographie)

Stanley s'inquiéta de se voir distancé sur le moyen Congo; il le remonta avec 70 Zanzibarites bien armés, installa des postes sur les deux rives, jusqu'au moment où il rencontra celui du sergent Malamine, décidé à défendre avec l'aide du roi Makoko « le morceau d'étoffe bleu, blanc et rouge » que Stanley s'égayait de voir flotter sur la case royale. Il se rejeta néanmoins au nord-ouest vers le Kouilou, dont il déclara prendre possession au nom du Comité du Congo. — Entre temps, le Parlement français avait ratifié le traité avec Makoko, et le ministère Ferry avait renvoyé Brazza en Afrique comme chef de la « Mission de l'Ouest africain », commissaire général de la République. En trois années (1883-1885), avec une cinquantaine de collaborateurs, Brazza reconnut et explora, fonda des postes sur l'Ogooué, l'Alima, le Congo jusqu'au confluent de l'Oubanghi, le Kouilou et son affluent le Niari, sur la côte même entre le Gabon et Kabinda. Ainsi la France, à laquelle le président de l'Association Internationale Africaine avait déjà reconnu (24 avril 1884) un droit de préemption sur tous les territoires que ladite Association pourrait être amenée à céder, se présentait à la Conférence de Berlin avec des prétentions solides qu'elle fit en somme triompher. L'Acte du 26 février 1885, une convention du 5 février avec l'Association Internationale confirmèrent à la France la possession du domaine du Kouilou (qu'évacuèrent les hommes de Stanley) et de la rive droite du Congo jusqu'à l'Oubanghi. Mais elle renonçait à toute enclave sur la rive gauche. Dès le 24 décembre, une délimitation sommaire traçait la frontière avec le Cameroun allemand et, le 12 mai 1886, celle de l'enclave consentie au Portugal à Cabinda et à Banana, sur la rive droite de l'estuaire. Le 11 décembre 1888, un décret fusionna en Congo français les anciens territoires du Gabon et de l'Ogooué; Brazza en fut le premier gouverneur.

Expansion française vers le Tchad et le Bahr-el-Ghazal (1887-1897). — Dans la nouvelle colonie, la frontière du nord restait indécise. C'est vers le nord et le nord-est que les explorateurs formés par Brazza et soutenus par lui poussèrent leurs pointes, vers ce *lac Tchad*, apparu par une sorte de mirage comme une mer intérieure, une Caspienne d'Afrique qui ferait la fortune des premiers arrivés sur ses bords. Pour beaucoup de « coloniaux », le Congo français n'a guère offert pendant longtemps d'autre intérêt que d'être la « route du Tchad », la plus courte, la plus aisée, puisqu'elle offrait deux voies aquatiques (à l'est, l'Oubanghi prolongé après un court portage par le Chari; à l'ouest, la Sangha pro-

longée de la même façon par le Logone), celle par laquelle il fallait à tout prix devancer les Anglais de la *Royal Niger Company* et les Allemands du Cameroun. Une première série de reconnaissances menées par **Crampel**, **Cholet**, **Fourneau**, créa des stations à *Bangui*, aux *Abiras*, à *Kemo* (sur l'Oubanghi), à *Bania*, *Gaza* et *Koundé* (sur la Sangha, 1887-1890). Lorsqu'il devint évident que la Belgique serait, de préférence à la France, investie du droit d'annexer l'État indépendant (testament du roi Léopold, 2 août 1889), les explorateurs français s'engagèrent résolument sur les routes du nord, les plus aventureux avec l'idée de dépasser le Tchad pour gagner Alger à travers le Sahara.

Ce fut le cas de Paul Crampel, parti de Bangui (septembre 1890), qui ne dépassa pas l'El-Kouti, assassiné par les nomades du Ouadaï (avril 1891). Le *Comité de l'Afrique française*, fondé en 1891, reprit la formule à son compte; mais la mission **Jean Dybowski** (avec Brunache, Bobichon, Chalot, Nebout) se borna à châtier les assassins de Crampel (1891). **Maistre** connut plus de succès. De Kemo (juin 1892) il obliqua vers le nord-ouest pour atteindre le Logone à Lai, puis, faute de ressources, se rabattit sur Yola, d'où il descendit la Bénoué et le bas Niger dans les embarcations de la Compagnie anglaise (mars 1893). En sens inverse, le lieutenant de vaisseau **Mizon** avait remonté le Niger, puis la Bénoué jusqu'à Yola (1891-1892); informé des échecs subis dans l'El-Kouti, il obliqua vers le sud pour traverser l'Adamaoua et gagner la haute Sangha où Brazza l'attendait (avril 1892). De ce point, le gouverneur lançait des reconnaissances confiées à Gentil, Ponel, Decœur, etc. **Ponel** se vit arrêter à Yola par les agents de la Compagnie du Niger; de même Mizon, qui recommençait son voyage de 1891, et dont la Compagnie confisqua les embarcations, refusa de reconnaître les traités passés avec les sultans de Yola et du Mouri, réclamés comme vassaux par l'Angleterre, cependant que l'Allemagne revendiquait l'Adamaoua tout entier comme hinterland du Cameroun. Le gouvernement français, en rappelant Mizon, fit cesser cet internement déguisé (septembre 1893). Dès ce moment, il avait amorcé sur l'Oubanghi d'autres opérations.

Elles découlaient nécessairement de notre installation au Congo. Tout de suite, Brazza avait songé à ouvrir une route commerciale vers l'est; l'*accord franco-congolais* nous livra sur la rive droite les territoires indispensables, au moins « jusqu'à la ligne de faîte du bassin du Congo », et même au delà jusque sur le haut Nil. Toutefois, l'occupation du M'bomou par des officiers belges venus de l'État indépendant (1892-1893) empêcha le commissaire **Liotard**, installé

aux Abiras (confluent de l'Oubanghi et du M'bomou), de traiter avec les tribus voisines et de pousser plus loin la pénétration. Postés à Yacoma et à Bangasso, admirablement équipés, ils bloquaient Liotard laissé sans grandes ressources, poussaient contre les stations françaises les tribus indigènes, laissaient assassiner les voyageurs isolés. En Europe, au contraire, les ministres de l'État indépendant, d'accord sans doute avec l'Angleterre (qui s'établissait alors dans l'Ouganda), affirmaient bien haut leur neutralité ; mais depuis 1892 ils traînaient en longueur les négociations pour une délimitation de frontière.

A la fin, contre cette sorte d'invasion belge, la France prit des mesures militaires. En mai 1893, le chef de bataillon Monteil reçut le commandement de forces assez importantes qui, en novembre, se rassemblèrent aux Abiras. Puis, la France régla ses frontières avec le Cameroun allemand ; la *convention du 4 février 1894* reconnut à l'Allemagne l'Adamaoua, avec l'accès au rivage méridional du Tchad et les territoires de la rive gauche du Chari inférieur jusqu'au 10° de latitude. La France gardait le moyen et le haut Chari et toute la vallée de la Sangha à laquelle cependant, au nord d'Ouesso, le Cameroun obtenait accès. Vers le nord-est, le Baghirmi tombait dans notre sphère d'influence, avec les territoires qui menaient au Bahr-el-Ghazal, très au nord du M'bomou et des contestés belges. Aussitôt, les ministres de l'État indépendant reprirent les négociations (20 mars 1894). Mais, en même temps, ils se prêtaient contre nous à un singulier coup de partie : le 12 mai, ils acceptaient de prendre à bail les provinces du Bahr-el-Ghazal qui avaient cessé en 1885 d'appartenir à l'Égypte et que les Français considéraient comme leur route nécessaire vers le haut Nil, et cédèrent à bail à l'Angleterre une bande large de 25 kilomètres à l'ouest des grands lacs, de l'Albert-Edouard au Tanganyka. Par là passerait, en terre anglaise, le futur transafricain, du Cap au Caire. Telles s'élevèrent alors les protestations de l'Allemagne, qui refusait de se laisser encercler en Afrique orientale, de la France et de la Turquie même, que l'Angleterre dut se désister. La France en profita pour imposer au roi Léopold (14 août 1894) un accord qui limita au M'bomou la frontière de l'État indépendant, le fit rentrer dans une stricte neutralité et confirma le droit de préemption français sur les terres que l'État voudrait aliéner.

L'accord semblait rendre inutile toute opération militaire. Monteil fut renvoyé à la Côte d'Ivoire ; avec les troupes des Abiras, Liotard, lieutenant-gouverneur, reprit la marche vers le Nil. En 1895, établi à Zemio, il s'arrangea avec le sultan de Tamboura pour occuper,

dans le domaine du Bahr-el-Ghazal, Dem-Ziber et Tamboura même, préparant de la sorte les ressources nécessaires à la mission qui pousserait jusqu'au Nil (février 1896-avril 1897). Ce devait être la *mission Congo-Nil;* les circonstances en firent la mission Atlantique-mer Rouge.

« **De l'Atlantique à la mer Rouge** » (**1897-1899**). — Le capitaine **Marchand**, qui la commanda, s'était préparé par ses reconnaissances dans l'hinterland de la Côte d'Ivoire et par six mois d'organisation (novembre 1895-mai 1896). Il emmenait, avec les capitaines **Baratier** et **Germain**, les lieutenants Largeau, Simon, Mangin, l'enseigne de vaisseau **Dyé**, le docteur **Emily** et l'interprète **Landeroin**, 154 tirailleurs sénégalais. Le convoi comprenait deux petits vapeurs en acier (dont *le Faidherbe*) et trois chalands en aluminium; le lieutenant Fouque devait, en mai 1897, diriger un deuxième convoi qui ravitaillerait la mission dans le Bahr-el-Ghazal. Le 22 juillet 1896, Marchand, à Loango, s'efforçait de recruter des porteurs; mais les Bassoundis et les Batékés refusaient leurs services. Deux mois se passèrent à combattre leurs révoltes. Il ne parvenait sur l'Oubanghi que le 1er avril 1897.

A Bangui, l'administrateur Bobichon avait préparé le transport de la mission en quatre convois vers la haute rivière et le M'bomou, sur 600 kilomètres; il fallut quatre mois pour gagner Zemio (3 août). De là, la flottille remonta le Bokou; démontée à Rinda (19 août), elle fut amenée par voie de terre, grâce à une route de 160 kilomètres, large de cinq mètres, ouverte d'Ida par Fort-Hossinger au poste de Kodjoli sur le Soueh, affluent présumé navigable du haut Nil. En fait, le Soueh n'était navigable que pendant la saison des pluies. En l'attendant, Marchand opéra pendant six mois une reconnaissance méthodique de sa vallée, déjà abordée par les Allemands Schweinfurth et Junker; puis **Mangin** et **Largeau**, en vue de tenir le « Pays des Rivières », sorte de marécage tour à tour vaseux et inondé, fondèrent *Fort-Desaix*, au confluent du Soueh et du Ouaou (janvier 1898). Restaient à franchir, pour atteindre Fachoda, 500 kilomètres inaccessibles pendant la saison sèche. Baratier se chargea de la reconnaissance préliminaire; il n'y parvint qu'après deux mois et demi de peines inouïes, harcelé par les moustiques, exposé à mourir noyé du fait des pachydermes qui défonçaient ses barques, ou à mourir de faim, par le refus des Dinkas de lui vendre des provisions, frayant quand même la route jusqu'au lac Nô et au Nil navigable (12 janvier-26 mars). Ainsi Marchand ne se perdrait pas dans le marais, comme la nouvelle en était escomptée en Europe, à Londres

et à Bruxelles. Il occupait de façon effective le Bahr-el-Ghazal, fondait un poste à *Meschra-el-Rek* (ancien port égyptien). Parti de Fort-Desaix le 4 juin, sur ses trois canots en acier, son chaland en aluminium et trois pirogues, il descendit le Soueh en une semaine; malgré l'obstacle du *sedd*, il traversait heureusement le marais. Le 4 juillet, il atteignait le Nil; le 10, en présence du sultan des Chillouks, la mission Congo-Nil, débarquée à Fachoda, en prenait possession au nom de la France.

Marchand s'y fortifia dans l'ancien camp égyptien et, grâce à l'amitié des Chillouks, accumula des provisions. Ainsi put-il résister victorieusement à l'attaque d'un millier de mahdistes, armés de fusils à tir rapide, et remorqués depuis Khartoum sur neuf embarcations (25 août). Il leur tua quatre chefs et 700 soldats. Aussitôt, Chillouks de la rive gauche et Dinkas de la rive droite acceptèrent le protectorat français. Le 29 août, *le Faidherbe* rejoignait avec le deuxième groupe de la mission (capitaine Germain); mais aucune trace des missions éthiopienne et française qui devaient rejoindre la « Congo-Nil » sur le Sobat. Marchand résolut de vivre sur ses ressources (quatre mois de vivres et de munitions), tout en maintenant ses communications avec le Bahr-el-Ghazal, où il renvoya *le Faidherbe* (16 septembre). Le 18, une lettre du *sirdar* de l'armée anglo-égyptienne, sir Horatio Kitchener, annonçait « au commandant européen qui se trouve à Fachoda » la victoire d'Omdurman du 1er septembre. Le lendemain, dans une entrevue courtoise, Kitchener signifiait que la présence à Fachoda d'une troupe française ne serait admise ni par l'Angleterre ni par le khédive; après quoi, il établit à 500 mètres du camp français une garnison égyptienne aux ordres du colonel Jackson-bey, avec une canonnière, sorte de blocus d'ordre diplomatique qui ne se desserra que le 9 octobre.

Sur une dépêche de Paris, qui réclamait l'un des officiers, le capitaine Baratier avait descendu le Nil et gagné la France avec une partie des documents de la mission; le 3 novembre, Marchand déposait les autres au Caire. Ils pressentaient l'un et l'autre que le plan conçu à Paris de créer pour la France des droits à une occupation du haut Nil par l'envoi d'une centaine de Sénégalais sur le fleuve, n'était qu'une illusion destinée à s'évanouir devant la menace d'un conflit dont la solution ne se trouvait pas à Fachoda même. Le 4 novembre, en effet, l'ambassadeur de la République à Londres annonça l'évacuation du poste, qui s'acheva le 11 décembre. Le capitaine Mangin avait reconnu la route qui traverse par l'est les États de Ménélik. Le 23 janvier, après avoir renvoyé *le Fai-*

dherbe vers le haut Oubanghi, la mission atteignait les plateaux éthiopiens, où la recevait le dedjaz Tessama, passait par Addis-Abeba (10 mars) et, le 19 mai 1899, s'embarquait à Djibouti pour rentrer en France.

Au vrai, le sort de l'Afrique équatoriale s'était décidé le 21 mars 1899. Depuis deux mois, les négociations se poursuivaient au milieu d'une fièvre d'armements du côté français, de gallophobie du côté britannique. Par prudence, le gouvernement de Paris refusa d'engager toute sa politique européenne pour soutenir trop tard contre des forces supérieures une réussite que n'avait préparée aucune campagne diplomatique. La *déclaration du 21 mars* écartait la France du domaine du Nil, destiné à devenir anglais. La frontière entre l'Afrique équatoriale et le Soudan anglo-égyptien suivrait, à travers les marécages du Bahr-el-Ghazal, la prétendue « ligne de partage des eaux » entre Congo et Nil, puis la séparation de 1882 entre le Darfour et le Ouadaï, enfin une ligne conventionnelle tirée du nord-ouest du Darfour vers la limite du Fezzan, à la hauteur du tropique. En conséquence, il fallut évacuer les postes créés par Liotard et Marchand (1899-1900).

IV. — Conquête de l'Afrique centrale.

Les conventions signées à partir de 1890 avec l'Angleterre et avec l'Allemagne, qui réservaient à l'influence française les pays de l'Afrique centrale (entre le Sud-Algérien, le Niger et le Tchad), ne donnaient exactement à la France que le droit de les conquérir. Car ils étaient inconnus; personne alors n'aurait pu apprécier d'après des données sérieuses leur valeur, la facilité ou les dangers de leur pénétration, leur rôle probable dans la politique nationale en Afrique. Dix ans après, on ne connaissait guère encore que le Touat, et le reste seulement par ouï-dire. Deux voies d'itinéraires limitaient cependant les recherches : celle de l'ouest, du Sénégal au Maroc, suivie par René Caillié (1828) et par Lenz (1880); celle de l'est, du Soudan à Tripoli, utilisée par de nombreux explorateurs depuis Denham et Clapperton (1823) jusqu'à Monteil (1892). Pourtant, avant même les arrangements diplomatiques, la question du Sahara s'était posée : question de médiocre intérêt économique, car les caravanes venues du Soudan à travers le désert n'offrent pas grosse valeur; mais question d'intérêt national, s'il est vrai que pour tenir en repos les tribus demi-nomades des plateaux, il fallait

porter jusqu'au désert les postes de sécurité. L'idée d'un chemin de fer transsaharien, lancée par l'ingénieur Duponchel (1879), séduisante par les profits que semblait lui promettre le succès d'entreprises réputées similaires (Transcaspien), rendit plus populaire la nécessité de la pénétration. En l'absence même du projet, la pénétration se serait faite, tant il paraissait indispensable d'établir des relations avec l'intérieur du grand désert.

Premiers voyages de pénétration (1870-1890). — Par l'occupation de Zaatcha et de Laghouat, les armes françaises avaient réduit à l'alliance la confédération des *Ouled-sidi-Cheikh*, ce qui permettait à des officiers, le commandant Colonieu et le lieutenant Bourin (1860), de reconnaître les parages septentrionaux du Touat, pendant que Duveyrier parcourait les oasis de Ghadamès, de Ghat, même de Mourzouk. Désormais le contact s'établit avec les Touareg (Azdjer et Hoggar), que l'on se flattait de gagner bientôt, en attendant que l'on pût joindre les Touareg du sud (Keloui), maîtres de l'Aïr, et les Touareg Aouellimiden, sur les deux rives du Niger moyen. Après l'insurrection algérienne de 1871, le général **de Lacroix** réoccupait *Tougqourt* et Ouargla (1872), le général **de Galliffet** *El-Goléa* (1873). — Mais il fallut attendre 1890 pour y constater la création d'un poste permanent qui, avec les forts Mac-Mahon et Miribel, Hassi-Inifel et Fort-Lallemand, devint un point d'appui pour les opérations de police étendues alors depuis le Gourara jusqu'à la Tripolitaine.



OUARGLA
(Fort et magasins)

Ici, à vrai dire, la frontière n'était pas fixée. Ce n'est qu'après 1864, à la suite des intrigues de Rohlfs et du consul anglais de Tripoli, que l'oasis de Ghadamès, jusque-là hospitalière aux convois français, se ferma pour nous et que des autorités turques s'implantèrent dans la ville. Largeau, qui la visita deux fois (1875), se vit évincé à l'instigation des gens de Tripoli; les missionnaires d'Afrique (pour qui la pénétration saharienne constituait une partie essentielle

de leur tâche, Richard et de Kermabon, n'y purent pénétrer (1879) qu'en assurant qu'ils ne feraient pas de commerce. Ghat s'était fermé même à Duveyrier et ne s'ouvrait qu'à l'Allemand Erwin de Bary (1876). L'une et l'autre oasis, devenues centres d'action anti-français, accueillaient les assassins de Dournaux-Dupéré et Joubert (1873), des PP. Paulmier, Ménoret et Bouchard (1875), des PP. Richard, Morat et Pouplard (décembre 1881).

Au centre, les oasis du *Tidikelt* demeuraient impénétrables; Paul **Soleillet** (1873) avait dû s'arrêter devant *In-Salah*, comme après lui les officiers d'El-Goléa et de Fort-Miribel. C'est par là que les promoteurs du Transsaharien prétendaient pourtant faire passer le rail. Tandis que les ingénieurs Pouyane et Choisy en amorçaient l'étude, le premier par Ras-el-Ma, le second par Biskra, le lieutenant-colonel **Flatters**, avec deux ingénieurs, explora les pistes d'Ouargla par El-Biodh jusqu'au lac Menghough, mais sans réussir à prendre contact avec les tribus touareg (1880). Une deuxième expédition tourna au désastre; Flatters, attiré au puits de *Hassi Tadjemout*, fut massacré par des Touareg Hoggar (16 février 1881) qui prirent chameaux et bagages, et harcelèrent les survivants dans leur retraite désespérée vers le nord. Tous les Européens succombèrent aux blessures ou à l'épuisement; seuls quelques indigènes échappèrent.

La même année, la révolte de Bou-Amama dressa contre nous les Ouled-sidi-Cheikh et les tribus du Sud-Oranais, avec l'appui du Maroc. Leurs incursions, poussées jusqu'à Saïda, décidèrent le général Saussier, commandant du 19e corps d'armée, à une action énergique. Six colonnes rejetèrent les révoltés au Maroc, menacèrent Figuig, imposèrent la paix aux Ouled-sidi-Cheikh (1881-1883) et annexèrent le *Mzab* (1882). Un poste fut créé à *Aïn-Sefra* (où le chemin de fer d'Oranie parvint en 1887), puis à *Djenian-bou-Rezg*, en face des ksour de Figuig. Mais d'In-Salah partaient les Touareg qui assassinèrent le lieutenant **Palat** (1886) et Camille **Douls**, venu d'Afrique occidentale (1889). En somme, jusqu'à 1890, tout se borne à des travaux d'attente, à un projet de chemin de fer de Biskra (1888) à Ouargla, à la préparation, parfois peu systématique, de l'avancée vers In-Salah et les oasis du Sahara central.

Du Touat au lac Tchad (1890-1901). — Cette avancée a été lente : ni les belles explorations de **Foureau** (depuis 1882) au plateau de Tademaït (1889), à Temassinin (1892), au sud-est jusqu'au lac Menr'our (1893), au sud-ouest jusqu'à la vallée du Mihero (janvier 1894) ; ni les missions de **Méry** (1892-1893) et de Ber-

nard **d'Attanoux** (octobre 1893-avril 1894) autour du lac Menr'our, ni la création de marchés francs aux confins sahariens, n'amorcèrent l'entente commerciale souhaitée avec les Touareg Azdjer auxquels les gens de Tripoli interdisaient de se faire, malgré le profit, les convoyeurs de nos caravanes, et que terrorisaient les Hoggar, assassins de Flatters, redoutant la vengeance des « Roumis ». De même le commandant Godron (1895), les commandants Germain et Laperrine (1898) s'arrêtèrent en vue d'In-Salah. Enfin, en décembre 1899, la mission géologique **Flamand**, escortée par les méharistes du capitaine **Pein**, s'installait dans les oasis du Touat et, menacée par les tribus, occupait In-Salah. En quelques mois, la colonne **d'Eu**, victorieuse à In-Rhir, achevait la prise de possession du Tidikelt, pendant qu'au Gourara la colonne Bertrand pénétrait dans *Igli*. Déjà l'on prévoyait le prolongement du chemin de fer de Djenian-bou-Rezg vers Zoubia, l'oued Zousfana et Igli.



Une partie du lac Tchad
(Marécage de roseaux)

Ces opérations reculaient de 300 kilomètres au sud les frontières algériennes du Sahara; deux années furent encore nécessaires au général **Servière** pour obtenir leur pacification (1900-1901), en dépit de combats contre les Touareg qu'encourageaient les intrigues des Marocains du Tafilelt. Le plus sanglant fut l'attaque par des Berabers du poste de *Timmimoun* (1901).

En 1898, cependant, le gouvernement français avait résolu de joindre par une exploration, renouvelée de celle de Flatters, encadrée d'une force militaire suffisante, les postes du Sud-Algérien avec

l'Aïr à travers le désert. Le chef en était Charles Foureau qui, depuis douze ans, étudiait les dunes et plateaux sahariens ; l'escorte (300 tirailleurs algériens et sahariens, un peloton de spahis, 2 canons de montagne à dos de chameau, 11 officiers et 2 médecins) fut confiée au commandant **Lamy**, l'organisateur (1890) de la première section méhariste à El-Goléa. L'importance du convoi (1.500 chameaux) paraît indiquer des desseins qui dépassaient une simple course dans l'Aïr. De fait, la *mission Foureau-Lamy* devait lier ses opérations avec deux autres : celle *de l'Afrique centrale*, aux ordres des capitaines Voulet et Chanoine, qui gagnerait le Tchad en reconnaissant la frontière franco-anglaise de 1898 ; celle *du Chari*, aux ordres de l'administrateur **Gentil**. Deux obstacles entravèrent la réalisation de ce plan, et d'abord la rébellion de Voulet et de Chanoine, qui firent tirer sur le colonel Klobb venu enquêter sur leurs actes (Maijirgui, 14 juillet 1899). Quelques jours après, leurs tirailleurs les tuaient à leur tour. Le lieutenant Pallier, de Zinder, rentrait bientôt au Soudan avec 300 hommes, laissant les lieutenants Joalland et Meynier continuer avec 130 méharistes, quelques spahis et un canon, leur marche vers le Tchad. Ils le contournaient par le nord (23 octobre), traversaient le Kanem et se joignaient à la mission du Chari (9 décembre 1899). — Le second obstacle fut la nécessité de combattre **Rabah**.

Ruine de l'empire de Rabah (1900). — Ce personnage, d'origine inconnue, noir de haute taille, brutal et de goûts simples, avait été l'esclave de Zibehr-Rahama, qu'avait enrichi le commerce de l'ivoire et du bois d'ébène sur le haut Nil et le Bahr-el-Ghazal. En 1872, Zibehr, victorieux d'un rival grâce à Rabah, était passé au service du khédive, qui en fit un pacha de la province de Chekka, puis, quand il eut conquis le Darfour, l'appela et le retint au Caire. Son fils Suleyman, malgré Rabah, se rendit, après défaite, à Gessi-pacha, qui le fit exécuter (1879). Rabah, réfugié au Darfour avec 800 hommes, mena la vie d'aventures à la limite des pays dominés par le chef des *Senoussya* de Djaraboub (très hostile au chef du Soudan anglo-égyptien, comme plus tard aux mahdistes). Sommé de reconnaître l'autorité du mahdi, Rabah se détourna vers le sud, l'Ouellé et le Chari, occupa le Dar-Rounga (1887), demeura neutre entre le khalife Abdullah et les nomades du Darfour du nord, sectateurs du prophète Abou-Gemaizeh (1888-1889), recueillit d'ailleurs une partie de l'armée derviche, dont le gros avait abandonné le Darfour ruiné. Avec 3.000 nègres et bandits, ses « Rabi-Tourgous » et ses « Snoussous », dont beaucoup armés de fusils à tir rapide, il domina

par la terreur depuis le Baghirmi jusqu'au haut Chari. Il y exploitait les populations et protégeait les caravanes, moyennant une taxe. Ses hommes assassinèrent Crampel (1891), pillèrent le Gribingui (1892). Allié avec le sultan du Sokoto, il envahit le Baghirmi, dont il enleva la capitale, se rendit maître du bas Chari et du Logone, puis, ayant battu le cheikh du Bornou, razzia 5.000 prisonniers à *Kouka* avant d'incendier la ville, s'établit enfin à Dikoua, d'où, en qualité de souverain d'un empire du Tchad, avec des impôts réguliers levés sur chaque habitant, il lia commerce avec les trafiquants de Tripoli. Les Anglais de Nigeria le recherchaient. En mai 1895, une épidémie qui éclatait dans son armée l'empêcha seule de conquérir le Ouadaï.

Quelques mois après, la canonnière de l'enseigne Gentil pénétrait dans le Chari et descendait le fleuve vers le Tchad. Gentil traitait avec le sultan du *Baghirmi*, lui accordait la protection française. Le 30 octobre, sa canonnière flottait sur le lac. Mais à peine Gentil avait-il remonté le bas Chari que Rabah dévastait le Baghirmi, détruisait *Kousseri* et *Goulfei*, chassait le sultan qui implora les Français. L'année suivante, il anéantissait à *Togbao* la mission **Bretonnet**, à laquelle survivait seul un sergent sénégalais (17 juillet 1899). Gentil, renforcé par les capitaines Robillot, de Cointet et de Lamothe, attaqua Rabah à son tour, à *Komio*, et le mit en fuite (29 octobre). En janvier suivant, Joalland et Meynier rejoignaient les postes du Chari. Quelques jours plus tard, c'était la mission saharienne.

Elle avait beaucoup souffert dans la traversée du désert. Partie d'Ouargla (22 octobre 1898), elle arrivait à El-Biodh (10 novembre), puis à Temassinin et, par le haut Igharghar, au puits de Tabalbalet. A sa descente du plateau rocheux (Tassili des Azdjer), elle retrouvait (février 1899) le puits où périt Flatters; mais des combats contre les Touareg retardaient au 28 juillet l'entrée dans *Agadès*, capitale de l'Aïr. Les Keloui refusaient d'aider la mission, qui avait déjà perdu nombre de chameaux; un guide essaya de l'égarer. En novembre seulement elle parvint à Zinder, où le commandant Lamy se remonta en chevaux et en bêtes de somme. De Zinder, la mission gagna le Bornou, puis le Tchad qu'elle contourna aussi par le Kanem pour rencontrer le corps Joalland à Debenenki. A Goulfei, Lamy, commandant supérieur, commença par repousser Rabah dans deux affaires d'avant-garde (mars 1900); puis, avec 700 soldats et 1.500 Baghirmiens appuyés par quatre canons, il bouscula les 5.000 hommes de Rabah, appuyés par trois canons, les dispersa, mais tomba blessé à mort tandis que le capitaine

de Cointet était tué (22 avril 1900). Mais Rabah succombait lui aussi. Le commandant Reibell poursuivit ses deux fils dont il détruisit les bandes et s'empara de *Dikoua*. Le fils aîné, Fadel Allah, revenu à l'attaque, fut rejeté dans le Bornou anglais (janvier 1901).

Chargé de pacifier le pays, le lieutenant-colonel Destenave le maintint par les postes de *Fort-Archambault*, *Fort-Bretonnet*, *Fort-de-Cointet* et *Fort-Lamy*, pendant que le colonel Péroz, installé à Zinder, travaillait à se relier à la fois avec le Chari et avec l'Aïr. Ainsi se trouva réalisée, pour la première fois, la jonction des anciennes colonies françaises de la Méditerranée et de l'Atlantique avec les établissements nouveaux du Niger et du Soudan central.

A CONSULTER

STANLEY : *Autobiographie*, t. II. — MONTEIL : *De Saint-Louis à Tripoli.* — FREY : *Campagne dans le Haut-Sénégal.* — LENFANT : *Le Niger.* — BINGER : *Du Niger au golfe de Guinée.* — TOUTÉE : *Dahomé, Niger, Touareg* : et : *Du Dahomé au Sahara.* — D'ALBÉCA : *La France au Dahomey.* — HOURST : *Sur le Niger et au pays des Touareg.* — FOA : *Du Zambèze au Congo français.* — BARATIER : *A travers l'Afrique* : et : *Épopées africaines.* — Dr EMILY : *Journal de la mission Marchand.* — Ct LAMY : *Lettres* (publiées par le Ct. Reibell). — GENTIL : *La chute de l'empire de Rabah.* — LENFANT : *La grande route du Tchad* : et : *La découverte des grandes sources du centre de l'Afrique.* — DYBOWSKI : *Le Congo français.*

DUBOIS : *Timbouctou la mystérieuse.* — SONOLET : *L'Afrique occidentale française.* — Ct MEYNIER : *L'Afrique noire* — RONDET-SAINT : *L'Afrique équatoriale française.* — CHALLAYE : *Le Congo français.* — E.-F. GAUTIER : *La Conquête du Sahara.*

CHAPITRE VII

LE PARTAGE DE L'AFRIQUE

(*Fin*)

I. La France en Afrique orientale. — II. La question éthiopienne. III. L'Afrique au début du XXe siècle.

I. — *La France en Afrique orientale.*

En Afrique orientale, les deux grandes puissances aujourd'hui sont l'Allemagne et l'Angleterre. Toutefois, depuis deux cents ans, la France prétendait posséder dans les îles de la côte des étapes sur la route de l'Inde. A la faveur des circonstances, elle a fini par y trouver une nouvelle colonie.

Les établissements de la mer Rouge et de l'océan Indien. — Dans la mer Rouge, qui redevenait, à partir de 1870, grâce au canal de Suez, une des grandes voies de circulation du monde, la France ne tira aucun parti de la position de *Cheikh-Saïd*, acquise en 1868 sur la côte de l'Yémen. La position domine de deux cents mètres l'îlot anglais de Périm et le détroit de Bab-el-Mandeb. Des soldats français y étaient casernés en 1870; après la guerre, ils disparurent, sans que le gouvernement ait consenti au surplus aucun abandon de ses droits.

L'acquisition, sur des sultans locaux, des territoires d'*Obock*, *Tadjourah*, *Sagallo* et *Djibouti* (1882-1885), fait compensation. La côte, creusée dans le golfe profond de Tadjourah, depuis le détroit de Bab-el-Mandeb jusqu'au cap Djibouti, forma (1884) avec

l'arrière-pays qui s'étend à mi-chemin de Harrar la *Somalie française* (depuis 1896). Le centre en fut d'abord Obock (1885-1895), sur la côte septentrionale du golfe ; puis Djibouti, mieux placée sur la côte sud pour devenir le débouché maritime de l'Éthiopie à laquelle doit la relier une voie ferrée qui atteint déjà Harrar. Mais Djibouti, entourée de déserts brûlants, constitue surtout une étape de ravitaillement et une halte de repos sur les lignes de paquebots qui gagnent l'Extrême-Orient ou les pays de l'océan Indien.

Dans la partie occidentale de cet océan, l'île de *la Réunion* ne s'est pas relevée des désastres naturels et des ruines économiques qui l'ont accablée à partir de 1860. Beaucoup de ses habitants émigrent dans la « grande terre » (Madagascar). La France devait l'occuper aussi après l'avoir entourée d'une série de postes d'approche : tel l'archipel des Comores, où *Mayotte* nous appartenait depuis 1841. La *Grande-Comore* fut cédée par le sultan Saïd-Ali en forme de protectorat (1886), de même l'île Mohély et l'île d'Anjouan. En 1892, les *îles Glorieuses*, où des Français possédaient depuis vingt ans la concession de la pêche, furent placées dans la dépendance de Mayotte, et l'ensemble forma (septembre 1899) un gouvernement de Mayotte, dont le gouverneur résida à Dzaoudzi.

Au sud, et déjà perdus dans les eaux antarctiques, les îlots de *Saint-Paul* et d'*Amsterdam* déclarés français en 1892, ceux de *Kerguelen*, n'ont plus rien d'africain et ne sauraient compter que comme relâches de fortune sur la route de l'Australie ou comme point d'attache de câbles sous-marins.

Premiers établissements à Madagascar. — Les Français sont sans doute les premiers Européens qui (à partir du XVIIe siècle) prirent pied dans la grande île malgache (à la fois dans l'île de Sainte-Marie et la baie d'Antongil au nord-est, et au sud-est à Fort-Dauphin). Des indigènes massacrèrent les colons de Fort-Dauphin (1672); le poste offrait pourtant une telle valeur d'étape sur la route de l'Inde que par deux fois le gouvernement de Louis XV tenta de le relever et que Sainte-Marie fut occupée à titre définitif (1750).

Sous l'Empire, l'*île de France* devint le centre des possessions de la mer des Indes; toutefois, le général Decaen, gouverneur, fonda des comptoirs à Tamatave, au centre de la côte de l'est (1804). Les Anglais les enlevèrent, et ce n'est qu'en 1816 et 1819 que le gouverneur de la Réunion reprit possession de Sainte-Marie et de Fort-Dauphin. Possession précaire que contesta le chef de la tribu des *Hovas* (de race malaise), campés depuis le XVIe siècle

sur le plateau central d'Imérina, et qui, au XIXe, avaient imposé leur autorité aux quelque trois millions d'indigènes africains, *Sakalaves* (à l'ouest), *Betsimisaraka* (à l'est), *Betsiléo*, *Antandroy* et *Mahafaly* (au sud). **Radama Ier**, roi depuis 1810, entra en contestation avec des autorités françaises laissées sans instructions ni appuis, et, fort à la fois des conseils d'un résident anglais et d'une armée organisée par un ancien sous-officier de la Réunion, il captura la garnison de Fort-Dauphin (cinq soldats et un officier, mars 1825), et chassa les trafiquants. Nos réclamations restèrent infructueuses. Bien plus, l'amiral Farquhar, gouverneur de l'île de France, revendiquait pour l'Angleterre cette « dépendance » d'un territoire devenu anglais depuis 1815.

Radama mourut en 1828. Sa femme, **Ranavalona**, qui lui succéda, s'inspira, sans doute à l'instigation des Anglais, de la même politique xénophobe. Le gouvernement de Charles X, tout occupé des affaires méditerranéennes, résolut d'intervenir, mais avec des moyens si réduits qu'il ne récolta qu'un échec. Le capitaine de vaisseau Gourbeyre, qui amenait sur trois bâtiments 300 hommes de troupe, prit terre à *Tintingue* et bombarda Tamatave (juillet-octobre 1829), mais fut repoussé à *Foulepointe* et, malgré un succès à Pointe-à-Larrée (4 novembre), dut hiverner à Tintingue dans des conditions désastreuses. La royauté de Juillet s'en laissa imposer par les représentations de l'Angleterre et, tout en réservant ses droits de première possession, fit évacuer et incendier les établissements de Tintingue (juillet 1831).

Les acquisitions territoriales et les relations de commerce. — Les droits de la France se trouvèrent en effet sauvegardés par les officiers de la station navale de la Réunion et par leur chef, le vice-amiral **de Hell**. Si le gouvernement de Louis-Philippe ne songea qu'un instant à s'établir dans la baie de Diégo-Suarez (1835), du moins le capitaine Passot occupa *Nossi-bé*, Nossi-Comba, et la baie voisine de *Passandava* que lui céda une reine Sakalave traquée alors par les Hovas (mai 1841). Ranavalo Ire riposta par l'*édit de 1845* : il réduisait tous les étrangers à une sorte de servage à l'égard du pouvoir malgache et, sous menace de ruine après pillage de leurs biens, leur donnait quinze jours pour se soumettre. Onze Français et douze Anglais subirent le sort annoncé. Aussitôt, une escadre franco-anglaise (capitaine Kelly et capitaine de vaisseau Romain-Desfossés) bombarda Tamatave après un ultimatum à la reine (15 juin); mais l'assaut donné à la ville manqua, faute de munitions, et les troupes durent faire retraite sans même

emporter leurs morts. Le ministère Guizot se contenta de réserver l'avenir en organisant les « Établissements français du canal de Mozambique » (septembre 1847).

Malgré l'édit de 1845, des Français demeurés dans l'île, **Jean Laborde** (arrivé en 1831) et de Lestelle, associés avec **Lambert**, négociant de la Réunion, fondèrent une société de commerce qui s'installa dans la capitale même, exploita mines et forêts, commença des plantations dans l'Imérina. Leur succès leur assura du crédit près de Rakoto, héritier du trône, qu'ils se flattaient d'amener à l'idée d'un protectorat. Mais, à toute entreprise malgache, le second Empire se croyait tenu d'associer l'Angleterre; lord Clarendon en profita pour y soutenir les pasteurs méthodistes du consul Ellis qui finirent, en 1853, par provoquer un massacre des chrétiens. Il fallut attendre la mort de Ranavalo (août 1860). Rakoto, devenu le roi **Radama II**, s'entendit tout de suite avec les négociants français (Lambert était son représentant en Europe). En dépit du parti rétrograde, il signa avec le capitaine de vaisseau Dupré un traité qui, sans prononcer le mot de protectorat, ouvrait l'île aux entreprises commerciales de la France, à la propagande de ses missionnaires. Une « Compagnie de Madagascar » recevait le droit d'exploiter les mines, les forêts, les terres en friche, de posséder des immeubles, d'ouvrir des routes, de fonder des usines. La contre-partie, c'était la reconnaissance de Radama comme roi de l'île entière, au préjudice des Sakalaves de la côte ouest et des Mahafaly de la côte sud, qui mettaient depuis vingt ans leur confiance dans notre protection (12 septembre 1862).

Aussi bien, le *traité de 1862*, la « Charte Lambert », demeura lettre morte, tout en provoquant une révolution de palais. Les « vieux Hovas », excités par Ellis, menèrent à l'assaut du palais royal la populace qui réclamait l'abrogation du traité, étrangla le roi et ses conseillers (mai 1863). Ellis triomphait. **Rasshernia**, veuve de Radama, accordait tout à l'influence anglaise, tout en ménageant Laborde, devenu consul de France. Sa cousine, **Ranavalo II**, qui lui succéda en 1868, accepta même un nouvel accord qui confirmait aux Français le droit de posséder ou de prendre à bail perpétuel des biens meubles et immeubles, transmissibles à leurs héritiers, d'engager des travailleurs libres, d'accomplir toutes opérations d'industrie et de commerce. Traité mal observé, compatible au surplus avec toutes sortes de vexations que la reine et son mari, le premier ministre Rainilaiarivony, convertis officiellement au protestantisme (1869), ne ménagèrent ni aux missionnaires, ni aux traitants et colons français.

Du moins, des voyageurs, Alfred Grandidier, le P. Roblet, exploraient le centre de l'île et en dressaient la première carte (1865-1870-1873).

La guerre de 1882-1885. — En 1881, survint la rupture inévitable entre les deux gouvernements. Depuis la mort de Jean Laborde (1878), le ministre hova refusait d'envoyer les héritiers en possession de ses domaines fonciers ; il invoquait une loi nouvelle qui défendait la vente de terres à d'autres qu'aux sujets malgaches. Cette loi, prétendait-il, ne violait en rien le traité de 1868, car si elle empêchait les Malgaches de vendre ou d'engager des terres, elle n'empêchait pas les Français d'en acheter en se conformant aux lois du pays. La plaisanterie s'aggravait de tout un ensemble de faits contraires à la dignité de la France : mainmise sur les chefs sakalaves de la côte nord-ouest, méconnaissance affichée des traités de 1841, drapeau français abattu à Ankify, occupation de Majunga et de plusieurs ports au cours même des négociations qu'une ambassade malgache suivait alors à Paris. Bientôt, le consul Baudais, menacé à Tananarive, gagnait Tamatave, devant laquelle croisaient les bateaux du capitaine de vaisseau Le Timbre. Cet officier abattit le pavillon hova à Majunga et sur toute la côte occidentale (1882) ; et comme l'ambassade de Paris refusait l'évacuation du territoire sakalave, la reconnaissance pour les Français du droit d'acquérir des propriétés et le paiement d'une indemnité pour tous les dommages subis, le ministère Duclerc-Fallières prescrivit à la division navale des Indes, aux ordres du contre-amiral **Pierre**, d'exiger par la force satisfaction sur ces trois points (février 1883).



RANAVALO III

Le contre-amiral bombarda et occupa *Majunga* (18 mai 1883)

après avoir nettoyé la côte nord-ouest de tous les postes malgaches. Le 1er juin, il remettait son ultimatum au gouverneur de *Tamatave* et, sur une réponse négative, il bombardait la ville qu'il enlevait, malgré l'incendie (11 juin). Tout pouvait se terminer en quelques semaines; l'hostilité de l'Angleterre, qui avait accueilli l'ambassade hova après son échec à Paris et qui faisait surveiller par ses vaisseaux nos opérations à Tamatave, la duplicité des Hovas qui réclamaient de nouvelles négociations sur place, auxquelles dut se prêter le contre-amiral **Galiber** après la mort du contre-amiral Pierre (novembre 1883), firent traîner les choses pendant de longs mois. Les négociations, rompues en novembre, reprises en février 1884, puis en avril, avec le gouvernement de **Ranavalo III Manjaka** (reine en juillet 1883), n'arrêtaient pas l'occupation de Fort-Dauphin et des points essentiels de la côte orientale ; mais elles empêchaient la marche sur Tananarive, seule procédure efficace, que réclamait Mgr Freppel, soucieux de sauver les missions catholiques, mais que Jules Ferry, engagé au Tonkin, hésitait à ordonner. L'amiral **Miot**, succédant à Galiber (mai 1884), prit sur lui d'agir; mais ces longueurs avaient moralement anémié l'armée. L'occupation de *Vohémar* (décembre 1884) ne résolvait rien; Ferry tomba sans avoir pu expédier les renforts nécessaires pour l'action décisive. En août 1885, alors que le ministère Brisson, vivement pris à partie par Clémenceau, n'obtenait pas sans peine les 12 millions nécessaires, le combat indécis de Passandava était suivi de l'échec de *Farafate*, d'où nos 1.500 soldats partis de Tamatave ne purent pas déloger les 10.000 Hovas du colonel anglais Willougby (10 septembre). Le traité du 17 décembre, que signèrent avec **Willougby** l'amiral Miot et le ministre plénipotentiaire **Patrimonio**, ne produirait, très probablement, que des résultats précaires.

Il portait néanmoins que le gouvernement de la République représenterait Madagascar dans ses relations extérieures, qu'un résident français, installé à Tananarive avec une escorte de 50 soldats, sans s'immiscer dans l'administration intérieure, présiderait à la politique étrangère. Tout en rappelant les garanties de liberté religieuse consignées au traité de 1868, il ne reconnaissait plus aux Français que le droit au bail emphytéotique et non à la propriété des terres et immeubles; il affirmait pour toute l'étendue de l'île la souveraineté de Ranavalo. La reine nous cédait la baie de *Diégo-Suarez*, où la marine s'installerait à sa convenance, et payait une indemnité de 10 millions pour laquelle l'occupation de Tamatave servirait de gage. Mais le traité n'énonçait pas le mot de protectorat.

Accords et rupture (**1885-1895**). — Le traité fut cependant reçu sans observations par les chancelleries, et le protectorat avec toutes ses conséquences inscrit dans les accords du 5 août 1890 avec l'Angleterre et du 17 novembre avec l'Allemagne, c'est-à-dire avec les puissances dont la France enregistrait alors les acquisitions en Afrique. Mais, sur place, le système ne fonctionna vraiment jamais. C'est à grand'peine que les résidents, **Le Myre de Vilers** (1886), **Bompard** (1889), **Lacoste** (1891), **Larrouy**, firent continuer l'exploration de l'île par les missions Catat et Maistre, Douliot, Gautier, Muller (qui fut assassiné), Besson et d'Anthouard; pour le reste, ils se heurtaient à une politique qui se borna pendant dix ans à tourner les dispositions du traité, grâce aux « lettres interprétatives » arrachées dès 1886 à Miot et Patrimonio, à contracter notamment des emprunts qui passèrent en achats de canons anglais, à soustraire les consuls étrangers à l'*exequatur* du résident de France, à traiter les affaires extérieures sans passer par son intermédiaire. L'insécurité dans les transactions paralysait la colonisation et le commerce; aucune mise en valeur possible des ressources naturelles; des difficultés indéfinies opposées à toute entreprise française de travaux publics, alors que n'importe quel aventurier hostile à notre influence voyait ses exigences aussitôt réalisées; enfin de nombreux assassinats de Français (1890-1894) dans lesquels le ministre des Affaires étrangères Hanotaux surprenait la main de fonctionnaires hovas. A toute réclamation, le gouvernement malgache se dérobait; à ce point que Larrouy demandait à Paris (28 août) l'autorisation de gagner la côte avec ses nationaux, dont il estimait la vie en danger.

Toutefois, le ministère Charles Dupuy envoya Le Myre de Vilers présenter un dernier ultimatum. Il devait réclamer l'exécution complète du traité de 1885, avec l'établissement du protectorat, le renforcement de l'escorte du résident général, l'occupation de certains points de la côte, la construction de routes de Tananarive à Tamatave, l'attribution de toutes concessions réservée au résident général. Le gouvernement hova répliqua par un contre-projet qui, dans une forme dérisoire, impliquait la négation même de 1885. Le Myre de Vilers rompit les pourparlers, amena le drapeau de la résidence et descendit à la côte (18 octobre-2 novembre 1894).

Seule une action de force imposerait le protectorat avec le sens qu'y attachait la France. La *loi du 7 décembre* alloua 65 millions au ministre de la Guerre (général Mercier) pour préparer « l'effort vigoureux » et décisif.

La guerre de 1895 (**janvier-30 septembre**). — Deux di-

rections s'offraient pour parvenir à Tananarive, objectif de l'expédition : ou bien, partant de Tamatave, rade médiocre, escalader sur 300 kilomètres les pentes abruptes du plateau ; ou partir de Majunga (baie de Bombetoka) pour gagner, par les vallées de la Betsiboka et de son affluent l'Ikopa (480 kilomètres), les environs de la capitale. Suberbieville, dont les *Fahavalos* pillards avaient en 1893 saccagé les exploitations aurifères, propriétés de Français, servirait de première étape. Les Hovas nous opposeraient sans doute 25.000 soldats armés à l'européenne, avec 50 canons ; la plus grande difficulté viendrait pourtant de l'absence de routes, de l'insalubrité du climat (les Hovas comptaient sur le « général La Fièvre » plus que sur leur commandant en chef **Ramazombaza**), de l'impossibilité de se ravitailler sur place. Une commission d'études préconisa la marche par la Betsiboka (utilisable jusqu'aux premières pentes du plateau pour le transport du matériel) de 12.000 combattants, ravitaillés par Majunga. En réalité, le corps expéditionnaire, formé en France avec des volontaires de l'armée métropolitaine, et en Afrique avec des troupes coloniales, comprit 14.500 hommes (dont 10.400 d'infanterie), portés à 18.000 avec les renforts, et 7.800 auxiliaires. Le général de division **Duchesne**, avec le général **de Torcy**, chef d'état-major, et le médecin principal Eymery-Desbrousses, chef du service de santé, commandait à deux brigades : Metzinger (de la Guerre) et Voyron (de la Marine), renforcées de 150 cavaliers et de 46 canons. Le convoi comprenait 5.000 voitures métalliques Lefebvre, attelées de mulets et qui rendirent peu de services. La marine devait préparer les débarquements; en conséquence, le contre-amiral **Bienaimé** occupa fortement Tamatave (12 décembre 1894), dégagea les abords de Diégo-Suarez, prit pied à Passandava et à Majunga, tandis que les Hovas se massaient au camp de Farafate (en face de Tamatave) et à Marovoay (en arrière de Majunga).

L'avant-garde Metzinger (troupes d'Algérie) débarqua à Majunga le 1er mars 1895. En vingt-cinq jours, elle avait dégagé les abords de la baie Bombetoke ; aidée par l'escadre, elle s'installait à *Mahabo*, bataillait autour de *Marovoay* qu'elle enlevait le 2 mai, refoulait enfin aux combats d'*Ambondimonti*, du gué des Tamariniers et d'*Androtra* (15-17 mai) l'armée hova que Ramazombaza repliait jusqu'au confluent de l'Ikopa. Le général Duchesne, arrivé le 6 mai, maintint les garnisons de Tamatave et de Diégo-Suarez dans leur attitude défensive et prescrivit au corps Metzinger de reprendre contact avec l'ennemi qui se dérobait, sans profiter des avantages que le terrain boisé et marécageux, traversé de ruisseaux bourbeux, offrait pour une guerre de partisans. Metzinger passa la Betsiboka sur

des chalands (7 juin), culbuta et tourna les Hovas retranchés sur les hauteurs de *Mevatanana*, les dispersa à coups d'obus à la mélinite (9 juin) et s'installa à Suberbieville.

A Suberbieville Duchesne décida de créer une base de ravitaillement, reliée par une route praticable aux voitures Lefebvre avec Marovoay; le génie s'épuisa à cette construction, à celle des ponts sur la Betsiboka et divers affluents. En un mois, pourtant, le gros avait rejoint l'avant-garde, couverte par le bataillon du comman-



TANANARIVE
(D'après une photographie)

dant Lentonnet, qui se maintenait dans *Tsarasatra* (29 juin) et, avec l'aide de Metzinger, battait un corps hova au mont *Beritsoka*. L'ennemi, en retraite, gagnait Andriba.

Assurée de ses ravitaillements par la route, construite jusqu'à Tsarasatra, l'armée, alternant ses deux brigades en tête, reprend la marche en avant. Les 21 et 22 août, le général Voyron déloge d'*Andriba* 5.000 Hovas qui résistaient bien. Le commandant en chef voulait d'abord attendre que la route des voitures fût achevée; à défaut de la main-d'œuvre sakalave, qui se dérobait par rancune de notre abandon de 1885, il y avait employé presque toutes ses troupes, qui perdirent de nombreuses unités à cette œuvre de terrassements, dans des terres vierges, aux émanations putrides. Pour combattre la fièvre, le sulfate de quinine manqua aux 70 mé-

decins ainsi que le matériel d'évacuation. Or il restait 160 kilomètres à parcourir avant la mauvaise saison. Seule une colonne légère, utilisant les pistes, avec un simple convoi d'animaux, pouvait y réussir. Duchesne la forma à Andriba d'une avant-garde (Metzinger), d'un corps principal avec le convoi (Voyron), d'une réserve (colonel de Lorme), en tout 5.800 hommes, 12 canons et vingt-deux jours de vivres. La colonne partit le 14 septembre. Le lendemain, **Metzinger** culbuta les Hovas à *Tsinainondry;* le surlendemain, rejoint par Voyron, il forçait l'entrée du plateau d'Imérina. Tous les deux, le 26, arrivaient en vue de Tananarive, qu'il leur fallait contourner par le nord au moyen d'une marche de flanc (27-30 septembre). Le 30 septembre, Metzinger dominait la capitale par les crêtes de l'est; Voyron, au nord-est, tenait la hauteur de l'Observatoire. Ils refoulaient l'ennemi dans la ville et commençaient le bombardement à la mélinite quand le drapeau blanc apparut sur le palais de la reine. Le même soir, Metzinger occupa Tananarive; le 12 octobre, Duchesne imposa à Ranavalo III « le protectorat de la France avec toutes ses conséquences », et d'abord le renvoi du premier ministre Rainilaiarivony. Les commandants hovas devant Tamatave et Diégo-Suarez reconnurent la capitulation de Tananarive.

La campagne, rendue meurtrière par les défauts d'organisation déjà signalés, coûtait plus de 5.700 hommes, dont 7 seulement tués par l'ennemi. A lui seul, le 200ᵉ régiment, formé de volontaires de l'infanterie métropolitaine, en avait perdu 1.039, dont son chef, le colonel Gillon.

L'annexion (**1895-1899**). — La formule du protectorat semblait un résultat bien médiocre pour de si lourds efforts; le gounement ne s'y tint pas longtemps. Dès le 18 janvier 1896, le résident général **Laroche** faisait signer par Ranavalo un acte qui rendait Madagascar « possession française »; le résident général dirigerait la politique extérieure et contrôlerait l'administration intérieure, dont une partie seulement était laissée à la reine. Annexion? Non; mais « prise de possession » que les puissances reconnurent, certaines d'entre elles avec des réserves qui ne faisaient que trop ressortir l'ambiguïté de la solution. Le Parlement franchit le pas, vota l'annexion de l'île, terre française, et déclara par le même acte l'esclavage aboli.

Le gouvernement hova subsistait comme intermédiaire entre la France et les indigènes. (Seul Rainilaiarivony avait été déporté en Algérie.) Or il ne pensait qu'à organiser, à l'insu du résident général et avec l'aide du vieux parti hova, l'insurrection dans les bour-

gades voisines de Tananarive, et à provoquer des massacres d'Européens, explorateurs, prospecteurs de mines, colons agricoles, par des brigands Fahavalos, dans lesquels se reconnaissaient sans peine d'anciens soldats réguliers. La reine prenait contre eux des arrêtés menaçants, non suivis d'effets. Bientôt les convois furent attaqués par des bandes que recrutaient les fonctionnaires ; contre elles, **Voyron** lança des colonnes volantes qui exécutaient quelques villages, mais derrière lesquelles se reformait l'insurrection (février-juin 1896). Au demeurant, persuadé de la trahison de la reine et de ses ministres, il s'entendait imparfaitement avec le résident général qui s'obstinait, lui, à vouloir gouverner avec les Malgaches. Cette pratique d'hésitations cessa quand arriva, succédant au général Voyron, avec le pouvoir de décréter toutes les mesures nécessaires (notamment l'état de siège), le nouveau commandant en chef, général **Galliéni** (9 septembre 1896).

Galliéni, à qui ses campagnes du Soudan et d'Indo-Chine avaient appris à s'orienter rapidement dans le dédale des politiques tropicales, fixa tout de suite le double objet de sa mission : réduire la rébellion du vieux parti hova, et briser l'insurrection armée. Dans une visite qu'il l'obligea de lui rendre à la résidence, il le signifia à la reine avec un décret qui déportait à la Réunion quatre hauts personnages de la cour. Un conseil de guerre condamna à mort, comme coupables de haute trahison, le ministre de l'Intérieur, Rainandriampandry, ancien gouverneur de Tamatave, et le prince Ratsimamanga, oncle de la reine. Ils furent fusillés (15 octobre). Puis Galliéni mit les provinces du centre en état de siège, et comme la cour intriguait encore, même avec l'étranger, il décréta l'abolition de la royauté (28 février 1897). Ranavalo, internée à la Réunion, fut plus tard (après les événements de Fachoda et les menaces de conflit avec l'Angleterre) transférée dans une villa d'Alger (février 1899).

La nouvelle politique coloniale à Madagascar. — Pour la pacification et la mise en valeur de Madagascar, le général Galliéni, gouverneur général (30 juillet 1897), inaugura une méthode coloniale originale. La pacification, délaissant le système des colonnes « en coups de lance », à grand fracas, s'opéra par le système de la « tache d'huile ». Il s'agissait, en entourant Tananarive de postes militaires dans un rayon de 20 kilomètres, « d'occuper progressivement le pays en procédant par bonds » pour refouler l'ennemi jusqu'aux limites de l'Imérina. L'Imérina serait pacifiée quand, en arrière de ses postes de la périphérie, fortement constitués en troupes régulières, s'échelonneraient, sans fissures entre

eux, des postes de milice en deuxième ligne, et, en troisième ligne, des villages armés sous l'autorité d'un gradé français. La reddition des chefs rebelles (mai 1897) marqua le premier résultat. Ensuite, la tache d'huile déborda dans les districts de plaines : à l'ouest dans le *Menabé*, où le commandant Gérard, puis les colonels Septans et Sucillon procédaient à la soumission des Sakalaves ; au nord-ouest, dans le *Bouéni* et le *Manasamody*, où deux expéditions (des capitaines Toquenne et de Bouvié et du commandant Rouland, puis des commandants Lamolle et Mondon) vinrent à bout des résistances indigènes ; dans le sud, où les efforts du commandant Cléret, des capitaines Brulard et Génin, du commandant Michard imposaient la paix aux Baras pillards, organisaient le cercle de Tuléar, sans pouvoir pendant longtemps pénétrer dans le pays des *Mahafaly*, à la pointe sud-ouest de l'île. Enfin, le colonel **Lyautey**, chef du 4e territoire, opérait, par la Mahavany, la liaison entre l'Imérina et le territoire sakalave (1897-1900).

La deuxième partie de l'œuvre commença. Galliéni avait divisé le pays soumis en provinces, « en respectant scrupuleusement le principe de l'autonomie des races », et en observant que l'organisation administrative, financière, judiciaire, simple au début, devait « suivre le pays dans son développement naturel ». Rien de plus souple que cette méthode ; toutefois, elle doit combiner la politique et la force, ne détruire qu'à la dernière extrémité, et pour mieux bâtir. Après la prise d'un village, de haute lutte, le premier soin sera, la soumission des habitants obtenue, « de reconstruire le village, d'y créer immédiatement un marché et d'y établir une école ». Aussi bien, « lorsque, en prenant un repaire, on pense surtout au marché qu'on y établira le lendemain, on ne le prend pas de la même façon (1) ». Cette *organisation qui marche* s'achèvera par l'action économique. L'officier du secteur territorial et les soldats se transforment en administrateurs, créateurs d'écoles primaires et instituteurs, d'écoles professionnelles et ouvriers d'art, de fermes modèles et constructeurs de routes, jusqu'au moment où survient l'administrateur civil. Telle est l'œuvre accomplie par le colonel Lyautey dans les provinces civiles de Fianarantsoa et de Farafangava, auxquelles s'ajoutèrent les cercles des Baras, de Tuléar et de Fort-Dauphin pour constituer un commandement supérieur du sud (septembre 1900).

Dans un pays aussi étendu (585.000 kilomètres carrés, autant que la France, la Belgique et la Hollande réunies), dépourvu de fleuves

(1) Colonel Lyautey.

navigables, le problème capital est celui des voies de communication. Sur la côte orientale, festonnée de lagunes, le *canal des Pangalanes* réunit aujourd'hui sur 100 kilomètres Andevoranto avec Ivondrona. Dès 1900, des services d'automobiles utilisaient les routes tracées autour de la capitale et assuraient jusqu'à Tamatave et Majunga la circulation des courriers postaux. Des emprunts garantis par la métropole ont permis d'achever le chemin de fer de 270 kilomètres de Tananarive à Tamatave (1909) sous le gouverneur général **Augagneur** (1906-1910). Telles quelles, ces voies suffisent pour amener à la côte les matières premières que recèle le plateau central et les produits de l'industrie indigène (tissus, nattes, dentelles et broderies), et pour faire pénétrer à l'intérieur, par l'intermédiaire des trois ports aujourd'hui construits et pourvus de phares de Tamatave, Diégo-Suarez et Majunga, les marchandises surtout françaises (tissus, vins et machines) auxquelles un jeu de tarifs douaniers presque prohibitifs pour les produits étrangers imaginé par Galliéni (1905) assure, malgré les protestations de l'Angleterre, une situation privilégiée.

En faisant mieux connaître les ressources véritables de la grande île, la conquête a mis fin à des illusions irraisonnées. Quelques-uns y avaient placé un Eldorado ; or l'exploitation aurifère ne produit guère plus de 8 millions par an. D'autres y supposaient d'énormes gisements houillers ; il faudra sans doute déchanter et se contenter longtemps encore de la houille anglaise du Natal (1). Mais le fer, le cuivre et l'étain, abondants, constituent d'appréciables richesses ; les rizières trouvent place partout où le sol n'est pas recouvert de latérite ; les forêts fournissent déjà aux 9.000 colons, guidés et aidés par le service de l'Agriculture et les bureaux de la Colonisation, des essences précieuses ; les terrasses à moussons de la côte orientale, des conditions favorables à l'acclimatation des cultures tropicales ; les grandes plaines de l'ouest et du sud, les espaces nécessaires à l'élevage du gros bétail. Rien qui rappelle ou qui annonce les richesses de l'Inde, de Java ou de la Chine, et pourtant les efforts dépensés, les sacrifices de plusieurs sortes consentis par les Français pour devenir ici les maîtres incontestés s'avèrent légitimes et profitables au prix de ce que nous eût coûté l'indifférence, préconisée de 1885 à 1895 par certains partis politiques, ou le renoncement à nos séculaires prétentions. A considérer la position de premier plan réalisée par les Anglais et les Alle-

(1) La population, estimée d'abord 5 millions, n'atteint pas tout à fait 3 millions de gens trop souvent paresseux et sans initiative. La main-d'œuvre, peu abondante, doit recourir à l'aide chinoise ou africaine.

mands en Afrique orientale, il n'est personne qui ne regrettât aujourd'hui de voir passer en d'autres mains que les nôtres le petit continent austral qui porte à son extrémité nord les postes de Diégo-Suarez et du cap d'Ambre, et qui, au large de la côte du Mozambique, commande vers l'occident l'une des trois faces de l'océan Indien.

II. — *La Question éthiopienne.*

L'Éthiopie au XIXe siècle. — En Afrique orientale, dans le complexe de monts et de vallées qui s'étend entre la mer Rouge méridionale, les plaines du Nil blanc et les plateaux des grands lacs, les Éthiopiens, civilisés peut-être dès les temps pharaoniques, avaient préservé, « île de chrétiens au milieu de la mer des païens », leur indépendance contre les assauts répétés de l'Islam. Le plus terrible fut sans doute celui que mena contre le Choa, par la vallée de l'Aouache qui le fait naturellement communiquer avec la baie de Tadjourah, le conquérant musulman Mohammed « le Gaucher », qu'arrêta seulement au XVI[e] siècle un secours portugais déclanché par le pape en faveur des pays du « prêtre Jean ». Au XVII[e], les souverains éthiopiens, descendants hypothétiques de Salomon et de la reine de Saba, Makedda, établirent la supériorité de leur action militaire par l'emploi des armes à feu sur des populations comme les Gallas, porteurs de lance, du plateau fertile du sud, superficiellement convertis à l'islam, partagés en tribus sans cohésion, décimés par les guerres civiles. Les Éthiopiens les razziaient chaque année de novembre à avril, les poursuivaient à travers les plateaux et les vallées rendues désertes et rentraient pour la Pâque avec un butin de troupeaux, de femmes et d'enfants.

Par ailleurs, aucune unité de gouvernement. Plusieurs États se succédaient du nord au sud, du pays égyptien jusqu'aux grands lacs : le *Tigré*, l'*Amhara*, le *Godjam*, le *Choa*, le *Kaffa*, isolés de la mer par le désert des Danakils et des Somalis, gouvernés par des souverains qui devaient tout à leur énergie souvent sauvage. L'ensemble présentait un aspect du moyen âge, où la terre fournit le soldat et l'impôt. Longtemps, dans leurs palais, amas de paillottes, les *négous* ne connurent d'autre luxe, à la façon des Mérovingiens, que celui des chevaux, des boucliers aux ornements barbares, des trouvères soldés pour chanter leurs exploits. Nulle administration dans des pays aux communications pourtant difficiles; des chefs de

clans ou de fiefs viagers, noblesse de fonctionnaires à la fois juges et commandants de troupes, se chargeaient de transmettre les ordres, souvent mal obéis, du souverain. Nul commerce régulier : les marchands, parfois juifs, surtout musulmans, avaient, pour ne pas traiter d'après le seul caprice de leurs clients, introduit le thaler de Marie-Thérèse d'Autriche (le *talari*, qui a cours aussi au Ouadaï); il fallut attendre 1896 pour voir circuler des écus à l'effigie du négous. Les villes, simples bourgades de refuge, étaient aux mains de dignitaires ecclésiastiques, riches en biens de mainmorte, peu instruits en général, volontiers simoniaques et usuriers, vicieux et charlatans. Conviendrait-il de rapporter à leur influence le code éthiopien, qui mêle le chaos des ordonnances royales à des prescriptions juives et chrétiennes et à des réminiscences de Justinien? En tout cas, à côté de la procédure purement verbale que termine souvent l'offre d'une paire de moutons ou de bœufs, il s'accommodait de la pratique du concubinage; le mariage, réduit en un contrat purement civil, évitait les liens trop étroits entre les conjoints et rendait aisées les combinaisons financières par les séparations lucratives. Une impératrice s'enrichit par la série de ses six divorces, en obtenant après chacun d'eux le partage des biens de communauté. Dans un tel pays, si rapproché par tant de traits des origines mêmes de l'État, l'action personnelle d'un chef d'armée décide du gouvernement, son bonheur à la guerre de la durée de ce gouvernement. Les habitants l'expriment d'un dicton sans obscurité : « En Éthiopie, celui qui a le plus grand sabre est négous. »

Théodoros, Johannès IV et l'Europe. — Un aventurier, Kassa, se proclama de la sorte *négous néghesti* (roi des rois) d'Éthiopie en 1855. Avant lui, le dedjaz **Oubié**, roi du Tigré, avait accueilli la mission des deux frères Antoine et Arnauld d'Abbadie (1837) et, ainsi que le ras **Ali**, roi de l'Amhara, reçu le missionnaire catholique de Jacobis (1839). Kassa les vainquit, se fit couronner sous le nom de **Théodoros II** par l'abouna Salama, ancien élève de l'école des méthodistes du Caire et devenu, grâce à eux, chef du clergé copte d'Éthiopie. Intelligent et brutal, il mata toutes les révoltes, comme celle de Négoussié (neveu du dedjaz Oubié) qui avait insurgé le Tigré (1858-1860), accueillit très mal les Européens dont il se défiait. Il en voulait surtout aux Français, suspects de soutenir en Afrique les intérêts catholiques, et qui venaient (1861) d'obtenir de la Porte un firman pour l'établissement à *Massaouah* d'un vicariat apostolique auprès de leur consulat. Le consul Lejeau manqua d'être emprisonné. Il semble que Théodo-

ros éprouvait des difficultés nouvelles de la part de ses sujets, que révoltaient ses cruautés, lorsqu'il fit jeter en prison le consul anglais **Cameron** et l'ambassade britannique qui vint le réclamer. Quand ils connurent le débarquement à Zoula (au sud de Massaouah) de sir Robert **Napier** avec une armée anglo-hindoue et des éléphants, ses partisans désertèrent son camp de *Magdala* (1867). Napier s'assura la neutralité bienveillante du dedjaz Kassaï, roi du Tigré, de Waghsum-Gobaza, roi des Lasta, qui pour lors tenait tête au négous, de Ménélik, roi du Choa; il leur promit d'évacuer le pays aussitôt obtenu le châtiment de Théodoros. Ses 12.000 hommes escaladèrent les plateaux jusqu'à Magdala, exigèrent la capitulation du négous, qui renvoya ses prisonniers européens, et se fit sauter (13 avril 1868).

Le roi du Tigré, Kassaï, releva le titre de négous et prétendit s'imposer aux deux autres rois, celui de l'Ambara, Gobazié, qu'il vainquit à Gondar, et celui du Choa, Ménélik, qui refusa l'hommage de vassalité. En 1871, il se fit sacrer dans l'église d'Axoum sous le nom de **Johannès IV** et, très fanatique, soutenu par les moines coptes, il érigea sa formule de foi monophysite en religion d'État. Par ailleurs, il luttait pour maintenir ses frontières contre les Égyptiens qui, par Massaouah, l'avaient déjà isolé de la mer. En 1876, il les battait à *Kivara* et à *Goundet*; puis, à la faveur des troubles qui, à partir de 1881, encerclaient les Anglo-Égyptiens dans Khartoum et contribuaient à élever la puissance du mahdi, il se faisait reconnaître par l'ambassade de l'amiral Hewett (1884) la possession de Keren et de Kassala, et du pays des Bogos. L'année suivante, il apprenait que le port de Massaouah, pour lequel il avait stipulé le libre transit des marchandises éthiopiennes, venait d'être cédé à l'Italie par les Anglo-Égyptiens.

Ce n'était pas la première acquisition italienne sur la côte africaine de la mer Rouge. Dès 1880, le gouvernement de Rome, désireux d'obtenir une compensation pour la Tunisie qui allait lui échapper, jetait son dévolu sur la baie d'Assab, où la compagnie Rubattino avait acquis des terrains en 1869, à 120 kilomètres au nord d'Obock. Il l'occupa en 1882, ainsi que divers points de la côte d'où il expulsa les étrangers et les protégés français (1882-1885). Les mécomptes survinrent quand ses troupes, aux ordres du général **San Marzano**, abordèrent le plateau : vaincues à *Dogali* (26 janvier 1887) par le ras **Aloula**, beau-frère du négous, elles se firent écraser au combat de *Saganéiti* (8 août 1888) et perdirent presque tous leurs officiers. Les derviches leur épargnèrent de plus grands désastres. En deux combats livrés sur l'Atbara, Johannès les avait mis en déroute;

au soir du second, il tomba, frappé à mort par une balle perdue (10 mars 1889). Les Italiens poussèrent alors le roi du Choa, Ménélik, à prendre la couronne de « roi des rois ».

Ménélik II, roi du Choa et négous d'Éthiopie (**1844-1889**). — Le Choa, royaume du sud-est, suivait depuis longtemps une politique particulière. Dans la vue d'assurer aux Choans qui se rendaient en pèlerinage aux lieux saints la protection de la France, le roi **Sahlé-Sallassi** conclut avec Rochet d'Héricourt, consul à Massaouah et représentant de Louis-Philippe, « protecteur de Jérusalem », un traité aux termes duquel la France promettait son aide en cas d'attaque du royaume par les musulmans, stipulait pour ses nationaux le droit de commercer et d'acquérir des propriétés foncières, pour ses marchandises la libre circulation moyennant un droit de 3 pour 100 prélevé en nature (7 juin 1843). Il aspirait dès lors à faire de Tadjourah, par la vallée de l'Aouache, le débouché particulier du Choa sur la mer Rouge. Son fils, **Haëli-Mélicoth**, approuva les entreprises qui donnèrent Obock à la France (1862). Mais le roi mourut en 1866, au moment d'entrer en campagne contre Théodoros.



LE NÉGOUS MÉNÉLIK
(né en 1844)

Le fils d'Haëli Mélicoth, **Sahala Meriem**, né en 1844, se trouvait depuis dix ans en otage à la cour du négous, dont il refusa d'épouser une fille, et qui l'avait interné au camp de Magdala. Il s'échappa et, sans redouter les représailles de Théodoros, alors aux prises avec les Anglais dans le nord, il se proclama roi du Choa sous le nom de **Ménélik II** (le premier aurait été le propre fils de Salomon). Il n'osa pas attaquer Johannès, qu'il croyait soutenu par l'Angleterre, mais il agit en dehors de lui, en souverain indépendant, d'esprit positif, investigateur, curieux de sciences appliquées, occupé d'adapter son pays à la pénétration étrangère. Allié avec Abou-Beker, sultan musulman de Zeilah, qu'il savait capable d'ouvrir ou de fermer à son gré la route du pays somali, mais hostile aussi aux querelles de moines, il se donna pour un ami des évêques

missionnaires. En leur faveur, il proclama la liberté des cultes. Il rétablit les routes et les ponts construits par les Portugais au XVI[e] siècle, abolit l'esclavage et se prêta aux opérations de découverte et de commerce tentées par des voyageurs français, Soleillet, Denis de Rivoyre, Arnoux, Brémond. En 1876 et en 1881, il demandait au président de la République française qu'il lui fît, en vertu du traité de 1843, passer des armes et des munitions. Ainsi, tandis que les communications se fermaient à l'ouest et au nord, du fait de l'Égypte et de l'Italie, elles s'ouvraient vers l'est assez largement pour que Ménélik, dès cette époque, souhaitât la construction d'un chemin de fer.

Pour payer cet équipement moderne, Ménélik chercha des ressources dans la mise en valeur des « Indes » galla, c'est-à-dire des plateaux fertiles qui, au sud du Choa, s'étendent jusqu'au Sobat (qui mène au Nil), aux lacs Rodolphe et Stéphanie (que venaient de découvrir des explorateurs autrichiens) et aux déserts du Bénadir. Cette expansion, qui devait rendre la capitale choane, *Addis-Abeba*, la ville centrale des plateaux de l'Est-Africain, s'avère comme l'œuvre la plus importante du futur négous. De ces Indes, exploitées jusque-là par les Éthiopiens à la mode barbare, Ménélik opéra la conquête méthodique, par avancée progressive vers le sud, y plaça des garnisons de soldats réguliers, y perçut des impôts (1). La suppression de l'esclavage rendit inutile la chasse au Galla (1884), sans toutefois améliorer de façon notable le sort des habitants. Moyen d'action politique plus encore qu'œuvre solide achevée en vue de l'avenir, la conquête employa des procédés violents : amende honorable, une pierre au cou, imposée aux chefs soumis; lourdes redevances (dîmes, provisions mensuelles), réquisitions, corvées de portages pour les armées et les marchés exigées des simples paysans ; poudre d'or, ivoire, civette, café toujours exigibles des chefs, pourvus eux-mêmes par le roi de tenures toujours révocables. La conquête se compléta par l'occupation du Harrar (1887), où des troupes égyptiennes avaient cantonné depuis 1875.

A la mort de Johannès, Ménélik, puissant et riche, se proclama négous sans opposition (mars 1889). Puis surgirent les difficultés : le ras **Mangascha**, roi du Tigré, fils de Johannès et d'une concubine, refusa de reconnaître le nouveau négous. C'était, avec le ras Aloula, l'adversaire direct des Italiens qu'il empêchait de pénétrer dans l'arrière-pays de leur *Érythrée* côtière. Or, depuis 1881, leurs voya-

(1) Toutefois, au sud-ouest, la conquête ne fut achevée qu'en 1897, par le dedjaz Tessama.

geurs parcouraient le Choa, esquissaient, en attendant mieux, une prise de possession de tout le littoral africain, d'Assab et de Massaouah jusqu'au Bénadir et à la Djouba (sauf la Somalie française et britannique). Ils estimèrent que le nouveau négous paierait volontiers l'aide qu'ils lui apporteraient pour abattre le Tigré; en leur nom, le comte Antonelli conclut à *Outchali* un traité (2 mai 1889) qui limitait les possessions italiennes à une bande autour de Massaouah, mais établissait (article 17) un vague contrôle italien sur les affaires extérieures de l'Éthiopie. Ainsi se dessinait un empire érythréen que Crispi entendait sans doute pousser jusqu'au Nil, et dont le roi Humbert prenait, au regard des puissances européennes, le titre de souverain.



Le ras Makonnen
(1856-1906)

De son côté, Ménélik, ayant contracté par l'intermédiaire du ras **Makonnen**, son représentant en Italie, un emprunt de quatre millions à la Banque de Florence, se faisait sacrer dans l'église d'Axoum (4 novembre 1889) et réduisait Mangascha et le ras Aloula (2 décembre) avec la collaboration des troupes italiennes du général Baldissera.

Ménélik et la politique coloniale italienne (1890-1896.) — Le gouvernement de Rome, impatient de tirer parti des arrangements d'Outchali, frappa des monnaies éthiopiennes à l'effigie du roi Humbert et donna l'ordre au général **Orero**, successeur du trop circonspect Baldissera, d'occuper le Tigré. Orero entra dans Adoua, ce qui provoqua, entre Ménélik et Mangascha, une réconciliation immédiate. Dans une lettre au président Carnot (1889), le négous avait déjà affirmé son indépendance complète; il refusa de ratifier le traité d'Outchali, dont les Italiens auraient altéré la disposition essentielle : le texte amharite portait que Ménélik « pourrait à son gré » se servir des agents diplomatiques de l'Italie, le texte italien qu'il « consentait » à s'en servir. Ménélik l'expliqua dans un message au roi Humbert (septembre 1890), n'accorda

rien à l'ambassade extraordinaire du comte Antonelli (octobre 1890-février 1891), et comme les Italiens, poursuivant par Agordat leur marche vers le Nil, signaient avec l'Angleterre (24 mars et 15 avril 1891) deux conventions par lesquelles ils se désintéressaient de la question du Soudan égyptien, mais obtenaient liberté complète sur les plateaux éthiopiens, soigneusement délimités du Nil Bleu à la mer Rouge, avec la faculté de placer une garnison temporaire dans Kassala, il notifia directement aux puissances les limites présentes de ses États. Il annonça l'intention de ne pas rester « spectateur indifférent si des puissances lointaines se concertaient avec l'idée de se partager l'Afrique », mais de rétablir les anciennes frontières, de Khartoum au lac Nyassa, et d'obtenir par arrangements équitables quelques-uns des débouchés autrefois possédés sur la mer (10 avril). Après quoi, il remboursa les quatre millions empruntés en Italie, dénonça le traité d'Outchali (12 février 1893), acheta force fusils en Europe et se prépara à combattre pour l'indépendance.

Déjà menaçants à la frontière du Tigré, dont ils venaient d'écarter 10.000 derviches par leur victoire d'*Agordat* (21 décembre 1893), les Italiens convoitaient d'encercler l'Éthiopie par le sud. A cet effet, ils signaient avec l'Angleterre (6 mai 1895) un accord qui leur abandonnait le Harrar, dont une convention franco-anglaise de 1888 avait garanti l'intégrité. La France protesta; la Russie, où Ménélik annonçait l'envoi d'une ambassade spéciale, observa qu'elle n'avait pas reconnu le protectorat italien de 1889. Quelques semaines plus tard, le général **Baratieri** n'en donnait pas moins l'assaut à *Kassala* (7 juillet). L'action italienne semblait s'organiser pour progresser vers Khartoum. A la fin de l'année, la guerre commençait contre « le protégé rebelle ».

Elle comprit deux séries d'opérations. Baratieri se heurta d'abord aux troupes de Mangascha, roi du Tigré, le vainquit à *Coatit* (13 janvier 1895), puis à *Senafé* (16 janvier); à la suite d'une marche brillante, il entra dans la forteresse d'Adigrat (25 mars). Ses avant-postes, lancés vers le sud, atteignirent *Makallé;* après quoi il remit à l'automne pour pousser, avec les renforts qu'il alla chercher en Italie, jusqu'au Godjam et au Choa. Du moins, une proclamation prononça l'annexion du Tigré. Mangascha, dépossédé, réclama le secours de son suzerain.

Le négous dirigeait alors une opération de police en pays galla ; mais il se tenait au courant. Son service de renseignements l'informait de tous les mouvements italiens, ainsi que des discours prononcés à Rome et des articles de journaux. L'attaque ne le surprit

point : des marchands grecs de Massaouah, d'autres de Djibouti et de Zeilah l'avaient annoncée. Par contre, Baratieri ne savait rien sur ses adversaires qu'il croyait à ce moment « en dispute et divisés ». Ménélik agit comme il faisait en cas de guerre musulmane. En adressant aux vassaux (1) l'appel ordinaire « au nom de la patrie et de la foi » (20 septembre 1895), il obtint la levée des contingents fournis par les *choums* (chefs de villages), expédiés aux *ras* et concentrés pour le premier ban dès le 6 octobre au lac Ascianghi : 150.000 hommes arrivés avec les chefs à la file indienne, les mulets portant les vivres, l'intendance assurée exactement par les femmes. Au début de 1896, ayant fait garder le Harrar par de forts détachements contre les musulmans Danakils alliés aux Italiens et mobilisé les milices territoriales armées de fusils anciens (beaucoup de fusils Gras déclassés), il se porta dans le Tigré avec les ras (dont deux seulement de famille royale : Mikaël et Mangascha) et près de 100.000 combattants protégés à l'avant-garde par un rideau impénétrable de 20.000 Choans aux ordres de Makonnen. Les armes modernes ne leur manquaient pas : 20.000 fusils Remington enlevés aux troupes égyptiennes, 10.000 Wetterli rapportés de Rome par Makonnen en 1885, d'autres livrés par l'ambassade Antonelli, d'autres encore achetés à des négociants italiens et grecs ; en tout au moins 65.000 fusils à tir rapide. La cavalerie, composée surtout de Gallas montés sur chevaux arabes, s'acharnait à poursuivre et sabrait avec un cimeterre en forme de faux. L'artillerie, dont Ménélik se montrait fanatique et pour laquelle il avait établi des poudreries et des ateliers de réfection, comprenait 70 canons (dont 30 légers), sur lesquels une douzaine furent affectés à l'armée de Makonnen. Les canonniers, instruits par le capitaine français Clochette et les Russes Zwiaguine et Léontiev, se montrèrent capables d'un bon rendement.

Ménélik, seul général, combina lui-même, sans l'assistance d'un chef d'état-major, mais en utilisant les cartes italiennes, les mouvements d'une tactique simple : occuper des positions solides, puis une fois le choc italien prononcé, déborder des deux côtés par enveloppement et attaque de masse. Les tireurs devaient viser d'abord les officiers, puis, passant le fusil dans la main gauche, achever au coutelas. Ainsi fut anéantie, dès le 7 décembre 1895, à *Amba-Alaghi*,

(1) C'étaient : Telka-Hayrmandt, roi de Godjam ; le ras Makonnen, vice-roi du Harrar ; le ras Mangascha, vice-roi du Tigré ; le général Guébré-Esguère, gouverneur du Leka (pays de mines d'or) ; le ras Mikaël, musulman converti, gendre de Ménélik, vice-roi des Ouollos-Galla ; le ras Welé, frère de l'impératrice Taïtou le ras Aloula, le ras Valdé-Guiorgis, etc.

la colonne du major **Toselli** ; le général **Arimondi** en recueillit 400 fuyards qu'il ramena dans les postes d'Antalo et de Makallé et vers l'Érythrée pour hâter l'arrivée des renforts de Baratieri. Mais Baratieri ne croyait pas au danger. Le 23 janvier, Makallé succomba ; le major **Galliano**, épuisé de lutte, réduit à la famine, obtint de se retirer avec la garnison, mais en livrant le matériel.

Le Tigré échappait aux Italiens; mais Crispi ne l'avouait pas. Très attaqué par les chefs de l'opposition à la Chambre, Colajanni, Imbriani, Cavalotti, il avait fait venir le général qui, devant de nombreux députés, s'était porté garant de « ramener Ménélik prisonnier à Rome ». Il annonça Amba-Alaghi comme un « incident glorieux », parla de la « libération » de Makallé, expulsa les journalistes étrangers qui laissaient entrevoir la vérité, entraîna le roi Humbert à Naples passer en revue les troupes de renfort. Il excitait Baratieri devenu prudent à enlever cette victoire décisive dont avait besoin le ministère avant la rentrée du Parlement. Mais les avant-gardes italiennes butaient (15 et 16 février) contre les tirailleurs de Makonnen. Crispi devint insultant : « Tu es donc phtisique ! » télégraphiait-il au commandant en chef, qui risqua l'affaire. Lâché par ses guides, ignorant que dans la nuit l'armée adverse avait commencé son enveloppement tactique, il lança ses colonnes à l'assaut du plateau qui domine *Adoua* (1er mars). En une matinée, elles furent écrasées : deux généraux, Arimondi et da Bormida, et le colonel Galliano étaient tués, le général Ellena blessé, le général Albertone pris, 10.000 hommes mis hors de combat, 4.000 prisonniers, toute l'artillerie (62 canons de montagne, 8 mortiers, 12 canons à tir rapide, avec les caissons, le parc et les mulets) tombée aux mains de l'ennemi, les convois d'ambulance mêmes enlevés par sa cavalerie. La déroute avait entraîné Baratieri jusque dans Asmara. Il fut destitué ; devant son successeur, **Baldissera**, le vainqueur laissa le ras Mangascha avec une forte couverture, fit cerner la garnison d'Adigrat et regagna le Choa avec ses prisonniers.

Ménélik n'avait plus à redouter l'arrivée par Zeilah de contingents italiens destinés à la conquête du Harrar. Crispi tombé sous le poids de la déception publique, le nouveau ministre **di Rudini** avoua la faillite des espérances italiennes sur l'Éthiopie et concentra les troupes de Baldissera dans l'Erythrée autour de Keren et de Massaouah. La garnison de Kassala, aux ordres du colonel Stefani, résistait victorieusement aux assauts des derviches (mars-avril); celle d'Adigrat évacua le fort (5 mai). Il ne restait plus qu'à traiter. Usant d'un armistice de fait qui depuis six mois avait permis d'actifs échanges de vues, le major Nerazzini signa (26 octobre)

la *convention d'Addis-Abeba*, ratifiée le 26 novembre, qui abolit le traité d'Outchali, reconnut l'indépendance absolue de l'Empire éthiopien, fixa la frontière provisoire de l'Érythrée aux rivières Mareb, Belesas et Mouna, régla le sort des prisonniers, prévit une délimitation de la frontière dans le délai d'un an (ce fut l'objet de la mission complémentaire du capitaine Ciccodicola).

L'Éthiopie et l'Europe depuis 1896. — Depuis Adoua, rien n'a troublé la paix entre Ménélik et les Italiens, satisfaits de la position qu'ils conservent en Érythrée (même après la cession de Kassala aux Anglo-Égyptiens), et plus attentifs, semble-t-il, malgré le massacre des missions Cecchi et Bottego, à développer leur situation économique dans l'hinterland du Bénadir.

Mais d'autres voisins européens s'annonçaient plus redoutables, visant une conquête déguisée : un encerclement anglais auquel souscrirait encore l'Italie. Le 14 mai 1897, la mission de Rennell-Rodd et du colonel Wingate, chef du service des renseignements en Égypte, signait un accord qui confiait au ras Makonnen, vice-roi du Harrar, le soin de délimiter avec le négociateur anglais la frontière de la Somalie britannique, ouvrait le port de Zeilah en franchise de douane aux approvisionnements de guerre destinés à l'Éthiopie, mais empêchait le transit à travers l'Empire des armes et des munitions vendues au khalife d'Omdurman. Le 4 juin suivant, l'accord prévu reconnaissait la possession du Harrar à Ménélik. Déjà le gouverneur d'Obock, Lagarde, avait négocié le tracé de la frontière de la Somalie française à 90 kilomètres à l'ouest de Djibouti. En retour, le négous appuya les missions françaises Clochette et de Bonchamps, expédiées vers le haut Nil à la rencontre du commandant Marchand : opération conforme à ses idées de 1891, qui tendaient à établir les Éthiopiens sur le Nil Blanc. Mal organisée, la mission Bonchamps s'arrêta le 30 décembre 1897. Plus heureux, Potter, Febvre et le colonel russe Artamanov, aidés par le dedjaz Tessama, arrivèrent au confluent du Nil et du Sobat (22 juin 1898). La saison des pluies, qui changeaient le sol en fondrières, les détermina au retour sans attendre Marchand, qui les manqua de quelques jours. Du moins Tessama avait atteint le rebord occidental des plateaux et soumis les négroïdes de la plaine.

La même année, le ras Makonnen remplaçait comme vice-roi du Tigré Mangascha révolté, vaincu, humilié et pardonné ; le ras Valdé Guiorgis étendait la frontière du sud jusqu'au lac Rodolphe, le dedjaz Hapté Guiorgis occupait solidement l'Ogaden. Les résul-

tats, un peu tardifs, ce furent : les *traités anglo-éthiopiens* (15 mars 1902 et 1er décembre 1907) qui, en écartant décidément du haut Nil devenu anglais les sujets de Ménélik, leur laissent cependant accès à la plaine jusqu'à une ligne qui coupe le Mareb en amont de Kassala, l'Atbara à Metemma, le Sobat à Nasser, et, par le nord du lac Rodolphe, rejoint la Djouba en amont de Lough ; et les *traités italo-éthiopiens* (10 juillet 1908) qui, sur les données des arrangements antérieurs, bornent l'Érythrée et le Bénadir.

Ces retards, on les devait en grande partie aux rivalités diplomatiques qui, dans cette cour lointaine et réputée demi-barbare, mettent aux prises les agents des puissances. Le rapprochement était un fait acquis depuis plusieurs années (1902-1904) entre l'Angleterre, l'Italie et la France, alors que leurs envoyés continuaient la lutte pour le prestige personnel et pour l'influence économique. L'accord de 1906 la rendit vaine en réglant à trois la question des chemins de fer.

La politique des chemins de fer. — Dans cette question, si d'autres pays (Angleterre, Italie) conservaient des arrière-pensées de conquête, la France s'avouait désintéressée, disposée seulement à prêter cette aide que le négous lui avait demandée en 1889. Ménélik commença par concéder (12 février 1898) à un ingénieur suisse, Alfred **Ilg**, la construction de la voie ferrée de Djibouti à Harrar et Addis-Abeba, avec prolongement éventuel jusqu'au Nil Blanc. Or des Français fondaient précisément la « Compagnie internationale des chemins de fer éthiopiens », mais sans ressources financières suffisantes, ce qui les entraîna dans des combinaisons assez suspectes et les livra aux usuriers, à ceux de Londres principalement. Pour les tirer d'affaire, Paris consentit en faveur de la compagnie une annuité de 500.000 francs pendant cinquante ans (6 février 1902) ; ils la cédèrent à des compagnies d'assurances pour une somme globale de 11.400.000 francs qui suffit à peine à les libérer de leurs emprunts. L'argent épuisé, les Anglais entrèrent en scène pour fonder l' « International Ethiopian Railway Trust » et demandèrent, par leur ministre Harrington, qu'appuyait son collègue italien Ciccodicola, l'internationalisation de la ligne, ce qui légitimerait une grosse émission de titres nouveaux. Une campagne en ce sens avait déjà commencé en France et en Europe, qui masquait une autre opération autrement importante aux yeux des Anglais : par un *traité du 15 mai 1902*, ils obtenaient en effet de Ménélik le libre passage pour leur chemin de fer de Khartoum à l'Ouganda (section de la ligne du Cap au Caire) sur la rive droite du Nil. Le

« Comité de l'Afrique française », qui combattait les menées d'Harri=gton, finit par l'emporter. Déjà le ministre des Affaires étrangères Delcassé avait officiellement déclaré que le chemin de fer de Djibouti-Harrar serait français. Malgré des intrigues politiques et financières que révéla l'enquête gouvernementale, l'ambassadeur français à Londres signa enfin l'*accord du 13 décembre 1906*, auquel adhéra l'Italie. Il reconnaissait la Compagnie française du chemin de fer, mais spécifiait des garanties en faveur du commerce étranger. Il fallut néanmoins liquider judiciairement la compagnie (3 juin 1907). A la Compagnie nouvelle du chemin de fer franco-éthiopien de Djibouti à Addis-Abeba, Ménélik rétrocéda la concession (30 juin 1908).

L'Éthiopie d'aujourd'hui. — Le traité du 13 décembre 1906, imposé par la France aux puissances qui attendaient l'héritage de Ménélik, apparaît comme la charte de l'Éthiopie indépendante. Toutefois il ne supprime pas les problèmes politiques nés de circonstances que ne sauraient calculer les plus prévoyants. — Circonstances extérieures: des voisins puissants entourent l'Éthiopie, autrement dangereux que les tribus gallas aujourd'hui soumises. Ses plateaux, sorte de Mexique africain, constituent une proie tentante avec leurs terres à élevage, à cultures de céréales, de café et de coton. Pour aider à leur exploitation, Ménélik, qui fait installer ses télégraphes par des Français, a dû autoriser le fonctionnement d'une *Banque d'Empire* qui n'est guère qu'une filiale de la Banque d'Égypte. — Circonstances intérieures : à cet Empire demeuré archaïque et qui persiste à se défier des Européens, même choisis par lui, à qui il demande son outillage, il faudrait, comme au Japon moderne, une solide armature. Or le chef qui la résumait achève de disparaître. Depuis de longs mois, Ménélik paralysé, privé du ras Makonnen, mort trop tôt pour la dynastie choane, a cessé de diriger les affaires. Contre le nouvel empereur **Yeassou**, fils d'une fille du négous, proclamé à treize ans malgré les répugnances des grands feudataires qui font grief à son père, le ras Mikaël, de son origine israélite, les intrigues ont aussitôt commencé, nouées par l'impératrice Taïtou, avide de pouvoir, soutenue par les gens du Tigré. Jusqu'à présent, le groupe des conseillers de Ménélik garde l'avantage : **Tessama**, régent (mort en 1911), qui a réprimé les menées de Taïtou et l'a mise hors d'état de nuire, le général Hapté Guiorgis, possesseur d'une grosse fortune, commandant de l'armée, d'attitude loyale et qui, Galla d'origine ne saurait aspirer au trône.

Tout de même, chacun sent que la sécurité et la durée de l'ordre présent demeurent, lors de la disparition de Ménélik, à la merci d'une crise de succession. Et c'est l'avenir immédiat.

III. — *L'Afrique au début du XXe siècle.*

Depuis que la Conférence de Berlin a posé les bases du droit public relatif à l'occupation de l'Afrique, le continent noir a été tout entier exploré puis envahi par l'Europe et découpé en colonies, protectorats et zones d'influence. Seules l'Éthiopie et la République nègre de Libéria (encore celle-ci sous une sorte de tutelle des États-Unis) ont préservé leur indépendance.

Les vieilles colonies européennes. — La configuration même des côtes et leur caractère inhospitalier, tantôt désertiques, tantôt noyées sous les pluies tropicales, de même qu'ils empêchaient (sauf vers Zanzibar et sur la côte des Graines) le développement d'une vie maritime, arrêtèrent longtemps la conquête des Européens. Les premiers survenants s'en sont tenus là. Les ***Portugais***, maîtres des îles (du Cap-Vert, du Prince et de Saint-Thomas), installés aux rivages de l'Angola et du Mozambique, ignorèrent l'arrière-pays jusqu'au jour où la nécessité de résister aux Anglais venus du sud, sur les traces de Livingstone, les poussa, trop tard, à joindre leurs deux colonies. Aujourd'hui, grevées d'une hypothèque en vertu d'arrangements secrets anglo-allemands (1898), elles attendent l'occasion jugée favorable par les partageants pour une mainmise politique ou économique.

L'Espagne, accrochée aux présides de *Ceuta* et de *Mélilla*, débris misérables de la croisade du XVIe siècle, assiège depuis 1909 le Riff marocain et se découvre des aptitudes colonisatrices, dont la preuve reste à fournir dans la péninsule même. Les Marocains en donnent la raison pittoresque quand, encore inconsolés de Grenade perdue, ils appellent l'Espagnol « l'homme à la culotte percée ». Mais c'est aussi le diplomate aux déductions scolastiques qui revendique, au nord du *Rio de Oro* saharien (acquis en 1887), toute la côte atlantique jusqu'au sud d'Agadir comme « hinterland » des îles Canaries. Le même raisonnement ne lui avait-il pas valu, en face d'Annobon et de Fernando-Po, à défaut du Cameroun, la Guinée du *Rio Mouni?* Il place aujourd'hui son point d'honneur à devenir le possesseur ombrageux d'un bon

quart du Maroc (*traité franco-espagnol*, 27 novembre 1912); mais avec quoi le paiera-t-il, c'est-à-dire l'exploitera-t-il ? C'est l'argent étranger qui tire au jour ses richesses d'Europe ; le moment viendra peut-être où la *peseta* espagnole perdra au change marocain.

Les empires nouveaux. — Les autres peuples ont dû, en effet, payer très cher l'acquisition de territoires développés plus tard en empires. C'est le cas de ***l'Allemagne***, du Cameroun et du golfe de Guinée au lac Tchad; dans le Sud-Ouest africain, du cap Frio et du fleuve Counéné à la rive droite de l'Orange ; dans l'Afrique orientale allemande, péniblement occupée, du cap Delgado aux lacs Tanganyka et Victoria et au Kilimandjaro. — C'est l'histoire aussi de ***l'Angleterre***, à laquelle la ténacité et la continuité diplomatiques n'ont pas seules été nécessaires pour s'attribuer l'Afrique australe, du Cap au Tanganyka, une partie de l'Afrique orientale, de Mombaz au Nil supérieur, enfin l'Égypte et le Soudan oriental, auxquels s'ajoutent la Somalie du nord, la Nigeria, du golfe du Bénin au Tchad, le Lagos, la Côte de l'Or et le pays des Achantis, la Sierra-Leone et la Gambie, enfin les îles (Ascension et Sainte-Hélène, îles de France et Rodriguez, Seychelles), postes renforcés sur les routes de l'Inde, pour la relâche des flottes et l'atterrissement des câbles sous-marins. — On a vu les efforts multiples de ***la France*** pour maintenir sa place dans la mer Rouge et dans les îles de l'océan Indien, pour développer, par le protectorat tunisien, la pénétration saharienne, sénégalaise, nigérienne, congolaise, et souder au centre même du continent les empires amorcés depuis plus de quatre-vingts années. L'achèvement en date d'hier, si le Ouadaï ne nous appartient vraiment que depuis la soumission du sultan Doudmourah (décembre 1911) et si le protectorat du Maroc, ébauché sous l'emprise des relations séculaires entre les deux « maghzens » de Fez et d'Alger (1901-1902), contesté par l'Angleterre jusqu'à 1904, marchandé par l'Allemagne aux divers règlements de 1906, 1909, 4 novembre 1911, acquis enfin moyennant des compensations onéreuses qui, au Congo français, tendent une double antenne allemande jusqu'au grand fleuve et à l'Oubanghi, organisé enfin par le traité du 30 mars 1912 (avec Moulaï-Hafid), vient à peine de réaliser l'unité française de l'Afrique mineure.

Ainsi l'Afrique du Nord et l'Afrique du Sud ont opposé des difficultés très inégales à l'occupation européenne. Au sud, l'Europe n'a rencontré que des peuplades fétichistes incapables de formations politiques sérieuses, parmi lesquelles l'Islam n'avait pas

groupé de sociétés. La région des forêts équatoriales aux rares clairières ne connaissait que des races de force médiocre, dispersées par villages. La civilisation venue du sud, qui a déjà produit le Commonwealth austral, maître de sa politique parlementaire, financière, douanière, s'apprête à transformer le Congo, réduit jusqu'à l'annexion par la Belgique (1908) aux seuls procédés incontrôlés d'exploitation par les traitants. — Au nord, au contraire, l'Égypte mise à part, l'Europe s'est heurtée aux organismes créés par l'Islam (sultanats d'Oualata fondé au XII[e] siècle, de Timbouctou au XIV[e], du Ouadaï au XVII[e]), à la lisière desquels elle a dû s'arrêter longtemps, et que défendait contre son assaut, ramifiée depuis Djaraboub et Koufra à travers le Sahara jusqu'à l'Adrar, au Sénégal et à l'Oubanghi, la confrérie musulmane des *Senoussya*. Refoulée en ces derniers mois du Ouadaï, elle tient encore le Borkou et les espaces stériles du désert libyen, d'où ses hordes sont accourues pour s'opposer, mais en vain, contre les Italiens, au rapt de la Tripolitaine, débris dernier de la domination ottomane (1).

La France a connu leur hostilité qui armait contre elle les Touareg sahariens, excitait les défiances des Arabes des ksour algériens et des sédentaires de Kabylie, et qui a prolongé de longues années les tâtonnements dans **notre politique africaine** du nord. C'est ainsi que, de 1881 à 1898, sous les gouvernements d'**Albert Grévy**, de **Tirman** et de **Jules Cambon**, le système des « rattachements » plaçait sous l'autorité directe des ministres compétents la plupart des services civils de l'Algérie. L'article 4 du décret du 26 août 1881 ne laissait au gouverneur général, indépendamment des attributions à lui conférées par des lois spéciales, que le pouvoir de statuer, par délégation des ministres, sur diverses affaires limitativement désignées par sept décrets rendus de 1881 à 1888. Alors l'Algérie était considérée comme un « prolongement de la France ». Sur de vives protestations des fonctionnaires et des colons, le *décret du 31 décembre 1896* supprima le système des rattachements et centralisa au contraire la haute administration aux mains du gouverneur général. Le gouverneur correspondit directement avec le résident général à Tunis et le ministre de France au Maroc. Trois autres décrets (23 août 1898) créèrent les *Délégations financières*, composées des représentants des colons, des contribuables non colons, et des indigènes musulmans, que le gouverneur dut consulter chaque année sur les questions d'impôts

(1) Le vilayet de Tripolitaine a été cédé à l'Italie par le traité de Lausanne du 18 octobre 1912.

et de taxes perçues ou à percevoir, et introduisirent quelques-uns de leurs membres dans le Conseil supérieur de gouvernement. Le gouverneur général **Laferrière** mit ces réformes en train. Enfin, la *loi du 9 décembre 1900* a doté l'Algérie de la personnalité civile et d'un budget spécial voté par les Délégations et arrêté par le Conseil supérieur. Toutes réformes qui s'arrêtent à mi-chemin de l'autonomie : alors que l'Angleterre reconnaît à ses grandes colonies le droit de pourvoir par leurs propres moyens à leur défense militaire, et inscrit au budget de l'Inde et de l'Égypte les dépenses d'entretien afférentes à l'armée d'occupation, la France dépense 82 millions par an pour le 19e corps, dont le transport en Europe au cas d'une guerre continentale dépendrait de tant d'heureuses circonstances. Bien plus, non contente d'allouer 17 millions de subventions aux chemins de fer, de payer seule les subventions aux services maritimes postaux, elle exonère les Algériens de tout impôt foncier, de tout droit sur les successions, de la cote mobilière et personnelle, de l'impôt des portes et fenêtres, de l'impôt sur les transports, les allumettes, etc., de la moitié des droits d'enregistrement, de tout impôt destiné à payer les arrérages de la dette publique. Elle hésite à leur imposer dans les mêmes proportions qu'aux Français les charges du service militaire. C'est encore un pays qu'il faut traiter en mineur, que l'on protège à la fois et que l'on maintient, et dans lequel subsistent trop de différences de races pour que l'on y aperçoive encore beaucoup plus que les commencements d'une nation.

Le problème des chemins de fer. — La mise en valeur économique est autrement avancée, grâce aux routes de portage aménagées entre les grands fleuves, et surtout aux chemins de fer. De tous côtés, les voies ferrées montent à l'escalade du plateau central et drainent sur les côtes les richesses de l'intérieur. Des *lignes françaises* atteignent : de Tunis et Bône à Oran et à Colomb-Béchar, à l'entrée du couloir qui mène au Tidikelt; de Dakar à Bammako et à Koulikoro, de Konakry à Kouroussa sur le haut Niger, de Bingerville à la moyenne Comoé, de Kotonou à Parakou et vers le Niger moyen, enfin de Djibouti à Harrar vers Addis-Abeba et le haut Nil. — Des *lignes allemandes* desservent l'arrière-pays de Tanga et de Dar-es-Salam, parcourent en partant de Swakopmound et de Luderitzbay les hauts plateaux de Grootfontein, de Windhoek et de Keetmanshop. — Les *Portugais* eux-mêmes abordent par deux voies les terrasses de l'Angola. — Les *Belges*, qui ont racheté les chutes du Congo inférieur par leur che-

min de fer de Matadi à Léopoldville, et celles du haut fleuve par le chemin de fer de Stanleyville à Bouli, songent à relier ces deux tronçons par des voies transversales dont les études sont commencées. — Mais les *Anglais* ont fait davantage : outre leurs railways de pénétration de la Côte de l'Or (de Sekoudi à Koumassie), de la Nigeria (de Lagos à Zoungerou), de l'Afrique orientale (Mombaza à Port-Florence sur le Victoria-Nyanza), du Soudan oriental (Port-Soudan à Berber), ils ont plus qu'à moitié réalisé leur gigantesque projet du Cap au Caire, en menant leurs rails d'abord de Capetown à Broken-Hill (frontière du Congo belge), puis d'Alexandrie à Khartoum et bientôt à El-Obéid. L'achèvement du premier Transafricain n'apparaît plus que comme une question de temps.

L'avenir prochain en connaîtra-t-il d'autres? C'est le problème que viennent de poser, pour certains esprits, les derniers arrangements territoriaux. Que l'intérêt des relations entre l'Europe atlantique (spécialement la France) et l'Amérique du Sud rende nécessaire l'établissement, de Tanger à Dakar, d'une voie ferrée à laquelle se relieraient les voies algériennes, c'est l'évidence même. Faut-il rêver davantage, et, cédant à la séduction qu'exerce sur les imaginations la réussite d'autres transcontinentaux d'Asie et d'Amérique, prévoir ailleurs que sur le papier le raccordement des deux Afriques par un Transafricain d'Alger à Mombaza et au Cap, au prix d'une traversée, sur plus de 3.000 kilomètres, de l'irrémédiable stérilité des plateaux pierreux et des dunes sahariennes? — L'Afrique n'a pas cessé d'être une terre de mirages.

A CONSULTER

Outre les ouvrages généraux indiqués au chapitre XIV du tome I : Galliéni : *Neuf ans à Madagascar*. — Lyautey : *Du rôle colonial de l'Armée*; et : *Dans le sud de Madagascar : pénétration militaire, situation politique et économique*. — Hanotaux : *l'Affaire de Madagascar*. — Denis de Rivoyre : *Mer Rouge et Abyssinie*. — Vignéras : *En Abyssinie*. — Vanderheym : *Une expédition avec le Négous Ménélik*. — Dehérain : *Études sur l'Afrique*. — De Segonzac : *Voyages au Maroc*. — Aubin : *Le Maroc d'aujourd'hui*. — Ismael Hamet : *Les musulmans français du nord de l'Afrique*. — Ct Ferry : *Les Français en Afrique*. — Aug. Bernard : *Le Maroc*.

CHAPITRE VIII

L'ANGLETERRE DE 1832 A 1867

I. — **L'Angleterre parlementaire.** — II. **Organisation de l'empire colonial.**

La réforme électorale de 1832 inaugure une période nouvelle dans l'histoire anglaise. Pour la première fois, l'oligarchie politique (noblesse et *gentry*) qui avait détenu jusque-là l'influence se voit obligée de la partager avec la classe moyenne. La Chambre des Communes cesse d'être la seconde citadelle des intérêts aristocratiques et oppose ses desseins particuliers à ceux des Lords. Seulement, comme les radicaux théoriciens et les industriels enrichis ont dû, pour obtenir la réforme, associer à leur action les masses ouvrières, il est naturel que ces masses, ainsi que les Irlandais, espèrent à leur tour améliorer leur condition demeurée précaire. La première lutte sociale accompagnera la mise en train du régime parlementaire.

I. — *L'Angleterre parlementaire.*

Dernière résistance royale. — De 1832 à 1837, sous le règne de Guillaume IV, si l'aristocratie conserva son prestige dans la vie sociale et son autorité grâce à la Chambre héréditaire, elle dut céder sur deux principes maintenus de l'ancien régime. D'une part, **Robert Peel** à qui le roi, en vertu de sa « prérogative », avait confié, après avoir renvoyé Melbourne, le soin de former un minis-

tère tory en présence de la Chambre whig de 1831, se retira en déclarant qu'un gouvernement « ne doit pas persister à diriger les affaires intérieures contre l'opinion nettement énoncée de la Chambre des Communes » (1834-1835). D'autre part, un an après la mort de Wilberforce qui, depuis 1787, soutenait la cause de l'émancipation des noirs, une loi abolit le servage dans les colonies, moyennant une indemnité aux propriétaires d'esclaves (1834).

Dès lors, pressés par les circonstances, les partis se transforment pour s'adapter à la vie parlementaire. Dans les nouvelles *Houses of Parliament*, reconstruites après le grand incendie d'octobre 1834, pour « enchâsser la libre constitution », les séances des Communes deviennent publiques (pour une assistance très restreinte, il est vrai). Les votes désormais publics des députés sont commentés par les journaux que n'entrave plus aucune censure, sauf celle de la Chambre elle-même, et les partis échangent les noms historiques de « whigs » et de « tories » contre ceux de *libéraux* et de *conservateurs*. Les libéraux accusent (sauf dans l'ordre social et économique) leur programme de réformes utiles à l'individualisme bourgeois. Les conservateurs, fidèles à la monarchie et à l'Église établie, ne demeurent point attachés en aveugles à la tradition ; ouverts aux préoccupations sociales, ils s'appliqueront à prévenir par des sacrifices opportuns les transformations violentes. L'alternance même des deux partis au pouvoir, suivant un rythme imposé par l'opinion de la haute et de la moyenne bourgeoisie, assurera la continuité



La Reine Victoria (1819-1901)
(Dans la seconde moitié du règne)

des réformes qui demeurent acquises, malgré les changements de majorité.

L'ère victorienne. — La princesse **Victoria**, fille du duc de Kent et petite-fille de Georges III, avait dix-huit ans lorsque la mort de son oncle Guillaume IV la fit reine de Grande-Bretagne et d'Irlande (20 juin 1837) (1). C'était lord **Melbourne**, chef de la majorité libérale aux Communes, qui détenait le ministère ; il le conserva jusqu'en 1841, malgré Peel qui le fit tomber en 1839. Mais Peel dut céder la place quand il eut prétendu changer les charges féminines de la maison royale en même temps que la haute administration (affaire des dames d'honneur ou des « femmes de chambre »). Le mariage (10 février 1839) avec le prince **Albert de Saxe-Cobourg**, ennemi de tout éclat, peu populaire, mais instruit, sérieux et réaliste, confirma la reine dans la pratique d'appeler invariablement au pouvoir le chef de la majorité aux Communes. « Dominer les hommes d'État, disait le prince, et conduire les affaires, tels furent l'ambition et l'orgueil » des rois antérieurs. « Identifier la couronne avec des intérêts et des forces », tel était désormais le seul moyen de faire du trône le siège du loyalisme et de la puissance. Victoria refléta ces idées.

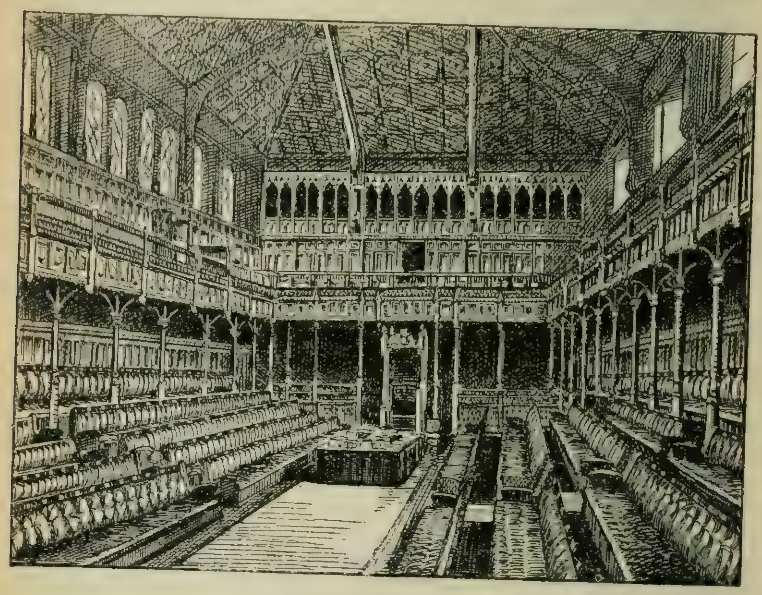
Dans cette « ère » de 64 ans (1837-1901), il serait inexact de croire qu'elle ait « dirigé » les affaires. Mais elle les a toujours connues ; et surtout son règne, qui a vu se produire de si radicales transformations, demeure aux yeux des Anglais comme le résumé d'un fragment d'histoire extrêmement brillant.

L'agitation radicale et ouvrière. — La translation du pouvoir aux mains de la bourgeoisie capitaliste avait laissé subsister trois sortes de plaintes : des radicaux contre l'inégalité politique persistante ; des Irlandais contre les restrictions apportées à leur droit électoral ; des classes populaires contre la misère, exploitée par les employeurs avec la tolérance de l'État. Les radicaux avaient de commun avec les Irlandais qu'ils réclamaient la diminution progressive du cens électoral pour aboutir au suffrage universel ; avec les gens du peuple, qu'ils voulaient une amélioration de la vie ouvrière.

Mais la bourgeoisie des Communes déçut leurs désirs en s'affirmant conservatrice de l'ordre rétabli. Les seules réformes qu'elle consentît devaient consolider sa position récemment conquise. Une

(1) Le Hanovre forma dès lors un royaume particulier avec Ernest-Auguste, duc de Cumberland (cinquième fils de Georges III), comme souverain.

enquête de 1832 avait montré que le système qui mettait les pauvres à la charge de la paroisse menait à leur exploitation par les industriels et les cultivateurs, qui louaient à bas prix leurs services aux surveillants des paroisses, et aussi à l'exploitation des contribuables pour qui la *poor-tax* augmentait chaque année. La *loi de 1834* dut soulager les uns et les autres. D'une part, elle n'accorda plus de secours qu'aux seuls invalides ; d'autre part, elle stipula que les valides qui demanderaient le secours seraient astreints, moyennant



La Chambre des Communes

la nourriture, à travailler dans le *workhouse*. Mesure radicale, mal acceptée de beaucoup de gens, résignés à la misère, et qui se virent astreints au travail ; utile au demeurant, puisqu'elle leur assurait des salaires plus élevés. — Mesure politique, car la loi autorisa les paroisses à s'unir pour répartir plus équitablement la taxe des pauvres et pour organiser les maisons de travail. Ces « unions », administrées par des délégués élus, formèrent, entre la paroisse et le comté, un organe intermédiaire qui échappa assez vite au contrôle des *justice of peace* et à l'influence de la *gentry*. L'année suivante, de semblables unions se fondèrent par districts pour l'entretien des routes et des bureaux d'hygiène (1835). Enfin la paroisse

se vit reléguée au second plan dans les bourgs et les villes nouvelles dont les conseils municipaux furent élus par un très large suffrage (*Municipal-Corporations Act*) et qui élurent eux-mêmes un *maire* et des *aldermen* (1). Auprès de ces municipalités, des *registrars* tinrent les registres de l'état civil. Et tout cet organisme ressortit au *Local government board*, première forme, en 1836, d'un ministère de l'Intérieur.

Les ouvriers s'en souciaient peu. Pendant que les campagnes du sud et de l'est se dépeuplaient, à la satisfaction des grands propriétaires, qui reprenaient les terres communes, et des manufacturiers enrichis, qui se constituaient à bon compte de vastes domaines, les villes de l'ouest et du nord connaissaient l'afflux de population. Au lieu des tenanciers, des patrons moyens et des journaliers de petit métier des comtés agricoles, dont les gains se réduisent à quelques sous par jour, c'est maintenant le prolétariat des usines, des mines du pays noir, qui forme la majorité, à la fois énergique et misérable, du peuple anglais. Le régime de la concurrence entraîne la production à bon marché coûte que coûte; l'usine recherche donc le travail peu rétribué des femmes, même enceintes ou relevant de couches, des jeunes filles et des enfants, astreints aux mêmes fatigues que les hommes dans les filatures et les tissages. Les apprentis, ce sont les enfants pauvres livrés par les *vestries* de campagne aux contremaîtres armés du fouet. La journée de travail, laissée au caprice du maître d'usine, atteint souvent jusqu'à quinze et seize heures, se prolonge pour le nettoyage des machines aux heures des repas et pour les tâches de nuit. Les salaires sont souvent payés en nature ou compensés, à l'estimation du seul patron, par la location forcée d'une maison voisine. Des enfants traînent les chariots dans les mines, brutalisés par les maîtres porions. Dans la petite industrie, en attendant qu'elle disparaisse, les conditions sont les mêmes : tisserands réduits à l'inaction, travailleurs à domicile et ouvrières de l'aiguille exploités sans miséricorde par les petits entrepreneurs et les intermédiaires (*sweating system*) (2), mènent une vie atroce. Dégradés par la brutalité des mœurs et l'ivrognerie d'alcool, entassés dans les *slums* sordides et

(1) Londres resta toutefois jusqu'à 1850 dépourvue d'administration municipale : un ensemble de *vestries* présidées par le curé, élues sous l'influence des lords-patrons, et de bureaux ou commissions chargées par exemple des égouts et de la distribution de l'eau de la Tamise. Seule la police fut organisée. Ce *self-government* semblait si parfait aux libéraux que Stuart Mill, pour avoir proposé aux Communes de créer une vraie administration londonienne, passa pour un dangereux rêveur.

(2) C'est-à-dire « système de la sueur ».

dans les caves des faubourgs, beaucoup versent dans le crime; ils s'en iront entretenir l'armée des forçats dans les bagnes australiens. Les autres retournent à la demi-barbarie, par manque d'une instruction que l'État libéral ne se juge pas tenu de leur assurer.

En 1833, il se contente de faire distribuer une subvention de 20.000 livres par deux sociétés privées, la « British and Foreing School Society » et la « National Society » pour l'Angleterre, et par les associations paroissiales pour l'Écosse. Mais leurs écoles sont aux mains d'hommes sans valeur professionnelle ou sans conscience (enquêtes de 1834 à 1837); et quand, en 1839, le ministère se décide à proposer une loi sur l'inspection des écoles, c'est au tour des Lords de la paralyser.

Le « Chartisme » et la réaction socialisante. — De cette crise sociale prolongée, masquée au surplus aux yeux des étrangers par le développement prodigieux de la richesse commerciale, sortit le mouvement de revendications politiques et sociales inscrites dans la *Charte du peuple* (le mot est d'O'Connell). Rédigée à Birmingham (6 août 1838), sous l'inspiration de l' « Association des ouvriers de Londres », par **Lowett**, son fondateur, elle fut adoptée par Feargus **O'Connor**, fougueux député irlandais de Cork, **O'Brien**, l'avocat **Jones**, **Atwood**, député radical de Birmingham et **Scolefield**, qui donnèrent à l'agitation son caractère de violence. La Charte contenait six articles : élections annuelles au Parlement, suffrage universel, scrutin secret, circonscriptions égales, suppression du cens d'éligibilité, indemnité aux députés des Communes. Un programme radical aussi hardi froissait autant les sentiments des Lords conservateurs qui, avec Macaulay, résignés au fait de 1832, tenaient le suffrage universel pour incompatible avec la monarchie et la civilisation, que ceux des libéraux de haute et de moyenne bourgeoisie. Ils le laissèrent cependant acclamer à travers le pays dans les meetings monstres que présidait O'Connor et où la Charte se couvrait de signatures. Bientôt, des délégués nommés par ces meetings se réunirent, à Londres, en une *Convention nationale* (avril 1839) qui prétendit délibérer en même temps que le Parlement sur les questions ouvrières et qui forma un « Comité de salut public ». Elle centralisa les signatures qui devaient appuyer la Charte sous la forme d'une pétition à Westminster (2 mai 1842). La Chambre refusa de la recevoir. Robert Peel, revenu au pouvoir après des élections conservatrices (1841-1846), réprima les émeutes à Birmingham, à Newport, où des ouvriers grévistes s'avisaient de recommencer l'agitation et se heurtèrent, dès le début, aux nouvelles forces

de police municipale (1843). En avril 1848, les « chartistes », pleins d'illusions sur le rayonnement possible de la révolution de France, reprirent leurs meetings et leurs pétitions avec une Convention de délégués. Une pétition de cinq millions de signatures fut portée à la Chambre ; mais les trois cinquièmes en furent reconnues fantaisistes. La bourgeoisie, sur un appel de Wellington, fournit des *constables* volontaires qui aidèrent la police de Londres à réduire le mouvement. A partir de 1850, il ne fut plus question du Chartisme.



ROBERT PEEL
(1788-1850)

Parmi les ouvriers, il n'avait guère enrôlé que ceux dont le travail subalterne et « non spécialisé » allait devenir inutile par le triomphe du machinisme. Les autres n'avaient pas attendu la crise de 1840-1842 pour se donner une organisation corporative. De 1829 à 1848, par des procédés encore révolutionnaires, des *syndicats* (*Trade Unions*) se formèrent, en vertu de la loi de 1825, pour défendre les intérêts des travailleurs d'un même métier, et pour débattre avec les patrons les conditions de leur salaire. **Owen**, grand filateur de coton, les y avait encouragés en fondant pour eux des sociétés coopératives de production que reliaient entre elles des délégués. Il fit davantage : il leur conseilla de fondre leurs Trade Unions en une seule et vaste association (*Trades Union*), confédération générale du monde ouvrier qui engloba des paysans et même des femmes. Ses 500.000 adhérents acceptèrent d'enthousiasme l'idée de faire imposer par la loi la limitation des heures de travail à huit par jour et d'imposer la loi elle-même au Parlement par la cessation concertée du labeur dans tous les métiers (*grève générale*, 1833). Jamais la bourgeoisie n'avait subi

menace aussi directe. Pour lutter, elle commença par s'unir en associations analogues à celles des ouvriers, répondit aux violences de la grève par celle du *lock-out* (fermeture brusque de l'usine), exigea de ses hommes la déclaration écrite de non-affiliation à un syndicat, et contraignit le ministre libéral Melbourne à déclarer illégale et criminelle l'œuvre des Unions ouvrières. En conséquence, six journaliers de Dorchester, coupables de s'être formés en syndicat affilié à la Trades Union, furent envoyés au bagne (1834). Pendant toute l'année, des meetings, des pétitions, des processions à travers Londres réclamèrent du gouvernement la grâce des condamnés. L'agitation n'aboutit pas ; en 1837 encore, après bien d'autres procès, des filateurs de Glasgow syndiqués furent condamnés à la déportation.

La *Trades Union* cesse alors de jouer le principal rôle ; mais les ouvriers, retenant des idées d'Owen le principe essentiel, demandent désormais à la *coopérative de consommation* le moyen de préparer la fraternité économique. C'est ainsi que se fonde la « Société des équitables pionniers de Rochdale » (1844). Après les crises de misère de 1846, et à la faveur de la reprise des affaires, les syndicats en reviennent à l'action pacifique ; telles les Unions des ouvriers du livre, la *Société des mécaniciens*, modèle de beaucoup d'autres (1851). Restreintes volontairement à la gestion d'intérêts économiques, et limitées en principe à des métiers bien déterminés, elles finissent par « amalgamer » bon nombre de syndicats qui s'en réfèrent à un comité central pour l'étude approfondie des questions spéciales à la classe ouvrière. Parallèlement, des fédérations nationales réunissent les principaux métiers ; pour les diriger se crée une élite ouvrière, celle des secrétaires de syndicats, tout prêts à transporter dans la politique leurs énergies réformatrices. Ce sont eux qui, en 1861, imagineront les *Trades Councils* avec les délégués des Unions d'un même centre et une « Junte » qui travaillera de façon continue à détruire, malgré les tenants de l'économie orthodoxe, les cadres étroits de l'ancien contrat pour faire reconnaître le droit syndical nouveau. Mais il faudra d'abord que cette élite ouvrière, alliée avec les radicaux, ait fait tomber une partie des privilèges électoraux de la haute bourgeoisie.

L'agitation irlandaise (1829-1848). — A partir de 1829, les Irlandais, ou du moins certains d'entre eux, furent électeurs et éligibles. Mais l'Irlande continua d'être administrée par des fonctionnaires protestants, la dîme d'être perçue sur les catholiques romains pour l'entretien de l'Église établie ; et bien que, dans cer-

tains districts, la condition des tenanciers se fût améliorée (des maisons sont construites à leurs frais en grand nombre et la population de l'île s'élève en 1840 au chiffre de 8 millions et demi), les *landlords* gardaient le droit de les évincer ou au moins de les affamer par l'arbitraire du prix des fermages. « L'émancipation, disait l'évêque catholique Mac Hale, n'a rapporté que peu de bénéfices à la grande masse du peuple. »

C'est cet évêque d'un diocèse très pauvre qui représenta à cette date l'esprit d'opposition irlandais, bien plus que l'archevêque de Dublin, Murray, que le vice-roi gagnait aux idées de modération, plus même qu'O'Connell, très loyaliste à l'égard de la reine et qui, de tempérament parlementaire, tout en continuant sa propagande catholique et libérale, réclamant même le suffrage universel, faisait voter à Westminster les députés catholiques pour le ministère Melbourne. **Mac Hale** répudiait la *loi scolaire de 1831* qui créait en Irlande l'école neutre, avec l'enseignement religieux donné en dehors des heures de classe; il dénonçait le régime usuraire des landlords, l'existence précaire des paysans, l'indifférence du gouvernement pour l'industrie irlandaise; il repoussait même l'idée d'un traitement servi par l'État aux curés, tant que l'inégalité serait maintenue entre les deux peuples au détriment du plus nombreux, muré puis exproprié dans son île par la « garnison » anglaise. « Qu'on abolisse [d'abord] les dîmes, qu'on pourvoie au sort des pauvres. » En face de l'occupant saxon, il s'attachait à retrouver à travers l'Europe les traces de l'évangélisation irlandaise du VIe siècle et restaurait la langue gaëlique dans la liturgie. Avec lui, l'identification se fit complète entre le catholicisme et les aspirations nationales (1830-1840).

Après 1840 et la chute de Melbourne, cesse la politique des « sourires à l'Irlande » et, d'autre part, l'île va passer comme la Grande-Bretagne par une longue crise de misère (1840-1848). Dès la constitution du cabinet conservateur, O'Connell recommença de combattre les « Saxons envahisseurs », reforma la Ligue pour le rappel de l'union (National Loyal Repeal Association). D'accord avec les jeunes évêques, Mac Hale, Cantwell, Higgins (qui parlait avec lui sur les plates-formes des meetings), il revendiqua le *self-government* qui, sans péril pour l'unité de l'Empire britannique, créerait un Parlement à Dublin et relèverait l'Irlande « au rang d'une nation digne et prospère ». En 1843, il fit acclamer ce programme à Kells, à Mellingar, à Trin, à Tara (où se pressèrent 250.000 *repealers*). Mais Peel intervint pour interdire le meeting monstre de Clontarf (5 octobre 1843). Et O' Connell s'inclina. Peel, pour épuiser la victoire, le

fit néanmoins traduire devant un jury protestant qui le condamna à un an de prison et à 50.000 francs d'amende. Mais la Chambre des Lords cassa l'arrêt.

Peel essaya donc d'une politique d'apaisement ; il tripla la dotation officielle du séminaire catholique de Maynooth et créa une nouvelle Université (Queen's Colleges) d'enseignement littéraire et scientifique, non confessionnelle. Tout de suite elle eut contre elle les catholiques et les protestants. Au surplus, O' Connell s'avouait dépassé ; le groupe de la *Jeune Irlande*, affilié à la Jeune Europe de Mazzini, affectait naturellement une allure révolutionnaire. Au début, quelques prêtres lui étaient venus pour qui O' Connell, avec ses scrupules légalistes de juriste anglais, n'était qu'un grand homme manqué. Mais très vite le parti s'affirma laïque ; son journal, la *Nation*, s'employait à instruire la génération nouvelle dans les maximes d'un radicalisme réaliste (1840-1845). A ses yeux, la Confédération irlandaise devait viser à la constitution rapide de la « République irlandaise ». En attendant, il dénonçait l'injustice du *Jury Packing* qui permettait aux Anglais de récuser, lors du tirage au sort des jurys, tous les catholiques et les nationalistes (1844). Puis il rompit avec O'Connell. Sous l'inspiration de Smith **O'Brien**, déjà mêlé au mouvement chartiste, de Francis **Meagher** et de John **Mitchell**, il déclarait que la force seule, l'insurrection, pourrait obtenir le rappel de l'Union (27 juin 1846). O' Connell partit pour Rome, qu'il ne devait pas atteindre ; il mourut le 15 mai 1847.

La *famine* atroce qui pesa sur l'île en 1846-1847, à la suite d'une maladie de la pomme de terre, exaspéra l'Irlande et la dépeupla. Pour ne pas mourir de faim, ce qui fut le sort d'un grand nombre, des Irlandais émigrèrent en Amérique où ils formèrent comme une nouvelle nation. Ceux qui restaient (6 millions sur 8) s'excitaient aux résolutions désespérées. O'Brien vint à Paris demander des secours militaires et l'appui de la France ; Lamartine les refusa. Le ministère libéral de lord **John Russell** (1846-1852) n'attendit pas plus longtemps. Aux termes d'une « loi de baillon », il déféra les tenants de « la République irlandaise » à des tribunaux d'exception qui condamnèrent Mitchell à quatorze ans de déportation. O'Brien et Meagher, acquittés, attaquèrent à *Ballingary* un corps de police qui les dispersa. Arrêtés avec leurs principaux lieutenants, ils furent condamnés à mort, graciés et déportés (août 1848). Ce fut la fin de la Jeune Irlande, non pas celle des agitations irlandaises ni des crises sociales.

« Le remords social » et les réformes ouvrières. — Le

malaise révélé après 1832 dans les classes inférieures fut mis d'abord par les penseurs au compte du triomphe de la bourgeoisie industrielle, celle des « lords du coton ». C'étaient ses vices qui, en arrachant le peuple des villes à l'influence de ses anciens tuteurs spirituels et temporels, en ne laissant subsister d'autre règle de relations entre les hommes que l'utilitarisme de Bentham et l'individualisme de Ricardo, avaient laissé se développer la misère. L' « Old merry England », grâce au progrès matériel réalisé par les « Philistins » chercheurs de bénéfices et insensibles à la culture intellectuelle, devenait la proie de la médiocrité morale, de la concurrence brutale pour le luxe, de la vulgarité et de la laideur. Cet enseignement, prêché par **Carlyle** et **Ruskin**, illustré par les violences du Chartisme, se produit à un moment utile, celui où dans les Églises, comme dans l'aristocratie, des esprits généreux se demandent en quoi consiste leur devoir à l'égard des déshérités. Le « remords social », né vers 1840, n'inspire pas seulement les disciples de Carlyle, Frédéric **Maurice**, théologien et prédicateur moral, **Kingsley**, apôtre de la coopération et de la charité sociale activement pratiquée par les classes dirigeantes, et en général les « socialistes chrétiens » de 1848. Il se trouve encore à la base des *Principes d'économie politique* où **John Stuart Mill**, délaissant les axiomes du libéralisme absolu, pose les règles d'une propriété collective des instruments de travail, énonce le droit pour tous à jouir des produits du labeur commun.

Il gagne la bourgeoisie elle-même, préparée à le comprendre par le ***réveil du sentiment religieux*** (1). A l'époque où le ministère libéral de lord Grey supprime en Irlande deux archevêchés et dix évêchés anglicans (1833), les éléments les plus agissants de cette Église en entreprennent la restauration dans les âmes, seul moyen d'éviter en Angleterre même une « apostasie nationale ». **John Keble**, auteur de l'*Année chrétienne*, s'atteste l'initiateur du mouvement dont Oxford est le centre. Avec lui, **Froude**, **Rose, Palmer**, **Pusey** et **Newman**. Leur « Association des Amis de l'Église » établit dans des brochures de propagande les titres de l'anglicanisme à la direction des consciences. La bourgeoisie les dénonce au début comme des traîtres à l'esprit de la réforme protestante (1839), des suppôts de l'Église romaine ; en effet, Newman et ses disciples les plus ardents adhèrent au catholicisme intégral (1845). Les autres, les vrais « Puseyistes », continuent leur effort dans les cadres de

(1) Alors seulement se fixe le type de l'Anglais, puritain et rigoriste, tel que se plaît à le représenter la littérature du continent.

l'Église anglaise, et appuient **Ruskin** dans la prédication de son évangile à la fois esthétique et social. Cette philanthropie active s'applique à prévenir les révolutions politiques et à enrayer la dégénérescence de la race, que la liberté de l'usine produisait chez les travailleurs. Auprès d'eux commence (1842) une véritable croisade contre l'alcoolisme. En Irlande, c'est un prêtre catholique, le P. Mathieu, qui la conduit ; en Angleterre, elle est aussi d'inspiration religieuse. Aidée par les taxes croissantes dont le Parlement frappe l'eau-de-vie (tout en abaissant les droits sur le thé), elle s'avère comme le début d'une réforme des mœurs populaires.

Les ***règlements d'usines*** antérieurs à 1830 n'étaient pas appliqués, non plus que la *loi sur les manufactures* de 1831 (Factory Act). **Lord Ashley**, Fielden, Sadler obtiennent cependant que la loi interdise dans toute manufacture (sauf celles de la soie) le travail de plus de douze heures aux jeunes ouvriers de moins de dix-huit ans. Mais les patrons la tournent, malgré les inspecteurs, par l'organisation d'un système d'équipes. En 1840, Ashley et ses amis suscitent donc une série d'enquêtes qui dévoilent les scandales des ateliers et des mines. Dès lors, la *loi sur les mines* (1842) interdit tout travail aux enfants de moins de dix ans, et soumet les mines à une inspection ; celle de 1844 sur l'industrie textile l'interdit aux enfants de moins de neuf ans, et fixe une limite au travail des femmes ; en 1845, une troisième réglemente le fonctionnement des usines d'impression sur étoffes. Enfin la grande *loi de 1847* (appliquée totalement en 1850) fixe à dix heures la journée de travail pour les femmes et les enfants. Elle ne parle pas des adultes ; mais comme leurs tâches sont solidaires de celles de leurs auxiliaires plus faibles, il s'établit rapidement que la limitation s'appliquait aussi à leur travail. La moyenne bourgeoisie accepta toute cette législation, qui haussait le niveau matériel et moral des ouvriers (leur *standard of life*) et assurait une production plus stable sans à-coups.

Elle se développe, en étendant d'abord sa tutelle aux industries voisines du textile, puis à la petite industrie d'atelier. A la suite d'une enquête nouvelle sur la situation des enfants astreints au travail (1861-1866), la *loi de 1864* l'imposa aux établissements métallurgiques, aux manufactures de papier, de verre et de tabac ; deux *lois de 1867* réglementèrent le fonctionnement des petits ateliers (Workshop Regulation Act). Dans cette émancipation du travailleur anglais, les philanthropes vont jusqu'au bout, jusqu'à la correction des vices sociaux : les *asiles d'aliénés* sont soustraits à la barbarie des anciens traitements et soumis au contrôle de l'État

(1845) ; l'emploi des petits rémouleurs, souvent volés à leur famille, est défendu (1840) ; supprimée aussi la « presse des marins » (1835) ; le duel interdit aux officiers (1844) après une propagande qui depuis 1840 l'avait fait disparaître des mœurs ; interdite enfin la vieille coutume des combats d'animaux. — La *réforme des prisons* est mise à l'étude, cependant qu'autour de la « Société contre les habitations insalubres » s'organise la lutte contre l'entassement des familles ouvrières dans les *slums* des faubourgs (loi de 1851).

L'instruction retient enfin l'attention du Parlement ; mais les essais restent timides parce que les écoles dépendent étroitement des diverses confessions religieuses. En 1836, l'*Université de Londres* se fonde pour devenir un centre d'études modernes, moins dépendant qu'Oxford et Cambridge des formes du passé. Trois ans après, lorsque les subventions prévues pour les écoles par la *loi de 1833* sont augmentées (elles le seront encore en 1851 et deviendront en 1853 proportionnelles au nombre d'élèves), un *Comité du conseil privé* pour l'enseignement est chargé d'en surveiller l'emploi. Modestes débuts d'un ministère de l'Éducation ; les efforts déployés par Matthew Arnold pour obtenir que la culture intellectuelle s'impose aux dirigeants, devaient en hâter les progrès.

La révolution économique et le libre-échange. — La révolution la plus profonde, imposée par les faits et les besoins nouveaux de la nation, eut pour objet de donner aux ouvriers le « pain à bon marché ». Les droits sur les blés étrangers avaient été soumis par Canning, Peel et Huskisson au système de l'*échelle mobile* (1823-1827) ; en fait, ils se trouvèrent maintenus pour payer à la *gentry*, sous forme de revenus fournis par les consommateurs, les services qu'elle avait rendus au temps des guerres continentales. Les Chartistes en avaient réclamé l'abolition, sans résultat. Cependant les économistes philanthropes observaient que cet enrichissement de l'aristocratie foncière ne pouvait s'opérer qu'en augmentant la misère, avec le prix du pain. L'un d'eux, **Richard Cobden**, « self made man », instruit par ses voyages aux États-Unis, fonda avec **John Bright** la « Ligue contre les droits sur les blés » (*Anti Corn-Law League*) à Manchester (1838). Il s'agissait non seulement d'imposer la suppression des droits d'entrée sur les céréales, mais d'aboutir à un système général de libre-échange applicable à toutes les matières du commerce. Adeptes du parti radical et industriels bourgeois amis de la paix, Cobden et Bright concevaient la possibilité de supprimer les guerres internationales, de faire circuler dans une sorte de République universelle les

richesses et les idées et, sans intervention de l'État, d'assurer le bien-être des classes ouvrières par le seul développement du commerce délivré de ses entraves. L'« École de Manchester » résumait ses théories en quelques formules : laisser faire, laisser passer ; — abstention de l'État en matière économique ; — libre-échange universel ; — paix avec l'étranger. — Elle les colporta à travers le royaume, au moyen d'une propagande par *tracts* (comme ceux des néo-anglicans), par meetings, par tournées de conférences.



RICHARD COBDEN
(1804-1865)

En 1841, Cobden, député aux Communes par les manufacturiers de Manchester, inaugurait la campagne parlementaire. Il fallait bien que Peel, revenu au pouvoir, et qui y appelait **Gladstone** (comme président du *Board of Trade*), amorçât la réforme malgré le parti conservateur (1842). Poussant à bout le système de l'échelle mobile, il détaxait les céréales étrangères dans la proportion où la production nationale augmentait de prix, et supprimait tout droit d'entrée quand l'Angleterre (qui exporta du blé, les années moyennes, jusqu'à 1851) devait suppléer à une récolte déficitaire par des apports de l'étranger. Sur 1250 articles du tarif, 750 étaient supprimés ou très réduits. Mais si le système obligeait les Anglais à la culture du blé (nécessaire au cas d'une guerre continentale, comme celle qui avait menacé en 1840), Cobden observait qu'il favorisait l'agiotage et l'accaparement au profit des spéculateurs. Peel ne résista pas à l'expérience de la famine de 1846 et des misères effroyables qu'elle causait en Irlande. Gagné au libre-échange par le sentiment des obligations du pouvoir envers les masses, et renversé d'abord (1845) pour avoir proposé, d'accord avec Cobden, la suppression des droits sur les blés, il redevint ministre pour faire voter la loi (25 juin 1846) grâce à l'appui de 104 conservateurs (Peelites) et des libéraux, mais sans pouvoir se maintenir plus longtemps contre la rancune

des landlords qui lui reprochaient d'avoir rompu les liens du parti.

Les résultats s'annonçaient immenses. Bien loin que l'industrie souffrît de cette brèche pratiquée dans la vieille législation douanière, elle profita de l'essor commercial qui alors commença ; servie par une marine décidément supérieure à toute concurrence, elle faisait abolir, en 1849, l'*Acte de Navigation*. En 1852, **Disraëli**, le nouveau chef conservateur, renonçait solennellement aux théories protectionnistes. Les Anglais associèrent désormais leurs espérances de richesse commerciale avec l'idée même du libre-échange. Les paysans ne s'en plaignaient pas, à qui leurs landlords enseignaient avec profit les meilleures méthodes d'élevage ; les ouvriers voyaient hausser leurs salaires et avaient le pain à bon marché. Le *traité de commerce*, proposé par Bright et Gladstone, que Cobden vint signer avec la France (1860), s'attestait comme une application nouvelle du principe. L'Angleterre levait les droits d'entrée sur les produits français; la France supprimait les tarifs prohibitifs, et abaissait notablement les taxes sur bon nombre de produits anglais : houille, fer, fonte, acier, machines, fils, tissus, etc. Sur le même plan, des accords furent signés avec d'autres pays. Gladstone en signalait deux avantages : d'abord la suppression des droits sur certains articles permet au peuple, dont les ressources sont limitées, de consommer davantage d'autres articles, ce qui tourne au bénéfice du revenu public ; en second lieu, toute remise de droits a pour effet d'augmenter la consommation générale, par suite d'imprimer une vive impulsion à la production et au travail. La circulation insoupçonnée de richesses qui en résulta pendant quarante années (1850-1890) lui donna raison ; elle devait hâter, il est vrai, l'évolution démocratique, que 1832 n'avait qu'amorcée.

Réforme électorale de 1867. — Après la grande réforme et la retraite de Peel, l'attention des Anglais se porta surtout, à la suite de Palmerston qui avait réussi à suspendre la vie politique intérieure, sur les questions du dehors. Des épreuves les surprirent : les humiliations de la guerre de Crimée (voulue cependant par eux), où l'armée apparut mal commandée, routinière, inférieure à son rôle, et surtout la révolte de l'Inde (1857), qui posa un moment le problème d'une dislocation possible de l'empire colonial. Comment la haute bourgeoisie aurait-elle refusé plus longtemps les droits politiques aux artisans des villes, créateurs de la richesse sur laquelle reposait le prestige de l'Angleterre ? Déjà, en 1860, quand les Lords avaient retranché du budget les articles qui supprimaient

la taxe sur le papier, Gladstone avait fait voter aux Communes la déclaration que la « Chambre haute n'a pas le droit de modifier le bill annuel des finances ». La « Ligue nationale pour la réforme », dirigée par John Bright, la réclama dans des meetings monstres à Londres, dans les villes industrielles et en Écosse. Le ministère libéral **Russell-Gladstone**, qui gouvernait depuis 1859, proposa après la mort de Palmerston (1865), pour qui 1832 représentait les concessions définitives, un bill qui abaissait notablement le cens électoral. Les Communes le renversèrent. Le ministère **Derby-Disraëli**, conservateur, n'était pas unanime en faveur de la réforme. Des émeutes sanglantes, à Londres même, la lui imposèrent. Ce bill, que Disraëli aurait souhaité plus étendu, fut voté en 1867. Pour commencer, il procédait à une distribution nouvelle des circonscriptions, qui enlevait 53 sièges à des bourgs pour les répartir entre les comtés. Dans les villes et bourgs, il accordait le droit de vote à tous les citoyens inscrits au rôle de l'impôt, sans condition de cens; dans les comtés (à la campagne), il abaissait le cens à la possession ou à la location d'une maison rapportant 300 francs. C'est donc encore au domicile (qu'il faut occuper depuis un an) qu'est attaché le titre électoral. En fait, la plus grande partie des ouvriers des villes (800.000 pour 1.119.000 électeurs nouveaux) devait en bénéficier. La base du suffrage devenait démocratique. La conséquence fut de faire entrer aux Communes des députés ouvriers, secrétaires des Unions syndicales, qui, sans secousse, vite adaptés au parlementarisme libéral et radical, allaient l'amener à remplacer le « laisser-faire » manchestérien par l' « interventionnisme », en vertu duquel l'État interpose sa médiation ou son autorité pour le règlement des questions ouvrières.

L'auteur de la réforme était Disraëli. Inventeur du nouveau torysme démocratique, il l'enrichissait en même temps d'une notion nouvelle, celle de l'impérialisme.

II. — *Organisation de l'Empire colonial.*

L'Empire colonial anglais au XIXe siècle. — L'organisation de l'Empire colonial appartient à la même époque qui a vu la transformation de l'Angleterre dans le sens démocratique parlementaire. En 1815, l'Inde mise à part, l'exploitation coloniale ne semblait guère avancée. Même la conquête militaire n'était pas terminée : elle s'était appliquée seulement au Canada et à Terre-

Neuve, à la Jamaïque et aux Petites-Antilles, à la Guyane, aux côtes de l'Inde et à Ceylan. La pénétration ne faisait que commencer dans le Dekkan et dans le bassin du Gange; et quant à la côte orientale d'Australie, elle ne servait encore que pour les escales océaniques et pour la déportation.

De 1815 à 1832, l'attention du gouvernement se laisse absorber par la crise politique intérieure, par la question d'Orient et, avec Canning, par le développement du commerce anglais dans l'Amérique du sud émancipée. Mais c'était à Londres un dogme qu'il appartenait aux Iles britanniques de posséder la maîtrise des mers. C'est pourquoi, comme points d'appui pour la flotte, l'Ascension est occupée en 1825, puis Singapour en 1829, Aden en 1832, les îles Falkland en 1833, Hong-Kong en 1841. Ainsi s'exerce le contrôle sur les routes maritimes du monde. Mais la colonisation commence à peine : les Irlandais de 1846 émigrent aux États-Unis, et non au Canada, cependant catholique; les travailleurs des champs vont peupler les villes. A l'encontre d'une croyance répandue en France, l'opinion publique s'y intéresse peu. Carlyle seul, quand il prévoit que la misère pourrait bien être plus forte que les lois destinées à la combattre, songe à déverser le trop-plein de la population, aux frais de l'État, dans les colonies lointaines, fragments d'un Empire en train de se constituer. De fait, ce n'est qu'en 1847 qu'a recommencé le mouvement d'émigration.

Le Canada. — Depuis que la « deuxième guerre de l'indépendance » (1812-1814) avait soustrait à l'Angleterre l'espoir de dominer les États-Unis, ce n'est plus en Amérique que se trouvait le centre de l'Empire britannique. Le Canada n'était guère peuplé que par les 700.000 descendants des colons français, qui formaient un élément loyaliste mais irréductible à l'assimilation ; le territoire de la baie d'Hudson, réuni en 1821, n'était qu'un désert; 10.000 colons et métis campaient dans la « prairie » centrale autour du lac Winnipeg. A l'ouest, s'étendait jusqu'à l'Alaska un territoire indéterminé, soumis depuis 1818 au double contrôle des États-Unis et de l'Angleterre, et dans lequel le contesté de frontière ne sera réglé qu'en 1846. Cependant un Haut-Canada, pays de grande culture, se fondait au nord-est des grands lacs, peuplé en 1840 de 300.000 habitants, Anglais et protestants en majorité.

A ces colons, la métropole avait accordé des institutions représentatives (1791). Une assemblée élue de 50 députés siégeait auprès d'un *Conseil* de 15 membres nommés par le gouverneur. Mais la juxtaposition des deux éléments de race devait produire, comme

en Europe, de longues et violentes luttes. Dès 1825, la question des terres publiques réservées, d'après le « Pacte Colonial », au clergé « protestant », mettait aux prises **Strachar**, évêque de Toronto, chef des loyalistes autoritaires, qui les revendiquait pour le seul clergé épiscopalien, et **Mackenzie** qui, au nom du parti libéral radical, en réclamait le bénéfice pour tout ce qui n'était pas catholique. La crise n'éclata cependant qu'en 1837. Dans le Bas-Canada, les Canadiens français, fiers de leur nombre, de leur culture intellectuelle, de leurs ressources en industrie et en agriculture, soutenaient **Louis Papineau**, président de la Chambre (1812-1832), et ancien combattant de 1812 contre les États-Unis, dans ses conflits avec le gouverneur **lord Dalhousie**. Dalhousie prononça en 1834 la dissolution de la Chambre et lui enleva le droit de voter l'impôt. Les Canadiens refusèrent de le payer, en appelèrent au Parlement de Westminster, qui leur donna tort. Dès lors, l'agitation s'exprima par des meetings en plein air, où Papineau fonda « l'Association des fils de la liberté ». Il leur imposait la résolution de ne plus acheter aucune marchandise de provenance anglaise. Mais lorsque Papineau recourut à l'insurrection, il fut vaincu par les troupes régulières, et réduit à fuir aux États-Unis (1837). — Le même échec attendait Mackenzie : plusieurs fois élu, il s'était vu invalider par la majorité du Parlement. En 1834, il se fit nommer maire de Toronto, et s'appuya désormais sur le parti radical anglais. Deux ans après, il n'en était pas moins battu pour avoir parlé de « la domination funeste de l'Angleterre » ; jeté dans l'insurrection où il espérait, d'accord avec Papineau, attirer le plus grand nombre (décembre 1837) et vaincu à son tour, il rejoignit Papineau aux États-Unis.

Une telle révolte obligea le gouvernement des whigs à s'occuper des colonies. Une enquête parlementaire (1838) montra que, comme naguère aux États-Unis, le régime d'arbitraire ne saurait s'appliquer à des nations jalouses déjà d'autonomie ; le rapport de lord Durham, qui dénonçait dans l'organisation présente l'absence de sécurité et le danger de perpétuer dans ce monde neuf les antagonismes de race, héritages des vieilles sociétés, concluait à « l'union du Haut et du Bas-Canada dans un gouvernement libre et responsable ». Même conclusion du commissaire Poulett Thomson, envoyé de Londres (1839) pour juger de la situation sur place : nécessité d'un régime parlementaire avec un ministère responsable. Ainsi procéda, après appel au patriotisme des loyalistes pour empêcher le séparatisme, la *Constitution du 23 juillet 1840*, premier exemple, pour les colonies anglaises, d'un régime de liberté. Elle instituait un *Parlement* commun aux deux provinces dont chacune

nommerait la moitié ; la langue officielle serait l'anglais, et le gouverneur ne pourrait opposer son *veto* aux résolutions votées par le Parlement, d'accord avec le ministère, que dans le cas où les droits de la couronne seraient directement en jeu. La capitale fédérale fut fixée à Kingston. Dans les provinces maritimes, la même lutte aboutissait en 1840 aux mêmes résultats. En pratique, et malgré l'habileté de lord Durham, le régime parlementaire ne fonctionna pas sans à-coups. Si, en 1842, un Canadien français, **Lafontaine**, présidait le ministère, la pression gouvernementale s'exerçait dans le sens anglais pour les élections à la Chambre basse, et Londres devait rappeler le gouverneur de la Nouvelle-Écosse, en conflit avec l'Assemblée. Pourtant, **lord Elgin** se croyait assez fort pour prendre un ministère en majorité de race française (1847), prononçait en français le discours du trône (1849), réglait l'indemnité accordée aux propriétaires féodaux en compensation de la censive abolie, signait avec les États-Unis un traité de réciprocité commerciale (1852).

Le « Dominion of Canada ». — Les difficultés recommencèrent pourtant entre le Haut et le Bas-Canada. En 1840, c'était le Canada français qui l'emportait pour la population ; avec les progrès de l'expansion dans les terres neuves du centre, au contact de l'Union américaine, ce fut bientôt l'inverse. Les Anglais des lacs, tout divisés qu'ils étaient en conservateurs, libéraux et radicaux ceux-ci dirigés par Brown qui, dans son journal *le Globe*, réclamait la sécularisation des biens du clergé), réclamaient contre l'acte de 1840 et la prétendue égalité de représentation des deux provinces. L'instabilité des ministères, qui succombèrent nombreux de 1855 à 1864 sous la coalition des partis (notamment la coalition radicale-conservatrice), démontra le caractère précaire de l'Union. Peut-être même se serait-elle rompue, si le danger des États-Unis n'avait contribué à la rétablir.

Ce danger était double. D'une part, la mise en valeur des terres à blé du Minnesota et du Dakotah donna tort à la « Compagnie de la baie d'Hudson », propriétaire du centre et de l'ouest canadiens ; ses agents en niaient la fertilité et prétendaient les maintenir à l'état de réserve de fourrures. Les colons qu'elle avait établis à Vancouver en 1847 s'adressèrent au gouvernement qui, après l'enquête de 1857, reprit à la Compagnie, malgré ses intrigues, les terres de l'Ouest, pour en former la *Colombie Britannique* (1858), en attendant que le *Rupert's land Act* lui retirât les terres du Winnipeg, plus fertiles encore que celles des États-Unis. D'autre part,

la guerre de Sécession avait déterminé une crise dans les colonies maritimes canadiennes. Jusque-là, leurs produits agricoles avaient alimenté librement les États de la Nouvelle-Angleterre ; après la guerre, le traité de 1852 fut dénoncé par le parti républicain, qui espérait peut-être attirer dans l'Union les colonies maritimes. Enfin, pour s'assurer vers l'Angleterre, demeurée l'acheteur essentiel et le protecteur en cas de guerre, un débouché plus sûr que le Saint-Laurent, gelé une partie de l'année, il fallait de l'argent. Seul un grand État avait chance de s'en procurer.

Ainsi l'union était souhaitée par les colonies maritimes dans un intérêt économique, par celles de l'intérieur pour rétablir l'équilibre entre les deux Canadas. Sur l'initiative commune de **Brown** et des chefs des partis, **Macdonald** et **Cartier**, une conférence de 33 délégués s'ouvrit à Québec, présidée par **Étienne Taché** (16 octobre 1864). Elle promulgua le *British North America Act* qui, accepté en 1867 par le Parlement de Londres, établit le Dominion entre les quatre provinces d'*Ontario* (Haut-Canada), *Québec* (Bas-Canada), *Nouveau-Brunswick* et *Nouvelle-Écosse*. Chacune conservait un gouvernement local, un gouverneur, un ministère responsable, un Parlement de deux Chambres. Puis, les États autonomes déléguaient au pouvoir fédéral, établi à *Ottawa*, la défense du territoire, la justice criminelle, la naturalisation, le commerce et les douanes, les taxes indirectes et le service de l'émigration. Le gouverneur général, vrai monarque constitutionnel, nommé par la reine, choisit un premier ministre (après Cartier, ce fut John Macdonald jusqu'à 1891), responsable avec ses collègues devant un *Parlement fédéral*. Le Parlement comprend un *Sénat* de membres nommés à vie par la couronne en nombre déterminé dans chaque province, et une *Chambre des Communes*, élue par un suffrage censitaire très large et au scrutin secret. Bientôt, dans ce Canada nouveau, où la souveraineté britannique ne s'affirma plus que par la présence du gouverneur et du commandant de la milice (les deux seuls fonctionnaires envoyés de Londres), vinrent fusionner les provinces que des vues particulières ou leur éloignement avaient tenues à l'écart de l'acte de 1867 : le *Manitoba* en 1870, après la tentative peu explicable de Louis **Riel** pour former un gouvernement séparé ; la *Colombie britannique* avec l'île Vancouver en 1871.

En 1874, l'*île du prince Édouard* accéda à son tour, moyennant une contribution fédérale annuelle versée au budget de l'île, et la construction d'un chemin de fer. Déjà il devenait possible de prévoir la mise en valeur de la prairie jusqu'aux Rocheuses : territoires d'Assiniboia, de Saskatchewan, d'Athabasca, d'Alberta, de Keewatin,

administrés par des gouverneurs envoyés d'Ottawa, en attendant leur transformation en provinces autonomes. — Seule, *Terre-Neuve* demeura en dehors, dominée par une oligarchie de marchands, colonie chétive, qui « se donnait beaucoup de mal pour vivre », paralysée qu'elle était par la servitude du French Shore.

La Colonie du Cap. — L'établissement des Anglais au Cap, à la place de la *Compagnie hollandaise* qu'ils abolirent, tira toute sa valeur, au début, de sa situation de principale escale sur la route de l'Inde, devenue après 1815 l'élément essentiel de l'empire colonial. Bien que la première occupation datât de 1806, la population anglaise se présentait peu serrée sur la côte ; elle devait se garder contre les indigènes Cafres, qui venaient piller les propriétés et voler le bétail, et contre la mauvaise volonté des *Boers* ou *Afrikanders*, descendants des anciens colons hollandais et français protestants, organisés en communautés patriarcales fondées sur le servage des noirs. Le gouverneur **Somerset** n'en appela pas moins des colons anglais pour lesquels le Parlement vota une subvention de 50.000 livres sterling. 5.000 s'en allèrent fonder *Port-Élisabeth* (1820) et importèrent des procédés perfectionnés pour l'élevage.

Ces colons, augmentés de ceux qu'attiraient les descriptions de Somerset, voulurent bientôt échapper à l'autorité incontrôlée du gouverneur et réclamèrent les mêmes libertés qu'en Angleterre (1824) ; ils obtinrent, avec la suppression de la censure sur les journaux, l'institution d'un *Conseil exécutif* adjoint au gouverneur (1826) et d'un *Conseil législatif* dont les séances seraient publiques (1834). En même temps, ils annihilaient la situation politique des Afrikanders, proscrivaient la langue hollandaise de l'administration et de la justice (1825-1828), revisaient les titres de propriété des Boers; enfin, ils abolissaient l'esclavage en 1833. Mais les Boers avaient besoin de leurs esclaves pour la culture et l'élevage ; l'idée que la loi anglaise mettait des esclaves noirs sur le même pied que des blancs propriétaires leur semblait scandaleuse. Au surplus, l'indemnité accordée par le Parlement (76 millions) ne pouvait être payée qu'à Londres; elle ne le fut qu'à quelques-uns.

En 1835, des familles, groupant 10.000 personnes, partent donc avec leurs chariots à bœufs, pour aller chercher des terres hors de la domination anglaise. Ce fut le premier *Voertrekken* qui, coupant en deux les tribus Griquas, Basoutos et Betchouanas, mena les uns vers le nord, les autres vers le nord-est. Ceux du nord, guidés par **Potieter**, exterminèrent les Cafres « amalécites », constituèrent la *République du Fleuve Orange*, où ils menèrent la vie pastorale. Ceux du nord-est,

avec **Rétif**, **Pieter Maritz** et **Andries Pretorius**, descendirent en *Natalie*, sur les pentes fertiles qui mènent des sommets du Drakensberg jusqu'à la mer, et y fondèrent *Pietermaritzbourg*. Établissement difficile, car c'est à grand'peine qu'ils avaient triomphé des Cafres. Déjà en 1834, Eschaka, un Zoulou, avait attaqué les colons anglais ; les milices boers (commandos), aux ordres de Pretorius, vainquirent son successeur, **Dingan** (1839). Puis le gouverneur du Natal, **Durban**, le vainquit à son tour, donna son propre nom au port principal de la côte et, sous prétexte de sécurité contre les noirs, déclara annexé tout l'arrière-pays occupé par les Boers, mais ne s'attaqua pas à la Cafrerie restée indépendante. En tout cas, Pietermaritzbourg devint anglaise, grâce à des colons appelés d'Angleterre et de l'île Maurice par le nouveau gouverneur, Napier ; les Boers, qui refusaient de se plier aux exigences de l'administration britannique et qui se réclamaient vainement du roi des Pays-Bas, transportèrent plus loin leurs chariots (1843). Second *Voertrekken* qui porta les Afrikanders du Natal vers l'ouest, et d'abord dans l'Orange, où ils retrouvèrent les *trekkers* de 1835 et domestiquèrent les Bechouanas et les Griquas (1846).

Les Anglais les y poursuivirent. Sous prétexte de répondre à l'appel des missionnaires calvinistes, le gouverneur Smith déclare annexé le nouvel État d'Orange (1848). Pretorius attaque alors la garnison anglaise de *Bloemfontein* et l'oblige à capituler ; mais il succombe sous des forces nouvelles à *Boomplatz*, et traqué, contraint de passer le Vaal, il organise avec d'autres rebelles la *République du Transvaal* (1849). L'Angleterre, arguant de ce que toute l'Afrique située au sud du 25° latitude est soumise à son contrôle, annexe encore le Transvaal (1850).

Cette politique d'intervention dans toute l'Afrique australe coûtait très cher et rapportait peu. A la veille de prendre dans la question d'Orient des résolutions qui devaient la mener à la guerre, l'Angleterre refusa de se mettre sur les bras une aventure coloniale. Le ministère libéral de Palmerston, après avoir amnistié les « rebelles », accepta leur établissement au nord du Vaal, du fait de la *Convention de Zand Rivier* (7 janvier 1852). Par la *convention de Bloemfontein* (23 février 1854), le gouverneur Grey reconnut l'autonomie de la République d'Orange qui, plus civilisée et plus peuplée, s'organisa la première avec le président **Brand**. Le Transvaal, où les blancs étaient en minorité (60.000 contre 800.000 indigènes), passa par une période de luttes intérieures qui aboutit à la constitution de la *Zud Afrikanische Republik* : le président, élu pour cinq ans, gouvernait avec un *Volksraad* élu qui laissait à chaque citoyen une grande indépendance.

Parallèlement, une évolution libérale se produit dans le reste de l'Afrique demeurée anglaise. La « guerre de la Hache », qui commença en 1846 contre les Cafres pillards campés entre le Cap et le Natal et qui parut terminée en 1848, mais qui reprit en 1851 sous la forme d'une insurrection générale des tribus, aboutit à l'annexion d'une partie du pays (1853), mais aussi à la consolidation du régime anglais libéral au Natal et au Cap. — Au Cap, les colons refusaient en 1849 de recevoir les *convicts* dont l'Australie ne voulait plus, et députaient en Angleterre pour réclamer un Parlement élu. L'*Ordinance* de 1853 leur accorda double satisfaction. Ils obtinrent notamment un *Conseil législatif* (Chambre haute) et une *Assemblée législative* (Chambre basse), élus au suffrage censitaire. Toutefois le *Conseil exécutif* restait composé de secrétaires du gouverneur. — En 1856, le Natal recevait aussi sa première organisation : un *Conseil exécutif* nommé par le gouverneur et un *Conseil législatif* formé de douze membres élus et de quatre fonctionnaires.

Ici, comme au Cap, les indigènes étaient assimilés aux blancs pour l'exercice des droits politiques. Au Cap, la majorité, formée par les Afrikanders, les métis et les indigènes, finit par réclamer le régime parlementaire intégral et l'obtint, après trois années de conflit, en 1870. Désormais, le gouverneur dut confier le soin de former le ministère responsable à l'homme politique en possession de la confiance des Chambres, comme au Canada et en Australie. En dépit de la diversité des races, le statut politique accordé par l'Angleterre des libéraux tendait à favoriser en Afrique du sud l'éclosion d'une vie nationale.

L'Australasie. — C'est aussi l'époque de la naissance de l'Australasie britannique. Au début, alors que les Hollandais, rebutés par la sécheresse de la partie occidentale du continent, venaient de l'abandonner, ce ne fut qu'un lieu de déportation pour convicts (condamnés de droit commun, 7 février 1788). Deux colonies pénitentiaires s'établirent ainsi : l'une autour de Port-Jackson qui devint *Sydney* (du nom de lord Sydney, ministre des Colonies), l'autre dans l'île de Van Diémen (1803). Après 1798, les rebelles irlandais y furent transportés en grand nombre. Dans ce pays désert, les condamnés ne trouvaient guère à vivre du travail agricole ; ceux qui échappaient à la surveillance des gardiens s'entendaient avec les indigènes pour organiser des bandes de brigands (*bush rangers*). — Mais un autre phénomène changea la situation. Les quelques officiers et soldats arrivés avec les convicts avaient reçu des concessions de terres ; ils y attirèrent des

colons libres dont le bétail, lâché dans les plaines, pullula. Mac-Arthur fit alors venir du Cap des moutons mérinos qui, par croisement, donnèrent une laine supérieure. Les montagnes Bleues, qu'ils franchirent en 1813, découvrirent aux colons des terrains de pâture sans limite (où *Bathurst* fut fondé) et la perspective de fortunes assurées. Cependant, en 1830, la *Nouvelle-Galles du Sud* ne comptait encore que 50.000 habitants et Van Diémen 18.000.

Dès lors, le gouvernement abandonna le système de la colonisation pénale, et appela les émigrants par de grandes concessions de terres. Ainsi, autour de Perth, se constitua l'*Australie occidentale* (1829); mais elle était si isolée que, pendant longtemps, exposée aux famines périodiques, elle ne fit que végéter. Un autre système prévalut bientôt, imaginé par **Wakefield** (1830); il consistait à vendre la terre aux émigrants, à la disposition desquels l'État mettrait des ouvriers libres. C'est d'après le système Wakefield que fut fondée l'*Australie méridionale* (1834), avec une capitale, Adélaïde (1836), et le droit de se donner une législature. En 1838, un nouvel établissement était prévu à Melbourne. — En même temps, les Anglais occupaient la *Nouvelle-Zélande* (à 1.500 kilomètres de l'Australie, 1840) et, après écrasement des indigènes Maoris, la dotaient d'une constitution (1852).

Dix ans plus tôt, le régime parlementaire avait commencé en Australie. Déjà en 1825, **Wentworth**, journaliste, né dans le pays (1791), avait mené une campagne contre le pouvoir absolu laissé au gouverneur, et en faveur d'un Parlement électif qui fixerait les taxes et ferait cesser la déportation. Ses efforts obtinrent la nomination d'un comité qui, après enquête, constata l'échec de la colonisation pénale (elle n'arrivait même pas à maintenir le niveau numérique de la population) et conclut à sa suppression (1838). Les convicts ne furent plus transportés à Van Diémen que jusqu'à 1847; sur refus de la nouvelle colonie de Tasmanie, il fallut les arrêter aux îles Andaman. L'*Act de 1842* constitua dans chaque colonie, auprès du gouverneur nommé par la Couronne, un *Conseil exécutif* choisi par lui avec un *Conseil législatif* composé de 12 membres nommés par le gouverneur et de 24 élus par les censitaires. C'était le régime ordinaire des colonies britanniques.

Le « rush » de l'or et le régime parlementaire (1851-1865). Les transformations économiques que subit l'Australie après 1850 expliquent les changements survenus dans la vie politique. La culture du blé et des vignes dans le sud, l'extension de l'élevage du mouton vers le centre et jusque dans le *Saltbush*

désertique, l'industrie du suif (1843), qui formèrent rapidement une aristocratie de *squatters* capitalistes, mais plus encore la découverte de l'or (1850-1851) dans les Pyrénées d'Australie méridionale, développèrent, avec un *rush* de prospecteurs et de mineurs, l'afflux d'une population de colons libres, habitants des villes en général, et décidés à obtenir la pleine indépendance. Sur les détails, il se forma deux partis. Les uns, avec Wentworth, l'ancien « avocat du peuple », préconisaient la formation d'une Chambre des Lords, comme contre-poids aux aspirations parfois révolutionnaires des plus récents immigrés. D'autres, avec **Lang** et **James Martin**, réclamaient une constitution radicale. L'Act du Parlement anglais, appliqué en 1855 à la Nouvelle-Galles du Sud, maintint le gouverneur, assisté d'un *Conseil exécutif* responsable devant *deux Chambres*, l'une nommée à vie ou élue par des censitaires, l'autre élue soit au suffrage censitaire, soit au suffrage universel. Cette constitution s'appliqua successivement à la colonie de *Victoria* (détachée de la Nouvelle-Galles avec Melbourne en 1854), à la *Tasmanie* (1856), à l'*Australie méridionale* (1857), dans le *Queensland* enfin, formé de la partie nord de la Nouvelle-Galles (1860).

Dès lors se sont organisés les grands services publics propres aux États modernes. Celui de l'instruction primaire, à partir de 1866; celui de la colonisation, au moyen de ventes de terres faites par l'État suivant le système Torrens (1858) (1), que les colonies adoptèrent peu à peu (jusqu'à 1874). Enfin, l'intérieur du continent fut exploré, non sans peine (1860-1872), par **Burke**, Wills, Gray et King, partis de Melbourne et parvenus, à travers les savanes du Murray et du Darling, au golfe de Carpentarie (1861), par **Mac-Dougall Stuart**, parti d'Adélaide (mars 1860) et parvenu, à travers l'horrible désert salin du centre, jusqu'à la mer de Timor (juillet 1862); enfin par **Giles** (1872) et **Warburton** (1873). A la suite, furent désignés deux territoires : la *Terre Alexandra* et le *Territoire du Nord* qu'allait bientôt parcourir (1872) le télégraphe transcontinental de Melbourne à Port-Darwin.

L'Inde. — En 1815, l'Inde n'était pas traitée comme une colonie ordinaire, mais plutôt comme un immense domaine d'exploitation aux limites indécises, administré par les fonctionnaires d'une *Compagnie de commerce*, privilégiée et contrôlée. De longues guerres furent nécessaires, jusqu'en 1860, pour achever la con-

(1) C'est une forme très simple de cadastre. Chaque lot de terre vendue est représenté par un titre identique à une fiche conservée au Bureau des ventes : le titre est négociable, moyennant certaines formalités, comme une action ou une obligation de société financière.

quête, qui n'avait que commencé au XVIIIe siècle. La dernière de ces guerres amena la suppression du régime de la Compagnie, et fit de l'Inde un Empire, monde bariolé de souverainetés indigènes, de religions et de races, unifié pourtant et pacifié sous la nouvelle couronne britannique.

1° ***Période de 1815 à 1835***. — C'est l'époque de la première atteinte portée au régime de la Compagnie dont le monopole commercial avait déjà disparu (1813). Le marquis de **Hastings**, gouverneur général (1813-1823), avait dû mener une guerre très âpre contre la puissance militaire des *Gourkhas*, de religion brahmanique; en 1816, il les força de se renfermer dans leurs montagnes, de céder leur avant-pays de Simla et d'accepter à Katmandou, dans le Népaul, un résident chargé de protéger contre eux leurs sujets bouddhistes de race jaune. Les années 1817-1818, il les passa à combattre les *Mahrattes*, ligués avec tous les brigands de la plaine sous le prince Holkar. Holkar, battu, perdit Pounah et son royaume, qui devint la présidence de Bombay. Les autres États mahrattes du Dekkan furent ensuite annexés, une garnison établie dans le Radjpoutana, le tout malgré les visées pacifiques de la Compagnie qui finit par rappeler Hastings. — Lord **Amherst** (1823-1827), nommé à la place de Canning, désigné pour le *Foreign-Office*, gouverna bien plus dans l'intérêt de l'empire colonial que dans celui de la Compagnie, et se préoccupa avant tout des approches continentales de l'Inde, surtout vers l'est. La Birmanie, dans l'Indo-Chine occidentale, était devenue, par voie d'accroissement, limitrophe du Bengale. Ayant conquis le Pégou, l'Assam, le Ténassérim, elle pouvait servir de centre de résistance aux mécontents hindous. De fait, en 1824, les Birmans attaquaient la Compagnie des Indes. La guerre, menée par Amherst, fut pénible, parce que mal préparée, dans un pays très mal connu ; la prise de *Rangoun* et de la côte du *Ténassérim* permit seule au général Campbell de remonter l'Iraouaddy avec 8.000 Anglo-Hindous, sur 150 lieues, mais sans réussir à forcer les Birmans. Ce n'est qu'en 1826 que la *paix d'Ava* annexa l'*Assam*, l'Arakan et le Ténassérim. Mais des insurrections avaient éclaté dans l'Inde ; Amherst fut rappelé.

Lord William **Bentinck** (1826-1835), d'une grande famille d'aristocratie libérale, gouverna de façon pacifique en tuteur des indigènes, au besoin malgré leurs résistances. Non content de combler le déficit budgétaire, il développa la richesse matérielle en favorisant la culture de l'opium sur le plateau de Malva; et surtout, animé de sentiments humanitaires, il découvrit et réprima la « secte des étrangleurs », abolit l'usage du fouet dans l'armée, défendit de brûler les

veuves, de confisquer les biens des indigènes convertis. Fait capital : il employa des Hindous dans l'administration. Par ailleurs, il n'annexait au territoire de la Compagnie qu'une partie de l'Assam et le pays de *Courg* (1834), mais il introduisait l'administration anglaise dans l'État de Mysore. Il présidait enfin à la dernière transformation de la Compagnie. En 1833, un *Act* du Parlement en racheta l'actif en assurant aux actionnaires un revenu de 10 pour 100. Dès lors, tous les Européens furent admis à commercer et à acquérir des terres. Le gouverneur général, toujours dépendant de la Cour des directeurs et du bureau du contrôle, posséda le maniement des fonds, et prit des règlements de son initiative. Bentinck en profita pour adjoindre **Macaulay** comme légiste (law-member) au conseil du gouverneur. Chargé de rédiger un code pour l'Inde, Macaulay établit une justice d'appel devant des cours mixtes de juges anglais et indigènes (1833). Bentinck prépara aussi la liberté de la presse hindoue par la suppression de la censure ; par contre, malgré le respect qui s'attachait aux langues sacrées, sanscrit et arabe, il décida que, dans les écoles, l'anglais serait enseigné (1835).

2° ***Période de 1835 à 1849***. — Une politique nouvelle surgit alors en Angleterre, qui ne considère plus l'Inde pour elle seule mais comme associée à toutes les questions capables, dans le *Middle East* asiatique, de mettre aux prises Anglais et Russes. Aussi, lord **Metcalf** (1835-1836), qui continue Bentinck, ne reste pas longtemps d'accord avec les idées de la métropole. Lord **Auckland** (1836-1842), au contraire, était décidé à trouver en Asie centrale la solution de la question d'Orient, en se servant des peuples militaires de l'Afghanistan pour défendre les approches de l'Inde. Déjà, le contact s'était établi avec les *Sikhs* du Pendjab, commandés alors (et jusqu'en 1839) par **Runjeet-Singh**, « le vieux lion des cinq fleuves » ; mais rien de plus. Même, lorsque le Shah de Perse avait sollicité (1826), contre la menace des Russes, l'aide des Anglais, dont les vaisseaux commençaient à fréquenter le golfe Persique, les Anglais avaient refusé, occupés alors vers Singapour et Malacca, et laissé le Shah tomber, par le traité de Tourkmantchaï, dans une demi-vassalité russe (1828). En 1837, poussé par les Russes, le Shah tentait de prendre Hérat qui commande quelques-unes des grandes routes d'Afghanistan ; un débarquement de troupes hindoues dans le « Golfe » le força de rappeler son armée.

Deux ans après, Auckland tentait à son tour un coup de surprise. Il avait sous la main, réfugié dans l'Inde, un ancien émir de Kaboul, **Schah-Shoudjah**, évincé par **Dost-Mohammed**, suspect lui-même d'intriguer avec la Russie. Auckland déclara qu'il le soutiendrait,

A la mort de Runjeet-Singh (1839), une armée anglaise, s'ouvrant le passage à travers le Pendjab, marcha sur *Kandahar* (où elle installa un nouveau sultan), puis sur *Kaboul* où Dost-Mohammed, malgré sa soumission, fut remplacé par Schah-Shoudjah (août 1840). Seulement, l'année suivante, le fils de Dost-Mohammed, **Akbar-Khan**, assassina le résident anglais et les Afghans qu'il avait ralliés, souleva les autres, et força les 10.000 soldats anglais à évacuer Kaboul et à battre en retraite par la montagne. Dans la *passe de Khaïber*, il les cerna, les fit capituler, puis massacrer; seul un médecin échappa qui herborisait plus loin (janvier 1842). Auckland expédia des secours qui reprirent Kaboul, mais traitèrent avec Dost-Mohammed, reconnu comme émir indépendant. Plus de garnison anglaise, ni de résident à Kaboul. L'occasion d'une démonstration de prestige était manquée.

Premier contact avec la Chine. — La revanche se rencontra d'un autre côté. Depuis que Bentinck avait développé dans l'arrière-pays de Bombay la culture de l'opium, l'exportation vers la Chine en apparaissait comme nécessaire à l'équilibre du budget hindou. La drogue y fut introduite au début du XVIIIe siècle par deux agents de la Compagnie des Indes; mais dès 1729 un édit impérial interdit de la fumer. Bien que cet édit eût été renouvelé par **Kia-King** en 1800, l'importation continua ; en 1820, elle s'élevait chaque année à 40.000 caisses que les mandarins laissaient entrer en contrebande moyennant de riches pourboires. Les négociateurs anglais envoyés à Canton (1834), lord **Napier**, puis Davis, Robinson et le capitaine Elliott, pour négocier un traité de commerce général, n'obtinrent rien. Au contraire, l'empereur **Tao-Kouang**, pour empêcher la sortie de l'argent chinois, interdit les fumeries sous peine de mort, et le vice-roi Linn-Tsaï-Su confisqua, d'accord avec Elliott, 20.280 caisses, d'une valeur de 50 millions, que les mandarins vendirent sans doute aux contrebandiers. Et comme Elliott, de Macao, réclamait pour un règlement, Linn le bloqua, puis le contraignit de gagner Hong-Kong. Au Parlement, lord John Russell obtint alors qu'une expédition forçât la Chine à des réparations, et surtout à permettre la liberté du commerce, avec de sérieuses garanties. En mai 1840, quinze vaisseaux de guerre et vingt-cinq transports portant 15.000 hommes arrivaient à Canton ; l'amiral **sir Georges Elliott** occupa l'île de Chusan et remit la note des réclamations anglaises à Ki-Chan, vice-roi du Tchéli, que l'Empereur substituait à Linn-Tsaï-Su pour traiter de la paix. A la fin, Ki-Chan repoussa les conditions anglaises. L'amiral **Gordon Bremer**

enleva donc d'assaut le fort de Canton (7 janvier 1841), puis canonna la ville par le sud-est, et ne se retira qu'après paiement par le préfet de la ville, U-Pao-Tchounn, de 30 millions de francs. Dans une campagne de dix-huit mois, Bremer prit *Amoy* (21 mai), *Tchousan* (1er octobre), *Ning-po* (31 octobre), remonta ensuite vers le Yang-tseu pour enlever *Ousong* (16 juin 1842), *Changhaï* (19 juin) et *Tchenn-Kiang* (21 juillet). Le 9 août, il assiégeait Nankin. La Chine céda : par le *traité de Nankin* (15 septembre 1842), signé par sir Henry Pottinger et Ki-ying, l'Empereur payait une indemnité de 105 millions, ouvrait cinq ports au commerce européen (Canton, Amoy, Foutchéou, Changhaï et Ning-po), cédait *Hong-Kong*, et reconnaissait aux envoyés de l'Angleterre le droit de traiter directement avec les mandarins (1).

Conquête de l'Indus. — Avec lord **Ellenborough** (1842-1846), la politique de conquête s'appliqua à ouvrir les routes du nord-ouest, par l'Indus inférieur, vers la Perse et l'Afghanistan. Dès 1843, Napier réduisait les *Amirs* du Sindh divisés entre eux par des contestations financières; une deuxième campagne, où Napier battit 30.000 Indo-Baloutches, aboutit à l'annexion du *Sindh* à la présidence de Bombay. Mais la Compagnie encore une fois désavoua cette politique agressive. — Aussi lord **Hardinge** (1846-1849) arriva-t-il avec un programme de paix; mais bientôt il fut entraîné à intervenir dans les discordes des Sikhs du Pendjab. Deux guerres en eurent raison. Après celle de 1843-1845, la frontière fut portée au Sutledj et au Bias, et le pays entier réduit en protectorat sous la surveillance de **John** et de **Henry Lawrence** (1846). L'excellente administration des deux frères, dont le second surtout avait, par son respect affectueux des coutumes de l'Inde, gagné la confiance des Sikhs, n'empêcha pas un soulèvement en 1848, précédé d'assassinats d'officiers anglais. La guerre de 1849, dans laquelle l'armée sikh fut détruite à *Chillianvalla*, permit au successeur de Hardinge d'annexer le Pendjab (1849).

Le « proconsulat » de lord Dalhousie (1849-1856). — Lord Dalhousie s'avère le dernier grand proconsul, à demi indépendant de Londres, aux initiatives d'autant plus hardies qu'il n'existe plus dans l'Inde aucune puissance militaire capable de résister. Aussi la conquête s'achève-t-elle par de simples décrets. C'est, en 1852-1853, l'occupation du Pégou, avec Rangoun et Martaban ;

(1) Il n'était pas question de l'opium ; mais comme il devenait un simple article commercial, plus de 50.000 caisses entraient au grand jour en 1850, 70.000 en 1858.

sans traiter avec la Birmanie, Dalhousie amorce la pénétration en Indo-Chine occidentale et rend la Compagnie maîtresse de tout le territoire situé entre le Ténassérim et le haut Indus. En 1854, c'est l'annexion du royaume d'Oude, avec *Lucknow*, centre du brahmanisme, où le nabab se montrait hors d'état à la fois de gouverner et de solder l'entretien des troupes britanniques. Dalhousie proclame que l'intérêt des indigènes est de passer sous la domination anglaise et destitue le nabab. Désormais toute la plaine du Gange (provinces du nord-ouest) est annexée au Bengale; le reste de la péninsule est soumis au régime du vasselage. — La politique intérieure complète l'œuvre de conquête. C'est une réorganisation totale accomplie dans un esprit « impérial », avec création des organes d'un État moderne au moment même où ils apparaissaient en Europe : un service postal (1849-1854), des lignes de chemins de fer, un service télégraphique. Les *canaux d'irrigation* formèrent un système plus développé que ceux mêmes d'Égypte et de Lombardie (canaux du Gange et du Doab); des écoles furent multipliées pour les indigènes, auxquels s'ouvrit l'accès des services publics. Toute cette œuvre allait être compromise pour un temps sous le gouvernement de lord **Canning** (1856-1862).

La crise de 1857. Guerre des cipayes. Causes et caractère. — La crise de 1857, appelée communément « révolte des cipayes », a procédé de causes multiples. Les premières furent l'émotion provoquée dans l'Inde entière par l'annexion de l'Oude, pays sacré des Hindous, ainsi que les difficultés rencontrées par les Anglais pendant la guerre de Crimée; le bruit courut qu'ils avaient été vaincus et leur pays conquis par les Russes. Londres appela devant Sébastopol une partie des troupes européennes de l'Inde, déjà peu nombreuses. En 1850, pour deux régiments anglais (armée de la Couronne), il y avait 200.000 soldats indigènes, encadrés d'officiers européens, mais très divers de recrutement; ceux du Bengale, Hindous et musulmans, appartenaient à toutes les classes, ceux de Bombay aux classes inférieures seulement. Leur fanatisme religieux demandait beaucoup de ménagements (le 47e régiment avait refusé en 1824 d'aller en Birmanie par mer). Des mutineries avaient éclaté pour des questions de nourriture (1848-1849); un régiment, en 1852, refusa de marcher contre les Sikhs: en 1858 encore, des troubles éclataient quand lord Canning, rompant avec le système des trois armées (Bengale, Bombay, Madras) recrutées par régions, organisa le service sur le territoire entier de la Compagnie. L'administration et la police, surveillées de haut par un état-major de fonctionnaires

peu nombreux, étaient abandonnées en fait à des auxiliaires indigènes, fléau véritable pour la population. Les taxes, maintenues à 33 pour 100 du revenu comme à l'époque du Grand Mogol, étaient perçues sans règle fixe, tantôt sur les intendants de villages que les Anglais assimilaient dans le Bengale aux grands propriétaires héréditaires, tantôt directement sur les petits propriétaires (présidence de Madras), qui, les uns et les autres, s'avouèrent assez rapidement ruinés, tantôt sur les villages eux-mêmes, véritables propriétaires du sol (Inde centrale et Pendjab). Il s'agit donc d'une révolte religieuse et militaire dont le centre fut l'armée du Bengale, mais soutenue par le mécontentement de toutes les classes contre le conquérant anglais, dont la domination apparaissait distante et malfaisante à la fois.

1) ***L'occasion***, en 1857, se rencontra dans le mouvement qui secoua, contre les Européens, le monde musulman, de la Kabylie jusqu'en Chine. Dans le Bengale, une prophétie annonçait que la domination britannique, établie par la victoire de *Plassey* (1757), ne durerait que cent années. Enfin, les cipayes craignirent à tort que la carabine Minié, récemment mise en service, ne comportât des cartouches fabriquées avec de la graisse animale; ils refusèrent toutes les cartouches sans exception. Les officiers s'en inquiétèrent peu, puisque les musulmans n'éprouveraient pas les mêmes scrupules. En fait, les musulmans exploitèrent le prétexte pour se débarrasser du joug anglais. — Du Bengale jusqu'à Lucknow, il fut admis que le conquérant voulait détruire le régime des castes; pendant trois mois, les cipayes correspondirent entre eux, échangèrent les gâteaux sacrés en signe de ralliement. Le 11 mai, à Meerut, la révolte commença.

2) ***La révolte***. — Les trois régiments indigènes de Meerut entrent à Dehli, massacrent les officiers européens, rétablissent le descendant du Grand Mogol, **Akbar**, et pillent la ville. D'autres régiments les imitent, si bien qu'à la fin de mai toute la région du Gange, haut et moyen, jusqu'au Bengale, se trouve en pleine insurrection. Mais la révolte s'arrêta là; les cipayes de l'Indus furent désarmés à temps et conjuré le danger d'une invasion afghane de secours. De plus, les Mahrattes ne bougèrent pas. Par contre, dès que l'Oude, contenu quelques semaines par sir Henry Lawrence, résident à Lucknow, eut trouvé un chef, il s'insurgea. Ce chef était **Nana-Sahib**, prince mahratte, fils adoptif du « peichwa » dépossédé de Pounah, ambitieux, brillant et féroce, à qui les Anglais refusaient le titre de rajah. En juin, avec les cipayes, il se rendait maître de *Cawnpore*, et assiégeait les 210 soldats de sir Hugh Whee-

ler ainsi que la population civile dans le cimetière, redoute improvisée à l'abri d'un simple mur en pierres sèches. Lorsque l'eau leur manqua, ils se rendirent à Nana-Sahib qui les entassa dans trente barques sur le Gange et les mitrailla ; les survivants furent jetés en prison. Enfin, il assiégea Lucknow, où le colonel Inglis remplaçait sir Henry Lawrence tué le 2 juillet. L'insurrection s'étendait alors au *Rohilcund* (région de Bareilly et de Mouradabad) et à toutes les troupes indigènes de la vallée du Gange.

3° ***La répression***, voulue à Calcutta et surtout à Londres rapide et implacable, s'exécuta par des forces assez médiocres, auxquelles se joignirent les Sikhs par haine des musulmans. Le général **Wilson**, avec 4.000 soldats renforcés par les secours du colonel Nicholson, que sir John Lawrence expédiait de Lahore, assiégea Delhi où cantonnaient 30.000 cipayes. Le 12 septembre, il donnait l'assaut dans lequel succombait Nicholson, et prenait la ville rue par rue. Le major **Hodson** la fit piller et massacra froidement les princes de Delhi. — Une seconde colonne (2.300 hommes), aux ordres du général **Havelock**, partit d'Allahabad le 7 juillet pour dégager Lucknow assiégée par 15.000 cipayes. Le 16, Havelock battait Nana-Sahib à *Futtehpore* et, pendant que les cipayes massacraient les survivants du Gange, il engageait vingt-deux jours de combats contre toutes les forces insurgées. Mais il dut reculer jusqu'à Cawnpore, rallier les secours de Georges **Outram**, avec lesquels il rentra dans Lucknow (21 septembre) pour y être assiégé à son tour par le prince Nana. Il n'en sortit que le 23 novembre, laissant les insurgés maîtres de l'Oude tout entier. — La campagne décisive eut lieu au printemps de 1858. Pendant l'hiver, le général sir **Colin Campbell** avait harcelé les cipayes dans vingt-cinq combats, à Cawnpore (décembre 1857) et à *Futtehghur* (janvier 1858); avec les renforts d'Europe et le secours des Gourkas du Népaul (12.000 hommes), il enleva *Lucknow* (14 mars 1858) et rejeta le reste des paysans armés dans les montagnes des Sivalik. — Une troisième opération réprima les mouvements militaires de l'Inde centrale (février 1859).

Conséquences de la révolte. — L' « Empire de l'Inde ». — L'opinion publique anglaise avait rendu la Compagnie responsable de la révolte. Un *Act du Parlement* « pour l'amélioration du gouvernement de l'Inde » la supprima (2 août 1858). A sa place, il institua : à Londres, un *Secrétaire d'État pour l'Inde* qui fait partie du Cabinet et gouverne assisté de 15 conseillers choisis en dehors du service indien ; à Calcutta, un *vice-roi* assisté de deux Conseils : un *Conseil exécutif*, sorte de ministère de six membres, chefs des ser-

vices politiques, et un *Conseil législatif* formé des ministres et d'autres membres désignés par le vice-roi. Dans les présidences (Bengale, Bombay et Madras), le gouverneur, nommé par le roi, administre avec des fonctionnaires que nomme le Secrétaire d'État. Lord Canning fut le premier vice-roi; mais comme il avait modéré la répression avec sang-froid, n'avait pris qu'à regret les mesures extrêmes, n'avait supprimé les journaux indigènes qu'au dernier moment et châtié les rebelles qu'après enquête sur leur culpabilité (à Londres, on l'appelait « Clemence Canning »), le ministère Derby le remplaça par lord **Elgin** (1862).

S'il ne fut pas question d'assimiler le monde hindou aux colonies de peuplement européen gratifiées alors de l'autonomie, l'ancien mécanisme, restauré après amnistie, laissa subsister les *princes vassaux* (il y en avait 601, de titre, de fortune et de pouvoir fort différents), que l'Angleterre déclara protéger. Même, les veuves des princes retrouvèrent le droit de désigner le successeur (1862). En revanche, les principes de l'administration européenne pénétrèrent partout. A ce titre, le Mysore, à qui fut rendu son souverain, et le Nizam, États peuplés de 6 à 11 millions d'habitants, ne différaient guère des provinces du gouvernement direct pour la levée des impôts (l'impôt foncier réduit de 33 à 5 pour 100 du revenu), les travaux publics (routes, chemins de fer poussés jusqu'à Pechawer dès 1866 et construits par le gouvernement au moyen d'emprunts à partir de 1869, canaux d'irrigation), le code promulgué en 1860, les bureaux d'instruction destinés dans chaque province à soutenir les écoles qui instruiront les auxiliaires des services européens. Cette part limitée que les indigènes prennent désormais au gouvernement (des conseils municipaux élus fonctionnent dans certaines villes en 1882) ne s'exerce toutefois que sur instructions précises expédiées de Londres. La dépendance plus étroite des fonctionnaires à l'égard du pouvoir central n'a point été compensée par l'octroi d'une autonomie quelconque aux indigènes. C'est que l'Inde n'existe pas comme nation; elle n'existe que comme empire anglais. En 1876, au cours d'un voyage du prince de Galles et pour servir les desseins impérialistes de Disraëli, la reine Victoria fut, au durbar de Delhi, proclamée *impératrice de l'Inde* (1er janvier 1877). Par quoi il faut entendre que les affaires de l'Inde devaient continuer à être traitées non pas comme les affaires des Hindous mais comme les affaires des Anglais dans l'Inde.

A CONSULTER

Voir le chapitre suivant.

CHAPITRE IX

L'ANGLETERRE DÉMOCRATIQUE

I. La politique libérale-radicale. — **II. L'unionisme.**

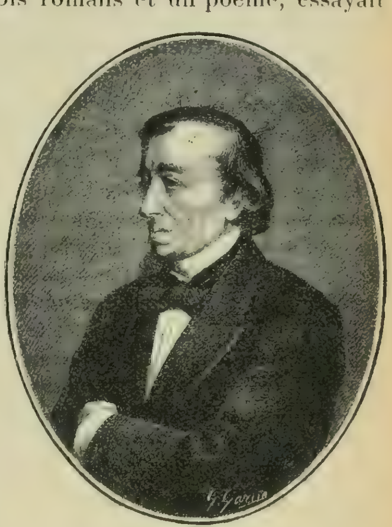
Dans les quarante années qui suivent la réforme électorale de 1867, l'Angleterre achève sa transformation moderne. En politique intérieure, les anciens partis, sous la pression des faits, brisent leurs cadres historiques et adoptent, en face des problèmes économiques et sociaux, l'attitude qu'ils conservent encore aujourd'hui. — En politique extérieure, la croissance d'empires établis sur de vastes plans contraint l'Angleterre à délaisser l'évangile pacifique des Manchestériens pour des formules de conquête ou d'expansion qui expriment sa volonté de vivre en maintenant sa place dans la concurrence mondiale. Le moment décisif est marqué par la dernière réforme électorale (1885) qui, appelant les masses rurales au droit de suffrage, jette dans les batailles de la politique impériale deux forces nouvelles, le socialisme et l'unionisme.

I. — *La politique libérale-radicale.*

Deux hommes ont résumé jusqu'à 1885 la politique des partis anglais : Disraëli et Gladstone.

Benjamin Disraëli, chef incontesté après la retraite de lord Derby du nouveau parti conservateur, n'a dû qu'à sa ténacité de

s'imposer aux familles aristocratiques qui en constituaient jusque-là l'armature. Né israélite (21 décembre 1804), d'une famille chassée d'Espagne au XVIe siècle et acclimatée depuis soixante ans à peine en Angleterre, il ne possédait qu'un modeste revenu d'homme de lettres et, malgré ses prétentions à l'élégance raffinée, manquait de ce prestige que confère le passage aux Universités. Instruit seul, ayant visité la France, l'Italie et l'Allemagne, il publiait, à vingt-deux ans, son premier roman, *Vivian Grey*, satire de la haute société; puis il voyageait trois années (1829-1832) en Orient, en Égypte, en Espagne, à Venise et à Rome. Au retour, il publiait encore trois romans et un poème, essayait d'entrer aux Communes comme conservateur indépendant, y échouait trois fois (1833-1835). Pour se venger, il critiquait le ministère Melbourne dans une série de lettres anonymes à la façon du *Junius* de 1769. Enfin, il fut élu à Maidstone (juillet 1837) comme adversaire de la loi des pauvres, défenseur des droits égaux des deux Chambres, de l'Église établie et de l'agriculture. A son premier discours (7 décembre), la brigade irlandaise d'O'Connell l'empêcha de parler : « Je m'arrête pour aujourd'hui, déclara-t-il, mais le temps viendra où vous m'écouterez .» Jamais personne ne fut plus injurié sur les *hustings* (1) et dans les journaux: « Aventurier, renégat, girouette, fourbe, hâbleur, romancier saugrenu, charlatan, magicien israélite, saltimbanque » ; épithètes courantes dans la bouche de ses adversaires et parfois de ses amis. Hostile au développement de l'instruction primaire, il excusa la pétition des Chartistes sur les souffrances imposées aux ouvriers par la classe moyenne et se rangea du côté de Peel avec quelques aristocrates qui rêvaient, âmes généreuses, de réconcilier noblesse et prolétariat, de soulager la misère par une charité active et



BENJAMIN DISRAELI
(1804-1881)

(1) Estrades électorales d'où parlent les candidats.

par la législation. Idées de la jeune Angleterre, qui épouvantaient encore quelques chefs de grandes familles. Disraëli les exposa dans trois romans : *Coningsby*, *Sybil* (le plus lu) et *Tancred*.

Pourtant, ayant soutenu Peel quand il dégrevait les impôts et diminuait les taxes douanières, allant jusqu'à souhaiter un traité de commerce avec la France, il rompit avec lui sur la question d'Irlande (1), sur les affaires d'Orient et sur l'abolition des Corn-laws (1843-1846). Leader du parti conservateur en 1847 après lord George Bentinck (des *Acts* venaient d'effacer les incapacités civiles des israélites) (2), il devenait chancelier de l'Echiquier dans le ministère Derby (1852), mais tombait pour avoir présenté un budget qui supprimait le droit sur le thé et augmentait l'*income-tax* sur la propriété bâtie. Contre Palmerston, chef tory d'un ministère presque radical (1856), il réclamait les améliorations sociales, protestait (1857) contre le traitement infligé aux Hindous dont n'avaient été respectés ni le sentiment national, ni le sentiment religieux. « On n'agit sur l'opinion des nations orientales que par l'imagination. » Ainsi, vingt ans à l'avance, annonçait-il l'empire de l'Inde. Revenu au pouvoir (1858, deuxième ministère Derby), il proposait une réforme électorale très large, mais qui maintenait l'ascendant des propriétaires fonciers sur la masse électorale des paysans. Une coalition palmerstonienne le renversa ; c'est pourtant lui qui, ministre pour la troisième fois, rompait le charme des quatre bills retirés ou rejetés, et, assurant la réforme, tirait la conclusion de cette longue lutte : « J'ai assisté dans le cours de ma vie à la fin de bien des monopoles; nous venons de voir finir le monopole du libéralisme ... Le parti tory a repris dans le gouvernement du pays sa fonction naturelle qui est d'être l'expression du sentiment national. » Battu aux élections de 1869, il s'empressait de fonder des cercles d'ouvriers conservateurs ; avertissement pour son successeur Gladstone, qui ne l'avait renversé que par une alliance (jugée alors dangereuse et paradoxale) avec les radicaux, ces révolutionnaires, et avec les Irlandais, ces étrangers.

Gladstone. — Pourtant ***Gladstone*** était un pur Anglais, fils d'un ami de Canning, John Gladstone, un des princes du commerce de Liverpool, et député canningite jusqu'à 1827. Par lui William Ewart, dès l'âge de douze ans, fut dressé à discuter des questions politiques (1821); à Eton, puis à Christ Church College d'Oxford, il

(1) Il lui reprochait à la fois la répression anti-nationaliste et la subvention au collège catholique de Maynooth.

(2) Ils les autorisaient à acquérir et reconnaissaient leurs mariages pour légitimes

se montra brillant « scholar », chargé d'honneurs universitaires et d'utiles amitiés tories. En sortant, il fut député de Newark, à vingt-trois ans (décembre 1832), parce que le duc de Newcastle l'avait désigné aux électeurs. Encore en 1859 il devait défendre contre les audaces réformatrices de Disraëli les petits bourgs électoraux : « Si l'on ne peut entrer au Parlement que par les suffrages d'une grande masse d'électeurs, la conséquence sera d'établir un niveau



WILLIAM-EWART GLADSTONE
(1809-1898)

de médiocrité funeste à l'honneur et à la force de cette Chambre, mais destiné, qui plus est, à devenir en définitive fatal aux libertés de la nation ». Dès 1835, Peel, le nommant *lord junior* de la Trésorerie et sous-secrétaire d'État aux Colonies, décidait de sa vocation financière. En 1842, président du Board of Trade, il opérait la réforme des taxes douanières, grâce à une maîtrise du sujet qu'il était à peu près seul à posséder aux Communes ; en 1845, il passait au secrétariat d'État des Colonies. Déjà il n'était plus entièrement d'accord avec ses premiers patrons aristocrates ; en 1847, Newark ne l'aurait pas réélu, mais il fut député de l'Université d'Oxford, siégea parmi les « Peelites » adversaires des anciens tories, appuya la suppression de l'Acte de navigation. C'est alors que

commença la rivalité avec Disraëli, rendue fatale par l'égalité des ambitions et l'opposition des caractères : Disraëli, plus courtois, Gladstone âpre à discuter et tendu vers la domination. C'est lui qui renversa Disraëli en 1852 et qui devint à sa place chancelier de l'Échiquier dans le ministère Aberdeen (1853). Sa rupture avec les conservateurs était accomplie, malgré les paroles anciennes et les livres publiés car il y a toujours eu deux hommes en Gladstone : un homme pratique et d'affaires, et un *scholar* un peu théologien, capable d'écrire, en 1858, trois volumes sur Homère, pas toujours justes de ton, mais pleins d'enthousiasme pour les lettres classiques). Comme il avait déclaré en 1838 dans une étude sur les *Rapports de l'Église et de l'État* que l'anglicanisme était indispensable à l'État anglais pour convertir l'Irlande à la vérité religieuse, en suite de quoi il combattait la dotation de Maynooth et refusait des aumôniers catholiques aux régiments irlandais de l'Inde, il s'apercevait bientôt qu'il était « le dernier homme sur un navire en train de couler », et se retournait prestement pour combattre en 1851 le bill Russell contre les titres ecclésiastiques romains, dénonçait de Naples, dans ses lettres à Aberdeen, les violences du roi « Bomba » contre les libéraux et, ministre avec Palmerston, refusait d'accepter l'enquête sur l'armée de Crimée. Il redevenait chancelier de l'Échiquier dans le dernier cabinet Palmerston (1859-1865) ; contraint de maintenir l'income-tax dont il avait autrefois prédit la fin pour 1860, il diminuait du moins, en pleine crise du coton américain, l'impôt sur les petits revenus (1863). A la mort de Palmerston, il fut *leader* des Communes et amorça sérieusement la réforme électorale que d'autres allaient réaliser. « Je ne crains pas d'affirmer, disait-il, que tout homme qui n'est pas présumé incapable en raison d'un danger social ou d'une indignité personnelle, a moralement le droit de coopérer au jeu de la constitution. » Cette formule (qui lui coûta en 1865 son siège de député d'Oxford, mais lui en valut un autre dans le Lancashire, puis en 1868 à Greenwich) n'était déjà plus celle de 1867 ; elle annonçait des solutions plus radicales.

L'œuvre du premier ministère Gladstone. — Gladstone, qui forma le ministère (décembre 1868) avec **Forster**, **Bright**, lord **Clarendon**, le duc **d'Argyll**, etc., disposait d'une majorité libérale de 115 voix.

1) Forster, vice-président du Conseil d'Éducation, en profita pour accomplir la ***réforme*** longtemps attendue ***de l'enseignement primaire***. Depuis 1858, l'État distribuait des subventions (*grants*) aux écoles (dépendant en général des Églises) au prorata du nombre

de leurs élèves ; de 1833 à 1870, un milliard fut ainsi distribué. Pourtant 1.500.000 enfants restaient encore privés d'écoles. Une « Education league » à Birmingham (dans laquelle Chamberlain se fit connaître) réclamait alors l'enseignement primaire gratuit, obligatoire et séculier; une « National Education Union » anglicane la combattait assez vivement. De cette agitation sortit l'*Act Forster* de 1870. Il établissait aux frais des contribuables des écoles publiques réparties en districts scolaires; dans chacun, un *School Board* élu pourra imposer des taxes pour la construction de ses écoles, sans qu'il soit question d'obligation. Chacun courra sa chance; les subventions d'État iront soit aux *Board's schools*, imposées là où les écoles confessionnelles s'avèrent insuffisantes, soit aux écoles libres qui, pour les neuf dixièmes, relèvent de l'Église établie (1). La *clause Cowper-Temple* prévoit « qu'aucun catéchisme ou formulaire religieux, distinctif d'une dénomination particulière, ne sera enseigné » ; seule la Bible sera lue par l'instituteur. En 1880, les School Boards furent invités à rendre l'enseignement vraiment obligatoire dans leur district.

2) ***En matière de finances***, le Chancelier de l'Échiquier, **Robert Lowe**, supprima 3 millions sterling d'impôts indirects qu'il récupéra, au grand mécontentement des classes moyennes, par une forte augmentation de l'income-tax. Nouvelle augmentation quand la reine, malgré un vote hostile des Lords, accorda au ministre de la Guerre, **Cardwell**, le moyen de racheter tous les grades des officiers de l'armée. Il en coûta 8 millions sterling.

3) ***En matière politique***, Gladstone libéra le suffrage des ouvriers par l'établissement du *scrutin secret* aux élections législatives. Le *Ballot act* (1872), qu'avaient réclamé radicaux et chartistes, obligea les corps municipaux à mettre à la disposition des électeurs des bulletins uniformes sur lesquels ils marquaient leurs candidats. Dans un pays où les lords de la terre et de l'Église avaient conservé, où les lords de l'industrie venaient d'acquérir un si grand prestige social, la réforme était capitale qui soustrayait les électeurs à leur influence directe.

4) ***En matière sociale,*** le point de départ des améliorations est la grande enquête menée de 1861 à 1866 sur les revendications des *Trade Unions*. Elle avait révélé les misères et les cruautés subies dans une foule de petits ateliers ; le *Workshop Regulation Act* de 1867 y porta remède. En 1868, le premier Congrès des syndicats prit

(1) Aussi les dissidents reprochèrent-ils à Forster d'avoir conféré à ces écoles une sorte de caractère officiel.

figure de parlement, tandis que leurs secrétaires renforçaient aux Communes l'aile gauche du parti radical. Cette aristocratie du travail, formée d'ouvriers qualifiés (skilled), non d'aides et de manœuvres, prétendait être admise à en régler les conditions par discussions pacifiques et directes avec les employeurs. De fait, après l'enquête qui précisa le rôle des Trade Unions dans les grèves de Manchester et de Sheffield, la *loi de 1871* les reconnut comme personnes civiles, capables de posséder des caisses (d'assurances sur la vie, de chômage, de retraites pour les vieillards et les invalides), de se faire représenter en justice, de recevoir des legs, etc. En conséquence, presque tous les patrons et l'État acceptèrent de discuter avec les Unions des contrats collectifs de travail (1870-1875). Cependant la loi nouvelle, rappelant les Acts contre les coalitions, punissait, en cas de conflit, les violences, intimidations, menaces, mais sans beaucoup de précision. Aussi la « Junte » se transforma-t-elle en un « Comité parlementaire » qui, de 1871 à 1875, s'employa à faire abroger toutes les restrictions encore maintenues à l'action des syndicats.

5) En 1869-1870, Gladstone essayait aussi de donner une solution provisoire à la question d'Irlande.

La question d'Irlande de 1849 à 1874. — Aux yeux de Gladstone, la question d'Irlande était pour l'Angleterre une plaie qu'il fallait guérir autrement que par des mesures de répression, comme la suppression de l'*Habeas Corpus* obtenue par lord Russell en 1866 : « Je prie de considérer, disait-il, que la liberté est une bonne chose, non seulement à cause de ses fruits, mais en elle-même ». A ce moment, l'Irlande était secouée par les entreprises des *Fenians*, association fondée aux États-Unis par un réfugié de 1848, **John O'Mahoney**. La Convention « fenian » de Chicago (25 décembre 1863) prépara une descente armée en Irlande, soutenue par une caisse militaire de 5 millions ; en attendant, elle essaya d'envahir le Canada (1866). Des Fenians attaquèrent ensuite la ville de Chester (1867), puis plusieurs postes de police d'Irlande, sans autre résultat que de se faire tuer ou emprisonner. Alors s'organisèrent des coups de main pour délivrer les détenus, pour faire sauter les prisons à Londres même (décembre 1867). Cependant, lorsque le député irlandais Maguire, tout en condamnant le fenianisme, appela l'attention des Communes sur les souffrances de son pays et sur la situation paradoxale qu'y conservait l'Église établie (mars 1868), Gladstone se trouva d'accord avec Bright pour déclarer : « L'Église d'Irlande, comme Église d'État, doit cesser d'exister » ; et, malgré Disraëli et

le vieux parti protestant, il fit adopter sa formule (1). Le recours aux électeurs lui donna raison (1868). Ministre, il entreprit aussitôt trois réformes. — Le 1er mars 1869, il proposa d'enlever à l'Église établie en Irlande son caractère officiel (*disestablishment*) : l'Église perdait ses biens au profit du clergé catholique dans les paroisses de population catholique, et, dans les paroisses presbytériennes de l'Ulster, au profit du clergé presbytérien. Elle perdait ses dîmes, mais moyennant indemnité, et elle conservait ses bâtiments. Deux conséquences immédiates : la formidable puissance fiscale de la Haute-Église, « source de souffrances pour l'Irlande et de déshonneur pour l'Angleterre », cessa d'accabler les paysans catholiques ; et surtout allaient disparaître les antiques haines religieuses, sans objet désormais entre gens placés dans les mêmes conditions civiles et politiques (2).

L'Act foncier essaya de régler les rapports entre les landlords et les tenanciers. C'étaient, depuis les grandes confiscations protestantes, des rapports de dépossédé accroché à son sol à usurpateur de ce même sol. La famine du milieu du siècle, l'élévation arbitraire des fermages, l'abaissement des salaires des journaliers, rendaient cette situation plus aiguë. Si, en 1849, les libéraux avaient créé des tribunaux pour faciliter la liquidation de leurs biens aux landlords obérés (il en fut vendu pour 600 millions), ils n'avaient rien voulu faire pour donner une base légale à la situation du tenancier. Quand les tenanciers des trois comtés catholiques, désarmés pour exiger du bon plaisir (*good will*) du landlord l'indemnité d'amélioration à la terre que les fermiers protestants de l'Ulster obtenaient toujours à l'expiration de leur bail, demandaient à bénéficier de la « coutume de l'Ulster », Palmerston répliquait : « Le droit du tenancier, ce serait la spoliation du propriétaire ». L'*Act de 1870* étendit pourtant à l'Irlande entière la coutume de l'Ulster, qu'il considéra comme un « droit » du tenancier (*tenant right*) ; l'indemnité pour toute amélioration à la terre ou pour renvoi sans motif (« trouble de jouissance ») sera fixée par une cour arbitrale et payée, soit par le nouveau tenancier, soit par le landlord. Seulement, la querelle entre ces deux propriétaires inégaux n'en fut pas apaisée. — Quand, en 1873, Forster présenta un bill pour réorganiser l'enseignement en Irlande et fondre les Universités confessionnelles rivales en un seul établissement neutre ouvert à tous, la coalition des protestants

(1) Par 330 voix contre 265.
(2) Le chef irlandais de 1880 sera un protestant, Parnell.

et des catholiques (ces derniers exclus jusque-là par la nécessité du serment universitaire), menée dans l'occasion par Disraëli, rejeta « la politique de confiscation » par trois voix de majorité.

Le dernier ministère Disraëli (1874-1880). — Au vrai, ce n'était qu'une occasion, et Disraëli avait d'autres griefs : c'était, à côté de ses hardiesses réformatrices, la timidité de Gladstone dans les affaires continentales. L'Angleterre, alarmée par Bismarck à propos des prétendues convoitises de Napoléon III sur Anvers, avait laissé écraser la France, et voici qu'une Allemagne se dressait en Europe, autrement inquiétante que la France de « l'entente cordiale ». Puis, la Conférence de Londres avait dû, rendant inutile le sacrifice de Balaklava, rompre, au bénéfice de la Russie, l'équilibre dans la mer Noire. — C'était aussi l'agitation rurale entachée de socialisme mystique dirigée par **Joseph Arch** ; c'était surtout la formation d'un *groupe républicain* au Parlement. Sir Charles Dilke, député radical, venait de déposer une motion pour supprimer les dépenses de la Couronne. — Enfin, malgré les réformes, Isaac Butt réveillait en Irlande le parti de la séparation législative et administrative, et entrait à la Chambre pour la revendiquer. Ainsi s'effritait la majorité de Gladstone. Brusquement (janvier 1874), il fit dissoudre les Communes. Aux élections, 350 conservateurs y rentraient avec Disraëli.

Assuré de cent voix de majorité, de l'appui de l'opinion, de la confiance de la reine, Disraëli put appliquer, six années durant, les formules du torysme démocratique et de l'impérialisme. Il commença par liquider les *réformes sociales et administratives* léguées par Gladstone. La série des « Acts sur les usines » (1874-1878) assura la protection du droit syndical complet : interdiction du travail pour les enfants à l'usine avant dix ans (1874) (1) ; fixation à 56 heures et demie par semaine du travail des enfants et des femmes dans les manufactures (les Trade Unions proposaient 54 heures, 1875) ; autorisation pour les municipalités de construire des logements ouvriers (loi sur la santé publique, *Public Health Act*, 1875). Ce *code du travail*, qui parut complet vers 1880, détermina deux mouvements. Chez les ouvriers d'abord, une tendance parfois victorieuse à arracher aux patrons des améliorations nouvelles. Ainsi les mécaniciens, organisés en société depuis 1851, après une grève de cinq mois dirigée par la « Ligue des neuf heures » de John Burnett, obtinrent la semaine de 54 heures ; les constructeurs de

(1) Encore devront-ils fréquenter l'école jusqu'à quatorze ans.

navires de la Clyde la semaine de 51 heures; d'autres (charpentiers, maçons, plombiers), la journée de neuf heures. En revanche, les patrons ne voulurent pas rester isolés en face de leurs ouvriers syndiqués ; ils formèrent (1874) non pas des unions locales ou de métiers, mais une union générale, sorte de Trades Union du patronat, la *Fédération nationale des Associations patronales.*

Les applications de l'impérialisme. — Par réaction contre la politique pacifique de Gladstone, Disraëli affirma partout la volonté de l'Angleterre de ne laisser régler sans elle aucune question internationale et d'opposer aux ambitions continentales la fédération de toutes les terres de « l'Empire ». Contre l'évangile manchestérien de paix, économies et réformes (*peace, retrenchment and reform*), la vigueur britannique avait déjà réagi, d'accord avec Carlyle, qui exaltait le droit de la race anglo-saxonne à répandre, dans des sociétés coloniales de même sang, sa civilisation et ses marchandises, et avec Kingsley, prédicateur d'un christianisme musculaire, sportif et militaire.

Le *durbar* de Delhi s'attestait comme un coup de prestige à l'orientale (1877). La guerre d'Afghanistan fut entreprise pour dépasser les « limites de prison » de l'Inde du Nord-Ouest, et pour atteindre les passes qui mènent aux plaines d'Asie centrale, « les frontières scientifiques ». En 1863, les Anglais avaient poussé Dost-Mohammed, émir de Kaboul, leur allié, à s'emparer de Hérat. Il disparaissait bientôt, et son successeur **Shere-Ali**, sorti en 1868 de longues guerres de succession, peut-être encouragé par les Russes, refusait de recevoir le major Cavagnari en qualité de résident britannique (septembre 1878). Aussitôt, trois corps (généraux Brown, Stewart et Roberts) occupèrent les passes afghanes et chassèrent Shere-Ali qui s'enfuit à Balkh chez les Russes (décembre). A sa place, **Yakoub-Khan**, son fils, traita (*traité de Gandamak*) : il reçut un résident anglais qui contròla sa politique extérieure et lui transmit les instructions du vice-roi de l'Inde, lord **Lytton**. Mais il fallut l'année suivante recommencer à combattre, après une mutinerie de soldats afghans qui massacrèrent le résident anglais. Le général **Roberts** avait trop peu d'hommes pour imposer la paix. Il se saisit seulement de Yakoub, qu'il envoya prisonnier à Péchawer (1879). Bientôt, il se repliait sur Kaboul, essayait de traiter avec Abderrhaman-Khan. Le soulèvement d'un prétendant à Hérat remit tout en question : **Ayoub-Khan** écrasa devant Kandahar une partie des troupes du général Barrow et bloqua le reste dans la ville (juillet 1880). En septembre, Roberts la délivrait, battait Ayoub-Khan (22 septembre 1881), le

forçait à fuir en Perse et rétablissait, avec Abderrhaman, la suprématie britannique. Les chemins de fer, de Chikarpour sur la ligne de l'Indus vers Quetta et Kandahar, feraient le reste.

Ailleurs, l'Empire s'augmentait par l'occupation de territoires vacants : en Océanie, l'archipel Fidji (1874) ; en Afrique du Sud, le Transvaal (1877) et le Zoulouland (1879). — La conquête essentielle fut celle de *Chypre*. Dès le début des révoltes balkaniques (1875), Disraëli avait pris parti pour le Sultan, qu'il voulait maintenir comme pouvoir européen. Il ne s'émut que peu des *atrocités de Bulgarie* que Gladstone, sorti de sa retraite (il avait abandonné à lord Hartington la direction du parti libéral) dénonçait à l'indignation publique. Sans doute, il se prêterait à faciliter la constitution d'États chrétiens dans les Balkans, à la condition que le sultan gardât sur eux des droits de suzerain, et surtout que, sous prétexte de « panslavisme », la Russie n'allât pas dicter la loi dans Constantinople. Il le fit comprendre au comte Schouvalov avant la guerre turco-russe ; mais privé de l'appui français pour recommencer en Orient la politique de 1854, il dut se contenter, lorsque les Russes campèrent dans Andrinople, d'expédier la flotte anglaise aux Dardanelles. Après quoi, avec son ministre des Affaires étrangères, **lord Salisbury**, il s'en alla au Congrès de Berlin (juin 1878). Dans l'intervalle, ayant promis de faire restituer à l'Empire ottoman les provinces d'Europe que San Stefano lui avait enlevées, il avait touché le courtage : Chypre, cédée par Abdul-Hamid. Désormais, par Gibraltar, Malte et Chypre, les Anglais tenaient la Méditerranée, surveillaient la descente russe vers Alexandrette, stationnaient à portée du canal de Suez et, assurés de la route maritime de l'Inde, demeuraient libres d'en revenir à l'ancien projet de Chesney : une voie ferrée d'Alexandrette à Karatchi, par Biredjik sur l'Euphrate et les villes du golfe Persique. Rien n'était plus capable de satisfaire l'orgueil anglais. **Lord Beaconsfield** (il avait en 1876 reçu la pairie sous le titre déjà conféré à sa femme en 1869) avait réconcilié, à la faveur d'une lutte sans péril contre la Russie, le peuple anglais, patriote et chauvin, avec les pratiques et le personnel du gouvernement conservateur. Le résultat, d'extrême importance, s'imposa même aux successeurs radicaux ; et toute la politique anglaise en fut transformée.

La crise économique et la chute de Beaconsfield (1878-1880). — La popularité acquise par lord Beaconsfield ne survécut pas longtemps au Congrès de Berlin. Les expéditions coloniales coûtent cher au premier moment et rapportent peu.

Entreprises avec l'idée que le commerce suit le drapeau (Trade follows the flag), elles s'accompagnaient d'une crise intérieure provoquée par l'éclipse des conditions qui favorisaient depuis 1850 l'essor économique de la Grande-Bretagne.

Crise agraire : à mesure que les transports devenaient plus rapides sur terre et sur mer, les blés étrangers, surtout américains, venaient faire concurrence aux céréales indigènes. Puis c'était l'invasion des produits de Normandie, de Danemark et de Hollande, tandis que la campagne anglaise se voyait ruinée par les *mauvaises récoltes* de 1875 à 1879. — *Crise industrielle* commençante : alors que la fortune des lords du coton, de la houille et de l'acier (**Bessemer** et **Siemens**) avait établi sans conteste la suprématie financière et politique de l'Angleterre, voici que les États-Unis, une fois reconstruite leur « Union » (1870), forts de leurs ressources, supérieures à celles de l'Angleterre, en minerais, machines, main-d'œuvre, attaquaient cette sorte de monopole commercial dans le Nouveau-Monde, puis dans les colonies britanniques, puis en Europe continentale, bientôt en Angleterre même. Alors, comme les patrons avaient imposé le système de l'*échelle mobile des salaires*, en vertu duquel les salaires doivent correspondre aux fluctuations des bénéfices industriels, les ouvriers subirent à partir de 1874 de très notables réductions, d'abord les mineurs et métallurgistes (jusqu'à 1 franc 25 par jour), puis les tisserands (1876), puis les charpentiers et les maçons (1877). Grèves colossales et lock-out déterminèrent en 1878-79 une déroute générale du travail anglais, accrue par la faillite de banques et par la dislocation des Trade Unions qui avaient exercé jusque-là une action modératrice. Des caisses d'assurances ouvrières furent ruinées par un chômage de trois années (1875-1878) qui atteignit presque la moitié des travailleurs. L'Association nationale des patrons essaya d'en profiter pour abolir la journée de neuf heures.

Ainsi s'explique le succès des campagnes de Gladstone contre Beaconsfield. En Écosse, il l'accusait de trahir les intérêts de la chrétienté et de l'humanité au profit du Sultan ; en Angleterre, il le montrait incapable de résoudre la question agraire et ouvrière et de dénouer la révolution d'Irlande. Après la dissolution du Parlement (19 mars 1880), il déclarait aux électeurs du Mid-Lothian (Écosse) que Beaconsfield avait compromis le pacte fondamental des trois Royaumes en refusant au plus misérable des trois l'égalité et la liberté. La « campagne du Mid-Lothian » dura un mois à raison de douze heures de discours par jour (Gladstone avait 71 ans) ; le premier ministre y était fort malmené, ainsi que ses alliés turcs, menacés d'être mis hors l'Europe, et que les Autrichiens,

sommés par une formule brutale (Hands off !), de lâcher la Bosnie-Herzégovine (mais lui-même devait mettre la main sur l'Égypte). Elle assura le succès de l'opposition : 299 libéraux furent élus contre 241 conservateurs et 60 Irlandais. Beaconsfield quitta le pouvoir. Sa carrière politique était terminée ; celle du conservatisme démocratique, qu'il avait imaginé, ne l'était pas (1).

Gladstone et le Home Rule (1880-1885). — A vrai dire, la majorité libérale se composait, pour une bonne part, de radicaux. Gladstone, premier ministre en dépit des répugnances de la reine, fit entrer dans le ministère, avec les leaders libéraux, les lords **Granville** (au Foreign Office) et **Hartington** (à l'Office de l'Inde), les chefs radicaux : John **Bright**, **Forster** (secrétaire en chef pour l'Irlande), Joseph **Chamberlain** (président du Board of Trade) et **sir Charles Dilke**, ami de Gambetta (sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères) S'il avait quelques velléités de changer le système de politique étrangère, par un rapprochement avec la France et la Russie, les événements les firent avorter. Aucune action ne fut entreprise dans la péninsule des Balkans, sauf pour soutenir les Grecs dans leur revendication de la Thessalie (1881). La politique intérieure suffit pour absorber l'attention.

1) ***La Ligue agraire d'Irlande et Parnell***. — Le Land Act de 1870 n'avait pas rendu la paix à l'Irlande ; si l'exploitation anglicane avait disparu, le landlordisme subsistait. La loi, qui autorisait le paysan à acheter des terres, le laissait désarmé devant une nuée d'intermédiaires, spéculateurs et usuriers; le paysan achetait trop cher et se ruinait. Le parti irlandais proposait bien un remède ; son nouveau chef, **Isaac Butt**, protestant et ancien conservateur, excellent avocat et manœuvrier parlementaire, mais peu obéi parce que perdu de dettes et parce que des députés Irlandais ne sont pas faciles à mener, montra que la conclusion logique du Land Act était de constituer, au bénéfice du tenancier, un vrai titre de propriété : *fixity of tenure* (qui empêcherait de congédier le fermier), *fair rent* (fermage modéré fixé une fois pour toutes), *free sale* (droit de céder la tenure à prix d'argent). Mais Disraëli repoussa obstinément ces projets jusqu'à la mort de Butt (1879). C'est alors que fut fondée la *Ligue*

(1) Beaconsfield mourut le 19 avril 1881. Les clubs conservateurs ont fondé (octobre 1883) une ligue politique nombreuse et riche, où les femmes sont admises et qui enrégimente les troupes du parti. C'est la *Primrose League* (ligue de la Primevère), ainsi nommée non à cause d'une préférence du noble lord, mais parce que, à ses funérailles, l'inscription mise sur la couronne de primevères envoyée par la reine : His favourite flower (*His*, c'était le prince Albert), a fait croire à cette préférence.

agraire, par **Michel Davitt**, fils d'un fermier expulsé avec ses trois enfants pour non paiement du terme pendant la grande famine de 1846. Instruit seul après avoir eu le bras droit coupé dans un moulin, commis de librairie, employé des postes, il prit part à l'insurrection de 1865 et passa sept ans en prison, où il subit diverses tortures. A la sortie (1877), il rencontra Parnell et le persuada que la question d'Irlande était avant tout sociale et agraire. En Irlande, en effet, la terre constitue la seule fortune possible. Pas de richesse mobilière (l'argent versé aux landlords est dépensé en Angleterre) ; pas d'industrie, pas de commerce extérieur (l'Acte de navigation ne s'appliquait pas à l'Irlande). De cette terre doivent vivre, outre le cultivateur et le propriétaire, le collecteur de fermages et le créancier hypothécaire introduit par les gaspillages des ancêtres, aux temps du prince-régent et de Waterloo. Tout cela coûte 900 millions, sur lesquels 300 à payer au landlord représentent le rendement maximum des pommes de terre. En 1879, la récolte tombe à rien : de là, gêne au château et misère à la ferme, éviction du fermier.

Or, l'Irlandais se croit plus qu'un fermier ordinaire, regarde le landlord comme un seigneur à qui il paie une *prime* ou *redevance* pour sa tenure, non un loyer. Car il doit fournir semailles, plantations, cheptel, bâtiments d'exploitation, sans que son « droit de tenant » soit reconnu ; dès lors, l'intérêt lui échappe d'améliorer sa terre et presque de la travailler. Et le landlord rêve d'une Irlande sans Irlandais, entièrement en pâturages. Davitt fonda sa ligue, non secrète, ni d'essence révolutionnaire. Sans revendiquer avec violence les terres « usurpées », il pose le principe que la terre doit appartenir à celui qui la cultive ; la propriété sera donc rachetée et transférée légalement aux paysans par des transitions graduées. Mais Davitt, excellent pour organiser des comités et provoquer des adhésions, ne possédait pas le prestige d'un chef. Le chef, ce fut Parnell.

Charles Stewart Parnell, né en 1846, était fils d'un protestant anglais et d'une Américaine ; son éducation toute anglaise se termina par une année de Cambridge, vide de culture littéraire, occupée de mathématiques et de mécanique. A vingt ans, lieutenant de milice de son comté et gentilhomme campagnard, il s'intéressait aux ressources minières, à l'amélioration de la terre d'Irlande, non à son histoire. Cependant l'Irlande de 1870 lui apparaissait comme une morte, les *fenians* comme des martyrs, la députation parlementaire sans lumière, ni courage, ni cohésion, ni argent. En 1875, renonçant aux fonctions de sheriff, il se fit élire député de Meath. Au milieu des nationalistes méprisés comme **Biggar**, marchand de

conserves de Belfast, inventeur de l'*obstructionnisme*, ou le major **O'Gorman**, il finit par se faire écouter. Non qu'il fût éloquent ; timide à sentir sa gorge se serrer quand il se levait à sa place, il avouait qu'il détestait parler. Mais il était un *gentleman*, petit-neveu d'un pair, dépourvu de cet accent irlandais dont les Anglais se moquent, d'extérieur froid et hautain. « Quand il parlait des souffrances de l'Irlande, il ressemblait à un professeur qui fait une démonstration ». Tout de suite il avait pris position en parlant contre l'annexion du Transvaal. « Je viens d'un pays qui a éprouvé dans toute son étendue les inconvénients de l'ingérence anglaise dans ses affaires intérieures, les conséquences de la cruauté et de la tyrannie des Anglais ! » Ce gentleman adhéra, après mûre réflexion, à la Ligue agraire, organisa une agitation contre les fermages, déploya une activité « diabolique » à exposer le programme des *trois F*, fut élu par trois collèges en 1880. Aussitôt, 31 députés irlandais le prenaient pour leader : **Gray**, journaliste, **Sexton**, excellent *debater*, **O'Connor**, **Power**, ancien employé, **O'Kelly**, défenseur de Paris en 1870, **Justin Mac Carthy**, historien et lettré, **Daniel** et **Arthur Sullivan**. Tous, démocrates ou hommes du peuple, partisans de l'autonomie irlandaise (*home rule*), soutiendront la Land league en dehors des deux partis anglais.

2) ***Les crimes agraires***. — Gladstone ne refusait pas d'émanciper la terre irlandaise ; mais, en 1880, les Lords repoussèrent le « Relief of distress bill » qui accordait aux Irlandais des secours charitables. Le désordre et l'anarchie, matés par Disraëli, reparurent. Un grand propriétaire, lord Mountmorres, fut assassiné, sans doute par des affiliés aux *Invincibles* (25 septembre). Pendant deux ans, presque chaque semaine vit des crimes de ce genre (1881-1882). Parnell avait imaginé autre chose : mettre en quarantaine quiconque prendrait la place d'un fermier expulsé, s'abstenir de toute affaire avec lui. Le premier fut le capitaine **Boycott**, un *middleman*, sorte de « fermier général » qui louait en détail à des sous-fermiers ou embauchait des journaliers. Abandonné de tous, affamé, il dut quitter l'île, protégé par la police. Le *boycottage* devint d'une pratique générale.

Pour l'arrêter, le gouvernement décida deux mesures : donner satisfaction à la Land league, mais d'abord poursuivre les ligueurs pour tout attentat contre les biens et les personnes. — La *loi Forster* y pourvut : toute policière, elle attribuait pour un an au gouvernement le droit d'emprisonner les citoyens par mesure administrative. Les Irlandais tentèrent (en vertu de la liberté complète de parole dont s'honorait le Parlement anglais d'en entraver la dis-

cussion par des discours interminables et répétés pour empêcher le passage au vote (1). Le *speaker* **Brand** les vainquit par un coup d'État parlementaire : il mit la clôture aux voix. Les *home-rulers* quittèrent la salle au vieux cri qui avait eu raison des Stuarts : « Privilège ! » et il fallut, première atteinte aux traditions, voter à la hâte une procédure de clôture. Le soir même, Parnell, froidement, en démontra l'abus, proposa d'empêcher Gladstone de parler et, second coup d'État, fut expulsé de la Chambre pour le reste de la session avec les autres Irlandais qui, malgré la clôture, refusaient de passer au vote (3 février 1881). — Le *Land Act* fut voté en juillet. La première partie adoptait simplement le « programme des trois F » et faisait fixer pour quinze ans le taux du fermage par une commission spéciale ; la seconde ouvrait aux paysans, qui voudraient acheter de la terre, un crédit au *Board of works*, de façon à payer un quart comptant et le surplus en trente-deux annuités. Seulement, ni la loi Forster ne rétablit l'ordre matériel, ni le Land Act ne régla la situation de la terre. Car les paysans, qui avaient acheté les terres d'Église en 1869, n'achetèrent pas celles des landlords dont ils se prétendaient copropriétaires ; au surplus, les Lords avaient paralysé l'opération par un amendement qui empêchait de tenir compte, pour déterminer la valeur moyenne du fermage, de quatre ou cinq années de disette. Les chefs du parti agraire décidèrent de faire échec à la loi.

Ce leur fut chose facile. Le gouvernement avait mis la main sur les opposants les plus compromis : Davitt (au lendemain d'un complot pour faire sauter *Mansion House*, résidence du lord-maire), Dillon, Kettle et Sexton, Parnell lui-même (13 octobre), qu'il emprisonna à Kilmainham. Six jours après, le manifeste de la Ligue proclamait : *pas de fermage* (no rent) ; « Il est aussi légal de refuser le paiement des arrérages que de les recevoir ». Il fut aussitôt obéi, alors que le gouvernement ne l'était pas ; en quelques mois, 17.000 tenanciers furent « évincés » de leurs fermes pour non paiement. En même temps, la direction passait des parlementaires aux violents : Invincibles, *Moonlighters* (Hommes du clair de lune), qui arrachaient les arbres, mutilaient les bestiaux, incendiaient les granges, intimidaient et torturaient les propriétaires. Le *fenianisme* recommençait.

Gladstone traita avec Parnell. Le « roi sans couronne » d'Irlande exigeait pour retirer le « no rent » la libération des députés, une loi sur le fermage complétant le dernier Land Act, la répudiation de

(1) La séance du 24-25 janvier dura 22 heures ; celle du 31 janvier-2 février, 41 heures. Sexton y parla trois heures de nuit devant huit membres, qui dormaient.

Forster ; Gladstone accepta. A la place de Forster, il aurait voulu nommer Chamberlain ; les libéraux aristocrates s'y opposèrent. Il nomma **lord Frederick Cavendish**, frère de lord Hartington, qu'il chargea d'appliquer dans l'île une politique de conciliation. Quatre heures après son débarquement à Dublin, en traversant Phœnix Park pour se rendre chez le vice-roi lord Spencer en plein jour, Cavendish était poignardé avec le sous-secrétaire **Burke** (6 mai 1882). Parnell, qui conférait avec des députés, en fut comme « assommé » ; il ne put que désavouer dans un manifeste et au Parlement. Au demeurant, il obtint gain de cause ; la *loi du 18 août 1882* offrit aux tenanciers, pour liquider les dettes passées, le concours de l'État. Le fermier paierait deux années de fermage, le gouvernement une année, et le propriétaire donnerait quittance de tout l'arriéré, quel qu'il fût. Compromis qui sauvait pour un temps les tenanciers obérés en leur sacrifiant les intérêts des propriétaires et des journaliers, sans créer à leur profit cette propriété qu'ils réclamaient.

C'est pourquoi l'agitation continua. Malgré les procès entamés contre les journalistes irlandais, les dissentiments qui commençaient entre Parnell et les socialisants Davitt et Dillon, le parti demeurait si bien le maître qu'aux élections partielles il enleva tous les sièges. Parnell, honoré d'une souscription nationale de 925.000 francs (décembre 1883), vrai Warwick parlementaire, faisait sentir à Gladstone qu'il tenait en main le sort du cabinet. Il le forçait à interdire les manifestations des loges orangistes contre les meetings nationalistes, et plus tard à remplacer Trevelyan, ministre pour l'Irlande, par **Campbell Bannerman**. Au moment où les attentats à la dynamite visaient le Local Government Board, les gares de Londres, le bureau central de police (Scotland Yard), un club conservateur, la Tour même et le palais de Westminster (janvier 1885), où un Irlandais réfugié à New-York, O'Donovan Rossa, se vantait de les avoir préparés, Parnell, manœuvrant sa *brigade irlandaise*, abaissait à quelques voix, par ses votes ou par son abstention, la majorité gladstonienne. Mais lorsque Gladstone lui fit appel pour voter la nouvelle loi électorale (dont les conservateurs refusaient le bénéfice à l'Irlande), il lui assura cent voix de majorité.

La réforme électorale de 1885. — La réforme électorale, discutée en 1884 aux Communes, et que les Lords retardèrent d'un an, n'était pas un simple complément de celle de 1867. C'était un *Acte pour la représentation du peuple*. Il étendait aux tenanciers des comtés, à la masse paysanne, le droit de vote accordé en 1867 aux locataires des bourgs et des villes, et aux mêmes conditions : tout

propriétaire de maison inscrite au rôle de l'impôt, tout locataire d'un loyer de 250 francs devenait électeur. En Irlande, les tenanciers allaient donc retrouver la situation électorale antérieure à 1829. Ce n'était pas le suffrage universel ; mais c'était le suffrage étendu à 4 millions d'électeurs. Seuls demeuraient exclus les non domiciliés en leur nom (fils de famille, gens en garni, domestiques). Le bill remaniait les circonscriptions d'après les données nouvelles de la population ; 105 bourgs inférieurs à 16.000 habitants perdaient leurs deux députés ; 37, inférieurs à 50.000 habitants, ne conservaient qu'un député. Les sièges vacants allaient aux comtés et aux bourgs supérieurs à 16.500 habitants ; 12 nouveaux étaient créés (670 en tout) pour arriver à la proportion d'un député par 50.000 habitants. Les électeurs votaient dans toutes les localités où ils possédaient une propriété.

Bien que la réforme consolidât la situation des landlords, toujours très influents sur les campagnards, les élections de janvier 1886 investirent 333 libéraux, 251 conservateurs, 86 Irlandais parnellistes. Parnell, en se portant avec la brigade, tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, déplaçait la majorité. Sur les questions irlandaises, il existait aux Communes, semblait-il, une majorité de 120 voix. Gladstone (1) avait déjà accordé aux Parnellistes presque toutes leurs demandes agraires. Il se résigna à soutenir leurs demandes politiques et se déclara (8 avril 1886) partisan du *Home Rule*. Deux assemblées siégeraient à Dublin : une Chambre haute (23 pairs d'Irlande et 70 membres désignés par les électeurs riches) ; une Chambre des députés du second « ordre », mais simplement pour la gestion des intérêts particuliers de l'île. — En même temps, Gladstone proposait un *Land purchase bill* qui contenait la solution, coûteuse mais logique, des difficultés agraires. La terre serait rachetée par l'État pour cause d'utilité publique ; il la distribuerait aux tenanciers qui se libéreraient par des versements annuels. Les deux bills, complémentaires l'un de l'autre, étaient acceptés de Parnell, approuvés par ceux des libéraux, comme John Morley, qui voulaient associer la « nation » irlandaise avec la Grande-Bretagne pour le partage équitable des charges et des bénéfices. Or, leur premier effet allait être de disloquer les anciens partis.

(1) Il avait été renversé le 12 juin pour avoir proposé de renouveler les mesures d'exception contre l'Irlande. Le ministère Salisbury ne se maintint six mois que par la tolérance des libéraux, et se retira devant Gladstone (janvier 1886).

II. — *L'Unionisme.*

Formation de la coalition unioniste (1886). — Contre les bills, tout ce qui était conservateur, propriétaire, protestant d'Irlande, ou même impérialiste, se trouva prêt pour une coalition. Le Home Rule fut rejeté aux Communes par 341 voix contre 311 (7 juin). La Chambre fut dissoute, mais les électeurs (surtout ceux des campagnes) nommèrent seulement 191 libéraux et 86 home-rulers contre 317 conservateurs et 75 libéraux « unionistes ». Gladstone céda le pouvoir à lord Salisbury (3 août 1886).

Salisbury, véritable héritier de Beaconsfield, n'avait pas hésité à parler sur les « hustings » contre les candidats du Home Rule. Né en 1830, élève d'Eton et d'Oxford, il avait, sous le nom de vicomte Cranborne, siégé aux Communes à 23 ans ; en 1862, il avait demandé la reconnaissance des États du sud pendant la guerre de Sécession. En 1866, il lutta contre Gladstone, et fut sous-secrétaire d'État de l'Inde dans le ministère Derby ; mais il refusa de s'associer au bill de réforme de 1867 et démissionna. Successivement, la mort de son père le faisait entrer à la Chambre des Lords (1868), la mort de Derby l'y faisait *leader* du parti conservateur ; en cette qualité, il combattit avec un acharnement égal le désétablissement de l'Église et le Land bill (1869-1870). Quand Disraëli reprit le pouvoir (1874), Salisbury fut ministre pour l'Inde, puis plénipotentiaire aux conférences de Constantinople (1876) ; mais c'est comme chef du Foreign Office qu'il siégea avec Beaconsfield au Congrès de Berlin. Grand seigneur, aristocrate intransigeant, conservateur invariable, attaché aux idées d'un protectionnisme agrarien, il n'apparut pas cependant comme un homme du passé, grâce à son adhésion à l'impérialisme colonial. Toutefois, ce serait une erreur de croire qu'il ait consenti, pour garder ses nouveaux alliés dans la coalition, à sacrifier quelqu'une de ses idées. Six années durant, il a gouverné avec un personnel strictement conservateur. Ces alliés, qu'il a fini par « assimiler », ce n'étaient pas seulement les aristocrates whigs qu'effrayaient les audaces agraires de Gladstone, c'étaient aussi les impérialistes de la grosse industrie métallurgique et textile, tisseurs du Yorkshire et du Lancashire, métallurgistes du « pays noir », que le libre échange forçait depuis dix ans à se défendre contre les importations américaines, et qui, satisfaits d'imposer au vieux monde comme aux humanités barbares

les modèles, même démodés, de la fabrication britannique, regimbaient vers 1880 contre l'effort, ingénieux et multiple, de la concurrence allemande. Ils trouvèrent leur porte-parole en **Joseph Chamberlain**.

Birmingham et Chamberlain sont aujourd'hui deux synonymes. De fait, Joë Chamberlain est né à Londres (1836), mais il est venu à Birmingham travailler à dix-huit ans, sans passer par les écoles secondaires et l'Université. Pour se former une expérience, il a visité la Suède, la Russie, les États-Unis et le Canada. De 1854 à 1873, il s'enrichit dans le commerce des vis et boulons et se forma à la vie publique dans la fréquentation des « debating societies », des clubs et des bibliothèques. Maire de Birmingham (1873), qu'il avait trouvé amas de briques et de boue, grand village de 400.000 habitants, sans eau ni éclairage, il le laissa assaini, percé de larges avenues, éclairé, arrosé par des fontaines municipales, doté de bains presque gratuits ; le tout, sans endetter la ville, réalisé « pour l'instruction, la santé, la récréation, le confort ou le plaisir du peuple ouvrier ». Député en 1876, sans parchemins historiques ou universitaires, il scandalise les conservateurs, « le vieux stupide parti », par sa désinvolture d'homme nouveau et par son programme radical. Car il menace tous les « frelons parasites », les Lords « qui n'ouvrent ni ne filent et qui vivent du travail d'autrui », l'Église établie « qui mange le bien du pauvre ». Aux paysans, il promet « la vache et les quatre arpents de terre », l'abolition des lois sur la chasse, et en *quatre F* (Free schools, Free labour, Free land, Free Church) la liberté de l'école gratuite et laïque, du travail, de la terre par le morcellement des *latifundia*, du culte ; à tous il promet le suffrage universel et le Parlement triennal, les pensions de vieillesse, l'impôt progressif et la paix universelle. Mais il distingue deux sortes de radicalisme : l'un, « hurleur », occupé à poursuivre des



JOSEPH CHAMBERLAIN
(Né en 1836)

idées impossibles, l'autre, « constructif », qui cherche par une législation pratique à rendre meilleure la situation morale et matérielle des ouvriers. Or, il est radical constructif (« I am a practical man »), dévoué d'abord aux Irlandais et ami de Parnell, mais plus ami de l'ordre nécessaire, de l'union historique, constitutionnelle, indissoluble. Ministre du commerce et secrétaire du Local Government Board avec Gladstone, il fait voter une loi des faillites et commencer une enquête sur la situation du commerce, travaille à résoudre la question d'Irlande, mais non au moyen du Home Rule ; sur ce point, il rompt avec Gladstone pour se rapprocher des conservateurs. Alliance naturelle entre des gens qui plaçaient l'intégrité impériale au-dessus de leurs préférences politiques, et pour qui Beaconsfield avait résumé les devoirs de l'homme d'État anglais en cette formule : « effectuer par des moyens pacifiques et constitutionnels tout ce que ferait une révolution par des moyens violents ».

Le gouvernement de la coalition (**1886-1892**). — Impérialiste et radicale, la coalition, négligeant l'Irlande (« Je ne m'inquiète guère, disait Salisbury, des paroles des gens qui sont sur leur lit de mort »), porta son attention sur deux points : la politique étrangère et la réforme des pouvoirs locaux.

1) ***La politique étrangère.*** — Là, elle procura à l'amour-propre britannique des satisfactions dont Gladstone, occupé du Home Rule, tenu en échec en Afghanistan et au Transvaal, humilié par l'abandon où avait péri Gordon à Khartoum et par le recul de la frontière d'Égypte, l'avait sevré à l'excès. Flatté par Bismarck qui, tenant à la neutralité anglaise, reconnaissait par un traité la position des Anglais sur le haut Nil (1890), Salisbury laissa les Allemands s'installer à Constantinople et continua, contre la Russie en Asie, contre la France en Afrique, la politique d'hostilité. En Asie, il annexait la Birmanie, et plus tard le Manipour, voisin de l'Assam ; il signait en 1887 un accord destiné à le maintenir en possession de l'Afghanistan et à refouler les Russes vers la Mongolie. En Afrique, il s'agissait pour lui d'empêcher la France de devenir la grande puissance maritime, commerciale et coloniale C'était peu de chicaner sur Tunis, de protester contre la création d'un port de guerre à Bizerte, de refuser pendant seize années d'abandonner dans la régence les privilèges consulaires ; il lui fallait encore expulser les Français du Niger inférieur et y brimer nos explorateurs, essayer d'étouffer le Congo français, abuser de notre ignorance nationale en géographie pour nous refouler au nord de la Nigeria,

dans les « terres un peu légères » où le coq gaulois pourrait « gratter jusqu'à user ses ergots ». Ici encore, c'était la paix armée, pleine de défiances et de rancunes.

2) Mais l'***Irlande*** ne se laissait pas oublier. Après la chute de Gladstone, Parnell, qui répétait souvent : « Mon œuvre est de résoudre la question agraire et de rendre le sol de l'Irlande aux Irlandais », avait transformé la ligue agraire en « National League ». La Ligue, sous l'inspiration de Dillon et d'O'Brien, imagina le *plan de campagne*. Il consistait pour chaque fermier à payer ce qu'il pouvait de sa « rent » à un « Comité central de résistance », dont un agent ne versait le compte au landlord qu'après avoir obtenu satisfaction pour les exigences des fermiers. Évincés, la Ligue les soutint, les nourrit, leur enjoignit de refuser le paiement de tout fermage, paya les frais de leur condamnation en justice. — Du moins Salisbury et **Balfour** (ministre pour l'Irlande) se débarrassèrent de Parnell. Déjà le clergé catholique, si attaché qu'il se montrât aux intérêts du peuple et aux idées parnellistes, avait désapprouvé le boycottage, refusé en partie de souscrire au don national de 1883, atténué les conséquences du plan de campagne (1888). Le gouvernement espéra perdre Parnell en l'accusant d'avoir participé au meurtre de Phoenix Park, employa des policiers a rechercher à travers l'Europe, et sans doute à les fabriquer, des lettres du leader irlandais que publia le *Times*. Un policier, démasqué, se tua ; mais ce fut le dernier triomphe de Parnell. Autoritaire, il prétendait encore s'imposer comme chef après son mariage civil avec Mrs. O'Shea, divorcée d'avec son intime ami ; le clergé l'abandonna. Les libéraux gladstoniens, dominés par les chefs du « nonconformisme », d'accord sur ce point avec l'opinion anglaise, déclarèrent qu'ils n'avaient plus rien à faire avec lui, et le firent remplacer par Mac Carthy. Parnell s'obstinait ; il en appela à l'Irlande et à l'Amérique, mais n'osa plus affronter le scrutin, où triomphèrent en 1890 des nationalistes « anti-parnellistes ». Il s'aperçut que les prêtres catholiques, élevés à Maynooth dans l'acceptation d'une vie pauvre, s'attestaient les guides de la démocratie irlandaise, souverains des votes, et qu'il ne pourrait se passer d'eux. « Les prêtres me tuent », disait-il. A Boulogne, il n'obtint pas d'O'Brien et de Dillon, qui revenaient de conférer avec les Irlandais d'Amérique, la réconciliation nécessaire. Ses triomphes de Dublin, Drogheda, Kells, Thurles, Greggs, ne furent plus qu'oratoires; il mourut près de Brighton (6 octobre 1891). « Donnez, dit-il, mon amour à mes collègues et à l'Irlande. »

Telle était la coupure dans la députation nationaliste que la

mort du leader n'amena pas l'accord entre ses fidèles et le groupe **Redmond-Healy**. L'Angleterre, rassurée, traita l'Irlande en cauchemar qui l'empêchait de réaliser le progrès social et politique auquel elle aspire. Livrée de nouveau à l'anarchie et aux batailles de rues, l'île s'obstinait à réclamer une autonomie qui, réalisée, l'aurait fait descendre, sans marine, ni finances, ni industrie, au-dessous de la Nouvelle-Zélande.

Dernier ministère Gladstone (1892-1894). — Les élections de juillet 1892 aboutirent à la défaite de la coalition unioniste. Sur le programme énoncé à Newcastle par John Morley, Gladstone obtint (avec les 80 Irlandais anti-parnellistes) une majorité de quarante voix (355 contre 315). L'enquête menée par **Charles Booth** (1886-1888) avait révélé la profonde misère du peuple des grandes villes (à Londres seulement, 1.250.000 personnes mouraient à peu près de faim), et les chômeurs étaient légion. Deux grandes grèves, parmi tant d'autres, avaient secoué le monde ouvrier et le public : celle des gaziers de Londres, qui avait fait capituler les compagnies, celle des dockers, menée par **John Burns**, Ben Tillet et Tom Mann, qui paralysa pour un mois le port de Londres et ne fut terminée que par l'arbitrage du cardinal Manning et de Sydney Buxton (août-septembre 1889). De ces crises, beaucoup d'ouvriers rendaient responsables les conservateurs et applaudissaient au projet d'accorder aux travailleurs, avec la journée de huit heures (déjà obtenue par les gaziers), une réglementation générale du travail. Gladstone la promettait avec l'évacuation de l'Égypte, une politique décidée contre la Triple-Alliance, le désétablissement de l'Église dans le pays de Galles, la suppression des dîmes ecclésiastiques, l'autonomie irlandaise et la réforme de la Chambre des Lords. Sorte de laïcisation de l'Angleterre, jusqu'alors instruite, dirigée, gouvernée par ses clergymen.

Gladstone, en effet, présenta un projet de Home Rule qui prévoyait à Dublin deux Chambres constituées sur le modèle des parlements australiens, mais conservait à Westminster une représentation irlandaise de 80 députés. Pendant quatre-vingt-deux jours, les unionistes combattirent le bill : Chamberlain nia qu'une justice quelconque fût due à « l'île sœur », associée aujourd'hui à la domination du plus grand empire de l'Univers. Aussi bien, l'autonomie obtenue, elle réclamerait l'indépendance, toute prête à s'allier avec la France contre l'ennemi de race et de religion. Le seul parti raisonnable, c'était de tenir en servitude la « bordure celtique » de l'Angleterre. Le bill fut cependant voté aux

Communes par 301 voix contre 267 (1er septembre 1893). Aux Lords, qui discutèrent sans passion apparente, et où l'introduisit lord Spencer, ancien vice-roi d'Irlande, le duc de Devonshire le repoussa au nom de la constitution anglaise, du pays même, qui ne s'était pas prononcé sur ce point aux élections et qui devait être consulté au moyen d'une dissolution de la Chambre. Dans cette Assemblée, où le *quorum* est seulement de trois membres, il s'en trouva 419 (contre 41) pour repousser le Home Rule. Aussitôt, Gladstone remit sa démission à la reine et indiqua **lord Rosebery** comme chef du parti libéral ; c'était aussi le candidat de la reine, et celui de lord Salisbury.

Ses idées n'étaient plus tout à fait celles de Gladstone. Dans la discussion des Lords, il avait conclu à trois solutions possibles : le *statu quo*, avec répression à outrance des crimes agraires, ou la réduction de l'Irlande au rang de colonie de la Couronne, ou l'expérience d'une indépendance administrative qui réconcilierait les hommes intelligents et modérés des deux partis. — Maintenant, il allait plus loin. Il préconisait, outre une réorganisation du travail sur les plans du syndicalisme, une fédération intercoloniale de toutes les parties de l'Empire, qui créerait un patriotisme impérial. L'obstacle était la Chambre des Lords, qui repousserait systématiquement les réformes des libéraux. Rosebery porta son effort contre la Chambre Haute.

Les élections de 1895 et le triomphe de l'Unionisme. — Contre les Lords, Rosebery reprit l'argument de Chamberlain en 1876. Depuis un siècle, la Chambre haute avait « couvé tous les abus, protégé tous les privilèges ». Que représentait-elle ? Rien que « les cuillers d'argent du royaume », disait Kingsley ; une assemblée de propriétaires, non pas même d'aristocrates traditionnels, car la plupart des pairies ne dataient que du XIXe siècle. Les pairs sortaient de familles enrichies surtout depuis la spoliation des couvents. Gladstone en réclamait la suppression, Harrison (chef des positivistes) la transformation par l'élévation à la pairie de 500 ramoneurs pris dans la rue. Cette solution insolente s'autorisait de l'accueil peu courtois fait par les pairs héréditaires aux *légistes* nommés en 1856 pour constituer la Haute Cour ; en 1856, ils avaient déjà rejeté la nomination à vie d'un jurisconsulte renommé. En 1888, une loi avait donné à la reine le droit de créer des pairs viagers ; les autres les appelaient les *lifers* (nom donné aux bagnards) et s'arrangeaient pour les empêcher de siéger. Même les évêques étaient tenus pour des pairs douteux, parce qu'ils n'étaient pas

héréditaires. Aux aristocrates, Rosebery posa l'ultimatum : *end or mend* (disparaître ou s'amender).

La campagne de Rosebery portait sur deux autres points : 1° Le *désétablissement* en Écosse et dans le pays de Galles d'une Église tellement liée à l'État que ses privilèges politiques, sociaux et financiers empiétaient sur les frontières de la société moderne. 2° Le *Local veto bill*, imaginé par William Harcourt. Il s'agissait de donner aux autorités locales le pouvoir de fermer les tavernes d'un quartier, à la demande des deux tiers des électeurs. Or, de ces quatre articles : réforme des Lords, Home Rule, Disestablishment, Local veto bill, l'ouvrier anglais se désintéressait des trois premiers et repoussait le quatrième. Il n'était plus entraînable contre les Lords ni contre l'Église ; ce qu'il voulait, c'était le pain et la viande à bon marché, une meilleure habitation, moins de travail et plus de salaire.

Les conservateurs le lui promirent. « Les libertés et les intérêts du peuple, dit lord Randolph Churchill, sont les seules choses qu'il soit maintenant possible de conserver ». Les 1.200.000 chevaliers, dames et associés de la « Primrose league » l'expliquèrent dans des conférences, sous la formule générale : « améliorer la condition matérielle et sociale du peuple ». Chamberlain fut plus précis (4 juillet 1895) ; il fallait faciliter aux ouvriers anglais l'achat de maisons suivant le système des tenanciers irlandais, contrôler l'immigration étrangère pour empêcher la concurrence juive, polonaise et russe dans les faubourgs des grandes villes, assurer aux travailleurs une retraite de 5 shillings par semaine et une indemnité en cas d'accident, réduire les heures de travail dans les magasins (à 8 heures dans les mines), empêcher la vente des boissons nocives, organiser l'arbitrage dans les conflits du travail. Et sir John Gorst y ajoutait la création de colonies ouvrières et de bureaux de placement pour les sans-travail.

Sur ce programme de « démocratie conservatrice », 400 unionistes furent élus (dont 338 conservateurs purs). Ce qui triomphait avec eux, c'était sans doute le respect pour le gentleman et l'aristocrate, pour l'Église, qui commençait à atteindre le peuple par les œuvres des jeunes « ritualistes » (Union sociale chrétienne, Guilde de Saint-Mathieu, etc.) et qui lui donnait des écoles selon son goût ; mais c'était aussi le désir d'être assuré d'une maison, d'un travail raisonnable qui permît à l'ouvrier de boire sa bière ou son *gin* en évitant le workhouse.

Gouvernement des unionistes (1895-1906). — Pendant

onze années (fin du règne de Victoria, morte le 22 janvier 1901, et première moitié du règne d'Edouard VII), l'unionisme a détenu le pouvoir. Deux faits expliquent une aussi longue possession. D'abord, le désarroi du parti libéral après la défaite. Rosebery, brillant élève des Universités, de culture très étendue, ne pouvait guère demeurer le chef du parti pacifique des « petits Anglais »; lord Spencer n'avait pas d'autorité ; sir Henry Campbell Bannerman, un Écossais, ne s'imposa que peu à peu aux purs Anglo-Saxons. — Puis, le danger couru en Afrique du Sud dans les dernières années victoriennes exalta le sentiment impérial à un degré insoupçonné. L'appel adressé aux contingents coloniaux dressa l'idée impériale au-dessus de tout débat, et les élections de 1900, en pleine crise « jingoïste », assurèrent pour six années encore le ministère à la coalition.

Lord Salisbury le dirigea jusqu'au 11 juillet 1902; puis **Balfour**, son neveu; mais il y réserva une large place aux radicaux convertis. Le **duc de Devonshire** prit les Affaires étrangères ; **Chamberlain**, qui prit le Colonial Office, amenait sa famille, dont les membres devinrent: lord civil de l'Amirauté (son fils Austen), président du Conseil privé, ministre de la Marine, chancelier du duché de Lancastre, sous-secrétaire à l'Intérieur, etc. La situation était nouvelle: l'Union discutée au dedans, l'unité non encore établie entre les parties de l'Empire, le commerce et l'industrie du pays noir en danger, la concurrence victorieuse des Allemands, des Japonais, des Américains dans les mondes neufs, les débouchés continentaux fermés par le protectionnisme ; pas une alliance extérieure le « splendide isolement ». En conséquence, Salisbury et Chamberlain pratiquèrent une politique qui toucha très peu aux questions intérieures, mais qui à l'extérieur étendit et consolida les anciennes colonies pour fonder l'Empire de « tous les Bretons », c'est-à-dire des Anglo-Saxons.

Politique extérieure jusqu'à 1901. — C'est du côté de l'Orient que Salisbury a déployé la moindre activité. Dans le Levant, où les rapports consulaires constataient les progrès décisifs du commis voyageur allemand, il ne jouait plus que le rôle d'un protecteur hésitant des chrétiens persécutés ; rôle qu'il lui fallait partager avec la France et la Russie. Or, la Russie demeurait la rivale en Asie centrale, et la France refusait toujours, d'accord avec son alliée, de signer la Convention de Constantinople de 1888, destinée à régler pour l'intérêt britannique la question du Canal de Suez. Abandonnant donc Constantinople aux Allemands, Salisbury

s'associait au *break-up of China* (1898), occupait Oueï-Haï-Oueï, en attendant que la révolution des Boxeurs lui permît de faire passer la vallée du Yang-tseu dans une zone d'influence anglaise. Ici, le sang-froid des consuls européens empêcha l'exécution. — Du moins les frontières de l'Inde étaient préservées par la soumission du *Tchitral*, par celle des *Afridis* et d'autres peuplades rebelles à l'autorité de l'émir d'Afghanistan (1897-1898), par la surveillance exercée sur le Golfe Persique ; les Anglais, en possession des routes qui montent vers Ispahan par le Karoun, y occupent les îles Bahreïn, et protègent le sultanat d'Oman, qui sert avec Aden de point d'appui à la flotte (1896-1900). — En Afrique, l'adversaire était la France. La conquête du Soudan, entreprise en 1895, mettait les troupes britanniques en contact avec des indigènes qu'avaient déjà visités des explorateurs français. Chamberlain exigea la signature d'un traité qui, reconnaissant à l'Angleterre la possession du Sokoto, écartait la France du bas Niger. Quelques mois après, c'était la crise de Fachoda et le traité de 1899 qui repoussait la France du haut Nil. — En Afrique australe, c'était le Portugal écarté, la conquête des Républiques boers, voulue par Salisbury au moins autant que par Chamberlain, pour assurer la réalisation du Cap au Caire, la formule la plus chère aux impérialistes (1899-1902). La retraite de Salisbury marqua, avec Edouard VII, le début d'une ère nouvelle.

Politique intérieure. Transformation des pouvoirs locaux. — La coalition unioniste a opéré la plus grande transformation des pouvoirs administratifs qu'aucun Anglais eût pu imaginer depuis l'époque moderne. Jusqu'alors, la vie des comtés s'ordonnait au gré des *justice of peace*. Encore en 1884, Trevelyan les montrait chargés de fonctions gratuites et même onéreuses ; il était naturel qu'ils fussent désignés par les lords-lieutenants parmi les plus riches propriétaires. La révolution consista à remettre l'administration locale à la masse des contribuables, mais suivant la formule de la Primrose league : le progrès du peuple sous la direction de l'aristocratie. Si donc l'administration nouvelle parut imiter l'organisation française (notamment les conseils généraux de département), elle en différa sur deux points : d'un côté, elle sortit d'une élection à laquelle participaient les propriétaires et locataires des deux sexes ; d'autre part, elle ne fut tenue en laisse par aucun fonctionnaire de contrôle, représentant du pouvoir central.

1) ***Les conseils de comtés (1888-1889)***. — Les assemblées nouvelles, chargées à titre gratuit des fonctions non judiciaires des jus-

tice of peace, administrent, engagent des dépenses, n'en répondent que devant leurs électeurs. Seul, un délégué du Local Government Board s'assure, à époques fixes, que les comptes sont exacts et qu'aucune dépense ne s'applique à des objets que la loi n'autorise pas. Entre les 122 Conseils de comtés (*County Councils*) fut partagé le territoire de l'Angleterre et du Pays de Galles (1888) (1). Londres, ou plutôt son « territoire métropolitain », devint un comté dont l'étude peut servir d'exemple pour tous les autres. Auparavant, aucune autre administration commune aux diverses paroisses que le « Bureau des travaux de la métropole » (Metropolitan Board of Works). Formé en 1855 des représentants des pouvoirs paroissiaux pour la gestion des intérêts communs, sauf de ceux de la Cité, il administrait peu et mal. A sa place, le County Council comprend 118 membres élus pour trois ans par le vote populaire, et 19 *aldermen*, choisis pour six ans par les membres entre eux. Cependant, la *Cité* (le mille carré situé sur la rive gauche de la Tamise entre la Tour et Westminster), tout en élisant quatre conseillers, conserve son *Common Council* de 206 membres élus pour un an, ses 26 *aldermen* élus à vie, son *lord-maire*, président des cours de justice de la Cité, désigné chaque année, « le jour de Saint-Michel Archange », par la cour des aldermen, sur présentation de deux noms par les 76 « compagnies » (merciers, bouchers, etc.). Pour tous les services généraux (écoles élémentaires, secondaires et techniques, services d'incendie, de transports, ponts et tunnels, égouts, voirie, habitations ouvrières, etc.) le County Council décide les travaux et ordonnance les dépenses. Sous son contrôle, les *Borough Councils*, anciens conseils de districts réformés, s'occupent du pavage et de l'éclairage des rues, fournissent l'eau et la lumière électrique, cependant que les 30 *Boards of guardians* élus administrent l'assistance publique (secours aux pauvres et workhouses). Le premier président du County Council de Londres fut lord Rosebery.

2) ***Les municipalités de paroisses (1894)***. — Restait à réorganiser les paroisses. Seuls les bourgs (boroughs), parmi lesquels comptaient les grandes villes industrielles, possédaient une administration municipale (*Town Council*) avec un maire. La *loi de 1894*, votée sous le dernier ministère Gladstone, l'étendit aux communautés de paroisses. L'ancienne *vestry* subsista, réduite au rôle d'un Conseil de fabrique ; mais une assemblée de tous les habitants de la paroisse, inscrits au rôle de l'impôt, élit un conseil de pa-

(1) L'organisation fut étendue à l'Écosse en 1889, à l'Irlande en 1893.

roisse (*parish council*). La vie communale, endormie depuis le XVII[e] siècle, raréfiée par l'exode rural vers les cités de manufactures, s'éveille et se développe en pratiques de self-government. La municipalité élue, en relations avec le County Council, a le droit de lui réclamer les achats de terres nécessaires pour la location de petits lots aux journaliers et aux ouvriers, ou pour la vente de petites tenures aux paysans suivant le système pratiqué en Irlande (sauf l'expropriation d'utilité publique, non admise en Angleterre) et que Chamberlain préconisait dès 1885. Mesures de fait, qui ne s'autorisent, malgré les apparences, d'aucune théorie de socialisme municipal. Toutefois, il demeure vrai que la réforme a diminué l'influence de l'aristocratie dans le gouvernement des campagnes.

3) ***Dernières applications de la réforme***. — En tout cas, l'unionisme n'a pas reculé devant les conséquences des principes d'intervention, hérités du socialisme féodal des anciens tories. A l'Irlande, qu'il frustrait du Home Rule, il appliquait (1896) avec la collaboration de **Wyndham**, le *Land purchase bill*, qui allait créer, sans révolution, une classe indispensable de paysans propriétaires. Aux County Councils il accordait la liberté de se constituer des services publics dont ils conservent la propriété (lumière, tramways, etc.). Celui de Londres, qui représente, en plus, un conseil municipal, et dans lequel (sauf de 1895 à 1898) les « progressistes », partisans de la municipalisation des services, l'emportèrent sur les modérés, défenseurs du régime des monopoles, travaillait à régir lui-même les entreprises du gaz, des docks, des marchés et des abattoirs. Il poursuivait l'assainissement, en construisant des « cottages » propres ou de grands édifices aérés, contrôlés par les inspecteurs sanitaires ; ainsi était enrayée la tuberculose qui menaçait 20 pour 100 au moins de la population. Pour les réparations et constructions, il décidait que son « Works Committee » n'emploierait que des entrepreneurs qui assurent à leur personnel le tarif des Trade Unions. Il fixait enfin pour tous les ouvriers municipaux un salaire minimum : 24 shillings (30 francs) par semaine pour les hommes, 18 shillings (22 fr. 50) pour les femmes (1).

Si les classes bourgeoises crièrent au scandale, elles approuvèrent du moins (et avec elles les adeptes de la Haute-Église, les catholiques romains et les Irlandais) que Balfour et le duc de Devonshire confiassent aux Councils, d'abord par des mesures de

(1) A Londres, tout individu qui ne gagne pas au moins 21 shillings par semaine est réputé indigent

détail (1895-1900), puis par deux lois, le contrôle de toute l'éducation. En 1900, avertis par les défaites du Transvaal, les Anglais comprirent la nécessité d'une instruction supérieure (déjà les *Board schools* avaient organisé malgré la loi un enseignement primaire supérieur et un enseignement secondaire). Alors fut constitué un *ministère de l'Instruction publique*, et présenté un bill de l'enseignement secondaire ; les représentants de l'Église obtinrent de Balfour qu'il le transformât en *Education bill* pour les deux enseignements. La *loi de 1902* remplaçait les School boards par des « Education Committees » nommés par le County Council et les conseils municipaux, et chargés d'administrer les établissements d'instruction à tous les degrés. Elle maintenait les écoles libres (non provided) confessionnelles, et leur allouait des subventions prélevées sur les taxes publiques; dans leur comité, deux représentants des contribuables seulement siégeaient avec quatre de la « dénomination » fondatrice. Pour les écoles à fonder, le ministre déciderait de leur type. Enfin la « clause Cowper-Temple » était maintenue. Désormais toutes les écoles seraient défrayées par des subventions du Trésor et par des impositions locales. Jamais l'éducation n'a été plus près de devenir un service public.

Il apparaissait toutefois que contre les hardiesses des progressistes de Londres (parmi lesquels figurent une douzaine de membres des Trade Unions) ce n'était pas assez de la Corporation de la Cité. Chamberlain eut l'idée, non de détruire ou d'amoindrir l'autorité du County Council, mais de vivifier les anciennes *vestries* en les érigeant en municipalités. Déjà le County Council comptait douze ou quinze lords ou fils de lords. Dans ce personnel nouveau des Conseils, les jeunes aristocrates entreraient pour faire leur éducation politique. En conséquence, la *loi de 1889* créa une cité nouvelle, celle de Westminster (quartiers riches du West End), destinée à balancer la vieille *City of London;* dans les vingt-huit autres *boroughs*, des conseils municipaux administrent avec un maire qui a le droit de présenter des propositions de lois au Parlement et de s'opposer aux projets émanés du County Council. Le County Council reçoit à son tour le pouvoir de transférer aux conseils des boroughs certaines de ses attributions. Balfour espérait sans doute qu'au cas où la majorité deviendrait conservatrice, le County Council les transférerait à peu près toutes. Il est vraisemblable que ce calcul se trouvera faux : les assemblées conservatrices anglaises, où l'esprit politique ne manque point, ne possèdent apparemment pas à ce degré le goût du suicide.

A CONSULTER

Correspondance de la reine Victoria (publ. par Bardoux).

Les ouvrages de Boutmy, Hervé, Perraud, de Pressensé, Seeley, indiqués au tome I, chap. vii. — Cazamian : *l'Angleterre moderne*. — Leclerc : *l'Éducation en Angleterre* ; et : *les Professions et la Société en Angleterre*. — Bardoux : *Silhouettes anglaises*.

Métin : *la Colombie britannique*. — Siegfried : *le Canada*. — Chailley-Bert : *l'Inde britannique* ; et : *la Colonisation de l'Indo-Chine* (l'expérience anglaise).

CHAPITRE X

L'ANGLETERRE IMPÉRIALISTE

I. Inde, Australie, Canada. — II. Égypte et Soudan.

Développement de l'idée impériale. — La proclamation de la reine Victoria comme « impératrice de l'Inde» (1877) ne constitue qu'un épisode dans l'histoire générale de l'Empire anglais. Les colonies n'avaient d'abord été regardées que comme des étapes sur la route de l'Inde, ou des domaines d'exploitation tenus sous une étroite tutelle, militaire et économique. C'était la conception de 1840. La révolte des deux Canada changea ces dispositions. Au Canada, en Australie, en Nouvelle-Zélande, des nations nouvelles se formaient, auxquelles l'autonomie était accordée. L'idée surgit de resserrer les liens entre les colonies pour en faire une « plus grande Bretagne », selon le mot de **sir Charles Dilke** (1868) (1). Au début, le *Royal Colonial Institute*, présidé par le prince de Galles, se contenta de fonder une Bibliothèque coloniale, des musées, d'organiser des missions scientifiques (1868). Il recruta plus de 3.600 adhérents. Disraëli voyait plus loin : au lieu de simples colonies de la couronne, il concevait des sociétés anglo-saxonnes liées au Parlement de la métropole par un système fédératif et économique. C'est l'*impérialisme parlementaire*, que reprendront plus tard les chefs du parti libéral.

La même période (1870-1890) qui voit les conquêtes du torysme démocratique, marque le progrès de l'autonomie coloniale. En

(1) Mais Dilke songeait, comme plus tard Chamberlain, à y comprendre, sans doute par l'artifice d'un Zollverein, la république des États-Unis.

1872, le gouvernement refusa d'intervenir dans les querelles constitutionnelles de l'État australien de Victoria. En 1878, il rappelle un gouverneur du Canada qui voulait imposer un ministère de son choix ; en 1885, il accorde à l'île Maurice un *Legislative Council*, formé en partie de membres élus. Tout l'Empire n'est gardé que par 110.000 soldats anglais, dont les trois quarts appartiennent à l'armée de l'Inde, le reste à Hong-Kong et à l'Afrique du Sud. Quant aux colonies autonomes, leur défense repose sur leurs milices locales et sur la flotte que la métropole tient massée dans les mers atlantiques ; c'est là en définitive que se décidera le sort de l'Empire.

En 1886, le Royal Colonial Institute devint l'*Imperial Institute*, dédoublé en une très active *Imperial Federation League* qui préconisa une fédération coloniale. Les conférences auxquelles prirent part, avec les « Premiers » coloniaux, des délégués des Parlements, à l'occasion des jubilés de la reine Victoria (1887 et 1897), ont dû se borner, il est vrai, à étudier les moyens de défense commune, la participation des colonies aux dépenses de la marine impériale, le fonctionnement des postes et des télégraphes. Les répugnances de certaines d'entre elles à rien céder de leurs droits essentiels disloquèrent peu à peu la Ligue (1894), tandis que l'Imperial Institute demeurait en pleine activité. Quand Chamberlain reprit en 1899 le projet d'une *Union douanière* qui aurait reporté aux frontières mêmes des colonies une barrière protectrice, il ne fut guère suivi. L'orgueil, très réel, d'appartenir au plus grand « dominion » connu n'empêche pas chacun des États qui le composent de réserver (c'est le cas du Canada), par des accords fructueux avec leurs voisins, clients ou fournisseurs, leur liberté économique.

I. — *Inde, Australie, Canada.*

L'Inde et ses annexes. — 1) ***Conquête des frontières stratégiques.*** — Depuis que Disraëli avait réduit à la vassalité l'émir afghan Abderrhaman, la frontière scientifique de l'Inde était atteinte vers le nord-ouest. Mais telle était la crainte inspirée par la descente possible des Russes vers les passes qui mènent au Pendjab, que les vice-rois, lord **Ripon**, lord **Dufferin** (1881-1888) et lord **Lansdowne** (1888-1894) employaient les Afghans à battre l'estrade sur tout le front nord de leur pays. C'est ainsi que l'émir annexa le Badakchan et l'Ouakhan (1880-1883). En 1890, il prétendait à la

possession de tout le Pamir, escarmouchait avec les cosaques du capitaine Groumbtchevski, et se targuait de n'avoir à délimiter le Pamir qu'avec la Chine et le royaume de Kachmir. Les Russes balayèrent alors ses avant-postes et poussèrent les leurs jusqu'à l'Hindoukouch et au Karakoroum, seule frontière qu'ils consentissent à reconnaître à l'Empire indien. Mais les Anglais avaient fait absorber par l'Afghanistan et le Kachmir les petites nationalités du Pamir méridional. En 1894, il ne restait que deux États indépendants : le *Khoudjout*, au nord du Kachmir, pays de brigands gouverné par **Saïder-Ali-Khan** ; le *Kaffiristan*, haute vallée du Yarkoun, gouverné par un brigand du Tchitral, **Amman-Ould-Moulk**. Un autre, **Sahib-Nazar**, tenait le haut Pamir. Une invasion des gens du Khoudjout amena le colonel Lockhart à occuper leur pays avec 4.000 soldats, puis le Kaffiristan, à la faveur de l'assassinat d'Amman par son frère. Le capitaine Younghusband y résida, muni de pouvoirs exceptionnels (1893), en attendant que fût organisée (par lord Curzon) cette nouvelle province de l'Empire indien, en façon de confin militaire, sur une frontière stratégique. Une délimitation devenait nécessaire, à laquelle la Chine voulait prendre part. Or l'Angleterre revendiquait la possession de tout le petit Pamir jusqu'au Pendj (branche principale de l'Oxus), avec les vallées de l'Ouakhan et de l'Aksou. C'était s'assurer un glacis offensif vers le Turkestan russe, avec une triple ligne de défenses montagneuses qu'aucun empire hindou n'avait encore possédée ; l'occupation du Yarkand-Daria supérieur donnerait aussi contre la Chine une pointe offensive. Le règlement eut lieu en 1895 (15 avril) ; il laissait à l'Inde, selon le vœu des impérialistes, l'Ouakhan et l'Aksou avec les crêtes et les passes de l'Hindoukouch. Résultat préparé dès longtemps par la voie ferrée poussée aux portes de Kandahar (1886), la déposition du khan de Kélat, l'annexion du Mekran (littoral de l'Indus à la Perse) et la mission de sir Henry Mortimer Durand près de l'émir de Kaboul. En 1888, le Sikkim, bien qu'on lui laissât son maharadjah, était annexé.

Du côté de l'est, l'Inde se trouvait depuis 1826 maîtresse des provinces maritimes birmanes, avec lesquelles elle faisait le commerce du riz (Rangoun est le plus grand port du golfe du Bengale après Calcutta). Mais ses traitants convoitaient les forêts de *teck* des hautes vallées de l'Iraouaddi et de la Salouen ; peut-être rêvaient-ils d'y trouver en surplus une voie de pénétration directe vers les provinces minières de la Chine du sud-ouest (Yunnan et Seu-Tchouen). Dufferin n'attendait qu'une occasion. Le roi **Thibau** la fournit en cherchant des protecteurs en France et en Italie. Ayant

signé avec la République un traité de commerce et reçu un agent français, il s'en crut autorisé à massacrer une partie de sa famille et à chicaner une compagnie forestière anglaise. Aussitôt, 15.000 soldats anglo-indiens remontèrent l'Iraouaddi ; le général **Prendergast** marcha sur *Mandalay* (10 novembre), y entra après cinq combats, expédia le roi captif dans l'Inde (2 décembre). Par décret, Dufferin annexa la Birmanie; mais il fallut deux ans pour mater les pirates (dacoïts) qui avaient réussi à donner à leurs guerillas (en Haute Birmanie) une allure de guerre nationale. Le général Roberts, commandant en chef dans l'Inde, inonda le pays de soldats et de forces de police (1887), désarma les villages, amorça (plan de Colquhoun) les voies ferrées vers Bhamo, à la frontière chinoise (1888-1892). En juillet 1887, la Chine reconnut l'occupation anglaise et s'interdit de soutenir les insurrections, moyennant que le gouvernement birman continuât d'envoyer à Pékin les missions décennales de vassalité. Et les Anglais organisèrent l'administration en utilisant les fonctionnaires de l'ancien royaume.

2) ***La politique de lord Curzon.*** — Dans ces frontières, l'Inde, depuis, n'a pas bougé, sauf quelques révoltes de peuplades sauvages, au Manipour (1891) ou au Tchitral (1895), et celle des Afridis (1897-1900). Pourtant, elle aurait pu s'en prendre à la domination anglaise qui n'a pas su rayer la famine des « institutions » de la péninsule. En 1879, mais surtout en 1896 et en 1900, des famines terribles ont tué des millions d'indigènes ; le « famine fund » s'avère tout à fait insuffisant. Insuffisantes aussi les mesures d'hygiène contre la peste, qui se tient dans le Dekkan à l'état permanent, le choléra et la variole. Mais ici, les indigènes résistent, par fanatisme religieux ou par traditions de caste, aux prescriptions sanitaires qu'il faut alors appliquer par la force. C'est un monde entier à remuer, avec lequel les Anglais n'ont encore contact que par ses unités les plus élevées ou peut-être les plus ambitieuses.

Lord Curzon, vice-roi à quarante ans (1899), ne s'est pas borné à combattre la disette et la peste qui dépeuplaient à son arrivée la présidence de Bombay. Il a conçu une politique impérialiste qu'il avait déjà énoncée comme publiciste, député et ministre ; politique d'action, d'expansion et de magnificence. Très différent de lord Ripon et de lord Elgin, adeptes de conceptions libérales, qui s'appliquaient à satisfaire les indigènes en les associant à l'administration, en laissant vivre leurs journaux et en subventionnant leurs écoles, en protégeant, dans les manufactures commanditées par les rajahs, le travail des enfants et des femmes, il a favorisé une sorte de réveil de prestige, sinon de pouvoir, chez les princes hindous traités en

grands feudataires, dont le luxe officiel était encouragé, les forces militaires développées, le loyalisme cependant entretenu par l'entrée de leurs fils et de leurs frères dans une sorte de garde du corps pour le vice-roi. Sur l'Afghanistan et le Baloutchistan, le contrôle s'est fait plus sévère. Mais aussi, Curzon affirmait, par un voyage de grand apparat sur le « Golfe », l'intérêt qu'il conservait dans l'Empire persan, qu'il avait étudié dans ses rapports avec l'Inde, et la volonté de barrer la route à une descente allemande ou russe vers le Chat-el-Arab.

Plus hardiment, il voulut mettre la main sur le Tibet qui, par delà les Himalayas, lui apparut comme le glacis indispensable à la défense de l'Inde. L'expédition du général **Macdonald**, formée de Gourkhas qui escortaient le colonel **Younghusband**, ambassadeur accrédité auprès du gouvernement tibétain, prenait figure de provocation après la signature de l'alliance anglo-japonaise (janvier 1902) et au moment où la Russie, aux prises avec le Japon en Corée et en Mandchourie (avril 1904), entretenait auprès du Dalaï-Lama de Lhassa, suzerain spirituel de ses sujets mongols, des délégués chargés de le tenir en tutelle. De fait, quand Macdonald eut soumis la vallée de Chumbi (entre le Sikkim et le Bhoutan), battu les Tibétains aux sources de *Gourou*, écarté les ambans chinois qui prétextaient la suzeraineté de Pékin, il s'arrangea pour traiter avec le rival (inférieur) du Dalaï-Lama en fuite, le Tashi-Lama. Le traité établit une paix consacrée par l'ouverture de marchés dont profitèrent les Himalayens de race tibétaine ; il n'empêcha pas la Russie d'exercer sur le Dalaï-Lama, par ses sujets bouriates, une certaine action religieuse. L'opinion anglaise y vit un demi-échec et comme une erreur d'optique, si bien que lord Curzon, dont les pouvoirs avaient été, en 1905, renouvelés pour cinq ans, fut rappelé en 1906.

De cette politique, **lord Minto**, son successeur, tira deux conséquences : d'une part, il prononça l'annexion du *Bhoutan*, habitué depuis trop longtemps à prendre à Lhassa des inspirations religieuses et politiques. Un féodal bhoutaniate, créé au préalable « baronet », fut investi de la dignité de maharajah, avec pension annuelle, et contrôlé par un résident (1906). D'autre part, il attira dans l'Inde, pour une sorte d'hommage, l'émir d'Afghanistan, qui reçoit désormais le mot d'ordre du vice-roi (1906). Ainsi se trouva préparé l'*accord anglo-russe du 31 août 1907*. La Russie avait acquis à Téhéran une influence prépondérante de banque et de commerce : elle prit le droit de contrôle sur la Perse du nord. L'Angleterre exerçait la police maritime du « Golfe » et des côtes de Perse : à elle le con-

trôle de la Perse du sud ; entre les deux, une bande mixte où s'exerceront en commun les mesures de contrôle financier. Au Tibet, plus d'avantages spéciaux aux Russes ni aux Anglais, mais rétablissement de la suzeraineté chinoise. En Afghanistan, l'influence anglaise est reconnue, avec la liberté commerciale ; plus d'agents russes à Kaboul. Par de tels accords d'équilibre, mieux que par des guerres, se trouve consolidée la sécurité de l'Empire indien.

L'Australasie. — Le monde australien, dans lequel la population d'origine européenne a fini par remplacer (sauf dans l'île nord de la Nouvelle-Zélande) les indigènes en voie de rapide disparition, s'était donné une vie politique et sociale très diverse. Partout, l'importance prise par les questions ouvrières et par les ouvriers eux-mêmes a transformé les gouvernements parlementaires libéraux de 1850 en organismes populaires.

1) ***Organisation de la démocratie.*** — En notant que l'Australie occidentale, pays absolument neuf, n'a reçu de gouvernement représentatif qu'en 1890, il est permis de ranger en trois partis les forces politiques organisées. Un *parti conservateur et protectionniste* des grands propriétaires et éleveurs a tenté de maintenir partout de hauts tarifs douaniers ; un *parti libéral* à l'anglaise, organisé par **sir Henry Parker** et les hommes arrivés vers 1840, adoptait le libre échange manchestérien ; un *parti travailliste*, constitué par les syndicats ouvriers, puissant surtout en Victoria, a pu, grâce à une alliance (inattendue pour des Européens) avec le parti conservateur, obtenir des mesures de protectionnisme destinées à les abriter contre la concurrence étrangère, et à maintenir leurs salaires.

C'est que l'ouvrier, pour qui l'Australie est un « paradis », n'a presque rien de commun avec le prolétaire d'Europe. Ici, les prolétaires, ce sont les noirs, importés autrefois pour le service des mines, et les Chinois, que des lois prohibitives ont arrêtés en Victoria, puis en Nouvelle-Galles du Sud et en Nouvelle-Zélande (1881-1888), et qui ne sont plus tolérés que dans les terres agricoles du Queensland. Bien payé, bien défendu par les lois, instruit en général, éclairé sur ses droits, non déprimé par la vie précaire dans les faubourgs des villes, mais logé dans un cottage de campagne, où les transports faciles et à bon marché le ramènent chaque soir, l'ouvrier possède un bien-être qui le détourne de la politique d'explosion révolutionnaire. Ses chefs ne ressemblent pas à des doctrinaires socialistes. Quand **Seddon** est arrivé au pouvoir en Nouvelle-Zélande (1893), auprès de mesures agraires destinées à enlever aux Maoris

les terres inexploitées pour les confier à bail de 999 ans à des emphythéotes moyennant une « rent » annuelle de 4 pour 100, il a procédé à des réformes qui avaient pour but de donner au gouvernement la plus large base possible : suffrage universel de tous les adultes, hommes et femmes, que légitimait l'instruction obligatoire pour tous distribuée par l'État, Banque d'État qui consent des prêts avantageux, chemins de fer construits et administrés par l'État, au besoin fonctionnement assuré par l'État des entreprises d'alimentation, devenues des services publics, suppression des grèves et du lock-out par l'institution d'un tribunal de conciliation et d'une cour arbitrale, repos hebdomadaire obligatoire, constitution, moyennant une série d'impôts progressifs, d'assurances de retraites, d'invalidité et de vieillesse. Toutes mesures d'un *socialisme empirique* que le parti ouvrier, qui les avait introduites partiellement en Victoria, Nouvelle-Galles du sud et Australie méridionale, désirait fort, après la crise économique et financière de 1893, étendre à l'Australie entière. Il fallait au préalable que l'Australie eût réalisé l'unité de gouvernement.

2) ***Le Commonwealth impérialiste***. — Le succès même de la fédération canadienne (et l'espoir d'englober la Nouvelle-Zélande) fit adopter la forme d'un État fédéral. Le fond du projet était impérialiste : il s'agissait de constituer un dominion assez puissant pour résister aux attaques de l'extérieur. Sur la nécessité d'une force navale, tous les partis tombaient d'accord ; d'accord aussi pour réserver à l'Australie seule le droit d'annexion dans l'ouest du Pacifique. C'est pourquoi le sud-est de la *Nouvelle-Guinée* fut occupé en 1883 par des milices du Queensland ; les *îles Salomon* en 1893 ; l'annexion des Nouvelles-Hébrides par la France empêchée. — A Hobart (Tasmanie), un Federative Council posa les principes de de la fédération dont l'*Imperial Defence Act* montra la nécessité (1888). Les plus jeunes colonies (l'Australie occidentale) hésitaient à sacrifier leur législation douanière ; il y fallut dix ans de négociations, à Melbourne (1890), à la Convention Nationale de Sydney (1891), à la Conférence des Premiers Ministres (1895). Aux plébiscites de 1898, le parti de l'unité fédérale triompha ; le chef en était **Reid**, premier ministre de Nouvelle-Galles du Sud. En 1900, le projet, dans lequel Chamberlain inséra une double réserve : le contrôle de la métropole sur les relations extérieures et le droit d'appel au Conseil privé du roi pour tous les cas où entrent en jeu des intérêts non uniquement australiens, fut voté au Parlement de Londres, et le régime fédéral inauguré le 20 janvier 1901.

C'est un *Commonwealth* (république) dans lequel le pouvoir fédéral fonctionne comme aux États-Unis. Le gouverneur général, nommé par la Couronne, exerce les fonctions exécutives et choisit un ministère parlementaire dans la majorité des deux Chambres. Le *Sénat* et la *Chambre des députés* sont élus au suffrage universel, masculin et féminin : le Sénat à raison de six membres par État, élus pour six ans, la Chambre pour trois ans au prorata de la population. Leurs attributions sont assez limitées par les parlements d'États, où jusqu'à présent se faisait la politique australienne. Il a fallu créer la capitale fédérale à Yass Cabinda, sur un plan d'ensemble, à la façon des villes-champignons.

La première Chambre, de faible majorité conservatrice et protectionniste, avait soutenu un ministère de cette nuance (**Barton**, puis **Deakin**). Aux élections de décembre 1903, les trois partis se balancèrent (34 conservateurs protectionnistes; 40 libéraux libre-échangistes, 37 ouvriers dans les deux Chambres) (1). Deakin tenta de s'allier avec les ouvriers auxquels il promettait l'extension à toute la République de l'arbitrage obligatoire, par une cour fédérale aux sentences sans appel. Mais, intimidé par une grève récente des chemins de fer, il en exceptait les États, en tant que patrons. Il fut battu par les ouvriers, renforcés de quelques libéraux. Le gouverneur, lord Hopetown, confia le ministère au leader ouvrier **Watson** qui, « Premier » d'un cabinet travailliste homogène, n'annonça pas d'autre programme social que l'extension de l'arbitrage fédéral aux ouvriers des États et aux employés de l'administration. Pour le reste, il proposait de remplacer les Offices australiens à Londres par un unique Haut-Commissaire du Commonwealth, de réformer la justice en Nouvelle-Guinée, d'étudier un chemin de fer transaustralien, de supprimer le monopole du tabac ; il réclamait 5 millions de plus pour les crédits militaires. Le parti ouvrier s'affirmait ainsi comme un parti de gouvernement, décidé à procurer, par des moyens pacifiques, l'avancement de la démocratie australienne.

Le Canada. — L'histoire du Canada contemporain est liée aux progrès de ses voies ferrées. Par là, il a développé sa valeur nationale et créé sa valeur mondiale. La Colombie britannique avait exigé un chemin de fer pour entrer dans l'Union fédérale (1871) ; ses rails transportèrent les troupes expédiées d'Ottawa pour ré-

(1) Était-ce l'effet du mécontentement provoqué par les dépenses qu'avait exigées Chamberlain pour la guerre sud-africaine, ou par la réquisition, en vue de la guerre de Chine, des croiseurs du Commonwealth (1900) ?

duire la révolte de la Saskatchewan, dirigée par Louis Riel (1885). A partir de 1886, la ligne principale, le *Canadian Pacific Railway*, raccordée à Montréal avec l'Intercolonial Railway (qui mène à Halifax), et ses embranchements, ont amené les émigrants sur les lots de terre alloués ou vendus par le gouvernement et par la Compagnie. Le chemin de fer a peuplé la « prairie », hâté la création de provinces nouvelles : du Manitoba, des deux Saskatchewan et de l'Alberta. Mais le fait essentiel, c'est qu'il a constitué, longtemps avant le Transsibérien, la voie la plus courte entre l'Europe occidentale et l'Extrême Orient asiatique. Aujourd'hui, il conserve cet avantage d'être la route anglaise par excellence, prolongée de Québec vers Liverpool par les paquebots de la métropole et, à travers le Pacifique, par des services que subventionne le Dominion, vers l'Australie, le Japon et la Chine du Sud.

Ce fut l'œuvre commune des deux partis fédéraux, et d'abord de **Mac Donald**, chef des conservateurs protectionnistes, premier ministre jusqu'à 1873; puis de **Mackenzie**, chef des libéraux libre-échangistes, jusqu'à 1878. Comme en Australie, les organisations politiques recouvrent des intérêts économiques, avec cette différence qu'ici les habitudes déjà anciennes de propriété du sol et le caractère persistant de la société agricole les incitent moins aux expériences sociales. C'est ainsi que les conservateurs se défient des États-Unis, se sont, dès leur rentrée au pouvoir, défendus contre leurs importations par des droits de douanes élevés (1879), s'indignent contre les tarifs Mac-Kinley de 1890 qui leur apparaissent comme une menace directe contre leur indépendance. Cependant, la nécessité d'assurer de plus larges débouchés aux produits du sol canadien ramenait en 1896 une majorité libérale à la Chambre des Communes d'Ottawa, et **sir Wilfrid Laurier**, Franco-Canadien très respectueux de l'autonomie provinciale, premier ministre, inaugurait par l'abaissement des tarifs une politique qui devait le conduire à une interprétation assez personnelle du pacte fédéral.

A l'intérieur, il a mis fin à la *crise du Manitoba*, causée par la question des écoles. Cette province, en immense majorité protestante, prétendait rompre avec le système des subventions aux écoles, confessionnelles ou non, en les refusant aux écoles catholiques. Le gouvernement fédéral donna raison aux réclamations des évêques, mais le gouvernement provincial refusa de s'incliner. Le ministère Laurier trouva un compromis inspiré des tractations de Belgique : pour recevoir une subvention, les écoles doivent être ouvertes à tous ; l'enseignement religieux y est donné à la demande du directeur de l'école et d'un nombre déterminé de

parents. Cet arrangement, que réprouvent les évêques catholiques, a été adopté dans presque toutes les autres provinces.

A l'extérieur, Laurier ne s'est pas contenté de réduire les tarifs douaniers, qui avaient le plus largement alimenté jusqu'alors le budget des recettes ; il a inauguré une politique de traités de commerce, notamment avec la France, et s'est contenté de faire bénéficier la Grande-Bretagne de tarifs préférentiels. En 1897, il appuyait seul le projet de Chamberlain en vue d'une Fédération impériale douanière. Depuis, il parut se raviser et, tout en proclamant très haut un loyalisme anglais que la métropole reconnut en supprimant (1900) la garnison de Halifax, et que garantit au surplus l'intérêt du pays, il n'hésitait pas, dans l'ordre économique, à se targuer d'une indépendance parfaitement égoïste, pour la défense de cet intérêt.

II. — *Égypte et Soudan.*

L'Égypte. — Mohammed-Ali avait créé l'Égypte moderne, avec l'aide et sous l'inspiration des Français. Après la Convention des Détroits, qui le reconnaissait comme vice-roi à titre héréditaire, il continua d'être son seul premier ministre et de traiter directement avec les représentants de l'Europe. Il vivait entouré de négociants étrangers à qui il vendait les produits égyptiens et ceux qu'il importait du Soudan, dont il gardait le monopole. Il maintint les impôts de guerre, tirant chaque année la même somme de chaque village, malgré les déplacements de population, avec le système des corvées de fellahs. Le premier, il projeta de percer l'isthme de Suez et chargea **Linant-bey** d'étudier le tracé d'un canal ; puis il y renonça, par crainte d'introduire les Anglais dans le pays. Son intelligence, jusque-là si lucide, s'éteignait peu à peu ; il rêva en 1848 d'une expédition en France pour rétablir Louis-Philippe. Il fallut confier la régence à son fils **Ibrahim**, qui mourut en novembre 1848 ; l'année suivante, le vieux vice-roi disparaissait à son tour. La vice-royauté revint alors à **Abbas-Pacha** (1849-1854) qui, réfractaire aux idées occidentales, avait refusé des professeurs européens pour n'apprendre que l'arabe. Élevé dans le harem, habitué des mosquées, il se proposait de renvoyer tous les Français, amis de son grand-père, et de détruire leurs fondations. Bientôt, les musulmans molestèrent les Européens ; Abbas fit fermer des hospices ouverts sous le précédent règne. Au surplus, nulle méthode financière ; le système des *acquits au comptant* vidait le trésor. Désavoué par

ses frères, par les fils de Mohammed-Ali (qui se réfugièrent à Constantinople) et par son ministre des Affaires étrangères, Artin-Bey (réfugié au consulat de France), il disparut mystérieusement. Six années de recul pour la civilisation de l'Égypte, que le règne suivant, celui de **Mohammed-Saïd**, deuxième fils du fondateur et amiral de la flotte, allait largement compenser (1854-1863). Mais c'est avec le Khédive **Ismaïl**, petit-fils de Mohammed-Ali, et âgé pour lors de trente-trois ans, que le pays connut le plus haut point de développement (1863-1879).

Deux œuvres françaises. — L'Égyptologie. — Il y avait longtemps que les Français avaient pris contact avec l'Égypte. Sur une terre associée aux souvenirs de saint Louis et de Bonaparte, il semblait impossible de dénier à la France un « intérêt spécial ». Elle l'affirma de deux manières : en créant *l'Égyptologie*, avec les savants de l'*Institut d'Égypte*, dont l'inventaire historique et archéologique parut en 1821 et suscita les vocations de **Champollion** et de Mariette, puis en restituant à la région du Nil et de Suez le caractère d'étape nécessaire sur la route du commerce oriental. — **Mariette**, par une sorte de divination, retrouva, en éventrant la colline de Saqqarah signalée par Strabon, la nécropole des bœufs Apis, le *Sérapeum* (novembre 1851). Appelé de nouveau par Saïd-pacha (1858), il fondait le *musée de Boulaq*, qu'il enrichit jusqu'à 1881 par ses explorations des Pyramides, de Thèbes, de Philæ. Après lui, les missions permanentes d'autres Français (Maspero, Grébault) ont permis, par des fouilles heureuses, de reconstituer l'histoire d'une des plus vieilles civilisations méditerranéennes.

Le canal de Suez. — Le *percement de l'isthme de Suez* a réalisé la pensée d'un Pharaon mort depuis trente-cinq siècles. Leibniz avait essayé d'y intéresser Louis XIV, et le Directoire l'avait fait étudier par Bonaparte, Monge et Berthollet. Une seule objection, combattue par Laplace et Fourier, tirée de l'inégalité présumée du niveau des deux mers, en ajourna cinquante ans l'exécution. Les Saint-Simoniens la reprirent, avec **Lepère**, Paulin Talabot et **Ferdinand de Lesseps**. Lesseps avait connu Mohammed-Saïd à Paris ; il était lié avec son ministre, Zulfikar-pacha, d'éducation française. Il obtint d'eux le « pouvoir exclusif » de fonder une *Compagnie universelle* pour l'établissement du canal, de la Méditerranée à la mer Rouge, sans emprunter les eaux du Nil (30 novembre 1854). Malgré l'opposition de l'ambassadeur anglais, Stratford Redcliffe,

le Sultan délivra un firman conforme ; mais l'Angleterre affectait de craindre pour le chemin de fer en construction d'Alexandrie au Caire, et chargeait lord Cowley de ruiner l'entreprise dans l'esprit de Napoléon III. Cobden, quoique apôtre du libre-échange, s'y déclarait hostile. La France fit néanmoins établir que « l'affaire de Suez » suivrait « son cours commercial et industriel ». Le 5 janvier 1856, le vice-roi signa une Charte nouvelle qui garantit la neutralité du canal avec la cession des terrains mis en valeur par le canal d'eau douce et imposa l'emploi, pour les quatre cinquièmes, d'ouvriers indigènes. Lesseps, déjà combattu par des commerçants d'Alexandrie qui redoutaient la concurrence de Port-Saïd, alla tenir des meetings en Angleterre, convertit les chambres de commerce, mais non Palmerston. Atteint de « l'hydrophobie de la mer Rouge », Palmerston dénonçait le projet comme « une combinaison machiavélique, imaginée pour arracher l'Égypte à la Turquie, en même temps qu'elle favoriserait je ne sais quel plan d'agression et d'envahissement prémédité contre l'empire anglais de l'Inde ». L'opposition ne cessa qu'avec le ministère Derby. Toutefois, pour les 400.000 actions qu'émit Lesseps (5 novembre 1858) en vue de se procurer les 200 millions nécessaires, aucune souscription ne vint d'Angleterre, d'Autriche, de Russie, ni des États-Unis. La France souscrivit 207.000 actions, l'Empire ottoman 90.000, le vice-roi 176.602. « C'était, assurait Palmerston, une des plus remarquables entreprises de tromperie qui ait été mise en pratique dans les temps modernes. »

Les travaux commencèrent sur le lido de Port-Saïd, le 25 avril 1859. Le canal, long de 130 kilomètres, traversait trois dépressions : lacs Amers, dépression de Timsah, lacs Ballah et Menzaleh ; un canal d'eau douce amena l'eau du Nil par le Caire, Ismaïlia et Suez. Cependant les intrigues anglaises continuaient : envoi de Moukhtar-bey en Égypte pour obtenir la suspension des travaux ; chicanes de **Nubar-pacha**, ministre du nouveau vice-roi Ismaïl, au sujet des ouvriers prêtés à la Compagnie et recrutés par corvées, pratique de barbarie. A Paris, Nubar vint entreprendre Morny qui sollicita de Napoléon III une sentence arbitrale entre Lesseps et ses adversaires. La sentence (6 juillet 1866) prenait soin de ménager Ismaïl, alors en instance à Constantinople pour acheter le titre de khédive (souverain) et qui déclarait à son avènement : « Personne n'est plus canaliste que moi; mais je veux que le Canal soit à l'Égypte, et non pas l'Égypte au Canal ». La Compagnie cesserait d'emprunter des ouvriers au gouvernement égyptien, lui rétrocéderait les 60.000 hectares concédés dans l'isthme, perdrait la propriété

du canal d'eau douce, mais recevrait une indemnité égyptienne de 84 millions. Les journaux anglais triomphèrent de la ruine certaine de l'entreprise. Ils comptaient sans Lesseps et sans **Voisin-bey**, ingénieur en chef, qui mirent en adjudication en quatre lots les travaux encore à faire. Achevés en octobre 1869, ils coûtèrent 433 millions. Par une deuxième convention, la Compagnie cédait au khédive, pour 30 millions, les bâtiments, magasins et hôpitaux qu'elle avait élevés, et devenait co-propriétaire avec l'Égypte des terrains dépendant du canal, de Port-Saïd et d'Ismaïlia. C'est là le « domaine commun ». L'inauguration (17-18 novembre), au milieu d'une foule où s'agitait tout l'Orient, en présence de l'impératrice Eugénie et de l'empereur d'Autriche, de la princesse de Hollande et du khédive Ismaïl, des princes héritiers de Prusse et des Pays-Bas, de princes russes et allemands, et de l'émir Abd-el-Kader, comprit une bénédiction donnée par des prêtres catholiques, des popes grecs, des imans et oulémas musulmans, et un défilé de soixante navires, derrière l'*Aigle* qui portait l'impératrice des Français. A Suez, une dépêche attendait Lesseps; elle glorifiait le « gigantesque ouvrage de la paix, si bien exécuté par les Français, dans l'intérêt de l'univers ». C'était l'hommage des commerçants anglais de Bombay.

La crise financière et le condominium franco-anglais. — Ismaïl aimait à répéter qu'en travaillant pour le canal, « il travaillait pour l'Égypte et pour lui-même ». De fait, le revenu des actions s'annonça très important. Seulement, le khédive avait aliéné le sien jusqu'en 1894 en paiement de ses dettes à la Compagnie. Il n'en dépensa pas moins sans compter; plaisirs, caprices dont profitaient les princes ou les femmes de la famille khédiviale, fermes modèles, palais dans un Caire « haussmannisé », théâtres et canaux, Opéra et chemins de fer, étaient également coûteux. En ses « douze années splendides », de 1863 à 1875, la « féerie égyptienne » s'alimenta des milliards que l'Europe offrait avec usure (à l'intérêt ordinaire de 18 pour 100). Beaucoup d'aigrefins cosmopolites aidaient Ismaïl à se ruiner, lui et son peuple ; car ils prêtaient aussi aux fellahs, écrasés d'impôts, dont ils acquéraient les terres à vil prix quand, à l'échéance, la créance était protestée.

Tout à coup, le khédive refusa de payer l'intérêt convenu (7 octobre 1875). Inquiétude de la finance. Ismaïl, qui devait acquitter 100 millions en décembre, n'avait plus de gages à offrir : recettes douanières, péages, droits sur le sel et le poisson salé, sur les moutons, l'huile, les bois et les barques, recettes des chemins de fer, produit des contributions, tout était aliéné. Le banquier français Dervieu offrit de lui

acheter ses actions du canal pour 92 millions ; il demandait un intérêt de 8 pour 100 pendant les dix-neuf ans où elles ne rapporteraient rien. Nubar et Sadik-pacha, ministre des Finances, approuvaient fort (11 novembre). Mais le Crédit foncier de France, qui possédait 180 millions de valeurs égyptiennes, s'y opposa. Soubeyran, sous-gouverneur et député influent à l'Assemblée nationale, rêvait d'une consolidation de la Dette, réalisable seulement si les 176.602 actions demeuraient aux mains d'Ismaïl. Dervieu avança du moins 85 millions à 18 pour 100 ; le syndicat prêteur acquerrait les actions si les 85 millions n'étaient pas remboursés à l'échéance.

Informé, Lesseps supplia Decazes, ministre des Affaires étrangères, de faire cesser l'opposition du Crédit foncier ; mais le ministre des Finances, Léon Say, approuvait le plan Soubeyran, pour sauver les banques françaises en cas d'une faillite khédiviale. D'autre part, Decazes gardait de la gratitude à l'Angleterre pour sa récente intervention à Berlin en faveur de la paix. Il demanda à lord Derby si le ministère anglais verrait quelque inconvénient à l'achat des actions par la France. Derby laissa entendre qu'il désapprouvait (21 novembre). C'est que, cinq jours auparavant, il avait fait offrir au khédive par le major général Stanton, son agent en Égypte, l'achat ferme de ses valeurs. Il fut conclu pour 100 millions (23 novembre) que Lionel Nathan de Rothschild de Londres avança au trésor anglais jusqu'à ratification du Parlement. Le khédive paierait pendant les dix-neuf ans un intérêt de 5 pour 100. Le 1er janvier 1876, les 176.602 actions étaient dans les caisses de l'Echiquier (1). Opération profitable pour la Compagnie, qui acquérait comme principale actionnaire la première puissance maritime du monde, plus encore pour l'Angleterre. Bismarck en félicita l'ambassadeur Odo Russell : « Votre gouvernement a fait à Suez ce qu'il fallait et au moment qu'il fallait ».

Désormais, le gouvernement anglais obligea la Compagnie à traiter avec lui, et lui imposa trois représentants dans le Conseil d'administration (1877). Un syndicat officiel franco-anglais avait formé, pour le service de la dette khédiviale, une caisse à laquelle seraient expressément réservés les revenus de certains domaines personnels du souverain. Deux *contrôleurs généraux*, nommés par l'Angleterre et par la France, entrèrent dans le ministère de Nubar-pacha : **sir Rivers Wilson** comme ministre des

(1) L'opération financière se résume ainsi : l'Angleterre débourse 99.414.550 francs (car les 177.642 actions annoncées par Nubar se réduisaient à 176.602), plus 3.828.000 francs de courtage aux Rothschild. Elle a reçu en dix-neuf ans plus de 95 millions d'intérêt. Ses actions valent aujourd'hui près de 800 millions.

Finances, et **de Blignières** comme ministre des Travaux publics (1878) C'est ce qui fut appelé, d'un terme impropre, le « condominium franco-anglais ».

L'insurrection d'Arabi-Pacha (**1881**). — Les contrôleurs. généraux, chargés de remettre de l'ordre dans les finances, y parvinrent en appliquant les règles de la comptabilité européenne : constitution au khédive d'une liste civile et suppression des « mangeries » de fonctionnaires. L'armée fut ramenée de 30.000 à 11.000 hommes, 2.500 officiers mis à la retraite. Il n'en fallait pas plus pour créer tout un parti de mécontents qui s'appela « parti national », mais qui s'avérait surtout musulman contre les Européens. En février 1879, il forçait, par une émeute, le ministère Nubar-pacha à démissionner. Ismaïl réunit une prétendue « Assemblée de notables » qui récommanda de rendre l'Égypte aux Égyptiens. Pour démontrer l'inutilité des contrôleurs, il offrit de payer le coupon au taux ancien alors qu'une Commission internationale d'enquête préconisait une réduction, au moins provisoire, du taux de l'intérêt, et, le 1er avril, il renvoya Wilson et Blignières.

L'Angleterre et la France, mandataires des créanciers, exigèrent l'abdication du khédive ; un firman du Sultan, pour « sauver la face » aux yeux des musulmans, le destitua (26 juin 1879). Son fils **Tewfik**, né en 1852, fut nommé à sa place, après beaucoup de chicanes d'Abdul-Hamid pour essayer de reprendre action aux bords du Nil. Tewfik dut charger Blignières et **sir Evelyn Baring**, rétablis contrôleurs, de préparer le budget égyptien. Leurs propositions d'économies portaient surtout sur l'armée. Quelques colonels, mécontents des nominations aux grades supérieurs, obligèrent **Riaz-pacha**, chef du ministère, à renvoyer Osman-pacha, ministre de la Guerre, que remplaça Mahmoud-pacha. Le 9 septembre, 4.000 hommes de la garnison, conduits par le colonel **Arabi-bey**, assiégèrent le palais du khédive, imposèrent **Chérif-pacha** à la place de Riaz, arrachèrent à Tewfik la promesse d'une constitution et la réunion d'une assemblée de notables, qui prétendit se réserver le vote du budget des dépenses. Chérif-pacha hésitait à souscrire à l'annulation du pouvoir des contrôleurs ; il fut renversé à son tour (3 février 1882) et remplacé par **Mahmoud-pacha**, avec Arabi comme ministre de la Guerre. Sous couleur de politique nationale, l'Égypte tombait sous la domination des colonels, spécialement d'Arabi-pacha, dictateur de la soldatesque, présenté par les cheikhs et les oulémas comme « le mahdi annoncé », sauveur de l'Islam. En mai, il fit destituer tous les employés européens de l'administration.

Aussitôt, les deux puissances du contrôle exigèrent la démission du ministère Mahmoud et l'éloignement d'Arabi. Mais Arabi s'imposa à Tewfik, mobilisa l'armée, ordonna de fortifier Alexandrie.

Depuis le 20 mai, les flottes anglaise et française croisaient devant le port. Le 11 juin, des bandes arabes massacrèrent les Européens dans la ville. Gladstone se résolut à l'intervention et convia la France à s'y associer ; le ministère Freycinet refusa. Sur l'invitation de Bismarck, il avait adhéré le 25 mai à une conférence de diplomates qui, à Constantinople, devait tout arranger et qui n'arrangea rien. Pour des raisons d'humanité (qui touchaient peu Arabi), Freycinet prescrivit à l'amiral **Conrad** de ne pas intervenir. De ce moment, l'Égypte fut acquise aux Anglais ; il leur suffit de la cueillir. — L'amiral **sir Beauchamp Seymour** signifiait en effet à Arabi qu'il eût à cesser les travaux de fortifications, faute de quoi son escadre ouvrirait le feu sur la ville (10 juillet). Vingt-quatre heures après, il éteignait le feu des forts égyptiens et occupait Alexandrie que des bandes de Bédouins commençaient à incendier.

L'armée d'Arabi, retranchée dans les lignes de *Kafr-Douar*, fut ensuite tournée par **sir Garnet Wolseley** qui, le 8 juillet, avait annoncé qu'il occuperait temporairement le canal. A Constantinople, la Conférence discutait gravement une proposition de Bismarck de faire réprimer la révolte d'Arabi par une armée ottomane. Freycinet voulut du moins conserver au Canal son caractère international et, pour l'empêcher de tomber aux mains des révolutionnaires, faire circuler, d'accord avec l'Angleterre, des navires de guerre légers entre Suez et Port-Saïd, occuper avec 4.000 hommes de troupes communes les points stratégiques. Mais il suffisait que le mouvement xénophobe égyptien se parât du titre de « national » pour que les adversaires de Freycinet (et aussi de Gambetta) représentassent à la Chambre le ministre comme un dangereux rêveur d'aventures. Une coalition de radicaux, du centre gauche et de la droite (415 contre 75) lui refusa les crédits nécessaires et le renversa. Lesseps obtint alors d'Arabi qu'il respectât le Canal ; par contre, Wolseley interrompit le transit, débarqua à Ismaïlia et à Port-Saïd pendant que les troupes de l'Inde arrivaient par Suez, réquisitionna les locaux de la Compagnie et marcha sur le Caire. Arabi, forcé de faire front vers l'est, se laissa surprendre à *Kassassin*, puis vaincre en vingt minutes à *Tell-el-Kébir* (14 septembre 1882). Le lendemain, Wolseley entrait au Caire. Le condominium tombait de lui-même. Arabi expédié à Ceylan, et le pays occupé par une armée, sous les ordres d'un *sirdar* anglais, un résident, qui fut sir Evelyn Baring, contrôla l'administration publique et le

fonctionnement de la Dette. Peu après, il confiait à l'agent diplomatique français accrédité au Caire : « Vous êtes un singulier pays en France ; vous n'attendez pas que nous vous demandions quelque chose, vous nous l'apportez ».

Le Soudan anglo-égyptien. — Le Soudan égyptien, c'est toute la région située au sud de l'Égypte historique, le domaine de drainage du Nil : Nubie, Darfour, Kordofan, Equatoria, jusqu'aux grands lacs d'où sort le fleuve. Seule, l'Éthiopie montagneuse y échappe. La conquête égyptienne remontait à Mohammed-Ali. En 1823, Ibrahim avait occupé le Sennaar et le Kordofan et fondé *Khartoum*, au confluent des deux Nils. Rappelé en 1824 au secours du Sultan, puis occupé à le combattre, il laissa à d'autres le soin de résoudre le problème des sources du fleuve : à des Français comme les frères d'Abbadie ; à des Anglais, **Speke** et **Grant** qui découvrirent le Victoria Nyanza (1858), **sir Samuel Baker**, qui trouva l'Albert Nyanza (1863) et qui, passé au service égyptien, organisa des postes pour relier l'Égypte à l'Ouganda et pour combattre la traite des noirs (1870-1874). Après lui, **Gordon**, gouverneur général du Soudan (1874-1878), l'organisa en province égyptienne, et délégua dans l'extrême-sud Edouard Schnitzler (**Emin-pacha**) comme gouverneur de l'Équatoria (1878). Vers l'ouest, le Dar-Fertit fut occupé par 10.000 Égyptiens aux ordres d'Ismaïl Ayoub (1874). Mais toutes les attaques dirigées par Ismaïl contre l'Éthiopie échouèrent : le haut Nil Bleu et l'Atbara échappèrent aux prises de l'Égypte. Ce n'en était pas moins un empire de 2.250.000 kilomètres carrés.

1) ***Le mahdi Mohammed-Ahmed.*** — Le fanatisme musulman, entretenu par les confréries (surtout celle des Senoussistes) (1) et menacé de perdre la traite fructueuse des esclaves noirs, se déclara contre les nouveaux maîtres de l'Égypte. Un prophète parut, après tant d'autres, au pouvoir de qui crurent les simples. Nubien de Dongola, **Mohammed-Ahmed**, né vers 1840 d'un marchand d'esclaves, vécut de bonne heure en derviche errant ; il commentait le Coran, distribuait des amulettes, mortifiait son cœur et ses sens. En 1868, retiré dans une caverne de l'île d'Abba, il acquit un renom de sainteté miraculeuse. Son sourire, sa parole abondante, le don de passionner les foules, ses déclarations qu'il communiquait avec le ciel et traduisait les ordres de Dieu, ses « miracles », sa promesse de changer en eau les balles ennemies, tout lui facilita le recrutement de

(1) Le centre en était à Djaraboub, dans le désert libyque du nord.

bandes dont le noyau fut la tribu des Baggara (au sud du Kordofan). Dès 1881, il battait le gouverneur du Soudan, Réouf-pacha ; en 1882, il détruisait trois armées égyptiennes. Établi à *El-Obéid* il rallia tout le pays jusqu'à Khartoum, de la mer Rouge au Ouadaï, de Dongola au Bahr-el-Ghazal (1883). Ce fut comme un rideau brusquement tiré entre l'Égypte et l'Afrique des lacs.

Les Anglais, qui sentaient Khartoum menacée, abordèrent la lutte par la mer Rouge avec des troupes hindoues. **Hicks-pacha**, débarqué à Souakim (décembre 1882), refoula les premières bandes mahdistes, mais fut exterminé avec 10.000 hommes aux défilés de *Hach-gate* (3 novembre 1883) ; un renfort de 500 hommes subit le même sort le 6 novembre. **Baker-pacha**, qui survint en février 1884, fut écrasé à *Trinkitat* par **Osman-Digma**, lieutenant du mahdi ; le général **Graham** le recueillit dans Souakim, s'y fortifia, battit deux fois Osman-Digma (le 25 février et le 13 mars à *Teb* et à *Tamanieh*) et mit sa tête à prix ; mais lui-même n'osait guère s'aventurer au delà de Souakim. — Dans le sud, le mahdi avait fait prisonnier Slatin-pacha, qui ne put s'évader qu'en 1885 : il envoya **Karam-Allah** prendre possession de l'Équatoria. L'attaque fut assez molle pour qu'Emin-pacha, qui s'était créé une armée, défît Karam et se maintînt à Ouadelaï jusqu'à 1889, bien qu'abandonné par les gens du Caire.

Pour sauver Khartoum, les Anglais crurent trouver en Gordon l'homme de grande allure qui en imposerait aux révoltés. Arrivé le 18 février 1884, il y fut attaqué dès le 12 mars, investi un mois après. Il fallait une nouvelle armée pour le délivrer ; lord Wolseley la commanda. En octobre, son avant-garde, aux ordres du général Stewart, fut à moitié massacrée. En janvier, Wolseley était en vue de Khartoum ; en deux combats, il avait vaincu les derviches, mais il arrivait trop tard. Le 28, il était reçu à coups de canon par les forts de Khartoum que Mohammed-Ahmed avait enlevée d'assaut par le sud le 26, après l'avoir affamée. Gordon et 4.000 soldats avaient péri. Wolseley n'attaqua pas et commença sur le Caire une retraite harcelée par les cavaliers mahdistes ; il ne réussit pas à conserver *Berber* où échouèrent deux colonnes (dont l'une venue de Souakim avec Graham). *Dongola* fut pris ainsi que *Kassala* par Osman-Digma, qui battit librement l'estrade à travers la Nubie. La frontière officielle de l'Égypte était ramenée à *Ouadi-Halfa*.

En dépit de ce succès, Mohammed-Ahmed se donnait avant tout pour un réformateur religieux, un « pacificateur », chargé de ramener l'Islamisme, corrompu par les juifs et par les chrétiens, à

l'austérité primitive : il interdisait le tabac, le haschich, les boissons fermentées, proscrivait les fêtes luxueuses des mariages, imposait le port du voile aux jeunes femmes, prêchait l'ascétisme, glorifiait la pauvreté. Il annonçait que, chargé par Allah de la grande destruction nécessaire avant la fin du monde, qui était proche, il conquerrait l'Égypte, puis la Mecque, enfin Jérusalem où Sayidna-Isa (Jésus-Christ) lui rendrait témoignage. Chaque fidèle trouverait au paradis quarante houris pour son service. Lui-même n'avait pas attendu cette échéance ; il traînait avec lui tout un harem, que gouvernait sa femme préférée Aïscha. Il s'était mis à boire du gingembre ; il en mourut (22 juin 1885).

2) ***Le khalife Abdullah.*** — Il avait désigné pour son successeur **Abdullah-el-Teish**, un Arabe, fils d'un possesseur de troupeaux aux limites du Darfour et du Ouadaï, sorcier et théologien, mort sur la route de la Mecque. Abdullah rejoignit Mohammed-Ahmed, fut guéri par lui de façon merveilleuse, devint son confident. Après les premières victoires au Kordofan, le mahdi le nomma son « khalife », avec deux autres, Ali-Woled et Mohammed-Cherif. C'est lui qui reçut la capitulation d'El-Obéid (7 janvier 1883). Hostile aux Turcs et aux Égyptiens, de caractère défiant, il conseilla au mahdi de massacrer après chaque victoire ; orgueilleux, il obligeait Slatin-pacha à le servir comme soldat-ordonnance, et quant au khédive : « Je ne permettrai jamais, déclarait-il, qu'on me compare, moi le descendant du prophète, au Khédive, qui est un Turc. » Établi à *Omdurman*, il ensevelit le corps du mahdi dans un tombeau à coupoles, construit avec les matériaux de Khartoum ; ravi lui-même au troisième ciel, il avait vu le prophète causer avec Élie et Jésus. Seulement, pour plaire aux simples, il révoqua toutes les lois ascétiques de son prédécesseur. Il semble avoir voulu fonder une dynastie, en associant sa famille (son frère et son fils aîné) au gouvernement ; puis constituer un empire du Soudan oriental, à quoi s'opposaient les Dongolais et les Sennariens groupés autour de **Mohammed-Cherif**. Abdullah s'en débarrassa par divers moyens : Cherif emprisonné, treize parents du mahdi massacrés à Fachoda, deux de ses fils enchaînés, les tribus nilotiques razziées, placées à l'avant-garde dans les combats contre les Anglo-Égyptiens. Son point d'appui, c'était les Taacha qu'il installa à Omdurman même, les Darfouriens à qui il distribua les bonnes terres du Sennaar, que les indigènes durent travailler pour eux. Les grandes bourgades (Dongola, Berber, etc.), il les mit aux mains de ses cousins et alliés qui plaçaient leurs parents dans les postes subalternes. Seul Osman-Digma gouvernait de façon à demi indépen-

dante les territoires qui menaient à la mer Rouge; même battu par le ras éthiopien Aloula (23 septembre 1885), il demeura solide, grâce à sa nombreuse clientèle, dans la région de Souakim.

Lorsque, le 30 décembre 1885 Abdullah eut échoué à Koshah, où le vainquit le général **Stephenson**, il abandonna la conquête et se contenta de razzier vers l'Éthiopie et autour de Ouadi-Halfa. Lui-même s'appela Sultan ; à la différence du mahdi, qui faisait tuer des milliers de gens pour répandre une idée religieuse, il se satisfit de dominer les populations agricoles et commerçantes du haut Nil pour le profit des nomades du Darfour. Seule, l'Équatoria lui faisait défaut; ses troupes, commandées par l'émir **Hasib**, l'attaquèrent vainement en 1888, 1889, 1890, 1891. Dans l'intervalle, Stanley, venu du Congo, avait entraîné Emin-pacha jusqu'à la côte. Au nord, une armée fut anéantie par les Anglo-Égyptiens du général **Grenfell** à *Toski* (3 août 1889); la route Berber-Souakim fut perdue après la défaite de *Tokar* (mars 1891). En 1892, le sultanat se démembrait en deux partis, dont l'un, l'ancienne clientèle du mahdi, trouva un chef dans le khalife Charfi. Abdullah se cantonna dans Omdurman où il attendit l'attaque anglaise.

L'établissement anglais en Égypte et la reconquête du Soudan. — Cette attaque, les Anglais ne voulaient l'entreprendre qu'à bon escient. En guettant l'heure favorable, ils consolidèrent en Égypte leur établissement de fait.

1) ***La prise de possession anglaise***. — En droit, l'Égypte ne cessait pas, après 1882, d'être une province vassale de l'Empire ottoman ; en fait, c'était un territoire occupé par des troupes anglaises, et à titre provisoire. Du moins, Gladstone l'assurait (10 août 1882). En 1884, avant la Conférence qui, à Londres (28 juin), devait régler la situation de la Dette égyptienne, lord Granville promettait que les troupes évacueraient le 1er janvier 1888, à moins qu'une seule des puissances ne s'accordât avec l'Angleterre pour les maintenir (or le concours de l'Allemagne ne manquerait pas ; Bismarck se disait « Anglais en Égypte »). L'Égypte et le canal seraient neutralisés; un Anglais dirigerait les services de la Dette. Mais le condominium, expédient précaire, avait laissé de mauvais souvenirs; la Conférence n'aboutit pas. Alors s'ouvrit entre la France et l'Angleterre une « guerre de piqûres d'épingle » qui se prolongea jusqu'à 1904. La France empêcha la conversion de la Dette égyptienne (1884), accorda seulement sa garantie à l'emprunt de 225 millions de 1885 (Convention de Londres, 18 mars) en imposant le principe de la liberté du Canal. — Les Anglais menaçaient d'en construire un second,

parallèle et uniquement britannique. Gladstone reconnaissait que le firman de 1854 créait au profit de Lesseps un droit exclusif ; mais c'était le monde de Liverpool, de Manchester, de Newcastle, de Londres, qui réclamait sa part aux bénéfices de l'entreprise. Avec lui Lesseps transigea. Dans le Conseil d'administration, porté à 32 membres, sept armateurs ou commerçants anglais s'ajouteraient aux trois représentants du gouvernement de Sa Majesté ; la Compagnie établirait une agence à Londres avec un *Comité consultatif* de 10 Anglais, réduirait les taxes de tonnage, améliorerait la navigation en doublant et en élargissant le canal. Le « programme de Londres » réglait le sort de Suez pour deux puissances (décembre 1883). Quelle serait l'attitude des autres ?

La Turquie mit l'Angleterre en demeure d'évacuer la province d'Égypte. La France soutint la Turquie ; avec quelle foi dans le succès, on ne saurait le dire. Dès 1887, l'évidence s'imposait qu'une grande puissance installée par ses armes dans un pays en anarchie, et aux prises, dans les dépendances de ce pays, avec une révolte de barbares, ne le quitterait pas avant d'y avoir rétabli l'ordre et sans se payer de ses peines. Sir Henry Drummond Wolf le signifia à la Sublime Porte, et en obtint la *Convention du 22 mai :* libre ouverture du canal en paix et en guerre, inviolabilité du territoire égyptien garantie par les puissances, évacuation dans trois ans sauf en cas de danger intérieur ; toute occupation ultérieure réservée à des troupes anglo-turques. Berlin, Vienne et Rome y consentaient ; Paris et Pétersbourg firent refuser la ratification par le sultan. En revanche, l'Angleterre fit attendre trois ans (17 janvier 1885-25 juin 1888) le règlement de la neutralité du canal prévu par la « déclaration de Londres ». La *Convention internationale*, discutée à Paris, ne fut signée que le 22 décembre à Constantinople : les belligérants ne pourront ni entraver la circulation du canal, ni commettre aucun acte d'hostilité dans les ports ni à leurs abords ; vingt-quatre heures sépareront la sortie de deux navires ennemis. — Enfin, quand l'Angleterre proposa la *Conversion de la rente 7 pour 100* en 4 pour 100, la France n'y consentit, sans bonne grâce, qu'en mai 1890.

Peu à peu, l'Angleterre avait mis la main sur tous les services égyptiens, malgré Tewfik et le commissaire ottoman Moukhtar-pacha. Sir Evelyn Baring, devenu **lord Cromer**, énergique, d'éducation toute classique et très soutenu par Londres, dressait, par une mise en valeur raisonnée, le plan d'une renaissance égyptienne. Il formait les ministères à son gré, Moustafa Fehmi-pacha après Nubar-pacha. A la mort de Tewfik (7 janvier 1892),

son fils aîné **Abbas-Hilmi** se vit imposer Riaz-pacha comme premier ministre au lieu de Fakri-pacha, partisan d'une politique moins dépendante. Après quoi, Nubar et Moustafa Fehmi reparurent pour contresigner l'organisation des tribunaux d'exception destinés à punir les attentats indigènes contre les soldats anglais, les réformes militaires du sirdar **Kitchener** et l'augmentation des forces anglaises en vue de la reconquête du Soudan.

2 ***La reconquête du Soudan égyptien***. — Gordon prétendait que l'Égypte devrait laisser les provinces du Soudan « telles que Dieu les a créées ». Telle n'a jamais été l'opinion des Anglais ; bien plutôt pensaient-ils, avec lord Salisbury, qu'une « moitié de la puissance égyptienne a été enlevée et est restée au pouvoir du despotisme le plus infernal qui ait jamais affligé une portion quelconque de l'humanité » (1896), et qu'ils se devaient de l'arracher à ce despotisme. L'expédition, préparée par le major **Wingate**, chef du service des renseignements au ministère de la Guerre au Caire, s'attesta tout à fait anglaise, par le refus de la France et de la Russie de laisser prélever sur les réserves de la Dette les 12 millions et demi nécessaires à l'entrée en campagne. L'habileté anglaise fut de combattre la barbarie musulmane en haute Égypte à l'heure même où le sultan suzerain, en face d'une Europe qui avait épuisé sa faculté d'émotion à craindre pour ses finances, massacrait impunément ses Arméniens. En avril 1896, Kitchener remontait le Nil, repoussait les avant-gardes derviches et, rejoint par les troupes de l'Inde débarquées à Souakim, occupait *Suarda* (mai). Retardé par une épidémie de choléra, il reprit à l'automne la marche vers le sud, s'accompagnant d'une flottille de canonnières, et entra dans *Dongola* (20 septembre). L'année suivante, il posait une voie ferrée pour relier Ouadi-Halfa avec *Abou-Hamed* (occupée en juillet) et regagner en ligne droite la boucle et les rapides du fleuve. En automne, *Berber* fut pris et Chendi attaqué, vers la sixième « cata-



LORD KITCHENER DE KHARTOUM
(né en 1851)
Photo Bassano

racte » ; la *route de Berber à Souakim*, vrai débouché du Soudan sur la mer Rouge, s'ouvrit aux caravanes. — La campagne de 1898 fut décisive. Kitchener, en marche vers Halfaya, écrasa une première armée mahdiste (mars-avril). Le 30 août, il bombardait Omdurman; le 2 septembre, il y tuait 11.000 derviches, prenait la ville, où le tombeau du mahdi fut ouvert et les cendres jetées au vent. Abdullah s'enfuit vers le sud, abandonnant Khartoum dont Kitchener prit possession au nom de l'Angleterre et de l'Égypte. Sur les murs reconquis flottèrent les deux drapeaux.

Kitchener s'étonna d'apprendre que d'autres blancs fussent signalés dans la vallée du Nil. Il se hâta vers Fachoda où, le 21 septembre, il se rencontra avec le capitaine **Marchand**, établi depuis le 10 juillet sur les collines de sable de la rive droite. Marchand était parvenu à saisir, dans les solitudes du Soudan, ce que le gouvernement français considérait comme un gage nécessaire pour traiter avec les Anglais de l'évacuation de l'Égypte. Car le Soudan égyptien appartenait en droit au sultan, ou, si l'insurrection mahdiste l'en avait détaché, il devenait *res nullius*, à la disposition du premier occupant. Idée conforme aux faits puisqu'elle invoquait la force pour justifier l'occupation, à la condition que le premier occupant ne fût pas exposé à en rencontrer un plus fort. Ce fut le cas des 130 Sénégalais et de leurs officiers français en face des 24.000 Anglais campés à Khartoum. Le 11 décembre, Marchand évacua Fachoda où s'établirent deux bataillons anglais; en janvier suivant, lord Kitchener de Khartoum, gouverneur général au nom du khédive, organisa les provinces reconquises. Puis il donna la chasse aux dernières armées de derviches. En novembre, un lieutenant d'Abdullah était vaincu ; le 24, le khalife, ses frères, un fils du mahdi, surpris par le colonel Wingate, étaient tués à *Oum-Debrikat*. Osman-Digma fut pris dans la région de Souakim et le *Kordofan* réoccupé (janvier 1900). Wingate-pacha, successeur de Kitchener appelé en Afrique du sud, pacifia le Soudan dans les limites fixées à l'ouest par la *Convention anglo-française de 1899* au Bahr-el-Ghazal, et dans le sud jusqu'aux grands lacs.

L'Ouganda et l'Afrique orientale anglaise. — Lorsque l'Équatoria fut abandonnée par l'Égypte, après le départ d'Emin-pacha, Anglais et Allemands d'Afrique orientale en revendiquèrent la possession. Les premiers, avec **Mac Kinnon**, avaient, le 25 mai 1885, fondé la « British East African Association », qu'une charte de la reine Victoria transforma en *Imperial British East Africa Company* (3 septembre 1888). Mais l'activité de l'I. B. E. A. se limitait à la

région côtière. Au sud, une Compagnie allemande de l'Afrique orientale, fondée par **Karl Peters**, avait passé dès 1884 avec les chefs indigènes, entre Zanzibar et le lac Tanganyka, des traités qu'une charte impériale homologua le 27 février 1885. C'est par ces territoires et vers Zanzibar que s'établissaient depuis longtemps les relations de l'Équatoria.

L'*accord anglo-allemand* de juin 1890, qui reconnut à l'Angleterre le protectorat de Zanzibar, la laissa maîtresse d'occuper les territoires situés au nord (nord-est et nord-ouest) du Victoria Nyanza, pendant que l'*Ost Afrikanische Compagnie* rangeait le sud dans son hinterland. Aussitôt le capitaine **Lugard**, agent de l'Ibea, poussa jusqu'au lac Albert où il embaucha les anciens soldats d'Emin. Il était temps, car une expédition belge, partie de Léopoldville, venait d'atteindre Ouadelaï.

Dans l'*Ouganda*, la conquête anglaise se heurta au roi **Monanga**, qui, résigné à être le dernier roi nègre, voulait du moins rester roi. Aussi fermait-il le pays aux étrangers et persécutait-il les chrétiens. En fait, trois partis s'y disputaient : des Arabes musulmans qui depuis 1850 faisaient un commerce régulier ; des Anglo-protestants, que la « Church Missionary Society » soutenait depuis le premier voyage de Stanley (1875), et qui apprirent aux indigènes, de 1878 à 1890, quelques métiers manuels ; des Franco-catholiques, les Pères Blancs du cardinal Lavigerie, arrivés en février 1879 avec les évêques **Livinhac** et **Hirth** et le P. Lourdel. Ils groupaient 4.000 convertis (dont la sœur du roi) autour de 60 chapelles. — En 1888, une première crise avait éclaté par l'hostilité des Arabes négriers contre les chrétiens. Monanga, détrôné (septembre 1888), fut réinstallé par les chrétiens qui battirent les musulmans (4 octobre 1889), et prit pour conseiller le P. **Lourdel.** Jaloux, les protestants en appelèrent à l'Ibea qui leur envoya Jackson et Gedge ; mais Monanga refusa le protectorat (14 mai 1890). Lugard survint (13 décembre), arracha au roi le traité (26 décembre) qui donnait à des Européens la direction de l'armée et de la justice, à un agent de l'Ibea le contrôle des finances, et qui proclamait la liberté des cultes.

Lugard, marchant vers l'ouest, ne put pas annexer toute l'Équatoria (octobre 1891). La guerre civile le rappela dans l'Ouganda. Monanga avait refusé de châtier un catholique, meurtrier d'un protestant ; les protestants armèrent, mais durent se replier jusqu'au fort de *Kampala* où Lugard mitrailla les vainqueurs (tout en protégeant les missionnaires français assiégés par les protestants). Et comme Monanga s'était enfui avec 7.000 catholiques

dans une île du lac Victoria, Lugard les y canonna ; les protestants pillèrent l'île, vendirent les femmes comme esclaves (janvier 1892). Monanga finit (30 mars) par subir le protectorat.

Les ressources de l'Ibea s'en trouvaient épuisées ; en décembre 1892, elle évacuait l'Ouganda. Sir Gerald Portal, après enquête, en prononça l'annexion (avril 1894). Ouadelaï, capitale de l'Équatoria, fut occupée. A ce moment, les Français en étaient encore à la conquête du Tchad. Quand la compagnie de l'Ibea disparut, remplacée par l'*Afrique orientale anglaise* (juin 1895), le domaine entier du Nil supérieur et des grands lacs, assuré à la domination de l'Angleterre, constituait un ensemble de positions d'attente créatrices de « droits » et « d'intérêts spéciaux » pour le jour où se réglerait la question d'Éthiopie.

A CONSULTER

LAUGEL : *L'Angleterre politique et sociale.* — MÉTIN : *L'Inde d'aujourd'hui.* — AUBIN : *Les Anglais aux Indes et en Égypte.* — GRENARD : *Le Tibet.* — LEROY-BEAULIEU : *Les Nouvelles sociétés anglo-saxonnes.* — SIEGFRIED : *La Démocratie en Nouvelle-Zélande.* — H. MOREAU : *Sir Wilfrid Laurier.* — CHARLES-ROUX : *Le Canal de Suez.* — SIR ALFRED MILNER : *L'Angleterre en Egypte.* — BRÉHIER : *L'Egypte de 1798 à 1900.* — DEHÉRAIN : *Etudes sur l'Afrique.* — MÉTIN : *Les transformations de l'Egypte.* — DRIAULT : *La question d'Orient.* — DE FREYCINET : *La question d'Egypte.* — HANOTAUX : *Fachoda.*

CHAPITRE XI

LA CRISE DE L'IMPÉRIALISME BRITANNIQUE

I. L'Afrique Australe. — II. Édouard VII et les nouveaux problèmes politiques.

I. — *L'Afrique australe.*

Le dernier, le plus considérable effort de l'impérialisme anglais au XIXe siècle, a été l'aménagement de l'Afrique australe. D'abord par les procédés anciens : organisation du *self-government* dans la Colonie du Cap (1872) au profit des Anglais, malgré leur petit nombre, et achèvement de la conquête du littoral après l'expédition du Zoulouland (1878-1879) ; — puis, sous l'influence d'idées nouvelles, formation lente et traversée de crises brutales d'une fédération républicaine à l'image de l'Australie.

Extension de la Colonie du Cap. — En 1870, la conquête anglaise n'aurait sans doute pas été reprise si des mines de diamants n'avaient été signalées dans la région du Vaal, autour de Dutoitspan et de Bulfontein. Le pays des Griquas occidentaux (métis de Cafres, Boers et Hottentots, à demi indépendants de l'Orange) fut annexé et *Kimberley* fondé. L'Orange reçut une indemnité de 2.250.000 francs. L'Anglais la dédaignait. Il guettait le Transvaal, plus peuplé et présumé plus riche, mais qui venait de s'affaiblir en hommes dans une guerre pour atteindre à l'Océan Indien, où les Zoulous l'avaient vaincu, et de s'endetter pour construire un chemin de fer à sa frontière de l'Est. **Sir Bartle Frere**, gouver-

neur du Cap, à la faveur de clauses obscures du traité de 1852, envoya à Pretoria un commissaire, **sir Theophilus Shepstone**, qui annexa le Transvaal (12 avril 1877). Le gouverneur du Natal se chargea d'attaquer le Zoulouland (janvier 1878) avec plusieurs colonnes de troupes destinées à se rencontrer au centre du pays. L'une d'elles fut anéantie le 3 février 1879 ; une autre, dans laquelle servait comme officier le prince impérial, fils de Napoléon III, battue le 1er juin et le prince tué. Un mois après, **lord Chelmsford** vainquit le roi **Cettivayo**, le prit (28 août), lui imposa seulement un protectorat (qu'il avait déjà accepté en 1882). Mais il était devenu suspect aux chefs noirs ; à sa mort (1884), son fils **Dinizoulou**, suspect lui aussi, se laissa forcer à un soulèvement que les Anglais réprimèrent et pendant lequel il disparut.



Groupe de combattants zoulous
(D'après une photographie)

Les Boers du Transvaal profitèrent des embarras anglais au Zoulouland pour conquérir leur indépendance. Le 16 décembre 1880, sous la direction de Brand, Krüger et Joubert, ils chassaient les Anglais de Pretoria, les battaient à *Potchefstroom* et les rejetaient au delà du Vaal. Au sud-est, les troupes du Natal, aux ordres de Sir George **Colley**, étaient arrêtées à *Laing's Neck*. Très supérieures en nombre, elles réussirent à franchir les passes du Drakensberg ; ce fut pour se faire écraser par Joubert à *Majuba Hill* (27 février 1881). Le *traité de Pretoria* (3 août 1881) reconnut en conséquence l'indépendance du Transvaal, tout en maintenant la suzeraineté de la reine. Trois ans après, il obtenait mieux. **Krüger**, devenu président de la République, du Toit et Smit signèrent à Londres un *traité (27 février 1884)* qui garantit l'indépendance du pays, mais réserva l'assentiment du gouvernement anglais pour tout arrangement passé avec d'autres États que la République d'Orange. En même temps, la frontière serait délimitée à l'ouest et au nord. Au delà du Limpopo, l'expansion anglaise fermait la voie à un nouveau *trek*.

La politique de Cecil Rhodes (1884-1902). — Contre le Transvaal, les hostilités ne reprirent qu'en 1895. Dans l'intervalle, un homme allait réaliser, par des moyens à lui, une politique d'impérialisme sud-africain et de « panbritannisme » capable d'avancer d'un demi-siècle la transformation du continent. C'était **Cecil Rhodes**, fils d'un clergyman, arrivé au Cap à dix-huit ans (1871), qui, tout en surveillant à Kimberley ses ouvriers cafres occupés à piocher son claim de diamants, préparait, dans un classique grec ou latin, ses examens d'Oxford. Pendant sept ans, il acheta des claims, puis les actions d'une Compagnie française ; enfin, soutenu par Rothschild de Londres, il força Barnato à fusionner la *Kimberley* avec sa *de Beers*, et se rendit le maître du marché du diamant (1888). Entre temps, « bachelor of arts » d'Oxford, il se faisait élire député du Griqualand occidental et concevait la grande œuvre de sa vie. En 1884, il disait à Gordon qui voulait l'emmener en Égypte : « Ma besogne n'est pas à ce bout de la carte Quelque jour, j'espère vous rejoindre à Khartoum, mais ce doit être par le sud ». C'était déjà la formule « du Cap au Caire ». La même année, il était ministre des Finances dans un ministère Scanlen, d'Anglais intransigeants, que renversaient au bout de six semaines les membres de l'*Afrikander Bond*, fondé en 1880, dirigé par **Hofmeyer**, avec l'aide de **du Toit** du Cap et de **Reitz** de l'Orange. Le Bond, ouvert à tous les natifs d'Afrique australe et à ceux qui adoptaient l'Afrique pour patrie, obtint, dès 1882, que le *taal*, langue particulière des colons hollandais, devînt celle du Parlement et des tribunaux ; de 1884 à 1890, il fit la loi aux ministères **Upington** et **Sprigg**. Rhodes gagna Hofmeyer et le Bond, auquel il promit une sorte de Home Rule (il était ami de Parnell) ; il lui fit entrevoir une sorte d'hégémonie de la race afrikander par alliance avec les Saxons des colonies allemandes de l'Est africain. Quand il devint premier ministre (1890), il



CECIL RHODES
(1853-1902)

s'adjoignit des députés du Bond, puis sir Gordon Sprigg (1893), triompha aux élections de 1894, où il obtint 58 partisans à la Chambre basse (contre 20 opposants) et, dominant le Haut Commissaire anglais, sir Henry **Loch**, agit en dictateur jusqu'à 1896.

« Anglais au cœur africain », il voulait que « l'Afrique du sud fût gouvernée par l'Afrique du sud », non par les ministres anglais. Impérialiste, à condition que l'Empire laissât aux Africains « l'indépendance la plus complète en ce qui concerne le règlement des affaires locales », il projetait pour commencer une union douanière de tous les États, du Cap au Zambèze, avec des chemins de fer en commun, et des résolutions concertées à propos du problème des races indigènes. Ainsi l'Afrique du sud serait syndiquée au mieux des intérêts de tous, y compris ceux des Boers; car, après le Cap et le Natal, l'Orange et le Transvaal y viendraient aussi. Mais le Transvaal répugnait à l'association. Après 1886, la situation changea, avec la découverte de l'or dans le Witwatersrand, au sud du Prétoria.

Du Cap au Zambèze. — Pour préparer la fédération sud-africaine, Rhodes avait commencé l'expansion vers le nord. « Je crois, disait-il, que l'État qui possédera le Betchouanaland et le Matabéléland sera le maître de l'Afrique du Sud ». **Sir Hercules Robinson**, Haut Commissaire au Cap, le pensait aussi; il annexa le *Betchouanaland* et le *Kalahari* (1885), fit reporter vers l'est la frontière occidentale du Transvaal. Rhodes, en son nom, soumit les deux petites républiques du *Stellaland* et de *Land Goschen*, fondées par des Boers dissidents. Puis, pour empêcher que le Portugal n'y intervînt, ou peut-être l'Allemagne, pour laquelle le comte Pfeil cherchait aventure et profit, il revendiqua le territoire de **Lo Bengula**, roi des Matabélés et des Mashonas, jusqu'au Zambèze (août 1887). Le 11 février 1888, Lo Bengula signait un traité qui l'obligeait à ne pas céder son territoire sans le consentement de l'Angleterre. Rhodes lui acheta, moyennant une rente annuelle de 100 livres sterling, 1.000 carabines et une canonnière à vapeur, le droit d'exploiter toutes les mines d'or et autres du pays (30 octobre 1888). La « De Beers Consolidated Mines » se fit alors octroyer par une charte la mission de développer le Betchouanaland et ses annexes; elle devint la « British South Africa Company » (ou *Chartered*), présidée par le duc d'Abercorn, avec le duc de Fife (gendre du prince de Galles) et le comte Grey administrateurs, et Rhodes délégué en Afrique (1889). La Chartered, au capital de 25 millions, établirait des colons sur les plateaux, accorderait les licences de prospection

pour les mines, qui lui appartiendraient pour moitié. Déjà le chemin de fer, arrêté longtemps à Kimberley, allait atteindre Vryburg (décembre 1890) ; le télégraphe Mafeking. Rhodes fit occuper par une force de police de 500 hommes, sous Johnson, et 200 Européens, le centre du *Mashonaland* (12 septembre 1890). **Lewanika**, roi des Barotsé, au delà du Zambèze, signa une convention analogue à celle de Lo Bengula.

Le Portugal protesta. Depuis 1885, les explorateurs de Lisbonne, **Silva Porto**, puis **Capello** et **Ivens**, mais surtout **Serpa Pinto**, avaient entrepris de relier, par l'intérieur du continent, l'Angola et le Mozambique ; ils annexèrent le Mashonaland et le Nyassaland (9 novembre 1889), et Serpa Pinto dut les occuper. Par un ultimatum, que la flotte de l'Atlantique appuya devant Lisbonne, l'Angleterre força le nouveau roi, Carlos Ier, à résigner ses prétentions sur le Zambèze (janvier 1890 qu'une *convention du 20 août* attribua à la Chartered, avec le plateau aurifère du Manica et le droit d'établir un chemin de fer entre Salisbury et Beïra. Le Mozambique était refoulé jusqu'à Zumbo, l'Angola à l'ouest des Barotsé ; le reste, six fois plus grand que l'Angleterre, limité au nord par la seule Afrique allemande et le lac Tanganyka, devint la *Rhodesia*.

Le « Napoléon du Cap », premier ministre de la colonie, et riche à 250 millions, dévoile alors son dessein : donner l'Afrique entière, de l'Orange au Nil, à la civilisation saxonne et protestante. Car la richesse et la politique terre à terre sont bonnes à satisfaire la foule médiocre ; seuls « le service de l'Éternel et la coopération aux œuvres de Dieu méritent d'être vécus ». Or, sans s'attarder « aux billevesées catholiques », il convient de fixer à 50 pour 100 la chance de l'existence de Dieu, du Dieu « dont Darwin a surpris le secret et la loi quand il nous révéla le dogme de l'évolution », qui a réservé dans la course à la survivance le succès à la race des blancs, — et aux Anglais parce qu'ils ont le plus fait pour ses œuvres (justice, paix, liberté). Servir Dieu, ce sera donc travailler à « l'unification et au triomphe des peuples britanniques, et travailler particulièrement à peindre le maximum de la carte d'Afrique en rouge anglais ». Nul besoin de conquête militaire ; un syndicat de millionnaires y suffira, qui transformera l'œuvre divine. L'âge de l'or sera l'âge de Dieu.

C'est à ce moment que Rhodes se heurte à Krüger.

La politique de Krüger. — **Krüger**, Boer de l'exode (1836), était un personnage biblique, sorte de patriarche mystique et rusé, confiant jusqu'à l'excès dans les destinées de son peuple élu, défiant

de la nouveauté et de la civilisation, trop hostile à l'Anglais et raide en politique pour s'accorder avec le président de la Chartered. Il avait passé sa jeunesse à combattre contre les Cafres; en 1872, il fut élu du Conseil exécutif, et président de la République en 1881. C'est surtout après le traité de 1884, son œuvre, qu'il devint populaire. Il devait être réélu trois fois avec une majorité croissante (1). Son idée essentielle consistait à ouvrir un chemin vers l'Océan Indien au Transvaal qui, sans rien sacrifier au fédéralisme du Bond, deviendrait le noyau d'un bloc africain hollandais.



Paul Krüger
(1825-1904)

Il se défiait de Rhodes, qu'il avait rencontré au Griqualand, puis au Stellaland (1884), enfin au Betchouanaland (1885); devant la menace d'une guerre avec l'Angleterre, le président avait toujours reculé. Après une entrevue qu'il eut, à Fourteen Streams, avec le Napoléon du Cap, il confiait à son entourage : « Ce jeune homme me causera bien du tourment ». Aussi protesta-t-il contre l'occupation du Mashonaland par la Chartered; en mars 1890, il demandait au Haut Commissaire anglais de lui laisser comme compensation occuper le Swaziland. Rhodes n'y consentit qu'à la condition que Krüger adhérât à l'*Union douanière sud-africaine* conclue entre le Cap et l'Orange; sur les instances de Hofmeyer, Krüger accepta (2 août 1890). L'année suivante, il lui fallut approuver la construction de voies ferrées du Cap aux champs d'or du Rand, pourvu que Rhodes payât celle de la ligne

(1) En 1893, il eut 7.881 voix (contre 7.009 à Joubert); en 1898, 12.858, contre 3.753 à Schalk-Bürger et 2.000 à Joubert.

du Vaal à Pretoria, exploitée par une compagnie hollandaise. En 1893, Krüger élevait encore des difficultés sur l'union douanière et les chemins de fer, tout en accordant au Natal de prolonger la voie de Durban à Johannesbourg par Ladysmith, Newcastle et Standerton (1894). Mais il refusait à Rhodes un accord qui aurait réservé à la Colonie du Cap 50 pour 100 sur les recettes des voies ferrées. A Pretoria, il lui déclara qu'il ne sortirait de l'isolement que si l'Angleterre lui cédait en toute souveraineté un territoire qui mènerait du Swaziland à la mer (décembre 1894). Aucune entente n'était possible ; or, pour des raisons financières, il fallait que le Transvaal cédât.

La crise de l'or. — Depuis l'ouverture de la ligne de Durban, le Cap n'avait plus le monopole des transports avec le Rand ; et il lui fallait soutenir en Rhodesia une politique coûteuse de colonisation. La Chartered avait peuplé le Mashonaland, occupé le Matabéléland (1890-1892), sans rien rapporter aux actionnaires. L'argent avait passé dans les railways et dans la pose du télégraphe « transcontinental », dont Rhodes disait : « Si le télégraphe est construit, c'en sera fait du commerce des esclaves et, en outre, il nous donnera la clef du continent ». Mais les « Petits Anglais » (Little Englanders) restaient sourds aux appels de fonds : Rhodes, d'accord avec Chamberlain, dut leur démontrer que l'expansion impériale était nécessaire pour le commerce anglais et le maintien des salaires ouvriers dans les manufactures. Il put doubler le capital de la Chartered (1893) ; trois ans après, elle émit encore 500.000 actions. Alors 65.000 claims étaient marqués en Rhodesia ; 6.000 colons européens avaient amorcé de petites villes à *Boulouwayo* et *Salisbury*. Or, dès la mort de Lo Bengula (novembre 1893), la révolte des Matabélés éclata. Le général **Carrington** n'arrivait pas à les désarmer (juin 1895). Rhodes s'en chargea : payant d'audace, il alla trouver, sans escorte et sans armes, les Matabélés, leur demanda « d'ouvrir leurs cœurs à leur père venu à eux avec des paroles de paix », les menaça enfin de sa vengeance s'ils ne livraient pas leurs fusils. Les chefs les livrèrent (octobre 1895). Tranquille sur ce point, il lui fut loisible de travailler à renverser Krüger avec l'aide des « uitlanders » du Transvaal.

Les « uitlanders », c'était toute la population étrangère accourue depuis 1887 sur les champs d'or du *Witwatersrand;* population très mêlée, d'Allemands, de Suédois, de Hollandais et de Français. Leur camp minier devint rapidement une grande ville. A cette masse industrielle qui avait acheté la terre un bon prix et sur

laquelle le gouvernement prélevait déjà une partie des bénéfices, les Boers avaient imposé une législation inspirée de leur propre vie pastorale et contre laquelle elle regimbait : taxes élevées sur l'outillage et les objets d'alimentation ; tarifs exagérés de la Compagnie néerlandaise des chemins de fer; prix exagéré aussi de la dynamite nécessaire à l'extraction et monopolisée par l'État. Les compagnies minières voulaient réglementer la vente de l'alcool aux indigènes. Pour défendre leur industrie, elles groupèrent dans la « Chambre des mines » (1889) les capitalistes, et dans la « Transvaal National Union » (1892) les gens des classes moyennes. Cette dernière prétendit obtenir à Johannesburg la création d'une municipalité qui assurerait la prépondérance aux étrangers et l'abaissement des droits sur l'alimentation. Ses avocats réclamaient davantage : à savoir le recrutement des fonctionnaires sur place, et une réforme de la naturalisation pour faciliter aux uitlanders l'accès du gouvernement.

L'expédition Jameson. — C'était l'occasion. Rhodes obtint d'abord que sir Hercules Robinson revînt au Cap comme Haut Commissaire; il avait 70 ans et saurait apaiser les Afrikanders après la révolution. Rhodes entama une campagne de presse contre le gouvernement transvaalien, pendant que les capitalistes gagnaient quelques députés du Volksraad; il rappela les paroles de Krüger au club allemand de Pretoria : « Nous savons que si une nation tentait de nous faire reculer, une autre nation s'y opposerait ». Bientôt, Berlin se déclarait opposé à toute union douanière, d'amalgamation ou de fédération des États sud-africains, « qui serait un véritable protectorat ». Ainsi Krüger comptait sur l'Allemagne. Fort d'un budget de recettes qui, de 4 millions en 1886, était monté, grâce au produit des mines, à 120 millions, il pourrait, avec ce qu'il toucherait sur les 17 milliards qui restaient à extraire, se donner un accroissement de forces tel que l'Afrique australe serait à lui, ou à l'Allemagne si elle savait manœuvrer. Rhodes se fit donner par Chamberlain le protectorat du Betchouanaland pour la Chartered, avec la disposition des forces de police, de façon à encercler l'adversaire, rédigea avec les directeurs des sociétés minières un manifeste explicatif, et concentra les troupes de la Chartered à Pitsani (octobre 1895). A Johannesburg, la date de la révolution contre le Transvaal fut fixée au 20 novembre : les chefs devaient demander par une lettre officielle à Jameson (1), de chirurgien à la mode devenu en 1891 administrateur et chef des troupes de

(1) Il était arrivé au Cap en 1878, à 25 ans.

la Chartered, le « vaillant docteur Jim », populaire dans toute l'Afrique du sud depuis la guerre des Matabélés, aide « pour protéger ces milliers d'hommes sans armes, de femmes, d'enfants, qui vont se trouver à la merci des Boers bien armés ». Le coup fut retardé au 26 décembre, puis au 28 ; Rhodes, qu'inquiétait la débâcle des actions de mines d'or dans les Bourses européennes, télégraphia de différer encore. Mais Jameson redoutait les espions boers (qui, en effet, renseignaient Krüger) ; il « partit trop tôt », le 29 décembre, avec le colonel sir John Willoughby, fut rejoint à Mafeking par les troupes du colonel Grey, et marcha sur Johannesburg, où quelques centaines d'uitlanders échouaient à l'attaque de la forteresse. Le 1er janvier 1896, il était battu et pris par le commandant **Cronjé** à *Krügersdorp*, et emmené à Pretoria.

L'entreprise de flibusterie s'effondrait. Rhodes démissionna du ministère pour ne pas avoir à désavouer Jameson. Le Haut Commissaire Robinson le désavoua directement, à la demande du président de l'Afrikander Bond, Hofmeyer. Puis il gagna Pretoria ; il implora la clémence de Krüger en faveur des révolutionnaires dont l'attaque avait réveillé les haines de race. De fait, Jameson, condamné à être pendu, fut gracié par le président et remis au gouvernement anglais, qui le jugerait. Le procès de Jameson à Londres, en dépit d'une légère condamnation, tourna à l'apothéose ; Rhodes fut blâmé par un comité du Parlement pour avoir organisé l'insurrection « avec les forces et les ressources de la Chartered ». Il en abandonna la direction. Chamberlain et le Colonial Office, d'abord mis en cause, furent officiellement innocentés (juillet 1897).

La guerre sud-africaine. — C'est pourtant Chamberlain qui allait reprendre contre le Transvaal l'entreprise d'où sortit la forme présente de l'Empire anglais. Des deux côtés, la guerre était prévue, — et voulue, comme le seul dénouement possible à la crise ouverte par le raid Jameson. Krüger qui, pour répondre aux griefs des uitlanders, consacrait un million et demi à entretenir des écoles (dans lesquelles il réveillerait la nationalité boer par l'étude du hollandais), se rapprocha de l'État d'Orange, jusqu'alors gagné à l'idée de la fédération ; en mars 1897, un accord signé à Bloemfontein fit revivre les traités de Potchefstroom de 1889, en vue d'une alliance défensive, et prévit un conseil de délégués pour traiter des intérêts communs. En conséquence, le gouvernement orangiste racheta les chemins de fer de l'Orange jusqu'au Vaal. — Rhodes et Chamberlain déployaient une égale activité. Rhodes amenait les chemins de fer de Rhodesia par Boulouwayo jusqu'à

Salisbury (1897), poussait le télégraphe jusqu'à Port Johnson (amont du lac Nyassa) et, réélu directeur de la Chartered (22 avril 1898), promulguait pour la Rhodesia du sud une constitution qui installait un self-government (*Conseil législatif* de 11 membres élus par les colons, *Conseil exécutif* nommé par la Couronne avec un résident britannique). Puis il gagna l'opinion publique à la guerre.

Pour une grande partie de l'aristocratie, intéressée à la Chartered, c'était chose faite. Une partie des Communes et la presse suivirent; les villes d'industrie (Birmingham, Sheffield, etc.) avaient besoin de marchés nouveaux, alors que se fermaient les anciens; pour que les usines de l'acier pussent construire le « Cap au Caire », il ne fallait pas que ce railway pût être coupé par les Boers. Déjà l'opposition de la France avait empêché d'acquérir de l'État indépendant du Congo, à l'ouest du Tanganyka, la bande de terre nécessaire au passage de la voie ferrée, ce que Chamberlain appellera plus tard un « Fachoda anglais ». — Les gens pacifiques, Écossais et commerçants, furent conquis par d'autres moyens : récits des prétendues atrocités commises par les Boers sur les Cafres, injustices contre les uitlanders, souvenir de *Majuba Hill*, pétition de 20.000 uitlanders à la reine; elle retraçait la « vie amère » imposée par « l'oligarchie boer des plus corrompues, des plus vénales et des plus incapables », qui « suçait le sang des uitlanders », etc. (mars 1899). Les subventions, réparties inégalement entre les écoles, devenaient prétextes à récriminer. Chamberlain et Salisbury y ajoutèrent leurs griefs propres : violation de la souveraineté anglaise par des traités conclus directement avec la Hollande et le Portugal, lois sur la presse et sur l'expulsion des étrangers, etc.

En juin, Krüger se rencontra à Bloemfontein avec **sir Alfred Milner**, Haut Commissaire au Cap. L'Anglais demandait la naturalisation et le droit de vote pour le Volksraad après cinq ans de séjour, une représentation spéciale à la population nouvelle; le président offrait la naturalisation au bout de deux ans, moyennant certaines conditions de fortune et de moralité, et les droits politiques au bout de sept ans, avec une convention d'arbitrage pour les différends à venir. Cette dernière clause, Chamberlain la repoussa comme inopérante entre un État vassal et son suzerain, et Salisbury s'arrangea pour que le Transvaal ne fût pas invité à la Conférence de la paix à la Haye. La discussion se prolongea en août et septembre; Krüger céda sur quelques points, à la suggestion des chefs du Bond et de **Schreiner**, à qui les élections de 1899 venaient de donner le ministère au Cap, à la place de sir Gordon Sprigg. Mais, comme Chamberlain, il essayait de

revenir sur ce qu'il avait accordé. A la fin, comme l'Angleterre expédiait des renforts, Krüger annonça le 7 octobre qu'il attendait pour le 11 une réponse favorable sur trois points : arbitrage pour les litiges, retrait des troupes arrivées en Afrique depuis le 1er juin, contre-ordre aux renforts déjà en route. Le 10, Chamberlain refusait.

Caractère de la guerre. — La guerre, qui commença le 11 octobre, et que Chamberlain et Rhodes prévoyaient longue et coûteuse, dura presque trois années. Elle comprend deux périodes : l'une d'opérations stratégiques qui amènent les Anglais à Bloemfontein et à Pretoria (octobre 1899-juin 1900); — et une suite de combats d'embuscade qui harcèlent le vainqueur sans réussir à le ruiner (juin 1900-mai 1902).

Moyens et ressources étaient très différents. Les Anglais, déconcertés par l'insuccès, dû à la méconnaissance de la guerre moderne et des effets du feu rapide, après avoir épuisé les troupes métropolitaines et hindoues de première ligne, firent appel à des contingents des colonies autonomes (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande), même de l'Égypte, et à des volontaires dits « impériaux », de valeur militaire fort inégale. Au début, 12 à 14.000 hommes, puis 80.000 à la fin de novembre, furent portés après les défaites de janvier à 240.000 hommes. Problème difficile que de transporter de telles masses à 9.000 kilomètres de Londres. C'en fut un autre de les faire vivre dans les conditions de confort réclamées par le soldat britannique (1); la consommation de chevaux fut énorme contre un ennemi qui consistait avant tout en infanterie montée. Les animaux amenés d'Europe succombèrent à la maladie. La stratégie anglaise se borna d'abord à contenir l'attaque boer et à prendre pied sur le plateau en attendant de l'inonder par des masses supérieures.

Les forces des républicains (en vertu de « l'Union étroite », le président **Steijn** d'Orange mobilisa en même temps que Krüger) devaient comprendre de 45 à 50.000 hommes, auxquels s'ajoutèrent 3.000 rebelles du Cap. En principe, tout *Burgher*, mobilisable de 16 à 60 ans, fournissait un cheval sellé et harnaché, un fusil et trente cartouches, des vivres pour huit jours. A l'ordre d'appel (2 octobre), les *veldcornets* rassemblèrent les Burghers par canton ; une fois formés en *commandos*, d'effectif indéterminé, ils recevaient de la viande crue et des vivres secs (café, sucre, farine). Sauf au combat, « tous étaient égaux dans le commando » et discutaient des opéra-

(1) Des officiers estimaient Buller un bon général, parce que, pendant ses opérations au Natal, ils n'avaient pas, un seul jour, manqué de leur tub et de leur thé.

tions : beaucoup d'initiative et de courage, une splendide discipline du feu, nulle discipline tactique, peu d'intelligence militaire au début, rien de commun avec la hiérarchie d'une armée moderne. Chaque commando élisait un « commandant » et un « commandant adjoint » ; plusieurs commandos formaient une troupe indépendante, aux ordres d'un « général combattant », nommé par le président ; l'ensemble élisait un « commandant en chef » ou « général commandant ». Quelques défections survinrent (les Anglais formèrent avec des Boers déserteurs un corps de « national scouts ») ; mais surtout la pratique des congés (1) pour se rendre dans les fermes faisait parfois fondre le commando. Si les Anglais durent leurs échecs aux formations massives et surannées de leur infanterie dans l'attaque des positions, et leur succès final à la supériorité de leur nombre et de leurs ressources, les Boers triomphèrent d'abord par l'emploi judicieux du fusil de petit calibre, prolongèrent la guerre grâce à la rapidité de leurs unités, finirent par succomber par l'épuisement même de la nation.

Les défaites anglaises (octobre 1899-janvier 1900). — Tandis que les 14.000 hommes des généraux **Symons** et **White** attendaient le corps expéditionnaire d'Angleterre aux ordres de **sir Redvers Buller**, les commandos franchirent les passes du Drakensberg (15 octobre) et envahirent le Natal. Leurs chefs, **Joubert** et **Marthinus Prinsloo**, voulaient couper l'armée anglaise de ses communications avec Durban. Ils échouèrent à *Glencoë* et à *Elandslaagte*, mais battirent White à *Nicholson's Neck* et l'enfermèrent dans *Ladysmith* (31 octobre-3 novembre). D'autres forces, avec **Cronjé** et **de la Rey**, assiégeaient à l'ouest *Kimberley* et *Mafeking*.

Buller arrivait (novembre) en plein désarroi ; il se proposait de marcher avec toute son armée sur l'État d'Orange depuis Estcourt et Colenso en utilisant les chemins de fer. Il lui parut plus urgent de sauver White dans Ladysmith. En conséquence, pendant que les généraux **lord Methuen** et **Gatacre** refouleraient l'ennemi sur l'Orange et débloqueraient Kimberley, lui-même, avec 30.000 soldats, escalada le Drakensberg et se heurta trois mois aux lignes d'investissement des Transvaaliens. L'artillerie boer occupait des plateaux d'accès presque impossible (Tafelkopje) ; Buller les attaqua de front, perdit 1.500 hommes non abrités du feu, et 11 canons, à *Colenso* et au passage de la *Tugela* (15 décembre). A *Spion-Kop*, un premier succès (18 janvier 1900) se changea en désastre par un retour offensif de

(1) Les congés étaient presque tous demandés pour « maladie de cœur ». De Wet finit par ne plus accepter les certificats ainsi libellés par les médecins.

Lucas-Meyer qui mit 2.500 Anglais hors de combat; le 5 février, Buller, vaincu à *Vaals Krantz*, était rejeté au sud de la rivière, restait cloué sur ses positions. Le commandement supérieur lui échappait.

Pour leur compte, Methuen et Gatacre opéraient avec aussi peu de succès. Arrivés par chemin de fer, ils s'établissaient, Methuen à *Belmont*, malgré l'ennemi (20 novembre), Gatacre et French au sud-est sur l'Orange même. Gatacre, battu à *Stormberg*, perdit 1.200 hommes; French recula à *Colesberg* (10-15 décembre). Methuen fut écrasé en deux batailles: à la *Modder* (28 novembre) et à *Magersfontein* (11 décembre), où il perdit 2.000 hommes (avec le général Wauchaupe). Kimberley, où Cecil Rhodes avait recueilli les non-combattants dans les galeries de la « De Beers », fut assiégé pendant cent jours, et Methuen immobilisé sur la Modder. Ces batailles, les plus sanglantes de la guerre, atteignaient en plein cœur l'orgueil britannique et compromettaient le prestige de l'Empire: « Le danger est sur nous, » avouait lord Rosebery à la Chambre Haute. Il montrait l'Allemagne et les États-Unis sourds aux propositions d'alliance, la France conciliante sans cordialité, la Russie libre d'avancer ses affaires en Perse, où autrefois l'Angleterre « aurait trouvé sujet à placer son mot ». Il insistait sur cette « situation de vie ou de mort »: si la défaite s'affirmait définitive, c'était la perte de l'Afrique du Sud, « la base la plus importante de l'Empire dans le monde »; le jour où les colonies ne croiraient plus être associées « au plus grand Empire du monde », ce serait fini: « Vous serez enfermés dans ces îles, dont une au moins vous hait; alors la haine accumulée de nos ennemis chaque jour plus nombreux s'abattra sur nos têtes! » Par les résolutions de ses hommes d'État comme par les manifestations plus vulgaires de la rue, l'Angleterre exprima sa volonté de vaincre.

La conquête des deux républiques (février-juin 1900). — **Lord Roberts de Kandahar** prit en janvier le commandement en chef de l'armée d'Afrique avec **lord Kitchener de Khartoum** comme chef d'état-major. Il avait la promesse de 200.000 hommes. Dès février, négligeant Buller qu'il n'aimait pas (comme élève de Wolseley), il formait une masse d'offensive de 41.000 soldats forte en cavalerie, balayait les commandos qui battaient l'estrade dans le nord du Cape Colony (entre Colesberg et de Aar) et, sans passer l'Orange (de la Rey l'en empêchait à *Norvals-Point*), occupait Belmont et Jacobsdal, renforçait Methuen et prescrivait à la cavalerie de **French** d'attaquer Cronjé par l'ouest (12-16 février). Le

général transvaalien n'avait pas bougé depuis Magersfontein, figé dans la défensive par la présence d'un *laager* considérable, et par la circulation des femmes qui cherchaient leurs maris dans les lignes ; il refusa de fournir les 1.500 hommes que lui demandait le général orangiste **De Wet** pour tourner Methuen (1). Au demeurant, les nombreux obus à la lyddite envoyés par les Anglais lui causaient peu de mal. — Pendant que Mac Donald fixait De Wet, French atteignait Kimberley, qu'il débloquait le 16. Cronjé se retira vers *Paardenberg* en combattant, se laissa bloquer sur la rive droite de la Modder par toute l'armée anglaise, appuyée par 120 canons. Il eût pu se sauver; De Wet et Philip Botha lui avaient ouvert du côté de l'est, à coup d'artillerie, un chemin dont profitèrent **Froneman** et **Potgieter**; le 25 février, des renforts de Bloemfontein, sous Andries Cronjé, tentèrent de le joindre. Il refusa d'abandonner le laager et capitula le jour anniversaire de Majuba-Hill (27 février 1900) avec 3.700 Burghers. Comprenait-il que sa conduite « inexplicable », en faisant « passer avant le salut de son peuple, le désir de combattre quand même », allait donner le coup de grâce aux Républiques? En tout cas, les Boers ne se relevèrent pas de Paardenberg.



Lord Roberts de Kandahar
(né en 1832)

La victoire de Roberts amena la levée du siège de Ladysmith ; les Burghers, craignant d'être pris à revers, remontèrent les pentes du Drakensberg, découvrant la ville où Buller entra enfin. Les commandos, qui tenaient Stormberg et les bourgades du sud de l'Orange, cédaient la place aux généraux Gatacre et Brabant, et regagnaient le nord. Comme Roberts marchait vers Bloemfontein, les Boers se débandèrent à *Poplar-Grove*, tinrent mieux à *Abrahamskraal*, mais, démoralisés, essayèrent à peine de défendre la capi-

(1) Le 13 février, il répondait au même général qui le prévenait du mouvement de Roberts vers l'est : « Vous aussi, vous avez peur des Anglais. Allons ! pas de faiblesse ; tuez-moi les uns et capturez-moi les autres. »

tale de l'État libre. Le 13 mars, Roberts entra dans *Bloemfontein* presque sans avoir tiré un coup de canon. Le gouvernement de l'État libre se transporta à Kroonstad.

Krüger et Steijn avaient, le 5 mars, demandé la paix, moyennant l'indépendance des deux États; Salisbury refusa et le programme de conquête s'accomplit. Pendant qu'une délégation composée des Orangistes **Fischer** et **Wessels** et du Transvaalien **Wolmarans** s'en allait expliquer à l'Europe et à l'Amérique les droits et les souffrances des Républicains, Roberts, assez inquiété pendant son séjour à Bloemfontein (combats de *Sannasport*, de *Reddersburg* et de *Wepener*), envahit le Transvaal. Le 10 mai, il rompait les lignes de *Vensterburg* et, harcelé par De Wet et Philip Botha, entrait à *Kroonstad* (12 mai); le 18, il dirigeait trois corps sur *Heilbron*, un quatrième sur le Vaal à *Vredfort* et Parys pour tourner les commandos installés sur la Rhenosterrivier. Le 24 mai, il se rendait maître de *Johannesburg*; le 5 juin, il délivrait à *Pretoria* les 4.000 prisonniers faits par les Burghers et le 1er septembre, le Transvaal était annexé à son tour.

Roberts et Kitchener contre la race boer (juin 1900-mai 1902). — La guerre régulière était finie. A l'ouest, Mafeking, défendue par le colonel **Baden-Powell**, fut délivrée le 18 mai; à l'est, Buller franchit le Drakensberg et força à la retraite, vers le sud-ouest, les Orangistes qui gardaient les passes. Deux séries d'opérations commencèrent. Il était convenu entre les Républiques que, du jour où les Anglais auraient franchi le Vaal, les commandos orangistes opéreraient seuls dans l'État libre. De Wet manœuvra donc entre Bloemfontein et le Caledon Rivier, pour maintenir hors de l'attaque ennemie les districts du sud-est et de l'est (Ladybrand, Bethléem, Harrismith) d'où les commandos tiraient leurs subsistances. **Louis Botha**, commandant général à la place de Joubert (mort le 28 mars), et de la Rey, commandant en chef adjoint, résistèrent dans la région orientale montagneuse, adossée au Drakensberg, appuyés sur la voie ferrée de Prétoria à Lourenço-Marquez. Quand, vers la fin de 1900, Roberts eut forcé *Middelburg* et occupé le chemin de fer jusqu'à *Komati-Port* à la frontière portugaise, Botha et le gouvernement du Transvaal reculèrent au nord-est, au delà de *Lydenburg* (enlevé le 6 septembre), avec la pensée d'inquiéter constamment, par des marches rapides et des coups de main, les garnisons de Pretoria, Johannesburg et Bloemfontein, de faire le désert en coupant les conduites d'eau, les voies ferrées allant au sud et les lignes télégraphiques. Guerre d'un

nouveau genre, adaptée au petit nombre de Burghers en campagne encombrés encore par les chariots de leurs laagers. Les opérations auraient occupé moins longtemps les troupes anglaises si la façon dont elles traitaient les Burghers soumis et rentrés dans leurs fermes n'avait fourni aux commandos, dont quelques-uns firent sauter les trains blindés jusque dans la Colonie du Cap, de nouveaux et nombreux volontaires.

En septembre 1900, Krüger quitta l'Afrique sur un croiseur hollandais pour venir plaider la cause des Républiques près des gouvernements européens. Reçu à Paris, il fut prié à Cologne, d'ordre de Guillaume II, de ne pas continuer son voyage sur Berlin, et se retira aux Pays-Bas, dont la reine offrit l'hospitalité au vaincu. Son rôle passa à **Schalk-Bürger**, président intérimaire (octobre-décembre). Roberts et Buller rentraient aussi en Europe. Roberts, créé comte, reçut la Jarretière avec une récompense nationale de 2 millions et demi et le commandement en chef de l'armée en succession de lord Wolseley. Son premier soin fut d'expédier 30.000 hommes de renfort.



Général Louis Botha

Lord Kitchener, général en chef, appliqua les méthodes de la guerre scientifique. Déjà, toute habitation, dans un rayon de dix milles de l'endroit où des Boers détruisaient la voie ferrée, était brûlée ou détruite à la dynamite, les chevaux tués, les troupeaux confisqués. Depuis l'annexion, les chefs britanniques traitèrent leurs adversaires comme des rebelles. Leur artillerie tirait sur les laagers de femmes et d'enfants qui fuyaient les colonnes d'invasion. Kitchener donna l'ordre d'appliquer le système employé à Cuba par les Espagnols : enfermer dans des *camps de concentration* entou-

rés de fils de fer barbelés tous les « révoltés » que l'on pourrait prendre. Ils s'échelonnèrent depuis Johannesburg jusqu'aux montagnes de l'est. Le général arguait de la nécessité de venir en aide aux familles de ceux qui tenaient la campagne ou qui avaient disparu ; ces familles, il refusa pourtant à des Hollandais du Cap l'autorisation de les hospitaliser. En revanche, il forma le plan d'apprendre l'anglais de force aux enfants « concentrés » ; les réfugiés organisèrent alors des écoles de langue hollandaise. Bientôt la chaleur des nuits d'orage amena des épidémies de fièvre typhoïde, de rougeole, de bronchite infectieuse. La mortalité devint effrayante (336 pour 6 000 à Bloemfontein en juillet 1901), surtout chez les enfants. Un rapport au Parlement signalait que « le nouveau camp de Middelburg est en grande amélioration. Il est seulement un peu éloigné de la ville. Mais le cimetière n'est qu'à 800 mètres, à la bonne distance (1) ».

Contre les hommes fut organisé un réseau de *blockhaus*, fortifications légères (reliées par des fossés ou des fils de fer), faites de deux cloisons de tôle comblées avec du gravier, destinées à protéger les lignes de communication et à briser l'attaque des Boers, privés d'artillerie. Elles immobilisèrent 20.000 hommes, parmi lesquels les Anglais amenèrent des Cafres, malgré les engagements réciproques pris au début. Deux grandes lignes d'ouvrages, reliées par des colonnes mobiles, suivaient les voies ferrées, de Naauwpoort à Zeerust, de Cradock et Queenstown à Pietersburg et à Komati Port; des lignes transversales les reliaient, de Herschel à De Aar, de Ladybrand à Kimberley, de Ladysmith à Mafeking. Le centre, avec Johannesburg et « l'impérial résidence » de Kitchener à Pretoria, en étaient couverts. Elles n'empêchèrent pas le passage des commandos, mais elles en firent capturer quelques-uns : ceux de **Prinsloo** à Naauwpoort, d'**Olivier** à Winburg, de **Jean Meyer** au Bothasberg (septembre 1900-février 1902). Les Anglais éprouvèrent aussi des échecs : à Lindley, à Roodewal, à Dewetsdorp, à Vlakfontein ; lord Methuen fut fait prisonnier par de la Rey (février 1901); Botha fut vainqueur à Itala, la colonie du Cap soulevée en partie par Smuts, Kritzinger et Scheepers. De Wet, cerné par 60.000 hommes et traqué par le général Knox, demeura « l'insaisissable De Wet ». Jusqu'à la fin de 1901, le pouvoir des Anglais ne s'étendit guère hors des villes au delà de la portée de leurs canons.

(1) Ces atrocités furent dénoncées par Mrs Olive Schreiner, l'écrivain le plus populaire de l'Afrique du Sud.

La paix (mars-mai 1902). — La situation n'avait d'issue que par l'extermination de la race boer. Edouard VII prit l'initiative de communiquer aux généraux en campagne une offre de la Hollande de mettre ses bons offices au service de la paix. Steijn et Schalk-Bürger y virent une invitation à négocier. Le 9 avril, Schalk-Bürger, Botha, Reitz, secrétaire d'État, et de la Rey rencontrèrent Steijn, De Wet, Herzog et Brebner à Kerksdorp et dressèrent un projet qu'ils soumirent le 12 à Kitchener ; moyennant l'indépendance, les Républiques acceptaient l'union douanière, postale, télégraphique et celle des voies ferrées, la solution de tous les conflits par l'arbitrage, l'égalité des langues anglaise et hollandaise, une amnistie générale.

Mais l'Angleterre exigeait une reddition totale que suivrait la discussion des conditions particulières. Or, les présidents ne pouvaient rien signer qui abolît l'indépendance. Il leur fallut consulter les commandos, leur faire élire soixante « délégués du peuple » qui, profitant d'un armistice (25 avril), se réunirent le 15 mai à *Vereeniging*. Du 18 au 29, une commission discuta avec les lords Kitchener et Milner, sans obtenir d'adoucissement. Le 31, Botha exposa la situation : 3.800 Burghers tués, 20.000 femmes et enfants morts dans les camps de concentration, 31.400 prisonniers de guerre (dont 600 décédés) à Sainte-Hélène, à Ceylan et aux Bermudes. Restaient en campagne 10.000 Afrikanders du Cap, démunis de ressources, réduits à la famine ; depuis un an, aucune intervention européenne à espérer; rien à attendre d'un soulèvement général au Cap. Si la guerre continuait, les femmes et les enfants disparaîtraient et avec eux l'avenir de la race. L'assemblée accepta le traité (par 54 voix). Le soir même il fut signé à Pretoria.

Les Burghers livraient leurs armes et reconnaissaient Édouard VII pour leur « souverain de droit »; la langue hollandaise, enseignée dans les écoles publiques, demeurait langue officielle des tribunaux ; un gouvernement civil remplacerait aussitôt que possible l'administration militaire des deux colonies, en attendant des institutions représentatives, présage de l'autonomie. Des commissions s'occuperaient de relever les fermes et de fournir, pour reprendre les travaux du sol, du bétail, des outils et des semences ; 75 millions y seraient consacrés, ainsi que des prêts sans intérêt pendant deux ans. Malgré bien des ruines, la race boer sauvée commença de se reconstituer. Très prolifique, elle n'a jamais risqué de se trouver moins nombreuse que l'anglaise, et n'a subi de la part du vainqueur nulles représailles sur les personnes ou sur les biens.

Elle est même devenue l'élément essentiel de l'empire d'Afrique australe qui, de Capetown au Tanganyka par delà le Zambèze, manifeste le dernier et le plus éclatant triomphe de la politique panbritannique.

II. — *Édouard VII et les nouveaux problèmes politiques.*

Édouard VII (1901-1910). — Le règne d'Édouard VII, commencé à soixante ans, n'a rien eu de celui d'un vieillard : il marque au contraire, à l'intérieur et à l'extérieur, un renouvellement de l'Angleterre. — A l'intérieur, les anciens partis disloqués, des questions estimées résolues depuis longtemps par la puissance des majorités et qui soudain reparaissent avec une acuité nouvelle ; — à l'extérieur, l'isolement remplacé par un système d'accords et de contrats qui rendent au Royaume-Uni (et à l'Empire) une capacité d'action mondiale en vue de la paix ; telle est l'œuvre de ces dix années.



Édouard VII
(1841-1910)

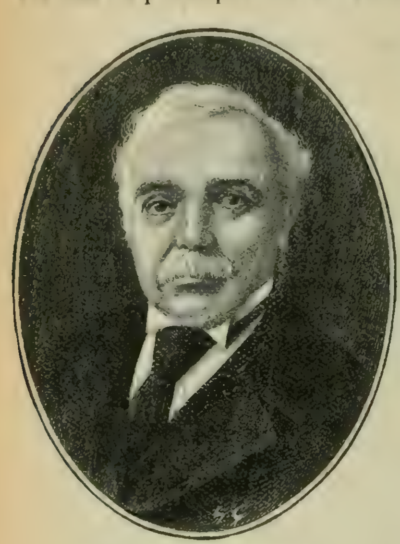
Le roi Édouard, né le 9 novembre 1841, reçut l'éducation d'un homme « practical » et réaliste. Avant de passer par Oxford, puis par Cambridge (1859-1861) où il étudia surtout les sciences il avait suivi des cours de chimie industrielle, accompli à Edimbourg un stage pratique, connu à Glasgow les usines métallurgiques et les tissages. Il parlait bien le français (il était venu à Paris dès 1855), l'allemand, dont il transportait l'accent dans son anglais, et l'italien qu'il apprit à Rome en 1859. Une tournée en Amérique, de

Québec et d'Ottawa à Chicago, Saint-Louis et New-York, lui fournit les enseignements qu'offre le contact du monde d'outre-Atlantique. Aucun souverain anglais n'avait encore bénéficié d'une formation aussi variée. En mars 1863, il épousa une fille de Christian de Danemark, la princesse **Alexandra**, dont la beauté, célébrée par Tennyson, fit la conquête des trois Royaumes. Dès lors, il joua en homme du monde de tact supérieur le rôle ingrat d'un prince de Galles tenu à l'écart des affaires et de l'action, et dont les seules manifestations furent, avec des voyages en Palestine (1862) ou dans l'Inde (1876), des discours d'apparat (il parlait avec aisance et esprit) et un intérêt très direct témoigné aux œuvres sociales : « settlements » de Londres qui répandent, dans les quartiers pauvres de l'est, l'assistance et l'éducation ; « club des ouvriers » et « collège des ouvriers » ; expositions industrielles (celle des pêcheries, 1883) ; habitations ouvrières. Déjà se révélait le diplomate et l'impérialiste. Dans son voyage hindou, il avait noué des liens personnels avec les souverains et avec les chefs des monastères bouddhiques ; en 1881, il prenait le patronage du *Colonial Institute* en 1894, aux obsèques d'Alexandre III, il préparait le rapprochement anglo-russe par une amitié personnelle avec Nicolas II. Le 22 janvier 1901, il était roi.

La politique intérieure. — Édouard VII, souverain constitutionnel, le fut autrement que la reine Victoria. La reine n'avait pas empêché Salisbury et Chamberlain de déclancher la guerre du Transvaal, qu'elle redoutait ; le premier acte du nouveau roi consiste à la terminer. Non qu'il soit intervenu dans le conflit ; mais Salisbury (qui se retira du pouvoir le 11 juillet 1902) comprit qu'il fallait liquider l'aventure par des clauses libérales de paix, par des assurances d'avenir plus libérales encore. Ainsi disparut l' « inquiétude impériale » qui avait assombri la dernière année de Victoria.

1 ***Dissolution du parti unioniste***. — Mais la victoire impériale en Afrique du sud détermina une crise intérieure anglaise. Le Royaume-Uni avait à payer une note de 6 milliards ; les débats financiers de janvier 1902 sur les dépenses militaires, la nécessité de garantir l'emprunt du Transvaal, préface d'une organisation civile (6 mai 1903), les discussions sur le tarif des droits d'entrée (février 1904), enfin l'élévation de l'income-tax (19 avril), à peine suffisante pour payer la réorganisation de l'armée, tout témoignait d'un profond malaise économique. Chamberlain, par souci de ne pas demander trop d'argent aux propriétaires conservateurs, commença une

campagne pour leur persuader que ces sommes se trouveraient plus aisément dans l'établissement de tarifs protecteurs que dans les impôts intérieurs, facilement vexatoires. Balfour, successeur de Salisbury et traditionnaliste, résistait à la manœuvre, provoquait ainsi la démission de Chamberlain, et une lutte entre ses propres partisans et ceux qu'avait séduits le radicalisme impérialiste. Les libéraux de leur côté firent craindre aux ouvriers que l'augmentation des droits sur les blés ne provoquât une élévation du prix du pain. Contre le « pain cher », les élections partielles avantagèrent leurs candidats, défenseurs du libre-échange au nom des intérêts populaires. Le parti, d'ailleurs, avait évolué : en contact plus étroit avec la démocratie, il s'était grossi des radicaux d'extrême-gauche, influents et résolus, des *Fabiens*, ces opportunistes du socialisme, d'hommes de pensée, et des dissidents protestants, hostiles à l'anglicanisme. Aux Communes, le cabinet finit par être mis en minorité.



CAMPBELL-BANNERMAN
(1836-1908)

Le *ministère Campbell-Bannerman*, qui le remplaça, accepta la lutte sur la question du protectionnisme ; la masse des électeurs lui donna raison. Les unionistes subirent un échec sans précédent. En 1900, ils avaient 134 voix de majorité : le 30 janvier 1906, les libéraux en obtenaient 356. Campbell gouverna avec un personnel (**Asquith**, **Winston Churchill**, lord **Loreburn**, **Lloyd George**, **John Burns**) et une majorité de radicaux, et, comme auxiliaires, les Irlandais *home rulers* et les députés du *Labour party*.

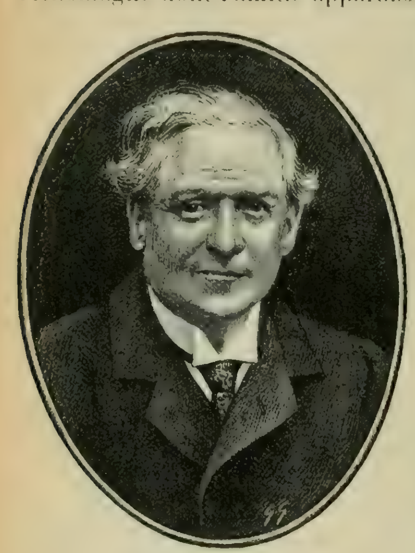
2) ***Réformes scolaires, militaires et financières.*** — Édouard VII avait si bien élevé la Couronne au-dessus des partis que la transmission du pouvoir se fit, sans heurt, à un groupement politique peu homogène, dans lequel John Burns et Sydney Buxton représentaient l'élément ouvrier des Trade Unions, Churchill le radicalisme pur, Lloyd George la « bordure celtique » et les revendications socialisantes contre les propriétaires fonciers, Asquith, Haldane et sir Edward Grey les audaces assagies de l'ancien libéralisme. Le

roi disait d'eux : « Je n'ai jamais vu un ministère aussi amusant. Ces hommes sont délicieusement intelligents, et si inattendus ! » En effet, ils ne sortaient pas, sauf exception, du milieu où naguère le parti au pouvoir, quel qu'il fût, recrutait ses gouvernants. Au lieu de privilégiés du monde et de la fortune, préparés par tradition de race et par loisir noblement employé à diriger les affaires où les délèguent les clubs aristocratiques, c'étaient des gens de loi, de bureau, sortis des « offices » de la Cité, qui avaient fait carrière hors de Westminster avant d'arriver aux emplois. Et John Burns avait été ouvrier mécanicien. Mais ce n'est pas contre la Couronne, ni contre la prérogative du roi, que portait cet assaut démocratique qui les plaçait au gouvernement.

En matière scolaire, ils s'appliquèrent à détruire le monopole de fait attribué à l'Église anglicane, pour l'instruction primaire, par la loi de 1902. Cette loi avait amélioré l'instruction pour plus de la moitié des enfants, ce qui l'avait fait voter par des libéraux et accepter par les Fabiens. Mais il fallait satisfaire les non-conformistes. La *loi Birrell* accuse le rôle des Comités d'éducation dont on accroît les revenus, mais supprime les écoles libres, en ce sens qu'elle ne reconnaît comme écoles publiques aptes à profiter des subventions que les écoles administrées par les Comités. Les propriétaires d'écoles libres pourront les louer à des maîtres choisis et payés par le Comité d'éducation. L'enseignement religieux sans « dénomination » confessionnelle est maintenu. Adeptes de la Haute Église, catholiques romains, conservateurs se déclarent également atteints par les conséquences de cette loi.

Les autres articles du *programme radical*, inspirés de l'humanitarisme manchestérien, n'ont pas tenu en face des réalités. Si, en mai 1906, un débat s'engageait aux Communes en faveur de la limitation des armements, deux mois après, le ministre de la Guerre, **Haldane**, apportait un plan de réorganisation militaire qui devait aboutir (mars 1907) à la création d'une *force territoriale*, destinée à défendre le pays contre une invasion étrangère, pendant que l'armée active, constituée en force expéditionnaire, combattrait au loin ou sur le continent. Le roi qui, sans être épris de panache et de parade, s'appliquait à pénétrer les imperfections de l'armée, assuma le patronage de la réforme (2 août). Il l'expliqua lui-même aux lords-lieutenants d'Angleterre, d'Écosse et de Galles, chargés de lever et d'équiper les nouvelles troupes avec l'aide des « associations de comté », en faisant appel à leur « esprit civique ». Les instructeurs seraient les officiers de l'active, que le roi trouvait ainsi le moyen de rapprocher des « territoriaux », préparant la transfor-

mation de l'armée de métier en armée nationale. Ces idées, Roberts les défendait aux Lords depuis qu'il avait passé (1904) au duc de Connaught, frère du roi, le commandement en chef. De même pour la marine. Le 27 juillet 1906, le ministre **Mac Kenna** avait annoncé une importante diminution dans le budget des constructions navales; ainsi serait mis un terme à la course aux armements qui menaçait de ruiner les nations d'Europe, et un gage donné à l'Allemagne dont l'amitié apparaissait indispensable pour le maintien de la paix. Ces projets ne survécurent pas à la retraite de Campbell Bannerman ; en juillet 1908, en dépit des assurances prodiguées par Guillaume II pendant une villégiature anglaise du précédent automne, **Asquith**, premier ministre, en revenait au « two powers standard », qui exige que la flotte britannique demeure supérieure à la coalition des deux plus fortes marines étrangères. La « Home fleet », constituée en octobre 1906, renforcée dans la mer du Nord, était pourvue d'une nouvelle base sur la côte d'Écosse.



H.-H. Asquith
(né en 1852)

Toutes ces réformes coûtaient cher. Cuirassés monstres (*Dreadnoughts*), dont les tonnages supérieurs à 20.000 tonnes s'imposent désormais, armée territoriale créée, armée active réorganisée en attendant la conscription dont l'idée fait son chemin, retraites de six shillings par semaine aux vieux travailleurs (old age pensions), ne sauraient se solder par des expédients de trésorerie. Pour la première fois, par une large application des doctrines radicales, le chancelier de l'Échiquier a frappé de 500 millions d'impôts la propriété foncière et les revenus du capital mobilier (*budget Lloyd George*, mai 1909). Les Communes le votaient en novembre, mais les Lords le rejetaient, ouvrant la crise constitutionnelle que la fin du règne a laissée en suspens.

La politique extérieure. — Sur ce terrain, Édouard VII a

vraiment accompli œuvre personnelle. Par un travail insinuant et méthodique, il a modifié en quelques années la politique britannique et les données des problèmes internationaux.

En 1901, l'Angleterre se trouvait isolée en Europe, l'opinion réduite à espérer de Guillaume II, empressé aux funérailles de la reine Victoria, qu'il voulût bien, lui, l'auteur du retentissant télégramme à Krüger (1896), appuyer l'action anglaise en Afrique australe ou lui procurer la paix. Le Royaume-Uni avait laissé se constituer la Triple-Alliance et la Double-Alliance sans y prendre part. En fait, il se portait tantôt vers l'un, tantôt vers l'autre système, suivant les temps et les lieux. A ce jeu, il gagnait un empire en Afrique, mais il perdait Constantinople et la clientèle levantine, la Perse qui passait à la Russie, certaines approches de l'Inde, comme l'Afghanistan, abandonné à la pénétration russe; deux ambassades de Lhassa s'acheminaient vers Pétersbourg. Édouard VII, au lieu de la politique qui chcerhe à humilier l'étranger pour exercer la suprématie, conçut la *politique des accords internationaux*. Modéré, positif et artisan de paix (peace maker), il voulut pour l'Angleterre une place à elle dans une Europe en équilibre où personne n'empiète sur le voisin.

Deux années, il médita le plan. En mars-avril 1903, après avoir touché à Lisbonne, il causait à Naples et à Rome avec Victor-Emmanuel III, célébrait les traditions libérales de la maison de Savoie et les garanties qu'elle donne aux franchises publiques, — puis avec Léon XIII, ce qu'aucun roi anglais n'aurait fait avant lui, — enfin à Paris. Il en sortit un traité d'arbitrage avec la France (14 octobre), puis l'accord de liquidation coloniale et d'entente anglo-française du 8 avril 1904. Aussitôt il alla voir Guillaume II à Kiel (juin) et en rapporta un *traité d'arbitrage anglo-allemand*. Même politique en Asie : là c'est la Russie qui, poussée par l'Allemagne, menace l'équilibre des puissances en leur fermant le marché d'Extrême-Orient. Édouard VII signe avec le Japon (30 janvier 1902) un *traité d'alliance*, avertissement sérieux aux ambitions russes. Mais lorsque la Russie est refoulée de Corée et du Sud mandchourien, le roi, qui ne songe pas à laisser prendre au Japon une importance démesurée, exige, en renouvelant le traité (12 août 1905), que la paix maintienne aux portes de la Chine l'équilibre des prétentions et des « droits ».

De cette paix, il avait besoin pour travailler, en une Europe troublée de nouveau par un essai de « bluff » bismarckien contre les intérêts français. Il se rendait en Autriche, tandis qu'une escadre française touchait à Portsmouth ; pendant la crise qui aboutit

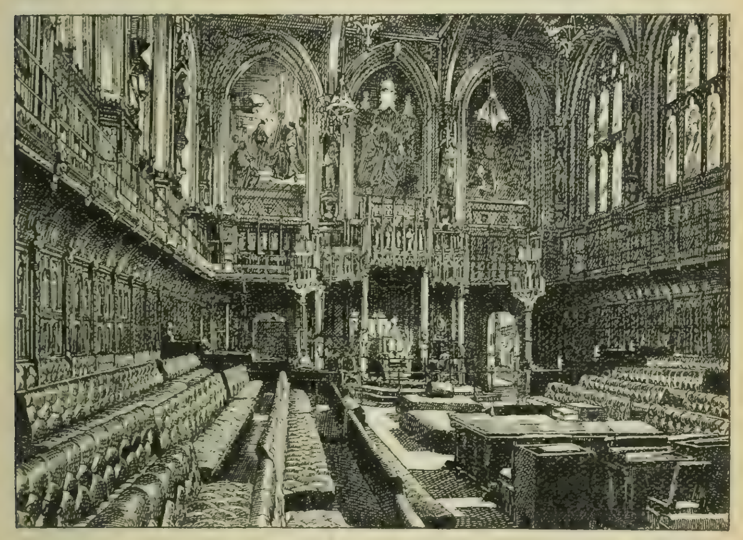
à Algésiras, il appareilla sa diplomatie avec celle de la France. Sans prendre souci qu'on l'accusât de viser à « encercler » l'Allemagne, comme il avait conclu en 1904 des accords avec l'Italie, l'Espagne et la Suède, il en signa un en 1907 avec l'Espagne pour le maintien du *statu quo* méditerranéen, et un autre avec la Russie, relatif à l'Asie centrale. 1908 couronna l'œuvre : par la signature d'un accord entre les puissances riveraines de la mer du Nord (avril), par la visite à Londres du président de la République française (mai), par la visite à Nicolas II, qui étendait l'accord anglo-russe aux questions balkaniques (Reval, juin). — Toutefois, s'il affranchissait le continent de la menace allemande, il ne forçait pas son succès et travaillait à rendre meilleures les relations entre Londres et Berlin. En 1906, il avait vu Guillaume II à Kronberg, en 1907 à Wilhelmshöhe ; en février 1909, il poussa jusqu'à Berlin pour amorcer la réconciliation, faire accepter une concurrence pacifique sur le terrain économique. Quand il est mort (8 mai 1910), s'il n'avait pas imposé toutes ses idées, il avait constitué, au service de l'Empire, un ensemble de forces rajeunies, une royauté plus populaire, une marine doublée de puissance, un faisceau d'alliances ou d'accords qui rend la Grande-Bretagne plus assurée du lendemain.

Les nouveaux problèmes politiques. — Non entièrement assurée toutefois, si des problèmes nouveaux se posent, dont elle n'aperçoit pas encore la solution.

Problèmes intérieurs. — La crise ouverte par le refus des Lords d'accepter le budget de Lloyd George et ses clauses « socialistes » a provoqué une campagne qui, après une double dissolution du Parlement, n'a pas réussi à déloger du ministère les radicaux et démocrates. Le peuple ne s'est pas ému des menaces contre la Chambre héréditaire ; il a fait grise mine aux unionistes partout où leur protectionnisme faisait craindre le triomphe du « pain cher ». L'oscillation du pendule électoral n'en a pas moins diminué la majorité radicale, et les 80 Irlandais de John Redmond paraissent derechef les arbitres du Parlement. Ils proclament qu'ils n'ont voté le *Veto Bill*, qui paralyse l'opposition des Lords en matière financière, que pour imposer le Home Rule aux résistances, invincibles jusque-là, de la Chambre dorée. S'ils l'obtiennent, c'est toute une révolution dans les rapports de l'Irlande avec l'Angleterre et des trois Royaumes entre eux. Car voici l'Écosse, pour laquelle 21 de ses députés réclament l'autonomie ; un « Comité national écossais » suggère aux électeurs d'exiger, en même temps que la réforme des Lords, la création d'un Parlement écos-

sais pour les affaires d'Écosse, tandis que le Parlement de Londres réglerait celles de l'Empire.

Plus pressant s'avère le *problème social*. Depuis cinquante ans, l'Angleterre rurale est une terre qui meurt ; 23 pour 100 de sa population seulement habitent la campagne, et ce sont des vieillards et des enfants. L'homme des champs a presque disparu ; certains districts s'offrent aussi déserts que le *veld* africain. La terre, objet de luxe, se transforme en prairies, en terrains de chasse et de sport



La Chambre des Lords
(Palais de Westminster)

pour les aristocrates et les enrichis. Les villes ne s'en portent pas mieux ; le surpeuplement et la concurrence y rendent la population si misérable que 10 pour 100 des citadins meurent de faim, et que 27 pour 100 traînent dans la misère. La race s'y détériore ; que deviendra le recrutement de l'armée et de la marine ? La *housing question* (question du logement) n'est pas encore résolue par le socialisme municipal.

Le problème social se double d'un *problème intellectuel*. Les déboires du Sud-Afrique apparurent tout de suite imputables au défaut de culture chez les officiers, à l'insuffisance des traditions qui avaient perpétué dans l'armée le mépris convenu de l'adversaire, l'ignorance et le dédain des méthodes réfléchies. Des illusions

tombèrent, qui humiliaient jusque-là la critique devant l'action, le jeu des idées sous un pragmatisme sportif. Des livres parurent qui dénonçaient dans le régime parlementaire, depuis quarante années, les exercices d'une oligarchie de politiciens partagés en deux équipes, ennemies de surface, mais d'accord pour se repasser périodiquement les prébendes ministérielles, pour étouffer les initiatives et sacrifier les intérêts de l'État à ceux de la coterie. Et cette coterie, « machine » à l'américaine, maintenue intacte par le refus d'une indemnité parlementaire, serait devenue la proie de quelques riches familles. Un tel préjugé, matérialiste et positif, Matthew Arnold l'avait combattu ; Cecil Rhodes jugea bon de léguer toute sa fortune (400 millions) pour promouvoir, par un vaste plan d'enseignement impérial, « l'élévation du niveau intellectuel de la race britannique » (1902). De tous côtés, des appels s'adressent à la réflexion et à la science pour que, se substituant à la routine, elle dresse à l'invention et à la recherche le cerveau même de la nation.

L'Empire lui aussi évolue. — L'*Afrique australe* est devenue, selon le vœu du roi Edouard, un Commonwealth où s'élabore une nationalité. Dès 1900, lord Milner savait que l'octroi du self-government s'imposerait. En 1903, il créa dans les nouvelles colonies des municipalités électives ; en 1904-1905, il introduisit au Transvaal une forme atténuée d'autonomie. Un « Conseil intercolonial » (mai 1903) fixa les modalités d'un emprunt et l'organisation de la police ; la Conférence de Bloemfontein, supprimant les barrières douanières, appliqua un tarif uniforme à toute l'Afrique australe, avec préférence à la métropole. Le gouvernement radical franchit le dernier pas. Le Transvaal (décembre 1906) et l'Orange (juin 1907) reçurent le self-government comme le Cap et le Natal, avec un Parlement et un ministère responsable. Mais cette réforme politique laissait à vif les difficultés de race et d'intérêts : rivalité de langues, opposition entre les villes et les campagnes, entre les ports (Cap et Natal) et les plateaux (Orange et Transvaal), mieux desservis par Lourenço Marquez. Le seul remède apparut à **lord Selborne** (successeur de Milner) dans une fusion des quatre États. Sous ses auspices, Smuts, Botha, Steijn, de la Rey, De Wet conférèrent avec les anciens artisans du raid de Jameson (chef du parti progressiste et premier ministre du Cap, 1904), Phillips, Farrar, Fitz Patrick (Pretoria, 1908) ; une Convention nationale (Durban, octobre), élabora une constitution, remaniée par la Convention de Bloemfontein (mai 1909), et que ratifia le Parlement de Londres. Le 31 mai 1910, l'*Union sud-africaine* était

proclamée, avec Pretoria comme capitale et siège du pouvoir exécutif, le Cap, siège du Parlement. Les anciennes colonies n'existent plus comme États ; seuls les « Conseils provinciaux » retiennent le contrôle du budget local et de l'enseignement primaire, l'entretien des routes, des établissements de bienfaisance, etc. Le reste ressortit à un gouvernement central : un gouverneur général (aujourd'hui **lord Gladstone**) qui représente le roi, un ministère responsable devant un Parlement de deux Chambres, un Sénat de 40 membres (8 nommés par le gouverneur, 8 par chacune des provinces) et une Chambre des députés (House of Assembly) de 120 membres (50 du Cap, 83 du Transvaal, 17 du Natal, 17 de l'Orange). Dans la fastueuse résidence de Grook-Schuur, léguée par Cecil Rhodes « aux futurs premiers ministres de l'Afrique australe unie », le général **Botha** (1) a constitué le premier ministère avec des éléments boers et deux Anglais du Natal. La grande lutte terminée, le Transvaal redevient le centre moral et matériel. La revanche s'annonce splendide des « rebelles » de 1901, convertis par esprit politique au loyalisme envers les anciens vainqueurs, tuteurs eux-mêmes de la nation afrikander émancipée.

L'Empire britannique se compose donc (à part l'Inde et l'Égypte) de grands Dominions dont c'est aujourd'hui une question de doser la relative indépendance. Canada, Australie, Afrique du sud, Nouvelle-Zélande, liés par le réseau des câbles anglais, cet instrument nouveau de domination mondiale qui fait de ses postes des centres d'influence commerciale en temps de paix et de transmission d'ordres en temps de guerre, conservent la gestion de leurs intérêts économiques. Les conférences des « Premiers » coloniaux (1897, 1907, 1911), hostiles (sauf la Nouvelle-Zélande) aux projets de Parlement impérial, et même d'un comité permanent qui examinerait à Londres les questions communes à l'Empire, jaloux de réserver les droits de leurs parlements à régler l'immigration et jusqu'à la composition des équipages sur les lignes de navigation inter-impériales, ne maintiennent pas avec moins de force leur liberté de traiter commercialement avec l'étranger. Le Canada, jusqu'à la victoire électorale des conservateurs (ministère **Borden**, novembre 1911), négociait avec Washington un traité de réciprocité commerciale, refusait d'enchaîner sa diplomatie économique aux conceptions de la Grande-Bretagne. Les autres Dominions répugnent à resserrer les liens militaires avec la métropole.

(1) Ancien commandant en chef des forces transvaaliennes (1900) ; général honoraire dans l'armée anglaise (1912).

Auprès de ces tendances, si opposées à la transformation du fédéralisme impérial en un État, qu'importent les mouvements nationalistes qui, pour une vue superficielle, menaceraient la domination anglaise dans l'Inde ou en Égypte ? Dans l'Inde, ils n'agitent encore que certains brahmanes, en général Bengalis, qui répandent, avec des circulaires terroristes, des bombes au nom de Baghavat Ghita, et sous l'hégémonie desquels la masse hésiterait sans doute à se ranger. Cependant, le Conseil impérial du vice-roi s'augmentait (novembre 1909) de 32 indigènes élus sur 68 membres, et les conseils provinciaux de 103 élus sur 332 ; au durbar de Georges V (janvier 1912), dans Delhi, capitale nouvelle, tout un plan de réorganisation financière, scolaire, administrative était annoncé. En Égypte, où les répressions se font parfois brutales (à Denchawaï par exemple, juin 1906), le mouvement s'imprègne à ce point de fanatisme panislamique, que les Anglais ont beau jeu à prétendre qu'un massacre des Européens ne manquerait pas de suivre leur départ.

Cette indépendance qu'ils ont conquise, les jeunes Dominions savent qu'elle ne trouve sa garantie que dans la fortune universelle de l'Angleterre. En dehors de toute unification politique et militaire, ils proclament du moins la force de cohésion morale qui les groupe pour le maintien du « plus grand actif commercial du monde : le drapeau britannique (1) ».

A CONSULTER

V. Bérard : *L'Angleterre et l'Impérialisme*. — Leroy-Beaulieu : *Les nouvelles sociétés anglo-saxonnes*. — Driault : *Problèmes politiques*. — Mermeix : *Le Transvaal et la Chartered*. — De Wet : *Trois ans de guerre*. — Lémonon : *L'Europe et la politique britannique*. — Paul Hamelle : *La Querelle des Communes et des Lords*. — Masterman : *l'Angleterre d'aujourd'hui*.

(1) Cecil Rhodes.

CHAPITRE XII

LA RUSSIE ET LA QUESTION D'ORIENT DE 1829 A 1856

I. **La Russie et l'Europe de 1829 à 1850.** — II. **Le conflit anglo-franco-russe (1850-1856).**

Les conséquences du traité d'Andrinople. — Le chancelier Metternich l'avait prévu : le traité d'Andrinople ne mit pas fin au « supplice » de l'Empire ottoman, que Mahmoud II, au surplus, n'arrivait pas à réformer. La Russie, bien loin de signer en 1829 un protocole de désintéressement, s'apprêtait à intervenir de façon toujours plus active dans les affaires de l'État qui détenait encore les détroits. Toute-puissante dans les principautés roumaines avec Kisselev, tutrice de la Serbie et du Montenegro, de la Grèce, tant que Capo d'Istria en demeura le président, elle n'attendait que l'occasion pour gagner du terrain vers Constantinople, aux portes de laquelle Nicolas Ier avait dû s'arrêter. L'Autriche s'en effrayait, mécontente d'avoir à s'occuper de l'Orient quand tout son jeu politique la ramenait en Italie et en Allemagne, où la Prusse s'émancipait ; elle s'attardait à maudire les initiatives qui avaient conduit à Navarin. La France et l'Angleterre, infidèles à leur alliance historique avec la Turquie, avaient favorisé l'avancée russe, mais avec des dispositions différentes : la France dans un élan d'idéalisme désintéressé, l'Angleterre avec l'arrière-pensée d'empêcher la Russie de couper la route des Indes en descendant vers la mer libre, de soustraire la Porte à l'ascendant unique du tzar et de rendre indépendants de la Russie aussi bien que de la Turquie les nouveaux États chrétiens des Balkans.

La Révolution de 1830 rapprocha la France des conceptions anglaises, au détriment de ses amitiés levantines. Le tzar, pour n'avoir pas caché son hostilité hautaine à l'égard de Louis-Philippe, perdit en lui un allié nécessaire. La diplomatie anglaise, consciente de son but et de ses moyens, fit le reste ; malgré le nuage qui obscurcit les rapports entre les deux puissances occidentales en 1840, la France ne compta vraiment que comme auxiliaire des entreprises britanniques. Jusqu'à la fin de la guerre de Crimée, le duel pour la possession morale de la Turquie se déroula entre l'Angleterre et la Russie.

I. — *La Russie et l'Europe de 1829 à 1850.*

Politique intérieure. — Le « régime de Nicolas » se caractérise moins par son absolutisme autocratique, qu'Alexandre Ier avait partout maintenu (sauf en Finlande et en Pologne), que par le dédain de la vie occidentale, qu'une longue tradition et la mode même portaient les Russes à admirer. Le tzar, méprisant les constitutions, orthodoxe convaincu, professait comme son devoir d'écarter de la sainte Russie les idées hérétiques d'Occident. Pendant trente années, il essaya, par une rupture systématique avec la civilisation d'outre-Vistule, de ramener l'Empire aux formes de l'ancien régime. Pour commencer, et dès 1826, il aggrava les mesures policières : un ministère de la Police politique, créé à la *IIIe section de la Chancellerie*, rendit plus difficiles les relations avec l'extérieur, exerça la censure sur les livres et les journaux importés, dénia aux Russes le droit de sortir de l'Empire sans une autorisation impériale ; encore n'était-elle accordée que pour cinq ans. L'installation à l'étranger, regardée comme un crime, entraînait la peine de la déportation et la confiscation des biens.

Deux conséquences résultèrent de cet isolement. En premier lieu, une renaissance de la littérature d'inspiration purement russe, appliquée à exprimer sur toutes choses l'admiration pour la vieille Russie. En second lieu, une réforme de l'enseignement dans un sens russe : les instituteurs étrangers furent à peine tolérés dans les familles nobles, les étudiants russes empêchés de fréquenter les Universités d'Europe, des écoles normales russes fondées (l'*Institut professoral* pour l'enseignement supérieur, le *Principal Institut pédagogique* pour les enseignements secondaire et primaire). A la place de la philosophie allemande, des prêtres ortho-

doxes reçurent mission d'enseigner dans les Universités les solides principes.

Ce despotisme se flattait pourtant d'être éclairé; il valut à l'Empire des améliorations matérielles. Nicolas, qui faisait tracer (en ligne droite) la voie ferrée de Pétersbourg à Moscou, poussait le travail de canalisation sur le Don et sur la Volga, l'amélioration du Dniepr, ordonnait la codification des lois russes. La collection parut en 1830, le *code de justice* pénale et correctionnelle en 1845, le recueil des lois en vigueur en 1848. Pour désencombrer les tribunaux civils, il créa les *tribunaux de commerce*. Même il s'attachait à susciter une sorte de tiers-état : un oukase assimila aux marchands des premières « ghildes » les bourgeois notables, les artistes, les diplômés de l'enseignement secondaire et des Universités. Toutefois, s'il songeait à l'affranchissement des serfs, il maintenait le servage, faisait ramener à leurs maîtres les serfs fugitifs. En 1842 seulement, il fixa les termes de l'affranchissement par contrat, et reconnut aux paysans et à leurs communautés (*mirs*) le droit d'acquérir de la terre. Il refusait d'aller plus loin ; lui qui avait encouragé Gogol à railler dans le *Revisor* (l'Inspecteur) les fonctionnaires véreux, négligents aux affaires, insolents pour les administrés, serviles à l'égard des supérieurs, il interdit aux journaux de discuter les actes du gouvernement, aux particuliers de s'occuper de politique. En 1848, de jeunes officiers et professeurs lisaient le soir en commun des publications d'Europe ; 33 d'entre eux, condamnés à mort et graciés sur l'échafaud même, furent envoyés aux bagnes sibériens (parmi eux Dostoïevski).

Au nom de l'orthodoxie, la persécution redoubla contre les dissidents, les *Vieux Croyants* par exemple. La conversion d'orthodoxes à une autre religion passa pour un crime puni de la confiscation des biens et de huit à quinze ans de travaux forcés. La propagande des cultes dissidents risquait la prison ou, en cas de récidive, le bagne ; les mariages mixtes durent, sous peine de poursuites, être bénis par le pope à l'exclusion de tout autre prêtre. Les enfants issus de mariages mixtes furent obligatoirement élevés dans l'orthodoxie.

Politique dans les provinces allogènes. — Dans les provinces « allogènes », la russification se poursuivit à outrance. — En ***Lithuanie***, la pression exercée sur les paysans de rite grec uniate réussit à les détacher de Rome (1839). — Les ***provinces baltiques***, peuplées de luthériens, connurent une semblable persécution. L'oukase de 1850 y supprima l'allemand comme langue offi-

cielle : dorénavant, aucun fonctionnaire n'y fut nommé qu'il ne parlât couramment le russe. — En ***Pologne***, la révolution de 1831 déchaîna la croisade de **Paskiewitch-Erivanski**, la suppression du royaume constitutionnel, l'annexion administrative. « La Pologne fait désormais partie de l'Empire et ne doit former avec la Russie qu'une seule nation ». Plus de Diète ni d'armée polonaise, mais un gouverneur russe avec des fonctionnaires russes rattachés à une section du Conseil d'État de Pétersbourg. Plus d'Église nationale (qui serait catholique romaine), ni de langue nationale respectée. Paskiewitch, vingt-cinq années durant, gouvernera par la terreur militaire ; contre 286 nobles polonais émigrés, il obtient des sentences de mort et la confiscation des biens, qu'il attribue à des officiers généraux orthodoxes. Le soudard supprime l'Université polonaise de Varsovie et des collèges, défend toute association, toute réunion, même privée, pour laquelle la police n'aurait pas reçu la liste des invités, soumet à la censure la musique même, défère tous les procès à des commissions militaires. Une forteresse s'éleva d'où Varsovie serait foudroyée à la première alerte (1835) ; églises et couvents en nombre furent fermés, tout sermon interdit auquel manquait le *visa* de la censure (1835-1839). En 1848, la Pologne, à laquelle s'appliquait le code pénal russe depuis 1841, se sentait tellement écrasée qu'en dépit de l'ébranlement propagé dans toute l'Europe centrale par le réveil des races, elle ne bougea pas.

Au total, le régime de Nicolas, dénoncé par les libéraux de l'étranger comme le type de la tyrannie à l'orientale, creusa un fossé entre l'Europe et la Russie où les aspirations constitutionnelles, entravées déjà par la répression décembriste, se firent plus timides après l'échec de l'expérience polonaise.

Politique extérieure. La crise égyptienne (1830-1833). — L'occasion que souhaitait Nicolas Ier pour reprendre sa politique balkanique ne lui vint pas de ces chrétiens orthodoxes dont il favorisait partout les progrès. Une crise intérieure de l'Empire ottoman amena ses vaisseaux dans le Bosphore, lui donna l'illusion d'être maître de *Tsarigrad*. D'abord simple règlement de comptes entre souverain et haut fonctionnaire : **Mohammed-Ali**, pacha d'Égypte, avait sacrifié, pour le service de Mahmoud, sa flotte détruite à Navarin et une partie de son armée, expulsée de Morée par le général Maison. Le pachalik de Morée, prix convenu du service, lui échappa en 1829. Réduit à la Crète, qu'il détenait depuis 1820, il réclama pour son fils Ibrahim le pachalik de Damas

que Bonaparte, maître de l'Égypte, avait à demi conquis. Il escomptait, pour la réfection de sa flotte, les ressources des forêts du Liban. Mahmoud refusa. Ouvert, comme Sélim III, aux idées de réformes sur le modèle occidental, dégagé de tout fanatisme, il avait fort à faire pour reconstituer, avec l'aide du grand-vizir **Réchid-pacha**, une armée et des organes administratifs, pour mater les fonctionnaires rebelles d'Albanie et de Bosnie, et pour se prémunir contre les derviches qui, dans Stamboul ameuté, l'accusaient de violer « la loi du Cheri ». Pour ceux-là, Ibrahim apparut comme un vengeur de l'Islam humilié en Europe par les défaillances du sultan, le créateur désigné d'un empire arabe sur les ruines de l'Empire turc. A cette attente, les talents militaires du prince égyptien correspondirent presque exactement.



Mohammed-Ali
(1769-1849)

Sous le prétexte que le pacha de Saint-Jean-d'Acre, Abdullah, se refusait à lui livrer des fellahs échappés d'Égypte, Mohammed-Ali embarqua sur 22 vaisseaux une armée de 30.000 hommes qu'Ibrahim mena à la conquête de la Syrie (20 octobre 1831). De son suzerain, qui l'invitait à formuler autrement ses griefs, il exigea l'investiture immédiate de la province : Mahmoud le dé-

clara traître et rebelle (février 1832) et confia contre lui à **Hussein-pacha** l'armée d'Anatolie. Mais Ibrahim s'était déjà fortifié par de grands succès. Maître de la mer, il avait pris *Saint-Jean-d'Acre* (27 mai 1832 et *Damas* (24 juin). Attaqué par le pacha d'Alep, il le battait à *Homs* (9 juillet) et l'écrasait deux jours plus tard à *Hama;* quand survint Hussein, aux *défilés de Beylan*, les Égyptiens, exaltés par la victoire, se ruèrent sur les Turcs, les mirent en fuite et pénétrèrent sur leurs pas en Asie Mineure (29 juillet).

L'Europe au secours du sultan. — Poussée à ce point, la querelle du pacha et du sultan intéressait l'Europe entière et rouvrait la question d'Orient. Lorsque Mahmoud appela à l'aide, l'Angleterre concentrait toute son attention à sa réforme électorale, et l'opinion française adoptait Mohammed-Ali pour son héros : c'était un nouveau Bonaparte, un « fils de ses œuvres », et non, comme Louis-Philippe, un parvenu de la « quasi-légitimité ». D'emblée, elle en fit une sorte de révolutionnaire, le capitaine « sympathique » et heureux dans sa lutte contre les autocrates, tzar et sultan. Car la Russie répondit à l'appel. Elle offrait de prendre à sa charge la défense de Constantinople et la guerre contre l'Égypte. Avant de confier son salut aux forces russes du Caucase, Mahmoud tenta un dernier effort. Une armée aux ordres de Réchid-Mohammed pacha, le vainqueur d'Athènes et des Albanais, barra la route aux envahisseurs. Ibrahim la détruisit à *Konieh* (21 décembre 1832), prit Réchid et marcha sur Constantinople. La victoire lui livrait toute la Turquie d'Asie, d'Ismid à Alexandrette et à Bagdad; mais ses espérances dépassaient encore cette conquête : « J'irai, disait-il, jusqu'où je serai compris en arabe. » De fait, l'armée grossissait de tous les musulmans qui, en Syrie comme en Anatolie, traitaient le Turc en usurpateur religieux, tyran détesté des villes saintes. Constantinople semblait à sa merci.

Mahmoud accepta donc les offres du tzar, renouvelées par Mouraviev (janvier 1833), parce que « l'homme qui se noie s'accroche à un serpent ». Nicolas, tout en menaçant Mohammed-Ali d'une guerre directe, avec l'approbation de la Prusse et de l'Autriche, expédia dans le Bosphore la flotte de la mer Noire (février). En avril, malgré les représentations de l'amiral Roussin, ambassadeur de France, 15.000 Russes débarquaient à Scutari et à Thérapia, 24.000 s'apprêtaient à passer en Moldavie. De son côté, Ibrahim parvenait à Kutayeh et son avant-garde à Brousse ; désormais, il exigeait, outre la Syrie du sud, que le sultan lui avait offerte par un envoyé spécial, la Syrie du nord avec Alep et Damas, et le

district d'Adana en Asie Mineure pour disposer des passes du Taurus. L'Angleterre alors rentra en scène. Tandis que Roussin, un peu matamore, n'arrivait point à éloigner les Russes de Constantinople, le consul anglais d'Alexandrie, Campbell, en menaçant de l'approche d'une flotte britannique, détermina Mohammed-Ali à borner ses appétits. La *convention de Kutayeh* (8 avril 1833), ratifiée par un firman du 5 mai, abandonnait à Mohammed-Ali la Syrie entière et le district d'Adana, moyennant l'évacuation de l'Asie Mineure. L'évacuation se terminait en juin ; les Russes quittèrent Constantinople (10 juillet).

Le traité d'Unkiar-Skélessi (8 juillet 1833). — Français et Anglais, qui se vantaient d'avoir fait reculer les Russes, connurent leur erreur quand le tzar rendit public le traité imposé à Mahmoud par l'ambassadeur Orlov deux jours avant l'évacuation. Garante de l'indépendance de la Porte, comme en 1717 de la « liberté polonaise », la Russie s'engageait pour huit années à lui fournir tous les secours nécessaires sur terre et sur mer, ne lui demandait en retour qu'un engagement, celui de fermer les Dardanelles et d'empêcher aucun bâtiment de guerre d'y pénétrer. Mais les bâtiments russes, en sécurité dans la mer Noire, pourraient y entrer et en sortir à leur gré. Dans ces termes, le *traité d'Unkiar-Skélessi* conférait au tzar un *protectorat* sur l'Empire ottoman; il autorisait de sa part toute intervention politique et militaire en Méditerranée orientale. Il permit à Nicolas de dicter, aux *conférences de Munchengraetz* (septembre 1833), les articles d'une nouvelle alliance de l'Europe centrale, à laquelle souscrivirent l'Autriche et la Prusse (1). Quand les stipulations de Munchengraetz furent renouvelées aux entrevues de *Kalish* et de *Teplitz*, il devint évident que les monarchies absolutistes, d'accord sur le sort à réserver à l'Orient, feraient bloc contre toute entreprise des puissances constitutionnelles de l'ouest pour rétablir l'équilibre. Aussi bien Louis-Philippe, occupé des affaires espagnoles, n'y pensait guère. En vain Palmerston lui proposa contre la Russie une alliance destinée à dégager la route continentale de l'Inde à travers les terres les plus anciennes du monde (15 décembre 1835), il n'obtint qu'un refus ; le roi des Français, en revanche, amenait Metternich à lui promettre qu'en dépit de Munchengraetz, le chancelier apporterait quelque tempérament à sa politique balkanique et aux ardeurs conquérantes du tsar. Si donc l'entente cordiale franco-anglaise était rompue

(1) Voir chap. II, p. 34

1836), une autre entente s'ébauchait avec Vienne et Berlin pour le maintien de la paix (1837).

La crise de 1839, revanche de l'Angleterre. — Une intrigue anglaise ralluma la guerre en Orient. Que l'Angleterre n'acceptât pas le fait d'Unkiar-Skélessi avec ses conséquences lointaines, elle l'avait déjà déclaré en 1833, d'accord à cette date avec la France. En 1838, cet accord n'existait plus, et l'Angleterre, isolée, se voyait réduite à chercher les moyens de priver de la consécration du temps les arrangements de Kutayeh. Elle y parvint de plusieurs manières. D'abord en fortifiant sa position commerciale aux îles Ioniennes, en Grèce, à Constantinople même. Puis, par un *traité de commerce* qui supprimait dans tout l'empire de Mahmoud l'exercice des monopoles, elle se mettait en mesure d'y faire pénétrer partout ses marchandises (16 août 1838). Enfin, autorisée par le sultan, elle occupait *Aden* (janvier 1839) pendant que sa flotte rôdait au large des côtes d'Égypte et de Syrie. Mohammed-Ali se sentait encerclé, mais il tenait bon ; il se refusait à faire bénéficier les Anglais en Égypte des privilèges commerciaux que leur avait accordés Mahmoud, et comme Ibrahim venait précisément de réduire (1837) la dernière résistance syrienne, celle des *Druses* du Liban, avec l'aide des Maronites, il revendiqua la possession définitive de la Syrie et de l'Égypte pour lui et ses héritiers. Mais le sultan avait réussi à se refaire une armée qu'il exerçait victorieusement contre une révolte des Kourdes sur l'Euphrate. Poussé par l'ambassadeur **Ponsonby**, il rompit en juin 1839



PALMERSTON
(1784-1865)

avec un vassal déclaré rebelle et porta en Syrie les 60.000 hommes d'**Hafiz-pacha**.

La question se rouvrait entre les Turcs et les Arabes ; le règlement militaire ne traîna pas. Le 24 juin, en quelques heures, Ibrahim et Soliman-pacha refoulaient les troupes turques à *Nézib*, passaient le Taurus et recommençaient l'invasion de l'Asie Mineure. Une semaine après, Mahmoud mourait (1er juillet), remplacé par son fils, un jeune homme de seize ans, **Abdul-Medjid**. Pour comble, le capitan-pacha, Achmet, chargé d'attaquer Alexandrie, livra la flotte aux Égyptiens. Dans ce désarroi, le grand-vizir Khosrew se résigna à l'inévitable ; par ses ordres, Akif-effendi offrit à Mohammed-Ali l'hérédité de l'empire syro-égyptien constitué par les victoires d'Ibrahim (24 juillet). La France y consentait, heureuse de l'accroissement de prestige qu'elle réaliserait à cette occasion dans le Levant, et même en Algérie, à la veille des opérations contre Abd-el-Kader.

Mais Palmerston n'y consentait pas. Il fut enchanté lorsque Nicolas Ier, en vertu d'Unkiar-Skélessi, prétendit apporter au nouveau sultan le secours de ses forces ; plus encore quand Metternich, en accord secret avec Louis-Philippe, proposa que les puissances prissent l'affaire en main. Aux yeux du roi des Français et de son ministre Soult, une telle combinaison, qui sauvegarderait la paix par les longs débats d'une conférence diplomatique, ferait pièce à la Russie dont les privilèges de 1833 seraient neutralisés par les droits des autres États, et à l'Angleterre, déjà humiliée parce qu'un certain nombre de ses officiers, embarqués sur les vaisseaux turcs, avaient été livrés par Achmet avec les autres. Elle placerait enfin la Turquie sous la tutelle de toute l'Europe. Pour l'heure, elle empêchait la paix directe entre le sultan et son vassal. Le 27 juillet, une note fut remise au grand-vizir : les Cinq priaient « la Sublime Porte, en attendant les fruits de leurs dispositions bienveillantes, de ne décider absolument rien sur la susdite question orientale d'une manière définitive, sans leur concours ».

L'affaire d'Orient provoque une crise européenne (1840). — Avant tout, les ministres de Louis-Philippe avaient voulu briser la Russie en Orient ; ils parlaient de politique pacifique à l'heure même où une escadre française croisait avec les autres à l'entrée des Dardanelles pour s'opposer, au besoin par la force, à la sortie des vaisseaux russes. De ce paradoxe, Palmerston allait profiter, pour le triomphe d'autres projets. Aux conférences tenues à Londres sur les conditions à imposer à Mohammed-Ali, il ne s'en-

tendit point avec Guizot (car la France refusait de souscrire à un ultimatum pour obliger le pacha à rendre la flotte turque) ; il prit le parti de s'adresser à l'Autriche, puis au tzar. Nicolas Ier, qui y vit jour pour isoler à son tour la France, se déclara prêt à renoncer à Unkiar-Skélessi, pour tout régler avec l'Europe, de préférence sans la France (septembre 1839). Du coup, Palmerston avait partie gagnée.

Le meilleur atout, il le tint du gouvernement français, ou plutôt du *ministère Thiers* (1er mars 1840). Il ne suffisait pas, en effet, aux oppositions parlementaires coalisées contre Molé, coupable d'interpréter la politique pacifique du roi, d'en obtenir le remplacement par Soult. Elles accusaient Soult de mollesse pour avoir signé la *note du 27 juillet*, le présentaient comme suspect de partialité pour l'Angleterre, parlaient d'une attitude « nationale », ferme et digne, à tenir devant l'étranger. Les démonstrations hors des Chambres accusèrent le désaccord entre les sentiments de la nation et l'ancienne politique royale. Tandis qu'Auguste Barbier dénonçait dans ses *Stances et Poèmes* (1837) l'égoïsme cynique des vainqueurs de 1830, d'autres romantiques construisaient, avec la collaboration de l'instinct populaire, la légende d'un Napoléon ultime représentant des traditions nationales : au premier rang, Victor Hugo, récemment converti au bonapartisme littéraire. *Les Rayons et les Ombres* (1840) expriment ce regret de la gloire que le « Napoléon de la paix » (c'est-à-dire Louis-Philippe) n'a pas su procurer aux Français.

Je garde le trésor des gloires de l'Empire.

« Rêveur sacré », il annonce que le siècle présent se fera « par la combinaison d'un homme d'action et d'un poète ». L'Arc de triomphe, enfin inauguré en 1836, lui fait évoquer tous ceux de la grande épopée, « ceux de quatre-vingt-treize et de mil huit cent onze ». Enfin, voyageant sur le Rhin, il découvre, en dépit d'apostrophes à l'Allemagne, « noble et sainte patrie de tous les penseurs », l'antagonisme redoutable entre les peuples établis des deux côtés de ses eaux vertes : « Ce sera peut-être un jour la question flagrante du continent ».

Ce le fut presque déjà de mars à octobre 1840. Thiers se déclarait, contre le tzar, partisan de l'amitié anglaise, mais pour la pratiquer d'une façon spéciale. Président du Conseil, il imagina de prodiguer à Londres les assurances pacifiques, auxquelles ses discours antérieurs contre Soult donnaient par avance un démenti, et d'exercer une pression à Constantinople pour que, le grand-vizir Khosrew écarté, le traité préparé en juillet 1839 au profit de Mohammed-Ali fût promulgué par firman. En juin, l'affaire allait se conclure quand

Ponsonby à Constantinople, et Apponyi, ambassadeur autrichien à Paris, éventèrent la négociation. Aussitôt tombèrent les résistances que Palmerston avait éprouvées chez ses collègues whigs à conclure une entente avec la Russie contre la France protectrice des Égyptiens. Il publia que Louis-Philippe et Thiers avaient mystifié l'Europe, en attendant de la troubler ; ne se proposaient-ils pas, par bravade, de ramener à Paris les cendres de l'Empereur (ce que Palmerston s'était empressé d'accorder) comme prélude à une action européenne ? Le 15 juillet, sans prévenir Guizot, il signa avec la Russie, l'Autriche et la Prusse, le *traité de Londres*, qui exprimait les résolutions des puissances au sujet de l'Empire ottoman. Les Quatre du « pacte de Chaumont », résolus à maintenir l'intégrité de cet Empire par la défense de Constantinople et des détroits, signifiaient à Mohammed-Ali d'avoir à restituer au sultan la Syrie du nord et le district d'Adana, la Crète, la Mecque et Médine, pour ne conserver que l'Égypte à titre héréditaire, la Syrie du sud à titre viager. S'il résistait, il serait, dix jours après la remise de l'*ultimatum*, déclaré déchu. Ponsonby, préludant à l'exécution militaire, envoyait un agent qui souleva, par des promesses de secours, les populations du Liban contre l'administration d'Ibrahim. La France, terre de liberté, soutiendrait-elle contre l'Europe une domination que les intéressés eux-mêmes n'accepteraient plus ?

Poser ainsi la question, c'était vouloir, suivant l'expression de Louis-Philippe, exciter « le tigre » et jouer « le terrible jeu des révolutions ». Thiers, pour sa part, ne demandait pas mieux ; depuis qu'il étudiait, en vue de son *Histoire du Consulat et de l'Empire*, les campagnes de Bonaparte, il se découvrait des aptitudes au commandement, dressait les plans d'une guerre de la France contre l'Europe, comme au temps des coalitions antirévolutionnaires, à la fois au delà du Rhin et des Alpes. Il créa de nouveaux régiments d'infanterie et de cavalerie. Le roi ne semblait pas moins décidé : lui qui, depuis dix années, malgré émeutes et attentats, s'interposait entre les Français, assoiffés de revanche militaire, et les monarques oppresseurs de l'Irlande, de l'Italie et de la Pologne, il se trouvait menacé par eux comme en août 1830. « Vous êtes des ingrats, dit-il aux ambassadeurs d'Autriche et de Prusse. Vous voulez la guerre : vous l'aurez. » Le duc d'Orléans voyait juste quand il préférait « succomber sur les rives du Rhin ou du Danube plutôt que dans un ruisseau de la rue Saint-Denis ». La nation acceptait l'idée de la guerre et, pour commencer, la levée en masse et la marche patriotique à la frontière. Pour que la surprise de 1814 :

Paris capturé après une bataille d'avant-postes, ne se renouvelât pas, elle applaudit Thiers lorsqu'il mit en train la construction de l'enceinte fortifiée. Les travaux commencèrent le 16 novembre, au chant de la *Marseillaise*.

De son côté, l'Europe s'entêtait dans son attitude de défi. Non seulement les souverains : Nicolas Ier, toujours excité contre la France perverse et dangereuse au repos des rois, Frédéric-Guillaume IV de Prusse (roi le 7 juin), dévot de la monarchie patriarcale appuyée sur une bonne police, Ferdinand d'Autriche et Metternich, apeurés à l'idée d'un nouveau 1830 ; mais les peuples, dont les philologues et les érudits « patriotes » proclamaient le droit à l'existence contre les menaces des Latins. Alors que les germanophiles de France, Cousin, Saint-René Taillandier, rêvaient d'une Allemagne « collaboratrice naturelle pour la libération des individus », Heine, mieux informé, soufflait sur ces chimères. Et la déclaration par laquelle Anglais et Russes attestaient qu'ils n'avaient dessein que d'assurer la paix, semblait de l'ironie au moment où à Beyrouth « le tonnerre du canon soutenait le contraire ». Le chant de **Becker** sur le *Rhin allemand* et la réponse de Musset, expressions de bravades et de rancunes sentimentales, le retour des Cendres, pour lequel Victor Hugo publiera dans un recueil à part ses poésies d'inspiration napoléonienne, depuis la première *Ode à la Colonne* jusqu'à *Napoléon II*, la fête anniversaire de Leipzig, témoignaient de la profondeur d'émotion qui dressait, comme en 1813, contre le peuple français, isolé et insulté, l'accord des États fondés sur la force et des nations de proie.

La Convention des Détroits (1841). — Le « tonnerre du canon de Beyrouth » éclaircit la situation. Le 16 août, l'*ultimatum des Quatre* avait été signifié à Mohammed-Ali. Une flotte anglaise, autrichienne et turque, commandée par sir Charles **Napier**, parut devant Beyrouth ; le 12 septembre, elle bombarda la ville qu'Ibrahim évacua. Les Druses, qu'il avait soumis en 1837, commencèrent à massacrer les *Maronites* du Liban ; et la Syrie se souleva. *Saint-Jean d'Acre* bombardé et perdu (2 novembre), les Égyptiens évacuèrent la Palestine et se replièrent sur l'isthme de Suez. La flotte française qui, dans le plan de Thiers, devait collaborer avec celle du pacha contre les ports turcs et Constantinople, fut rappelée de Salamine à Toulon. Le 25 novembre, Napier paraissait devant Alexandrie et Mohammed-Ali, conseillé par **Walewski**, consul général de France, accédait aux conditions de l'Europe : la paix avec le sultan et l'Égypte héréditaire.

Ces conditions, Louis-Philippe les avait acceptées d'avance quand il s'était séparé de Thiers (20 octobre 1840). Thiers avait déclaré qu'il n'engagerait pas la guerre pour la Syrie, mais qu'il ne souffrirait pas que l'Égypte fût enlevée au pacha. C'était abonder dans le sens du traité de Londres. Pour masquer toutefois cette retraite, il voulait annoncer dans le discours du trône la résolution de porter l'armée à 500.000 hommes, chiffre exagéré pour achever la conquête de l'Algérie, à laquelle le roi réservait désormais ses soins. Le ministère Soult-Guizot (29 octobre) prit à tâche de renouer avec Londres l'entente qui ferait sortir la France d'un isolement préjudiciable à ses intérêts orientaux et maintiendrait les Russes loin de Constantinople.

Palmerston l'y aida fort peu : son ambassadeur Ponsonby suggérait au sultan de refuser à Mohammed-Ali l'hérédité de l'Égypte (janvier 1841). Mais le Parlement le désavoua ; de même ses alliés d'Europe centrale, qui ne tenaient pas à prolonger autour d'une vaine chicane cette tension des esprits qui avait failli déchaîner la guerre. Si bien qu'une *Note de la conférence de Londres* proclama la paix rétablie entre le sultan et son vassal. Abdul-Medjid recouvrait la Syrie, mais promettait de nommer toujours au pachalik d'Égypte l'un des descendants directs de Mohammed-Ali (31 janvier). — Une intrigue de Ponsonby manqua de tout remettre en question. A sa suggestion, le sultan, par un *hatti-chérif* du 18 février, apporta de telles restrictions à l'hérédité (nomination du pacha parmi les descendants au gré du sultan, réduction de l'armée à 18.000 hommes, nomination des officiers et perception d'un quart des impôts par le sultan) que Mohammed-Ali se regimba. Il fallut la disgrâce du grand-vizir Réchid-pacha (18 avril) pour qu'un nouvel hatti-chérif, accepté le 10 juin, constituât enfin à l'Égypte un statut international. L'hérédité par ordre de primogéniture était établie dans la famille de Mohammed-Ali ; mais le maintien de la suzeraineté du sultan serait constaté par le paiement annuel d'un tribut de 10 millions, par le droit de nommer seul aux grades supérieurs à celui de colonel, et d'autoriser la mise en chantier de tout vaisseau de guerre. Dans cette province à demi émancipée de la Turquie, c'était la formule anglaise qui triomphait.

Elle inspira de même la *Convention des Détroits* (13 juillet 1841). La Conférence avait déclaré clos le traité du 15 juillet 1840 que la France, officiellement, ignorait. L'alliance des Quatre n'existait plus (5 mars). A la place, les ambassadeurs des cinq cours signèrent une déclaration qui, sans formuler une fois de plus les principes touchant l'intégrité et l'indépendance de l'Empire ottoman,

reconnaissait « les droits souverains de Sa Hautesse le Sultan », et stipulait en temps de paix la *fermeture des Dardanelles et du Bosphore* aux flottes de guerre des puissances, à l'exception des bâtiments légers autorisés par le sultan pour le service des légations.

Résultats de la crise. — Le résultat de toute cette crise s'inscrivait au bénéfice de l'Angleterre. La Russie, vaincue pour avoir suivi en aveugle les rancunes de Nicolas Ier contre Louis-Philippe, perdait les avantages d'Unkiar-Skélessi, était rejetée dans la mer Noire, sans issue vers la Méditerranée. — La France avait vu la guerre de trop près pour que tous les jeunes politiciens, bonapartistes, libéraux, et bientôt radicaux-démocrates, ne tinssent pas rigueur au roi des Français de préférer une « paix à tout prix » à l'occasion de déchirer les traités de 1815. — L'Angleterre, qui n'avait rien concédé pour ménager l'amour-propre français et qui s'appliquait à pratiquer avec raideur la seconde entente cordiale (1841-1846), rejetait Mohammed-Ali au sud, Nicolas Ier au nord de ces provinces centrales de l'Asie antérieure à travers lesquelles ses ingénieurs projetaient déjà de faire passer voyageurs et marchandises à destination de l'Inde. Le *plan de Chesney* (1837) ressuscitait Antioche sur la plage de Suédiah, lançait le rail vers l'Euphrate qu'une flottille desservirait jusqu'à Bagdad (où précisément le résident, établi par l'*East India Company* depuis 1798 avec une garde de cipayes, recevait du *Foreign Office* des pouvoirs consulaires) et jusqu'au « Golfe », prévoyait enfin, quinze ans avant les projets de Lesseps, la voie mixte de circulation du premier transasiatique. C'est de cette région, non plus de Constantinople ou de l'Égypte, que devait sortir le prochain conflit oriental.

La Turquie et le Tanzimat. — C'est que l'Empire ottoman, maintenu mais non garanti par les puissances, n'était ni restauré ni adapté par des réformes à la vie européenne. Mahmoud, avec toute son intelligence, n'avait rencontré le succès dans aucune entreprise; Abdul-Medjid, jeune et entouré de « Jeunes-Turcs », travaillait à galvaniser la Turquie. Le *hatti-chérif de Gulhané* (3 novembre 1839) traça le plan d'un régime constitutionnel dans lequel tous les sujets trouveraient la garantie de leurs libertés civiles et religieuses, et l'assurance d'impôts équitables par la fin des monopoles financiers et des « mangeries » de fonctionnaires. Réchid-pacha, qui présidait à la réforme (*Tanzimat*), organisa l'armée suivant le système occidental. Cinq corps, dont trois en Europe, massaient les régiments de *nizams* (soldats de l'active ser-

vant cinq ans) et de *rédifs* (réservistes mobilisables pendant sept ans). A la place de cette république de fonctionnaires contre laquelle Mahmoud avait lutté, Abdul-Medjid projeta d'organiser une administration à la fois spécialisée et centralisée. Dans chaque province, le *vali* exerçait le gouvernement civil, le *defterdar* répartissait et levait les impôts, un *mouchavir* commandait les troupes, tous sous leur responsabilité (28 novembre 1852). Il supprima la vente des esclaves nègres. Dès 1845, il essayait de créer un mouvement en faveur de l'instruction à l'occidentale par le moyen d'écoles spéciales, sur le modèle allemand ou français. Si le Tanzimat avait pu triompher de deux obstacles principaux : l'hostilité des éléments « vieux-turcs » à tout ce qui affaiblirait l'Islam,— les revendications des communautés chrétiennes promptes à réclamer l'appui des étrangers, il eût peut-être fait subir à la force ottomane des transformations qui l'auraient rendue redoutable. Nul ne le craignait autant que Nicolas Ier.

Nicolas Ier et l'Europe en 1848-1850. — En 1848, le tzar se raidit davantage dans son attitude absolutiste. Au lieu d'avoir à surveiller les essais de réformes du sultan, voici qu'il lui incombait de protéger l'Europe même contre la révolution populaire. Dès février, « notre commune existence est menacée d'un danger imminent, écrit-il au roi de Prusse. Il faut ne pas reconnaître le gouvernement révolutionnaire de la France. » Pourquoi miner alors en 1840 celui que la révolution venait d'abattre ? Mais s'il conçut l'idée de reprendre contre la République le rôle d'Alexandre Ier contre Napoléon, les émeutes de Berlin, de Vienne et des cours allemandes, autrement dangereuses que celle de Paris, l'en détournèrent. Car les réfugiés de la Pologne russe trouvaient accueil à Berlin ; le *Parlement de Francfort* réclamait pour l'Allemagne unifiée le Schleswig et le Holstein, avec l'accès aux détroits baltiques. Des États anti-russes cherchaient à se constituer en Galicie polonaise et en Hongrie ; et même, à Bucarest, l' « Union des Roumains » préparait l'avènement d'un État de nationalité latine, qui barrerait aux armées russes la route de Constantinople.

Il n'hésita pas à intervenir. A Frédéric-Guillaume IV, qu'il estimait amoindri par sa promesse d'une constitution, il déclarait : « Je ne veux pas d'assemblée constitutionnelle à mes côtés », et il offrait des régiments pour écraser la populace de Berlin. Que le roi se débarrassât surtout des « instruments les plus infâmes de la révolte et de l'anarchie (les Polonais), et qu'il ne les soutînt plus

dans leur soi-disant nationalité ». En Autriche, qu'il lui paraissait nécessaire de maintenir comme puissance allemande, pour que, rejetée vers l'est danubien, elle ne devînt pas une gêne à la propagande russe, Nicolas soutint Schwarzenberg et il approuva ce général-major de rétablir l'absolutisme en Italie contre les insurrections encouragées par l'Angleterre. — Sa main s'aperçoit dans trois ordres de faits : 1° Contre les « patriotes » allemands de Francfort qui, dans les duchés, appelaient à l'aide les troupes prussiennes, il lia partie avec la Suède et l'Angleterre. La Conférence de Londres, après avoir imposé aux duchés un gouvernement provisoire prusso-danois (août 1848), finit par les rendre au Danemark (juillet 1849) en attendant que fût réglée la succession royale (1852). — 2° Contre le roi de Prusse lui-même décidé à marcher contre l'Autriche, Nicolas prend position (1850), convoque à Varsovie ses conseillers, à qui il dicte la consigne, et le force à résigner entre les mains de Schwarzenberg, à Olmütz, ses prétentions à l'hégémonie allemande. — 3° Contre la République hongroise, défendue par des généraux polonais, il lance les 200.000 hommes de Paskiewitch qui mettent la Hongrie « à ses pieds » et la livrent aux exécutions autrichiennes. Le seul Abdul-Medjid, soutenu par Palmerston, en refusant de lui livrer, ainsi qu'à François-Joseph, les chefs de l'armée hongroise, lui résistait avec succès.

Encore devait-il composer avec lui pour régler les suites de l'**insurrection roumaine**. En Moldo-Valachie, les Russes, par leur *Règlement organique* de 1832, œuvre de Kisselev, avaient posé les principes d'une administration moderne, mais résolu la question agraire au désavantage du paysan. Puis (convention de Pétersbourg, 29 janvier 1834) ils évacuèrent les principautés. Toutefois, ils y laissaient des consuls qui prétendaient dominer de haut les deux hospodars, Alexandre **Ghika** en Valachie, Michel **Stourdza** en Moldavie, leur imposaient jusqu'à leurs ministres. Malgré le développement matériel procuré par les relations avec l'occident, l'opposition, avec Campineano, réclama la cessation du protectorat russe, accusa Ghika de servilité. Ghika, aux prises avec une Assemblée hostile, finit par être déposé par les Russes mêmes. **Georges Bibesco** fut alors élu (1843) qui, initiateur de nombreux travaux publics, créateur d'un enseignement primaire gratuit, du lycée français de Bucarest, d'une école militaire, réussit à signer des conventions de commerce avec la Russie et la Turquie et à supprimer les douanes entre les deux principautés. Il ne désarma pourtant, ni dans l'Assemblée la rancune de ses anciens concurrents au trône, ni dans le peuple l'opposition acharnée à le représenter

comme un agent de la Russie. En 1848, un comité valaque de radicaux et de modérés (Rossetti, Jean Ghika, Héliade Radulesco) rompt avec lui quand il refuse d'être son chef, lui arrache une constitution à l'occidentale (9-11 juin). Bibesco, qui désapprouve l'aventure, abdique (14 juin) pour le profit d'un *gouvernement provisoire*, lui-même divisé, surtout sur la question agraire. Nicolas Ier décide alors la Turquie à intervenir. Le commissaire **Soliman-pacha** était sur le point de s'arranger avec les modérés; le tzar le fait remplacer par **Fuad-pacha** qui, à la première provocation des radicaux, appelle les 20.000 hommes d'**Omer-pacha**. Les troupes russes entraient aussi (10 juillet). Les deux armées pillèrent et volèrent à leur gré, jusqu'au moment où la *convention de Balta-Liman* (1er mai 1849), au mépris des traditions nationales, remplaça les Assemblées de boyars par des *Divans* à la nomination du prince. Elle campa de plus dans le pays 25.000 Russes et autant de Turcs jusqu'à la complète pacification, plaça auprès des hospodars, nommés pour sept ans par le tzar et le sultan (Grégoire **Ghika** en Moldavie, Barbou **Stirbey** en Valachie), deux *commissaires* chargés de surveiller la réorganisation.

« L'empereur Nicolas est maître de l'Europe, disait le prince Albert en 1852. L'Autriche est un instrument, la Prusse est dupe, la France est nulle, l'Angleterre moins que rien. » Grâce à lui, l'Europe centrale était revenue à son état de 1815. Mais, en Orient, toute cette puissance était à la merci d'un incident.

II. — *Le conflit anglo-franco-russe* (*1850-1856*).

La Russie : politique intérieure. — Encouragé par son triomphe de Hongrie, le tzar, très soigneux de l'armée, lui demanda de l'aider à maintenir l'autocratie. Il ne prenait pas garde qu'il manquait beaucoup à cette armée en matériel, en services d'intendance, de contrôle, etc. Au surplus, la censure des opinions s'exerce plus étroite : les comités de censeurs, rattachés à la IIIe section de la Chancellerie, poursuivent, avec des méthodes souvent étranges, les idées de réformes sociales. Dans les Universités de nouveau « épurées », le nombre des chaires est réduit, celui des étudiants limité à 300. En tout, ils sont 2.900 pour une population de 50 millions (1853). Des instructions sûres guident les professeurs : celui de philosophie devra enseigner « que la grandeur du Christ est surtout d'avoir été soumis aux autorités », celui d'his-

toire « admirer surtout les mérites de l'empire romain » (1850). En dépit de tels procédés, les idées « libérales » progressaient dans l'*intelliguenza*; dans les campagnes, les attentats multipliés contre les propriétés décelaient un état de trouble dont la défaite militaire ferait sortir la révolution.

Le prétexte du conflit : l'affaire des Lieux Saints (1850-1852). — Sous la forme d'une « querelle de moines », à laquelle la France et la Russie se trouvèrent directement intéressées, le conflit que Nicolas cherchait depuis dix ans avec les puissances occidentales commença en 1850. L'enjeu en était le maintien des positions anglaise et française dans l'Empire ottoman et de l'équilibre en Méditerranée orientale. Dans un voyage en Angleterre (1844), le tzar avait proposé à Palmerston un partage de cet Empire qu'il ne pouvait plus espérer, après 1841, absorber à lui seul; depuis, les Anglais évitaient avec soin tout ce qui aurait fourni occasion de guerre. Les Français, dont la diplomatie reprenait le ton élevé depuis l'élection « nationale » du 10 décembre 1848, montraient une moindre prudence; le prince-président, élu des catholiques, et déjà conquérant de Rome, n'hésita pas à leur procurer à Jérusalem les satisfactions qu'ils souhaitaient. Les *capitulations de 1740* reconnaissaient à la France la mission de protéger les Latins de l'Empire et de garder en Terre-Sainte les églises du Saint-Sépulcre et de Bethléem, le tombeau de la Vierge à Jérusalem, et les tombeaux des rois francs. Bien que la diminution des pèlerins latins depuis 1750 eût relégué ces droits dans l'ombre, ils n'avaient jamais été périmés. Mais la rupture de 1798 avait tout remis en question. En fait, les moines latins, clients de la France, se donnaient beaucoup de mal pour ne pas être chassés de leurs sanctuaires que fréquentaient des orthodoxes toujours plus nombreux. Ils le furent à plusieurs reprises par les moines grecs, soutenus par la Russie, sous les yeux des gendarmes ottomans, impartiaux et ironiques.

A partir de 1840, le mouvement de renaissance catholique développa ses conséquences en Syrie. Les ordres religieux restaurés, munis de ressources pécuniaires par la *Propagation de la foi*, Jésuites, Franciscains, Lazaristes, revendiquèrent au sens plein du mot la « custodie » de Terre-Sainte. A ces Français, le prince-président, beaucoup plus que son ministère, accorda son appui ; le général **Aupick**, son ambassadeur, demanda le retour aux capitulations de 1740 (28 mai 1850). Louis-Napoléon ne pensait pas mener la France à la guerre ; il se prêta de bonne grâce aux lenteurs de

la diplomatie turque, accepta les bons offices de l'ambassadeur anglais pour mettre d'accord les religieux, ainsi que la nomination d'une commission d'enquête. Aupick n'en vit pas la fin. Après lui, **La Valette** accepta le 9 février 1852 du vizir Aali-pacha un firman qui reconnaissait les droits de la France au Saint-Sépulcre, au tombeau de la Vierge et à l'église de Bethléem, sans interdire aux Grecs d'y fréquenter. La transaction semblait terminer la querelle.

Riposte de Nicolas Ier. — L'ambassadeur russe protesta : dans une scène dramatique, il accusa le Divan de s'être mis sous la dépendance de la France, et le menaça de représailles. Il avait déjà commencé, en favorisant la *sécularisation du Montenegro*, au profit du vladika **Danilo**, de la famille de Niegosch, qui abdiqua son caractère épiscopal pour fonder une dynastie. Danilo s'était jeté sur les Turcs pendant que Nicolas concentrait une armée en Bessarabie. La médiation de l'Autriche arrêta les 30.000 hommes d'Omer-pacha, prêts à escalader la Montagne Noire, et valut au vladika quelques districts à la frontière (1852).

Nicolas voulait davantage. Bien qu'un *firman secret* délivré à **Titov**, ambassadeur russe, eût annulé, en mars 1852, celui de la France, le tzar, conversant au palais d'Hiver avec sir **Hamilton Seymour**, dévoila ses intentions. C'étaient celles qu'en 1826 il exposait à Wellington : « Si nous arrivons à nous entendre, peu importent les autres ». A plusieurs reprises, il insista sur l'état critique de la Turquie : « Nous avons sur les bras *un homme malade*, gravement malade ; ce serait un grand malheur s'il devait nous échapper avant que les dispositions nécessaires fussent prises » (20 février). La première consistait à faire passer sous la juridiction des consuls russes les 12 millions de chrétiens de l'Empire ottoman (c'était le « droit » de Kaïnardji) ; la seconde à déclarer le protectorat sur la Moldavie et la Valachie, la Serbie et la Bulgarie, sans occuper Constantinople, sinon peut-être à titre de dépôt temporaire. L'Angleterre prendrait ses compensations en Crète et en Égypte.

'Angleterre s'effraya des offres. Lord **Aberdeen**, tory pacifique, que le prince Albert avait placé au *Foreign Office* à la place de Palmerston, et qui modérait les éclats de son agent en Grèce, voulait la paix. De même, le gouvernement français, occupé à préparer l'Empire, annonçait en juillet 1852 une réduction des effectifs, et rappelait La Valette (janvier 1853). **Drouyn de Lhuys**, ministre des Affaires étrangères, prêchait la conciliation à l'ambassadeur du tzar : « Nous n'irons pas jusqu'au bout de nos droits. » L'un de ses lieutenants annonçait bien haut qu'il ne voulait point

« conquérir Jérusalem », ni soutenir « une querelle avec la Russie » (12 janvier).

Là-dessus, le prince **Mentchikov**, Altesse Sérénissime, ministre de la Marine, gouverneur de Finlande, se fit annoncer à Constantinople (23 février) et débarqua avec un brillant état-major (1er mars). Il refusait de rendre visite à **Fuad-pacha**, ministre des Affaires étrangères, mais il exigeait, en faveur des Grecs et des Syriens, des concessions immédiates, qu'il obtint (avec le consentement de la France) par un firman du 4 mai. Le lendemain, il envoyait au grand-vizir **Mehmed-Ali** une invitation en forme d'ultimatum à souscrire une alliance avec la Russie, protectrice légale des orthodoxes de l'Empire. La conversation aboutit à une *Note* (13 mai) qui garantit simplement l'exercice du culte grec. Mentchikov l'acceptait. Le 21 mai, il rompit le contact et partit menaçant : c'est que, la veille, Reschid-pacha, nouveau ministre des Affaires étrangères, avait fait repousser l'ultimatum par la presque unanimité d'un Conseil de hauts dignitaires. Nicolas Ier, qui l'apprit le 31, prescrivit à Paskiéwitch d'occuper les principautés roumaines jusqu'au Danube. « Je sens sur ma joue, disait-il, les cinq doigts du sultan. »

La France et l'Angleterre au secours du sultan. — D'abord, les deux puissances occidentales s'affirmèrent pacifiques. La France répugnait à la guerre ; elle consignait sa flotte à Salamine et l'Angleterre la sienne dans la baie de Besika, en dehors des Dardanelles (juin-juillet). En même temps, le comte Buol proposait la médiation de l'Autriche ; avec les ambassadeurs des cinq cours, il rédigeait la *note de Vienne* (31 juillet), sorte de brouillon pour un firman qui rappellerait les stipulations de Kaïnardji et d'Andrinople. Nicolas accepta, — non le sultan, poussé par Reschid-pacha et l'ambassadeur anglais **Stratford Redcliffe**. Redcliffe, très hostile à la France, inspirateur du Tanzimat, et si influent sur le Divan que la voix populaire l'avait surnommé « le sultan anglais », intriguait depuis avril pour faire sortir de la querelle des Lieux Saints une guerre franco-russe qui avancerait en Orient les affaires de l'Angleterre. Le 8 mai, il s'était expliqué avec Mentchikov de façon assez vive ; et il promettait de soutenir Abdul-Medjid, pourvu que l'ultimatum russe fût rejeté. Ce fut lui encore qui invita Reschid à repousser la note de Vienne (12 août). « Nous sommes paralysés, disait le prince Albert, par ce que notre agent à Constantinople est en voie de faire ou de ne pas faire. Il agit seul, à sa tête. » En octobre, le fanatisme musulman réclamait la guerre sainte ; le sultan, invoquant l'occupation moldo-valaque, la déclara le 23.

La veille, l'escadre franco-anglaise, franchissant les Dardanelles, avait mouillé dans la *baie de Beïkos*. Le 20 décembre (après l'affaire de Sinope), elle entra dans la mer Noire et se porta devant Sébastopol ; la Conférence des ambassadeurs, à Vienne, n'avait plus qu'à constater son impuissance (2 février 1854). Kisselev, ambassadeur à Paris, rentrait à Pétersbourg. Sur un *ultimatum franco-anglais* d'avoir à évacuer les principautés, que la Russie laissa sans réponse, la guerre fut déclarée au début de mars 1854.

C'était la guerre des deux puissances maritimes de l'ouest, alliées (12 mars et 10 avril) pour l'intégrité de l'Empire ottoman. Nicolas sollicita l'alliance de l'Europe centrale, Autriche et Prusse. Une grosse déception l'attendait. Il comptait sur Frédéric-Guillaume IV, son beau-frère. La Prusse, à peine remise de l'humiliation d'Olmütz, voulue par Nicolas, subissait comme son roi l'influence des amis libéraux du prince Albert : Bunsen (ambassadeur à Londres), Goltz, Pourtalès, le prince Guillaume lui-même. Elle offrit à la reine Victoria la même déclaration de neutralité qu'elle refusait au tzar (1er mars). — Il comptait sur François-Joseph, qui affichait pour lui depuis 1849 une reconnaissance quasi-filiale. Mais l'Autriche « étonna le monde par son ingratitude ». Buol refusa de remettre à Orlov aucune déclaration de neutralité. Au contraire, il esquissa un projet d'entente avec les puissances maritimes pour provoquer l'évacuation de la Moldo-Valachie. En Orient même, il méditait de jouer sa partie ; mais il lui fallait se prémunir contre ses Italiens, ses Slaves et ses Allemands. De là le *traité de garantie* Prusse-Autriche (20 avril 1854). Il constatait que la présence des Russes dans les principautés était un danger pour les deux États. Le 3 juin, Buol sollicitait Nicolas de retirer ses troupes et s'accordait avec la Turquie pour l'y contraindre au besoin (14 juin).

Dans ce péril, le salut vint à Nicolas d'une nouvelle politique prussienne imposée par le parti réactionnaire « de la Croix » (Bismarck, de Gerlach, Alvensleben), opposé à une guerre contre le tzar. Il força Frédéric-Guillaume à faire sienne la *note de Bamberg* (21 mai), émanée de la Saxe et de la Bavière, qui refusait à l'Autriche la permission d'occuper les principautés. Comme l'Autriche insistait (1er octobre), demandait le consentement de la Diète, la Prusse lança une circulaire qui détermina l'Allemagne à refuser définitivement (13 octobre). Ce « sabot » enraya les mouvements de l'Autriche, sans assurer de sa part à Nicolas plus qu'une stricte neutralité.

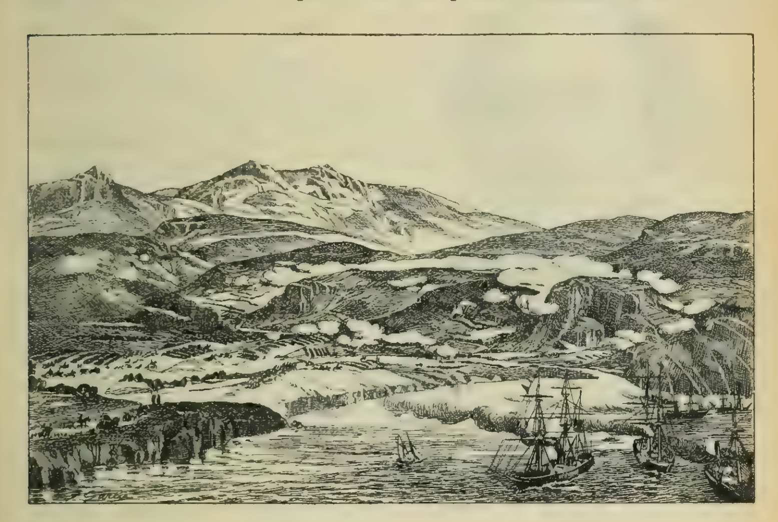
La guerre d'Orient (**1854-1855**). — Entre les Turcs et les Russes, la guerre avait commencé en octobre 1853. Tandis qu'Omer-pacha tenait en respect avec 130.000 hommes Paskiéwitch sur le Danube et repoussait ses avant-gardes à *Oltenitza* et à *La Calafat*, une armée russe envahissait l'Anatolie par le nord-est. Le 30 novembre, la flotte de l'amiral **Nakhimov** poursuivait l'escadre turque d'**Osman-pacha** qui tentait de gagner Batoum, la détruisait dans le port de *Sinope* et bombardait la ville. En mai 1854, une flotte alliée, aux ordres de l'amiral **Napier**, entra dans la Baltique et porta dans l'île d'*Aland* la division du général **Baraguay d'Hilliers** qui s'empara de *Bomarsund* (12 août), sans aborder l'attaque de Cronstadt.



SAINT-ARNAUD
(1801-1854)

L'effort principal se porta sur le Danube : une armée de 50.000 Français et de 20.000 Anglais, commandés par le maréchal de **Saint-Arnaud** et par lord **Raglan**, général de soixante-six ans, aide de camp de Wellington à Waterloo où il avait perdu un bras, débarqua à *Gallipoli*. Elle s'organisa à la hâte, pendant que les Russes envahissaient la Dobroudja et s'attardaient au siège de *Silistrie* (avril-juillet) ; le 14 juillet, les 70.000 hommes étaient transportés à Varna. Les Russes, renonçant à prendre Silistrie, évacuèrent les principautés ; des troupes autrichiennes les occupèrent à titre de dépôt provisoire qu'elles restitueraient à la paix. Paskiéwitch reculait en Bessarabie, avec le dessein probable d'attirer les alliés dans les steppes, comme en 1812. Saint-Arnaud n'y engagea que deux divisions (Canrobert et Espinasse) qui parcoururent la *Dobroudja* sans succès. Le choléra, qui travaillait déjà l'armée russe, leur enleva 3.000 hommes sur 10.000.

La guerre en Crimée. — C'est alors que l'Angleterre dévoila ses vrais projets contre la Russie. Dès le début, elle avait proposé à Napoléon III d'attaquer à la fois en Crimée et en Finlande (ici la Suède serait associée), pour anéantir Sébastopol et Cronstadt, centres de la puissance maritime russe. Mais le risque était gros. Du moins, le choix de Sébastopol pour porter le coup décisif répondait à une conception juste. La place commandait la mer Noire, — sa destruction en assurerait la neutralité ; — organe essentiel dans la défense de l'Empire, elle ne pouvait attendre du centre



Bataille de l'Alma
(D'après une gravure du temps)

trop éloigné que de médiocres secours. Le 7 septembre, les alliés (30.000 Français, 20.000 Anglais et 7.000 Turcs) quittaient Varna, où un incendie venait de détruire leurs cantonnements, traversaient la mer Noire sans encombre (une escadre anglaise avait brûlé le port militaire d'*Odessa*, 22 avril) et débarquaient en Crimée à *Old-Fort*, au sud d'Eupatoria (14 septembre).

1) ***L'Alma*** (***20 septembre***). Les 50.000 Russes de Mentchikov qui occupaient le plateau parurent surpris de l'attaque, qu'ils tentèrent d'arrêter en prenant position sur la rive gauche de l'Alma, pentes abruptes d'une centaine de mètres qui ne laissaient possibles que cinq points de passage. Les alliés formèrent leur centre avec les divisions de Canrobert et du prince Napoléon, ayant en arrière la

réserve d'artillerie et la division Forey ; leur droite, avec la division Bosquet, appuyée par la division turque ; leur gauche avec l'armée anglaise et la cavalerie. L'attaque, retardée par les Anglais, ne commença qu'à onze heures par la droite de **Bosquet** qui franchit la rivière et se déploya sur le flanc gauche des Russes. Le centre escalada aussi la hauteur, emporta la position du *Télégraphe*, défendue par des ouvrages de campagne ; mais la gauche anglaise, qui n'avançait guère, subit de fortes pertes, et la cavalerie ne sut pas poursuivre. L'ennemi se retira vers Sébastopol. Il perdait 5.700 hommes ; les alliés en avaient 3.300 hors de combat.



CANROBERT
(1809-1895)

2) ***Siège de Sébastopol.*** La route de Sébastopol s'ouvrait aux alliés ; mais la ville présentait de solides défenses. Des vaisseaux coulés dans la passe, qui menait de la rade à la haute mer, empêchaient la flotte d'approcher à distance utile pour un bombardement. Il ne semble pas que Saint-Arnaud eût réussi à tout enlever par un coup de main, car la garnison atteignait 32.000 hommes et communiquait avec l'armée de Mentchikov qui manœuvrait librement sur le *plateau de Chersonèse*. De fait, **Canrobert**, commandant en chef après la mort de Saint-Arnaud (29 septembre), prudent et ménager du soldat, s'accoutuma vite à l'idée d'un siège régulier. Il serait long et pénible, puisqu'il faudrait à la fois pousser les travaux d'approche contre les défenses accumulées sur les hauteurs de *Malakof* et du *Mamelon vert* par les amiraux **Kornilov** et Nakhimov, assistés du lieutenant-colonel du génie **Todtleben**, et combattre pour n'en pas être délogé par « l'armée d'opérations ». Le 17 octobre, les alliés commencèrent le bombardement, qui tua Kornilov ; la place conserva l'avantage du feu. Toutefois, les Français reçurent une 5e division et des renforts de cavalerie.

3) ***Balaklava* (25 octobre).** Mentchikov, renforcé lui aussi de trois divisions, dirigea sa première attaque contre les retranchements anglais qu'il devinait les plus faibles. En effet, il enleva quelques redoutes des Turcs devant la droite anglaise, mais fut contenu puis repoussé. Une charge brillante, mal dirigée et inutile, coûta à la brigade anglaise de cavalerie légère du comte **Cardigan la** moitié de son effectif.

4) ***Inkermann* (5 novembre).** De nouveaux renforts, qui portèrent son armée à 90.000 hommes (contre 70.000 alliés), per-



SÉBASTOPOL
(D'après un dessin de Gustave Doré)

mirent à Mentchikov de recommencer l'attaque contre les lignes anglaises assez mal gardées. Elles formaient la droite des travaux du siège, entre le ravin du port du sud et les hauteurs d'Inkermann. Mentchikov y jeta deux colonnes qui s'entassèrent sur la crête du *Sapoun-Gora*, dans un espace d'un kilomètre à peine, mais qui surprirent les Anglais. En même temps, une division attaquait Bosquet sur la *Tchernaïa*. Bosquet comprit que ce n'était qu'une démonstration ; tout en défendant ses postes, il envoya au secours des Anglais deux brigades de zouaves qui, après une lutte acharnée, forcèrent les Russes à la retraite. Ils y perdirent 12.000 hommes, les alliés 4.300.

5) ***Continuation du siège*.** Après Inkermann, les troupes alliées s'organisèrent pour passer l'hiver sur le plateau de Chersonèse, balayé par les vents et les neiges du nord ; elles souffrirent du

froid et de maladies de toutes sortes qui emplirent les hôpitaux de *Kamiesch* (où les généraux en chef avaient établi leur quartier général) et de Constantinople. Les renforts nécessaires arrivaient lentement (quelques-uns retardés par le cyclone du 13 novembre qui fit périr 800 hommes sur les rochers de la Corse); à la fin de janvier 1855, l'armée française comptait 75.000 hommes, les Anglais seulement 27.000 dont la moitié indisponibles. Seuls les Turcs eurent à combattre; leurs 20.000 hommes repoussèrent (17 février) 30.000 Russes devant *Eupatoria*.

Pour en finir, la France et l'Angleterre pensèrent à solliciter l'alliance de l'Autriche. Buol avait consenti à ménager des pourparlers entre les adversaires (7 janvier); mais l'entêtement du tzar à conserver l'hégémonie maritime de la mer Noire les fit échouer. De dépit, l'Autriche réclama de la Diète germanique la mobilisation de l'armée fédérale contre les Russes; auprès des cours allemandes la diplomatie française l'appuya. Mais, ici encore, la Prusse rendit à la Russie un de ces services essentiels dont Talleyrand avait prévu dès 1815 la succession régulière : le 30 janvier, elle opposa son *veto* à la mobilisation, mais pour la faire décider le 8 février contre la France et masser sa propre armée sur le Rhin. Dans ces conditions, la coopération militaire offerte par Cavour, aux frais du Piémont, qui se couvrirait seulement par un emprunt de guerre émis à Londres, devait trouver bon accueil. Le *traité du 20 janvier 1855* en prit acte; mais Cavour qui, signant avec l'Angleterre seule, n'aurait sans doute rien gagné à la paix, obtint de Napoléon III qu'un article du *Moniteur* indiquât l'intention impériale d'associer le Piémont aux bénéfices de l'entreprise. Avant que les 17.000 soldats que Victor-Emmanuel envoyait en Crimée, sans prendre la peine de définir diplomatiquement la situation de leur chef, **La Marmora**, eussent débarqué à Sébastopol, Nicolas Ier mourait (2 mars 1855), épuisé par les émotions de la guerre, mais resté jusqu'au bout inaccessible à la tentation de céder.

6) ***Les opérations de force*** (***avril-août 1855***). Au printemps, les armées alliées furent portées à 130.000 hommes; le général du génie **Niel** prit la direction des travaux d'approche, très inégaux jusque-là aux travaux de défense de Todtleben. Le 9 avril, un bombardement, qui fut inefficace, devait faciliter les opérations contre Malakov, considéré comme le centre de la position. Le nouveau commandant en chef français (16 mai), général **Pélissier**, lança le 7 juin, après une forte canonnade, la division Bosquet à l'assaut des *Ouvrages blancs* et du *Mamelon vert*, établis par les assiégés en avant de l'enceinte. Bosquet les occupa ; mais quand, le

18 juin, Pélissier fit attaquer Malakov, il y perdit plus de 5.000 hommes (dont 1.700 Anglais) et fut repoussé. Dix jours après, lord Raglan succombait au choléra.

La canonnade se ralentit en juillet; cependant Nakhimov fut tué le 10 et Todtleben grièvement blessé. **Alexandre II** prescrivit alors d'attaquer les Français et les Piémontais installés sur la rive gauche de la *Tchernaïa* dont les Turcs, à l'extrême droite, gardaient la haute vallée. Contre ces 40.000 hommes, **Gortchakov**, successeur de Mentchikov, lança 50.000 Russes en trois corps. Deux attaques échouèrent. Les assaillants avaient 8.300 hommes tués ou blessés; les alliés, surtout les Piémontais, qui supportèrent au *pont de Traktir* le plus gros effort des Russes, 1.750 (16 août).



UN CONSEIL DE GUERRE EN CRIMÉE
(Lord Raglan, Omer-pacha, Pélissier)
(D'après un tableau du Musée de l'Armée)

7) ***Prise de Sébastopol (8 septembre).*** Dès le lendemain, Pélissier reprit le bombardement avec 800 bouches à feu contre les 1.380 de la place, et rapprocha les cheminements souterrains à trente mètres de *Malakov*. Il ne restait plus qu'à donner l'assaut. Pélissier convint avec le général **Simpson**, successeur de Raglan, que les colonnes s'élanceraient à midi le 8 septembre. Depuis le 5, le bombardement ne cessait pas. A l'heure convenue, la division **de Mac-Mahon** emporta Malakov et s'y maintint solidement. Les autres attaques échouèrent; mais la prise de Malakov décida les Russes à la retraite que le tzar autorisa. Sans signer de capitulation, ils firent sauter une partie des ouvrages, incendièrent les maisons, n'abandonnèrent aux nouveaux maréchaux de France, Pélissier, Canrobert et Bosquet, que des ruines. Ils laissaient 13.000 tués ou blessés ; les alliés avaient sacrifié 11.000 hommes.

8) ***La paix (décembre 1855-janvier 1856).*** Alexandre II ne demanda pas la paix. La perte de *Kinburn*, à l'embouchure du

Dniepr, qu'enleva la division Bazaine, fut compensée par les succès du général **Mouraviev** au sud du Caucase (à Bayandouri et à Akhaltzik) et surtout par la prise de *Kars* (27 novembre), dont le siège sembla une réplique de celui de Sébastopol. Pour forcer le tzar, il fallut la menace d'une guerre nouvelle projetée par les Anglais dans la Baltique, avec l'aide de la Suède gagnée par la promesse de la Finlande, et la menace de l'Autriche de s'allier avec la France et l'Angleterre. Au vrai, si Cavour et les Anglais (Palmerston et Redcliffe) souhaitaient la continuation des hostilités, Napoléon III, conseillé par Drouyn de Lhuys et par Walewski, et qui avait sacrifié dans cette guerre de prestige 97.000 soldats (plus de 20.000 tués au feu), de même que l'Autriche en voulaient la fin. Ils l'emportèrent le 16 janvier 1856.

Congrès de Paris (25 février-8 avril 1856) et traité de Paris (30 mars). — Le tzar avait accepté les quatre points de la *Note autrichienne* du 16 décembre : neutralité de la mer Noire et liberté de la navigation du Danube, émancipation de la Moldavie-Valachie sous la tutelle des puissances, indépendance et souveraineté du sultan, maintien des capitulations. Les plénipotentiaires des souverains n'eurent plus, dans un congrès d'apparat réuni à Paris, réplique française du Congrès de Vienne, qu'à consigner en forme diplomatique les résolutions de l'Europe. C'étaient, pour la France, le comte **Walewski**, ministre des Affaires étrangères, et le baron **de Bourqueney**; pour l'Autriche, le comte **Buol** et le baron de **Hübner**; pour la Grande-Bretagne, les lords **Clarendon** et **Cowley**; pour la Russie, le Prince **Orlov** et le baron de **Brunnow**; pour la Sardaigne, le comte **Cavour** et le marquis de **Villamarina**; pour la Turquie, **Aali-pacha** et **Djemil-effendi**. Le 18 mars, prirent séance les deux plénipotentiaires prussiens, les comtes **de Manteuffel** et **de Hatzfeld**. Benedetti tint la plume comme secrétaire du Congrès.

Au milieu des conversations générales qui tendaient, selon le vœu de Napoléon III, à remettre en question les traités de 1815, des projets de règlements qui couplaient de façon imprévue la question de Rome avec la question roumaine, des intrigues de Cavour pour intéresser à la cause italienne le libéralisme de Clarendon et, malgré ses ministres, les complaisances de l'empereur des Français, le traité fut signé le 30 mars. Il reconnaissait l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman, avec un sultan souverain hors de tutelle européenne. Abdul-Medjid communiqua seulement le *hatti-humayoun du 18 février* par lequel, de son plein gré, il renouvelait, en faveur de tous ses sujets, les promesses du *hatti-*

chérif de Gulhané. Dans la mer Noire, proclamée neutre, à laquelle est étendu le régime imposé aux Détroits en 1841, aucun État riverain ne pourra construire d'arsenal militaire (art. 14). Le Danube devient fleuve international ; une *Commission internationale* de représentants des sept puissances signataires siégera à Galatz et, pourvue d'un budget spécial pour l'entretien de la bouche principale du fleuve, fera les règlements nécessaires pour garantir la liberté de la navigation. Enfin, la Moldavie (à laquelle Buol forçait la Russie de céder la *Bessarabie* du sud-ouest pour la tenir éloignée du Danube) et la Valachie, soustraites au protectorat russe comme aux garnisons turques, devaient s'organiser séparément avec leurs Assemblées. Une déclaration complémentaire abolit la pratique des lettres de course, reconnut comme neutre toute marchandise naviguant sous pavillon neutre (à l'exception de la contrebande de guerre), neutre aussi toute marchandise appartenant à des neutres, même naviguant sous pavillon ennemi et posa le principe que tout blocus d'un port, pour être respecté par les neutres, doit être effectif.

Résultats du traité de Paris. — Le traité de Paris, signé sous les auspices du prince qui, en 1840, à la faveur de la précédente crise orientale, avait tenté d'escalader le trône, s'annonçait avant tout comme une revanche de la France sur la Russie. Mais l'Empereur avait, autant qu'il avait pu, voilé ce caractère du traité : plein de prévenances pour les ministres russes, influencé par Morny qui songeait à un rapprochement avec le tzar, il avait entraîné l'Angleterre à la paix avant qu'aucun succès dans les mers du nord l'eût relevée à ses propres yeux des humiliations de Crimée. Il espérait que le tzar, pour lui complaire, donnerait en Pologne des gages à la doctrine des nationalités et favoriserait l'union roumaine pour faire pièce à l'Autriche. Or, Buol se montrait aussi intransigeant sur les principautés que sur l'Italie, et Orlov ne souffrait même pas que le nom de Pologne fût prononcé. Napoléon III n'avait donc pu que poser des « questions », indiquer des « principes » en faveur des nations devant les représentants des souverains. Il n'y gagna ni l'alliance de la Russie, dépitée et rancunière, ni l'affermissement de l' « entente cordiale » avec l'Angleterre, jalouse des succès français, ni l'accord avec l'Autriche, bientôt tournée en ennemie par l'appui consenti aux provocations de Cavour. Il demeura du moins l'appui des Turcs, dont il relevait l'indépendance (que les Anglais avaient passée sous silence en 1841), et, par un paradoxe singulier, l'espoir des chrétiens balkaniques,

résolus à s'émanciper des Turcs. Les congrès périodiques de diplomates, dont il rêvait, suffiraient-ils à résoudre ce paradoxe et à créer en Europe, grâce à l'arbitrage français, le droit des nations affranchies à se développer dans la paix? L'avenir presque immédiat en démontra la chimère. Trop de gens en Europe croyaient avoir intérêt à toucher à l'œuvre de 1856, soit pour l'amender, soit pour la détruire. Le « concert » qu'elle supposait en Orient entre les puissances ne dura pas au delà des premières secousses par lesquelles se manifestèrent les ambitions des souverains et les appétits des races.

A CONSULTER

Leroy-Beaulieu : *L'Empire des Tzars et les Russes.* — Driault : *La question d'Orient.* — Bréhier : *L'Égypte de 1798 à 1900.* — Dehérain : *Le Soudan égyptien sous Méhémet-Ali.* — Engelhardt : *La Turquie et le Tanzimat.* — Thureau-Dangin : *Monarchie de Juillet* (t. IV). — Saint-Arnaud : *Lettres.* — Bapst : *Les origines de la guerre de Crimée* ; et : *Le Maréchal Canrobert* (t. I). — Niel : *Siège de Sébastopol.* — C. Rousset : *La Guerre de Crimée.* — P. Albin : *Les grands traités politiques* (depuis 1815). — Bourgeois : *Manuel...* (t. III).

CHAPITRE XIII

LA RUSSIE ET LA QUESTION D'ORIENT, DU CONGRÈS DE PARIS AU CONGRÈS DE BERLIN

I. **Le règne d'Alexandre II (1855-1881).** — II. **Le « Panslavisme » et les nationalités balkaniques.** — III. **La crise de 1875 et la guerre des Balkans.**

Pendant vingt années, la « paix française » de l'Orient se maintint sans grands troubles ; mais le traité de Paris fut violé, presque au lendemain de sa signature, du consentement même de Napoléon III et des puissances. D'autre part, les réformateurs ottomans échouèrent à essayer de rajeunir la Turquie. Une crise nouvelle éclata pour laquelle le tzar Alexandre II proposa la solution russe, mais sans succès. Cet échec, qui devait déterminer en Europe même de nouveaux groupements politiques, provoqua dans les Balkans des déplacements d'influences, dont les répercussions dernières se produisent seulement de nos jours.

I — *Le règne d'Alexandre II (1855-1881).*

Le tzar Alexandre II. — A la mort de Nicolas Ier, « le tzar de fer », dont le règne se terminait par une banqueroute de l'absolutisme, le tzarévitch Alexandre, âgé de trente-sept ans, était peu connu du public. Il n'avait exercé aucune influence sur les affaires. Son éducation à caractère libéral, dirigée par le poète Joukovsky, en fit un hommme loyal et dévoué, mais sans clarté d'intelligence

ni supériorité de caractère. Timide et pacifique (bien qu'il eût combattu au Caucase), il se défiait des hommes d'État de premier rang (seul Loris Melikov s'imposera dans le désarroi final). Il s'ingéniait à favoriser, au profit d'une sorte d'équilibre intérieur, les rivalités entre les ministres; il se flattait d'élever au-dessus de leurs incohérences une ferme volonté qui, inclinée aux réformes, s'affronterait sans hésiter à toute la nation dès que l'autocratie serait mise en cause. A considérer pourtant l'œuvre accomplie de 1855 à 1881 en Europe et en Asie, le règne se classe parmi les plus considérables de l'histoire russe.



Alexandre II
(1818-1881)

Réaction contre le régime de Nicolas. — Au début, le tzar annonçait qu'il poursuivrait la politique de Nicolas Ier; de fait, il fallut, plus de trois mois après la chute de Sébastopol, l'ultimatum de l'Autriche pour le forcer à la paix. Le manifeste qui la fit connaître au peuple promettait des réformes financières, administratives, sociales, sans prononcer le mot attendu de « constitution ». Les nobles, qu'il conviait à collaborer, ne représentaient pas au demeurant une force homogène. Beaucoup, vaniteux et frivoles, ne souhaitaient que le maintien du régime qui leur assurait une vie facile par le travail de leurs serfs. Beaucoup aussi se prenaient de goût pour les réalités nationales que représente le paysan dans ses chants, sa langue et ses mœurs. Pour eux, le *moujik*, enfin découvert, devint objet d'engouement et de respect. Ils renouvelleraient la Russie par le retour aux vertus du peuple désapprises au contact de l'Occident. — Le clergé orthodoxe était trop dépendant du trône pour agir ou pour conseiller. — La masse paysanne, 50 millions d'illettrés (44 pour 100 de serfs en 1838), ne réclamait et peut-être ne désirait rien. — Restait l'*intelliguenza*, nobles instruits et étudiants, qui manifestaient contre

les fonctionnaires moins protégés depuis 1855 par la censure, à qui les défaites de Crimée enlevaient le droit de parler haut. D'accord avec des Russes réfugiés à l'étranger, ils signalaient les abus dans des journaux que le tzar lisait. Si les « nationaux » ou slavophiles de Moscou, pour restaurer l'autocratie orthodoxe et patriarcale, et libérer le *mir* rural, rêvaient d'une assemblée nationale de boyars, l'immense majorité, les « occidentaux », nombreux à Pétersbourg, souhaitaient une constitution à l'européenne, avec des assemblées représentatives et la garantie des libertés publiques. Tous s'accordaient dans leur désir d'une moindre contrainte sur la presse et sur l'enseignement, d'un strict contrôle des fonctionnaires, de l'émancipation pour les serfs. Alexandre, lors du couronnement à Moscou, amnistia les condamnés de décembre 1825, supprima l'oukase qui limitait le nombre des étudiants aux Universités, permit aux Russes de voyager à l'étranger. En mars 1856, il annonça la réforme essentielle, l'abolition du servage.

Réforme sociale. L'abolition du servage. — En 1856, vivaient en Russie trois catégories de paysans : 1° des *paysans de la Couronne* (y compris les colons d'origine étrangère en Russie du sud) : 22 millions, dont la prétendue liberté subissait des restrictions; 2° des *paysans des apanages impériaux :* 2 millions ; 3° des *paysans des particuliers* ou *serfs :* 23 millions. Depuis 1722, un recensement décennal enregistrait le servage, sauf pour les Tatars de l'est, les Roumains de Bessarabie, les colons allemands et finnois de l'ouest demeurés libres. — La condition des paysans variait avec les régions et les maîtres ; mais deux types dominaient : le service de corps (*barchtchina*, corvée), qui prenait au paysan trois ou quatre jours de travail par semaine pour le propriétaire, et la redevance en argent (*obrok* de 25 à 50 francs), servage adouci en vertu duquel le paysan louait sa liberté à temps pour exercer un métier à la campagne ou à la ville. Des serfs abandonnaient ainsi la vie rurale (à laquelle le maître pouvait les rappeler) et le servage manquait son objet apparent : rattacher l'homme à la terre. Chez certains petits seigneurs, il semble avoir pesé lourd, alors que les grands propriétaires, possesseurs de villages entiers, exigeaient peu de services. En 1861, 120.000 nobles héréditaires possédaient des « âmes » de serfs (les paysans mâles étant seuls recensés) : 70.000 moins de 100 âmes, 22.000 moins de 1.000 âmes, 1.400 à eux seuls 3 millions d'âmes (les Chérémétiev et quelques autres jusqu'à 100.000) — Les paysans de la couronne ne payaient que l'*obrok* (de 8 à 12 francs) comme loyer de la terre, la capitation et les taxes

locales. Dotés de certaines franchises communales, frappés de plus légères redevances, ils se trouvaient moins pauvres que les autres malgré les concussions des fonctionnaires.

La manière même dont la noblesse utilisait le servage en prépara l'abolition. Le seigneur qui, en dépit de l'adoucissement des mœurs, soumettait le serf, tenu pour une brute, à ses caprices de toutes sortes, en tirait peu de profit : le travail servile, médiocre, s'évaluait à un taux très bas. Comme beaucoup de seigneurs hypothéquaient à l'État le travail de leurs serfs pour en gaspiller le produit, le servage aboutit à les ruiner, alors que le système de l'obrok, honnêtement pratiqué, permettait au serf de se relever. Alexandre Ier cédait au vœu général quand il libéra les paysans des trois provinces baltiques, Esthes et Lettons, opprimés par leurs propriétaires allemands (1816-1820). Nicolas Ier avait lu la description de la vie misérable des serfs dans Gogol (*les Ames mortes*) et dans Tourgueniev. Stimulée par les défaites de Crimée, la Russie entière travailla à régénérer le peuple. Des humiliations passagères en politique extérieure amenaient une transformation intérieure durable.

Mécanisme de l'opération. — Oukases des 2 juillet 1858 et 19 février 1861. — Fait essentiel : le serf, émancipé du seigneur, devint propriétaire de la terre (comme en Irlande, mais pour d'autres raisons, il s'était toujours regardé comme tel : « Je suis à toi, disait l'un d'eux à son maître, mais la terre est à moi »). Beaucoup de nobles se seraient contentés de lui rendre la liberté personnelle, avec le droit d'aller et de venir, comme avant Catherine II. Mais ils n'auraient ainsi créé qu'un peuple de prolétaires plus misérables que dans le servage. D'autres voulaient appeler les députés des provinces, une *Douma* d'Empire, à diriger l'opération et par ce moyen se dédommager en influence politique pour la perte de leurs serfs. Or le gouvernement, réformiste, redoutait la révolution. Il consulta seulement les assemblées provinciales de la noblesse, et fit rédiger le projet d'oukase par un *Comité pour les affaires des paysans*, composé d'hommes actifs : le général **Rostoïtzov**, le patriote slave **Nicolas Miliutine** et ses amis, le prince **Tcherkasski**, maire de Moscou, et **Samarine**. Il s'agissait, par une loi agraire, de créer des petits propriétaires en respectant les « anciennes inspirations russes et slaves », c'est-à-dire la propriété collective du *mir*. Par une liquidation foncière, le paysan obtenait la jouissance perpétuelle de la maison et de l'enclos et une portion de terre cultivée, contre une indemnité de rachat à payer au seigneur.

Un premier *oukase* (*2 juillet 1858*) affranchit les serfs de la Cou-

ronne et des apanages impériaux; le tzar les déchargea de redevances, leur reconnut la propriété des terres occupées, sans laquelle la liberté leur aurait plutôt semblé une spoliation, leur permit de circuler. Les serfs de la maison, esclaves sans terres, reçurent la liberté personnelle et devinrent, après deux années de service gratuit, des domestiques salariés ou des travailleurs des villes. — L'*oukase du 19 février 1861* régla la situation des serfs ruraux : une partie de la terre fut reconnue propriété du seigneur; les paysans durent racheter le reste en payant une somme qui représentait la valeur de la terre acquise et des services abolis. Cette somme, l'État l'avança en grande partie, à la demande du paysan, qui dut ensuite rembourser en 49 annuités capital et intérêt (à 6 pour 100). Les coutumes communales et locales, la diversité du sol et des climats inspirèrent les règlements particuliers pour la Petite-Russie, la Lithuanie et la Pologne (après 1863). En Grande et Nouvelle-Russie, les 34 gouvernements furent divisés en trois zones parallèles : au nord des terres assez pauvres, au centre le *tchernoziom*, au sud les steppes moins peuplées, subdivisées en 29 régions. Un lot moyen représentait 3 ou 4 hectares par paysan mâle (parfois 7 dans le nord, 10 dans le sud, 2 dans le tchernoziom); une famille de trois mâles recevait ainsi 12 hectares. Ou plutôt, ce fut la collectivité du *mir* qui les reçut, avec mission de former les lots et d'en voter la répartition entre les familles, à la majorité des deux tiers des voix.

Pour achever l'œuvre, Alexandre II, brisant la tutelle judiciaire du noble, confia la police rurale à des *assemblées de paysans*. Le *mir* des chefs de famille, présidé par un ancien, prononce l'admission des membres nouveaux dans la communauté, en exclut les indignes (ce qui peut entraîner l'exil en Sibérie), répartit les taxes, inflige des peines, même corporelles. Le canton (*volost*), formé d'une réunion de mirs, possède aussi une assemblée avec un chef élu, des collecteurs, un secrétaire qui répartit les charges, surveille l'entretien des rues, des écoles, et l'assistance publique.

Conséquences de l'émancipation. — L'émancipation, d'une portée si lointaine, mais délicate en raison de l'origine et de la nature de la propriété russe, suscita d'abord des plaintes : du côté des petits propriétaires qui furent presque ruinés (l'oukase prévit des secours en leur faveur), et de la part du *moujik*, ancien usufruitier de toute la terre avant que l'arbitraire tzarien en eût concédé une partie en propriété au seigneur. Parfois, il refusa de croire à l'oukase, n'y vit qu'un manifeste des seigneurs; il attendait celui du tzar. Incapable de comprendre l'économie de l'édit, ignorant

de la langue juridique, des notions de propriété et de liberté, défiant des autorités locales, il écoutait les prophètes qui annonçaient la concession gratuite de la terre par ordre de Dieu.

De plus, l'opération, prévue pour vingt années, dépassa le règne du « tzar libérateur ». Or, tant que le paysan n'avait pas commencé à racheter, il devait la corvée ou l'obrok, débattus avec le maître ou fixés par les règlements locaux. Au 1er janvier 1876, 2.118.000 paysans, « temporairement obligés », se trouvaient encore liés aux seigneurs par une « charte réglementaire » sous l'arbitrage des « arbitres de paix ». Et il leur fallait attendre 49 ans pour s'assurer la complète émancipation; car, à part 640.000 serfs, ceux qui avaient racheté n'avaient pas payé. Ceux qui (comme à Smolensk) avaient racheté à prix trop élevé, n'arrivèrent pas à payer les taxes, ni à nourrir leur famille. En général, les rachats par consentement mutuel (les moins nombreux) se traitèrent dans les pays de terre noire; dans les autres, peu fertiles, l'État dut imposer, à la demande du seigneur, le rachat d'un minimum de terres, les paysans demeurant locataires pour le surplus. La défiance était si répandue que là où les propriétaires cédèrent gratuitement, selon leur droit, le quart des lots réglementaires (pour débattre en toute liberté le prix du reste), les paysans s'en contentèrent pour éviter de payer les taxes temporaires (1). Combien d'autres, naïfs, s'imaginaient que la liberté leur assurerait la fortune immédiate et, quinze ans passés, ne se croyaient pas libres, à cause des redevances, et parce qu'ils devaient encore travailler de leurs mains.

L'*opération financière* qui portait, au lendemain d'une guerre, sur 700 millions de roubles (2 milliards et demi de francs) ne s'effectua pas sans troubles. L'État ne versa pas l'argent liquide ; il paya avec des « certificats de rachat » nominatifs, convertis par tirages en billets de banque ou en obligations 5 pour 100 au porteur, amortissables en 37 ans. Mais il arriva que les détenteurs de certificats voulurent réaliser, ce qui amena une dépréciation du papier et la gêne jusqu'à la souffrance pour beaucoup de propriétaires.

Avec le temps apparurent d'autres conséquences. Quand les tribunaux civils évaluèrent, à l'instigation des nobles, les terres à trop haut prix, les nobles, comme créanciers, remirent la main sur les paysans. Avec les naissances nombreuses, le lot de chaque famille se révéla insuffisant ; beaucoup de paysans le quittèrent, louèrent leur travail comme journaliers, reconstituèrent un prolétariat misé-

(1) Aujourd'hui, surtout dans les pays de sol riche, ils reconnaissent leur erreur et recommencent à élever des prétentions sur la terre.

rable. Encore ne trouvaient-ils pas toujours à se louer. Car les nobles n'employaient pas les indemnités versées en améliorations de culture ; pressés d'argent, ils vendaient les terres à des marchands qui se bornaient à en exploiter le bois. Enfin, le *mir* fut bientôt un cadre trop étroit pour enfermer les familles nouvelles. En 1882, la terre recommençait à manquer aux paysans.

L'émancipation des serfs n'en reste pas moins un fait décisif. Si le paysan « libéré » conserva sa mentalité routinière, le progrès économique, stimulé par le travail rémunéré et par la concurrence, améliora sa vie matérielle. Chaque individu légalement libre, membre responsable d'une commune qui s'administrait elle-même, obligé à des économies pour payer ses redevances, tendit à s'affranchir du patriarcat rural. Les jeunes ménages exigèrent bientôt leur maison et leur champ. Enfin, la liberté d'aller et de venir porta des paysans de race slave, non plus seulement des étrangers, à coloniser les provinces les moins peuplées de l'Empire. Le noble, forcé de composer avec la liberté du travail, comprit qu'il lui faudrait devenir plus actif, ou qu'il serait ruiné. Ce rapprochement entre les classes, réalisé sans secousse dans les nouvelles assemblées administratives, prépara les autres réformes libérales du règne.

Réformes administratives. — Elles eurent pour objet d'établir, par l'abolition des privilèges, l'égalité entre les sujets.

1) La ***réforme de la justice*** s'imposait depuis que des procès multiples accusaient davantage la vénalité des tribunaux. L'*oukase de 1862* distingua entre les pouvoirs, détacha la justice de l'administration et la confia à des tribunaux hiérarchisés. A part, les *tribunaux de cantons*, réservés aux paysans, élus par eux, jugeaient les causes de valeur inférieure à 100 roubles, les vols de moins de 30 roubles, les délits minimes. — La hiérarchie comprit des *juges de paix* élus par les conseils municipaux des villes et par les assemblées de gouvernement, des *tribunaux de district*, une *cour de justice* par gouvernement, et une *Cour de cassation* qui fut une section du Sénat. Alexandre II nomma des procureurs impériaux près des cours de justice, institua l'ordre des avocats, introduisit le *jury* dans les procès criminels, rendit publiques les séances des tribunaux, et les juges inamovibles. La justice, égale pour tous, fut garantie contre la pression aristocratique. En fait, le manque de personnel instruit retarda l'application de la réforme ; quelques jurys rendirent des sentences extravagantes. Le résultat essentiel n'en fut pas moins atteint : relever dans la nation le sentiment de l'équité.

2) En 1854, s'étaient trahies la vénalité et la routine administratives. Gouverneurs et sous-gouverneurs éludaient la surveillance financière des assemblées de la noblesse. Dès 1860, **Lanskoï**, ministre de l'Intérieur, et **Miliutine** pensèrent à leur substituer de vrais *organes de contrôle ;* mais ce n'est qu'en 1864, après la disgrâce de Miliutine, que furent créés les ***zemstvos.*** Dans les gouvernements de l'ancienne Moscovie, les quatre classes (nobles, paysans, artisans, commerçants des villes) élurent des *zemstvos de district* qui nommaient des *zemstvos de gouvernement.* Parmi leurs nombreuses attributions figuraient la nomination des juges de paix, la répartition des taxes pour l'entretien d'une partie des chemins et des écoles, l'assistance et l'hygiène. Une commission exécutive permanente les suppléait dans les intersessions. Réforme capitale, qui excita l'enthousiasme ; incomplète cependant. Car les zemstvos réduits, faute de revenus propres, à frapper les paysans de taxes supplémentaires, entrèrent souvent en conflit d'attributions avec les gouverneurs. Ici surtout, la Russie moderne dut composer avec les résistances du passé.

3) La ***réforme intellectuelle*** suivit, fragmentaire encore. A Moscou et à Pétersbourg, la censure préventive des livres et des journaux céda devant le système français de l'avertissement suivi de la suppression ; elle subsista dans les autres villes. Le ministre de l'Instruction publique, amiral **Poutiatine**, inquiet de l'enthousiasme que soulevait la nouvelle philosophie allemande, supprimait les cours publics, bousculait avec des troupes étudiants et professeurs. En 1863, son successeur **Golovnine** rouvrit les Universités, créa celle d'Odessa ; à toutes, il concéda une certaine autonomie. Elles devaient rédiger leur règlement intérieur, élire leur recteur et le conseil de discipline, présenter les candidats aux chaires vacantes (*statut universitaire* du 13 juin). L'année suivante, il rajeunit l'enseignement secondaire qui datait de Catherine II ; il distingua les gymnases classiques dont l'enseignement littéraire menait seul aux Universités, et les gymnases « réels » d'enseignement moderne purement scientifique.

Mais déjà le tzar se détournait des réformes et disgraciait Miliutine, sous l'influence du parti national slave, à la suite de l'insurrection polonaise.

La crise de la Pologne (1862-1864). — Si, depuis 1832, il n'existait plus de Pologne, une nation polonaise vivait, conservée par ses nobles de campagne, ses femmes, son clergé catholique très patriote, encouragée par les réfugiés de Paris, groupés autour du prince Czartoryski, et par les jeunes gens (beaucoup devenus révo-

lutionnaires mazziniens). Tranquille en 1855, elle espéra voir sortir pour elle-même, sinon du Congrès de Paris présidé par un Walewski, au moins du mouvement réformateur de 1858, des concessions politiques. Or, ces concessions, Alexandre II les qualifiait de « rêveries ». S'il lisait les rapports du marquis **Wielopolski** sur les améliorations rurales qu'étudiait la « Société agronomique » du comte André **Zamoïski**, en revanche le prince Gortchakov ne relâchait rien du système de compression.

Aussi l'attitude des Polonais changea-t-elle en 1860. Ils se mirent à célébrer les anniversaires de 1830, malgré les troupes qui chargeaient la foule; la Société agronomique demanda « des institutions émanées de l'esprit national, de ses traditions, de son histoire ». Poussé peut-être par Aksakov, qui concevait pour la Pologne le rôle possible d'une autre Finlande, d'un écran contre l'Occident, Alexandre (*oukase du 26 mars 1861*) institua dans les pays de la Vistule un *Conseil d'État*, une Direction de l'instruction publique et des cultes confiée à Wielopolski, des assemblées provinciales élues. Mais il supprima la Société agronomique et fit sabrer les manifestants qui en demandaient le rétablissement (5 avril). En treize mois, cinq gouverneurs généraux se succédaient à Varsovie; parmi eux, le général **Lambert**, catholique conciliant, mais mal servi par son entourage qui arrachait des églises les assistants au service de Kosciusko; enfin, le grand-duc **Constantin**, vice-roi, avec Wielopolski comme chef de l'administration civile et du Conseil d'État (juin 1862). Mais la conciliation venait trop tard. En juillet, la crise s'ouvrait par les démonstrations du parti démocrate (les *rouges*) en faveur de l'indépendance; ils tentèrent d'assassiner Wielopolski et le grand-duc. La noblesse suivait; celle de Podolie et de Lithuanie voulait la réunion de ces provinces au « Royaume de Pologne ». Pour annihiler les démocrates, Wielopolski les incorpora dans l'armée; ils se sauvèrent dans les bois (janvier 1863).

L'insurrection. — A la différence de 1831, les Polonais n'avaient ni armée organisée, ni gouvernement central, mais seulement des bandes sorties de Galicie ou des forêts et qui s'évanouissaient après chaque combat. Elles se reliaient à deux comités secrets : l'un à Varsovie qui, au titre de « gouvernement national », leva des contributions, promit à tout combattant un lot de terre après la victoire et, avec deux dictateurs, **Mieroslawski** et **Marian Langiewicz**, appela aux armes les Polonais de Prusse et d'Autriche (janvier-mars); — l'autre à Vilno, gouvernement national pour la Lithuanie, qu'il proclamait réunie à la Pologne, appela à l'insurrec-

tion la Volhynie, la Podolie et l'Ukraine (mai). Ces comités comptaient moins sur les bandes que sur une intervention de l'Europe. Mais Bismarck se hâta, pour se faire payer plus tard le service, de signer avec Pétersbourg une convention qui fermait aux insurgés la frontière prussienne. Trois fois (avril, juin, août), la France, l'Angleterre et l'Autriche recommandèrent au tzar un programme en six points : l'amnistie, une assemblée législative, l'administration aux mains de fonctionnaires polonais, la liberté de religion, la langue polonaise comme langue officielle, une armée polonaise recrutée régulièrement. Toutefois, elles le soutinrent assez mollement pour qu'Alexandre II se déclarât affranchi des promesses de son oncle en 1815, et résolu avant tout à réduire « le parti du désordre ». En Russie, les libéraux, les étudiants de Pétersbourg avaient d'abord approuvé les Polonais ; tout de suite se déclara l'hostilité du « parti national » slaviste. **Katkov**, directeur de la *Gazette de Moscou*, prêcha la croisade contre les faux frères, coupables de revendiquer la Lithuanie, en partie grecque orthodoxe. Contre de moindres capacités de résistance, la répression, animée par ce fanatisme, s'avéra plus violente encore qu'en 1832.

La répression de l'insurrection et ses conséquences. — Deux moyens y pourvurent : une armée de 200.000 hommes et la dictature militaire. Alexandre destitua Wielopolski (juillet 1863), conféra aux généraux **Berg** (à Varsovie), **Mouraviev** (à Vilno) pleins pouvoirs pour pendre les insurgés et poursuivre les bandes jusqu'à la Galicie où se réfugièrent Mieroslawski et Langiewicz (juillet-décembre). En février 1864, **Bossak-Hanké** était battu par Berg à *Wengrow ;* les dernières bandes succombaient en août avec le comité révolutionnaire de Varsovie, dont les membres furent passés par les armes.

Alors commença l'exécution de la Pologne. — En ***Lithuanie***, où la masse du peuple n'avait guère pris part à l'insurrection, la répression s'abattit sur les nobles, les prêtres catholiques, la bourgeoisie des villes, sur tous ceux qui possédaient l'influence ou la richesse. Mouraviev « le pendeur » et les fonctionnaires confisquèrent les terres nobles, dont ils émancipèrent les paysans, écrasèrent les autres d'impôts de guerre, pour forcer les Polonais à les abandonner. L'*oukase du 22 décembre 1865* régularisa l'expropriation en masse et la vente des terres aux seuls Russes orthodoxes. Ils en achetèrent à vil prix par l'intermédiaire d'une « Société pour l'acquisition des terres dans les provinces de l'ouest », subventionnée de 5 millions de roubles. Le système fut poussé si loin que les pro-

priétaires russes en vinrent à redouter le même traitement. En surplus, Mouraviev, Kauffmann, Baranov imposaient le russe comme langue de l'administration et de l'Église, fermaient imprimeries et librairies polonaises, ramenaient de force à l'orthodoxie les Grecs uniates, ligotaient le culte catholique, empêchaient de reconstruire les édifices religieux. — En ***Pologne***, la lutte s'engagea contre l'âme même de la nation, sa religion et sa langue. Il s'agissait de fondre le « Royaume » avec la Russie « par la suppression des distinctions administratives qui séparaient les sujets russes de l'idiome polonais des sujets russes de la langue russe ». Ainsi disparaîtrait « un ordre onéreux et suranné ». Avec les postes polonaises, la commission spéciale des finances, les 39 districts (émiettés en 85), les 5 gouvernements (transformés en 10), Berg supprima les couvents catholiques (1864), sécularisa les biens du clergé, abrogea le concordat avec Rome (1866), soumit l'Église catholique à une commission de Pétersbourg, imposa partout le russe. Mais l'œuvre essentielle appartient à Nicolas Miliutine, ministre pour les affaires de Pologne. Pour supprimer la culture latine des dirigeants et ramener le peuple au slavisme, les généraux avaient encouragé une jacquerie paysanne. Miliutine, par des procédés analogues à ceux de « l'émancipation », transforma les tenanciers des nobles en propriétaires, moyennant le rachat pour une indemnité très modique des redevances et des corvées. Soustraits de la sorte à l'influence du curé catholique et du seigneur, constatant que leurs procès se réglaient à leur avantage devant l'administration russe, ils approuveraient ce « pas complètement rationnel, tout à fait juste et salutaire vers la réconciliation ».

Cette « réorganisation » de 1864 augmentait le pouvoir du gouvernement et procurait au peuple plus de bien-être. Elle n'affaiblit pas les sentiments nationaux. Longtemps encore le nationalisme russe dut inscrire parmi ses principes politiques le développement des mesures de rigueur contre les sujets de l'ouest.

Le retour à l'absolutisme (**1864-1880**). — Tandis que les chefs du parti modéré, le prince **Souvorov**, **Golovnine** et **Valouïev** (ministre de l'Intérieur), repoussaient, malgré la jacquerie officielle de Pologne, l'idée d'une démocratie égalitaire sous un autocrate et s'efforçaient de maintenir la propriété aux mains de la noblesse et des classes éclairées, un autre parti, ultra-russe et slavophile, travaillait à fortifier le tzarisme par le nivellement de la nation et par l'alliance avec les Slaves d'Autriche et de Turquie. Absolutiste de tendance, révolutionnaire à demi par ses procé-

dés, il s'affirmait avec Mouraviev, Nicolas Miliutine et Tcherkasski (chargé de russifier à Varsovie); avec **Katkov**, il devint une puissance. Katkov, comme patriote ultra-russe, s'imposa aux ministres; homme à idées fixes, infatué de lui-même, il ne voyait guère que trois choses au monde : la Russie, le tzar et la *Gazette de Moscou*. « En Russie, disait-il, il n'y a qu'une volonté unique qui puisse dire : le droit, c'est moi ! » Il accapara le tzar lui-même qui finissait par douter de l'efficacité des réformes, retardées ou stérilisées par les fonctionnaires. En 1862, le « Comité central de révolution » ayant publié un manifeste contre la famille impériale, Alexandre avait fait fermer les cercles de Pétersbourg, suspendre les journaux, supprimer les écoles du dimanche pour les enfants pauvres. Le 16 avril 1866, un noble, Karakosov, ancien étudiant de Kazan et de Moscou, membre d'une société secrète, tira sur le tzar. Katkov voulait qu'il fût Polonais; mais c'était un Russe qui déclara au tzar qu'il avait « trompé le peuple en lui donnant une liberté illusoire, et l'émancipation sans la terre ».

Aussitôt Alexandre nomma une commission d'enquête pour rechercher les complices de l'assassin. Pendant plusieurs mois, Mouraviev, qui la présida en dictateur, institua un régime terroriste qui s'étendit jusqu'à la proscription de certains costumes comme séditieux « dans l'opinion des observateurs de l'ordre social ». L'enquête aboutit au néant, sans mettre en cause aucun Polonais; mais, en août, Mouraviev fut trouvé mort dans son lit, et en décembre, Miliutine, malade, rejeté hors des affaires. Un rescrit impérial, adressé au président du Comité des ministres, prince **Gagarine**, signala que des fonctionnaires se laissaient gagner aux idées subversives et recommanda le respect des personnes et des propriétés. En fait, ce fut la politique de Miliutine (1) qu'appliqua le tzar avec un personnel gouvernemental bigarré : le comte **Schouvalov** à la IIIe section de la Chancellerie, Valouïev, le comte **Dmitri Tolstoï** (à la Marine, puis à l'Instruction publique, soutenu par l'impératrice et le grand-duc Constantin), procureur général du Saint-Synode, auteur d'un livre fanatique contre le catholicisme romain; tout à fait à part, le prince **Gortchakov**, esprit brillant, chancelier et ministre des Affaires étragères après Nesselrode. Il passait pour très fin diplomate parce qu'il lançait dans les salons des « mots historiques ». Prudent et égoïste, populaire au surplus pour avoir repoussé en 1863 la médiation des trois puissances par une

(1) En Pologne, il l'exprimait par une formule simple : « La steppe et une tour élevée au milieu. »

note dont en réalité le ton hautain appartenait au tzar, il n'avait que deux idées : préparer pour la Russie la revanche de 1856, surtout contre l'Autriche ingrate, et se maintenir en place contre le prince Orlov (candidat des modérés), Budberg ou le général Ignatiev (candidat des *ultra-Russes*).

Ce dernier parti, qui regardait le principe des réformes occidentales « comme tout à fait arriéré et sans valeur », put féliciter Alexandre pour « s'être délivré de l'imitation aveugle de l'Occident, et pour s'appuyer dans toutes ses entreprises sur le fonds solide de l'esprit national ». En juillet 1866, le tzar refusait en effet la constitution demandée par l'Assemblée de la noblesse. « Le droit d'initiative m'appartient exclusivement, et est lié inséparablement au pouvoir autocratique que Dieu m'a confié. » Il enlevait au jugement des nouveaux jurys les crimes d'espèce politique ; les cours martiales, sans respect des garanties juridiques, condamnaient à la peine de mort, qui n'existe pas dans le code. C'est ainsi que Karakosov fut jugé en secret.


GORTCHAKOV
(1788-1883)

L'essai des *zemstvos* échouait; leurs délibérations restaient secrètes, leurs sessions et résolutions livrées au caprice des fonctionnaires. Celui de Pétersbourg proposait (15 janvier 1867) que le Conseil de l'Empire remaniât avec des délégués des zemstvos la loi qui restreignait leurs droits en matière d'impôts; il fut dispersé par des soldats, malgré la protestation du président, comte Orlov-Davidov. En Livonie, Esthonie et Courlande, les Bureaux d'administration menaient la guerre à la langue allemande, malgré le traité d'annexion qui en avait garanti le respect. Après une protestation de la Diète, le gouverneur civil livonien, d'Oettingen, céda la place à un orthodoxe, Lysander. Les gouverneurs pouvaient assigner à tout sujet russe un domicile forcé (c'était le cas des Juifs, consignés dans les 10 gouvernements du sud-

ouest), déporter par mesure administrative et à l'insu de leur famille les suspects, même acquittés par les tribunaux. Tolstoï, qui recommençait à limiter le nombre des étudiants, remplaçait dans les études secondaires les sciences, jugées révolutionnaires, par les langues anciennes pour lesquelles il recrutait en Allemagne et en Autriche des professeurs de hasard. Le tout sous la surveillance d'inspecteurs détachés du ministère de l'Intérieur. Les journaux étrangers s'arrêtaient à la frontière ; dans les deux capitales, la censure ne tolérait que les journaux officieux. En fait, au milieu de l'indifférence amusée du public, l'autocratie gouvernait.

Toutefois, au moment de venir en France, malgré Gortchakov, visiter l'Exposition de 1867, Alexandre II avait accordé aux Polonais un semblant d'amnistie (non applicable aux transportés de Sibérie). A Paris, un Polonais, **Berezowski**, tira sur lui (6 juin). L'effet en Russie fut immense, le parti national slaviste exaspéré par la condamnation mitigée que prononça la cour d'assises de la Seine. Désormais, il plaça des hommes à lui dans tous les ministères : à l'Intérieur, le général **Timaschev**, ancien adjoint au chef des gendarmes. Malgré la famine qui désolait les 19 gouvernements les plus riches du centre, le typhus installé dans le nord, et dont le ministre ne prit souci qu'après un avertissement du consul anglais d'Arkhangelsk, il suffisait au parti ultra qu'il pût compter, surtout depuis 1870, sur le tzarévitch, sur sa femme, la princesse Dagmar, fille de Christian IX de Danemark, imbus de slavisme par réaction contre le germanisme victorieux. Katkov écrivait : « L'Occident est fini ; la grande patrie slave s'avance. »

II. — *Le « Panslavisme » et les nationalités balkaniques.*

Les suites orientales du Congrès de Paris. — Si les courtisans de Napoléon III attribuaient au parallèle (de règle aux Tuileries) entre le Congrès de Paris et le Congrès de Vienne une valeur autre que de simple flatterie, l'interprétation qu'en donnèrent les peuples d'Orient aurait suffi à les détromper. Jamais l'indépendance et l'intégrité de l'Empire ottoman, affirmées à Paris, ne furent niées plus tranquillement par les nationalités balkaniques. Avant toute propagande slaviste, Roumains et Grecs (qui ne sont pas Slaves), Serbes, Monténégrins, Bulgares enfin, mirent à profit

les bonnes dispositions de l'Occident et l'inertie de la Turquie pour faire valoir à ses dépens leurs appétits de races.

La principauté de Roumanie. — Au Congrès, Valaques et Moldaves avaient vainement affirmé leur droit historique à ne former qu'un seul État. L'Autriche, qui occupait les principautés avec l'obscure espérance de les conserver, redoutait de les voir se donner un gouvernement national qui revendiquerait sans doute la Bukovine, le Banat et la Transylvanie du sud. Elle s'arrangea avec la Turquie pour faire élire aux deux Divans par les cinq classes d'électeurs une majorité de Moldaves, hostiles à l'union. Le *kaïmakan* **Vogoridès** et les deux gouverneurs provisoires servaient cette politique de mystification qu'appuyait à Constantinople Stratford Redcliffe. Malgré le départ des troupes autrichiennes, imposé par la France (30 mai 1857), grâce à la suppression des journaux et avec l'aide d'agents à poigne, ils parvinrent à éliminer du vote les neuf dixièmes de la population (15 juin). Les élections ainsi truquées, que les gens de Constantinople, avec un à-propos insolent, rapprochaient de celles de France à la même date, Napoléon III, appuyé par la Russie et la Sardaigne, exigea qu'elles fussent cassées (5 août). Il proposa même à la reine Victoria (entrevue d'Osborne, 6 août) une liquidation de l'affaire d'Orient ; mais l'Angleterre était résolue à maintenir un Empire ottoman, nécessaire aux intérêts de son commerce levantin. Il la proposa au tzar, avec qui Morny, depuis son ambassade au couronnement de Moscou, lui vantait l'utilité d'une entente (entrevue de Stuttgart, 29 septembre). Or, le sultan avait annulé les élections. Recommencées le 28 septembre, elles députèrent en masse les candidats partisans des deux points suivants : l'union des principautés sous un prince étranger, et l'autonomie avec un régime constitutionnel.

Déjà pourtant Napoléon III reculait devant les conséquences de son œuvre. Débarrassé de Stratford Redcliffe (1er décembre 1857), laissé libre d'agir par l'Angleterre occupée dans l'Inde, éclairé par le vœu presque unanime des Divans, il se résolvait à ne plus encourager cette révolution nationale au moment où une autre, en Europe occidentale, requérait par une sommation brutale (Orsini) sa totale complicité. La *Conférence de Paris* (mai-août 1858) atténua les satisfactions promises aux Roumains ; au lieu d'un État unique sous un prince étranger, donc indépendant, les *Principautés-Unies*, liées par un tribut à la suzeraineté turque, dépendaient de deux hospodars indigènes viagers, élus par les Assemblées nationales, mais investis par la Porte. Du moins, la Conférence accepta « l'union

administrative », à savoir des institutions identiques (législation, postes, douanes, monnaies) avec une cour suprême de justice commune, et à Focşani une *Commission centrale* de dix membres nommés par les Assemblées et les hospodars. En certains cas, les milices provinciales pourraient se réunir en une armée sous un chef commun (19 août 1858).

Cette charte incomplète, les Roumains, nationaux et libéraux, surent la développer. D'accord, les deux Assemblées élurent à Jassy et à Bucarest le même hospodar, le colonel moldave **Alexandre Couza** (5 et 25 janvier 1859). Il fallut bien que l'Europe, occupée alors par l'Italie, le reconnût; bientôt, il s'appela Alexandre-Jean, « prince de Roumanie », et, après deux ans de négociations, Abdul-Aziz l'accepta à titre viager (décembre 1861). Sous la pression populaire qui réclamait un règlement unique des rapports entre boyars et paysans, il réunissait les deux gouvernements et les deux Assemblées à Bucarest (5 février 1862). Mais Couza, intelligent et énergique, n'avait rien d'un prince constitutionnel. Aux prises avec les intrigues des boyars mécontents des lourds impôts, de son administration rigide, et dans lesquelles il devinait l'action de la Russie, il gouvernait en dictateur, dont il s'était fait attribuer les pouvoirs par le Parlement (10 juin) après l'assassinat de son premier ministre **Catargi**. Encouragé par Michel **Kogalniceano**, le nom le plus populaire de Roumanie, il recourut au coup d'État légalisé par le peuple contre les boyars, et, le 14 mai 1864, à la suite du refus par la majorité de voter la loi qui transformait les paysans de tenanciers en proprié-



ALEXANDRE-JEAN (COUZA)
(1820-1873)

taires, il prononça la dissolution du Parlement. Le 2 juin, il établissait le suffrage universel et créait un *Sénat*. Un plébiscite ratifia ces actes, devant lesquels l'Europe s'inclina. C'est alors qu'Alexandre Ier aurait pu dire en toute vérité que « la nation roumaine était fondée ».

Alexandre-Jean et Charles Ier. — Il usa rapidement cette délégation d'autorité. Les réformes allaient grand train : la plus importante, l'*émancipation des paysans*, requérait à la fois de l'argent et des terres. Le prince s'autorisa d'un rapport de la *Commission internationale* de 1857 pour mettre fin au régime des *couvents dédiés* (à des sanctuaires de Jérusalem) qui, administrés par des étrangers, alimentaient des revenus du sol roumain (ils en possédaient la huitième partie) la caisse du patriarcat œcuménique. Ici, comme à Balta-Liman, la Turquie et la Russie défendirent les instruments de leur politique : moines grecs et patriarcat. Alexandre-Jean n'hésita pas; il plaça les biens sous séquestre et fit voter par la Chambre la sécularisation de tous les couvents. La Porte accepta l'indemnité offerte, que les moines avaient réprouvée (2 septembre 1864), mais pas assez tôt pour empêcher le prince d'exploiter la crise en vue d'une rupture avec le Phanar. Il rendit l'Église roumaine « autocéphale » en instituant un *synode national* qui surveilla les métropolitains et les évêques, désormais nommés par la Couronne. Après quoi un décret-loi du 26 août 1865 abolit la *corvée paysanne*, racheta, moyennant indemnité, une grande partie des terres nobles et les distribua entre 400.000 familles qui durent s'acquitter envers l'État en quinze annuités. L'*administration* locale et provinciale fut organisée sur le modèle français, les *codes français* imposés, avec la pratique du jury criminel. Dans ce pays, dont la classe noble et riche s'était seule instruite jusqu'alors au contact des écoles françaises ou allemandes, le prince décréta l'*instruction primaire* obligatoire. Sans craindre de bousculer des traditions ou des droits, il procurait à Napoléon III l'illusion de se croire le parrain d'une nation qui n'attendait que sa bienveillance pour naître à la vie moderne. Au vrai, les Roumains se servaient de l'Empereur pour imposer à l'Europe et à leurs voisins immédiats, Russes et Turcs, la forme d'unité nationale que leur refusaient les gouvernements.

Bientôt, ils se débarrassèrent de Couza, dont le titre n'était que viager, pour faire appel à un prince occidental, qui serait nécessairement héréditaire. Par ses réformes hâtives, ses allures despotiques, Alexandre-Jean s'était fait nombre d'ennemis; beaucoup jalousaient les grosses fortunes vite réalisées dans son entourage. Dans la

nuit du 22 au 23 février 1866, le député **Rossetti**, avec quelques officiers, le contraignit à l'abdication. Aussitôt un gouvernement provisoire offrit la couronne au frère du roi des Belges, Philippe, comte de Flandre. Napoléon III répugnait à cautionner un petit-fils de Louis-Philippe. A sa suggestion, le chargé d'affaires de Roumanie, Bratiano, s'adressa au prince **Charles de Hohenzollern-Sigmaringen** (branche catholique), âgé de vingt-sept ans, allié aux Beauharnais et aux Murat, neveu du roi Guillaume et lieutenant de cavalerie dans la garde prussienne. Guillaume ne tenait guère à voir un Hohenzollern vassal du sultan; il ne promit que de fermer les yeux. Bismarck, toujours dédaigneux de l'Orient, assura lourdement au prince que ce voyage formerait sa jeunesse. L'encouragement sincère vint de Napoléon III, malgré l'avis de la Conférence de Paris, dont le pédantisme diplomatique ne voulait connaître qu'un souverain indigène, suivant la lettre des traités. Au plébiscite du 30 mars, 680.000 voix appelaient au trône le prince Charles, qui traversa l'Autriche sous un nom d'emprunt et, le 22 mai, entra à Bucarest.

En temps normal, cette violation du traité de 1856 aurait déclanché un conflit avec la Turquie et une intervention russe. Mais l'autre conflit, austro-prussien, accaparait l'attention. Sur les conseils de Moustier, ministre français des Affaires étrangères, Charles Ier, pour désarmer tout de suite l'hostilité turque, hardiment, aborda Constantinople pour arracher l'investiture au sultan (21 octobre). La Roumanie indépendante était fondée (car le prince annonçait qu'il n'avait pas l'intention de rester éternellement le vassal du sultan) et l'essor donné aux espérances qu'il partageait avec son peuple. A la première offre du pouvoir, le prince ayant constaté « que la ligne tracée entre Londres et Bombay passait par la principauté qui l'appelait à sa tête, il accepta la couronne en disant : « Cela, c'est un pays d'avenir » (1).

La Grèce. — Otton de Bavière (1832-1862). — L'indépendance grecque était assurée depuis 1829, et plus encore du jour où **Otton de Bavière** avait remplacé le « proèdre » Capo d'Istria, simple représentant de la Russie (1832). Dans cette période du Royaume, au milieu des luttes de partis, héritages des cités antiques : parti « russe » des popes et des moines orthodoxes, parti « anglais » des politiciens intellectuels, parti « français » des palikares, Otton, entouré de fonctionnaires et d'un état-major

(1) Carmen Sylva.

bavarois, de ministres allemands dirigés par le comte **d'Armansperg**, gouvernait à coups d'autorité. L'Angleterre et la France constitutionnelles acceptaient cette situation que combattait la Russie autocratique. Le 15 septembre 1843, une *révolution militaire* renversa l'absolutisme, au moment même où le nouveau ministre de France, Piscatory, proposait aux palikares une doctrine politique. La *constitution de 1844* établit deux assemblées : un *Sénat* nommé par la couronne, une *Chambre des députés* élue pour trois



Athènes
(A l'époque du roi Otton)

ans au suffrage universel. Un ministère responsable, d'abord présidé par « l'anglais » **Mavrocordato**, exerçait avec le roi le pouvoir exécutif. Lorsque les élections de 1846, en changeant la majorité, amenèrent au pouvoir le « français » **Colettis** et le « russe » **Metaxas**, l'Angleterre de Palmerston, mécontente, mit tout en œuvre pour les renverser. Elle les harcelait pour le paiement des annuités de l'emprunt contracté en 1830, les menaçait d'une révolution qui aurait donné le trône à Louis-Napoléon Bonaparte. Colettis mourut à la peine (septembre 1847). Le ministre anglais Lyons essaya d'imposer Mavrocordato, et appela l'escadre de Malte pour bloquer le Pirée jusqu'au moment où le juif portugais Pacifico, son protégé, serait désintéressé des pertes subies dans une émeute

(1850). Cette mainmise de l'Angleterre, une opposition très nette de la République française l'arrêta ; mais les intrigues russes remplacèrent les intrigues anglaises, suscitèrent en 1852 une révolte du Magne contre le projet d'organisation d'une Église nationale, quoique liée au patriarcat.

En 1853, les excitations des chefs « patriotes » autour de la « Grande Idée », l'espoir d'acquérir dans la mêlée engagée pour la succession de « l'homme malade » au moins l'Épire et la Thessalie, avec les îles Ioniennes et la Crète et peut-être les rivages de la mer Égée, cadre de l'expansion de la race, décidèrent le roi Otton, poussé par la reine **Amélie d'Oldenbourg**, parente du tzar, et par son peuple, à s'armer en faveur de la Russie. Des bandes helléniques entrèrent en Thessalie et en Épire. Mais les alliés en exigèrent le rappel et des détachements de marins et de soldats occupèrent le Pirée (1854 à 1857). La popularité déjà chancelante du roi bavarois y sombra ; les patriotes, groupés dans les sociétés secrètes, le rendirent responsable de l'échec de leurs espérances. Kanaris, survivant de l'indépendance, l'attaquait violemment pendant que se soulevaient les garnisons de Morée et des îles. Ballotté entre les défiances de l'Angleterre et les reproches de la Russie qui pensait à lui substituer le duc de Leuchtenberg, il s'avisa de lancer les Hellènes contre les Turcs avec l'aide des « Mille » de Garibaldi, alors disponibles. Une dernière révolte militaire (19 octobre), qui de Missolonghi gagna Athènes, le réduisit à l'abdication.

Georges Ier (1863). — Le gouvernement provisoire (**Kanaris, Boulgaris** et **Roupho**) éprouva les mêmes difficultés : la rivalité des partis qui ne s'entendaient même pas pour élire un président de la *Constituante*, où les députés siégeaient en armes, et les exigences de l'armée qui, en effet, le renversa en février 1863. L'Assemblée négocia donc directement avec la Russie pour écarter son candidat, Leuchtenberg, et avec l'Angleterre pour accepter le sien, le prince Alfred, second fils de la reine Victoria, qui vaudrait au royaume les îles Ioniennes. Mais le protocole de 1830 écartait du trône hellénique les membres des grandes familles royales. Le 30 mars, l'Assemblée élut un beau-frère du prince de Galles, **Georges**, prince de Danemark, neveu du roi Frédéric VII, qui apporta les îles Ioniennes, mais dut lutter une année encore après son arrivée à Athènes (30 octobre 1863-29 octobre 1864) pour obtenir le vote de la nouvelle constitution. Inspirée d'idées assez radicales, elle laissait le roi isolé en présence de la nation, c'est-à-dire, en fait, des chefs de clans et des politiciens. Le Sénat disparaissait et le

ministère responsable devait affronter une *Chambre unique*, élue pour quatre ans au suffrage universel. Le roi pouvait la dissoudre, à la condition de réunir une Chambre nouvelle dans les trois mois. Un *Conseil d'État*, dont le roi avait exigé la collaboration pour l'étude des lois, ne dura pas au delà d'une année. Ainsi comprise, et bien qu'embellie par l'unanimité des aspirations nationales au



Corfou

sujet de la « Grande Idée », la régénération hellénique apportait un élément de plus à l'état de trouble déterminé en Orient par le réveil des nationalités.

Les nationalités slaves. — Le Montenegro : Danilo et Nicolas Ier. — Le retour de fortune qui avait inscrit la Turquie parmi les puissances européennes faillit coûter l'indépendance aux Serbes orthodoxes de la Tchernagora. A ces clients de la Russie que le prince Danilo avait eu peine à retenir pendant la guerre de Crimée, les diplomates du Congrès prétendaient imposer l'aveu qu'ils appartenaient à l'Empire ottoman. Danilo répliqua en réclamant Antivari et l'accès à l'Adriatique. Napoléon III travaillait à lui procurer cette satisfaction : pour la rendre impossible, une armée turque envahit le Montenegro (1858). Le 13 mars, elle était écrasée à *Grahovo* par le frère de Danilo, **Mirko Petrovitch**. Husseïn-pacha

perdait 3.000 hommes et toute son artillerie. En même temps, une flotte française bloquait *Antivari*.

La pacification, que Napoléon III comptait garantir par une rectification de frontières, fut retardée de cinq années : d'abord par l'assassinat de Danilo (13 août 1860), puis par le soulèvement des Serbes de l'Herzégovine brutalisés par les fonctionnaires ottomans. Il prenait fort au dépourvu le nouveau prince, **Nicolas**, fils de Mirko, âgé de dix-neuf ans, que les puissances forçaient à la neutralité. Ses montagnards gagnèrent nombreux la Narenta et grossirent les rangs des insurgés. C'était le prétexte souhaité; **Omer-pacha**, victorieux avec ses 60.000 hommes des bandes herzégoviniennes, envahit la Tchernagora (1862). L'Angleterre l'excitait à détruire cette avant-garde russe sur l'Adriatique. En août, Mirko, malgré les pertes subies, tenait toujours; le 25, à *Rieka*, il fut écrasé. Mais la France intervint pour le sauver. Le *protocole du 3 mars 1863* écarta la menace d'une occupation militaire par les Turcs et réserva au prince et à son peuple le droit de posséder des armes, fournies par la France et par la Russie.

La Serbie. — Alexandre Karageorgevitch (1842-1858). — Milosch Obrenovitch (1858-1860). — Michel (1860-1869). — A l'opposé, la Serbie risquait de retomber avec **Alexandre Karageorgevitch** dans une vassalité étroite à l'égard du sultan, qui ne le reconnaissait même pas comme prince viager, et sous les prises immédiates de l'Autriche. En 1848, Alexandre fournit des secours, contre les Hongrois, aux Serbes des confins militaires. Docile aux instructions de Vienne, il ne bougea pas pendant la guerre de Crimée. Il y gagna de voir l'autonomie serbe nettement garantie par le Congrès. Peu sûr de la fidélité du parti paysan qu'il savait habitué à prendre le mot d'ordre à Pétersbourg, il gouvernait en tyran non contrôlé par une Assemblée. Des complots le forcèrent enfin à convoquer une *Skoupchtina* (30 novembre 1858). Elle le somma d'abdiquer, et rappela **Milosch Obrenovitch**.

Dès sa rentrée à Belgrade (2 janvier 1859), le vieux prince prit soin de se proclamer *souverain héréditaire* et dressa le programme d'émancipation dynastique que devait réaliser après lui son fils Michel : expulsion des garnisons turques, entente avec le Montenegro pour un agrandissement commun en Bosnie-Herzégovine et en Rascie. Il y travaillait en 1860 malgré le sultan qui refusait de sanctionner les lois organiques votées par la Skoupchtina. C'est pourtant en vertu de ces mêmes lois que son fils le prince Michel lui succéda (20 septembre 1860).

Michel Obrenovitch, pour avoir voyagé dans les capitales occidentales, savait, à trente-sept ans, quel profit un prince entreprenant s'assure à mettre les diplomaties en présence d'un fait accompli. Une loi augmenta donc l'armée active et organisa les réserves pour le jour où le conflit entre chrétiens et Turcs légitimerait son entrée en Bosnie. Le soulèvement d'Herzégovine éclata trop tôt. Du moins, il permit à Michel de poser la question des garnisons turques, dont la présence à Belgrade avait amené le 17 juin une sanglante échauffourée. Et l'Europe, représentée par la *Conférence de Constantinople*, que l'ambassadeur de France, **de Moustier**, mena au nom de Drouyn de Lhuys, lui donna raison. Malgré l'Autriche et surtout l'Angleterre, le protocole du 8 septembre accorda la démolition de deux citadelles et la dévolution à l'État serbe des biens possédés en Serbie par des sujets ottomans. — Des soldats turcs occupaient encore la citadelle de Belgrade. Quand ils l'eurent évacuée (mars 1867), il se trouva que les milices serbes étaient armées et instruites, que l'armée active s'était pourvue d'officiers formés dans une école militaire, et que les espérances de la race à reconstituer l'empire des anciens tzars serbes prenaient, pour commencer, la forme d'une revendication très concrète de la Bosnie et de la Macédoine.

Les Bulgares. — Moins heureux, les Bulgares slavisés n'avaient pas encore rejeté le joug. Des influences intellectuelles, le livre et l'école, préparaient cependant la délivrance. Avec **Païssi**, moine de l'Athos, commence, au début du XIXe siècle, une renaissance littéraire qui s'oriente dans un sens national. **Néophyte Rilski**, élevé en Roumanie, réapprit leur langue aux Bulgares (1837) en composant une grammaire et un dictionnaire slaves. Supérieur (*higoumène*) du monastère du Rilo, il y attirait les « patriotes » qui fondèrent en Bulgarie, où le bon ton était de parler grec, en Roumélie et en Macédoine, des écoles soustraites au patriarcat grec (1853). Bientôt, des *comités révolutionnaires* reliés avec un comité central à Bucarest luttèrent contre



UN HAN (caravan-érail) BULGARE

la police turque qui emprisonnait les *comitadjis*, les déportait en Asie ou en Tripolitaine. D'autres passèrent en Roumanie, à Bucarest et à Braïla, et guettèrent l'occasion. Dans son impatience de rompre avec Constantinople, Zankoff leur proposa même la réunion avec l'Église romaine, moyennant le maintien de leurs rites (1860). Les obstacles ne vinrent pas tous de Rome ; en Bulgarie, de puissantes traditions orthodoxes travaillaient en faveur de l'autonomie religieuse que le sultan, directement sollicité après dix ans de négociations inutiles avec le patriarcat, finit par leur accorder. Le 27 février 1870, un firman reconnut l'Église bulgare « autocéphale », avec sa liturgie slavonne et onze évêques slaves sous la direction d'un *exarque* résidant à Constantinople. Le Patriarche put bien la faire déclarer schismatique par un Concile de prélats grecs ; elle trouvait appui près des autres Églises orthodoxes. L'Église russe, dès longtemps émancipée du Phanar, l'ambassadeur russe, général **Ignatiev**, qui s'était entremis, les *slavistes* de Kiev et de Moscou y virent une promesse de prochaine libération pour les « frères bulgares ».

Les chrétiens de Syrie. — Au Liban, les *Maronites* catholiques, auxquels la Porte nommait un kaïmakan particulier depuis 1842, furent de nouveau traqués en 1845, et surtout après 1856, par les Druses musulmans. Au printemps de 1860, les assassinats se multiplièrent, saignée périodique par laquelle les fonctionnaires empêchaient le pays entier de devenir chrétien. Cette fois encore, **Kourchid-pacha**, gouverneur de Beyrouth, ne s'entremit que lorsqu'il put croire l'opération achevée. En juillet, la tuerie gagnait Damas : les musulmans attaquaient le quartier chrétien, brûlaient les consulats européens. Le pacha Achmet n'empêcha rien ; seul, **Abd-el-Kader** se porta au secours avec ses Algériens et sauva 1.500 chrétiens en leur ouvrant son *konak*.

Contre ces atrocités, la France réclama une commission européenne d'enquête et offrit d'envoyer un corps d'armée en vertu des Capitulations. Les puissances la laissèrent agir, tout en la surveillant. Le 8 août, 6.000 soldats, aux ordres du général **de Beaufort d'Hautpoul**, débarquèrent à Beyrouth et ne trouvèrent point à combattre. Un commissaire ottoman, **Fuad-pacha**, les avait précédés pour faire juger, exécuter, emprisonner ou bannir quelques civils et militaires. D'Hautpoul, trompé par ses guides turcs, ne put pas atteindre les vrais coupables, réfugiés loin des sentiers de la montagne. Et l'Angleterre ne lui en laissa pas le temps. Indifférente au sort des Maronites, elle n'admettait point que ce pays, dont elle

avait vingt ans auparavant, au risque d'une guerre européenne, chassé Mohammed-Ali, tombât, à si peu de frais, entre les mains des Français. Lord Cowley le signifia aux Tuileries, et Napoléon III dut masquer son mouvement de générosité derrière un protocole de diplomates. Le 5 juin 1861, la division française quittait Beyrouth ; le 9, la Conférence des ambassadeurs à Constantinople (sir Henry Bulwer, La Valette, Prokesch-Osten, Lobanov et de Goltz) signait avec Aali-pacha, ministre des Affaires étrangères, un *règlement* qui partageait la montagne en six arrondissements administrés par un *Conseil législatif* et gardés par une police mixte (7 hommes par 1.000 habitants). Un *gouverneur chrétien*, nommé par la Porte et accepté par les puissances, veillerait à la sécurité publique, percevrait les impôts, désignerait les administrateurs et les juges, présiderait le *Conseil administratif central*. **Davoud-pacha**, nommé pour trois ans, fut maintenu jusqu'à 1868. Son successeur fut **Franco-Nasri-pacha** (1868-1873).

La question de Crète. — Très maltraités jusqu'à 1829 par les troupes d'Ibrahim, ralliés par le gouvernement grec de Capo d'Istria, puis replacés sous le joug du sultan, malgré le principe qu'une terre chrétienne émancipée ne doit plus connaître la servitude de l'Islam, les Crétois de race hellénique (150.000 contre 50.000 musulmans) se soulevèrent en 1840, puis en 1852, enfin en mai 1866, dans l'espoir que la Russie, dont le roi Georges de Grèce épousait une grande-duchesse, ferait annexer leur île au Royaume. Gortchakov s'y montrait disposé. Pour lui, les arrangements de 1856 n'offraient plus de valeur depuis que des atteintes fréquentes et graves les avaient « invalidés » (circulaire du 20 août). Une Europe nouvelle résultait de l'émancipation italienne, des agrandissements de la Prusse, de la sanction donnée par des traités récents aux volontés populaires. Or en Turquie, depuis le hatti-humayoun de 1856, aucune réforme accomplie en faveur des chrétiens, qui conservaient leur situation inférieure ; contre eux, comme auparavant, même régime d'assassinats et de massacres, fruits du fanatisme islamique. Le moment d'une intervention décisive semblait venu.

De Pétersbourg et de Moscou, la propagande russe se répandit dans les Balkans. Des agents et des comités locaux distribuaient des livres pieux en Bulgarie, guidaient les « missions géographiques » (parmi ces géographes, beaucoup d'officiers russes) jusqu'à Philippopoli et Andrinople. En 1867, à Moscou, au « Congrès des amis de l'histoire naturelle », qui réunit les représentants des nationalités

slaves d'Europe, sous le prétexte que l'opinion russe réclamait « le triomphe de la Croix sur le Croissant » et « de libres communications avec l'Univers entier » par le Bosphore, le mot de *panslavisme* fut prononcé.

Mot inexact en tant qu'expression de race, et qu'aussi bien le gouvernement russe désavouait. Des « Slavophiles », opposés aux « Occidentaux », aspiraient seulement de façon vague vers Constantinople. Seuls s'affirmaient nets un panserbisme, soutenu par l'*Omladina* de Belgrade, et un panhellénisme serviteur de la « Grande Idée »; l'un et l'autre exhortaient les chrétiens des Balkans à « donner la main aux aigles du nord ». Des chants populaires les détournaient de se fier aux promesses des Français et des Anglais pour se confier à la Russie. « Regardez donc de près ces Turcs que vous craignez, à quoi ressemblent-ils ? A des lièvres poltrons. Voyez comme les Candiotes les battent ! Voyez comme les Turcs tremblent en entendant le nom de Candiote, de Monténégrin et de Russe ! » (1868.)

La France proposait de donner à la Grèce la Crète (où combattaient des volontaires français) et d'obliger le sultan à réaliser des réformes dans l'Empire. La Russie approuvait. L'Autriche, avec un empressement suspect, suggéra en outre d'abolir l'article 14 du traité de Paris. Mais l'Angleterre s'interposa ; « la Turquie, déclara lord Stanley, avait en Crète le même droit que l'Angleterre dans l'Inde, la France en Algérie et la Russie en Pologne ». Aussitôt François-Joseph et Napoléon III reculèrent. Gortchakov ne parla plus que d'une coercition morale. C'était abandonner toute action européenne efficace en faveur des Crétois. Abdul-Aziz saisit l'occasion. Un *firman du 10 janvier 1868* concéda qu'auprès du vali et du commandant en chef des troupes, nommés par le sultan, un *Conseil de gouvernement* et des *conseils de provinces* seraient formés de membres musulmans et de membres chrétiens en nombre égal, sauf pour les cantons mixtes, dont la délégation serait musulmane. A ce prix, le sultan garantit l'apaisement dans l'île, comme il « pacifiait » la Bulgarie et l'Empire en appelant un chrétien dans le ministère ottoman. La Grèce, déçue dans ses espérances, arma en faveur des Crétois. Une conférence, réunie à Paris (9 janvier 1869), lui défendit d'intervenir. La France renonçait à entamer, au seul profit de la Russie, l'intégrité ottomane, et la Russie, sans finances, en retard pour son armement, ne pouvait pas affronter l'Europe dans une guerre générale. Pour les Crétois, qui retombèrent sous la domination musulmane, la question restait entière.

III. — *La crise de 1875 et la guerre des Balkans.*

La faillite du Tanzimat. — A la Turquie, l'Europe avait laissé vingt années pour se réformer. En faveur de la réforme, elle avait arrêté les entreprises « panslavistes ». Les Turcs éclairés le sentaient. Fuad-pacha, mourant à Nice (12 février 1869), rédigeait pour le sultan, dans son « Testament politique », un programme de gouvernement. Pour avoir « autant d'argent que l'Angleterre, autant de lumière que la France et autant de soldats que la Russie », il s'agissait non pas d'abandonner l'Islam, « l'essentiel de toutes les doctrines vraies ayant pour objet le progrès du monde et de l'humanité », mais de s'assurer la force « que les sciences et les principes modernes ont mise entre les mains de tous les peuples de l'Europe », de s'appuyer sur l'Angleterre et sur la France, de se défier de la Prusse, qui pourrait bien avoir « acheté les dépouilles de l'Autriche » en la poussant sur les provinces ottomanes, et surtout de la Russie, « ennemi forcé de notre Empire ». Organiser, avec la justice, une instruction publique nationale, fonder « l'unité d'État et de patrie sur l'égalité de tous », construire des routes et des voies ferrées, voilà la tâche immédiate. « Le jour où nous aurons autant de chemins de fer que les pays d'Europe, V. M. sera à la tête du premier empire du monde. » Cette œuvre ne s'accomplit pas.



MIDHAT-PACHA
(1824-1883)

En apparence, des institutions à l'occidentale consolidaient la transformation matérielle. L'armée, musulmane de recrutement, se fortifiait ; les premiers chemins de fer se construisaient de Constantinople à Salonique (1868) ; des écoles supérieures et secondaires s'ouvraient. Le sultan plaçait auprès des valis de provinces des *conseils* administratifs et judiciaires, à majorité élue (1864) ; en

1868, il créait, sous la présidence de **Midhat-pacha**, un *Conseil d'État*, d'attributions analogues à celles d'une Chambre haute, et une *Cour suprême de justice ;* l'une et l'autre composées de musulmans et de chrétiens.

Ce n'était là qu'une façade. Non par la faute d'Abdul-Aziz ; mais, par derrière, se perpétuaient le trafic des exemptions de service pour les officiers supérieurs et généraux, les « mangeries » des fonctionnaires empêchant les travaux des routes, les superstitions des vieux musulmans retardant ceux des chemins de fer, la réforme administrative rendue illusoire par l'ardeur cynique à s'enrichir des subalternes mal payés ; tout ménagé en faveur des musulmans privilégiés. Au total, centralisation plus pesante, taxes plus lourdes, dilapidations facilitées par l'afflux des capitaux français et anglais, installation, malgré les traités, de Circassiens pillards au milieu des Bulgares déjà frémissants, réduits à n'espérer plus qu'en une intervention de l'Europe. Gortchakov pouvait dire : « Le hatti-humayoun de 1856 est une traite qui a perdu toute sa valeur pour n'avoir pas été acquittée. »

La Russie contre l'Empire ottoman. — Par son ambassadeur Ignatiev (1864) la Russie guettait à Constantinople la faillite du Tanzimat, tenu pour une inspiration française. « Si j'étais un ministre russe, disait Fuad, j'aurais bouleversé le monde pour conquérir Constantinople. » Après 1870, cet appétit de conquête tenta de se satisfaire ; mais le « panslavisme » ne fut qu'un prétexte bruyant. Alexandre II qui avait facilité, en demeurant neutre, la défaite de la France impériale, annonça le 29 octobre (au lendemain de la capitulation de Metz), par une circulaire de Gortchakov, qu'il répudiait les obligations du traité de Paris « en tant qu'elles restreignent ses droits de souveraineté dans la mer Noire » (art. 11, 13 et 14). Londres et Vienne protestèrent contre le procédé, parlèrent de guerre ; Bismarck, intéressé à limiter alors les conflits armés, promit à l'Angleterre de faire venir l'affaire devant une Conférence. La *Conférence de Londres* (17 janvier 1871), où la France ne parut pas, corrigea, suivant les vues du tzar, l'œuvre française de 1856 (convention du 13 mars). La Convention des Détroits maintenue avec le principe qu'un traité entre plusieurs participants ne peut pas valablement être annihilé par la volonté d'un seul, la Russie fit admettre son droit à relever ses arsenaux dans la mer Noire (notamment Sébastopol), à y entretenir une flotte militaire, outre la « flotte volontaire » d'Odessa. Menace directe pour la Turquie, incapable de profiter pour son compte de cette « liberté » de

la mer Noire. Plus que jamais, Ignatiev faisait la loi au Divan, dominait Abdul-Aziz finissant et le grand vizir Mahmoud-pacha, encourageait la propagande provinciale des *comités* serbes et bulgares. En représailles, le fanatisme musulman lança les pachas contre les riches suspects. La *Jeune-Turquie* nationaliste se décidait à masquer par les aventures d'une lutte religieuse la banqueroute financière où sombrait le Tanzimat.

Les insurrections d'Herzégovine (mai 1875), de Bosnie et de Bulgarie (1876). — Ainsi provoqués, les chrétiens *d'Herzégovine* refusèrent impôts et corvées et battirent le gouverneur Dervisch-pacha. Des bandes insurgées, renforcées de Bosniaques, de Serbes et de Bulgares, obligèrent les garnisons turques à la retraite (1875). Le sultan, pressé par Ignatiev et par les Autrichiens, promit à deux reprises d'introduire dans la province des institutions représentatives et une gendarmerie locale.

Au printemps de 1876, l'insurrection s'étendit à la *Bosnie* que dut évacuer Selim-pacha, puis à la Bulgarie où les patriotes, groupés autour du Rilo, organisèrent un gouvernement national. La Serbie et le Montenegro armaient en faveur des insurgés de leur race (1er juillet). Des volontaires russes rejoignirent l'armée serbe, qu'inspecta puis commanda le général **Tchernaiev**. A cette première secousse, le régime d'Abdul-Aziz s'effondra : le 30 mai, des soldats, des étudiants coraniques, qui attribuaient à ses complaisances à l'égard d'Ignatiev et de l'Europe la décadence de l'Empire, assiégeaient la résidence impériale. Suleïman et Midhat-pacha obtinrent du cheikh-ul-islam un *fetva* de déposition et proclamèrent Mourad-effendi, neveu d'Abdul-Aziz, dont le suicide fut annoncé le 4 juin. Mais **Mourad V** n'était qu'un faible d'esprit, sous le nom de qui gouvernait Midhat-pacha. Déclaré fou, il se vit détrôner à son tour (31 août) et remplacer par son frère **Abdul-Hamid II**.

L'Europe et la crise ottomane. — « Il y a deux manières, disait Gortchakov, de traiter la question d'Orient : ou de l'attaquer à fond, ou un replâtrage. Eh bien ! je suis vieux, je suis pour le replâtrage. » A l'opérer, le nouveau « directoire des affaires européennes », que formait contre les menaces de révolutions « l'alliance des trois Empereurs », manifesta tout de suite son incapacité. Déjà, la *note Andrassy* du 30 janvier 1876 n'avait rien produit ; un *memorandum* rédigé à Berlin sur la demande de Gortchakov exigea en Bosnie et en Herzégovine une Assemblée de notables chrétiens et des réformes dont l'application serait surveillée par les consuls euro-

péens. Au bout de deux mois, si l'ordre n'était pas rétabli, les trois Empereurs menaçaient d'une intervention directe. Le Divan s'en émut peu ; malgré l'assassinat par les musulmans de Salonique des consuls de France et d'Allemagne, Disraëli, occupé ailleurs, avait fait écarter le *memorandum* au nom des légitimes susceptibilités de la Turquie indépendante. A la place, il préconisait une simple *conférence d'ambassadeurs* à Constantinople. Elle devait s'ouvrir le 11 décembre.

Dans l'intervalle, l'irréparable s'était produit. Contre l'attente commune, les Turcs réprimèrent vigoureusement l'attaque serbe et monténégrine ; **Nicolas** de Montenegro, vainqueur en juillet, se laissa refouler vers Cettigné par **Moukhtar-pacha** ; quant à **Milan** de Serbie, médiocre stratège, il avait poussé Tchernaïev sur la haute Morava, sans lier ses opérations avec celles du Montenegro. Tchernaïev fut battu par Osman-pacha à *Deligrad* (août) puis par Abdul-Kerim à *Alexinatz* (1er septembre). Les généraux turcs décidaient de lancer sur Belgrade leurs irréguliers asiatiques ; Milan demanda un armistice et la médiation de l'Europe. Seul, Ignatiev s'employa pour lui. Pressé par les passions nationales et orthodoxes, le tzar le chargea de remettre à la Porte un ultimatum (15 octobre) : armistice pour la Serbie et le Montenegro, autonomie de l'Herzégovine, de la Bosnie et de la Bulgarie sous un contrôle européen. Le 2 novembre, l'armistice fut accordé.

Ces délais avaient donné aux Turcs le temps de saigner la Bulgarie. **Chevket-pacha**, chargé d'étouffer l'insurrection à tout prix, répandit jusqu'au Danube des bandes de Circassiens et de *bachibouzouks* d'Anatolie qui brûlèrent les villages, massacrèrent avec des raffinements de sauvages les habitants, femmes et enfants. Les « atrocités de Bulgarie », qui firent 30.000 victimes, inaugurèrent la renaissance musulmane voulue par les oulémas, vrais auteurs des révolutions de 1876, et le « régime hamidien ». Là contre, les six puissances n'avaient aucun programme. Le *protocole de Londres* déclarait bien qu'elles veilleraient « à la façon dont les promesses du gouvernement ottoman seraient exécutées », qu'elles assureraient « le bien-être des populations chrétiennes et les intérêts de la paix générale ». Mais l'Angleterre, remuée par **Gladstone** contre la barbarie turque, ne sut rien imposer à son ministère tory, toujours défiant de l'ambition russe. L'Allemagne se désintéressait d'une question qui ne valait pas « les os d'un grenadier poméranien », ne pensait qu'à son alliance avec les Empereurs, et ne se fâcherait pas si le tzar, engagé dans le guèpier, s'en tirait soit avec un accroissement en Bulgarie, soit

avec une défaite qui l'affaiblirait d'autant en Europe. Bismarck le déclarait à Salisbury qui se rendait à Constantinople. Bratiano, à Bucarest, recevant de Berlin des réponses entortillées, concluait : « Bismarck veut la guerre ». En tout cas, le sultan ne vit dans la Conférence qu'une cérémonie diplomatique que ne suivrait aucune sanction.

Le 24 décembre, Ignatiev et les ambassadeurs : Salisbury et lord Elliott, Zichy et Calice (Autriche), de Werther (Allemagne), de Bourgoing et Chaudordy (France) et Corti (Italie), se mettaient cependant d'accord pour doter la Bosnie, l'Herzégovine et la Bulgarie au nord du Balkan proclamées autonomes de gouverneurs nommés par entente avec une commission internationale, qui contrôlerait elle-même l'octroi des réformes dans les autres provinces d'Europe. Soudain, **Server-pacha** leur communiqua, au bruit des salves d'artillerie, la constitution applicable à tout l'Empire, annoncée en octobre pour obtenir de l'Europe un sursis de six mois, et rédigée par Midhat, grand-vizir, pour « fonder à jamais le règne de la liberté, de la justice et de l'égalité ». Le sultan exercerait le pouvoir exécutif par des ministres responsables ; il partageait le pouvoir législatif avec un *Sénat* nommé par lui et une *Chambre de députés* élus pour quatre ans, sans distinction de religions, au suffrage universel. Les magistrats seraient inamovibles, l'impôt voté tous les ans par les Chambres. La Constitution garantissait la liberté des cultes et la liberté individuelle, établissait l'obligation de l'enseignement primaire. En conséquence, un *Divan extraordinaire* de 180 dignitaires repoussa comme insuffisant le programme de la Conférence (janvier 1877).

Les ambassadeurs perçurent la comédie hamidienne. Inadvertance ou rouerie, Midhat, de par la Constitution, remettait les droits de Samos, du Liban, des Crétois et des Mirdites catholiques d'Albanie à un Parlement de majorité musulmane. De fait, les Crétois refusèrent d'y députer ; les Mirdites se déclarèrent en lutte ouverte. Aussi bien, quelle possibilité d'appliquer un traitement uniforme à des races aussi diverses : aux Bulgares, travailleurs, avides de s'instruire, mais exaspérés par les derniers massacres et dispersés en Macédoine, en Roumélie et en Thrace autour de villes qui ne sont pas bulgares ; aux Bosniaques et Herzégoviniens, divisés en catholiques et orthodoxes, attirés suivant les clans vers la Serbie, le Montenegro et l'Autriche, mêlés à une riche aristocratie musulmane, incapables en fait de constituer une principauté autonome, sinon pacifiée au préalable par une occupation

étrangère ? Dans cet enchevêtrement, le seul parti possible était l'octroi du *self-government* local et provincial sous la tutelle de l'Europe. Le sultan, justement, n'en voulait pas ; le 5 février, Midhat-pacha, renvoyé du vizirat, partait pour l'exil.

Conflit russo-turc. — Les ambassadeurs avaient quitté Constantinople (21 janvier) ; il semblait que la parole fût aux armées. Pourtant, malgré les armements russes et les contre-armements turcs, l'Angleterre ne désespérait pas de la paix. Elle l'imposa à la Serbie (1er mars), non au Montenegro. Au lieu du port de Spizza qu'il voulait sur l'Adriatique, la Porte lui offrait la libre navigation sur la Boïana (qui n'est pas navigable) et lui refusait dans la plaine la ville de Nikchitch que le prince Nicolas bloquait depuis six mois. Cette intransigeance, dictée par le chef des oulémas, réveilla les exigences russes. A la *Conférence de Londres* (mars 1877), qui mettait la Porte en demeure d'exécuter les réformes sous le contrôle du corps diplomatique, la Russie communiqua une note par laquelle elle sommait la Turquie de désarmer. La Chambre des députés, composée de musulmans, rejeta (9 avril) le protocole de Londres et l'ultimatum russe. Le 23 avril, méprisant l'ordre donné aux escadres anglaises de Gibraltar et de Malte de joindre les Dardanelles, le tzar déclara la guerre à la Turquie.

Depuis un an, il s'y était résolu. Mais le sultan croyait que « le Moskol » ne marcherait pas. Il spéculait sur l'appui de l'Autriche et de l'Angleterre (que des devineresses lui avaient promis) ; il ne courait au surplus nul risque financier, décidé à ne payer, vaincu, aucune indemnité de guerre. Les emprunts lui avaient procuré des fusils modernes et des canons Krupp, voire les éléments d'une flotte cuirassée. Or, en 1828, il avait fallu aux Russes deux campagnes pour forcer le Danube et le Balkan ; en 1854, Silistrie n'avait pas cédé. Au pire, la Turquie ne risquait que ses provinces danubiennes, non sa propre existence ; vaincue, elle obtiendrait des conditions presque aussi douces que maintenant celles des diplomates. -- La Russie avait d'autres raisons. L'armée, massée depuis des mois sur le Pruth, coûtait gros et risquait les épidémies ; le commerce était inquiet et inerte, les faillites nombreuses, le papier-monnaie déprécié de 30 pour 100. L'inaction de Gortchakov semblait un aveu d'impuissance sénile qu'exploitaient les diplomates turcs. Après avoir affronté les railleries des chancelleries, il importait de ne pas perdre le prestige devant les peuples.

Un problème subsistait. Victorieuse au nom de la civilisation, la Russie resterait-elle en possession des Balkans ? Alexandre II, à

Reichstadt (1876), avait prévu avec François-Joseph l'écroulement de l'Empire turc et l'occupation, au moins temporaire, de Constantinople ; l'Autriche pourrait alors occuper la Bosnie et l'Herzégovine. Stipulations verbales, que le général Obroutchev et Novikov fixèrent à Vienne dans un *traité secret*. Il attribuait à l'Autriche un contrôle sur les territoires situés à l'ouest d'une ligne tirée des Portes de Fer à Salonique, le Montenegro sans doute excepté (janvier 1877). Par une telle résolution de limiter la guerre, le tzar rassurait l'ambassadeur italien : « Si je suis contraint d'entrer en Bulgarie, j'en saurai bien sortir » ; en toute occasion, le comte **Schouvalov** l'affirmait à Londres. Redoutant une intervention anglaise, il prétendait la conjurer par une alliance avec lord Derby, son ami personnel et partisan d'une entente russe ; il lui promit que l'armée n'occuperait pas Gallipoli, sans exiger en retour que la flotte anglaise ne passât pas les Dardanelles. Plus tard, il signa avec Salisbury une *convention secrète* qui soumettait le futur traité russo-turc à l'homologation d'un congrès européen. Hypothèque destinée à grever toute la campagne, et qu'oubliait ou ignorait le grand-duc Nicolas, généralissime, quand il disait à Ignatiev : « J'ai l'ordre de ne m'arrêter devant rien et de marcher sur Constantinople, et je marcherai. »

Guerre des Balkans. — Première partie : du Danube à Plevna (23 avril-août 1877). — Le 10 avril, le tzar s'assura, par convention secrète, le concours de la Roumanie. Elle livra, avec toutes ses ressources, le libre passage aux armées russes. Le prince Charles hésitait à se lier ; quand le sultan suzerain le somma d'agir avec lui contre l'invasion, il se rangea, conseillé par **Bratiano**, au parti le plus profitable, proclama l'indépendance, forma de ses 50.000 soldats l'aile droite de l'armée alliée. Le tzar entraîna de même 25.000 Monténégrins, 50.000 Serbes, qui prirent les armes malgré le traité du 1er mars ; la Grèce, dont la reine Olga passait pour très belliqueuse, menaça l'Epire et la Thessalie.

Les Turcs mobilisèrent 500.000 hommes (dont une brigade égyptienne). En défalquant les corps des frontières, il restait deux masses d'armées. — Sur le Danube, 190.000 hommes répartis entre l'*armée du Quadrilatère* à l'est (100.000 hommes et 230 canons), aux ordres directs d'**Abdul-Kerim**, commandant en chef ; l'*armée de Viddin et du Timok*, à l'ouest (60.000 hommes et 100 canons) sous **Osman-pacha** ; une *réserve* de 30.000 hommes et 30 canons (à Nisch et à Sofia). — Au Caucase, **Moukhtar-pacha**, qui devait réunir 125.000 hommes, n'en utilisa que 70.000 (dont 30.000 réguliers) avec 150 canons. Il lui fallait garder les places délabrées de Batoum, Ardahan, Kars

et Erzeroum ; jamais il ne disposa de plus de 40.000 hommes pour les opérations en rase campagne. — Dans la mer Noire, des monitors cuirassés, commandés par un Anglais, **Hobart-pacha**, escortèrent les ravitaillements expédiés à Moukhtar. Les soldats, très durs à la fatigue, étaient commandés par des officiers ignorants et sans initiative ; les 12.000 cavaliers réguliers s'avouaient mal instruits, les irréguliers sans valeur militaire. Aucun service d'état-major ; Abdul-Kerim ne conçut même pas de plan de campagne, ni pour empêcher la concentration russe en Roumanie, ni pour arrêter l'ennemi entre le fleuve et le Balkan. Résigné à la défensive passive, il n'esquissa aucune manœuvre sur la rive gauche du Danube.

La Russie qui, en novembre 1876, avait formé une *armée du Danube* à six corps, au quartier général de Kichinev, n'était pas prête en avril 1877. La concentration, gênée par le défaut de routes et de voies ferrées, fut lente entre Dniestr et Pruth. Trois groupes formèrent l'*armée du sud* commandée par le grand-duc **Nicolas,** frère du tzar : 4 corps (chacun de 35.000 hommes), le corps mixte des « éclaireurs de l'armée du sud » confié au général **Skobelev** (une division de cosaques, une brigade de chasseurs et 5 batteries) et des fractions indépendantes : 160.000 hommes et 500 canons ; — l'*armée des côtes de la mer Noire*, concentrée à Odessa, aux ordres du général **Semeka** (70.000 hommes et 200 canons) ; — une *réserve* de 3 corps (110.000 hommes et 320 canons) qui renforça rapidement l'armée du sud. Au total, 350.000 combattants et 1.100 canons. — En Asie, 90.000 hommes sous le grand-duc **Michel**, gouverneur du Caucase, mais commandés par le général **Loris-Melikov**, furent portés à 160.000 hommes d'infanterie et 40.000 cavaliers avec 400 canons. L'objectif était Erzeroum, au croisement des routes qui à travers l'Arménie mènent vers la Caspienne, le golfe Persique, la Méditerranée et la mer Noire. — En Europe, il s'agissait d'occuper la Valachie vers Galatz, de passer le Danube à Roustchouk, et de percer à travers le Balkan vers Andrinople, en masquant les armées turques. La cavalerie, avec ses jeunes généraux (Gourko, Skobelev fils), pouvait seule accomplir ce programme ; l'infanterie était lourde et peu mordante, l'intendance en désordre, l'état-major (généraux **Niépokoïtchiski** et **Levitski**) tout à fait incapable. Nulle entente entre le grand-duc et Gortchakov, arrivé avec le tzar à *Ploesci* (26 mai) (1).

(1) Le grand-duc, ami d'Ignatiev, se mit en colère quand Gortchakov, paraissant céder aux menaces anglaises qu'apportait Schouvalov, voulut arrêter l'armée au Balkan. Il le représentait comme « complètement fou », et en termes crus : « Gortchakov est un cochon ; oui, oui, tout simplement un cochon » (31 mai).

Du 24 avril au 20 juin, les Russes gagnèrent *Bucarest*, par Galatz et Braïla, coulèrent ou chassèrent la flottille cuirassée turque, jalonnèrent le Danube de torpilleurs amenés par terre, déployèrent leur cavalerie sur la rive gauche. Pour dégager le Montenegro que les Turcs accablaient, ils brusquèrent le passage du fleuve à *Simnitsa* en face de Sistova (nuit du 26 au 27 juin) en commençant par la division Dragomirov (VIIIe corps). En aval, le général **Zimmermann** (XIVe corps) chassait les Turcs de la Dobroudja. Le 9 juillet, l'armée du sud se concentra sur la rive bulgare entre Nicopolis et Roustchouk. A cette opération difficile, sur un fleuve large de 800 mètres, les Turcs avaient à peine résisté.

Nicolas partagea ses 130.000 hommes en trois masses. Le tzarévitch **Alexandre** (XIIe, XIIIe et XIe corps) marcha vers l'est contre Abdul-Kerim, le repoussa de *Biéla* sur la Jantra, puis sur le Lom vers *Rasgrad* (16 juillet) et s'arrêta par prudence; le général **Krüdner** (IXe corps) s'empara de *Nicopolis* à l'ouest et marcha sur *Plevna*, contre l'armée d'Osman-pacha. Le 20 juillet, **Osman** accablait la division Schilder puis se fortifiait sur les hauteurs qui entourent Plevna; dans un camp formidable (officier du génie, il avait suivi la guerre de Sécession), il concentra 20.000 hommes et 58 canons. Krüdner s'était renforcé (IVe et partie du XIe corps); avec 35.000 hommes et 170 canons, il attaqua le 30 juillet, mais en formations si compactes qu'il perdit 7.300 hommes sous le feu violent des Turcs, bien abrités et approvisionnés. L'aile droite russe cessa quelque temps toute offensive. — Au centre, le grand-duc forma un « corps mixte d'avant-garde » (12.000 fantassins, 4.000 cavaliers, 38 canons) entraîné par **Gourko**, pour surprendre les passes du Balkan. Le 7 juillet, Gourko était à *Tirnovo;* le 12, il tournait la passe de *Chipka* (que défendit bien **Kouloussi-pacha**) par le col de Haïnkoï, remontait par Kazanlik pour attaquer Chipka par le sud, pendant que le VIIIe corps (général Radetzki), de Gabrovo l'attaquerait par le nord. Le 17, Gourko, retardé par des combats dans la vallée de la Toundja, n'est pas à Chipka lorsque le VIIIe corps attaque; Kouloussi-pacha le repousse, et le lendemain bat Gourko, menacé en arrière par **Réouf-pacha**. Mais Kouloussi n'a plus ni munitions ni vivres; il évacue Chipka qu'occupe le VIIIe corps. Gourko se jette au sud, détruit les télégraphes et les voies ferrées, marche sur Philippopoli. Là il se heurte à Kouloussi qui, rejoint par Réouf et Suleïman-pacha rappelé du Montenegro, lui donne la chasse avec des forces supérieures, le bat plusieurs fois (à *Eski-Zagra*, 31 juillet), le rejette au delà du Balkan. Le 1er août, Gourko rentrait à Tirnovo où le corps d'avant-garde était dissous. Le « raid » finissait

en aventure que, plus agissants, les Turcs auraient changée en désastre.

La dispersion des forces russes produisait ce résultat : deux batailles perdues sous Plevna, Gourko repoussé des Balkans, le tzarévitch immobilisé sur le Lom, deux armées turques intactes dans le Quadrilatère et dans Plevna, Suleïman-pacha menaçant le quartier général russe de Tirnovo.

Deuxième partie : Plevna (août-décembre 1877). — L'état-major russe, ramené à Biéla, appela quatre nouveaux corps d'armée (XVe, XVIe, XVIIIe et la Garde impériale). Le VIIIe corps maintenu à Gabrovo et à Chipka, une *armée de l'ouest* se forma devant Plevna, renforcée des deux corps roumains; un corps fut envoyé au tzarévitch. Le sultan renforça aussi ses trois armées d'Europe. **Suleïman-pacha** concentrait 50.000 hommes à Sofia. **Méhémet-Ali-pacha** (Charles Détroit, général français converti à l'Islam), commandant en chef à la place d'Abdul-Kerim destitué (21 juillet), projeta d'attirer à lui l'armée de Suleïman par Osman-Bazar et, pendant que Réouf tiendrait les Balkans, de pousser au Danube, avec l'aide d'Osman-pacha, les Russes immobiles dans l'attente de leurs renforts. Mais Suleïman se dérobe et demeure inutile. Réduit aux seules forces du Quadrilatère, Méhémet-Ali les réorganise en deux masses : la première sous **Hassan**, prince égyptien, la seconde sous **Achmet-Eyoub**.

De fait, Suleïman-pacha n'obtint aucun résultat. Au lieu de poursuivre Gourko sur la Jantra, il attaqua de front, avec 50.000 hommes, Chipka que défendaient 20.000 Russes de Radetzki. Il y perdit 3.000 hommes. Appuyé par ses batteries de montagne, il recommença l'assaut; une série de combats lui coûta 10.000 hommes (20-27 août). Redescendu à Kazanlik chercher des renforts, il escalada encore la passe (17 septembre), l'occupa un moment, mais en fut délogé (21-22 septembre) et rejeté dans la vallée de la Toundja.

A la fin d'août, Méhémet-Ali prit l'offensive contre les trois corps mal soudés du tzarévitch. Abordant toute la ligne du Lom, il les battait à *Iaslar* (23 août), à *Kadikan* (30 août), à *Katzelevo* et *Ablanovo* (5 septembre). Le tzarévitch recula sur la Jantra en avant de Biéla. Mais, retardé par le mauvais temps, Méhémet ne reprit le combat que le 15 septembre ; mal secondé par des sous-ordres qui le jalousaient, il fut battu le 21 septembre et, desservi auprès du sultan, remplacé par Suleïman-pacha (3 octobre).

Suleïman, laissant Réouf à la défense du Balkan, amena ses

troupes dans le Quadrilatère, où il demeura deux mois inactif. A la fin il brusqua l'attaque et battit à *Elena* (4 décembre) le corps qui gardait la route de Tirnovo. Il aurait donc pu dégager Osman à Plevna; il n'y pensa point et se rejeta vers Roustchouk pour percer vers Sistova. Dans l'intervalle, Plevna succombait.

A Plevna, Osman, victorieux le 30 juillet, avait projeté de joindre soit Suleïman par Lovatz, soit Méhémet-Ali par Tirnovo. Un ordre du sultan le maintint à Plevna où il se renforça des troupes de Viddin et de Sofia. A la fin d'août, il avait 40.000 combattants répartis en quatre groupes d'ouvrages fortifiés. L'*armée russo-roumaine*, aux ordres du prince **Charles**, avec le général **Zotov** comme chef d'état-major (100.000 hommes et 450 canons), resserra ses corps autour de la place et repoussa (31 août) une sortie de l'assiégé. Le 2 et le 3 septembre, Skobelev, occupant Lovatz, lui coupa la route des Balkans. Le 11 septembre, jour de la fête du tzar arrivé à l'armée, l'assaut décisif serait donné par les *Montagnes-Vertes* (au sud-ouest). Du 7 au 11, l'artillerie faisait rage contre les pièces turques bien abritées et très mobiles ; l'infanterie progressait et se fortifiait sous le feu. Mais la direction d'ensemble fit défaut. Le 12, les Roumains enlevèrent et conservèrent *Grivitza* (à droite); Skobelev et Imeretinski tournèrent et occupèrent *Krichine* (à gauche) qu'il leur fallut abandonner le lendemain ; au centre, toutes les attaques avaient échoué. Les Russo-Roumains perdaient 22.000 hommes (Skobelev 40 hommes sur 100), les Turcs seulement 4.000.

Il fallait entreprendre un siège en règle, en coupant Osman de Sofia et de Viddin. **Todtleben**, nommé commandant en chef des troupes assiégeantes, amena tous les renforts disponibles, surtout en artillerie. Osman recevait encore par le Vid des vivres et des munitions, 30 bataillons de complément. Le 15 octobre, Gourko occupa la rive gauche du Vid, et Plevna fut investi. Pendant que les Roumains tenaient la route de Viddin, Gourko enleva *Lovatz*, *Dubnick* et *Telich*, Skobelev les Montagnes-Vertes. Osman, averti des défaites de Suleïman, à bout de ressources, tenta de percer vers Viddin avec 20.000 hommes (10 décembre); mais il s'attarda à rallier le reste de ses troupes. Survinrent les réserves russes qui l'écrasèrent. Osman, blessé, ne voulut se rendre qu'à Todtleben; il avait perdu 6.000 hommes; 40.000 (dont 2.000 officiers) furent pris avec 80 pièces de canon.

Troisième partie : la marche sur Constantinople (décembre 1877-31 janvier 1878). — La chute de Plevna décida

de la guerre. L'armée roumaine assiégea Viddin; le tzarévitch, avec Todtleben, les places du Quadrilatère. Le centre, renforcé d'une partie de l'armée de l'ouest (en tout 200.000 hommes), marcha sur le Balkan. Les Serbes, accourus à la curée, prirent à revers les défenseurs de Sofia; Gourko, qui avait franchi dans la neige les défilés d'*Étropol*, les attaqua de front. *Sofia* succomba le 4 janvier. L'armée russe déferlait à travers les passes du Balkan; à *Chipka*, elle captura 20.000 Turcs qui battaient en retraite vers Philippopoli, entraînant les troupes que Suleïman ramenait du Quadrilatère. Suleïman, pour ne pas être tourné par Andrinople vers laquelle galopaient les cosaques, rompit le combat après trois jours et gagna le port de Cavala, où ses troupes s'embarquèrent pour Constantinople.

La 19 janvier, Gourko entrait à *Philippopoli;* le 20, il rejoignit à *Andrinople* l'avant-garde du centre. Elle dispersa les bachi-bouzouks, laissés seuls à la défense de la Maritza.

Les opérations en Asie. — Contre les 40.000 hommes de Moukhtar-pacha, Loris Melikov forma quatre colonnes indépendantes. Tandis que la droite et la gauche poussaient vers *Batoum* et *Ardahan* (avril 1877), au centre, Melikov investit *Kars* (4 juin), **Tergoukassov** surprit *Bayazid* (30 avril) puis *Daghar* (16 juin) et attaqua Dawiel à *Delibaba*. Mais Moukhtar avait rejoint Dawiel; le 22 juin, il battait Tergoukassov, se retournait vers Loris Melikov qu'il battait à *Zewin* (25 juin). Une autre colonne russe était vaincue à *Olti ;* celle qui assiégeait Batoum se mettait en retraite.

Moukhtar prit l'offensive ; il fit lever le siège de Kars, fixa deux mois Melikov à *Kizil-Tépé*, et assiégé à son tour par les contingents du grand-duc Michel (18 août), il les battit le 25 août. Alors le grand-duc se renforça à 165.000 hommes pour une campagne d'hiver. Moukhtar, qui avait licencié ses irréguliers, dut rétrograder vers Kars (9 octobre) en découvrant son flanc droit. Le général **Lazarev**, chargé de le tourner avec 18.000 hommes, et le grand-duc l'écrasèrent (15 octobre) ; il perdit toute son artillerie. Jetant dans Kars une garnison, il cherchait à gagner Erzeroum. Rejoint par son lieutenant Ismaïl, que poursuivaient depuis Erivan Tergoukassov et Lazarev (28 octobre), il s'arrêta sur les hauteurs de *Dévé-Boyum*, en avant d'Erzeroum, où ses 15.000 hommes furent rejetés (4 novembre). En janvier 1878, Erzeroum et Batoum tenaient encore, mais Loris Melikov avait capturé *Kars* et ses 20.000 hommes au moyen d'un assaut de nuit (18 novembre 1877).

L'armistice d'Andrinople (31 janvier 1878). — Le 8 jan-

vier, Réouf-pacha, ministre de la Guerre, demanda une suspension d'armes. Mais le grand-duc Nicolas n'avait pas de pouvoirs et Pétersbourg voulait pousser jusqu'au bout l'action militaire. Gortchakov, qui négociait avec Berlin et Vienne, où le tzar l'appuyait par des lettres autographes, télégraphiait qu'il fallait gagner du temps. Furieux, Nicolas fit couper le télégraphe par le colonel Tchingiskhan (désormais, il fallut télégraphier par Constantinople ou Trieste). A Kazanlik, deux plénipotentiaires turcs l'attendaient : **Server-pacha**, ministre des Affaires étrangères, et **Namyk-pacha**, vieux fanatique de 80 ans qui, instruit en France, refusait de parler français (20 janvier). Ils s'effrayèrent des conditions russes et demandèrent à en référer. Nicolas entra donc dans Andrinople, qu'avait enlevée le général **Stroukov** avec cinq escadrons de cavalerie. Les Turcs fortifiaient les *lignes de Tchataldja*, qu'allaient défendre Moukhtar, rappelé d'Asie, et Méhémet-Ali. Pour leur en imposer, Nicolas poussa Gourko vers *Demotika*, Skobelev et Radetzki vers Constantinople. Mais Skobelev s'avisa de battre Suleïman à *Chaskoï* (22 janvier). Désarroi de l'état-major, atterré par ce coup; Niépokoïtchiski, perdant la tête, ne savait que répéter : « Mon Dieu ! Mon Dieu ! » Nicolas finit par annoncer au tzar : « Si Dieu le veut, je fixerai sur les murs de Tsarigrad l'écu aux armes de la Russie. » En attendant, les Turcs, maîtres encore de Silistrie, Roustchouk, Varna et Choumla, pouvaient l'encercler ; les Roumains se devinaient sourdement hostiles et l'Autriche agressive. Pour éviter la souricière, il importait d'occuper Gallipoli, bien que Nicolas ne s'en souciât guère (l'état-major et l'armée réclamaient la paix). Informé qu'Ignatiev allait venir traiter, il signa l'armistice (31 janvier) : la Turquie, acceptant les bases de négociation, évacuait les forteresses encore occupées sur le Danube et en Asie (y compris Erzeroum).

Traité de San Stefano (3 mars). — Alexandre II en témoigna peu d'enthousiasme. Ignatiev, arrivé le 8 février, expliqua le désaccord entre Gortchakov et le ministre de la Guerre **Miliutine**, la satisfaction de l'Empereur lors de la marche sur Constantinople, sa désillusion à la nouvelle de l'armistice, sa défiance à l'égard de la Grèce qui rêvait de s'installer sur le Bosphore (le grand-duc Constantin annonçait que sa fille la reine Olga « marchait en amazone à la tête de son armée »). Alexandre, paralysé par Gortchakov, souhaitait qu'entré à Tsarigrad Nicolas lui imposât le fait accompli. Or Nicolas n'était capable d'aucune résolution ; il avait trouvé la Garde impériale épuisée par la marche sur Andrinople (350 kilo-

mètres en seize jours et six batailles), les *Préobrajenski* et les *Séménovski* réduits à la moitié de l'effectif. A Pétersbourg, on lui supposait 250.000 baïonnettes ; il disposait tout au plus de 40.000. Il résolut de traiter.

Mais le 11 février, les six vaisseaux anglais de l'amiral **Hornby** quittèrent Smyrne pour les Dardanelles. Alexandre se déclara libéré d'engagements, ordonna d'entrer dans la ville, « même par la force », au cas d'un débarquement des Anglais, sauf à éviter avec eux un conflit immédiat. Nicolas proposa donc à Server-pacha d'accepter une occupation russe contre les menaces anglaises. Des troupes turques se massèrent à Constantinople, où l'on parlait d'une Conférence européenne pour traiter de la paix. Server attendait les événements ; Abdul-Hamid se résignait à l'entrée des Russes, le jour où quatre des cuirassés arrivèrent aux *îles des Princes*. Mais Nicolas n'en reçut pas l'ordre. Retenu par son chef d'état-major et par son conseiller diplomatique, Onou, dressé au surplus à l'obéissance passive, il ne voulut pas compromettre par une aventure le sort d'une campagne où le stoïcisme du soldat avait seul pu racheter les défaillances du commandement. Toutefois, comme les Turcs, instruits de ces tiraillements, ergotaient sur la situation future du Montenegro (20 février), Nicolas plaça Skobelev avec 10.000 hommes à Tchataldja et se porta à *San Stefano*, au pied des murailles de Stamboul (23 février). Sous couleur de respecter la parole donnée aux Turcs, il refusait la responsabilité qu'Alexandre lui-même ne voulait pas prendre.

Sur une menace directe, télégraphiée par le tzar, Abdul-Hamid avait prié la reine Victoria de rappeler ses navires. Quand ils furent partis, les deux pachas signèrent avec Nicolas, Ignatiev et Nelidov la paix à San Stefano (3 mars). Server se montrait accablé : « C'est la dissolution de la Turquie ; que nous restera-t-il si vous prenez réellement ce que vous exigez ? » Outre l'indépendance reconnue à la Roumanie et à la Serbie, le traité créait en effet une ***Bulgarie*** « dans les limites déterminées par la majorité de la population bulgare », du Danube à la mer Egée, du Pinde à la mer Noire. Le nouvel État, avec son prince autonome installé par des fonctionnaires russes, et moyennant une occupation militaire de deux années par 50.000 Russes, coupait la Turquie (à peine plus étendue à l'avenir que cette grande Bulgarie) en quatre tronçons, isolait Constantinople et Andrinople du reste de l'Empire. Le Montenegro recevait un territoire quadruplé avec deux ports sur l'Adriatique ; la Serbie, la région de Nisch. La Dobroudja, cédée au tzar, serait rétrocédée à la Roumanie en échange de la Bessarabie accaparée

par la Russie. En Bosnie-Herzégovine, le traité introduisait les réformes réclamées en 1876, sous le contrôle commun de la Russie et de l'Autriche ; les autres provinces chrétiennes recevraient des garanties analogues à celles de la Crète (y compris l'Arménie, dotée d'un statut particulier). En Asie, les Russes acquéraient l'Arménie turque, Kars, Bayazid, Batoum, Ardahan, faisaient ouvrir les Détroits en paix comme en guerre à leurs navires marchands et aux neutres à destination des ports russes. Et, malgré Namyk, le vainqueur exigeait une indemnité de 300 millions de roubles.

Congrès et traité de Berlin (**13 juin-13 juillet 1878**). — L'Empire ottoman réduit à sa discrétion, Alexandre se déclara déçu : « Que dira la Russie, écrivait-il à Nicolas, que dira notre glorieuse armée de ce que tu n'as pas occupé Constantinople ? » Cette campagne « avortée » laissait le problème national, le même depuis dix siècles, sans solution. Or, dès le 13 mars, l'Angleterre déclarait qu'au Congrès suggéré par l'Autriche (3 février), l'ensemble du traité de San Stefano devrait être soumis. Le 28 mars, dans le ministère impérialiste Beaconsfield, Salisbury remplaçait aux Affaires étrangères lord Derby, partisan de la non-intervention, et prenait, avec quelque fracas, des mesures militaires en Méditerranée orientale. L'Autriche, en vertu de l'accord de Reichstadt, prétendait, par des conventions militaires, commerciales, douanières, établir son protectorat sur la Serbie, le Montenegro, la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine jusqu'à Salonique. Gortchakov en tomba malade de saisissement ; accoutumé à craindre, comme par superstition, la « perfidie britannique », il ne se gardait ni de l'Autriche, ni de Guillaume Ier et de Bismarck. Or, Bismarck redoutait un accroissement de la puissance russe ; au besoin, il aurait ameuté les Anglais. Mais les Anglais, avertis par l'alerte de 1875, avaient pénétré ses desseins. Il se dit donc à Londres et à Vienne « l'honnête courtier » pacifique, qui se chargerait d'amener la Russie, « accusée et pénitente », au Congrès de Berlin.

Quelques jours avant l'ouverture, l'Angleterre se fit payer par la Turquie. Par un accord secret, qu'elle communiqua au Congrès, elle garantissait au sultan ses possessions asiatiques, dont les provinces chrétiennes seraient reformées sur les indications de Londres ; en retour, elle occupait l'*île de Chypre* (4 juin), en face du canal de Suez et de la route arménienne que les Russes avaient rêvé de descendre vers Alexandrette. Schouvalov dut souscrire d'autres arrangements, pour décider l'Angleterre à paraître à Berlin, où elle amènerait la France et l'Italie.

Au Congrès, que présida **Bismarck**, assisté du prince **de Hohenlohe** et du baron **de Werther**, la Russie délégua **Gortchakov, Schouvalov** et le baron **d'Oubril**; l'Angleterre, les lords **Beaconsfield, Salisbury** et **Odo Russell**; l'Autriche-Hongrie, les comtes **Andrassy** et **Karolyi** et le baron **de Haymerlé**; la France, **Waddington, de Saint-Vallier** et **Desprez**; l'Italie, les comtes **Corti** et **de Launay**; la Turquie **Karatheodory-pacha**, **Méhémet-Ali-pacha** et **Sadoullah-bey**. Deux États furent ensuite admis à exposer leurs revendications : la Grèce par **Delyannis** et **Rangabé**; la Roumanie par **Bratiano** et **Kogalniceano**.

Le traité, signé le 13 juillet par les plénipotentiaires des six puissances et du sultan, modifia profondément les clauses de San Stefano. La *Bulgarie*, autonome et tributaire sous la suzeraineté ottomane, gouvernée par un prince qu'élisait la population et que confirmait la Porte avec l'assentiment des puissances, fut réduite aux terrasses danubiennes, jusqu'au Balkan et à la mer Noire. L'organisation en serait contrôlée par une commission européenne qui, sur le Danube, ferait détruire les forteresses bulgares. Au sud du Balkan, où la Turquie aurait forteresses et garnisons, une nouvelle province autonome (*Roumélie orientale*) comprit la Bulgarie du sud sous un gouverneur chrétien nommé pour cinq ans par la Porte, avec l'approbation des puissances. Aucune troupe turque n'y pourrait séjourner. La Roumanie cédait la *Bessarabie* à la Russie contre la *Dobroudja*, et s'obligeait à garantir chez elle la liberté des cultes. La *Serbie* indépendante se voyait attribuer l'agrandissement de San Stefano, mais barrer la route qui l'aurait conduite à l'Adriatique ou à l'Égée, car la *Macédoine* était remise sous le joug ottoman. Enfin l'Autriche-Hongrie occupa « temporairement » la *Bosnie*, l'*Herzégovine* et le *sandjak de Novi-Bazar*. Grâce à Bismarck, complice de sa « trahison » envers la Russie, elle acquérait (la reconnaissance secrète par Andrassy des droits souverains du sultan ne trompait personne) la plus belle part dans ce « partage de l'Empire ottoman ». Bien plus, la Serbie allait subir les sollicitations (ou sommations) d'entrer dans le système économique de Vienne; le *Montenegro*, auquel l'Europe refusait les trois quarts de ses gains de San Stefano, devrait s'entendre avec l'Autriche avant d'établir des voies ferrées et supporter dans ses ports d'Antivari et de Dulcigno, fermés aux bâtiments de guerre, la police maritime et sanitaire qu'exerçait sur toute la côte la flotte autrichienne. La *Grèce* reçut la promesse de la Thessalie que le sultan serait invité à lui céder. La *Crète* resta propriété du sultan qui s'engageait à y développer les réformes de 1868.

En Asie, les Turcs conservèrent Bayazid et la vallée d'Alasch-

kerd; mais ils cédaient à la Russie *Ardahan*, *Kars* et *Batoum* (érigé en port franc) et à la Perse le territoire de *Khotour*. Il ne fut pas touché à la situation des établissements religieux et des catholiques protégés par la France. La convention de Chypre assurait vaguement la protection « des sujets chrétiens et autres » habitants des provinces asiatiques. Sur réclamation du patriarche arménien Narsès, l'*article 61* de Berlin promit que des améliorations seraient apportées sans retard « dans les provinces habitées par les Arméniens », garantis contre les Circassiens et les Kourdes. Des rapports périodiques permettraient aux puissances d'en suivre l'application.

Caractères du traité de Berlin. — Sur tous les points, les diplomates de Berlin avaient contredit l'œuvre de 1856. Le Congrès de Paris avait proclamé l'intégrité de l'Empire ottoman, reconnu une Turquie souveraine, avantagé les populations non musulmanes constituées en organismes administratifs autonomes. La France alors donnait le ton, soucieuse de protéger les faibles, ses clients séculaires, « sœur aînée » des chrétientés d'Orient. Depuis, les vainqueurs de 1870 avaient « passé là ». Après cent ans, ils retrouvaient les procédés de la politique prussienne en Pologne. Même mépris des individus, groupés ou partagés suivant les appétits des plus forts; même cynisme à dédaigner jusqu'à la formule « morale » des partages équivalents. Peu importait que la Russie eût payé sa victoire de 100.000 de ses soldats; Bismarck narguait Gortchakov, immobilisé par ses rhumatismes, humilié d'avoir à défendre l'œuvre d'Ignatiev et de Nélidov devant « l'aréopage européen ». Il admettait, pour qu'on le laissât digérer sa conquête d'Alsace-Lorraine, que chacun prît sa part, et ceux qui n'avaient rien risqué, la plus grosse. A Waddington, flegmatique « avec ses favoris et son air plus anglais que les Anglais », il offrait la Tunisie. Il l'aurait bien donnée aussi à l'Italie, débutante de « l'aréopage »; mais l'énigmatique Corti, à visage de Japonais, occupé à faire des mots à la Machiavel, se réservait, indiquait seulement d'anciens « droits » sur l'Albanie. L'Autriche par contre fut comblée; elle devint puissance balkanique. De la foire de Berlin, Andrassy rapporta plus de 50.000 kilomètres carrés et 1.500.000 Slaves à exploiter, avec l'encouragement à « glisser » vers Salonique et les routes maritimes qui mènent à Port-Saïd. Et l'Angleterre impérialiste se chargea de tirer la conclusion : « En occupant Chypre, disait Salisbury aux commerçants de Manchester (octobre 1879), nous n'avons fait que suivre la politique séculaire du gouvernement anglais. Quand la grande partie européenne se jouait en

Espagne, l'Angleterre a occupé Gibraltar. Quand cette partie s'est jouée en Italie, l'Angleterre a occupé Malte. Cette partie semble devoir se jouer en Asie Mineure et en Égypte ; l'Angleterre occupe Chypre. Une telle politique n'a rien de nouveau... ; notre prétention, c'est de continuer la tradition qui nous a été léguée par une longue suite de gouvernements. »

En effet, la partie n'était pas terminée; elle devenait seulement, au milieu des jalousies européennes, du fait des rancunes de la Russie, des déceptions infligées à des peuples (Bulgares, Macédoniens et Grecs) mal résignés au rôle de dupes, plus compliquée et plus irritante.

A CONSULTER

Rambaud : *Histoire de Russie.* — Créhange : *Histoire de la Russie contemporaine.* — Leroy-Beaulieu : *Nicolas Miliutine.* — Haumant : *La culture française en Russie.* — Klaczko : *Deux chanceliers.* — Lecomte : *La Guerre d'Orient.* — Brunswik : *Le Traité de Berlin* (texte et commentaire). — Bourgeois : *Manuel...* t. III.

CHAPITRE XIV

LA RUSSIE DEPUIS LE CONGRÈS DE BERLIN

I. **La fin d'Alexandre II (1878-1881).** — II. **Alexandre III (1881-1894).** — III. **Nicolas II.**

Les humiliations subies au Congrès de Berlin développèrent en Russie des conséquences de deux sortes : en politique étrangère, elles rompirent l'alliance des Trois Empereurs et préparèrent des combinaisons diplomatiques nouvelles ; à l'intérieur, elles précipitèrent la crise de l'autocratie, atteinte dans son prestige et minée par de nouveaux partis d'opposition.

I. — *La fin d'Alexandre II (1878-1881)*

Reconstitution des partis d'opposition. — Les « Slavophiles » comme Katkov et Aksakov n'étaient pas les seuls à se déclarer déçus par la guerre des Balkans, à regretter Constantinople laissé à l'infidèle et la Bosnie livrée à l'Autriche. L'*intelliguenza*, qui avait beaucoup attendu des réformes, en constatait la faillite, observait que la guerre avait arrêté le développement économique de l'Empire, souhaitait une constitution et « la liberté comme en Bulgarie ». Elle finit par tourner au parti révolutionnaire quand s'agrégea à ses clubs la jeune génération. Dès lors, 80 millions d'individus furent secoués par les complots et les tentatives de régicide ; une Russie secrète s'organisa avec ses jour-

naux révolutionnaires et ses tribunaux cachés qui firent exécuter leurs sentences de mort contre les policiers et les « officiers bleus » de la IIIe section. Les exploits des nihilistes donnèrent le cauchemar à l'Europe entière.

Le **nihilisme** était né de la défaite de Crimée. Après 1860, les *Zapadinski* (nobles libéraux, étudiants démocrates, etc.), inspirés de l'Occident, se livrèrent à une critique acerbe du régime, réclamèrent une Douma constitutionnelle, la liberté des cultes et de la presse. Les réformes escamotées par les fonctionnaires les avaient tour à tour séduits et désespérés; ils se réfugièrent dans une haine farouche et universelle de l'état présent. Le livre de **Tchernisschevski** : *Que faire?* évangile du parti nouveau, exprima, au milieu d'aspirations confuses, le mépris du tzarisme, de la famille, de la religion. Les nihilistes (tels que Tourgueniev les a dépeints dans *Pères et Enfants*) répandirent dans l'âme populaire l'idée de la guerre nécessaire contre la noblesse, contre l'ancienne propriété seigneuriale, du nivellement démocratique combiné avec la propriété collective du *mir*. L'entreprise de destruction sociale menée en Pologne par le gouvernement lui-même augmenta le nombre de ces adeptes. Vers 1866, un manifeste menaçant d'Alexandre II contre les doctrines subversives qui ruinaient la famille, la propriété, la loi et l'autorité, l'enquête Mouraviev, qui aboutit à proscrire le costume des dames nihilistes (chapeau rond, cheveux courts, lunettes bleues) comme séditieux « dans l'opinion de tous les hommes bien pensants », décidèrent les nihilistes à chercher un refuge à l'étranger.

A leur place, s'introduisirent les théories du socialisme occidental : le « marxisme » de Lavrov et « l'anarchisme » proudhonien avec **Bakounine**. Bakounine prétendait attribuer au *mir* la propriété totale du sol, réveiller le peuple par des actes violents et des attentats. C'est alors que, sous le vocable de Stenko Razine et de Pougatchev, Netchajev fonda la première *Société révolutionnaire* (1868); presque aussitôt découverte, elle fut écrasée. Mais la propagande ne cessa pas. Continuée par des étudiants et des étudiantes qui, suivant la recommandation de Bakounine, allaient « parmi le peuple », elle mélangea aux ouvriers et aux paysans de jeunes enthousiastes (très différents des nihilistes) qui leur distribuèrent les écrits de propagande de l'intelliguenza. Parmi eux, Alexandre fit arrêter 770 suspects, en emprisonna 265. Dès lors, les sociétés secrètes, découragées de la propagande pacifique, revinrent aux procédés de l'agitation agraire, excitèrent des émeutes de paysans, leur inspirèrent d'exiger des lots de terre plus étendus.

Comme les arrestations politiques continuaient, surtout à Odessa où se formait l'armée de réserve destinée aux Balkans, une jeune fille, Vera Zassoulitch, tua le chef de la police; et le jury l'acquitta (1878).

Le terrorisme révolutionnaire. — Ce crime impuni marqua l'avènement du terrorisme et du régime de la bombe (1878-1881). Dès 1877, les moqueries pleuvaient sur les grands-ducs commandants d'armées; puis ce fut la colère contre la mauvaise organisation évidente de la campagne, l'administration civile et militaire, aussi nulle qu'en 1854; enfin le mépris pour un tzar qui, par modestie, avait délégué le commandement à son frère, et qui, au milieu de ses troupes, se bornait aux heures de revers à encourager le service de santé comme « premier volontaire de la Croix-Rouge ». Après la première défaite de Plevna, Aksakov réclamait une assemblée de délégués des zemstvos : « La dynastie a commencé la guerre, la nation seule peut la mener à bonne fin ». Le jour où le public, qui considérait San Stefano comme le minimum exigible pour une armée campée devant Constantinople, et qui en voulait au tzar de ne pas l'avoir accompagnée au sud du Balkan, connut les concessions souscrites par Schouvalov à Beaconsfield et à Bismarck, il en rendit responsable la corruption du régime entier. Une littérature populaire exalta le soldat et l'homme du peuple au détriment des chefs réputés incapables. A eux parurent imputables les autres calamités : la gêne financière, les impôts nouveaux, la baisse du papier-monnaie, la disette, les mauvaises récoltes. Le monde officiel laissait faire par apathie et parce que, en présence d'un pouvoir désormais sans prestige, uniquement appuyé sur une police odieuse, la passive complicité du public le gagnait à son tour.

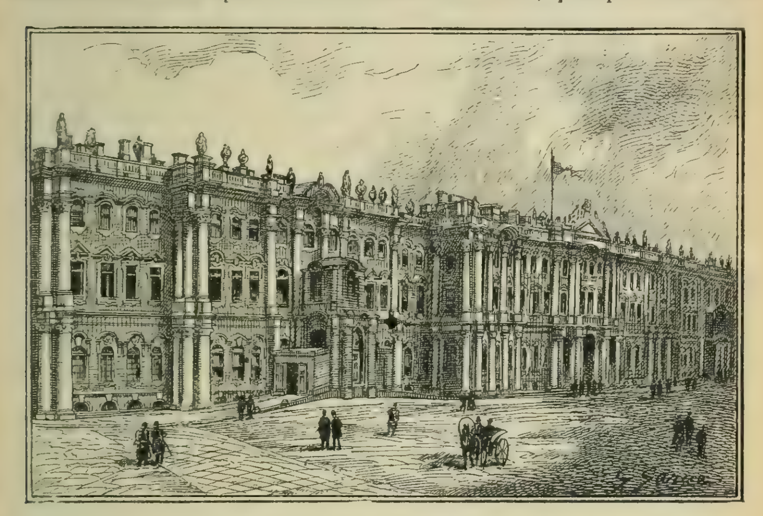
Pour obtenir, suivant le vœu presque universel, cette constitution dont le nom même demeurait prohibé en Russie, un comité central terroriste rallia, à Pétersbourg, les affiliés des sociétés secrètes, et fit exécuter des attentats contre les autorités (mai 1878). Parti peu nombreux, composé surtout d'étudiants qu'avait jusque-là traqués le gouvernement : le Conseil de l'Université de Pétersbourg les montrait, dans un rapport au ministre Tolstoï, soumis à la surveillance policière des *dvorniks* (concierges), frappés d'un emprisonnement ajouté sans droit aux peines universitaires, exilés par mesure administrative, même après acquittement. Le parti recruta aussi des ouvriers et de jeunes femmes; il posséda une imprimerie secrète, des laboratoires et de l'argent. Il tua

quelques espions, puis s'attaqua aux fonctionnaires d'administration et de police, poignarda le chef de la IIIe section. Pour 19 de ces attentats, 34 révolutionnaires furent exécutés.

Leur activité ne diminuait pas. Leur journal, *Terre et Liberté*, en revendiquait la responsabilité. Derrière ces violences, s'effaçait le vœu de la nation en faveur de « formes nouvelles de développement social ». Contre elles les slavophiles se prononcèrent bruyamment. Katkov les attribuait à des intrigues polonaises : ce qui pouvait « sauver la Russie, c'était le régime discrétionnaire et la dictature ». Il renforçait ainsi l'hostilité convaincue des absolutistes, de ceux qui, profitant de l'absence de tout contrôle, ne voulaient pas que des délégués des zemstvos vinssent « visiter leurs poches ». Il servait enfin les répugnances du tzar qui, croyant avoir assez accordé avec l'abolition du servage, l'institution du jury et les zemstvos, en appelait à la société russe pour réprimer la « bande révolutionnaire » (août 1878). Fait plus grave : pour lutter contre les comités, le pouvoir n'avait aucun plan. A la terreur populaire, il n'opposait que la terreur gouvernementale : l'état de siège appliqué à des provinces entières, les pouvoirs dictatoriaux donnés à sept *gouverneurs généraux* entre lesquels fut partagé l'Empire, la IIIe section et la police renforcées comme sous Nicolas, la presse muselée, les tribunaux mutilés. Peine perdue, proclamait le zemstvo de Tchernigov : « Penser que les idées anarchiques puissent être détruites par des mesures de rigueur, est une pure illusion... On peut frapper les individus; d'autres prendront leur place, et cela durera aussi longtemps que l'état de choses restera le même ». Les ministres renchérissaient par de chétives habiletés. Tout en maintenant les réformes en théorie, ils les annulaient en fait, conservaient le jury et l'ordre des avocats sans les faire fonctionner ni plaider, gardaient les lois, mais aussi le bon plaisir. Ils créaient des Universités, mais les interdisaient aux étudiants ; admettaient les femmes à étudier la médecine, mais les empêchaient d'exercer ; autorisaient les fils de popes et de diacres à ne plus être nécessairement popes, mais les empêchaient de fréquenter l'Université. Au milieu de cette anarchie, le nouveau ministre des Finances, comte Greig, général de cuirassiers employé dans les bureaux de la Marine, pour remédier au manque de crédit intérieur et extérieur et aux effets désastreux du change, créait un impôt sur les chemins de fer: impôt dangereux parce qu'il faisait tort aux transports agricoles et industriels, et si funeste pour les recettes des lignes qu'il coûta d'emblée 15 millions de roubles à la garantie de l'État. Le ministre prétendait abolir la capitation, la remplacer par « des

moyens qu'il s'agit de rechercher et trouver ». Pour ne pas se résigner à l'octroi de garanties constitutionnelles, le gouvernement demandait le salut aux empiriques.

Le « comité exécutif » terroriste décida la mort du tzar (9 septembre 1879) : quatre attentats successifs échouèrent (coups de feu, voie ferrée minée, etc.). Le dernier fut l'explosion de la salle à manger du Palais d'Hiver, quelques instants avant l'entrée de la famille impériale (14 février 1880). La société s'y montra presque indifférente : elle reprochait à Alexandre d'avoir, quelques semaines



LE PALAIS D'HIVER A PÉTERSBOURG

après la mort de l'impératrice (1), contracté un mariage secret avec une jeune dame d'honneur dont il avait plusieurs enfants. C'était le premier mariage morganatique connu. Le clergé le condamnait, suivant les principes de l'Église orthodoxe; la cour affectait la surprise, tandis que les gens de Moscou ne comprenaient pas que la jeune femme ne fût pas couronnée comme souveraine. Le tzar, qui s'intéressait moins directement aux affaires, inaugura un système nouveau.

La dictature de Loris Melikov. — Après l'explosion du Palais d'Hiver, il forma une *Commission exécutive suprême* présidée

(1) Marie-Alexandrowna, née princesse de Hesse.

par **Loris Melikov**, le vainqueur de Kars, lié avec Gambetta. Le dictateur, « l'homme du moment » (*Vremenchik*), professait que, la rigueur n'ayant pas réussi, il fallait essayer d'autre chose. Une détente dans la compression rendit la presse plus libre, suspendit les arrestations, fit rentrer les déportés sibériens. Un an se passa sans attentat terroriste. Répit précieux dont le gouvernement, timide, ne sut pas tirer parti ; car, si le nom du régime avait changé, la pratique en était maintenue. La IIIe section, supprimée à la Chancellerie, renaissait sous un autre nom au ministère de l'Intérieur ; la presse, démuselée, attaquait les abus immuables, racontait les vexations illégales subies par les déportés. Les enquêtes confiées à des sénateurs démontraient l'universelle corruption. Personne ne croyait plus à la durée de l'autocratie. C'est ainsi que l'Assemblée de la noblesse de Pétersbourg demandait à l'Empereur de supprimer les arrestations par mesure administrative. Platonov reprenait ses revendications de 1863 : « Ce ne sont pas des privilèges que nous devons demander, ce sont des garanties pour la liberté de tous, garanties sans lesquelles la vie n'est plus possible. Voyez la Finlande en possession de libertés que le gouvernement russe lui a données et qu'il nous refuse... Il est indispensable d'obtenir un contrôle sur les actes du gouvernement, indispensable d'obtenir la responsabilité des ministres devant une assemblée composée des représentants du pays. »

Ce régime constitutionnel, dont tous s'entretenaient, même dans les réunions mondaines, c'était peut-être le but lointain de Loris Melikov, de « l'Arménien », comme l'appelaient les slavophiles absolutistes, qui proposa au tzar de convoquer les zemstvos pour délibérer sur la réforme de l'impôt et sur une réforme éventuelle du régime. Dans l'esprit du tzar, il était question, non pas d'une constitution, mais d'une simple assemblée consultative élue par les états provinciaux et les doumas municipales des grandes villes. Il hésita longtemps, signa enfin le projet, pour qu'il fût publié le 2 mars 1881. Loris Melikov, informé d'un complot dont il avait saisi l'un des chefs, voulait empêcher Alexandre de sortir jusqu'après la publication de l'oukase. Dans l'après-midi du 1er mars, le tzar, passant au retour d'une parade militaire sur le quai du canal Catherine, fut tué par des bombes que lancèrent contre sa voiture l'étudiant Ryssakov, Kibaltchich et Sophie Perovski.

II. — *Alexandre III (1881-1894).*

Le retour à l'autocratie. — Même après l'attentat du 1er mars, l'opinion russe croyait Alexandre III destiné à réaliser l'émancipation politique. Au premier moment, il dit à Loris Melikov : « Ne change rien aux ordres de mon père; ce sera son testament ». La nuit suivante, assiégé par d'autres conseils, il contremanda la publication de l'oukase; quelques jours après, l'apôtre moscovite des traditions tzariennes venait à Pétersbourg affirmer que l'autocratie, qui avait fait la Russie, demeurait la condition de sa grandeur. Alexandre III écouta Katkov, malgré les bombes, et « l'Arménien » disparut avec ses projets constitutionnels.

Le nouveau tzar, marié avec une princesse danoise, commandant en 1877 de l'armée qui opéra contre le quadrilatère du bas Danube, ne montrait aucune tendance à imiter l'Occident. Très Russe, honnête et consciencieux, « pacifique et véridique », l'âme plus haute sans doute que l'intelligence, tenace, courageux et homme de sens, il ne prendrait de la civilisation germano-latine que les inventions et procédés techniques, non les idées et les formes politiques. Comme sous Nicolas, gouvernement et administration restèrent ou redevinrent russes, et s'inspirèrent de trois idées : autocratie, orthodoxie, nationalité.

Politique intérieure. — Alexandre III proclama sa foi « en la force et la vérité du pouvoir autocratique » qui identifie le tzar avec la nation. Non content de faire poursuivre par la police, restaurée à la Chancellerie, les sociétés terroristes, il força ceux qui échappèrent aux cours martiales à s'abriter à l'étranger ; il évinça par système les dispositions légales introduites par Alexandre II dans l'administration et la justice. Par une restauration des pouvoirs des nobles, classe conservatrice, il marqua un temps d'arrêt dans le développement européen de l'Empire. Le *mir* fut replacé sous l'autorité des *chefs de districts*, fonctionnaires omnipotents, choisis par les gouverneurs dans la noblesse locale. Encore fallut-il abaisser le cens d'instruction exigé pour trouver un nombre suffisant de titulaires. Ils remplaçaient les juges de paix nommés par les zemstvos. Les *zemstvos* subirent eux-mêmes une amputation de leurs droits; en même temps qu'augmentait le nombre de leurs membres aristocrates, une partie de leurs attributions allait

à des fonctionnaires d'État qui contrôlèrent de près celles qui leur restaient (1889-1890). Au lieu de l'égalité civique qui supprime les différences de classes, ce fut une restauration du principe d'autorité, de la hiérarchie sociale, du tzarisme patriarcal. Alexandre accordait des subventions considérables pour la *Banque de la noblesse*, destinée à sauver de l'émiettement les fortunes territoriales hypothéquées, des subventions moindres à la *Banque des paysans*, incapable désormais de procurer à tous les ruraux les terres désirées. — Le *moujik* redevint sauvage. Désorbité et libre au surplus de ses mouvements, il quitta la petite exploitation que le manque de soins et l'excès d'impôts rendaient intenable ; tenté par les hauts salaires des usines, il se transforma par rudes à-coups en ouvrier industriel. Rien ne fut prévu pour l'instruire. L'enseignement même des Universités redevint suspect au comte **Tolstoï**, ministre de l'Intérieur, et à son successeur à l'Instruction publique, comte **Delianov**. Professeurs et étudiants, très surveillés, furent « épurés », expulsés au moindre trouble. L'hostilité contre les réformes s'exprima par la guerre faite aux journaux, même officieux, qui les avaient appuyées. La censure se chargea de ne laisser passer à la frontière que les nouvelles agréables à l'autorité.



ALEXANDRE III
(1845-1894)

La russification des Oukraines. — De la Finlande à la mer Noire et au Caucase s'étendent des provinces qui sont des débris d'anciens et puissants États. Les pays de la Vistule, « exécutés » en 1863, ne bougeaient plus. — Mais la **Finlande** conservait quelque autonomie en contradiction avec la politique d'unité impériale. Alexandre II, à son avènement, avait juré (3 mars 1855) de maintenir l'*acte de garantie* d'Alexandre Ier; il sanctionna la *loi organique* qui conférait à la Diète le droit d'initiative pour créer, modifier ou abroger les lois générales « qui dépendent de la décision

concordante de l'Empereur et Grand-Duc et des États ». Cette loi, devenue constitutionnelle, ne serait abrogée que d'un accord commun; la Diète serait convoquée tous les trois ans. Mais le tzar rendait obligatoire l'enseignement du russe dans les écoles, la connaissance du russe pour les fonctionnaires. A l'encontre des « Suédomanes », qui allaient en 1883 qualifier leur lutte contre les paysans Finnomanes, « cette affreuse canaille », de combat « de la civilisation contre la barbarie », il protégeait le petit peuple finnois; il ouvrait pour lui 1.356 écoles (contre 274 suédoises) et créait la première chaire de finnois à l'Université d'Helsingfors. Mais déjà, en 1864, il avait détaché la partie orientale de la Finlande pour l'annexer à l'Empire. Alexandre III jura l'acte de garantie (14 mars 1881), mais il voulut restaurer en Finlande les principes qui, d'après les nationalistes orthodoxes, avaient, au moment de « l'incorporation », établi la province comme « subordonnée » à l'Empire. A partir de 1890, il réunit les postes finlandaises aux postes russes, présenta à la Diète un Code pénal calqué sur le Code russe, remania le Sénat finlandais. Par une série de mesures (création de lycées russes, le russe seule langue officielle, suppression du comité des affaires finlandaises reconstitué à Pétersbourg en 1857, suppression de l'autonomie monétaire, cours forcé du papier-monnaie russe), il restreignit les « privilèges » finlandais. Le tout, sous l'inspiration de **Pobiedonostzev**, son ancien précepteur, « haut procureur du Très Saint Synode », sincèrement attaché aux anciennes formes nationales, enragé d'orthodoxie, ennemi déclaré de tout ce qui, langue, religion, ordre social, rappelait l'existence ou le voisinage du Germain luthérien ou du Latin catholique.

Ainsi s'explique la violente *russification* des **provinces baltiques**. La persécution religieuse y reprit plus intense : exil dans la toundra de pasteurs luthériens de Livonie pour avoir béni des mariages de paysans inscrits d'autorité sur les registres du pope orthodoxe ; suppression des représentations provinciales qui conservaient à la noblesse luthérienne l'influence sociale (1889). Les aristocrates et les propriétaires fonciers de Livonie, d'Esthonie et de Courlande continuèrent à fournir à l'Empire des diplomates, des généraux, voire des ministres ; ils ne conservèrent dans leur province qu'une situation diminuée. L'autorité passa à des *juges de paix* rattachés étroitement au ministère de Pétersbourg ; une jacquerie administrative et légale (comme en Pologne) obligea les propriétaires étrangers à vendre leurs terres. D'autres, expropriées, furent attribuées à des paysans. Le russe devint obligatoire dans les conseils municipaux et les conseils d'arrondissement. L'Université de Dorpat,

russifiée, perdit jusqu'à son nom ; la ville s'appela Youriev. Ensemble conforme à la tradition slave, en réaction depuis des siècles contre le premier État fondé sur la terre russe par les Normands et les Scandinaves.

L'ancienne ***Pologne*** connut cette russification par l'Église et par la langue. Par les mêmes procédés qu'appliquait l'Empire allemand dans le Reichsland, le polonais fut traqué dans les écoles des trois degrés et dans les administrations. Les enseignes durent se libeller en russe. Pobiedonostzev s'en prit spécialement au catholicisme romain. Le même gouvernement qui rétablissait la légation impériale au Vatican condamna à la prison ou au fouet les paysans lithuaniens qui refusaient de transformer leur église catholique en *tserkov* orthodoxe, surveilla (ou espionna) les séminaires et les congrégations religieuses. Il prétendait obliger l'archevêque de Mohilev à ne nommer en Lithuanie que des prêtres étrangers à la province. Dans les pays de la Vistule, les sous-ordres condamnèrent à la prison, aux peines corporelles en public, à la déportation les *uniates* Petits-Russiens (même les femmes), rebelles à la conversion ainsi que les « convertis » surpris par la police à pratiquer en secret leur ancien culte.

Quant aux ***Juifs***, parqués dans les gouvernements de l'Ouest (Podolie, Kiev, Volhynie, Minsk, Mohilev, Vitepsk, Grodno, Vilno et Kovno) qui forment la « limite de l'habitat juif permanent », gens de négoce et de métiers, ils représentaient parfois les neuf dixièmes de la population des villes, et de 12 à 20 pour 100 dans les campagnes. De multiples règlements d'exception gênèrent leur développement, les écartèrent des Universités, les empêchèrent d'acquérir des terres, les privèrent en certains cas du droit à l'héritage. Bien que les Juifs et surtout les Polonais, riches de leur esprit d'entreprise et de leur culture, eussent acquis dans de longues luttes politiques un sens des réalités, une habileté de conduite qui manquaient aux Russes immigrés, jamais il ne fut question d'étendre le régime des zemstvos aux gouvernements de l'Ouest. Malgré la haute valeur acquise par la région à la suite du développement industriel, les *allogènes* continuèrent dans l'Empire à faire figure de vaincus.

La politique économique. — Par contre, le règne marque un progrès notable de l'activité économique. Les Russes constatèrent avec fierté qu'au travail intérieur pour consolider l'unité de l'État correspondait une *restauration des finances et du crédit* suivie, à partir de 1888, grâce à l'argent français, de la mise en

valeur du Sud et du Sud-Est. Des ressources naturelles, houille, métaux, furent exploitées, là où le sol n'avait été qu'effleuré par les nomades Kirghiz, les chasseurs et les forçats. A partir de 1891, commença la *politique des chemins de fer* destinée à lutter contre le grand adversaire de l'unité russe, l'espace illimité, à relier toutes les parties du corps de l'Empire. Le *Transsibérien* , attaqué à la fois sur l'Irtych, l'Obi, le lac Baïkal, l'Amour et l'Oussouri, enserra, avec ses embranchements projetés, dans un double cercle de fer, les terres russes d'Europe et d'Asie. Il devint l'instrument le plus efficace et le moins discutable de la politique extérieure.

La politique extérieure. — En politique extérieure, Alexandre III se contenta d'appliquer aux événements internationaux les principes du nationalisme grand-russien. Par rancune contre les manœuvres allemandes qui continuaient à stériliser les efforts de 1878 dans les Balkans, et contre l'ingratitude des « frères bulgares » empressés d'éliminer les officiers russes qui organisaient leur armée (1883), le tzar se trouva porté à rechercher des compensations asiatiques. Les Allemands l'y encourageaient fort : « La Russie, déclarait Bismarck, n'a que faire en Occident. Elle ne peut y gagner que le nihilisme et autres maladies. Sa mission est en Asie. Là, elle représente la civilisation ». Et il poussait Gortchakov à conserver Kouldja (1880). En fait, la Russie occupa le Turkestan (1885) sans se croire pour autant chargée d'exaucer les vœux de Bismarck. Pour faire équilibre à la Triplice d'Europe centrale, elle renforça sa sécurité propre par un rapprochement avec la République française.

L'***alliance franco-russe***, prévue et redoutée par le chancelier allemand, correspondait aux intérêts permanents des deux États. Gambetta envoyant Chaudordy à Pétersbourg (1881) lui disait : « Appuyés sur la Russie et sur l'Angleterre, nous serons inattaquables ». Pourtant Mohrenheim, ambassadeur à Paris (1884), passa deux ans sans en parler ; et c'est au moment où un ministère Freycinet rappelait de Russie l'ambassadeur, général Appert, que Mohrenheim préconisait dans un mémoire le rapprochement avec la France comme le vrai but de la politique russe. Flourens, à Paris, lui fit écho ; il renvoya à la tutelle russe les délégués bulgares qui cherchaient des appuis européens dans leur conflit avec le tzarisme. En retour, il reçut deux fois l'assurance, à l'occasion des chantages allemands de 1887, qu'au cas d'une attaque à la fois frivole et sauvage de Berlin, la Russie ne resterait pas neutre comme en 1870. Grévy conclut qu'il apparaissait que la France et la Russie avaient

un intérêt commun, « c'est que la puissance allemande ne se développe pas davantage ». En janvier 1888, le banquier Hoskier obtenait du ministère Tirard que la Bourse de Paris s'ouvrît aux valeurs russes ; Mohrenheim prenait contact avec les chefs du parti radical (Floquet, Goblet, de Freycinet) qui ordonnèrent l'arrestation des nihilistes réfugiés à Paris (mai 1890). Alexandre III qui, l'année précédente, avait porté un toast au prince de Montenegro, comme « au seul ami fidèle et sincère de la Russie », attendit néanmoins la chute de Bismarck pour se déclarer. Tandis que Freycinet, Ribot et Mohrenheim à Paris, Laboulaye, ambassadeur de France, et de Giers à Pétersbourg, négociaient les termes d'une alliance défensive, le tzar recevait à Cronstadt l'escadre de l'amiral Gervais (juillet 1891), écoutait debout la *Marseillaise*. Sur ses instructions directes, Mohrenheim signa avec Ribot (22 août) l'accord par lequel les deux pays « s'engageaient à se défendre mutuellement, en cas d'attaque, par tous les moyens qui seraient à leur disposition ». La *Convention militaire*, rédigée par Freycinet (juin 1892), négociée par le général de Boisdeffre, chef d'état-major, ne fut signée qu'après la visite à Toulon de la flotte de l'amiral Avelane, par le ministre des Affaires étrangères, Casimir-Périer (3 décembre 1893).

L'alliance marqua la *fin de l'hégémonie allemande* qui pesait sur l'Europe depuis 1871. Applicable aux seules affaires européennes telles qu'elles résultaient des traités, elle ne devait pas fournir aux Français le moyen d'en appeler du traité de Francfort, pas plus qu'aux Russes de corriger à leur profit les stipulations du Congrès de Berlin. Toutefois, imposant aux successeurs de Bismarck, mal résignés au surplus, un ordre politique nouveau réglé par l'équilibre des forces, elle faisait à une paix subie succéder une paix voulue.

III. — *Nicolas II.*

L'héritage d'Alexandre III. — Alexandre III mourut à Livadia (1er novembre 1894) à quarante-neuf ans. Son fils, Nicolas II, âgé de vingt-six ans, avait voyagé plus qu'aucun tzar de Russie. En 1890-1891, il visita, en compagnie du prince Georges de Grèce, l'Asie du Sud et l'Extrême-Orient (un Japonais, à Tokio, tenta de l'assassiner). Président du comité du Transsibérien, il en posa le premier rail à Vladivostok. Il avait pris contact avec les cours

d'Europe centrale et d'Angleterre, à l'occasion de cérémonies dont son père affectait de se détourner, réservant à la cour danoise son séjour annuel d'automne. Son mariage avec la princesse Alice de Hesse, d'éducation occidentale, semblait capable de lui fournir des vues autres que celles qui, depuis treize ans, dominaient à Pétersbourg. Il n'en fut rien. Nicolas II maintint le nationalisme autocratique, conserva le personnel administratif et ministériel, subit l'influence de l'impératrice-mère et de Pobiedonostzev. Toutefois, sous des pressions qui se laissent seulement deviner, il laissa peu à peu dévier la politique traditionnelle vers des voies moins absolutistes et sembla oublier, à la poursuite de conquêtes éphémères sur le Pacifique, la restauration de son influence dans l'Orient prochain. La *crise* générale ouverte par la guerre de Mandchourie (1904-1905), conséquence elle-même de la politique de prestige opposée à la faiblesse présumée des puissances asiatiques, atteignit le régime entier dont elle mit à nu l'incohérence secrète et faillit remettre en question jusqu'au principe de l'autocratie.



NICOLAS II
(Né en 1868)

La Russie industrielle moderne. — Grâce à l'appel de plus en plus large adressé aux capitaux d'Occident, la Russie est devenue une grande puissance industrielle. Nulle part cet appel ne fut mieux entendu qu'en France, où l'alliance fut monnayée par les ministres des Finances de l'Empire, de **Wichnegradski** à **Witte**. En 1894, 5 milliards avaient été empruntés ; 400 millions furent souscrits en 1896, 424 en 1901, 800 en 1904, 1.200 en 1906 (la tranche

réservée à l'Autriche resta en plus sur le marché de Paris), 500 en 1909. Déjà, les emprunts « intérieurs » figuraient à la cote parisienne. Une partie de ces ressources, augmentées du produit de douanes presque prohibitives (le traité de commerce avec l'Allemagne ne fut pas renouvelé), assainit la situation financière, ramena la dette aux taux de 4 et de 3 pour 100. La plus grande partie passa en constructions de voies ferrées (52.000 kilomètres) qui ont, à défaut de routes, transporté les grains du Tchernoziom aux extrémités, combattu les famines, amené à Odessa et à Riga blés, maïs, avoines et orges, aux frontières continentales lins, chanvres et betteraves, aux ports de la côte mourmane beurres et laitages de Sibérie.

Dans ce pays neuf, les conditions archaïques de la propriété, le défaut d'initiative individuelle, la routine de la culture paralysaient la production agricole. Du premier coup, l'***industrie*** se trouva au contraire pourvue de ses instruments essentiels : capitaux et ouvriers allemands pour les houillères et la métallurgie de Lodz ; ingénieurs français pour les charbonnages du Donetz, les aciéries et fonderies de Krivoïrog. Au centre se développaient les industries du XVIIIe siècle (armes et tissus), qu'alimenta le coton du Ferghana transporté par le *Transcaspien*. L'Oural fournissait, outre les métaux précieux, le cuivre et le fer que des usines traitaient aussi au Caucase, à proximité des puits de pétrole. Les grandes villes et les deux capitales transformaient leurs faubourgs en cités de manufactures et d'usines, distillaient l'alcool, dont le monopole assurait à l'État une des principales ressources de son budget. La politique des chemins de fer, appliquée par Witte, appelait à la vie moderne les parties les plus éloignées et les plus arriérées de l'Empire.

Politique étrangère. Le système d'Extrême-Orient. — Après 1895, la même politique domine les affaires extérieures. Sans doute l'alliance française demeure la base du système russe en Europe. Pendant dix ans, elle se satisfait avec des manifestations d'apparat : voyage de Nicolas II et de l'impératrice à Cherbourg, Paris et Châlons, où l'alliance fut officiellement annoncée (octobre 1896) ; voyages à Paris de Mouraviev et du président **Félix Faure** à Peterhof (1897) ; voyages des ministres des Affaires étrangères français et russe (1899), du tzar et de la tzarine à Compiègne et d'une escadre russe à Villefranche (1901), du président **Loubet** en Russie (1902). Après le comte **Lamsdorf**, le nouveau ministre **Isvolski**, que les Slavophiles avaient prétendu former en

s'envoyant s'instruire à Rome (Vatican) et à Copenhague, reprenait la tradition des voyages à Paris (1906-1908). Le président **Fallières** le rendait dans le port de Reval et recevait ensuite le tzar en rade de Cherbourg (1908). Toutes démarches, calculées avec minutie, en vue de l'effet diplomatique.

Les ministres russes, en revanche, pratiquaient l'alliance suivant des vues très personnelles. Dans les affaires arméniennes (1896), que les puissances s'apprêtaient à traiter par les méthodes déjà éprouvées en Syrie et à Samos, tout céda devant la volonté exprimée par **Lobanov** de ne pas souffrir à la frontière russe une « nouvelle Bulgarie », obstacle à la descente moscovite vers Alexandrette. Witte, sous l'inspiration de l'Empereur allemand, avec qui les échanges d'aiguillettes ne furent pas moins cordiaux, ni les entrevues moins fréquentes (huit de 1896 à 1911), avait distrait son souverain des questions européennes, lui proposait la modification du Transsibérien en *Transmandchourien*. Ainsi allait-il, sous le prétexte d'y chercher un port libre de glaces (que le général Engelhardt créait au même moment sur la côte mourmane, à la frontière norvégienne, *Alexandrovsk*), détourner vers les mers de Chine l'argent et les forces militaires de la Russie. Il connut ce succès d'arracher au Japon le prix de sa victoire de 1895 au nom de l'intégrité de la Chine et de se glisser, au mépris de cette intégrité, le long des pistes mandchouriennes, jusqu'au Liao-Toung (1898). En 1901, l'installation russe en Mandchourie semblait définitive.

Quel besoin dès lors de cette alliance japonaise qu'offrait, à Pétersbourg même, le marquis Ito ? Ito, éconduit, porta son alliance à Londres (1902). Émue, la Russie « sauva la face » en obtenant l'approbation de la France (19 mars). Nicolas II, desservi sur le Yalou par les spéculateurs de tout rang qui escomptaient l'exploitation de la Corée, empêché sans doute d'entendre les avis de ses résidents, crut qu'il lui suffirait de vouloir honnêtement la paix pour la conserver. L'agression de Port-Arthur le détrompa (8 février 1904). Dans la guerre qui suivit, l'alliance et l'amitié promises à la Russie montrèrent l'Allemagne abondante en condoléances après chaque défaite, la France prodigue de services précis. La France résolut pacifiquement le *conflit de Hull*, abrita la flotte de la Baltique au long de son périple africain et asiatique. En août 1905, cette même flotte une fois anéantie, apparut le bilan de l'aventure : l'équilibre du budget russe compromis, le Transsibérien à refaire, les hommes, les cuirassés et les millions, qui auraient dû sauvegarder le prestige en Europe, dépensés sur les

bords du Pacifique, l'aveu d'une faiblesse militaire qui affecta jusqu'aux formations de l'ouest, dégarnies d'effectifs et de matériel, la mobilisation rendue impossible avant une reconstitution complète qui coûtera trois milliards.

La politique extérieure en Europe. — Ainsi ramené à pratiquer, en dépit de Berlin, les ententes occidentales, fidèle à l'alliance française (des emprunts furent placés par tranches sur le marché parisien, 1906-1909), Nicolas II s'est rapproché de l'Angleterre alliée du Japon, réconciliée avec la France et victorieuse du Tibet mystérieux. Un premier *accord* (13 juin 1907) régla *avec le Japon* la situation des chemins de fer de l'Est chinois et du Sud-Mandchourien, de la gare internationale de Kouang-tcheng-tsé ; un autre (traité de commerce et de navigation, 28 juillet) ouvrit aux Japonais dans les mers orientales l'accès des pêcheries jusque-là monopolisées par les Russes. L'accord avec l'Angleterre (31 août), préparé depuis sept années par les journaux anglais, souhaité par Edouard VII, ébauché à Algésiras, négocié en cinq mois, termina la rivalité russo-anglaise de cinquante années, du Caucase aux frontières de l'Inde. Par souci d'équilibre, il partageait la Perse en zones d'influence ; dans celle du Nord, où le shah Khadjar n'était plus qu'un débiteur privilégié de la « Banque russe des prêts », la Russie obtenait pleine liberté d'action. Si elle rappelait ses agents de Kaboul, elle conservait par ses sujets bouriates des possibilités d'intervention dans le Tibet. Du même coup, l'*accord russo-anglais*, prétendu impossible par les Allemands, mais que Nicolas II et Edouard VII proclamèrent à Reval, en juin 1908, valable pour la Macédoine comme pour l'Asie centrale, fit rentrer la Russie dans les affaires européennes, dans celles des Balkans, d'où l'Allemagne « amie » l'avait peu à peu évincée.

Elle n'y rencontra pas d'éclatants succès. Le syndicat austro-russe (1897-1908) n'avait ni empêché dans l'empire ottoman les excès du régime hamidien, ni procuré aux nationalités chrétiennes émancipation ou sécurité. Dans les arrangements territoriaux qui suivirent la révolution jeune-turque, si la Russie facilita par des combinaisons de trésorerie à la Bulgarie indépendante le règlement de ses comptes avec la Turquie (1), par contre, elle dut assister, sous la pression de l'ami de Berlin, aux déceptions du Montenegro, le vieil allié d'avant-garde, et à l'anéantissement des espérances

(1) Capitalisation de l'ancien tribut de la Roumélie orientale et rachat de la partie bulgare des Chemins de fer orientaux.

nationales des Serbes, dont il fallut confesser que depuis trente-trois ans on avait sacrifié la clientèle slave aux complaisances escomptées de l'Autriche (mars 1909). La colère qui secoua le monde russe fut stérile, parce que l'armée n'était pas refaite. Elle dut laisser l'Allemagne, qui avait tenu, malgré Pétersbourg, à livrer la Bosnie et l'Herzégovine à son alliée libres de toute hypothèque européenne, se glisser en tiers, après coup, dans l'accord avec l'Angleterre. L'*accord russo-allemand*, discuté de 1907 à 1910, résolu dans l'entrevue de Potsdam (juin 1910), n'a été signé qu'après la mort d'Édouard VII, à la suite d'une visite de famille du Kronprinz Frédéric à Pétersbourg (19 août 1911). Si l'Allemagne s'approprie les termes de 1907 pour reconnaître à la Russie ses intérêts dans la Perse du nord, elle ne s'engage pas beaucoup, car elle ne se croit guère liée d'ordinaire par un tel genre de promesses. La Russie, au contraire, s'engage à respecter l'égalité commerciale en Perse, à construire, deux ans au plus tard après que les rails de la *Bagdadbahn* auront atteint Kanikine, une ligne qui raccordera cette ville avec les chemins de fer persans. Et surtout, elle s'interdit d'entraver la construction du Bagdad ou d'empêcher les capitaux étrangers de participer à l'entreprise. La Russie se donne un associé pour l'exploitation de la Perse ; nombre des sujets du tzar en aperçoivent déjà les dangers.

Politique intérieure. — La crise constitutionnelle. — Ils les signalaient en 1897 quand les projets sur Port-Arthur détournaient le peuple russe « de sa voie traditionnelle en l'entraînant ailleurs, vers Séoul et le Petchili » ; ils redoutaient alors de voir « creuser un abîme entre le peuple et le tzar ». En fait, l'abîme se creusa entre la bureaucratie, jusque-là toute-puissante, et la nation. La nation la rendit responsable de la politique d'aventures, de l'incurie gouvernementale, de la corruption administrative qui viciait jusqu'aux services d'assistance aux blessés. Aux premières défaites, l'agitation commença dans les zemstvos, quoique en majorité non élus (août-septembre 1904) : leurs délégués rédigèrent à Pétersbourg une résolution en onze articles qui réclamait une représentation nationale permanente, dotée de pouvoirs constitutionnels (novembre). Le gouvernement céda : un *oukase du 25 décembre* (oukase des réformes) confiait à des commissions l'étude des changements reconnus désirables à la condition des paysans et des ouvriers, aux lois sur la presse, etc. L'une d'elles, présidée par le sénateur Sabourov, s'occuperait d'élargir les attributions du Sénat dirigeant : composé de fonctionnaires, il continuerait à rédiger les

lois que promulguerait ensuite le Conseil de l'Empire, contrôlerait l'administration des ministres, jugerait les fonctionnaires en dernier ressort.

La *chute de Port-Arthur*, les collisions sanglantes du 22 janvier 1905 entre la troupe et les ouvriers pétersbourgeois massés avec leurs icônes devant le Palais d'Hiver (dans cette « révolution à genoux », le rôle des excitateurs ne fut jamais éclairci), rendirent nécessaires des concessions plus étendues. Le 3 mars, Nicolas II rappelait dans un *manifeste à la nation* qu'au tzar seul appartient le pouvoir législatif, soit qu'il édicte des lois, soit qu'il les abroge, et conviait ses sujets « de toute classe et de toute condition à lutter contre l'ennemi du dehors, et à réprimer au dedans les progrès du libertinage »; mais il chargeait le ministre de l'Intérieur **Bouliguine** d'étudier la participation au travail préparatoire législatif, exercé jusque-là par le Conseil de l'Empire en ses trois départements (législation, affaires civiles et religieuses, finances), des hommes « choisis par la population parmi les plus dignes et revêtus de la confiance du peuple ». La *loi Bouliguine*, amendée par le Conseil de l'Empire, corrigée par une commission que présida le tzar, promulguée le 19 août, constituait, sous le nom de *Douma d'Empire* (Gosoudartsvennaïa Douma), une assemblée représentative des « classes d'intérêt » en trois curies : paysans, propriétaires fonciers, habitants des villes. La première élisait des délégués de canton qui élisaient des électeurs de district. Ceux-ci, au chef-lieu de gouvernement, élisaient d'abord parmi eux un député paysan (on comptait sur ces députés pour constituer un parti conservateur rural); réunis aux délégués des deux autres curies, ils formaient le collège électoral provincial. Vingt villes à représentation spéciale élisaient, à deux degrés, 28 députés. Des dispositions seraient prises pour assurer une représentation aux « confins non russes » (Pologne et Caucase) où le cens serait fixé d'après l'impôt et les primes d'assurances, et à la Sibérie qui n'avait pas de curie



LE PALAIS DE TAURIDE
(Siège de la Douma d'Empire)

de grande propriété. Mais avant qu'elles ne fussent arrêtées, la Révolution se chargea d'en transformer le caractère.

Non seulement la presse enhardie avait critiqué la loi électorale; les *zemstvos*, dans leurs congrès répétés à Moscou, la déclaraient insuffisante parce qu'elle n'accordait pas le suffrage universel. Après la paix de Portsmouth (5 septembre), des troubles, qui parurent s'enchaîner suivant un plan révolutionnaire, menacèrent l'ordre établi. La *grève générale* s'étendit de Moscou (2 octobre) et de Pétersbourg à toutes les voies ferrées, paralysa les industries, suspendit plusieurs semaines la vie économique de l'Empire. Nicolas II se décida à promulguer le ***manifeste du 30 octobre*** : il promettait des droits électoraux aux ouvriers d'industrie, petits propriétaires ruraux, locataires, employés et artisans des villes, membres du corps enseignant, encore écartés du suffrage. En conséquence, l'*oukase du 24 décembre* créa pour les ouvriers une quatrième curie qui votait dans les provinces suivant un système à trois degrés. Sous l'inspiration de Witte, président du Comité des ministres, le manifeste annonça l'introduction de *membres élus* dans le Conseil de l'Empire devenu Chambre haute; un *oukase* (5 mars 1906) y appela, en nombre égal à celui des fonctionnaires nommés, des représentants du haut clergé, des zemstvos, des assemblées de noblesse, des Universités, des comités d'industrie et de commerce, des conseils de prud'hommes, des comités des Bourses. Toutefois, **Goremykine**, successeur de Witte (5 mai), apporta aux lois fondamentales quelques retouches qui réservaient à l'Empereur seul l'initiative des lois, confiaient, en cas de dissolution ou de suspension de la Douma, le pouvoir législatif provisoire aux ministres, sans leur donner le droit de modifier les lois fondamentales ni les règlements électoraux de la Douma et du conseil de l'Empire. Quatre jours après, au Palais de Tauride, s'ouvrit la première Douma (10 juin 1906).

Le gouvernement et la première Douma. — Le premier vote du peuple russe, en ce « printemps de la liberté », fit apparaître des partis assez tranchés, là où n'existaient naguère que deux groupes : les fidèles du tzar et les révolutionnaires. Sur un total de 444 membres, les 29 Polonais mis à part, le parti le plus fort était constitué par 200 *députés paysans et ouvriers*. Ignorants des réalités politiques, surveillés par la police qui les logeait dans un hôtel spécial, ils affirmaient la volonté d'accomplir le mandat que les *mirs* leur avaient confié : réforme de la propriété foncière, suppression de la juridiction spéciale qui pèse sur les communautés,

instruction primaire publique et gratuite. L'un d'eux, **Aladine**, résumait le programme en deux mots : « La terre et la liberté. »

Le *parti constitutionnel démocrate* (K. D.) comptait 185 représentants, députés des deux capitales, intellectuels et parlementaires à l'occidentale (Herzenstein, Kokochkine, Kareïev, Petrounkevitch, les princes Pierre Dolgoroukov, Obolenski, Chakovskoï, Gredeskul). L'un deux, **Mouromtsev**, professeur de droit à l'Université de Moscou, inspirateur du mouvement des zemstvos en 1904, fut élu président de l'Assemblée. Le programme revendiquait pour « tous les citoyens russes, sans distinction de sexe, de religion et de nationalité », l'égalité devant la loi, les libertés de conscience, de presse, de réunion, d'association, de résidence, d'enseignement, de dialecte ; pour la représentation nationale issue du suffrage universel, l'initiative des lois, le vote du budget annuel, le contrôle sur les ministres responsables; pour toutes les parties de la Russie, l'autonomie administrative, des assemblées locales élues au suffrage universel et légiférant pour certains besoins locaux. La Pologne et la Finlande recevraient une administration propre. Le pouvoir judiciaire, exercé par des magistrats inamovibles et indépendants, au moyen de débats publics, serait séparé du pouvoir politique, les lois « incompatibles avec la liberté politique » abrogées, le Code civil remanié. Le parti « cadet » formulait, en guise de programme social, une *solution légale de la question agraire*, en attribuant aux paysans des terres de culture prélevées sur les domaines impériaux et ecclésiastiques et sur les biens des grands propriétaires régulièrement



Le professeur Mouromtsev
(Président de la première Douma)

expropriés. Ces terres seraient abornées, les baux de fermage réglementés par des chambres spéciales, la législation protectrice des ouvriers étendue aux paysans. Aux ouvriers, le programme garantissait le droit d'association et le droit de grève, la journée de huit heures, le bénéfice de l'inspection du travail dans les manufactures, la protection des femmes et des enfants, l'assurance contre la maladie, les accidents, l'invalidité, enfin des retraites de vieillesse.

A droite, les *octobristes* (le comte Heyden, Stakhovitch) se réclamaient de l'oukase du 30 octobre pour soutenir les réformes compatibles avec l'ordre et la légalité. Parti peu nombreux, plus nombreux cependant que les monarchistes d'*extrême-droite* qui repoussaient tout principe constitutionnel.

Les *éléments de gauche* l'emportaient à ce point que le centre, qui aurait dû être constitué par les « cadets », n'existait que grâce à une vingtaine de modérés et aux députés de Pologne. Quand les radicaux se furent joints aux paysans pour former le *groupe travailliste* accru des députés socialistes du Caucase, il s'avéra que le ministère ne trouverait pas dans la Douma le souple instrument d'un travail législatif ordonné.

Les « cadets » hâtèrent le dénouement. Renchérissant sur les travaillistes et l'extrême-gauche, ils votèrent un *appel à la nation* (17 juillet) qui, au mépris des lois fondamentales, refusait la collaboration de l'Assemblée aux ministres de l'autocratie soustraits à son contrôle. Le 21 juillet, le tzar, tout en promettant aux paysans l'agrandissement de leurs lots de terre, à tous les Russes le maintien de la représentation législative, « congédiait » la première Douma et en convoquait une nouvelle pour le 5 mars 1907.

Le gouvernement de Stolypine et la seconde Douma. — Pour gouverner sans Assemblée nationale, Nicolas II nomma le ministre de l'Intérieur, **Stolypine**, président du Conseil. Tout de suite, il eut à lutter contre les « cadets » qui, à Viborg en Finlande, engagèrent par un *manifeste à la nation* (22 juillet) les citoyens à refuser l'impôt et le service militaire. Cent trente-cinq l'avaient signé. Stolypine les fit déclarer inéligibles et condamner à la prison. Il empêcha le parti de se réunir à Pétersbourg. Alors, une insurrection éclatait à Sveaborg dans l'arsenal maritime (31 juillet), gagnait la garnison de Cronstadt et certains équipages de la Baltique (1er août). Stolypine les réprima. Le 25 août, sa résidence sautait ; par grand hasard, il échappait avec sa famille. Mais il refusait d'avancer à l'automne l'ouverture de la Douma. En sep-

tembre, il organisait contre la Révolution rurale les *cours martiales de campagnes* (qui prononcèrent 700 condamnations). En même temps, il provoquait les *oukases* des *25 août*, *9 septembre*, *2 octobre*, *18 octobre*, *22 novembre*, *25 novembre*, qui préparaient la disparition graduelle du mir et la constitution d'un régime de propriété individuelle au bénéfice des paysans.

Ces mesures, ainsi que la pression des agents ministériels, procurèrent une Douma assez différente de la première. La droite, qu'inspirait le club politique des « Vrais Hommes Russes », comptait 89 membres (sur 492). Les octobristes (26), les modérés (20) formaient avec les Polonais (40) une force égale aux 85 cadets ; le reste était travailliste (98) ou socialiste (77). La majorité, quoique réduite, était encore d'opposition, puisque les cadets gardaient rancune au gouvernement qui traquait leurs chefs, et que Stolypine, par amour-propre nationaliste, répugnait à s'appuyer sur un centre dans lequel entraient les Polonais comme élément essentiel. L'obstruction, tantôt d'extrême-gauche, tantôt d'extrême-droite, réduisait les cadets et leurs alliés à écarter du débat toute question (secours aux affamés et aux sans-travail, cours martiales) capable de provoquer les violences de langage des travaillistes. Le 20 mai, Stolypine dénonçait à la tribune un complot terroriste formé avec la complicité d'un député socialiste pour attenter à la vie de l'Empereur et révolutionner les corps de troupes. Les cadets rédigèrent en hâte une formule de répudiation des terroristes, mais n'arrivèrent pas à la faire voter. En vain Stolypine sommait la Douma d'exclure de ses séances 55 députés et d'en livrer 14 à la justice ; la Douma atermoyait, nommait seulement une commission d'étude (14 juin). Le 16 juin, un manifeste impérial en prononça la dissolution.

Le coup d'État de 1907 et la troisième Douma. — Le même jour, Stolypine modifia la loi électorale : pris entre l'article 87 des lois fondamentales qui faisait dépendre tout changement aux lois électorales de la Douma seule, et la nécessité même de ce changement pour composer d'autre façon la Douma nouvelle, il n'avait pas hésité. « Grâce à Dieu ! la Russie n'est pas un pays constitutionnel. » Pour obtenir « une représentation plus exacte des vœux et des besoins de la population », faire confier les intérêts populaires à des mandataires « vraiment Russes d'esprit », limiter la part proportionnelle des allogènes, empêcher leurs députés d'arbitrer les intérêts impériaux, « le pouvoir historique du tzar russe » suffisait. La *loi du 16 juin 1907* conserva les quatre curies, mais dé-

doubla la curie des villes en deux catégories : du *grand cens* (le petit nombre des plus imposés) et du *petit cens*, qui élisaient chacune leurs députés; elle remania les circonscriptions de façon à donner l'influence aux éléments conservateurs, spécifia que le premier député de chaque circonscription serait nommé par le collège entier dans la curie paysanne, le second dans la curie des propriétaires, le troisième dans celle des villes, le quatrième dans la curie ouvrière. Après ces quatre, l'élection, s'il y avait lieu, devenait libre. Sept villes seulement conservaient une représentation spéciale. L'unique concession, c'était, dans toutes les curies, l'établissement du vote direct au lieu du vote à deux degrés. La réduction des députés à 442 portait sur les provinces non russes (Pologne, Caucase) et la Russie d'Asie; le Turkestan perdait toute représentation.

Le résultat escompté fut obtenu et au delà (novembre 1907). La droite (289) représenta les deux tiers de la Douma. Plusieurs groupes la composaient : *monarchistes ultras*, affiliés à l' « Union du peuple russe », partisans du retour à l'ancien régime; *monarchistes conservateurs*, qui ne voient dans les institutions représentatives qu'une concession gracieuse du souverain et qui réduiraient volontiers l'assemblée au rôle d'un *Zemski Sobor*, non permanent, strictement consultatif; *octobristes* partisans d'une responsabilité ministérielle limitée et d'une extension des droits législatifs de la Douma. Le centre comprit 53 *progressistes*, la *gauche* 67 députés (parmi eux 40 cadets); l'*extrême-gauche* se réduisit à presque rien. Les Grands-Russes avaient élu des monarchistes et des octobristes; les éléments de gauche venaient des provinces petit-russiennes, de l'est et des Oukraines. Stolypine ne pouvait compter que sur la droite réactionnaire pour soutenir une politique qui, dans l'ordre social, ne l'était pas. Il disait à **Goutchkov**, chef de l'octobrisme, élu président de l'Assemblée: « Tout l'avenir de la Douma dépend de la formation d'un solide centre constitutionnel ».

Sur les questions essentielles, il se constitua une majorité selon son gré. Désireux d'associer la Douma à la renaissance de la force russe, il lui soumit la *réorganisation de la flotte*. Malgré le Conseil de l'Empire (1), qui y dénonçait un empiétement sur les droits personnels du tzar, il admit que l'assemblée subordonnât le vote des crédits pour la construction des unités navales à la réforme préalable du ministère de la Marine (1908). Devant le même Conseil,

(1) En 1911, au Conseil de l'Empire siégeaient 74 membres de la droite ultra, 20 de la droite modérée, 48 octobristes, 17 Polonais, 10 de la gauche.

contre la coalition de la droite, de la gauche (Kovalevski) et des bureaucrates (Witte), et avec l'appui du centre, il soutint la *loi agraire* inspirée de l'oukase du 22 novembre 1906, votée par le centre de la Douma, et qui établit à la place du mir la propriété individuelle dans les villages où il n'y avait pas eu de redistribution de terres depuis 1861. Le paysan, propriétaire à titre personnel, ne subirait aucune restriction de la part soit de sa famille, soit de la collectivité rurale (avril 1910). Enfin, Stolypine s'attaquait au problème municipal, qui tend à fixer les droits des administrateurs de village, à régler l'autonomie de ce village. Il facilitait la création de *khoutors*, entreprises agricoles autonomes, dirigées par les paysans. Il s'agissait maintenant, à la place du *starchine* (maire), nommé par le *volost*, et de son secrétaire, d'organiser une municipalité, rattachée à la fois à l'administration générale et au zemstvo de district. Ainsi serait créé un *zemstvo de volost*, exécuteur des mesures d'intérêt général, intermédiaire du district auprès de la population, distributeur des crédits agricoles, surveillant des services scolaires, vicinaux, sanitaires. Par là, disparaîtraient les *zemskie natchalniki*, à la fois juges et administrateurs des paysans, interprètes du seul droit coutumier, trop souvent influencés par le bon plaisir du secrétaire de volost. Le retour au système des juges de paix corrigerait ces abus. Mais, sur ce point, les adversaires de Stolypine siégeaient moins à la Douma que dans le Conseil de l'Empire.

Le régime Stolypine dans les Oukraines. La Finlande. — Les rapports de Stolypine avec les allogènes se réglaient d'après cette volonté : faire triompher dans tout l'Empire les effets d'une pensée russe. ***Au Caucase***, les Arméniens et les indigènes exclus des droits politiques par l'oukase de 1907, qui tentaient de créer à Bakou et à Tiflis une situation révolutionnaire, furent rudement comprimés. La russification s'avoua plus rigoureuse encore en Finlande et en Pologne.

En Finlande, le système remontait à 1896. La conscription étendue au grand-duché, la création d'un corps d'armée russe, l'affirmation du droit de l'Empereur grand-duc à légiférer seul sur les questions communes à l'Empire et au grand-duché, aboutirent au *manifeste de la loi d'Empire du 15 février 1899*. Il supprimait la Diète finlandaise, déférait toute question finlandaise d'intérêt général au Sénat de l'Empire, dont celui de Finlande n'aurait qu'à promulguer les décisions. Ainsi atteinte, la nationalité se défendit par des pétitions, qu'une délégation devait porter

à l'Empereur, en lui disant : « Nous savons que tu as, devant toute l'humanité [à la conférence de la Haye], proclamé que la force doit respecter le droit. Or le droit d'un petit peuple est aussi sacré que celui de la plus grande nation. » L'Empereur refusa de la recevoir, tandis que le gouverneur, général **Bobrikov**, accusait encore la russification militaire. Les conscrits émigrèrent. Il multiplia les mesures d'exception : journaux supprimés, écoles fermées, réunions interdites, professeurs et conférenciers expulsés, fonctionnaires emprisonnés. Les Finlandais, placés désormais en dehors de ce qu'ils regardaient comme leur droit, firent une révolution. En juin 1904, Schaumann assassinait Bobrikov et se tuait ; une lettre au tzar trouvée sur lui expliquait que tout Finlandais se trouvait à l'égard de la russification en état de légitime défense. Le procureur du Sénat, **Johansen**, subit le même sort. Le 31 décembre, les États énonçaient les mesures indispensables au rétablissement de l'ordre : suppression du service universel établi en 1901, des gendarmes et policiers russes installés en 1903, rétablissement des fonctionnaires finlandais, des langues suédoise et finnoise comme avant 1900, réforme des abus administratifs, « maintien des lois de la Finlande ».



Stolypine
(1862-1911)

En réponse, le nouveau gouverneur, prince **Obolensky**, jusque-là modéré, revint à la méthode répressive. Aussitôt, complots et attentats recommencèrent : contre le gouverneur de Viborg, contre Obolensky lui-même. Le 1er novembre 1905, à la suite d'une *grève générale* de huit jours, les Finlandais sommèrent le gouverneur et les fonctionnaires russes de disparaître. Tous obéirent. Trois jours après, un manifeste impérial rétablissait le *régime constitutionnel*, abolissait les décrets de 1900-1903, confirmait l'inamovibilité des juges, promettait le suffrage universel direct, la liberté de parole, de réunion, d'association, de presse.

Ce libéralisme, imposé par les circonstances, ne dura que deux années. Dès 1907, sous couleur d'éviter entre la Douma et la Diète

finlandaise des conflits préjudiciables à l'intégrité de l'Empire, le ministère russe préconisait l'envoi de députés finlandais au Palais de Tauride. Très hostile à la liberté de la presse, il s'efforçait de l'entraver, imposait en dehors de toute loi une taxe pécuniaire comme compensation pour la milice, abolie en 1901. En 1908, Stolypine supprima tout ce qui rappelait l'autonomie du grand-duché : les questions finlandaises d'intérêt général (notamment budgétaires) soumises au conseil des ministres russes (2 juin); suspension des lois, même approuvées par l'Empereur, sur les associations, l'instruction obligatoire, l'alcool, l'accession des prolétaires agricoles à la propriété, les droits des israélites; refus de crédits aux institutions de bienfaisance, au service médical des enfants et aux écoles; nomination du général Sayn, ancien lieutenant de Bobrikov, comme gouverneur général. En 1910 (mars-juin), le pas décisif était franchi. La *loi de législation d'Empire*, votée à la Douma malgré la gauche et une partie du centre, au Conseil de l'Empire malgré plusieurs anciens ministres, enleva à la Diète la plupart des questions de gouvernement, y compris les douanes et les monnaies, les transports, les postes. Quatre députés finlandais siégeraient à la Douma, deux au Conseil de l'Empire. Dans la Russie constitutionnelle, la Finlande n'avait plus le droit de s'isoler.

De cette loi, Stolypine s'est servi pour russifier complètement la « province ». Les sujets russes furent déclarés admissibles à toute fonction finlandaise. Les diètes, consultées pour la forme, qui repoussaient à l'unanimité de tels projets, furent dissoutes, les fonctionnaires russes trop tièdes révoqués et, s'ils appartenaient au clergé (comme les inspecteurs des écoles), condamnés par le Saint-Synode. L'archevêque orthodoxe de Viborg s'employait à russifier les Caréliens: des écoles primaires attirèrent les enfants par l'appât d'avantages matériels (cantines scolaires, etc.). Ceux qui créaient des écoles libres furent dénoncés comme suspects de « propagande finnoise ». Le démembrement administratif du grand-duché commença par la province frontière de Viborg: deux paroisses en furent détachées et réunies au gouvernement de Pétersbourg (1911). Les résistances finlandaises n'empêchaient pas une « exécution » qu'approuvait la majorité des Chambres russes. Au surplus, la police russe, introduite en Finlande, a reçu mission d'en triompher.

La Pologne. — Jusqu'à 1896, la Pologne avait vécu dans une situation inférieure : aucun zemstvo n'existait dans les 9 gouvernements de l'ouest, de Lithuanie, de Russie blanche et de Petite-

Russie, dans lesquels une minorité de Polonais riches (surtout en biens fonciers), instruits et actifs, et d'Israélites commerçants, dominaient nettement une majorité de paysans russes misérables. Goremykine, ministre de l'Intérieur, élaborait alors un projet de *self-government* pour la région de l'Ouest. Ni lui ni Stolypine ne purent le mener à terme. En 1903, **Plehwe** forma en Russie blanche et dans le Sud-Ouest des fantômes de zemstvos, non élus, au choix de l'administration. Demi-mesures qui expliquent qu'aucune partie de l'Empire n'ait accueilli avec plus de faveur l'annonce de la révolution constitutionnelle. Les 40 députés aux deux premières Doumas (parmi eux, plusieurs prêtres catholiques) constituèrent entre les partis extrêmes un élément modérateur. Mais ils laissaient apercevoir le désir d'obtenir légalement une large autonomie et peut-être, sous la tutelle d'un tzar libéral, une reconstitution du « Royaume ». La *réaction nationaliste de 1907* fit évanouir ces espérances. D'une part, les « oukases de tolérance » qui abrogeaient, en vertu de la récente liberté des cultes (1905), les mesures destinées à entraver la propagande catholique romaine, furent peu à peu annulés. De fait, cette propagande s'affirmait avec succès dans la « Russie de Kholm » (entre Vistule et Boug) ; et la polonisation progressait d'une marche parallèle. D'autre part, le gouvernement refusa d'approuver l'autonomie polonaise préparée par la Douma (1908).

A dessein, Stolypine confondait le problème avec une autre question, celle de la représentation de l'Ouest au Conseil de l'Empire. Les lois fondamentales faisaient élire les neuf membres, en l'absence de zemstvos, par une assemblée spéciale de grands propriétaires. Les 9 élus furent Polonais. Les Russes réclamaient en faveur de leur nationalité (1909). Stolypine accepta donc que les membres du Conseil fussent élus par une assemblée générale, mais à raison de six Russes et de trois Polonais. Les octobristes, à leur tour, s'effarouchèrent d'un projet aussi brutal ; un moyen plus « moral » serait d'introduire dans les provinces de l'Ouest, avec quelques tempéraments, les zemstvos, assemblées démocratiques où s'expriment toutes les classes sociales. Docile, Stolypine déposa un projet (décembre 1909) qui dotait de zemstvos six gouvernements occidentaux ; la part des représentants y serait fixée d'après le chiffre des deux nationalités, russe et polonaise. La Douma préféra l'établir d'après les chiffres de la propriété foncière. Autour de ces deux solutions, la bataille parlementaire s'engagea pour de longs mois. En 1910, les vues anti-polonaises du Conseil de l'Empire triomphaient de l'atonie de la Douma, empêchée par le manque de chefs de pous-

ser à bout ses réformes et livrée aux impulsions des bureaucrates (1). Pour en finir, Stolypine, interprétant l'article 87, mettait pour trois jours les Chambres en vacances, et promulguait, d'autorité, sa loi des zemstvos (27 mars 1911) (2).

Ainsi s'accusent, dans l'Empire russe constitutionnel, des tendances nationalistes et une hostilité toujours plus vive contre l'élément polonais. Beaucoup de Russes n'y voient qu'un triomphe passager qui ne se soutient que par un régime de police dangereux et précaire, un paradoxe aussi à un moment où le néo-slavisme, qui aurait besoin de l'amitié polonaise pour se relier avec les Slaves d'Autriche, se plaît à rêver d'une entente avec les nationalités slaves au delà des frontières sous la tutelle du Russe, — alors que le Russe leur rend la vie presque impossible à l'intérieur de son État.

A CONSULTER

Bérard : *La Russie et le Tzarisme.* — Aïtoff : *Peuples et langues de la Russie.* — Flourens : *Alexandre III.* — J. Legras : *Au pays Russe.* — Machat : *Le développement économique de la Russie.* — Henry : *La question de Finlande.* — Dmowski : *La question polonaise.* — Polejaiev : *Six années; la Russie de 1906 à 1912.* — Alexinsky : *La Russie moderne.*

(1) Elle n'aboutit que dans son œuvre de relèvement de l'instruction (surtout populaire) pour laquelle elle n'a pas ménagé les crédits.

(2) Stolypine assassiné à Kiev (18 septembre 1911) par un jeune avocat israélite affilié à la fois aux organisations révolutionnaires et à la police secrète, la présidence du Conseil a passé au ministre des Finances Kokovtzov.

CHAPITRE XV

LA PÉNINSULE BALKANIQUE DEPUIS 1878

I. **Les États chrétiens depuis le Congrès de Berlin.** — II. **Le gouvernement ottoman.** — III. **Les positions nouvelles de la question d'Orient.**

Le traité de Berlin avait violenté la Turquie et à la fois déçu presque tous les peuples chrétiens des Balkans ; il ne fut pas longtemps respecté. Les souverains des États émancipés tirèrent de ses articles des conséquences que les diplomates n'avaient pas prévues ; le sultan n'accomplit aucune des réformes que l'Europe avait, dans les provinces chrétiennes, prétendu lui imposer.

Tandis que les Anglais installaient à *Chypre*, « place d'armes » en face de Port-Saïd, un haut commissaire qui gouverna avec une *Chambre* de 18 membres, dont trois fonctionnaires britanniques nommés par lui, trois membres élus par les musulmans, six élus par les chrétiens (les quatre cinquièmes de la population), et réserva pour le Trésor britannique les 92.000 livres turques annuelles que Beaconsfield avait d'abord promises au sultan, Abdul-Hamid inaugurait une renaissance islamique fondée sur l'assassinat politique et le massacre des *raïas*. Il posait ainsi des problèmes à répercussion européenne, que la Révolution jeune-turque n'a pas résolus.

I. — *Les États chrétiens depuis le congrès de Berlin.*

Le Montenegro. — L'application même du traité n'alla pas sans difficultés au Montenegro. L'Autriche en détenait le débouché naturel sur l'Adriatique, Cattaro, et les Albanais défendaient à coups de fusil le pachalik d'Antivari, la province de Podgoritza et Dulcigno concédés à la principauté. L'Europe dut intervenir, bloquer *Dulcigno* par une flotte internationale, et le prince Nicolas battit 13.000 Albanais à *Gussinjé* (janvier 1880).



NICOLAS Ier DE MONTENEGRO (né en 1841)

Jusqu'à 1888, le régime d'absolutisme patriarcal subsista. Le prince se regardait comme le soldat de la Russie, qui lui envoyait armes et munitions (30.000 fusils, 10.000 revolvers, 25 millions de cartouches en 1898) avec l'argent nécessaire à l'entretien de la cour. A cette date, une constitution nouvelle octroyée partagea le pouvoir entre le prince et une *Skoupchtina* que le prince brisait d'ailleurs à la première opposition. Des procès politiques le débarrassèrent de ceux de ses sujets trop enclins à prendre à la lettre les formules du parlementarisme. C'est que le prince Nicolas Niégosch, quoique élevé à Paris, n'est tout de même qu'un soldat montagnard à



NIÉGOSCH (Berceau de la famille royale de Montenegro)

l'image de son peuple, fort occupé à tenir en haleine ses 43.000 hommes (60.000 en temps de guerre) pour affirmer son indépendance à l'égard de l'Autriche et de la Turquie. Le mariage de sa troisième fille avec le futur roi d'Italie Victor-Emmanuel (1896) en fit un agent de l'influence italienne dans les hautes régions albanaises ; mais il restait un agent russe (des Monténégrins combattirent en 1904 dans l'armée de Mandchourie). L'érection du pays en royaume (mai 1910) fut de conséquence pratique nulle ; car le développement économique préparé par les capitaux italiens, les ingénieurs italiens des chemins de fer, et par la libération des ports de la servitude autrichienne, qu'imposait l'article 29 du traité de Berlin, remonte à 1908. Elle tire toute son importance morale de ce fait qu'elle symbolise l'affranchissement total des Slaves dans une région où le mot de principauté désigna si longtemps des pays vassaux. Le Montenegro est aussi la forteresse possible d'une politique anglo-italo-russe menaçante pour l'Autriche.

La Serbie. — Milan Obrenovitch (1868-1889). — « Le plus grand service que l'on pourrait rendre à la Serbie, disait Garachanine, ce serait de la transporter ailleurs. » Un fait domina toute son histoire après 1878 : l'occupation par l'Autriche de la Bosnie-Herzégovine qui, au cœur même des terres serbes, barra désormais à Belgrade la route de l'Adriatique. **Milan** Obrenovitch qui, en 1868, avait succédé à son cousin le prince Michel et subi jusqu'à 1872 la régence de **Blasnovats**, **Gavrilovitch** et **Ristitch**, n'avait pris qu'une part peu glorieuse au début de la guerre contre la Turquie (1876). Il fallut que l'Europe le sauvât des représailles ottomanes ; au règlement, il n'en obtint pas moins la région de *Nisch*, presque au centre de la péninsule. En 1882, il fut roi ; mais, aidé par la Russie, marié avec une Russe, Nathalie Kechko, ce fut pour signer avec l'Autriche un traité secret (renouvelé en 1888) qui livrait la Serbie aux entreprises de Vienne, ouvrait Belgrade et Nisch aux Autrichiens en cas de guerre, répudiait toute propagande serbe en Bosnie, Herzégovine et Croatie.

Six années durant, il gouverna sans contrôle, d'abord avec Ristitch, chef du parti libéral, et avec une Skoupchtina dont le souverain, d'après la constitution, nommait un tiers des membres. **Pirotchanats**, qui remplaça Ristitch (1880), représentait le *parti progressiste*, adepte d'un pouvoir fort et centralisé. En face, se formait le *parti radical* des conservateurs épris des traditions serbes, appuyé sur la masse paysanne, résolu à exiger une politique d'économies et d'autonomie communale, politique russophile et

nationale. Tout de suite, Milan les regarda comme des ennemis personnels, reproches vivants contre l'augmentation de la dette (portée de 7 à 312 millions), l'aliénation des revenus serbes aux banques étrangères, les dilapidations personnelles du souverain, les scandales de sa vie privée. Il essaya de supprimer le parti en 1883; mais, vaincu en 1885 par le prince de Bulgarie dans les conditions les plus humiliantes, après avoir prétendu faire jouer à la Serbie le rôle d'un Piémont balkanique, il se vit abandonné des progressistes et de leur chef **Garachanine** (1887).

Aidé dès lors de **Christitch**, homme à tout faire, il prononça son propre divorce d'avec la reine **Nathalie**, populaire et respectée (1888), et convoqua une Constituante, composée de radicaux en immense majorité. Elle donna le pouvoir exécutif au roi et à un ministère responsable devant une Skoupchtina législative élue par tous les contribuables. Simple comédie parlementaire qui ne trompa personne : de Pétersbourg vint l'ordre d'abdiquer.

Alexandre Ier (1889-1903). — Le 6 mars 1889, Milan abdiqua en faveur de son fils Alexandre, âgé de douze ans. Les régents qu'il avait nommés, **Ristitch**, **Protitch** et **Belimarkovitch**, devaient lui verser 360.000 francs par an pour qu'il vécût à l'étranger, le laisser diriger l'éducation de son fils, interdire à la reine Nathalie le séjour de Belgrade. La reine protesta, en appela aux progressistes, tandis que Milan rentrait au palais et retrouvait son ascendant sur l'armée. Pour éviter la guerre civile, la régence acheta en deux traités le départ de Milan : pour 1 million comptant, il s'engagea devant la Skoupchtina à ne plus vivre en Serbie pendant la minorité d'Alexandre (1891). En février 1892, il vendit encore à la Skoupchtina ses titres de citoyen serbe et de père du roi ; une loi, cautionnée par le tzar Alexandre III, les lui acheta 2 millions et demi, que lui versa la Banque russe de Volga-Kama. Après quoi, la régence expulsa la reine Nathalie.

A tort, la Serbie se crut délivrée. Bientôt, Milan, ruiné, suggérait à Ristitch de se débarrasser du ministère et de la Skoupchtina radicale. Aux élections, les officiers milanistes fusillèrent des réunions électorales (août 1892). Milan réclama encore 2 millions ; mais la régence ne pouvait pas les fournir, contrôlée par la Skoupchtina nouvelle, de majorité encore radicale. Réduit à soutirer 100.000 francs à la reine Nathalie, à emprunter 500.000 francs au sultan, Milan s'adressa aux officiers serbes contre les régents « insolvables ». Le 13 avril 1893, Alexandre Ier fit arrêter les régents et ministres (Avakoumovitch-Ribarats), donna le ministère à son pré-

cepteur **Dokitch**, et se proclama majeur. Enthousiasme du peuple; mais le roi dut verser un nouveau million que Milan dépensa en plaisirs d'été.

A l'hiver, Milan rentrait à Belgrade (21 janvier 1894), rappelé par son fils qui commençait à se défier des radicaux, sortis de prison pour occuper le pouvoir. Malgré la coalition de tous ceux qui voulaient la Serbie indépendante, Alexandre rendit à Milan ses droits,



BELGRADE
Vue prise du Danube

lui livra les ministères, supprima pour lui plaire la constitution de 1889 avec les libertés publiques (21 mai), fit renier officiellement pour plaire à l'Autriche les « prétendus Serbes » de Croatie et leur « prétendu idéal national qui n'est qu'un mot vide de sens ». L'Autriche elle-même craignit les effets de cette servilité. Alexandre éloigna son père avec une augmentation de pension et un apanage voté par la Skoupchtina (avril 1895).

Deux ans et demi, Alexandre, conseillé par sa mère, gouverna avec un ministère progressiste **Novakovitch**, puis radical (**Simitch**, décembre 1896). Il établissait le service militaire pour tous les Serbes de 21 à 51 ans (1896), signait avec les prêteurs européens des arrangements onéreux, se rapprochait de la Russie. Mais Milan, de nouveau ruiné, avait appris qu'en prévision d'une guerre bal-

kanique les ministères patriotes avaient économisé 12 millions déposés à la citadelle. Il connut aussi l'accord austro-russe qui rangeait la Serbie sous l'influence autrichienne ; dès lors, il menaça de la colère de Vienne. De fait, Vienne inaugura des représailles commerciales. Il s'entendit encore avec des officiers et rentra à Belgrade (janvier 1898). Alexandre docile le nomma généralissime et, trente mois, le régime milaniste sévit. Le roi « mangeur de peuple », aidé du ministère Vladan **Georgevitch**, terrorisa la Skoupchtina qui dut voter des lois contre la presse et les associations ; il expédia, à raison de complots imaginaires, les chefs radicaux au bagne, obligea les patriotes à l'exil, dispersa au jeu le trésor militaire dans le konak transformé en brelan, porta la dette publique à 400 millions.



Paysans serbes
(D'après une photographie)

Brusquement, la gabegie cessa. Mme **Draga Machin**, ancienne dame d'honneur de Nathalie, voulut être reine ; malgré Milan, elle épousait Alexandre (5 août 1900). Elle rendait à la Serbie un double service : elle la débarrassait de Milan et lui regagnait l'amitié du tzar, parrain de son mariage. Alexandre allait-il clore ces dix années de cauchemar politique ? Mais Alexandre n'était qu'un dégénéré. Pressé de gouverner à son tour, il emprunta les procédés de son père (mort en 1900), suspendit la constitution, usa vite le personnel politique, **Iovanovitch**, **Atanaskovitch**, Zinzar **Markovitch** et **Pachitch**, élimina les « radicaux de cour » après les radicaux.

Pour sa part, Draga ne songeait guère qu'à amasser de l'argent, et à faire avancer ses deux frères dans l'armée. Quand il fut avéré que le tzar ne recevrait pas à Pétersbourg le couple royal privé d'enfants, qu'Alexandre songeait à se donner pour successeur le prince Mirko de Montenegro, que la Serbie, humiliée devant l'Europe par le mariage même, risquerait de n'avoir aucune part aux aubaines de l'avenir, un complot de 250 officiers, que le colonel Damian **Popovitch** organisa, décida de supprimer les Obrenovitch.

Dans la nuit du 10 juin 1903, 40 d'entre eux, que guidaient les

colonels **Machin**, beau-frère de la reine, **Mitchitch** et **Lazarevitch**, pénètrent de force au konak, tuent le roi de quarante coups de sabre et de revolver, la reine de soixante-trois coups de sabre et de deux coups de feu, jettent les corps par une fenêtre, acclament roi Pierre Karageorgevitch. Pendant que d'autres tuaient les ministres des Affaires étrangères (Markovitch), de l'Intérieur et de la Guerre, et les frères de la reine, un ministère se formait avec Avakoumovitch et les régicides. Au matin, une musique militaire vint jouer des danses devant le konak.

Pierre Ier Karageorgevitch (20 juin 1903). — Pierre Ier, né en 1844, ancien officier dans l'armée française de l'Est (1870) et commandant d'un corps de volontaires en Bosnie-Herzégovine (1875), vivait à Genève lorsque la Skoupchtina l'élut roi (20 juin 1903). Alors que l'Europe réclamait le châtiment des régicides et que les diplomates étrangers quittaient Belgrade, les officiers installaient au gouvernement **Grouitch** et Protitch, accaparaient les commandements, répétaient les violences accoutumées contre les personnes et les journaux. Les partis politiques se décomposaient : les progressistes dispersés, les radicaux divisés en *vieux* et en *jeunes radicaux*. Les finances demeuraient précaires, uniquement soutenues par l'emprunt (250 millions en sept ans), l'impôt triplé, les taxes créées pour payer les retraites et pensions. Bientôt, l'Autriche fermait sa frontière aux importations de Serbie, et la « guerre des porcs » amenait la misère. Comme remède, une loi qui permettait aux ministres d'emprisonner les citoyens, pour trois jours, sans jugement.

A la fin, le *parti des agriculteurs* imposa une politique nationale. Tandis que des traités et conventions avec la Bulgarie, la Turquie, l'Italie, rétablissaient l'exportation du bétail, les radicaux s'affranchissaient peu à peu du joug militaire, formaient des ministères d'union avec les libéraux (**Novakovitch**) ou de concentration radicale (**Pachitch**), reprenaient leurs revendications sur la « vieille Serbie » macédonienne, leurs projets d'alliance avec le Montenegro, de voies ferrées menant à un port sur l'Adriatique. L'annexion de la Bosnie à l'Autriche faucha ces espérances. La nation serbe se vit bloquée dans sa position à la fois danubienne et balkanique, coupée de toute issue maritime, serrée à étouffer entre l'Autriche, la Bulgarie et la Turquie ; elle réclama la guerre (octobre 1908-mars 1909), en appela aux puissances, à la Russie protectrice. Mais la Russie, assez piteusement, dut avouer d'anciens engagements et lâcher les Serbes. Le prince héritier Georges, compromis dans ce mouvement, abdiqua son titre. Il fallut en revenir (ministère **Milo-**

vanovitch au traité de commerce avec Vienne, abandonner jusqu'au pis-aller d'une Bosnie-Herzégovine autonome (1910), se contenter de renouer des relations normales par les voyages du souverain à Rome, Pétersbourg, Constantinople, Paris, se remettre au travail pratique qui consiste à présenter des budgets en équilibre, à reconstituer les armements en fusils et en canons pour résister à la poussée germanique, à préparer la descente toujours espérée vers Salonique et l'Égée. Pour cette œuvre, à laquelle l'Europe ne se prêtait guère, la Serbie ne dut compter que sur les ressources d'énergie de son peuple, laborieux et économe, sobre et patient.

La Roumanie princière et royale. — Jusqu'à la guerre de 1877 qui lui procura l'indépendance, la Roumanie consacra dix années à s'organiser politiquement. En 1866, une constitution modelée sur celle de Belgique avait partagé les pouvoirs entre le souverain et un *Parlement* de deux Chambres devant lequel les ministres seraient responsables : un *Sénat* de 120 membres élus par les propriétaires fonciers, une *Chambre des députés* de 178 membres élus par quatre collèges. Autour de cette organisation, deux partis se disputèrent le gouvernement : le *parti conservateur* ou des boyars, russophile, et le *parti libéral*, plutôt germanophile. Entre les deux, le *parti junimiste*, issu d'un mouvement littéraire qui datait de 1863, n'était guère qu'une fraction du parti conservateur auquel il finit par retourner. Entre eux, au surplus, point de différence de principes jusqu'à la fin du siècle, mais un antagonisme de personnes, avec plus de cohésion et de discipline chez les libéraux. Ainsi le jeu des partis régla la politique, sauf la politique étrangère qui demeura sous le contrôle direct du souverain.



CHARLES Ier
(né en 1839)

Cette dualité s'affirma bien en 1870. Les Roumains éclairés se

souvenaient de l'aide que la diplomatie française leur avait prêtée. Le peuple manifesta en faveur de la France, tandis que le président du Conseil déclarait que « là où flotte le drapeau de la France, là sont aussi nos intérêts et nos sympathies ». La foule troubla violemment un banquet dans lequel les Allemands célébraient l'anniversaire de leur Empereur (mars 1871). Le prince Charles voulait abdiquer. Le chef conservateur **Lascar Catargi** l'en empêcha en formant un ministère de résistance qui renvoya les députés, conquit une majorité conservatrice aux élections de mai 1871, régla les difficultés financières produites par la banqueroute du concessionnaire allemand des voies ferrées. Pendant six ans, il travailla à doter le pays des trois instruments du progrès moderne : des écoles, des routes et des chemins de fer.



Bratiano (1822-1891)
(D'après une photographie)

Passionné pour l'armée, le prince Charles, aidé du général **Floresco**, l'organisa sur le modèle prussien. Le service obligatoire, de 21 à 40 ans, fournit 50.000 hommes de première ligne pour la guerre libératrice, et plus tard 100.000 hommes d'armée active répartis en quatre corps et quatre camps retranchés (1) : avec les réserves de la deuxième portion du contingent (*dorobanze*), 300.000 hommes instruits. Cette armée, **Bratiano**, chef du parti libéral, ministre après Catargi (août 1876), l'engagea contre les Turcs en proclamant l'indépendance de la Roumanie (21 mai 1877); elle les battit devant Plevna où le prince Charles commandait en chef les forces assiégeantes.

(1) Bucarest, Galatz, Namolosa et Focsani.

Victoire stérile d'apparence, puisque le « rapt » de la Bessarabie roumaine, confirmé à Berlin malgré Kogalniceano, ne semblait pas compensé par l'annexion de la *Dobroudja* tartare, privée de Silistrie, estimée de valeur médiocre. Elle obligea pourtant l'Europe à reconnaître la royauté de **Charles Ier** (14 mars 1881). Quelques mois auparavant, la succession avait été réglée au bénéfice du prince Ferdinand, neveu du nouveau roi.

Développement politique et économique. — De tous les peuples engagés dans la guerre d'Orient, les Roumains s'avéraient les plus mal traités au Congrès de Berlin, et par leurs alliés mêmes, alors que l'Angleterre et l'Autriche les avaient défendus. Ce fait domine leur politique ultérieure. Par hostilité contre la Russie, le royaume adhéra aux bases générales de la politique de Vienne, malgré les persécutions du gouvernement magyar contre les Roumains de Transylvanie. Par défiance des Bulgares, auxquels il rendait néanmoins le service de les séparer territorialement de l'empire russe, il rétablit assez vite avec la Turquie des relations amicales qui valurent un traitement de faveur à ses Koutzo-Valaques de Macédoine : la reconnaissance de leurs écoles et de leurs églises. Une telle position en faisait dans la péninsule un élément de paix, favorisait le développement politique intérieur.

Ce ne fut pas sans peine. Les diplomates de Berlin, en exigeant l'octroi des droits politiques aux israélites domiciliés, ouvraient le champ à toutes les discordes. De fait, Bratiano dut dissoudre les Chambres dans lesquelles les Moldaves, acharnés à ne rien accorder aux juifs, nombreux dans leur province, voulaient que l'indigénat ne fût conféré que par une loi et à titre individuel. Les Chambres nouvelles votèrent un *article* 7 (à la Constitution) qui supprimait pour l'exercice des droits civiques les obstacles tirés de la religion, mais enlevait aux « étrangers » le droit de propriété (1879). Un moment, la Roumanie se vit menacée d'une commission internationale chargée, sous le contrôle de l'Autriche, de la police du Danube entre les Portes de fer et Galatz.

Bratiano n'en fut pas troublé. Il rachetait les chemins de fer, signait des traités de commerce avec l'étranger (1887), réglait la juridiction consulaire, créait la *Banque nationale* dont **Campineano** fut gouverneur (1880), rendait l'Église « autocéphale » sous un synode d'évêques (1885), révisait la constitution en supprimant la garde nationale et la classe des électeurs à 3.000 francs d'impôts (1884). En vrai Hohenzollern, le roi aurait souhaité davantage : instaurer un régime représentatif mais non parlementaire, consti-

tuer le pouvoir exécutif en état d'équilibre exact avec la nation. Les partis, il est vrai, s'affirmaient déjà trop puissants : comme les boyars s'étaient disputé le trône, les classes riches et instruites se disputaient maintenant le ministère. Le roi, du moins, les domina en conservant aux affaires, par la dissolution du Parlement, le parti qu'il préférait. Ainsi les libéraux et Bratiano tombèrent en 1888.

Sept années durant, de fréquentes crises ministérielles exprimèrent l'instabilité de la situation. Le roi gouvernait avec des ministères intermédiaires, junimistes, dissidents libéraux, conservateurs libéraux ou conservateurs (Catargi, Floresco). Mais après la mort de Bratiano (mars 1891), le parti libéral s'était reconstitué autour de **Démètre Stourdza**. Il reprit trois fois le ministère : de 1895 à 1899 (Stourdza, Aurelian) ; de 1901 à 1905 ; de 1909 à 1911 avec **Jean Bratiano**. Les conservateurs et junimistes l'occupèrent dans l'intervalle avec **Cantacuzène** (leur chef après la mort de Catargi, avril 1899), **Carp** et **Majoresco**, bien qu'affaiblis par la constitution d'un parti actif et moderne, les *conservateurs démocrates* de **Take Jonesco** (takistes).

Le développement économique de la Roumanie a été leur œuvre commune, avec certaines initiatives hardies qui se rapportent plutôt aux libéraux. Les dépenses de guerre, la construction de 20.000 kilomètres de routes, de 5.000 kilomètres de chemins de fer (de l'État ou des districts) reliés avec tous les réseaux voisins, la participation au *canal des Portes de fer* (1896) et à l'aménagement du Danube, la mise en valeur de la Dobroudja, reliée au royaume par le pont de Czernavoda, la construction du port de Constanza (50 millions), l'organisation d'un service maritime, portaient le budget à 500 millions, rendaient nécessaires de fréquents appels au crédit étranger. L'État, il est vrai, en acquitte les arrérages avec les 42 millions de revenus de ses domaines. Aujourd'hui, d'autres dépenses apparaissent, exigées moins par la formation récente d'un petit parti socialiste, que par la volonté du parti libéral de régler avec plus de justice, entre les classes sociales, les rapports économiques.

La Roumanie contemporaine. — Comme la population rurale croissait vite, les mesures prises en 1864 pour constituer une petite propriété paysanne se révélèrent bientôt insuffisantes. Les usuriers et spéculateurs tournèrent les lois qui avaient rendu les lots de terre inaliénables jusqu'à 1819, exploitèrent par des contrats à long terme le labeur du paysan. Une première *jacquerie rurale* avait précipité en 1888 la chute de Bratiano. Un tarif de douanes protec-

tionniste (1892), un *Crédit foncier* rural et un Crédit foncier urbain soutinrent la culture ; une Caisse des dépôts et une Caisse d'épargne, des *banques populaires de campagnes* au capital de 100 millions, consentirent aux paysans des avances pour leur installation sur de nouvelles terres amodiées ou vendues par l'État. Une crise aiguë passa cependant sur le pays en 1900-1901, moindre qu'en mars 1907, alors que le soulèvement des paysans du nord contre l'exploitation des gros fermiers souvent israélites (en Moldavie) menaça d'une révolution dans Bucarest même. Il coûta la vie au ministère Cantacuzène. Les libéraux l'arrêtèrent à coups de canon et, tout de suite, rétablirent la paix par des réformes sociales profondes.

La *loi des contrats agricoles* fixa un minimum de salaire rural et un maximum du prix de fermage, pour soustraire le travail du paysan à la spéculation. Ces taux furent déterminés, les litiges jugés dans chaque département par une commission mixte de délégués propriétaires et de délégués paysans, présidée par l'inspecteur agricole sous le contrôle d'un *Conseil supérieur de l'agriculture*. Une *Caisse rurale* à Bucarest distribue aux cultivateurs, qui s'acquitteront en 50 annuités, des terres acquises à l'amiable ou par adjudication, crée ainsi une propriété rurale. L'État et les établissements publics doivent affermer leurs propriétés de campagne, non pas aux particuliers, mais aux associations légales de paysans. Par contre, l'État, pour sauver le bétail des crises de sécheresse, attribue aux communes des pâturages ensemencés en plantes fourragères, donne 3 hectares et demi de bonnes terres à chaque école qui les doit cultiver en potagers et fruitiers. La loi interdit les trusts de fermiers et limite le droit de prendre à ferme à un total de 4.000 hectares. Intervention de l'État, « socialisation » partielle du sol, peut-être, mais légitimée par le salut public dans un pays dont, pendant des siècles, les ressources ne furent qu'agricoles.

Il n'en va plus de même aujourd'hui. Si les dernières réformes agraires ont accru de 40 pour 100 la valeur de la terre en allégeant les charges de qui la cultive, l'*industrie* (filatures, verreries, métallurgie), surtout l'industrie du pétrole, dans laquelle est investi un capital de 300 millions, transforme la physionomie de cette « latinité » d'Orient. Adossée à deux empires qui détiennent une bonne part des 6 ou 7 millions de Roumains « non rachetés », liée cependant à l'Autriche par une convention défensive (1891), intéressée au premier chef à l'équilibre de la péninsule qu'elle suspectait depuis longtemps le Bulgare de songer à rompre en se portant vers Constantinople ou Salonique, la Roumanie utilisa la paix (1878-1912) pour devenir la puissance militaire et économique prépondérante

sur le Danube balkanique. A l'écart des politiques que son roi estimait aventureuses, et pour accroître sa force même, elle n'a voulu être qu'un État qui s'enrichit.

La Bulgarie. — Alexandre Ier (1879-1886). — A Gladstone, qui dénonçait les atrocités bulgares, la Porte répondait : « Les Bulgares n'ont pas à se plaindre, puisqu'ils n'existent pas (1) ». Les victoires russes créèrent la principauté de Bulgarie et, tout de suite, les 2 millions de Bulgares affirmèrent, avec leur existence, leur capacité à se gouverner et leur impatience de la tutelle russe au sortir du joug ottoman. Alexandre II souhaitait une organisation qui désarmât le futur souverain devant le peuple d'une Bulgarie vassale et rendît nécessaire l'arbitrage de la Russie. Dans un pays hier encore esclave, où n'existait constituée qu'une aristocratie de chefs de familles, de principaux des villages, de dignitaires de l'Église (la seule influence politique), l'assemblée des 231 notables (dont 11 évêques et 21 membres nommés par le prince **Dondoukov-Korsakov**, commissaire impérial après la mort du prince Tcherkassky) réunie à Tirnovo sous la présidence du vieux métropolitain de Viddin, vota un *statut organique* improvisé par des juristes russes qui instituait une démocratie presque illimitée (16 avril 1879). Le droit de vote égal et direct appartint à tous les Bulgares de 21 ans, le pouvoir législatif à une assemblée unique (*Sobranié*) de députés âgés de 30 ans élus pour trois ans, chargée de voter les lois et le budget. Un prince exercerait le pouvoir exécutif avec des ministres responsables devant l'assemblée. Toute modification à cette *constitution de Tirnovo* ressortirait à un grand Sobranié d'un nombre double de députés. Entre cette démocratie, à peine menée par quelques intellectuels échappés de ses universités qui réclamaient en tumulte la révi-



ALEXANDRE Ier (de Battenberg)
(1857-1893)

(1) Pendant quelque temps, ce fut un jeu pour les oisifs de la diplomatie que de répondre à la plaisante invitation : « Cherchez le Bulgare. »

sion du traité de Berlin, la réunion de la Roumélie et de la Macédoine, et le prince étranger à son peuple, la Russie semblait préparer le conflit inévitable. En tout cas, malgré les intrigues des consuls anglais et autrichien, le prince **Alexandre de Battenberg** (de Hesse-Darmstadt), neveu de la tzarine, qui, lieutenant de dragons, avait combattu devant Plevna dans le corps de Krüdner, fut préféré à trois autres par le Sobranié comme candidat russe (29 avril).

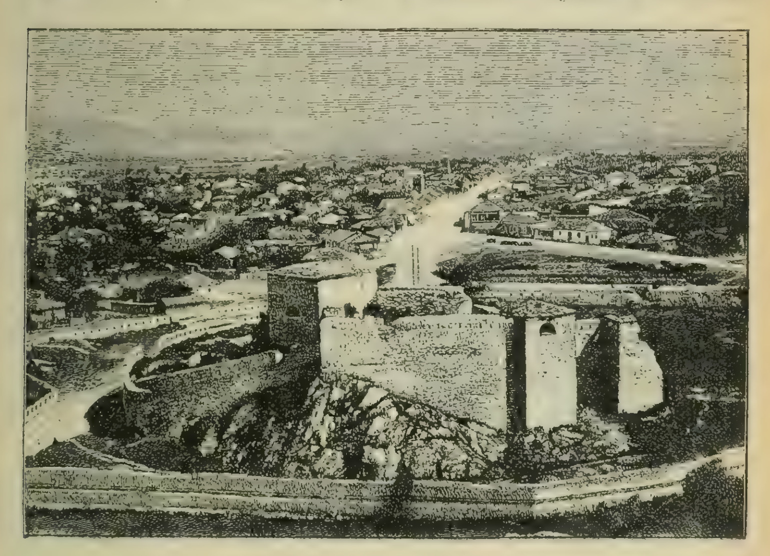


Général Kaulbars

Tandis que les troupes du tzar évacuaient la principauté (5 mai-5 août), des bandes de brigands turcs ou albanais, sortis de Constantinople ou de la Dobroudja, la mettaient au pillage ; des foules errantes arrivaient de Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine remise sous le joug turc, dans un dénuement complet. Point d'administration, ou anarchique : des magistrats révoqués ne craignirent pas de condamner correctionnellement le ministre de la Justice. Rien à attendre des agents diplomatiques (sauf du Français, désintéressé). Quant aux Russes, sous couleur d'organiser l'armée et de « mettre en valeur le pays », ils se ruaient à l'exploitation de toutes les affaires d'argent (banques, voies ferrées) : financiers, trafiquants, ingénieurs russes en exigèrent le monopole. Alexandre, loyal, jeune et sans appui, réduit à former son premier ministère « conservateur » **Bourmow** d'hommes de valeur médiocre, avec le général russe **Parensov** à la Guerre, se vit dès le premier Sobranié en face d'une majorité d'opposition qui élut Karaveloff comme président. Le prince gagna Pétersbourg demander la levée de la tutelle russe et l'autorisation de réviser le statut ; il subit un ministère **Zankoff-Karaveloff** qui éliminait ses conseillers étrangers, luttait au surplus contre les intrigues russes. Le 9 mai 1881, Battenberg le renvoya, suspendit la constitution, convoqua un grand Sobranié qui lui donnerait des pouvoirs constituants, gouverna avec un cabinet conservateur et le général russe **Ehrenroth**, successeur de Parensov. D'autres, **Sobolev** et **Kaulbars**, arrivaient avec ordre d'Alexandre III de russifier la Bulgarie, accaparaient les ministères et la régence en l'absence du

prince. Alexandre s'appuya sur une coalition libérale-conservatrice pour éliminer les généraux russes, qui partirent l'insulte à la bouche (24 septembre 1883). Dès lors, le tzarisme et le comité panslaviste de Pétersbourg décidèrent sa perte.

Révolution de Roumélie orientale et guerre des Balkans (1885). — Le succès même de la révolution rouméliote la précipita. Depuis 1879, un parti « unioniste » agitait la Roumélie



PIROT ET SA FORTERESSE

orientale, avec la connivence du gouverneur **Vogoridès** (Aleko-pacha), ancien candidat au trône bulgare, et du Bulgare Karaveloff, devenu maire de Philippopoli. La Russie les combattait depuis le départ de ses généraux. Le 18 septembre 1885, le « patriote » **Stoïanoff** chassa le nouveau gouverneur Gavril-pacha, proclama l'annexion à la Bulgarie, appela le prince Alexandre qui, surpris d'abord, se proclama dans Philippopoli « prince des deux Bulgaries ». Le tzar s'en offusqua, hostile à tout ce qui pouvait grandir la nation « ingrate », c'est-à-dire patriote et désabusée de l'exploitation. La Grèce armait en Thessalie. Milan de Serbie déclara la guerre. Non seulement il accusait la Bulgarie de donner asile aux chefs radicaux qu'il combattait dans le royaume, mais, plus résolu que le sultan lui-même,

qui ne bougeait pas, à maintenir les Rouméliotes sous le joug musulman au nom de « l'équilibre balkanique », il lança 40.000 hommes sur Viddin et Sofia (14 novembre). Slivnitza l'arrêta net.

De Roumélie, Alexandre et **Bendereff** y transportèrent rapidement 32.000 soldats. Par suite du rappel des 185 officiers supérieurs russes, de jeunes capitaines commandaient les régiments ; ils débordèrent en avant de *Slivnitza* la gauche serbe, que poursuivit le corps indépendant du capitaine Panitza, et la refoulèrent sur *Tzaribrod* (19 novembre). Les jours suivants, Alexandre en délogea Milan, le battit encore à *Pirot* (27 novembre) et marcha sur Nisch. L'Autriche, protectrice de l'Obrenovitch, imposa un armistice, puis la *paix de Bucarest* (8 mars 1886). Battenberg, outre la gloire pour sa jeune armée, y gagna la Roumélie qu'on ne lui disputa plus.

Mais la rancune d'Alexandre III veillait. Pour la servir, les plus jeunes officiers bulgares, sortis des écoles de cadets de Pétersbourg, enlevèrent, avec la complicité de Karaveloff, président du Conseil, le prince, qu'ils entraînèrent au Danube et livrèrent à des gendarmes russes (21 août). Ils le menèrent à Reni (Bessarabie). Mais l'armée lui restait fidèle ainsi que le Sobranié. **Stambouloff**, président, renversa Karaveloff, rappela Alexandre qu'acclamaient Bulgares et Rouméliotes. Le tzar refusa de le reconnaître. Alexandre remit aussitôt le pouvoir à une régence que présida Stambouloff (7 septembre).

Ferdinand Ier (1887). — Stambouloff gouverna dix ans. Sans culture, mais patriote, il voulait secouer à la fois la tutelle hautaine du tzar et la suzeraineté ottomane, rendre « la Bulgarie aux Bulgares ». Les délégués qu'il envoya (**Stoïloff**, Grécoff, Kaltchoff) plaider dans les capitales la cause de la principauté, trouvaient médiocre accueil, sauf à Berlin et à Vienne. Il brusqua les choses en faisant élire par le grand Sobranié de Tirnovo (18 novembre) le prince **Valdemar** de Danemark, beau-frère du tzar, contre le prince de Mingrélie, que le général Kaulbars venait appuyer ouvertement au nom d'Alexandre III. Mais Valdemar refusa l'élection. Stambouloff fusilla ou emprisonna les agents du parti russe et, pour déjouer les intrigues de Pétersbourg, proposa au Sobranié le prince **Ferdinand de Saxe-Cobourg**, officier autrichien (7 juillet 1887). Le 23 août, Ferdinand prêta serment à la constitution. Ni le sultan, ni l'Europe, par complaisance pour la Russie, ne le reconnurent ; mais la Russie n'osa pas risquer une guerre avec l'Autriche-Hongrie pour se donner la satisfaction de le renverser. Et Ferdinand, tenu à beaucoup de réserve, épiant les occasions de

reprendre le contact avec les puissances et le sultan suzerain, laissa gouverner Stambouloff. Le « dictateur », énergique et sauvage, acharné contre le parti russe, se débattait au milieu des conspirations ; il déposa le métropolite **Clément**, réprima le complot du major Nabokoff, fit exécuter le major **Panitza** (février 1890). En 1891, menacé d'assassinat, il faisait arrêter 800 personnes, en torturer un grand nombre, exécuter quatre, condamner d'autres aux travaux forcés. Quand le prince se sentit assez solide dans le pays, assuré par le succès stambouloviste lui-même contre un retour offensif de la politique russe, il se sépara du dictateur (mai 1894) et confia le pouvoir aux conservateurs (**Natchevitch**, puis Stoïloff, septembre 1897), qui détendirent le système. Stambouloff avait succombé, poignardé au visage par des hommes masqués (18 juillet 1895).



STAMBOULOFF (1853-1895)
(*Phot. Karastojanow*)

Ferdinand pouvait dès lors se rapprocher de la Russie et du nouveau tzar Nicolas II. Dès 1889, il avait renoué à titre officieux avec Constantinople et Vienne, obtenu pour quatre évêques bulgares de Macédoine des *bérats* d'investiture (1890). A l'intérieur, la révision de la constitution (mai 1893), qui admettait que les enfants à naître du mariage du prince avec une princesse de Parme fussent catholiques, la *réforme électorale* qui restreignait le nombre des députés (élus pour cinq ans à raison de un pour 20.000 habitants), consolidaient le pouvoir exécutif. Le baptême orthodoxe du prince **Boris**, dont le tzar fut parrain (14 février 1896), amena la réconciliation avec Pétersbourg, que suivit la reconnaissance par la Turquie (24 mars) et par les puissances.

Le royaume de Bulgarie. — Restait à rompre la fiction qui rattachait, sous la forme d'un tribut annuel et par le titre de *vali* conféré au prince pour la Roumélie orientale, la Bulgarie vassale au suzerain. Ferdinand n'utilisa pas la crise ottomane de 1896-1898. Il se fit payer plutôt sa neutralité par de nouveaux bérats en

Macédoine ; et il profita de l'occasion pour fortifier l'armée. La *loi de 1889*, établissant la conscription pour tous les Bulgares de 21 à 45 ans, donnait 43.000 hommes en temps de paix et une mobilisation de 200.000 hommes Le prince la porta à 9 divisions appuyées sur trois camps retranchés (Sofia, Viddin, Choumla), pourvues de fusils autrichiens et de nouveaux canons d'Essen et du Creusot, encadrées par des officiers instruits suivant les méthodes françaises. Il aurait ainsi 375.000 hommes pour soutenir soit la guerre brutale, soit les campagnes diplomatiques. En attendant, la Bulgarie signait, en son nom propre, des traités avec la France, l'Angleterre, l'Autriche, l'Allemagne et l'Italie, figurait aux Conférences de la paix de 1899 et de 1907. Neutre encore pendant les troubles qui depuis 1902 ensanglantaient la Macédoine, bien que les bandes bulgares trouvassent sur le sol de la principauté un abri naturel, résistant aux velléités d'intervention de ses ministres (Karaveloff, 1901 ; **Daneff**, 1902 ; **Petroff**, 1903 ; **Petkoff**, 1906 ; **Goudeff**, 1907), Ferdinand attendait son heure.



FERDINAND Ier A SON AVÈNEMENT (né en 1861) *Phot. Piron*

Elle arriva après les défaites russes de Mandchourie, alors que la prudence conseillait au petit-fils de Louis-Philippe de s'entendre avec l'Autriche pour les règlements balkaniques. Il suffit d'un affront infligé à l'agent bulgare à Constantinople et d'une grève des employés des *Chemins de fer orientaux*, dont la ligne, propriété ottomane jusqu'à Bellova (100 kilomètres de Sofia), constituait une enclave turque en pays bulgare. Le ministère **Malinoff** occupa la ligne, la fit exploiter par des soldats, refusa de la rendre, la grève terminée, offrit une indemnité que la Turquie repoussa, en invoquant les puissances. Ferdinand, s'étant concerté avec François-Joseph, qui se résolvait alors à l'annexion bosniaque, proclama l'*indépendance de la Bulgarie*, érigée en royaume (5 octobre 1908). La Turquie protesta ; la Russie devait la dédommager plus tard, en lui remettant l'arriéré dû sur l'indemnité de guerre de 1878, dont elle consentait l'avance au nouveau royaume. Ainsi se faisait re-

connaître par l'Europe (2 mai 1909) un État centralisé et national. Artisan de paix réaliste, mais consacrant à son armée, en vue des conflits possibles, le quart d'un budget de 300 millions, il permettait et suggérait au « tzar des Bulgares » des ambitions qui dépassaient les 97.000 kilomètres carrés du royaume, « grande et glorieuse puissance, jadis ».

La Bulgarie contemporaine. — Bientôt, de ce travail d'émancipation, les conséquences apparurent. D'abord, dans un pays où les partis politiques ne sont pas moins de douze, depuis les *nationalistes* (Guéchoff), les *progressistes* (Daneff), les *libéraux* (Radoslavoff), les *stambouloviste*s, jusqu'aux *démocrates* (Malinoff), aux *socialistes* et au bloc *agraire*, la *révision constitutionnelle de juin 1911* renforça le pouvoir du souverain en lui donnant le droit exclusif de conclure des traités, réduisit à quatre années la durée du mandat législatif. D'autre part, une paix de trente ans régénéra le Bulgare, qui « aime le travail et court après l'instruction » et qui se satisfait grâce à une profusion d'écoles ; elle créa une Bulgarie nouvelle outillée pour une mise en valeur économique. Tandis que des Français organisaient les finances, aménageaient le port de Bourgas, l'État construisait ou administrait 1.500 kilomètres de voies ferrées, facilitait pour les agriculteurs l'achat du matériel, des semences et du bétail. Toute une législation développait avec méthode les industries nationales, réglait le régime des douanes et des transports de manière à favoriser l'entrée des matières premières, exemptait pour quinze ans des droits fonciers et de la patente, du timbre des contrats, des droits d'entrée sur les machines, toute fabrique employant un capital de 25.000 francs ou 25 ouvriers, leur donnait la préférence pour les adjudications de l'État et des communes, poussait à l'exploitation des houillères de Sofia et des gîtes métallifères, aménageait à la fois dans les montagnes l'exploitation des forêts et celle de la houille blanche. L'ancienne Sofia rasée, une capitale moderne sortait de terre après 1893 autour du palais royal. Nulle part en Europe l'action personnelle d'un souverain n'a plus fortement aidé une nation ressuscitée d'hier à s'adapter à la civilisation moderne.

La Grèce. — Pour réaliser l'agrandissement thessalien, que l'armée grecque n'aurait sans doute pas seule arraché aux Turcs en 1877, il fallut l'arbitrage d'une conférence diplomatique (à Berlin, février 1880). Elle attribua au royaume la *Thessalie* entière et le district d'*Arta* en Epire (13.000 kilomètres carrés et 300.000 ha-

bitants). C'était trop peu pour l'appétit des politiciens qui, jusque-là occupés à renverser tour à tour **Tricoupis** et **Coumoundouros**, n'en formaient pas moins des rêves panhelléniques et, en vertu du principe des nationalités, revendiquaient pour le futur empire athénien toutes les côtes de l'Égée, en Europe et en Asie. Tricoupis s'imposa pour une politique de progrès (1882-1885 et 1886-1890). Il voulait outiller la Grèce en voies ferrées à relier avec le réseau européen, en canaux (le canal de Corinthe), en ressources militaires. La Grèce arma en effet à la frontière pendant la révolution rouméliote, mais sans résultat. Tricoupis s'adressa vainement aux puissances en faveur des Crétois révoltés (1889). Sa prudence diplomatique lui fut reprochée quand le Sultan reconnut en Macédoine l'exarchisme bulgare au détriment du patriarcat œcuménique. Ses successeurs (1890-1896, tout en accumulant une dette de 720 millions dont ils ne payaient plus que 30 pour 100 d'arrérages, n'en guettaient pas moins une crise du régime hamidien, qui ouvrirait prétexte à quelque annexion profitable. Après un dernier ministère Tricoupis (1892-1895), la Grèce crut l'heure venue en 1897, lorsque la Crète, instruite par l'exemple de l'Arménie, tenta de rejeter la brutalité ottomane. Elle n'y trouva que le début d'une crise, qui dura jusqu'à 1911.

La crise parlementaire et militaire et le relèvement national. — Les défaites de Thessalie déterminèrent un malaise politique qui se traduisit par l'instabilité du pouvoir, l'émiettement des partis autour de purs politiciens, le discrédit jeté sur l'armée et ses chefs, une sorte d'éclipse du sens des réalités helléniques. Cependant, l'Europe encourageait (quoique sans franchise) les vues nationales sur la Crète. Elle y nommait haut commissaire un fils du roi des Hellènes. Le roi lui-même désignerait les successeurs ; ainsi serait reconnu l'intérêt qu'il « doit toujours porter à la prospérité de la Crète » (1906). Des officiers grecs y organiseraient la milice et la gendarmerie. Bientôt la commission exécutive crétoise gouverna au nom du roi Georges (1908) et lui prêta serment.

A ce moment, la Grèce manquait de sombrer dans l'anarchie. Depuis 1897, les chefs de partis n'avaient installé au pouvoir que des équipes personnelles, dépourvues de stabilité : Théotokis (1899) après Rhallis et Zaïmis, puis de nouveau **Zaïmis** (1901), **Théotokis** (1903), **Rhallis** et encore Théotokis (1905). Alors les officiers entraient en scène, esquissaient un *pronunciamiento* à Salamine, constituaient une *ligue militaire* qui poussait aux affaires, soutenait ou renver-

sait Rhallis, **Mavromichalis, Dragoumis** (1907-1909), imposait des mesures révolutionnaires, enlevait leurs commandements aux princes royaux. Des officiers en armes forçaient la Chambre à voter une réforme administrative, qui augmenterait le pouvoir politique de l'armée : « Le peuple, déclarait la ligue, a transféré à l'armée l'autorité et le pouvoir... Organe de la volonté populaire », elle réaliserait « cette volonté jusqu'à ses extrêmes ». Coup d'État militaire qui menait à la dictature et, par l'abdication prévue du roi, à la décomposition de l'État.

Dans cette impasse, le salut vint de l'extérieur. Le chef du gouvernement crétois, **Venizelos**, préconisait une révision de la constitution dans les formes légales et monarchiques. L'opinion s'y rallia, élut à l'assemblée révisionniste une majorité de « populaires » décidés à appuyer Venizelos, rendit fatale la dissolution de la ligue militaire. La Crète cependant prétendait aussi envoyer des députés à la « double Chambre », et la Turquie menaçait de la guerre. A la tribune, Dragoumis, très pessimiste, pouvait évoquer le souvenir de la Pologne. La France et l'Angleterre empêchèrent la guerre, et Venizelos prit la présidence du Conseil (17 octobre 1910).

Venizelos, décidé à supprimer les abus dans leur racine, s'assura, par des élections nouvelles, une double Chambre plus homogène qui vota la révision (mars 1911). La *constitution révisée* sépara avec soin les pouvoirs. A défaut d'un Sénat, un *Conseil d'État* à pouvoirs étendus donne son avis sur les projets de lois et de décrets, devient tribunal administratif et conseil suprême pour les fonctionnaires. La *réforme judiciaire* soumit les juges au Conseil supérieur de la magistrature ; la *réforme administrative* subordonna les agents publics à des conseils spéciaux qui règlent dans chaque ministère les promotions et les mutations. Fonctionnaires et officiers furent exclus du Parlement. Entre temps, Venizelos, fort de la confiance royale, rétablissait le crédit, présentait un budget en excédent de recettes, empruntait en France les 150 millions nécessaires à l'outillage militaire et naval, confiait à une mission française l'instruction de l'armée, celle de la marine à l'Angleterre, à un spécialiste autrichien l'organisation du service des eaux et forêts, à des officiers italiens celle de la gendarmerie, créait un *ministère de l'Agriculture* et de l'industrie avec une *Banque agricole* et un *Crédit foncier*. Par des mesures de vigueur, il étouffait l'agitation renaissante de certains éléments militaires autour du colonel Lapathiolis, ancien ministre de la Guerre, ainsi que les discussions byzantines sur la langue « épurée » et la langue populaire. De même, ayant renoué les relations avec la Roumanie et la Bulgarie, il entrepre-

nait de réformer l'enseignement, la législation ouvrière et agricole pour le desséchement des marais et la constitution d'une petite propriété rurale en Thessalie. Dans le silence enfin obtenu des discordances politiciennes, l'évolution normale du pays reprit par un accord réfléchi et enthousiaste entre le pouvoir exécutif renforcé et l'optimisme de la nation régénérée. L'hellénisme y retrouvait des promesses d'avenir.

II. — *Le gouvernement ottoman.*

De 1876 à 1909, la question d'Orient a changé de caractère ; elle est devenue la « question du sultan ». A mesure que s'éloignait la menace d'un conflit européen à Constantinople, que les puissances s'intéressaient davantage à l'Afrique et à l'Extrême-Orient, le sultan Abdul-Hamid, arrivé au pouvoir au prix de deux révolutions, procédait par les moyens les plus brutalement autoritaires à une restauration de l'Islam. Inauguré dans le mensonge, continué dans la peur et la cruauté, aidé de l'espionnage et du meurtre, le règne devait sombrer dans la honte en léguant à ses successeurs un tel héritage de vols et de crimes qu'un autre régime, grevé d'un tel héritage, ne parvint même pas à s'implanter. Revanche inattendue, au début du XXe siècle, de la barbarie asiatique.

Le régime hamidien. — Doux, poli, froid, d'humeur égale, très intelligent, mais de culture nulle et grand lecteur de romans feuilletons, Abdul-Hamid II s'affirma musulman exact, de piété austère, capable au surplus d'un charme personnel qui trompa nombre de diplomates, et d'une ténacité réaliste en affaires. Il rêvait de mettre un terme au démembrement continu qui, de façon sournoise ou déclarée, rétrécissait depuis cinquante ans l'Empire, et, par un despotisme sans fissure, de reconstituer le pouvoir islamique du *padischah*. Entouré de derviches, d'oulémas et de sorciers syriens (comme Aboul-Houda, incarnation du fanatisme populaire), il fut l'homme des séminaires et des mosquées de Stamboul, des couvents d'Asie Mineure, des confréries de Syrie et d'Égypte. Annihilant la Sublime-Porte qui autrefois administrait, il concentra, aidé de **Koutchouk-Saïd-bey**, secrétaire qui sera six fois grand vizir, puis d'**Izzet-bey**, tous les pouvoirs au « Palais », bohème de chambellans, de scribes, de cheikhs, d'Albanais, de Tcherkesses, d'Arabes, appliqués à renseigner le Maître sur les mille détails des événe

ments quotidiens. Il gouverna par lui-même, en bureaucrate soucieux d'augmenter son domaine personnel par des usurpations et des confiscations (il devint propriétaire du sixième des terres de l'Empire), par des intérêts pris dans les entreprises industrielles, les emprunts et les concessions, les postes et les douanes, le péage du pont de Stamboul. Tout passait à payer les « gens d'Yildiz » pronus maréchaux, amiraux, conseillers d'État.

D'après ce modèle, les fonctionnaires razzièrent le musulman et le *raïa*. Dans le discours d'investiture qu'il composa pour le Sultan, Midhat-pacha avait bien inscrit les mots de constitution, légalité, réformes, progrès ; mais quand, après la guerre russe, le Parlement, pourtant docile, des *Evet, effendim* (oui, monsieur), s'avisa de réclamer l'application de la constitution, lorsque, dans le *Divan extraordinaire* du 14 février 1878, Ahmed-effendi, chef des marchands de doublures, eut parlé durement, Abdul-Hamid s'en débarrassa. Plus de Parlement à craindre pour les agents qui voulaient « manger ». Quatre grandes « mangeries » s'organisèrent : « mangerie » de l'armée, laissée sans solde, sans habits, sans souliers (sauf la Garde et le corps de Constantinople), racolée parmi les paysans trop pauvres pour payer le *bakchich* aux enrôleurs ; — de la justice, devant laquelle le faux témoignage devint un gagne pain et qui, en l'absence de cadastre, déclara *vakoufs* (biens de mosquée) ou biens d'État les terres de qui ne « payait » pas ; — des routes et corvées, sans que les routes fussent construites ; — de l'impôt (foncier, dîmes, etc. réglé d'après la fantaisie des gens en place. Qui résistait ou rappelait les promesses de 1877 et la grande *Loi* (en 327 articles *des vilayets de la Turquie d'Europe*, tombait sous l'espionnage, se vouait à la proscription. Tels Midhat-pacha, déporté en



ABDUL-HAMID II
(né en 1842)

Arabie en 1877, égorgé par ordre en 1883; Saïd-pacha, traqué jusqu'à l'ambassade d'Angleterre où il trouva refuge ; les 2.000 étudiants en théologie jetés au Bosphore en 1892. Le sultan « libéral » de 1877 vivait dans *Yildiz-Kiosk*, sous la garde de Kourdes et d'Albanais privilégiés (les *Hamidiés*), dans l'épouvante des attentats (il avait proscrit la lumière électrique, à cause des dynamos), sans coucher deux nuits dans le même appartement, confiant dans sa seule police formidable. Une moitié de la Turquie gagna sa vie à dénoncer l'autre.

Abdul-Hamid et l'Europe. — En 1878, l'Europe avait partagé l'Empire ottoman ; elle ne le « protégeait » plus. Abdul-Hamid prit figure de souverain indépendant, très habile, par instinct de défense, à exploiter les divisions des puissances. Jusqu'à 1890, dominé par la crainte de l'Angleterre et de la Russie, il gouverna contre la Russie, d'accord avec la Triplice en Europe, avec l'Angleterre en Asie. **Kiamil-pacha**, grand vizir (1886-1891), se fit garantir par Londres l'intégrité de l'Empire en promettant pour les chrétiens d'Asie des réformes qui ne vinrent pas. En 1891, la Duplice franco-russe équilibrant la Triplice, Abdul-Hamid se rapprocha de la Russie, ouvrit les détroits à la « flotte volontaire » d'Odessa, échangea des ambassades d'apparat avec Pétersbourg et Livadia, peut-être un traité secret renouvelé d'Unkiar-Skélessi. A l'Allemagne, il confia l'organisation de l'armée. A tous (sauf aux Anglais) il fit gagner de l'argent dans les chemins de fer (Constantinople à Sofia et à Salonique, Salonique à Monastir, lignes d'Asie Mineure et de Syrie, sans compter le *Bagdad*, mais en exceptant la *ligne du Yémen*, Damas-La Mecque, entreprise musulmane réservée aux capitaux et aux ingénieurs ottomans), les ports, quais et docks de Constantinople, Smyrne, Salonique, Beyrouth. Mais il refusa les concessions de mines par crainte d'une révolte d'*uitlanders* comme au Transvaal. Avide d'argent européen, il souffrit que l'Europe « mît en valeur l'Empire ottoman ».

L'Europe, qui prêtait gros et allouait de forts pourboires, même au sultan, prit hypothèque financière sur l'Empire. Comme, depuis 1876, la Turquie ne payait plus ses coupons, le *décret de Mouharrem* (20 décembre 1881) affecta au paiement des emprunts les monopoles du sel et du tabac, du timbre et des spiritueux, l'impôt de pêche, la dîme des soies, certaines patentes, les tributs des vassaux, et créa la *Dette ottomane*. Le Conseil d'administration, formé des délégués des créanciers allemands, anglais, autrichiens, français, italiens, devint un ministère international, la « Sublime-

Dette », comme l'appelaient les Ottomans qui n' « y prenaient » pas. Elle perçut les impôts, les dîmes sur les chemins de fer, les revenus de trois emprunts.

Ainsi l'Europe s'enrichissait aux dépens de la misère turque ; car la Dette, ni la « Banque impériale ottomane » n'arrivaient à mettre en ordre, en l'absence de budget, d'inextricables finances. Le déficit annuel atteignait sans doute 50 millions; la dette flottante était incalculable, les caisses vides ; les fonctionnaires, non payés (sauf les espions du palais qui spéculaient sur les fusils, les bateaux, etc.), mouraient de faim. Or, Abdul-Hamid, pour éviter d' « être un nouveau khédive », plaçait ses millions en Allemagne et flétrissait les « félons » qui rêvaient d'un contrôle financier. L'adaptation européenne ne servait donc qu'à doubler ou tripler la « mangerie ». Après 1890, les mécontents, « Jeunes Turcs », chrétiens, jeune armée (dont les officiers étaient pourtant élevés de dix à vingt ans aux frais du souverain) accusèrent « l'homme » d'être un voleur et un traître.

Les massacres d'Arménie (**1894-1896**). — Il se révéla le « Sultan assassin », capable de préméditer l'extermination méthodique et persévérante de la nation arménienne. — Jusqu'à 1890, les Arméniens nestoriens, partagés entre l'Empire russe et l'Empire ottoman, avaient eu plutôt à souffrir de la Russie dont ils occupaient l'une des routes de descente à la Méditerranée, à travers la grande Arménie (Sassoun) et la petite Arménie (Zeïtoun), du Caucase vers Alexandrette. Tandis que la Porte promettait des réformes pour ses Arméniens, Pétersbourg tentait de russifier les siens dont il se défiait pour leurs relations de commerce en Europe et en Perse, leur capacité à s'enrichir en achats de terres, leur volonté de demeurer une nation. Il les déporta en Sibérie, ferma leurs églises et leurs écoles, les annexa de force à l'orthodoxie. Les Arméniens du Caucase envièrent alors ceux de Turquie, la « nation fidèle » qui, de 1880 à 1890, remplissait fonctions et ministères et, se défendant bien, grâce à l'ambassade anglaise, contre les vexations et les mangeries, ne réclamait pas les réformes.

Mais les Arméniens d'Europe avaient fondé l'*Hintchak* (1887), vaste association qui se proposait de développer l'idée nationale en Turquie et au Caucase et, en respectant le sultan, de lutter contre préfets et gendarmes voleurs, collecteurs d'impôt rapaces et brigands Kourdes. Beaucoup s'allièrent avec les nihilistes. Abdul-Hamid, inquiet, repoussa le plan de réformes arméniennes de

Saïd-Pacha (1887), déchaîna contre les Arméniens du district de Van les Kourdes musulmans (1888) qui rançonnèrent, convertirent à l'Islam par la violence. Exaspérés par la plainte du patriarche arménien et du « Conseil de la Nation », ils profanèrent les églises d'Erzeroum, tuèrent ou blessèrent 300 chrétiens (1890).

Dès lors, les comités arméniens (dont un nouveau, le *Trochak*, à tendance révolutionnaire) réclamèrent l'autonomie pour leur Montenegro d'Asie Mineure, entraînèrent les indifférents, préparèrent la résistance dans le Zeïtoun (1892). Abdul-Hamid s'affola, élimina les fonctionnaires arméniens, emprisonna, bannit ou tua huit évêques ou métropolitains et 100 prêtres, traita en rebelle le patriarche **Ismirlian**, confisqua les cimetières, envoya 1.200 Arméniens au bagne, en fit pendre 300, enlever femmes et filles, rançonner les riches qui refusaient de payer l'impôt deux fois (août 1894). Les *Hamidiés*, triés parmi les Kourdes les plus féroces (« ce sont de vrais cosaques », constatait le Sultan), s'abattirent sur trente villages pour en faire un charnier. Abdul-Hamid décora leur chef, **Zekki-pacha**, rejeta le nouveau projet de réformes de mai 1895, fit fusiller ou assommer à coups de bâtons 2.000 Arméniens qui, à Constantinople, les réclamaient devant la Sublime-Porte (30 septembre) et ordonna le massacre. Trois mois durant, de Trébizonde à Mersina, de Van à Diarbékir, le Maître ayant « permis de tuer les Arméniens », les *muezzins* signalèrent aux gendarmes, officiers (**Faïk-pacha**, **Nazif-pacha**) et soldats massacreurs les maisons à incendier, les hommes à pendre, enduire de pétrole et flamber, les femmes et enfants à éventrer, écorcher, dépecer, écarteler. La machine à tuer montée par le « Palais » avait fait 30.000 victimes. La misère en ajouta 70.000.



CONSTANTINOPLE. LA SUBLIME-PORTE
(Résidence du grand-vizir)

L'Europe se taisait ou à peu près. Pendant que les assassinats continuaient, l'Angleterre, directement sollicitée (et d'abord par la

nombreuse colonie arménienne de Manchester), mais calomniée dans les journaux européens « éclairés » par la diplomatie hamidienne, en appelait, après enquête de ses consuls, à une entente des puissances, invoquait la France et la Russie. Mais Paris et Pétersbourg, au souvenir des nationalités « ingrates » qu'ils avaient émancipées, se disaient « revenus des campagnes d'Italie », ne voyaient que l'intérêt immédiat de leurs financiers. **Lobanov**, ministre russe des Affaires étrangères, se défiait des « brigands arméniens » amis des Anglais, niait l'existence d'une Arménie capable de recevoir, comme au Liban, une autonomie. Il finit par déclarer que jamais la Russie n'admettrait une « Bulgarie arménienne » (30 mai 1895) et menaça les Arméniens de Russie qui « complotaient contre un État ami ». En août, l'Angleterre, remuée encore par Gladstone, veut imposer les réformes. Lobanov, après deux mois, écarte l'idée de les faire contrôler par les puissances. Quand l'Autriche et l'Italie se joignent aux trois autres, c'est pour déclarer qu'elles agiront d'accord avec le sultan. L'Angleterre reste isolée : grande sécurité pour les massacreurs. En 1896, le Sassoun exécuté, le Zeïtoun commence à flamber.

Les consuls d'Alep appellent au secours. L'Angleterre propose alors de vider la question. Lobanov s'y oppose, essaie d'arrêter la publication du tableau des massacres, empêche même François-Joseph d'intervenir tandis que le sultan élude une démarche personnelle de la reine Victoria. Le 20 août, le *Trochak* agit à Constantinople; pour forcer l'attention de l'Europe, il prend possession de la Banque ottomane. Le Palais y trouve prétexte pour transformer le quartier pauvre d'*Has-Keuï* en abattoir humain : les officiers de la Garde, **Tahir-pacha, Chakir-pacha**, guident les *sopadgis* qui tuent méthodiquement à coups de matraque 7.000 artisans (quelques-uns furent sauvés par Fehmi-pacha, par Fuad-pacha que le sultan fit arrêter, par des oulémas même). Comme l'Europe à la fin s'indignait, les Hamidiés revinrent au procédé de l'homicide individuel contre tout Arménien qui voudrait travailler pour vivre ou qui ne vivrait pas terré. La famine, entretenue par les autorités, fit le reste. Le « sultan rouge », sous les yeux de l'Europe civilisée, avait impunément supprimé 300.000 êtres humains.

L'insurrection crétoise (1895-1898). — Il s'apprêtait à traiter les Crétois de même sorte; les puissances les sauvèrent en prenant l'île en gage. Depuis le *statut organique* de 1868, les 320.000 chrétiens et 25.000 musulmans y possédaient quelques garanties politiques. Mais les chrétiens réclamaient l'annexion à la

Grèce. En 1878, Midhat-pacha leur fit accepter le *compromis de Khalépa* (15 octobre), qui confirmait leur Assemblée sous la caution des consuls européens, mais avec un vali musulman. Entre les deux pouvoirs, l'entente n'exista jamais ; même, les troubles de 1889 permirent au sultan de suspendre les droits accordés. Il institua un *commandant militaire* musulman (**Ismaïl-bey**, puis **Djevad-pacha**), rendit le vali maître sans contrôle. L'île passa cinq années à réclamer la restauration du pacte de Khalépa ; cédant à la pression des puissances, le sultan nomma un vali chrétien, **Carathéodory-pacha**, ancien prince de Samos (1895). Carathéodory ne parvint pas à se faire obéir des musulmans que le Palais excitait à combattre les chrétiens. Il démissionna, fut remplacé par **Turkhan-pacha**, son prédécesseur musulman (8 mars 1896). Alors commença la guerre civile. Musulmans et chrétiens se fusillèrent à La Canée et dans les montagnes ; les cawas des consuls de Russie et de Grèce furent tués. Les patriotes grecs de l'*Helnikè Hetairia* réclamaient hautement l'intervention du Royaume en faveur des « frères hellènes » que des volontaires venaient aider à déloger les musulmans des villes, et à combattre les *rédifs* expédiés par le sultan.

Ici, l'intervention de l'Europe s'avérait plus aisée qu'en Arménie, mais non moins fertile en intrigues intéressées. Ce fut l'Angleterre, toujours inquiète quand il s'agit d'îles postées sur la route de Suez, qui ne sembla pas se résigner à voir la Crète devenir indépendante ou, par l'annexion à la Grèce, la baie de la Sude lui échapper. Les puissances exigèrent la restauration de Khalépa sous le contrôle de leurs consuls et la nomination d'un vali chrétien, qui fut **Berovitch-pacha** (septembre 1896). L'hiver suivant, la guerre de races recommençait, excitée par les fonctionnaires ottomans. La situation s'attestait si menaçante, si analogue à celle de l'Arménie au début des massacres (chrétiens assassinés, incendies à La Canée, menaces au vali qui s'enfuit en Grèce), que les puissances décidèrent le blocus de l'île. Déjà le prince **Georges** de Grèce, accouru avec des torpilleurs, y avait débarqué le régiment du colonel **Vassos** (16 février 1897). La flotte internationale, aux ordres supérieurs du vice-amiral italien **Canevaro**, somma les Crétois de poser les armes et la Grèce de rappeler son régiment, débarqua des troupes de marine dans les ports et proclama l'*autonomie de l'île* (22 mars) avec un gouvernement séparé « sous la haute suzeraineté du sultan ». Mais déjà la guerre commençait ailleurs.

La guerre gréco-turque (1897). — Déçus du côté crétois, les Grecs cédèrent à l'élan d'enthousiasme national en faveur des

chrétiens contre la barbarie hamidienne. L'occasion semblait favorable pour reprendre « la Grande Idée », avec l'aide des éléments grecs de Constantinople, d'Épire et de Macédoine. Le gouvernement du roi Georges y fut entraîné. Le 8 avril, 3.000 volontaires (parmi eux des Italiens) entraient en Macédoine ; les premiers bataillons turcs les refoulèrent en Thessalie. L'armée régulière du *diadoque* **Constantin**, beau-frère de Guillaume II (46 bataillons, 5 escadrons, 15 batteries d'artillerie), entrait à son tour en Épire et, marchant sur *Janina*, entreprenait de se rabattre sur le flanc des troupes turques massées à la frontière. **Edhem-pacha** (Seïfoullah-pacha, chef d'état-major) lui opposa sa 6ᵉ division, et, avec les cinq autres, une division de cavalerie et 26 batteries d'artillerie, força les passes de l'Olympe (18-22 avril). Un violent combat d'artillerie obligea les Grecs rentrés en Thessalie à évacuer *Tyrnavos* (24 avril), à gagner *Larissa*, où les Turcs entraient le 25. Le diadoque se ralliait à *Pharsale*, en avant des monts de Khassidari. — Tandis que les torpilleurs grecs bombardaient quelques points du golfe de Salonique, sans oser s'attaquer aux Dardanelles, Edhem poussait ses avant-gardes sur le chemin de fer de Larissa à Volo et sur la route de Pharsale, entrait à Pharsale (6 mai), à *Volo* (8 mai), s'apprêtait à bousculer les Grecs sur les monts Othrys pour aborder les Thermopyles. Sur une dépêche de la reine Olga, le tzar imposa l'armistice.

La Grèce paya cher la faute d'avoir dérangé, par cette guerre de trois semaines, les combinaisons des puissances. Le *traité de Constantinople* (9 novembre 1897) lui rendit la Thessalie, moins 55 kilomètres carrés de montagne par où passaient les routes d'invasion, la frappa d'une indemnité de guerre de 100 millions, qui rendit nécessaire l'établissement sur ses finances d'un *contrôle européen*. Mais la Crète en tira profit. En février, le sultan l'avait remise en dépôt aux puissances qui, tout en l'occupant, la pacifiaient (ici s'employa l'amiral français **Pottier**), en faisaient retirer les garnisons turques, lui donnaient un statut politique, contribuaient par des subventions à établir son budget, rachetaient les terres des musulmans qui préféraient quitter l'île, ne maintenaient plus à la fin la suzeraineté du sultan que par le symbole d'un drapeau turc planté sur un îlot devant La Canée. L'Allemagne et l'Autriche s'étaient retirées de l'accord ; la Russie, l'Angleterre, la France et l'Italie nommèrent pour leur « haut commissaire » le prince **Georges**, second fils du roi de Grèce (décembre 1898).

La crise macédonienne. — Mais la Russie s'entendait avec

l'Autriche pour ne tolérer aucune autre révolution capable d'ébranler ce qui restait de l'Empire ottoman. De fait, les victoires de Thessalie avaient exalté l'Islam, permis au Sultan de remettre la main sur les provinces chrétiennes. La **Macédoine**, au débouché des vallées qui descendent du Vitoch et du Tchar-Dagh vers Salonique, resta donc livrée à la mangerie et exposée aux massacres. Trop de races la peuplaient pour qu'une solution évidente s'imposât. Les Israélites de Salonique mis à part, *Grecs* des côtes de Chalcidique et des îles, *Serbes* venus de Kossovo par la vallée du Vardar, *Bulgares* exarchistes qui, depuis 1894, avaient obtenu ce qu'ils voulaient en évêchés, églises et écoles, étalaient des statistiques complaisantes qui leur attribuaient à tous la majorité. Après 1897, alors que les Grecs travaillaient à retrouver l'amitié du sultan (ils eurent en 1903), que les Serbes s'absorbaient dans leurs crises milanistes, les Bulgares déployèrent une activité méthodique. — Or, les Macédoniens prétendaient plutôt s'émanciper avec l'aide gratuite de la Bulgarie. Un Comité macédonien, qui groupait les sociétés de villages, désigna un *Comité exécutif central* qui, dix ans, se contenta de réclamer par des moyens diplomatiques l'octroi des réformes promises. En 1899, Boris **Sarafof**, son président, organisa des bandes insurrectionnelles qui dépensèrent beaucoup pour la propagande, extorquèrent aussi de l'argent. Sarafof arrêté, un nouveau comité, présidé par Mikaïlovski et le général Zontcheff (1901), attentif à déjouer les projets des Russes et des Serbes à Ouskoub (où l'archevêque est Serbe patriarchiste), se proposa d'intéresser l'Europe à la libération de la Macédoine pour tous les Slaves. De fait, les riches commerçants bulgares gagnaient du terrain à Salonique, et les *comitadjis* travaillaient à convertir par la force Grecs et Serbes au bulgarisme.

Aux premiers troubles, Abdul-Hamid lâcha les Albanais, qui, au delà d'Ouskoub, n'avaient jamais cessé de vivre indépendants sous leurs chefs locaux. Ennemis nés du chrétien, ils furent les hommes de confiance du sultan, qui leur garantit l'impunité pour leurs crimes. En 1902, en plus du dîmier, du fonctionnaire et du gendarme, ils mirent la province en coupe réglée: 120.000 d'entre eux jouèrent en Macédonie du nord le même rôle que les Kourdes en Arménie. Le brigandage fut complet. Les Macédoniens, sortis des écoles bulgares, auxquels la défiance turque fermait toute carrière, étaient devenus fonctionnaires en Bulgarie; les cadres remplis, tout chrétien dut se faire *comitadji*, pour se défendre et pour vivre. Peu à peu, les bandes se groupèrent autour de Monastir et de Prilip. Le sultan, ayant acquis le silence des journaux, appliqua le

système hamidien aux Slaves : viols, incendies, meurtres encouragés par les valis et les généraux, le *djehad* prêché dans les mosquées. Œuvre de 200.000 *bachi-bouzouks* encadrés par la gendarmerie et les troupes régulières. Aujourd'hui, la Macédoine s'offre comme le pays des bourgades mortes, des populations massacrées, emportées dans le « cyclone albanais », exilées ou errantes dans la montagne.

En 1903, les efforts d'Édouard VII et des ministres français obligèrent le sultan aux réformes. Un inspecteur, **Hilmi-pacha**, s'installa en Macédoine, auquel, après l'assassinat du consul russe de Monastir, furent adjoints deux agents civils austro-russes. Les puissances occidentales, quoique gênées par l'Allemagne, organisent alors, sur un programme français, une *gendarmerie* répartie en six secteurs, sous le commandement d'un général italien, Deligeorgis (1904), avec un budget autonome, exigent la réouverture des écoles bulgares ainsi que l'établissement d'un budget macédonien administré par la Banque ottomane et les agents civils sous le contrôle des ambassadeurs. Mais, comme la Russie et l'Autriche avaient prévu qu'aussitôt le calme rétabli, le sultan aurait à diviser le pays en circonscriptions administratives suivant les nationalités, les nationalités, pour s'annexer des adhérents, recommencèrent à se combattre, devant 150.000 bachi-bouzouks empilés dans la province et les 6.000 gendarmes instruits par les officiers européens désormais impuissants. C'est pourquoi Édouard VII obtenait de Nicolas II, à Reval (juin 1908), un programme qui organiserait dans les vilayets macédoniens une justice régulière. La révolution constitutionnelle devait tout remettre en question.

III. — *Positions nouvelles de la question d'Orient.*

La Révolution jeune-turque du 23 Juillet 1908. — Tout, depuis 1890, avait dans l'Empire abaissé la Sublime-Porte devant l'absolutisme du Palais. C'est le Palais que visèrent les réformateurs, héritiers déclarés de Midhat-pacha. Les ***Jeunes-Turcs***, exilés pour la plupart, fondèrent à Paris le *Mechveret* (1er décembre 1895), qui réclama la liberté pour tous les Ottomans, et le *Comité Union et Progrès*, transformation d'une société secrète organisée à l'École de médecine militaire de Constantinople. Le Comité transporta son action à Salonique, entreprit vers 1907 sa propagande dans l'armée enrôla nombre d'officiers. Le major **Enver-bey** et **Niazi-bey** gagnè-

rent ceux du III[e] corps (Salonique) et du II[e] (Andrinople), le médecin **Nazim** presque toute l'armée d'Asie Mineure. Dénoncés en juillet 1908, ils résolurent d'agir. Le Comité, à Salonique, affirma sa volonté d'obtenir le rétablissement de la constitution, tua le général Chemsi-pacha, qui résistait, ainsi que des espions du Palais, chassa les autres, emprisonna le nouveau commandant Feïzi-pacha. Le 23 juillet, il proclamait *la constitution de 1876* dans toute la Macédoine ; sur la menace de l'arrivée à Constantinople des II[e] et III[e] corps, le Palais cédait le lendemain.

Aussitôt, tandis que rentraient les exilés, disparaissaient les favoris de l'ancien régime : **Ferid-pacha**, grand vizir, Izzet-pacha, chef de la séquelle hamidienne. Peu s'enfuirent ; beaucoup furent emprisonnés. Après Saïd-pacha, le grand vizir Kiamil-pacha annonçait les élections à la Chambre des députés (1), publiait un plan général de réformes militaires, fiscales, judiciaires et scolaires, pour assurer le respect des droits du sultan, des ministres, du Parlement et du peuple. L'enthousiasme se manifestait par un apaisement des haines de races, une réconciliation des Serbes, Grecs, Koutzo-Valaques et Bulgares macédoniens, une sorte d'exaltation d'un « ottomanisme » nationaliste longtemps comprimé.

La Jeune-Turquie parlementaire et la chute d'Abdul-Hamid (décembre 1908-avril 1909). — Aux élections, faites au suffrage universel de tous les Ottomans de vingt-cinq ans payant l'impôt, mais à deux degrés et par sandjaks, reparurent les divergences de races. Sur 250 députés, 150 étaient musulmans et membres du Comité, seul groupement organisé avec un programme, tandis que *l'Union libérale* du prince **Sabaheddine**, plus modérée, admettait des allogènes et même des Grecs. Ces derniers s'attestaient plutôt constitutionnels à l'occidentale, les autres plus nationalistes et non dépouillés de fanatisme islamique. Le Comité s'adjugea la présidence de la Chambre (**Ahmed-Riza**), une partie des ministères, les places et les fonctions, mit la main sur les finances, escomptant le crédit que le peuple lui consentait sans marchander pour l'œuvre de réforme.

Mais la « régénération » coûta gros à la Turquie : la nation s'attendait à l'hostilité des Russes, mécontents de voir se consolider un empire dont ils cultivaient depuis deux siècles la dégénéres-

(1) Au Sénat, que le sultan peupla de hauts fonctionnaires, trois membres survivants de celui de 1876 reprirent naturellement séance : Saïd-pacha, l'arménien Abraham-pacha, et le grec Aristarchi-effendi, grand logothète du patriarcat œcuménique.

cence. Elle se gardait moins de l'Autriche-Hongrie. Quand le ministère eut convié toutes les provinces, y compris la Bosnie-Herzégovine, à élire leurs députés, Vienne transforma son occupation bosniaque en souveraineté effective et la Bulgarie-Roumélie se déclara indépendante. Liquidation diplomatique du régime hamidien, dont l'opposition commençante rendit responsables les gens du Comité. Pour eux, lents aux réformes, enclins à perpétuer les abus au bénéfice de leur entourage d'affamés, radicaux saloniciens mal vus des élégances de Stamboul et du Bosphore, ils heurtaient, par leur conception même d'une Turquie « une et indivisible » à l'image de la première République française, toutes les forces d'inertie ou de résistance du patriotisme local, albanais, syrien et arabe. L'opposition se constituait autour des journaux : ils firent donc assassiner des journalistes, supprimèrent les libertés, proclamées d'hier, de parole, de réunion, de presse. Le « Palais » reprit confiance, lança les Hamidiés contre le Parlement jeune-turc, dont les chefs échappèrent à grand'peine (13 avril 1909).

Le Parlement se réunit à San Stefano, appela, pour mater la *contre-révolution*, les troupes de Salonique et d'Andrinople. Le chef du IIe corps, **Mahmoud Chevket-pacha**, investit la capitale, y pénétra de vive force, l'occupa au prix d'une lutte sanglante, désarma la garnison et la dispersa, réinstalla le Comité. Vaincu, Abdul-Hamid attendait la mort en tremblant. Le Parlement fit rendre par le Cheikh-ul-Islam un *fetva* de déposition (27 avril). Le « Sultan rouge », dont le gouvernement, opprobre du dernier quart de siècle, affichait depuis neuf mois, sans vergogne, son paradoxe constitutionnel, fut relégué dans une villa de Salonique. A sa place, Réchad-effendi, son frère, préparé par une vie d'effacement à un règne de résignation, fut proclamé au *Séraskiérat* (ministère de la Guerre) par Mahmoud Chevket, les officiers et Ahmed-Riza, sous le nom de **Mehmed V**. Ils le menèrent à la mosquée d'Eyoub ceindre le sabre du Khalife.

La dictature et la chute du Comité (1909-1912). — Sous le nom de Mehmed V, les officiers et le généralissime Chevket-pacha étaient maîtres de la Turquie. Ils confièrent le vizirat et les ministères à leurs hommes : Hilmi-pacha, qui, inspecteur en Macédoine, n'avait pas empêché un seul assassinat, puis **Hakki-pacha** (avec Mahmoud Chevket à la Guerre, **Talaat-bey** à l'Intérieur, **Djavid** aux Finances). En quête d'alliances européennes, ils construisirent leur politique sur la défiance de l'Angleterre, rapprochée de la Russie et tutrice de la Crète, de la Russie secourable aux Bul-

gares émancipés, de la France, pays du philhellénisme et des « Capitulations », qu'ils espéraient abolir par traité direct (et improbable) avec le Saint-Siège. Ils acquirent sans peine l'alliance de l'Allemagne, dont l'ambassadeur, baron **Marshall**, omnipotent sous l'ancien régime, représentant d'un souverain que les purs musulmans acclamaient « protecteur de l'Islam », se fit payer en achat de cuirassés usagés et en concessions de voies ferrées ; de l'Autriche, assez déconfite du boycottage de ses marchandises après 1908 et qui fournit de l'argent ; de la Roumanie, qui signa peut-être une convention militaire en vue d'entraver la descente du Bulgare vers Andrinople.

A leur abri, la *Jeune-Turquie* construisait des routes et des voies ferrées en Roumélie et en Anatolie, des ports, irriguait la Mésopotamie (projet Willcocks), employait le tiers du budget en achats de fusils (à l'Autriche), de canons (à l'Allemagne) et d'explosifs, traçait avec **von der Goltz-pacha** et des missions allemandes un nouveau statut organique pour l'armée (39 divisions en 14 corps, fournissant quatre armées éventuelles) pourvue d'un outillage moderne. Pour tout le reste (finances, travaux publics), elle rejetait les concours européens d'abord sollicités, s'étonnait que la France ne lui consentît pas des emprunts sans garantie (1910), prétendait, à l'encontre de toutes les traditions orientales, appliquer ses idées positivistes à l'organisation des écoles, décider de l'attribution des églises. Malgré les traités, elle réinstallait à *Samos* un gouvernement ottoman, supprimait les franchises accordées aux *Sporades* orientales, helléniques de population, par un rescrit de Mahmoud II (1835), les soumettait au plus arbitraire des impôts. Là contre, Slaves et Grecs de Macédoine regimbaient, et aussi Albanais et Arabes des « terres sacrées » de Syrie et du Hedjaz, sacrifiés depuis 1908. Peu à peu, le radicalisme sans souplesse du Comité revenait aux procédés d'ancien régime. Déjà, en avril 1909, les massacres d'Arméniens avaient recommencé (21.000 pour le seul vilayet d'Adana). Les Druses massacraient à leur tour les chrétiens du Hauran (avril 1910). Plus pratiques ou plus cyniques, certains chefs du Comité proposaient d'expulser de Macédoine tous les éléments chrétiens au profit d'une colonisation asiatique musulmane. L'ensemble rêvait en tout cas d'une organisation qui plierait sous l'hégémonie turque les diverses nationalités. Parti de l'idée de la fraternisation des races, il concluait à les opprimer.

Toutefois, le Comité n'avait pas su réduire les révoltes de la Syrie réactionnaire, de l'Arabie où les émirs **Yahia** et **Saïd-Idriss**,

maîtres de Sana, d'Hodeïdah et du Yémen, imposaient leur volonté de n'être plus gouvernés par « les gens de Stamboul » ; de l'Albanie, qui rejetait le joug des pachas avec les impôts arbitraires. Tous les opposants au favoritisme du Comité, à sa tyrannie anonyme, à sa manie de « turquiser », tous les désabusés du nouveau régime se groupèrent en « Entente libérale », pour réclamer une organisation constitutionnelle et égalitaire, décentralisatrice, respectueuse au moins des franchises provinciales.

Ainsi s'attestait la faillite administrative du Comité ; mais il lui restait l'armée. La guerre avec l'Italie la lui fit perdre. Le 29 septembre 1911, l'Italie commençait les hostilités pour s'annexer la *Tripolitaine*, dégarnie de troupes, ravagée par la famine, et dont les Turcs n'avaient fait qu'un bagne. Aussitôt le ministère d'**Hakki-pacha** (ancien ambassadeur à Rome) s'effondrait. **Saïd-pacha**, qui lui succédait, et les indépendants entamaient le procès du Comité lui-même qu'abandonnait Mahmoud Chevket pour demeurer ministre de la Guerre. Mahmoud interdit aux officiers de s'y affilier ; les officiers formèrent une *ligue militaire* pour le renversement de Mahmoud que la Chambre soutenait encore. Le 18 janvier 1912, le sultan prononça la dissolution de la Chambre. Mais la nouvelle Chambre appartenait encore au Comité ; elle s'égara en discussions stériles sur le « coup d'État » de janvier. Cependant, les Albanais débauchaient une partie des troupes expédiées contre eux, enlevaient Prichtina, menaçaient de marcher sur la capitale. La conspiration militaire renversa Saïd, lui substitua **Ghazi Moukhtar-pacha** (21 juillet), auprès de qui se glissa Kiamil-pacha, suspect de réaction. Et Moukhtar renvoyait encore une fois la Chambre (5 août).

La nouvelle crise de l'Empire ottoman. — La débâcle d'*Union et Progrès* détermina dans l'Empire ottoman une situation d'un genre nouveau. C'était peu que, le personnel des radicaux écarté pour un temps, le sultan constitutionnel dût faire appel pour gouverner à des octogénaires déjà usés au service de l'ancien régime. Arméniens, Grecs, Serbes, Bulgares, s'ils épiaient toujours l'héritage, n'avaient pourtant pas suscité la dernière crise de l'« homme malade ». C'était l'armée, seule force debout après la faillite des théoriciens parlementaires, qui se divisait contre elle-même. Démoralisée par une guerre qui ne la laissait prendre contact nulle part avec l'ennemi, elle avait poussé au pouvoir un ministère militaire qui, à peine formé, se désagrégeait en luttes de personnes et redoutait même d'obtenir la paix, cependant néces-

saire. Car cette paix signifiait la perte de la Tripolitaine, l'expulsion des Turcs de l'Afrique du nord.

Déjà la Crète, accoutumée au régime hellénique avec le prince Georges (1898-1906), puis avec Zaïmis, gouvernée depuis 1908 au nom du roi des Hellènes par une commission exécutive (Venizelos, puis Plumidis), débarrassée des troupes internationales (juillet 1909), pouvait bien être empêchée par les puissances de se réunir au Royaume, elle échappait à la Jeune-Turquie ; l'offre d'une autonomie semblable à celle que des troupes turques violaient au même moment à Samos en dépit des traités, semblait à tous une dérision. Les Albanais imposaient leur droit à diriger leurs écoles pour y enseigner leur langue, à profiter en améliorations matérielles (routes, voies ferrées) des impôts levés chez eux, de régler suivant leurs vues l'administration locale. Et par derrière apparaissaient en armes les *Malissores* catholiques, poussés par quelles suggestions transadriatiques ?



Un Albanais

La Perse obligeait les troupes turques qui campaient par bravade dans l'Azerbaïdjan à repasser la frontière ; le cheikh de Koweït agissait en souverain qui traitait directement avec l'Angleterre des affaires du golfe Persique. En Yémen, le rebelle Saïd-Idriss, allié aux Italiens, s'était constitué, en dépit des armées d'Izzet-pacha, une principauté personnelle, et Yahia, soutenu par les émirs du Hedjaz, du Nedjed, de Mésopotamie, parlait de relever dans les villes saintes d'Arabie le Khalifat, usurpé par les Turcs depuis 1453, vacant en tout cas depuis la chute d'Abdul-Hamid (août-octobre).

Ainsi s'annonçait, dès longtemps déclaré entre Turcs, le grand conflit entre musulmans. Pour le conjurer, les empiristes des comités libéraux, qu'Hilmi-pacha représentait aux affaires, préco-

nisaient la décentralisation provinciale, ressuscitaient la loi des vilayets de 1877 pour une sorte de fédéralisme ottoman.

L'Europe se raccrochait à cet expédient pour ne pas se trouver en face de la « question de Constantinople ». Mais l'*ottomanisme libéral*, qui « régénérait » la Jeune-Turquie par une infusion de sang « vieux-turc », n'était-il qu'une formule désuète, ou manifesterait-il cette vertu de transformer la Turquie gouvernante, horde asiatique campée sur terre chrétienne, en organe de vie régulière ? L'expérience totale restait à faire.

A CONSULTER

Yakschitch : *L'Europe et la résurrection de la Serbie.* — Coquelle : *Le Royaume de Serbie.* — Xénopol : *Histoire des Roumains.* — P. Lindenberg : *Charles Ier, roi de Roumanie.* — Sturdza : *La Race et la terre roumaines.* — Verloop : *Le Royaume de Montenegro.* — Queillé : *Les Commencements de l'indépendance bulgare et le prince Alexandre.* — De Launay : *La Bulgarie d'hier et d'aujourd'hui.* — Moulin : *La Bulgarie et sa politique extérieure.* — Woods : *La Turquie et ses voisins.* — Turot : *L'Insurrection crétoise et la guerre gréco-turque.* — Bérard : *La Politique du sultan* (Abdul-Hamid) ; *Pro Macedonia : les Affaires de Crète ; le Sultan, l'Islam et les Puissances ; la Révolution turque.* — R. Pinon : *L'Europe et la Jeune-Turquie* ; et : *l'Europe et l'Empire ottoman.* — Driault : *La Question d'Orient.* — Hanotaux : *La Politique de l'équilibre* (1907-1911).

CHAPITRE XVI

LA DERNIÈRE CRISE BALKANIQUE

I. Les Balkaniques contre l'Empire ottoman. — II. L'Europe et la victoire des Balkaniques.

Cette « régénération » de la Turquie d'Europe, si problématique qu'elle parût en 1912 aux diplomates les plus obstinés à en développer le thème, les anciens sujets de l'Empire, émancipés en nations au cours du XIXe siècle, se chargèrent de l'empêcher. Une dernière crise, conflit politique et choc des armes, secoua la péninsule des Balkans. La Turquie d'Europe y trouva sa fin. A la suite de cette grande chute, des répercusions s'annoncent, capables de modifier de façon inattendue le statut territorial et l'équilibre des forces européennes dans le domaine de l'Orient prochain.

I. — *Les Balkaniques contre l'Empire ottoman.*

L'alliance balkanique. — Entre les États balkaniques, l'idée d'une alliance n'était pas nouvelle ; Garachanine l'avait exprimée avant 1868, alors que le prince Michel de Serbie songeait à grouper le Montenegro et les « patriotes » bulgares, avec l'appui, presque promis, de la Roumanie et de la Grèce. Mais après le Congrès de Berlin, le *syndicat austro-russe*, sous le prétexte qu'une tutelle s'attestait nécessaire aux États mineurs des Balkans, avait stérilisé de tels projets. A la faillite de l'exploitation tzarienne en

Bulgarie avait correspondu la mainmise autrichienne sur les gouvernants de Belgrade, l'adhésion du Hohenzollern de Bucarest aux directives de Vienne, la détresse d'argent du Niégosch de Cettigné, prêt à recevoir de toutes mains (y compris celles du Sultan rouge), l'éclipse en Grèce du sentiment national ; par dessus tout, la haine héréditaire entre Hellènes et Bulgares, alimentée aux souvenirs des Césars « Bulgarochtones » de Byzance, renforcée par la rivalité religieuse des « patriarchistes » et des « exarchistes », par la consolidation même des deux Bulgaries (1878-1885), entretenue avec un soin et un succès merveilleux par la politique d'Abdul-Hamid. L'Autriche, prolongeant l'œuvre de haine de 1878, réussissait à paralyser l'union économique serbo-bulgare de 1906 pour imposer à la Serbie (avant de la subjuguer par les armes) une entente douanière qui l'écartât de toute fédération dans la péninsule. Athènes ne répugnait pas à s'accommoder avec Constantinople (1903), dans l'espoir de mériter la grosse part dans la succession de « l'homme malade » et d'empêcher l'avancée des gens de Sofia vers la Macédoine, saccagée tour à tour par les Turcs et les Albanais.

Alors qu'après 1897 nombre de slavophiles et de philhellènes d'Occident préconisaient une coalition de tous les Balkaniques comme remède unique aux tueries hamidiennes, aux palinodies diplomatiques, à la complicité austro-russe, le sultan savait l'art d'exciter contre les prétentions grecques en Crète la protestation des Bulgares, les criailleries helléniques contre les *bérats* accordés aux exarchistes macédoniens, et, tout en promettant à satiété une organisation libérale et juste, de faire, par ses Albanais, massacrer impartialement chrétiens grecs, bulgares et serbes. Le triomphe, c'est qu'ils se massacraient aussi mutuellement et qu'en Roumélie orientale les *comitadjis* bulgares dévastaient villes et villages grecs (à Stenimachos et Anchialos), églises, écoles, hôpitaux grecs (à Bourgas et Philippopoli), forçaient des milliers de Grecs, laissant plusieurs centaines des leurs assassinés, à émigrer à Constantinople et dans le Royaume (juillet-août 1906).

La révolution de 1908-1909 et ses suites aggravèrent le problème des races. La Serbie menacée d'étouffement entre la Bosnie autrichienne, la Roumanie, le Montenegro (soupçonné lui-même d'entente avec Vienne, 1910), la Bulgarie inquiétée par la conclusion probable d'un accord militaire entre la Roumanie et l'Empire ottoman, l'Europe feignant de prendre au sérieux le nouveau parlementarisme et renonçant à organiser la Macédoine, la Grèce sommée de renoncer à ses vues crétoises et rejetée dans ses frontières diminuées, la Jeune-Turquie restaurait le régime hami-

dien. Toujours protestant lorsque le Crétois Venizelos prenait le pouvoir ou quand les députés de l'île voulaient siéger à la Chambre d'Athènes, elle massacrait dans les vilayets du Vardar Ainsi la communauté des revendications et des souffrances, en Macédoine et en Crète, rapprocha les adversaires d'autrefois. Encore en 1910, les rois de Bulgarie et de Serbie s'étaient rendus à Constantinople ; des visites parlementaires s'étaient échangées. Pachitch et Milovanovitch à Belgrade (comme Ristitch en 1884), Guéchoff à Sofia, de même que le grand vizir Hilmi pacha et le prince héritier Izzeddine souhaitaient une alliance turco-balkanique ; l'ambassadeur russe Tcharykov la préparait à Stamboul et le tzar y aurait souscrit. Mais Hakki pacha, qui passait de l'ambassade de Rome au grand vizirat, y apporta le rêve (vite déçu) d'une quintuple alliance avec la Roumanie et la Triplice, se répandit en insolences sur la Grèce, installa de force, malgré les traités, une garnison à Samos.

Aussitôt se manifesta le rapprochement helléno-slave (1). A plusieurs centaines d'étudiants bulgares venus à Athènes avec leurs professeurs, Venizelos, recommandant l'oubli du passé, enseignait : « Les peuples balkaniques doivent s'entendre entre eux et trouver en eux-mêmes la force de garantir leur développement cultural sans l'aide des puissances » (avril 1911). L'exarque bulgare, Mgr Joseph, poussant à sa fin le long travail de sa diplomatie, envisageait une « collaboration commune » avec le patriarcat (mai 1911). L'entente se scellait au prix des douleurs de la Crète, de Samos et de Macédoine. La guerre italo-turque la rendit plus facile (septembre).

Dès les premiers échecs, la Turquie annonçait qu'elle prendrait sa revanche sur les chrétiens d'Europe et mobilisait en Thrace. L'opinion bulgare imposa au turcophile Guéchoff et au tzar Ferdinand, anxieux depuis dix années pour sa dynastie, la résolution de déclancher contre l'Empire ottoman, à la première agression sur le Pinde, l'assaut des Balkaniques. Or, en janvier 1912, *Union et Progrès*, terrorisant les électeurs par l'armée, réduisant la Chambre aux dimensions d'un clan, écrasait les nationalités rebelles à la turquisation. Réplique immédiate : aux fêtes pour la majorité du prince Boris, héritier de Bulgarie (Sofia, février), se pressaient les princes héritiers Constantin de Grèce, Alexandre de Serbie, Danilo de Montenegro, voire Ferdinand de Roumanie. Le 12 mars,

(1) Abdul-Hamid, extrait en octobre 1912 de sa villa de Salonique, ne s'étonna que d'un fait : « Comment ont-*ils* laissé les Grecs et les Bulgares s'entendre ! »

la Russie rappelait Tcharykov de Constantinople; le lendemain, le *traité bulgaro-serbe* (Guéchoff-Spalaïkovitch) était signé que Daneff, président du Sobranié, portait en juillet au tzar Nicolas et à son ministre Sazonov. D'autres accords étaient conclus : Bulgarie-Grèce (avril), Bulgarie-Montenegro, Serbie-Grèce (Bochkovitch-Venizelos). Les Balkaniques (la Roumanie avait toujours repoussé ce titre), consignant en des articles secrets les partages éventuels de territoires (conventions militaires des 29 avril, 19 juin, 23 août, 15 septembre), avouaient la volonté d'obtenir la libération de leurs frères de race et de religion pour se libérer eux-mêmes de ce qui étouffait leur vie nationale. En cas de résistance ottomane, l'armée mobiliserait chez les quatre contractants.

L'Europe et l'alliance balkanique. — Les puissances connurent l'alliance presque aussitôt que conclue ; ne devait-elle pas servir à l'Italie, fatiguée de l'expédition de Tripolitaine, pour imposer sa paix à la Turquie? Aussitôt, l'Autriche s'inquiétait. Pour parer le coup, le comte Berchtold lançait (14 août) un projet de décentralisation applicable aux provinces de la Turquie d'Europe (spécialement à l'Albanie, à demi austriacisée par les Franciscains) avec une invitation aux États balkaniques d'attendre l'essai de ces mesures. **Noradounghian effendi**, ministre ottoman des Affaires étrangères, en acceptait le principe; Arménien, il n'ignorait pas la manière d'en étouffer l'application. Mais la Russie se défiait de ce renouveau d'intérêt autrichien témoigné à l'Albanie ; s'il fallait intervenir à Constantinople, elle tenait à le faire seule, en amie du premier degré. Au total, d'accord pour conseiller aux deux parties de ne pas bouger, les puissances ne l'étaient plus pour contraindre la Turquie aux réformes sous leur contrôle international. Russes et Autrichiens se disputaient la confiance (et la clientèle) des Balkaniques ; Allemands et Anglais celle de la Porte. Les uns et les autres aboutirent à zéro.

Le ***chapitre des atrocités*** se rouvrit : crimes multipliés dans les vallées macédoniennes, exécutions et incendies qui poussaient les Albanais sur Prichtina, puis sur Ouskoub, où ils dressaient en quatorze articles leur sommation d'indépendance; bombes à Istip et à Kotchana, suivies d'un massacre de Bulgares; coups de feu pendant tout l'été entre Ottomans et Monténégrins, avec un combat à Moïkovatz (août). En septembre, Pachitch et Guéchoff, dont les accords prévoyaient la mobilisation après la moisson faite, déclaraient la situation « intolérable »; alors les assassinats s'étendaient au sandjak de Novi-Pazar. Le ministère turc accorda quel-

ques satisfactions de surface : enquête sur l'affaire de Kotchana, autonomie albanaise ; seulement, il mobilisait autour d'Andrinople sous le prétexte de grandes manœuvres. Les peuples, à la fin, forcèrent la main aux gouvernants ; des meetings (à Sofia et à Cettigné) réclamèrent la guerre. Le 30 septembre, *Samos* s'insurgeait avec l'aide des Crétois de Sophoulis et chassait les Turcs; le même jour, les Quatre mobilisèrent.

En Europe, se manifestait un double sentiment. Beaucoup se refusaient à croire au conflit inévitable, ne voyaient dans les mesures du 30 septembre que des velléités d'intimidation contre la Turquie (le seul Kiderlen-Waechter en redouta le démembrement), réservaient au syndicat austro-russe le soin d'arrêter l'éclat (Sazonov, en visite à Balmoral, se défendait d'encourager les alliés), menaçaient les « insoumis » de la ruine financière, qui semblait commencer en Serbie par une crise de banque et de commerce. D'autres — les plus intéressés à maintenir les Slaves sous le joug — acceptaient l'aventure sans déplaisir; l'armée turque, germanisée dans son commandement et ses méthodes de guerre, jusque dans son matériel, n'aurait-elle pas partie vite gagnée contre des adversaires crus généralement improvisés? Aussi bien, la lutte, qui les épuiserait tous, les jetterait à l'arbitrage du germanisme. L'Autriche alors interviendrait : accordant à la Roumanie ses « apaisements », elle supprimerait, pour commencer, la Serbie, « cette création artificielle », annexerait le sandjak, déclarerait le protectorat sur l'Albanie avec l'autonomie de la Macédoine. Au bout de ces calculs, *Salonique port autrichien*.

Raison décisive, aux yeux des alliés, pour marcher de l'avant. Jamais les circonstances ne s'avoueraient aussi favorables : l'Autriche et la Roumanie encore neutres, l'armée ottomane dispersée en Tripolitaine et en Arabie, minée par les discordes politiques, réduite pour de longues semaines à ses corps d'Europe, subirait sans doute les premières défaites. Tandis que la Turquie armait en hâte 100.000 rédifs, que les *comitadjis* macédoniens entraient en campagne et que les ministres autrichien et russe signifiaient la volonté de l'Europe de ne pas laisser changer, même par la guerre, le statut territorial balkanique (8 octobre), les Alliés, dont la concentration s'achèverait le 15, exigeaient de Constantinople, par un *memorandum* en onze points, l'organisation de l'Empire par provinces ethniques que gouverneraient des chrétiens étrangers assistés de Conseils généraux élus et de commissions de contrôle, et disposant de milices nationales, l'admission des chrétiens à toutes les fonctions, la surveillance des réformes (à exécuter dans les

six mois) par les représentants des puissances et des États balkaniques, la démobilisation turque. Et Venizelos admettait les Crétois à la Chambre hellénique (14 octobre). — Noradounghian, tout en exhumant à l'intention de l'Europe la *loi des vilayets* de 1880 pour la soumettre « dans tout son ensemble historique... à l'approbation du Parlement et à la sanction impériale », rappela ses représentants et signa la paix avec l'Italie (16 octobre). Mais s'il gardait les 13 batteries d'artillerie et les 80 wagons de matériel saisis à Salonique au détriment des Serbes, il relâchait les bateaux de commerce grecs arrêtés en septembre. Vaine manœuvre pour détacher le gouvernement d'Athènes. Déjà le Montenegro avait déclaré la guerre (8 octobre) et des Bulgares avaient occupé Kovtchas. Le 18, Ferdinand, invoquant par deux fois « ses maîtres libérateurs russes » (car il fallait tout prévoir, même la défaite), annonça la guerre « pour les droits humains des chrétiens de Turquie », la « lutte de la Croix contre le Croissant ». Quand Berchtold (24 octobre) se mit d'accord avec l'Italien San Giuliano sur la formule : *Statu quo* territorial, réformes et paix, il retardait déjà d'une idée.

La guerre turco-balkanique. Caractères. — C'était bien une croisade : le mot n'a rien d'anachronique dans l'Orient immobile. Contre le Turc se mobilisèrent les trois nationalités serbe, bulgare et grecque ; les terres et les monts se vidèrent de leurs hommes, les uns allant au feu, les autres escortant, au défaut des voies ferrées que seul, en Bulgarie, le ministre **Franghia** avait organisées, sur les pistes de Macédoine et de Thrace, les lents chariots de ravitaillement. Les femmes mêmes (surtout en Serbie et au Montenegro) assumèrent le rôle d'auxiliaires de l'intendance et du service de santé que trois des armées alliées ne connaissaient pas (1). La première guerre européenne du XXe siècle aura été une décisive lutte de races.

Au 18 octobre 1912, les Quatre disposaient d'environ 600.000 hommes de première ligne. La ***Bulgarie***, levant tous les hommes valides de 20 à 46 ans, mobilisait 9 divisions (de 24 bataillons, équivalentes au corps d'armée turc) et une division de cavalerie (4 régiments). Elle en créa deux de réserve (*10*^e^ et *11*^e^). Sous le commandement supérieur du tzar **Ferdinand** et de son adjoint, le général d'artillerie **Savoff**, organisateur de l'armée comme ministre

(1) Au Montenegro, elles portèrent les munitions jusque sur la ligne du feu.

stambouloviste de la Guerre (général **Fitcheff**, major général), ses 225.000 hommes formèrent trois armées : *Ire* armée (général **Koutintcheff**), *1e*, *3e*, *10e* divisions; *IIe* armée (général **Ivanoff**), *2e*, *8e*, *9e* divisions ; *IIIe* armée (général **Radko Dimitrieff**, colonel **Jostoff**, chef d'état-major), *4e*, *5e*, *6e* divisions, et division de cavalerie du général **Nazlimoff**. Cette cavalerie, avec les *Compagnies des gardes-frontières*, tint secrète la concentration de la *IIIe* armée à Jamboli ; en face de l'indolence turque, cette « couverture » suffisait. Au-devant des autres armées, se déployaient 20.000 *comitadjis* bulgaro-macédoniens encadrés d'officiers réguliers. A l'ouest, protégeant Sofia et Philippopoli, le général **Theodoroff** commanda la petite *armée du Rilo* (*7e* division active et *7e* de réserve).

La ***Serbie***, avec les hommes de 21 à 50 ans, constituait 5 divisions actives de 17.000 soldats chacune (36 canons Schneider 1908), une division de réserve et dix des 2e et 3e bans, de l'artillerie de montagne et un nombreux train des équipages. Sous le commandement du roi **Pierre** (général **Poutnik**, major général), le prince héritier **Alexandre** fut chef de la *Ire* armée (général **Bojovitch**, chef d'état-major), 5 divisions ; *IIe* armée (général **Stefanovitch**), 3 divisions ; *IIIe* armée (général **Jankovitch**), 3 divisions ; *IVe* armée (général **Jifkovitch**), 2 divisions.



PIERRE Ier DE SERBIE.
(né en 1846)

Le ***Montenegro*** n'avait qu'une armée de milices (organisée en mai 1910) de 37.000 hommes en 4 divisions commandées par le prince héritier **Danilo** ; 30.000 *Malissores* la renforcèrent. La *1re* division (général **Martinovitch**), la *2e* et partie de la *4e* (général **Lazarovitch**) attaqueraient Scutari ; la *3e* et partie de la *4e* (général Yanko **Voukotitch**) opéreraient dans le sandjak.

La ***Grèce***, outre sa flotte, fournit 135.000 hommes en 6 divisions (loi de 1912), avec 6.000 Crétois et des volontaires garibaldiens. La *Ire* armée (diadoque **Constantin** ; général **Danglis**, chef d'état-major), de 5 divisions, devait pénétrer en Macédoine ; la *IIe* (général **Sapoundzakis**), une division, en Épire.

La ***Turquie*** mobilisa le 1er octobre. En théorie, elle armait 14 corps d'armée active (*nizam*) et 58 divisions de *rédifs* (réserves) répartis en 4 inspections d'armée (*ordou*), dont la première seule avait tous ses corps en Europe. Sous le commandement supérieur de **Nazim pacha**, ministre de la Guerre, il s'en forma 3 armées : l'*armée de Thrace* ou *de l'Est* (**Abdullah pacha**) comprit les Ier corps (**Yaver pacha**), IIe (**Chevket Torghout**), IIIe (**Mahmoud Moukhtar**), IVe (**Abouk pacha**), renforcés peu à peu par 8 divisions de rédifs (en tout 165.000 hommes) ; — l'*armée du Vardar* ou *de l'Ouest* (général d'artillerie **Ali Riza pacha**) comprit sous **Zekki pacha** les VIe corps (**Djavid bey**), VIIe (**Fethi pacha**), 5 divisions de rédifs et la cavalerie de **Féïk pacha**, 2 divisions de rédifs de **Ferik Tewfik**, le Ve corps et 2 divisions de rédifs de **Kara Saïd** ; — en Albanie du sud, **Hassan Tashin pacha** (**Vehib bey**, chef d'état-major) commandait aux 22e et 23e divisions indépendantes, à 2 divisions de rédifs et à des bandes albanaises. Dans Scutari allait s'enfermer **Hassan Riza pacha**, avec la 24e division indépendante, une division de rédifs et des volontaires albanais. Forces imposantes si elles eussent reçu une organisation. Elles en avaient à peine l'ébauche. Effectifs de guerre jamais atteints, pénurie de cadres, absence totale de services d'armée, ni routes ni voies ferrées : la puissance militaire de la Turquie n'était qu'une illusion. La *loi de 1909*, qui incorporait musulmans et chrétiens jusqu'à 45 ans, admettait moyennant 40 livres l'exonération de presque tous, sauf des pauvres, peu résistants. A ceux-là, la « mangerie » et la gabegie n'assurèrent ni pain ni cartouches, approvisionnèrent trop souvent leurs Krupp de gargousses vides et d'obus en bois, les poussa au feu sans les instruire. Les divisions d'Anatolie, plus solides, restèrent immobiles autour de Smyrne, d'abord dans la crainte d'un débarquement italien, bloquées ensuite par la flotte grecque.

Première période. — Opérations maritimes. — Secondaires en apparence, elles devaient interdire aux Ottomans les routes de la mer. Contre leur flotte sans homogénéité (3 cuirassés assez récents de 10.000 tonnes, 4 cuirassés anciens, 2 croiseurs protégés modernes, 15 torpilleurs), l'escadrille bulgare n'était que d'un petit croiseur et de 6 torpilleurs ; mais la ***flotte grecque*** s'avouait redoutable : un croiseur cuirassé moderne (*Georgios Averof*), 3 cuirassés de 5.000 tonnes, un petit croiseur neuf, 12 *destroyers*, avec une base navale à Salamine.

Dans la mer Noire, les Turcs canonnèrent *Varna* et Kavarna (19-21 octobre), bloquèrent les côtes pour gêner le ravitaillement

des alliés, puis se rabattirent sur la Marmara pour aider à la défense des lignes de Tchataldja. Seul, l'*Hamidié* bombarda les lignes bulgares de *Derkos* (21 novembre) ; mais, avarié par un torpilleur, il dut regagner la Corne d'Or.

Dans la mer Ionienne, les canonnières grecques forçaient le port de *Preveza*, attaquaient *Nicopolis* (16 octobre-4 novembre), bombardaient *Vallona*, bloquaient les côtes, du golfe d'Arta à Corfou, pour empêcher le ravitaillement épirote, ravitaillaient au contraire les troupes serbes d'Albanie.

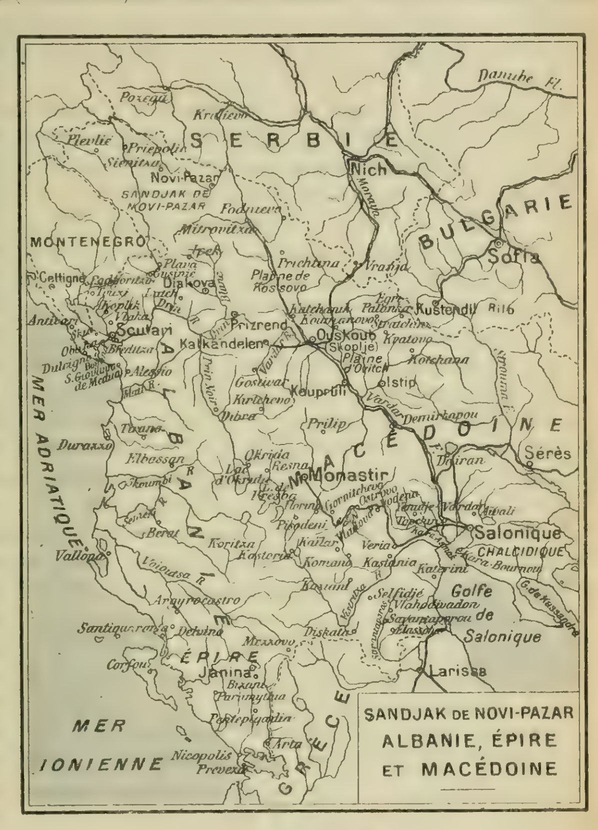
Dans l'Egée, l'amiral **Coundouriotis** bloqua les Dardanelles et occupa les îles qui en défendent l'entrée : *Tenedos* et *Lemnos* (20 octobre), *Thasos* (30 octobre), *Imbros* et *Strati*, *Samothrace* (1er novembre). — En rade de Salonique, une corvette cuirassée turque gênait les opérations du Diadoque ; le lieutenant Vossis la torpilla (6 novembre) ; l'escadre bombarda le grand *Karabournou* (7 novembre). — Maître de l'Egée, Coundouriotis occupait encore *Nikaria* (17 novembre), *Mytilène*, où les 2.000 réguliers d'Abdul Ghani ne capitulèrent que le 20 décembre, *Chio* (24 novembre), où Zihni bey résista au colonel Delagrammatica jusqu'au 3 janvier. — En vain tentait de riposter l'escadre turque : **Halil pacha**, après une heure de canonnade, qui mettait hors de service le *Barbarossa*, était refoulé dans les Dardanelles (17 décembre) ; le 22 décembre, nouvelle tentative inutile contre Tenedos.

La guerre dans le Sandjak. — 1) ***Opérations monténégrines***. — Dans le sandjak, que défendaient 8.000 Turcs, **Voukotitch**, en offensive sur Ipek, occupa *Berana* dès le 16 octobre, et, par *Plava* et *Gusinié*, écartant rédifs et bachi-bouzouks, atteignit *Ipek*, qu'il enleva (31 octobre). Une autre colonne (général Bojovitch) pénétrait dans *Plevlié* (29 octobre). Le sandjak échappait aux Turcs. Voukotitch se rabattit vers *Diakova ;* il l'emporta le 2 novembre avec l'aide de l'artillerie serbe. Après quoi, par Latch et la vallée du Drin, il ralliait Scutari.

2) ***Opérations serbes***. — La *IVe* Armée (Jivkovitch) marchait, de Pozega et de Kralievo, en deux colonnes : vers *Sienitza*, qu'elle enleva (22-24 octobre) pour se lier à Voukotitch et donner l'assaut à *Priepolié* et à Plevlié (27-29 octobre) ; — vers *Novi-Pazar* (enlevé d'assaut, 23 octobre), *Mitrovitza* (26 octobre), Ipek (1er novembre). Le sandjak occupé, la *IVe* Armée poursuivit les bandes albanaises.

La guerre en Macédoine. — 1) ***Opérations serbes***. — **Ali Riza**, qui sembla d'abord essayer de troubler la mobilisation serbe

(14 octobre), n'avait aucun plan. Il attendait l'offensive ennemie, qui se produisit dans deux directions : ***Ire***, ***IIe***, ***IIIe*** Armées vers Ouskoub, ***IVe*** dans le sandjak. — La ***IIIe*** Armée, refoulant la gauche turque (*Podnievo*, 20 octobre), battait Férik-Tewfik à *Kossovo* (22 octobre), enlevait *Prichtina* maison par maison, marchait vers Katchanik. La ***IIe*** Armée, par *Egri-Palanka*, Stratchin et *Kratovo* (20-22 octobre), rejetait la droite turque vers *Kolchana* (où entraient les Bulgares). La ***Ire*** Armée, bousculant les couvertures turques, affrontait l'armée entière d'Ali Riza au nord de **Koumanovo** (23 octobre). Dans la brume et la boue, **Zekki pacha** (VIIe corps) l'assaillait, accablait l'infanterie sur un terrain découvert (24 octobre), mais pliait à son tour sous l'assaut de la ***IIe*** Armée. Zekki appelle en ligne le VIe corps; il est fauché avec le VIIe par l'artillerie serbe. Bien que les Albanais aient arboré des fanions blancs pour fusiller ensuite à bout portant les *7e* et *18e* d'infanterie sans défiance, la ***Ire*** Armée occupe Koumanovo, la ***IIe*** la plaine d'Ovitch, pendant que les



Albanie, Macédoine, Epire
(à l'échelle de la carte, il n'a pas été tenu compte du relief)

Bulgares accablent Kara-Saïd (V^e corps). Ali Riza, qui a perdu 10.000 hommes (les Serbes 3.000), ordonne la retraite sur Monastir. Mais le VIIe corps est en débâcle, encombré de blessés qui meurent de faim; pris de panique, qui lui font abandonner ses canons (les Serbes en capturèrent 127, avec 300 wagons), il reflue sur *Ouskoub*, qu'il va piller. Les consuls européens y appellent les Serbes (26 octobre).

La poursuite menait les vainqueurs à *Férisovitch* et à *Kalchanik*, bientôt à *Prizrend* (***IIIe*** Armée), à *Istip* et à *Keupruli*, où la cavalerie du prince **Arsène Karageorgevitch** dissociait (26 octobre) les derniers éléments de Zekki pacha. Les armées turques gagnaient séparément le sud, où, sur un terrain accidenté, à la faveur d'un hiver très dur, les renforts d'Albanie prolongeraient la défensive.

Tandis qu'une colonne descend la voie ferrée vers Salonique, et, victorieuse à *Demirkapou* (4 novembre), capture la garnison de *Doiran*, que la ***IIe*** Armée (Stefanovitch) s'en va par Kustendil renforcer les Bulgares devant Andrinople, la ***Ire*** et la ***IIIe*** Armée marchent vers Monastir : la ***IIIe*** par Kalkandelen, Gostivar, *Kirtchevo*, où elle culbute 12 bataillons ottomans (1-4 novembre); la ***I^e*** par ***Prilip***, où elle livre une rude bataille d'infanterie dans un pays de montagnes sans routes, perd 3.000 hommes, tue 6.000 Turcs, refoule les autres en déroute (4-5 novembre).

A ***Monastir***, au milieu de terrains inondés, à l'abri de hauteurs fortifiées, Ali-Riza concentrait 60.000 hommes et 80 canons : de droite à gauche, les Ve corps (Zekki), VIIe (Fethi), VIe (Djavid); il se couvrait en arrière contre une attaque grecque. Les Serbes, fatigués par de longues étapes dans les fondrières et les marécages de neige, les écrasèrent en six jours de combats (13-18 novembre). La cavalerie victorieuse à *Novak*, l'action se déployait sur 50 kilomètres; l'infanterie débordait par la gauche, et l'artillerie battait les hauteurs que l'infanterie escaladait (nuit du 16 au 17). Les Turcs s'enfuirent : Zekki vers *Florina*, où la cavalerie serbe lui enleva ses canons et d'où les Grecs le rejetèrent vers l'ouest; Djavid et Fethi vers *Resna*, où ils tombèrent sous les canons serbes. Djavid s'échappa. Le 18 novembre, les Serbes entraient à Monastir; ils perdaient 8.000 hommes, les Turcs 10.000 et 10.000 prisonniers (dont Fethi et 7 généraux).

2) ***Opérations grecques.*** — Si l'objectif propre des Grecs était la destruction de l'armée turque du Vardar, une opération préliminaire, politique et stratégique à la fois, s'imposait : se saisir de Salonique (avant les Bulgares) pour isoler les Turcs de la mer et ravitailler par ses routes les alliés en Macédoine.

Dès le 19 octobre, l'armée du Diadoque enfonça les avant-postes

de Tashin pacha (à *Elassona*), les poursuivit aux défilés de *Sarantaporou*, les délogea de *Diskata* et de Vlahodivadon (20-22 octobre), les refoula vers *Selfidjé*, qu'elle occupa. Lancée vers la Vistritza, la cavalerie (colonel **Soutzo**) bousculait les fuyards, ramassait le matériel et l'artillerie de la 22e division. Une colonne (5e division, Mathiopoulo) formant couverture vers Kaïlar, deux autres enfoncent à *Kastania* les arrière-gardes ennemies (28 octobre), coupent à *Veria* Zekki pacha de Salonique (29 octobre), et se rapprochent de la côte où la division d'extrême-droite triomphait à *Katerini*. Tandis que des détachements abordaient au golfe de Kassandra, Constantin évitait les marécages du Kara-Azmak par Vodena et *Yenidje-Vardar*. Là, Tashin pacha résistait deux jours, avec 30.000 hommes et 30 canons, jusqu'au moment où la division de Katerini débordait son aile gauche (2-3 novembre). Alors, l'escadre bombardait les forts de Salonique ; les Serbes, sur le Vardar, refoulaient les fuyards turcs ; la cavalerie bulgare (Theodoroff) arrivait par le nord-est. Tashin, en déroute, démoralisé par la désertion de ses soldats, réduits à mendier leur pain, sentant la trahison latente des Saloniciens, encombré de 50.000 musulmans que pourchassaient les alliés, capitula devant la première avancée de cavalerie, à *Topchin* (8 novembre). La Chalcidique tombait aux mains des Grecs.

Restaient les 50.000 hommes de l'armée du Vardar. Pendant que Georges Ier s'installait à Salonique (1), les 5 divisions du Diadoque, pivotant vers le nord-ouest sur la 5e division (assez maltraitée par Djavid pacha), progressaient dans la neige par *Vladova* (16 novembre), Komano et Gornitchevo, accablaient à *Florina* (20-21 novembre) les Turcs échappés aux Serbes, leur enlevaient encore 20 canons à *Pisodeni*. — L'armée de Macédoine (général **Damianos**) réduite aux 3e, 5e et 6e divisions, poursuivit les forces ralliées par **Djavid pacha**, les refoula de *Koritza* dans les montagnes de l'Épire du nord-est (que parcouraient déjà les bandes de Griparis) et vers Janina.

La guerre en Albanie et en Épire. — 1) ***Opérations monténégrines***. — Scutari, place médiocre, étalait ses défenses sur 25 kilomètres, de *Touzi* (au nord), par le *Bardanjoli* et Breditza, jusqu'au *Tarabosch*, hauteur de 576 mètres fortifiée à l'ouest sur les plans de von der Goltz, armée de 60 pièces de siège et de 100 mitrailleuses. Lazarovitch attaqua par Touzi (9 octobre), enleva les

(1) Il devait y être assassiné, par un fou, le 18 mars 1913.

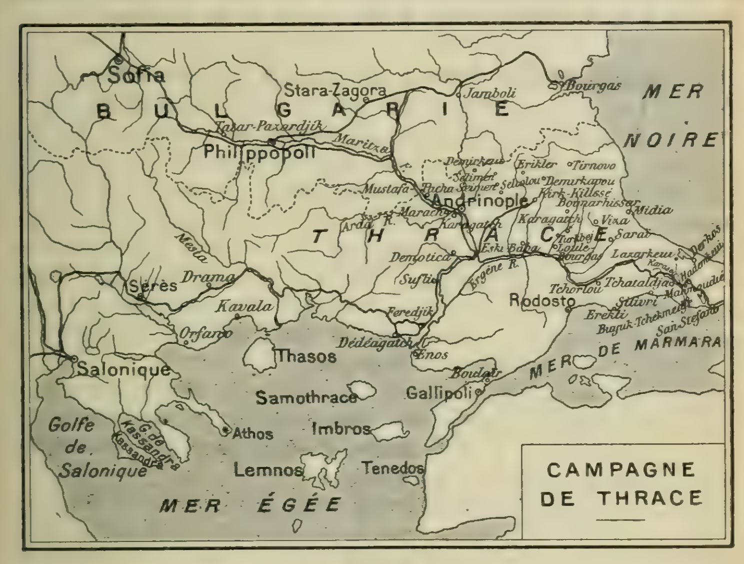
hauteurs du nord-est (10-15 octobre) et, refoulant les Turcs à travers les marais, se concentra à Koplik. Par Vlaka, il aborda Scutari. — Au sud-ouest arrivait Martinovitch ; de Dulcigno et Antivari, il se ruait sur le Tarabosch en assaut de nuit et y perdait 900 hommes. Il fallait donc amener des pièces de siège, par le lac et par des routes ouvertes à la dynamite, bombarder le Tarabosch avec une artillerie insuffisante (24 octobre) et sans grands progrès, repousser des sorties de nuit (26-28 octobre) et, après des échecs subis à l'attaque du Bardanjoli (30 octobre), tenter d'affamer la place. Mais, au sud, sur 10 kilomètres, les routes demeuraient libres vers Alessio et Durazzo, qui ravitaillaient l'assiégé. Martinovitch ne s'établit pas sur la rive gauche de la Boyana (31 octobre-8 novembre) ; mais Zhuraskovitch pénétra dans Saint-Jean de Medua (16 novembre) et dans Alessio en même temps que les Serbes, fermant ainsi le blocus. Les Monténégrins arrivaient tout juste à se maintenir contre les sorties des Turcs, jusqu'au 2 décembre, ralentissaient leur feu, soutenaient les coups de boutoir d'Hassan Riza vers Goleni et *Oblika* (8-25 décembre). Mais Scutari, bien approvisionnée, demeurait imprenable.

2) ***Opérations serbes***. — Une partie de la ***III***e Armée serbe avait attaqué *Prizrend* (30 octobre), l'avait enlevée rue par rue, malmené le consul autrichien, massacré les Albanais. Elle occupa *Diakova* (6 novembre). De ces deux points, deux colonnes (général **Paulovitch**) poussèrent à l'Adriatique à travers 100 kilomètres de montagnes, des rivières débordées, sans chemins ni ponts, traînant à bras d'hommes leurs canons dans la neige. La première, avec les Monténégrins, par Latch et la vallée du Drin, gagna *Alessio* ; la seconde bouscula sur les bords du Mati un corps de nizams et gagna *Durazzo* (28 novembre). Une partie des vainqueurs de Monastir les rejoignit : la division de la Morava par Resna, Okrida, Elbassan ; la brigade mobile du colonel Mylovanovitch par *Dibra*, où un combat violent refoulait Turcs et Albanais (28 novembre). Seul, Djavid pacha se maintint avec 15.000 hommes en Albanie du Sud.

3) ***Opérations grecques***. — Partie d'Arta, la petite armée du général Sapoundzakis avait dispersé les forces turques au nord du golfe (19-24 octobre) et fait capituler *Preveza* (3 novembre). De cette base navale, elle remontait par les routes boueuses qui, à travers les montagnes épirotes, mènent à Janina. Vaincus aux défilés de *Pentepigadia* (5-8 novembre), les Turcs reculaient aux forts de *Bizani* (établis par von der Goltz, avec celui de Saint-Nicolas), partie des défenses de ***Janina***.

La place, qu'entouraient des hauteurs garnies de 128 canons de

gros calibre, abritait la 23e division indépendante augmentée de rédifs, de fuyards de l'armée du Vardar, d'irréguliers albanais sous **Essad pacha** (Vehib bey, chef d'état-major). Sapoundzakis, quoique renforcé des 2e et 4e divisions et des garibaldiens du comte Roma (victorieux à *Mezzovo*), ne pouvait ni opérer le blocus, ni surmonter, avec 8 pièces de siège péniblement hissées dans la boue, la lourde artillerie turque abritée dans le roc même. Par son tir très précis, il détruisit pourtant quelques canons et magasins. Mais les détachements qu'il attendait par mer, débarqués à Santiquaranta, étaient battus à *Argyrocastro* (9 novembre). Le 12 décembre, il risqua l'assaut de Bizani; il échoua, soutint difficilement les sorties



THRACE

de l'assiégé, de jour et de nuit (15-20 décembre). A la fin de décembre, l'armée d'Épire était encore loin du but.

La guerre en Thrace. — Opérations bulgares. — Contre les forces turques de la Bregalnitza et de la Strouma, deux petites armées, en liaison avec la *II*e armée serbe, prirent une offensive immédiate : l'*armée du Rilo* (général **Théodoroff**) contre la 14e division turque (Ali-Nadir) et des rédifs; — l'*armée du Rhodope* (général **Kovatcheff**) contre le XIIe corps (Ever pacha) et les Pomaks musul-

mans. — Au 1er novembre, Théodoroff avait nettoyé la haute Mesta, puis la haute Strouma, gagné *Sérès* et se rabattait sur Salonique, dont il attaquait les hauteurs du nord-est quand il apprit la capitulation de Tashin pacha. — Kovatcheff, refoulant les bandes des monts Tamrich, avait occupé tout le haut Arda, dispersé en panique les soldats d'Ever pacha qui abandonnaient armes et équipements (26 octobre). Il le poursuivit, l'empêcha de se reprendre, le déborda sur la Mesta, le coupa de Drama et de Kavala, le poussa sur Feredjik (où arrivait une colonne de la *I*re armée). Alourdi par ses chariots d'éclopés, épuisé par 45 jours de marche, privé de tout, débordé au nord (vers Sufli) et au sud (vers Dédéagatch), Ever capitula le 28 novembre avec 10.000 soldats et 265 officiers.

La campagne des Trente jours (18 octobre-18 novembre). — Les Turcs ignoraient la rapidité de la concentration bulgare; les Bulgares croyaient à une énergique résistance initiale des Turcs. Leur plan consistait sans doute à mener l'attaque sur le front fortifié Kirk-Kilissé-Andrinople, derrière lequel se massait l'ennemi, avec les ***III***e et ***I***re armées, en obtenant avec la ***II***e l'effet de décision sur la gauche adverse au sud-ouest d'Andrinople. La première victoire (24 octobre) changea ces dispositions; l'effet décisif, vers le sud-est, fut demandé à la ***III***e armée (la plus aguerrie, au sortir des grandes manœuvres) et Andrinople masquée par la ***II***e armée, puis régulièrement assiégée.

En conséquence, **Ivanoff** attaqua (18 octobre) le Fortin des Loups et entra dans *Mustafa pacha*. Ses deux divisions, descendant la Maritza et la rive droite de la Toundja, progressaient jusqu'à l'Arda, refoulaient les Turcs dans Andrinople.

La ***I***re Armée (Koutintcheff) avait passé la frontière en cinq colonnes (18-19 octobre). Elle refoula (cavalerie Nazlimoff) la cavalerie ennemie à *Demirkeui*, puis l'infanterie à *Selimen* et à *Seïmen* (20-21 octobre), à *Seliolou* (23 octobre), où des attaques répétées n'en eurent raison qu'à 11 heures du soir. La ***III***e Armée (**Dimitrieff**) passa en quatre colonnes (la gauche, 5e division, appuyée à la mer), refoula les avant-postes à *Erikler* et à *Tirnovo*, et, après un vif engagement à *Demirkapou* (20-22 octobre), progressa vers ***Kirk-Kilissé***. Devant cette ville (et ses forts assez mal garnis), dans une plaine de vignes parsemée de boqueteaux de chênes, campaient le Ier corps turc, des fractions du IIIe et des divisions de rédifs. Après un violent combat, les deux ailes débordaient le centre ottoman (23 octobre); la contre-attaque de nuit de la division Aziz culbutait dans des tranchées hérissées de mitrailleuses, d'où sur-

gissait la 5e division (**Christoff**). Panique des Turcs qui se fusillaient mutuellement, jetaient armes et canons pour fuir vers Eski-Baba ; panique de la population. Seule la division Hilmi se maintint jusqu'au 24. Les Turcs perdaient 4.500 hommes, 56 pièces à tir rapide, 10.000 fusils, des millions de cartouches, les vivres et l'équipement entassés à Kirk-Kilissé.

La défaite découvrait d'un coup les lézardes de l'Empire. Le Ier corps en déroute, recueilli par le IVe, le IIIe retraitait sur Viza. A Constantinople, le ministère Moukhtar pacha tombait ; **Kiamil**, grand-vizir, fit juger le prince égyptien Aziz Hassan, chef de la cavalerie, fusiller 200 officiers et soldats.

Loule-Bourgas-Karagatch-Bounarhissar (29-31 octobre). — Après Kirk-Kilissé, la cavalerie bulgare perdit le contact. Lancée aux renseignements (25 octobre), elle enlevait au delà d'*Eski-Baba* 4 locomotives et 200 wagons, galopait vers Rodosto, pour couper Andrinople de la capitale, puis vers Tchorlou ; elle y reprenait contact, mais sans explorer à fond. C'est par les paysans de leur race que les Bulgares et la maigre cavalerie de la 5e division connurent la présence du gros turc à Loule-Bourgas. Abdullah pacha, en effet, avait replié son aile gauche vers le sud-est, renforcé le IIIe corps d'une division de rédifs débarquée à Midia ; il le porta de Viza vers Bounarhissar. Par contre, les ***Ire*** et ***IIIe*** Armées bulgares obliquèrent au sud-est (la ***Ire*** en aile marchante). Chargé, en l'attendant, de contenir l'ennemi, Dimitrieff interpréta sa mission en un ordre de résistance par offensive, prit de l'avance, occupa Bounarhissar (28 octobre), mais dut s'arrêter devant le IIIe corps.

Abdullah, retranché sur la rive gauche du Karagatch, appuyait sa droite (IIIe corps) à la forêt de Soudjak et déployait sur un front de 40 kilomètres les IIe (Chevket-Torghout), Ier (Yaver) et IVe corps (Abouk), la cavalerie (Sali pacha) à l'extrême gauche : 125.000 hommes, mais sans vivres et avec une seule journée de munitions. Les deux armées bulgares en avaient 115.000. — Le 28 octobre, Christoff reconnaissait offensivement les forces turques ; refoulé par le IIIe corps, il ne se maintenait dans ses tranchées, creusées en hâte, que grâce à l'énergie morale de ses soldats et à la précision de ses shrapnells. Le 29, la ***IIIe*** Armée attaquait Karagatch, enlevait Loule-Bourgas, qu'écrasait sa puissante artillerie ; essayant de déborder par le sud, elle était arrêtée par la cavalerie de Sali, qu'elle rejetait, puis par le IVe corps, qui la chassait de Loule-Bourgas, sans l'occuper lui-même. A Karagatch seul les Bulgares se mainte-

naient. Journée indécise, mais qui n'avait engagé que la *III*e Armée ; la *I*re la renforcera le lendemain, tandis que l'armée turque, ébranlée, à court de munitions, attend son salut de la seule offensive du IIIe corps.

Le 30 octobre, la *I*re Armée prolongeait la *III*e, avec sa division de cavalerie sur la rive gauche de l'Ergène ; sur deux faces elle assaillait le IVe corps turc. Abouk reculait, demandant du secours. Dépourvu de réserves, Abdullah lançait le IIe corps sur Karagatch que canonnait au préalable son artillerie ; les canons bulgares la démontaient, écrasaient l'infanterie par rafales, la détruisaient dans sa retraite. Le IIIe corps échouait de même vers Bounarhissar devant la division Christoff ; le IIe corps s'y brisait à son tour. — A 9 heures du soir, la droite de la *III*e Armée chassait de Turkbej les débris du Ier corps (le vaincu de Kirk-Kilissé), permettait à l'infanterie et à l'artillerie de passer toute la nuit la rivière. Le centre turc ne sera pas reconstitué.

Le lendemain, la poussée bulgare se produisait irrésistible. A droite, **Koutintcheff**, à coups de canon, repoussait le IVe corps vers Tchorlou ; au centre, Dimitrieff débordait la gauche du IIIe corps par la division Christoff, que renforçait une brigade accourue d'Andrinople, enveloppait la droite. Mahmoud Moukhtar retraitait en bon ordre. Partout ailleurs, c'était la déroute ; les Turcs perdaient 25.000 hommes, 3.000 prisonniers et 42 canons. Les Bulgares en perdaient 15.000.

Siège d'Andrinople. — Andrinople se défendait par des positions naturelles presque formidables sur lesquelles 26 fortins, élevés après 1878, avaient été cuirassés et bétonnés en partie et armés de 600 canons. Les plus résistants (Kartaltepe, Kasaltepe, Papastepe) s'étendaient à 10 kilomètres vers le nord-ouest et le sud-ouest, protégés encore par les inondations de la Maritza et de l'Arda. Les lignes du sud-est et de l'est, plus rapprochées, n'offraient pas grande valeur. Dans leurs murs en briques, pas d'abris pour les canons ni pour leurs servants, les munitions à peine protégées ; seul, un réseau inextricable de fils de fer barbelés arrêterait un assaut d'infanterie. Là était le point faible contre lequel il convenait d'accumuler le matériel de siège ; mais ce matériel (300 obusiers, 80 canons de 15 centimètres et 7 batteries de campagne de 75 servies par un personnel médiocre) arrivait et s'approvisionnait par chemin de fer. L'attaque porta donc sur le front nord-ouest, entre Toundja et Maritza.

Contre la garnison de 58.000 hommes (11e division nizam et trois

divisions rédifs) l'assiégeant disposa des *8ᵉ* (Kirkoff) et *11ᵉ* (Veltcheff) divisions bulgares, au sud et à l'est ; puis, après Koumanovo, de deux divisions serbes : *5ᵉ* du Timok, et division de réserve du Danube (***IIᵉ*** armée, Stefanovitch), d'une brigade mixte de cavalerie serbo-bulgare. En tout, moins de 150.000 hommes (surtout réservistes) sommairement équipés et sans unité d'armement.

Ivanoff, commandant en chef, brusqua d'abord une attaque sur les forts de Papastepe et de Kartaltepe. Du 22 au 24 octobre, échouèrent quatre assauts de jour et de nuit; le 29, **Choukri pacha**, commandant de la défense, ordonnait vers le nord-ouest une sortie qui lui coûtait 2.000 hommes. Deux autres, au nord-est et sur la Maritza, échouaient aussi (4 novembre). Quand Choukri attaquait encore (7 novembre) en avant de Papastepe, les Bulgares le refoulaient et enlevaient Kartaltepe. Nouvelles sorties (11 et 18 novembre), après lesquelles l'assiégeant enlevait aussi Papastepe (22 novembre). Ivanoff lançait alors la *8ᵉ* division contre le faubourg de Karagatch (nuit du 23 au 24 novembre); elle ne prenait que Doudjaros. Déjà les Turcs avaient 15.000 hommes hors de combat, les Bulgares 10.000. C'est ailleurs que la campagne allait se décider.

Batailles de Tchataldja (17-19 novembre). — Après Loule-Bourgas, les vaincus refluèrent vers Tcherkeskeui et Tchataldja. Les Bulgares ne poursuivirent pas. Épuisés d'efforts physiques, sans munitions ni troupes fraîches (toutes les réserves avaient été engagées le 31 octobre et assez disloquées), incapables de ravitailler des colonnes à marche rapide, noyés de pluie, atteints par la dysenterie, ils s'arrêtèrent jusqu'au 7 novembre pour reconstituer leurs armées. La ***IIIᵉ*** fut renforcée à 4 divisions (79.000 hommes), la ***Iʳᵉ*** à 3 divisions et une de cavalerie (61.000 hommes). Ces 140.000 soldats, Dimitrieff les mènerait au combat sous la direction supérieure de Savoff.

Les Turcs n'avaient plus d'armée. Au quartier général d'Hademkeui, Nazim pacha (remplaçant Abdullah) organisa des forces nouvelles avec des troupes d'Asie, mais dépourvues d'officiers (les plus jeunes, les plus instruits étaient morts); il les nourrit, les arma, les reconstitua dans des camps (où s'abattait le choléra), les protégea à la hâte avec les 52 pièces du Creusot confisquées à la Serbie, appela les oulémas à prêcher le renouveau religieux et national. Sur les ***lignes de Tchataldja***, qui surplombent de 200 mètres les vallées écrasées du Karasou et du Katarchi, entre les lacs Derkos et Bouyouk-Tchekmedjé, n'existaient que quelques ou-

vrages de campagne et des casernes. Du nord au sud, Nazim les utilisa pour disposer en première ligne les IIIe, IIe, Ier corps; en seconde ligne le IVe corps encadré de deux divisions de rédifs.

Aucune offensive n'avait contrarié l'avancée des Bulgares. Leurs détachements occupèrent *Rodosto* et *Silivri* sur la Marmara (10 novembre), *Demotika* et *Sufli* sur la Maritza inférieure. Cheminant à travers bois, les colonnes atteignaient les crêtes occidentales du Katarchi (300 mètres) et, trois jours durant, sondaient en reconnaissances les points faibles des lignes. Dimitrieff, renvoyant pour ordre à Sofia une demande d'armistice, comptait arriver à Tsarigrad en une semaine : les lignes n'étaient qu'un « épouvantail ». Il constata bientôt qu'il lui faudrait non les tourner, mais les forcer ; il disposa donc la *Ire* Armée au sud contre Mahmoudié, la *IIIe* au nord en deux lignes contre Lazarkeui.

Le 17 novembre, la *Ire* Armée assaillait Mahmoudié, mais s'arrêtait sous le feu de deux cuirassés embossés dans le Bouyouk-Tchekmedjé. La *IIIe*, en face du IIIe corps turc, profiterait d'un terrain plus ferme et plus accidenté pour mener l'attaque décisive qui ferait s'écrouler le système des lignes. De fait, la *3e* division enlevait Lazarkeui, mais sans pouvoir en déboucher vers le sud-est; la *9e* restait clouée sur la rive gauche du Katarchi, avait deux régiments (*4e* et *17e*) écrasés. La nuit, elles reprenaient leur avance, que **Mahmoud Moukhtar** arrêtait au jour, refoulant la *3e* division sur la *5e*. Le *4e* et le *17e* régiments étaient anéantis par l'artillerie ; la *9e* division battait en retraite. Les Bulgares perdaient 10.000 hommes, les Turcs 9.000.

Le premier armistice (**3 décembre**). — Bien que trois divisions (sur sept) n'eussent pas donné, et que le forcement des lignes affectât une haute importance stratégique et politique, Savoff replia l'armée sur les crêtes occidentales, en les protégeant par une canonnade intense contre les reconnaissances ennemies (19-21 novembre). L'échec était évident, qui fournissait aux Turcs l'énorme gain moral d'une résistance inentamée par ce demi-coup de force. Nazim, d'abord étonné, organisait deux lignes nouvelles de défense, renforçait ses corps avec des troupes d'Asie dont il éliminait les non-valeurs. Toutefois, nombre d'hommes n'avaient aucune instruction militaire et les cadres manquaient. Les Bulgares, au surplus, appelaient leurs recrues de 1912 et 1913, mettaient en ligne leur 7e division, transportée par mer de Salonique à Dédéagatch. Si donc Nazim pouvait résister, il ne pouvait pas, sans approvisionnements de munitions et de vivres, attaquer hors de ses

retranchements. L'ennemi, au contraire, se ravitaillait par les ports de l'Égée et par les voies ferrées, depuis Sofia et Koumanovo, restait maître de la Thrace (sauf Andrinople), de la Macédoine, de l'Épire (sauf Janina), de l'Albanie (sauf Scutari) et de la mer. Mais la Russie lui défendait l'entrée de Constantinople et le choléra s'attaquait aux deux armées. Les situations militaires se compensaient. Daneff, Savoff et Fitcheff signèrent donc avec Rechid pacha, Nazim pacha et Ali Riza bey un armistice pour la durée des négociations de paix (3 décembre). Les troupes conservaient leurs positions, sans que les places fortes pussent être ravitaillées. — La Grèce seule ne signait pas ; sa flotte devait empêcher les Turcs de secourir Janina et Scutari, de renouveler leurs munitions et leurs vivres, d'amener rapidement à Constantinople les réserves d'Asie mineure.

II. — *L'Europe et la victoire des Balkaniques*

Les négociations de Londres (16 décembre 1912 — 29 janvier 1913). — A Londres, **Daneff**, Mandjaroff et le général Paprikoff représentaient la Bulgarie ; **Venizelos**, Scouloudis, Streit et Gennadius la Grèce ; **Miouchkovitch**, Voïnovitch et Popovitch le Montenegro ; **Novakovitch**, Nikolitch et Vestnitch la Serbie ; **Rechid pacha**, Salih pacha et Osman Nizami pacha la Turquie. Dès le début, il apparut que les Ottomans se proposaient moins de traiter que de gagner du temps pour savoir si la Turquie arriverait à « causer » séparément avec les Grecs — et aussi avec les Roumains — si les menaces de la malveillance autrichienne, signifiées dès le 22 octobre au cas où les victoires balkaniques dérangeraient le *statu quo*, sortiraient leur effet, si enfin la ***Réunion des ambassadeurs*** des puissances « signataires du traité de Berlin » (Cambon et Benckendorf, Lichnowsky, Mensdorf-Pouilly et Imperiali) présidée par sir Edouard Grey pour « procéder à un échange de vues non officiel... sur les points qui peuvent le plus directement affecter leurs intérêts », ne permettrait pas de brouiller le jeu.

Le premier jour, ils chicanaient déjà pour ne pas négocier avec la Grèce. Les Alliés demandaient tous les territoires situés à l'ouest d'une ligne de Midia à l'Ergène et à l'embouchure de la Maritza ; Réchid répondait par l'offre d'une Albanie, d'une Macédoine et d'une Thrace autonomes sous la souveraineté du sultan. Le 21 décembre, tandis que l'Autriche, sous le prétexte mensonger

d'un traitement ignominieux qu'aurait subi à Prizrend son consul Prochaska, exigeait des troupes serbes l'évacuation de Durazzo et de l'Albanie et mobilisait (assez péniblement) neuf corps d'armée aux frontières serbe et russe, Réchid réclamait le ravitaillement des places assiégées et proposait l'application aux vilayets macédoniens des réformes que l'Europe recommandait en octobre, sous le gouvernement de deux princes, l'un musulman, l'autre protestant. Plaisante ironie, qu'accusait encore l'offre turque de déférer aux puissances l'examen des questions pendantes : non point celle d'Andrinople et de Thrace, sur laquelle Rechid ne céderait pas, mais celle d'Albanie, la plus capable de briser l'entente européenne, malaisément réalisée, de tenter l'impérialisme autrichien, d'exciter les susceptibilités italiennes. Alors une revanche apparaîtrait possible, par la scission pratiquée dans le bloc balkanique, et par une diversion austro-italienne obtenue contre les vainqueurs. Mais l'Angleterre et la Russie menacèrent d'ouvrir les questions asiatiques si les Turcs s'entêtaient à contester le jugement des armes qui, au demeurant, leur laissait le Bosphore.

Du coup, Réchid lâchait Thrace et Macédoine en retenant Andrinople et les îles de l'Egée, remettait la Crète aux puissances avec l'Albanie (qu'elles s'étaient hâtées, sous la pression de l'Autriche, de proclamer indépendante). Pour le reste, un *ultimatum des Alliés* (3 janvier 1913) le trouvait irréductible, lui arrachait seulement la Crète (pour la Grèce) et quelques villages de Thrace. Novakovitch prononça la *suspension des négociations*, affirmant ainsi la solidité du bloc balkanique, mais ouvrant, suivant le vœu des Turcs, le champ aux médiations européennes.

La *Triple-Entente* (Angleterre-France-Russie) proposait en effet une démonstration à Constantinople qui imposerait, moyennant la promesse de concours financiers, la cession d'Andrinople et de la Crète, l'autonomie des îles. Elle sous-entendait que ces îles feraient retour à la Grèce. Au contraire, la *Triple-Alliance* voulait que Lemnos, Tenedos, Imbros, Samothrace, Chio, Mytilène et Rhodes demeurassent à la Turquie. La *Note du 17 janvier* témoigna de ces divergences ; elle « engageait » seulement la Porte à céder moyennant l'exterritorialité garantie à ses monuments religieux d'Andrinople (l'Italie, ingénieuse, les assimilait déjà au Vatican) et la promesse que les îles ne seraient pas tournées en menace contre sa souveraineté d'Asie. Le lendemain, un combat laissait la flotte turque embouteillée dans les Dardanelles et les Grecs redoublaient l'attaque de Janina. Le 22 janvier, sur convocation de Kiamil pacha, un *Divan* de 70 notables, ému par les rapports de Nazim et du

ministre des Finances, et par les menaces d'une dépêche russe, acceptait la paix.

Révolution jeune-turque du 23 janvier 1913. — Une tragédie byzantine, montée par le comité *Union et Progrès* (encouragé par l'Allemagne) au nom du patriotisme ottoman, remit tout en question. Après Tchataldja, le récit des résistances heureuses d'Andrinople et de Scutari avait exalté les esprits dans la capitale. L'armistice apparut humiliant avec sa clause qui livrait la gare d'Andrinople au ravitaillement bulgare devant la ville toujours bloquée; l'on cria à la trahison. Or, les négociations ajoutaient au désastre militaire. De ce mécontentement, les politiciens du Comité tirèrent profit : Talaat bey, qui prépara le coup de force, Enver bey, qui l'exécuta. La population ne bougerait pas : Kiamil empêchait toute manifestation en faveur de la guerre, muselait les journaux; Nazim ne croyait pas au bluff jeune-turc, négligeait de se garder. En pleine séance du conseil des ministres, **Enver bey,** que sa campagne de Tripolitaine avait rendu populaire, envahit avec deux officiers la Sublime-Porte, que cerne une compagnie d'infanterie. Dans la bagarre, quatre officiers tombent. Enver tue Nazim à bout portant, arrache à Kiamil sa démission, la porte au Palais, en revient avec la nomination de **Mahmoud Chevket pacha** comme grand vizir.

Les nouveaux « sauveurs de la Turquie » : Mahmoud Chevket, l'homme de la désorganisation militaire, Saïd Halim, millionnaire vaniteux et ministre de hasard aux Affaires étrangères, Enver et Talaat, d'accord avec l'ambassadeur à Vienne, Hilmi pacha (qui offrait Scutari et Janina à l'Albanie pour garder Andrinople), instauraient un régime de terreur, imploraient, au défaut de l'enthousiasme populaire, le concours de l'ambassade d'Allemagne. Chevket concédait à des financiers allemands le Métropolitain de Constantinople, promettait des banques agraires et des compagnies foncières. Sans argent, sans emprunt possible, réduit aux émissions de papier-monnaie, aux extorsions d'impôt en Anatolie, en attendant la famine, il parlait de guerre à outrance, puisque, aussi bien, Kiamil avait négligé d'envoyer aux puissances l'acceptation du Divan. Une dernière offre, toute de parade, qui partageait Andrinople en deux et remettait les îles à l'Europe, arriva trop tard à Londres. Les Balkaniques avaient rompu les négociations et dénoncé l'armistice (29-30 janvier).

Dernières opérations militaires (**3 février-24 avril**) — A la résolution de Kiamil, les Jeunes-Turcs n'avaient ajouté que

des formules sonores. Leurs délégués en revenaient à invoquer le *statu quo* du début de la guerre, quêtaient de l'argent allemand (qu'une démarche franco-anglaise leur fit refuser), traînaient six semaines les négociations après une guerre de trente jours. C'était au canon balkanique, au « nouveau négociateur », d'éclaircir la situation.

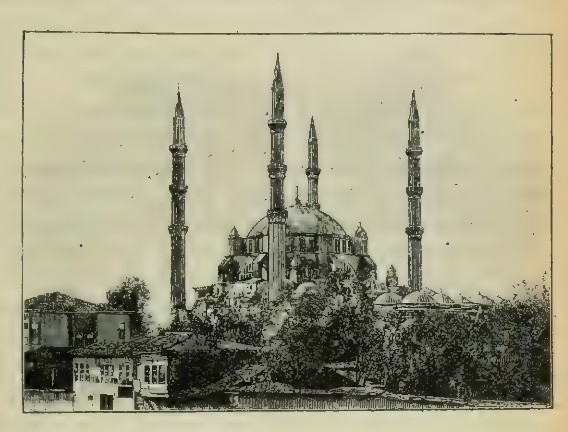
1) ***A Janina***, les opérations de guerre n'avaient pas cessé ; mais Sapoundzakis avait trop peu de ressources d'offensive pour enlever la place. Cependant, comme un Albanais avait livré aux Turcs (18 janvier) le plan d'emplacement de l'artillerie assiégeante, une attaque générale fut ordonnée pour le 20 janvier. Les canons bombardant Bizani, l'aile gauche assaillait Manoliassa, l'aile droite (evzones et volontaires crétois) enlevait les premières hauteurs du petit Bizani, puis s'arrêtait. Rien à faire avant l'arrivée des renforts qu'amenait le Diadoque (31 janvier); encore la neige rendrait-elle les réapprovisionnements fort difficiles et défectueux. L'offensive ne reprit que le 4 mars. Tandis qu'une pluie de shrapnells s'abattait sur Bizani, le Diadoque feignait d'entasser à sa droite les 6e et 8e divisions (**Sapoundzakis**), les poussait vers Drisco à la rencontre de la brigade de Mezzovo comme pour en constituer le corps principal ; mais l'aile gauche (2e et 4e divisions et des evzones, général **Moskopoulos**) occupait par trois colonnes les défilés de la plaine, escaladait le mont Tsouka en tournant Bizani qui les canonnait en vain (nuit du 4 au 5), enlevait le fort Saint-Nicolas et ses canons, puis les autres forts du nord-est. Le 5 mars au soir les evzones entraient dans les faubourgs de Janina, qu'Essad pacha rendait le lendemain.

En quelques jours, les Grecs s'installaient dans le reste de l'Épire (Premeti, Delvino, Argyrocastro) que les Albanais avaient, au préalable, pillée et massacrée jusqu'à la mer.

2) ***En Thrace***. — Aussitôt l'armistice dénoncé, la canonnade reprit devant Andrinople et à Tchataldja (3-5 février), mais avec des résultats fort différents. A Tchataldja, sous la pluie et la neige, une armée turque de 160.000 hommes, ensevelie depuis deux mois dans la boue, avait réoccupé les positions évacuées par les Bulgares. Augmentée chaque jour d'un millier de soldats que lui amenaient, déjà débrouillés, des convois réguliers, approvisionnée par l'intendance (Djemal bey et Ismaïl Hakki pacha) de viande fraîche et de pain, elle creusa des tranchées défendues par des fils de fer, abrita son artillerie (300 canons allemands amenés par voie roumaine), rétablit les voies ferrées et les ponts ; le tout sous le commandement du général **Abouk pacha** et d'**Izzet pacha**, généralissime.

Un X^e corps de 50.000 hommes (**Kourchid pacha** et Enver bey) se formait à Ismit en vue d'un débarquement à Rodosto. De fait, il essaya de prendre terre à *Charkeui* (8 février), hors des *lignes de Boulaïr* (qui barrent la presqu'île de Gallipoli). Repoussé, il perdait 5.000 hommes. Un autre corps de 45.000 hommes sous **Fakri pacha** (Fethy bey, chef d'état-major) tenait la région de Gallipoli.

Contre ces 255.000 soldats, les Bulgares en alignaient autant en trois masses : 170.000 devant Tchataldja ; un corps d'appui (30.000 hommes) sur le Karasou inférieur et le Bouyouk Tchekmedjé ; une armée de réserve (60.000 hommes) vers Demotika. Mais le bourbier du Karasou empêchait toute offensive de part et d'autre, arrêtait (8 février) une démonstration turque. La seule manœuvre possible consisterait à déloger Fakri de Gallipoli avec l'aide de la flotte hellène, qui aurait ensuite la voie libre vers Constantinople : opération de longue exécution et de résultat incertain. Or, les Bulgares avaient besoin d'aller vite. Ils concentrèrent à Tchorlou des forces suffisantes pour barrer la route à Fakri s'il marchait sur Andrinople (13 février), et pressèrent le siège de la ville puisque les tempêtes de neige paralysaient tout en Thrace.



MOSQUÉE SÉLIM, Andrinople

Andrinople devenait ainsi l'objectif principal, politique et militaire. Mais ni le blocus qui, en février, provoquait déjà la famine, et (les généraux bulgares faisant sauter les aqueducs) parmi les paysans des villages voisins la dysenterie et le typhus, ni le bombardement ne suffiraient pour abattre Choukri pacha. Il y faudrait une attaque de force. Or le secteur nord-ouest (division serbe du Timok et 55e régiment bulgare contre la division des rédifs d'Andrinople et la réserve générale : 10e division nizam) s'annonçait trop solide, les secteurs ouest et sud (division serbe du Danube et 8e division Kirkoff contre la 11e division nizam et la division des

rédifs de Gumuldjina) trop étroits pour manœuvrer. Restait le secteur est (*11e* division bulgare **Vasoff** contre la division de rédifs d'Eski-Baba) où le saillant d'*Aïvas-Tabia* pourrait être enlevé de deux côtés à la faveur d'une attaque générale dans tous les secteurs. Là furent concentrées en un mois 44 pièces de siège approvisionnées à 30.000 coups, 44 autres au sud-est, pour préparer l'attaque de 25.000 fantassins. Dans la nuit du 24 au 25 mars, Vasoff, après huit heures de canonnade, lançait son infanterie sur *Maslak*, qu'elle n'enlevait que le 25 au soir, mais d'où elle bombardait, avec les canons pris aux Turcs, Aïvas-Tabia, ainsi que la plaine arrière pour empêcher l'arrivée de secours. Au matin du 26, Ivanoff prescrit d'occuper Hadjholou ; sous une grêle de balles, les *10e* et *23e* régiments (colonel **Khardjieff**) brisent les fils de fer, donnent l'assaut qui leur tue 2.000 hommes. Soutenus par des batteries de campagne, ils progressent par-dessus les tranchées d'où ils délogent les assiégés, se rendent maîtres des deux forts. Toute la ligne des fortins de l'est s'écroule sans autre résistance ; les Turcs s'enfuient ou se rendent. Malgré une dernière batterie de trois pièces qui canonne la route de Kirk-Kilissé, les *10e* et *23e* pénètrent dans la ville.

De leur côté, les Serbes, qui assaillaient Papastepe, avaient forcé le secteur nord-ouest. Maître de Kazaltepe après une vive fusillade, leur *20e* d'infanterie parvenait au fort d'*Hadirlik* où Choukri pacha, ayant fait sauter le pont sur l'Arda pour empêcher le ravitaillement du vainqueur, venait de hisser le drapeau blanc. Ivanoff capturait 50.000 combattants (dont 14 généraux et 2.000 officiers), 16 drapeaux, 600 canons, 100.000 fusils, une multitude de munitions. Dans le wagon qui l'emmenait à Sofia, Choukri, jusque-là impassible, pleurait Edirné perdue.

En même temps, devant les ***lignes de Thrace***, les Bulgares, au prix de combats acharnés, réoccupaient les postes qu'ils avaient évacués avant l'armistice de décembre (25 mars). L'armée de Fakri restait enfermée derrière Boulaïr, la flotte ottomane encore une fois refoulée dans les Dardanelles (8 avril). Le 16 avril, un armistice turco-bulgare consacra cette situation militaire.

3) ***En Albanie***. — A Scutari, Hassan Riza avait refusé de respecter la suspension d'armes et, deux fois en janvier, tenté de percer sur Oblika. Le 10 février, les Monténégrins enlevaient les premières défenses du Tarabosch ; puis les intempéries arrêtaient toute opération jusqu'au 16 mars. Mais à la reprise du bombardement la question changeait d'aspect : de militaire elle devenait politique et de contre-coup européen.

La crise adriatique (décembre 1912-mai 1913). — En face du conflit turco-balkanique, la neutralité des puissances ne fut bientôt qu'une fiction. Au début, les Turcs avaient tiré d'Allemagne (voie roumaine) des approvisionnements qui fondirent sur les champs de bataille de Thrace ; sous l'uniforme ottoman, des officiers du Kaiser s'employèrent à retarder le désastre.

Kirk-Kilissé et Koumanovo firent évanouir les hypocrisies diplomatiques. Décidément, les Balkaniques n'étaient plus ces « enfants turbulents » que l'Europe morigène. Pourtant l'Autriche ne se résignait pas. Elle qui, dans la crise nouvelle, n'avait vu que l'occasion de toucher, comme en 1878, un courtage ottoman qui lui vaudrait l'Albanie du nord (malgré le traité d'inertie albanaise passé avec l'Italie en 1897), la Macédoine, de Salonique à Prichtina, le Sandjak et une large portion de la Serbie (le reste allant aux Roumains et aux Bulgares), elle voyait la France proposer aux puissances le principe du désintéressement territorial (4 novembre). Elle le déclina, comme « sentant le cuir de Russie », et posa aussitôt la ***question*** de la nation ***albanaise***, qu'il serait criminel de livrer aux Slaves; avant tout, « les Balkans aux peuples balkaniques ». Donc, tandis que Pachitch, à Belgrade, réclamait pour la Serbie victorieuse Durazzo, Alessio et Saint-Jean de Medua comme nécessaires à son indépendance même et à son développement économique, Berchtold lui refusait tout port sur l'Adriatique, parce qu'il serait autant russe que serbe (8 novembre), et le parti militaire dirigeait contre la Serbie et la Russie une mobilisation, bientôt ruineuse, de 900.000 soldats. A la réunion des Ambassadeurs, les romans policiers échafaudés au Ballplatz (1) devaient exposer les raisons sans réplique qu'avait la double monarchie, outragée par les Serbes, d'en finir. En attendant, les canonnières du Danube insultaient Belgrade; bientôt, l'armée impériale et royale poignarderait la Serbie dans le dos. Si nouveau (donc déconcertant) que leur semblât le procédé, les ambassadeurs observaient que la mobilisation visait surtout à mater les sujets slaves de l'Autriche-Hongrie. Si Vienne exécutait son coup de force en Albanie, c'était la liberté d'agir rendue à l'Italie et la dislocation de la Triplice ; si elle attaquait la Serbie, c'était la révolte de tous ses Slaves et la dislocation de la Monarchie.

Tout dépendait de l'état de reconstitution de la force russe. Le 16 décembre, la Serbie offrait encore, en échange du port adria-

(1) En mai 1913, l'empereur François-Joseph devait y récompenser les chefs du *Bureau de la presse* pour ces services exceptionnels.

tique, de reconnaître l'autonomie albanaise, d'acheter à Vienne son matériel de voies ferrées, d'y émettre ses emprunts, de réserver aux Impériaux la préférence dans les travaux publics; pour en imposer, Vienne exigeait l'incorporation de la Serbie aux douanes impériales et la limitation de ses armements. Les ambassadeurs se hâtèrent de déclarer l'Albanie autonome sous la suzeraineté du sultan et le contrôle des puissances, mais avec un port libre et neutre que relierait à la Serbie un chemin de fer international, par où passeraient en franchise de douane toutes marchandises serbes, y compris le matériel de guerre. La Russie l'acceptait, soit timidité militaire, soit fidélité obstinée aux accords passés.

L'Autriche alors récidiva. Pressée d'exprimer du traité de Berlin tous ses effets nocifs avant qu'il ne devînt caduc, elle excitait la Roumanie à réclamer, au besoin par les armes, des compensations pour les victoires que la Roumanie n'avait pas voulu remporter en commun avec les Balkaniques : Silistrie et une extension de la frontière en Dobroudja. Mais le sentiment roumain ne s'échauffait guère et les dirigeants réservaient leur armée pour d'autres « libérations », que Buda-Pest connaissait bien. Le 19 février, Roumains et Bulgares acceptaient la médiation russe et la sentence à venir des ambassadeurs à Pétersbourg.

Force était à Vienne de recommencer auprès des puissances le chantage aux armements. Quand la réunion de Londres recommençait à discuter de l'Albanie (6 février), Scutari tenait toujours. Hassan Riza assassiné, l'Albanais **Essad pacha** se déclarait irréductible. La « Réunion », qui se transformait peu à peu en Chambre d'arbitrage, attribua Scutari la musulmane à la future Albanie. Si l'Autriche, qui achetait la démobilisation russe par le rappel de quelques réservistes en Bosnie (12 mars), devait abdiquer devant Pétersbourg ses visées de conquête et renoncer à se prévaloir de son caractère balkanique, à revendiquer même dans la péninsule une situation privilégiée, elle maintenait du moins l'occasion profitable de conflit et comme le dernier foyer d'infection au flanc de l'Homme malade. De Pola, son escadre gagna le sud (20 mars). A Cettigné, l'Autrichien exigea des réparations pour des dommages subis par ses protégés et son consulat de Scutari. A Londres, il menaçait de même et avec succès : la Russie lâchait les Monténégrins, consentait Scutari à l'Albanie contre Diakova aux Serbes. Mais Vienne, en appétit, voulait encore davantage : la levée du siège de la ville devant laquelle le roi Nicolas, Voukotitch et le général serbe Bojovitch s'étaient successivement épuisés.

Cette fois, l'Autriche dépassait la mesure et fatiguait l'Europe,

L'opinion, en Russie et en Italie, s'inquiétait de cette promesse d'immixtion permanente dans les affaires du Balkan. Devant les ports monténégrins, une flotte internationale, aux ordres de l'amiral anglais **Cecil Burney**, alla rejoindre les navires de François-Joseph (2 avril) pour neutraliser leur action. Ses 11 cuirassés capturèrent le yacht du roi Nicolas (cadeau d'Abdul-Hamid). Le roi, malgré le départ des troupes serbes, bombardait plus violemment Scutari (22 avril). Un dernier assaut au Tarabosch eut raison d'Essad pacha, qui capitula le 24 avril et se retira vers Tirana avec armes et bagages.

Scutari échappait à l'Autriche. Elle en réclamait maintenant la livraison immédiate à l'Albanie, qui n'existait pas ; faute de quoi, elle exécuterait elle-même la « sentence » de l'Europe et reprendrait sa liberté d'action. Mais le bluff échouait. L'Empire, à bout de souffle, ruiné par cinq mois de parades militaires et de faillites commerciales, aurait volontiers établi son prestige sur l'écrasement du Montenegro ; l'Angleterre s'y opposait (28-30 avril). Affolé, il proposait à l'Italie un partage à deux de cette Albanie dont il avait tout l'hiver proclamé sur le mode attendri le droit à l'indépendance nationale (3 mai) : l'Autriche à Durazzo, l'Italie à Vallona. C'était l'Autriche embouteillée dans l'Adriatique par son alliée (qui consentait) : mais aussi une ligne de ports tripliciens de Trieste à Tobrouk (Tripolitaine) en travers de la Méditerrannée et de la route des Indes. L'Angleterre, faisant mouvoir quelques navires, arrêta la comédie. Le roi Nicolas l'y aida, qui remit Scutari aux puissances contre promesse de compensations (14 mai). L'Albanie n'aurait à subir d'autre contrôle que celui de l'Europe.

Solution balkanique de la question d'Orient. — Pour la première fois depuis 1815, une solution intervient, à un autre titre que précaire, dans la crise orientale, « nouvelle guerre de cent ans » entre l'Empire turc et les chrétiens balkaniques. En 1829, après une lutte surtout hellénique, la solution avait été d'inspiration russe. En 1856, après deux grandes guerres, l'Orient avait connu une paix française, glorieuse pour les Turcs, rassurante pour les chrétiens, avantageuse à tous. Mais aussi des nations s'étaient éveillées à la vie politique, à la suite d'un long travail d'érudition, de philologie et de propagande populaire par la poésie et la chanson. Dans l'évolution qui entraînait les Balkaniques, la solution allemande de 1878 qui plaçait Bosniaques et Herzégoviniens sous le joug autrichien, marquait une régression. Roumains et Slaves, Serbes et Bulgares n'en parvenaient pas moins à une forme moderne d'État.

Seul l'Empire ottoman ne changeait pas; qu'il fût aux mains des Vieux ou des Jeunes-Turcs, il ne se révélait toujours que comme une machine à opprimer, à réintégrer le massacre dans la sérénité de l'Islam. Et l'Europe, absorbée par ses querelles, incapable déjà de débrouiller l'imbroglio crétois, s'attestait impuissante à trouver la formule libératrice. Au grand effroi des chancelleries, les peuples Balkaniques, dévalant les routes qui mènent aux mers du sud, imposèrent par leurs armes victorieuses la *solution balkanique*. Aujourd'hui, de ce qui fut la Turquie d'Europe, il ne subsiste plus que le décor incomparable de Stamboul. Dans la débâcle qu'ont provoquée la vénalité des fonctionnaires, la corruption des dirigeants, la perversion de l'esprit public, seules demeurent l'endurance du soldat, toujours si insouciant de mourir, et la stoïque capacité de résistance du peuple. Elles auront à défendre la Turquie d'Asie.

A CONSULTER

De Landemont : *L'Europe et la politique orientale* (1878-1912). — Gaulis : *Les Questions d'Orient.* — Guérin-Songeon : *Histoire de la Bulgarie* (dans le sens bulgare). — Lieutenant-colonel Boucabeille : *La Guerre turco-balkanique* (1912). — A. de Penennrun (Lieutenant Antoinat) : *La Guerre des Balkans en 1912* (Campagne de Thrace). — Von Hochwaechter : *Au feu avec les Turcs.* — Wagner : *Vers la victoire avec les armées bulgares* (très suspect). — Stéphane Lauzanne : *Au chevet de la Turquie.* — René Puaux : *De Sofia à Tchataldja.* — Gabriel-Louis Jaray : *L'Albanie inconnue.*

CHAPITRE XVII

L'EXPANSION RUSSE EN ASIE AU XIXe SIÈCLE

I. Les Russes au Caucase. — II. Conquête du Turkestan. — III. L'expansion sibérienne.

Bien avant l'époque où Bismarck conviait le gouvernement du tzar à sortir d'Europe, à quitter « les voies fausses d'un passé tout récent pour aller en Asie récolter de riches moissons », la Russie avait senti s'éveiller sa « vocation asiatique ». Au XIXe siècle, c'est en effet au delà de l'Oural, de la Caspienne et du Caucase que la conquête russe réalisa ses plus notables profits. Jalousée par les puissances qui, en 1832, en 1856, en 1878, l'arrêtaient à distance de Constantinople et des Détroits, elle porta son action victorieuse jusqu'au massif arménien, au pied des défilés de l'Asie centrale, et, par delà les lacs de Sibérie et la vallée de l'Amour, jusqu'aux rivages d'Extrême-Orient. Elle put ainsi annexer à son empire d'Europe 17 millions de kilomètres carrés de territoires (environ trente fois la France).

Les antécédents de la conquête. — Ce fut le terme de longs efforts, contemporains de la fondation même de la Russie. Presque sans interruption la plaine russe se continue vers l'est et le sud-est; l'Oural, simple accident de terrain, livre des passages aisés à une altitude de 300 mètres. Au delà, les Russes retrouvaient les mêmes conditions de vie dans les *forêts* et dans les *steppes* ouvertes, que parcouraient des fleuves semblables à ceux d'Europe, aux affluents séparés par de courts portages. Au midi seulement,

le Caucase dressait une puissante barrière qu'il leur fallut tourner par la dépression Caspienne.

Dès 1579, les Strogonov, attirés dans les terres du khan de *Sibir* par l'extraction du sel et les produits des mines, appelaient des bords du Dniepr, pour leur défense, le cosaque Yermak. En 1618, l'avancée russe atteignait l'Iénissei, en 1627 la Léna, en 1639 la mer d'Okhotsk; cinquante ans plus tard, le premier traité fut conclu avec la Chine pour la possession de la rive gauche de l'Amour.

Au temps où Pierre le Grand fondait Pétersbourg, une armée expédiée en Asie centrale battait le khan de Khiva (1717); mais, au retour, elle périssait dans les sables. — Plus tard, dans la vue de rapprocher de la Russie, par l'extension même de ses frontières, les grands marchés asiatiques, Catherine II poussa à travers les steppes du Don et du Kouban ses sotnias de cosaques. Tandis que les régiments de l'Oural s'entretenaient dans l'idée d'une mission religieuse d'avant-garde, leurs trente-sept colonies recevaient, aux limites indécises du Turkestan, des terres pour l'élevage : les colons devaient s'équiper, répondre à tout appel de la tzarine, leur souveraine directe (avant que le grand-duc héritier ne devînt leur ataman général). En 1785, en face de la passe de Darial, s'éleva *Vladikaukaz.*

Les fatalités géographiques qui déterminaient cet effort vers l'est le limitaient à peu près dans le cadre de montagnes et de plateaux qui, au centre de l'Asie, ferment vers le midi les steppes de climat continental, depuis le plateau arménien jusqu'aux Jablonovoï et au grand Khingan, en passant par les Paropamises, le Pamir et l'Altaï. Toutefois, cette frontière « scientifique » présentait des brèches : la porte de Dzoungarie, chemin des invasions mongoles, en face de l'Altaï ; la haute vallée de l'Ili qui livrait la route de Kouldja; les cols du Ferghana qui descendaient en ligne droite sur Kachgar et le Turkestan chinois. Au sud, la steppe, prolongée le long de l'Amou-Daria comme entre l'Aral et la Caspienne, domaine des pillards turkmènes et tekkés, aboutissait à des couloirs fluviaux qui conduisaient eux-mêmes aux glacis persans et afghans.

La tentation était grande pour les Russes de résoudre avec la Turquie la question de la mer Noire comme ils résolvaient la question de la Caspienne avec la Perse, en la tournant. Sans doute, ils y retrouveraient les Anglais, installés de l'autre côté des passes. Mais, justement, il semblait avantageux de provoquer dans ces solitudes le règlement des rivalités levantines. Par une menace directe sur les routes de l'Inde, soit par l'Arménie et l'Euphrate,

soit par Hérat et l'Afghanistan, au besoin par le Pamir et les passes de l'Indus, il deviendrait possible de se faire ouvrir celles de la Méditerranée orientale. Sans compter que des débouchés maritimes, dégagés des glaces d'hiver, se rencontreraient au bout de cette longue conquête dans le « Golfe » et sur le Pacifique.

Dans cette œuvre compliquée, aux entreprises menées à la fois dans deux ou trois directions, plusieurs périodes se distinguent : à partir de 1800, la *conquête du Caucase* et la mise en valeur de la mer Noire orientale ; — après 1850, la *conquête de l'Asie centrale* et le renforcement de la frontière sibérienne du sud ; — après 1880, le *développement économique* de toute l'Asie russe et la recherche d'un débouché sur le Pacifique ; — à partir de 1900, la *crise de l'expansion russe* en Extrême-Orient et la liquidation du système.

I. — *Les Russes au Caucase.*

Au Caucase, les Russes trouvaient d'abord une *frontière* à fortifier et des peuples belliqueux à soumettre : *Tcherkesses* et *Abkazes* (ceux-ci empiétant sur le versant méridional) à l'occident, *Abazes* à l'orient, tous musulmans, prétextes à croisade orthodoxe. Dès le début du siècle, la diplomatie et la guerre s'y employèrent avec persévérance ; la Russie mit à profit les haines entre les multiples races qui faisaient durer derrière les musulmans un royaume chrétien de Géorgie et une Arménie nestorienne. Elle s'y établit en protectrice des chrétiens ; ils l'aidèrent à tourner les fortes positions des musulmans montagnards.

Le blocus du Caucase (1800-1830). — *Stavropol* assiégeait en pays tcherkesse le versant nord du Caucase comme Vladikaukaz en pays abaze. Malgré une invasion de Persans, Paul Ier, par un manifeste solennel, accepta la *Géorgie* que lui léguait le dernier roi **Georges XIII** (1801) ; Alexandre Ier y joignit la *Mingrélie* et l'*Imérétie*, qui reliaient la plaine de Tiflis à la mer Noire (1804). En dépit des guerres qu'il fallut soutenir contre le shah de Perse, **Feth-Ali**, et contre Khizil-Bey, prince des Abazes (excités l'un et l'autre par Napoléon), une série d'annexions rendit plus forte la place déjà occupée sur le versant méridional. Au *traité de Gulystan* (1813), le tzar acquit le Daghestan, le Chirwan, et, sur la Caspienne, les ports de Derbent et de Bakou. En 1828, Paskiéwitch occupa la province d'Erivan jusqu'à l'Araxe, que la Perse dut céder au *traité de*

Tourkmantchaï, avec le monopole pour les vaisseaux russes du commerce sur la Caspienne. Le traité d'Andrinople (1829) arracha aux Turcs la corniche sud-occidentale du Caucase, en face de la Crimée, avec les ports d'Anapa, de Gagri et de Poti. En 1830, les montagnards musulmans se trouvaient cernés. Restait à les soumettre.

La conquête (1830-1864). — Ce fut une longue tâche, rendue plus difficile par les aspérités des chaînes et le dédale des routes, plus sauvage par le fanatisme de l'ennemi. Les chefs en étaient des mollahs comme Mohammed, cadi vertueux, qui réconcilia, en vue de la guerre sainte, les « chiites » et les « sunnites », et surtout le **Ghazy-mollah** et le circassien **Schamyl-Ali**. Une première victoire russe à *Himry* (1832) détruisit Ghazy-mollah. Schamyl organisa, chez les Abazes et dans le Daghestan, un gouvernement véritable, siégeant à *Dargo*, avec un Divan, ou conseil suprême, des cercles territoriaux administrés par des lieutenants, une armée fournie par la levée en masse et dotée, à partir de 1841, d'une artillerie enlevée aux Russes. La guerre, toute de surprises et d'embuscades, immobilisait en 1840 environ 250.000 hommes dont les victoires, toujours chèrement achetées, n'amenaient aucun résultat. Le général **Grabbe** battit Schamyl à *Arguani*, l'assiégea dans *Akhoulko* (1839) ; mais, au moment de l'assaut que repoussaient les femmes armées de poignards, Schamyl s'échappa par des chemins jusque-là jugés impraticables.

A partir de 1845, le prince Michel **Voronzov**, gouverneur général, changea de tactique. Prudent et patient, il essaya, par un système de routes, de ponts jetés sur les torrents, de relier les postes permanents qui enserraient la montagne, tandis que des colonnes mobiles la parcouraient. De fait, il vainquit Schamyl au nord du Kouban. Même méthode de la part du général **Mouraviev**, du prince **Bariatinski** et du grand-duc **Michel**. Mais la guerre de Crimée faillit tout compromettre. Schamyl, sollicité par les généraux turcs de Kars, marcha sur Tiflis avec 12.000 hommes, s'empara de princesses géorgiennes, qu'il garda comme otages, puis se brouilla avec les pachas et rentra au Daghestan. L'occasion était perdue, qu'il ne retrouva pas.

Aussitôt après la paix de Paris, le prince Bariatinski resserra autour de Schamyl la ligne des avant-postes et finit par enfermer le chef circassien sur le rocher de *Gounib* (1858). Il enleva la résidence fortifiée de *Veden* (avril 1859), ferma le défilé d'Argoun, empêcha les ravitaillements que l'adversaire tirait du nord. Enfin, il

lança des volontaires à l'escalade des dernières terrasses, que gardaient 400 défenseurs obstinés de l'indépendance, et força Schamyl à se rendre avec les quarante-sept musulmans groupés en réserve suprême devant la caverne du chef.

Soumission du Caucase occidental (1863-1864). — Ainsi succomba l'indépendance circassienne. Les *Tcherkesses* de l'ouest, aux prises depuis 1829 avec l'hostilité des Russes, dont les navires bloquaient les côtes, auraient volontiers résisté : ils étaient 450.000, capables d'armer 65.000 soldats. Débarrassés de Schamyl, les généraux russes les refoulèrent pas à pas, établirent des blockhaus dans les territoires gagnés. En vain, les Tcherkesses implorèrent l'intervention anglaise (1863). Trahis par leur chef **Mohammed-Emin**, qui livra les derniers passages, ils abandonnèrent la lutte et, pour vivre « en terre bénite » parmi leurs frères d'Islam, émigrèrent vers la Turquie d'Asie Mineure, par Trébizonde et Samsoun. Il en mourut 100.000 de faim et de misère. En 1864, le grand-duc Michel proclama la pacification générale ; le gouvernement fit abattre les forêts et percer des routes, installa dans des villages fortifiés des colonies de cosaques. Peu à peu, les populations circassiennes se résignèrent à la paix russe et ne bougèrent plus.

La Transcaucasie. — La conquête de la *lieutenance générale du Caucase* ne fixa pas l'expansion russe ; elle accusa plutôt le caractère offensif de sa politique. Érivan et l'Araxe constituaient des positions menaçantes au pied de la citadelle arménienne ; à leur tour, Erzeroum et Kars jalonnaient les hautes vallées de l'Euphrate qui mènent à la Mésopotamie et au Golfe. A San Stefano, la Russie se les attribua, avec Batoum, Ardahan et Bayazid. C'était franchir la première étape sur la route continentale de l'Inde. Mais Londres s'émut ; au Congrès de Berlin, il fallut abandonner Bayazid et les prétentions sur Erzeroum (1878).

Ce *premier conflit anglo-russe*, qui amena l'Angleterre à occuper Chypre pour surveiller Alexandrette, obligea la Russie à regarder de plus près ses acquisitions récentes. Elles se révélèrent sources de richesses agricoles variées (cultures méditerranéennes dans la région de Poti) et de richesses minérales (pétrole de Bakou), auxiliaires merveilleuses de la force industrielle. Très vite, la *voie ferrée* de Batoum à Bakou par Tiflis mit la plaine en valeur ; jointe à Vladikaukaz en contournant le Daghestan par Derbent, elle devait faire entrer la Transcaucasie dans la vie économique de l'Empire.

Ainsi la guerre du Caucase, commencée en opération de confins militaires, s'est développée, à mesure des événements, en une guerre offensive pour la conquête de positions d'attaque. Le Russe flatte le chrétien laboureur, pasteur et marchand, l'emploie à développer la Transcaucasie. En cherchant une frontière, il a trouvé une fortune.

II. — *Conquête du Turkestan.*

Le même caractère se retrouve dans la conquête du Turkestan, au centre de l'Asie. Les Russes, passés du fleuve Oural et d'Orenbourg dans la dépression aralo-caspienne, y rencontraient des populations turkmènes, partagées en nombreux groupes sans organisation politique et asservies à trois grands États : le *khanat de Khiva*, sur l'Amou-Daria inférieur; l'*émirat de Boukhara*, sur l'Amou-Daria moyen et le Zerafchane ; le *khanat de Khokan*, haute vallée du Syr-Daria. Cette situation détermina les phases de la conquête russe, qui progressa le long des voies fluviales et de la ligne d'oasis étalées au pied du Khorassan.

Premières expéditions (**1812-1856**). — Les déprédations des Kirghiz au détriment des convois russes et des Tadjiks, protégés du tzar, provoquèrent le premier essai de conquête. Le centre en était *Khiva*, où le tzar devait racheter périodiquement les marchands réduits à l'esclavage. En 1812, Alexandre Ier fit soumettre les Kirghiz de la Petite Horde ; sept ans après, l'expédition du capitaine Mouraviev, venu à Khiva pour négocier la fin de ce banditisme, fut arrêtée par le khan Mohammed-Rahim et son chef manqua d'être exécuté. Spéranski décida enfin le tzar à construire, en vue d'une action énergique, une ligne de forts qui protégerait du moins les colons et les pêcheurs de la Caspienne. Ainsi furent fondés Novo-Alexandrovsk et Alexandrovsk. En 1839, une expédition préparée avec grand soin, forte de 10.000 hommes, partit d'Orenbourg avec le général **Perovski**. Elle succomba aux froids d'un hiver exceptionnel. Un tiers des hommes avaient péri avant d'arriver à Khiva ; les chameaux moururent de faim. Perovski battit en retraite avec les débris de sa troupe et le gouvernement abandonna ses projets sur Khiva.

Du moins prépara-t-il (comme contre les Tcherkesses) une sorte de blocus du Turkestan. Les chemins de fer furent poussés jusqu'à

Orenbourg ; puis des postes de ravitaillement s'échelonnèrent entre l'Oural et la mer d'Aral, de manière à consolider la frontière contre les attaques dirigées de Khokan et de Boukhara. En 1848, ce furent *Karabatalsk*, *Orsk*, *Ouralsk*, *Orenbourg*, *Irghiz*, *Tourgaï ;* en 1849, *Aralsk;* en 1852, les forts du Syr, organisés par Perovski, *Kazalinsk*, *Karmaktschi*, *Perovsk;* après la défaite du khan de Khokan (1853), *Djoulek*, *Kopal* et *Vierniy*. En 1856, le blocus du Turkestan était achevé ; seules la guerre de Crimée et la résistance de Schamyl au Caucase retardèrent la grande conquête.

La grande conquête (1860-1884). — Elle s'opéra le long de deux routes : celle de l'est, par Tachkent et Samarcande ; celle du sud, par Krasnovodsk et les oasis turcomanes. De 1860 à 1864, le colonel **Zimmermann** repoussait les Khokandiens et les Boukhares à *Ouzoun-Agatch ;* le colonel **Verevkine** enlevait *Hazret* (Turkestan); le colonel **Tchernaiev**, Aoulié-Ata et *Tchimkent*. Pour ménager la jalousie de l'Angleterre, Gortchakov promit que ses colonnes ne dépasseraient pas les villes du Syr-Daria. Il comptait sans l'entraînement de la conquête chez les « Asiatiques », race particulière de généraux qui, à la suite des cosaques, menèrent les soldats du tzar jusqu'aux glacis de l'Inde. De Tchimkent, où, déjà légendaire, il avait, au lendemain de la prise de la ville, osé prendre son bain seul, sans escorte, au milieu de la population exaspérée, Tchernaiev marcha sur Tachkent, le vrai centre du Turkestan, qu'assiégeait l'émir de Boukhara, Mozaffer. Repoussé avec ses forces insuffisantes, il revint à la charge trois mois après, enleva *Tchinaz* sur le Syr et, au mépris des ordres du ministre de la Guerre, *Tachkent* même que défendaient 30.000 hommes. Quand lui fut remise la dépêche, ses 2.000 soldats étaient harassés ; mais, dit-il, « j'ai mis la dépêche dans ma poche et j'ai pris Tachkent » (juin 1865). Elle devint la capitale du Turkestan russe.

La ***conquête de Boukhara*** suivit. **Mozaffer** avait envahi le Khokan pour y installer un souverain de son choix et retenu dans sa propre capitale une ambassade russe. Tchernaiev marcha sur Samarcande, mais subit un échec à *Djizak*. **Romanovski** le remplaça (1866), écrasa à *Irdjar* avec 3.600 hommes les 45.000 Boukhares qui marchaient sur Tachkent, et enleva *Khodjent*. Il ne restait plus qu'à occuper *Samarcande*, qui tomba aux mains du général **Kauffmann** après sa victoire de Serpoul (1868). L'émir se soumit au tzar blanc, ouvrit son État à la pénétration russe et au commerce (1868-1873).

Mais la ***conquête*** russe se heurta à l'***État de Khiva***. Confiant dans les déserts qui le protégeaient de toutes parts, le khan arrê-

tait les Russes et pillait leurs caravanes. Pour en venir à bout, deux ports créés sur la Caspienne servirent de bases d'opérations : *Krasnovodsk* (1869) et *Tchikislar* (1870). De là, le général **Markosov** dirigea en 1872 une première attaque, qui échoua ; l'année suivante, Kauffmann lança cinq colonnes convergentes qui, parties d'Alexandrovsk, de Krasnovodsk, de Tachkent, de Kazalinsk et d'Orenbourg, traînèrent, malgré la soif et la chaleur, leur artillerie jusque sous les murs de la ville qu'elles bombardèrent. Skobelev et Kauffmann y entrèrent en même temps. Le khan, réduit à la vassalité, « obéissant serviteur de l'Empereur de toutes les Russies, » céda la moitié de son État, promit d'abolir l'esclavage et de protéger le commerce russe. Annexion déguisée, que consolida l'établissement des forts de *Noukous* et de *Petro-Alexandrovsk* sur la rive droite de l'Amou-Daria (1873).

Le ***khanat de Khokan*** tomba ensuite sous les prises russes. Le khan s'était soumis à la vassalité depuis 1871. En 1875, les troupes russes durent le protéger contre une insurrection menée par **Abdur-Rhaman**, qui avait pris Khodjent. Kauffmann battit les Khokandiens, lança à leur poursuite la division de **Skobelev**, qui enleva *Khokan* et *Marghilan*. Le khan céda la rive droite du Syr. L'année suivante, nouvelle insurrection d'Abdur-Rhaman. En plein hiver, Skobelev occupa *Andidjan*, après avoir infligé trois défaites aux bandes insurgées. Le 3 mars 1876, un oukase incorpora au Turkestan toute la haute vallée du Syr, qui reprit son nom ancien de *Ferghana*.

Restait à conquérir les ***oasis du sud***, pour mettre fin aux incursions et aux razzias des Turkmènes-Tekkés en territoire russe. La base d'opérations nécessaire était la mer Caspienne, sur la rive orientale de laquelle les Russes s'étaient fixés en 1869. Le général **Stolietov** y fonda la station militaire de Krasnovodsk, mais abandonna Tchikislar, à l'embouchure de l'Atrek, comme insalubre (1871). Les Tekkés n'y laissaient guère en repos les colons et les sotnias de cosaques. Musulmans fanatiques, retranchés dans leurs *aouls* (villages fortifiés) sous l'autorité de khans élus, ils ne vivaient que de brigandages fructueux opérés dans les bourgades sans défense, pour en ramener des prisonniers, surtout des femmes, qu'ils enlevaient après massacre des hommes valides. Contre ces écumeurs du désert, le général **Lomakine** avait dirigé en 1876 une vaine opération de police, n'avait pas réussi à se maintenir dans l'oasis de Kizil-Arvat. En 1879, le général **Lazarev**, disposant de troupes du Caucase, partit de Tchikislar et gagna le Kopet-Dagh. En un mois, il atteignait *Géok-Tépé* (8 septembre), battait les tribus

Akkals sous les murs de terre argileuse de l'aoul, qu'il faisait inutilement canonner. L'artillerie qui les couronnait, mise en batterie par le major anglais Buttler, força les Russes à la retraite. Lazarev était mort, emporté avec nombre de ses soldats par la dysenterie; le 2 octobre, Lomakine, au prix de souffrances terribles, ramenait ses troupes vers la Caspienne. Mais l'année suivante, une forte reconnaissance poussée en territoire turkmène prépara l'expédition décisive de Skobelev. Des approvisionnements considérables furent amenés sur le front grâce aux premiers tronçons du *chemin de fer*, poussés à Kizil-Arvat. Le 10 juin, Skobelev, avec son avant-garde, occupa *Bami*, puis marcha sur Géok-Tépé que défendait **Tokma Sadar** avec 7.000 hommes. Skobelev l'investit (décembre) avec 800 hommes. Le 12 janvier 1881, ses 58 canons ayant fait sauter une partie des murs, il commanda l'assaut. Le résultat fut la soumission complète des Akkals-Tekkés.



SKOBELEV (1843-1882)

L'occupation de l'*oasis de Merv* réunit les deux conquêtes turcomanes. En 1882, les Serikhs du Tedjen avaient déjà posé les armes ; le général **Komarov**, successeur de Skobelev, envoya un officier géorgien du Daghestan, le major **Alikhanov** (Ali-khan), qui s'introduisit dans Merv avec une caravane arménienne et, malgré la défiance des khans, obtint d'y rester à force de mensonges. Il explora l'oasis en tous sens, en leva le plan, vanta la puissance du tzar (1882). Komarov le renvoya en 1884 porter un ultimatum qui exigeait la reddition immédiate ; les khans, déjà acquis à la Russie, se soumirent, mais non pas **Khadjar-khan**, chef d'un parti décidé à la guerre. Komarov assiégea donc l'oasis, enleva la forteresse, chassa Khadjar-khan en territoire afghan. Alikhanov, gouverneur de Merv, construisit une nouvelle citadelle qu'occupa une garnison russe.

Résultats de la conquête. — La conquête du Turkestan a produit deux sortes d'effets ; ils se rapportent à la fois à la transformation du pays et à l'équilibre politique de l'Asie.

Le Turkestan fut transformé par une colonisation militaire et agricole. Des villages cosaques, sortes de bourgs d'environ 4.000 habitants, établis sur une rivière ou au bord de la route postale, grandirent rapidement, attirèrent marchands et colons, et se déplacèrent vers l'est en marquant les étapes de la conquête. Parfois se fondèrent de toutes pièces, grâce à l'irrigation, des bourgades d'immigrants européens ou des villages types créés au milieu des cotonniers et des mûriers. Enfin, la conquête russe assura protection au commerce dans les grandes oasis de Boukhara et du Ferghana. Là, de grandes villes anciennes, capitales d'empires historiques et sièges d'Universités, centralisaient entre les mains des trafiquants sartes les produits des cultures tropicales. Cette colonisation très souple préparait une véritable assimilation. Le gouverneur général du Turkestan, chef d'une administration militaire aux mailles assez larges, soucieux d'assurer une bonne police, utilisait pour cet objet les deux khans semi-indépendants de Khiva et de Boukhara, réduits peu à peu au rôle de préfets russes. Avec les Russes et les cosaques collaboraient des vaincus turkmènes (Maktoum-Ali-khan), des représentants des anciennes races (le colonel Tchingiskhan, descendant de Gengis-khan et chef du service télégraphique) et de nouveaux conquis, Géorgiens et Arméniens.

D'autre part, la conquête avait amené les Russes jusqu'aux passes qui mènent à la Chine et à l'Afghanistan ; à l'encontre des promesses de Gortchakov, ils avaient affirmé leurs visées sur Kouldja et sur Kachgar. Leurs officiers, Venukov, **Prjevalski**, **Mouchketov**, **Siévertsov**, Kaulbars, **Fedchenko**, le colonel Yonov, commençaient l'exploration du Pamir. Mais là ils rencontraient la concurrence de l'Angleterre. Dès 1832, la *Gazette de Moscou* déclarait : « Bientôt, c'est à Calcutta seulement que nous aurons à traiter avec cette nation perfide. » A chaque pas en avant des Russes correspondait un progrès des Anglais. En 1838, ils s'implantaient à *Hérat*, en 1832 à *Kaboul*; en 1849, ils annexaient le Pendjab.

Un premier *traité russo-anglais* (Paris, 1857) proclama l'indépendance de l'Afghanistan et de Hérat. En 1863, Hérat était attribué à l'émir Dost-Mohammed. Une double barrière : la Perse et l'Afghanistan, se dressait entre les deux adversaires. L'occupation de Merv, position russe offensive vers la Perse et vers Hérat, rouvrit la rivalité. Les Anglais avaient proclamé si haut la nécessité de posséder les routes avancées de l'Inde, que les imaginations européennes prévirent le choc fatal entre les deux puissances d'Asie (la « baleine anglaise » et « l'éléphant russe »). Gladstone et Alexandre III déjouèrent diplomatiquement ces calculs qui n'étaient pas tous

désintéressés. La *délimitation russo-afghane* de 1887 laissa Sérakhs, Zulfikar et Pendjdeh à la Russie, le Badakhan, le Koundouz, avec Balkh et Maïmené à l'Afghanistan, traça la frontière le long de l'Amou-Daria jusqu'au Pamir. Demi-échec russe, compensé pour les « coloniaux » de Pétersbourg par ce fait que leurs avant-postes n'étaient plus qu'à 200 kilomètres de Hérat.

Mais la question du Pamir demeurait entière. Sur ce « toit du monde », les Russes se rencontraient non seulement avec les Anglais, mais avec les Afghans et les Chinois. En 1892, une expédition dut reculer devant les Afghans, Afridis et Waziris. En 1895, en même temps qu'ils traitaient avec la Chine, les Russes passaient avec l'Angleterre la *convention de Simla*. La frontière, qui laisse au Turkestan le Chougnan, suivra le Pandj, le lac Zorkoul, pour atteindre les sources de l'Amou-Daria ; la limite de l'Inde s'arrête à la passe de Baroghil et à l'Hindoukoush. Les terres afghanes s'insinuent entre les deux sous forme d'un étroit tampon. Ce tracé même apparaissait aux Russes comme précaire, destiné plutôt à marquer un temps d'arrêt dans l'expansion vers l'Indus, expansion qui trouverait son meilleur auxiliaire dans la politique des chemins de fer.

Les chemins de fer transcaspiens. — La première voie ferrée, établie rapidement dans les sables pour des fins stratégiques, sous la direction du général-major **Annenkov**, devait servir de point d'appui pour la conquête et la colonisation. Ainsi s'imposa la main-d'œuvre militaire. Le train de posé qui portait les troupes du génie et le matériel, expédié tout monté de Russie, se faisait ravitailler en eau et en vivres par un autre train quotidien venu de la Caspienne. La voie ferrée, qui partit d'abord de Mikhaïlovsk (1881), puis d'*Ouzoun-Ada*, s'avança à raison de quatre verstes par jour au pied du grand Balkhan et du Kopet-Dagh par Kizil-Arvat, Géok-Tépé, Askhabad, Douchak et Merv, traversa hardiment le désert de Kara-Koum pour passer l'Amou-Daria à *Tchardjoui* et atteindre par le Zerafchane Boukhara et Samarcande (mai 1888). Au début de la conquête, il fallait quatre mois de marche pour aller d'Orenbourg à Samarcande ; désormais, de Tiflis, il suffit de quatre jours.

Bientôt, le **Transcaspien**, redressé vers le nord, amena ses rails à *Khodjent*, d'où un embranchement gagna les villes du Ferghana, Kokhan, Andidjan et Novi-Marghilan, — puis à *Tachkent* (1897). Un autre embranchement, dirigé vers le sud, réunit Merv avec *Kouchk*, à 120 kilomètres de Hérat, que ne défend point un col ouvert à

2.000 mètres d'altitude dans les Paropamises (1899). C'était alors un axiome parmi les politiciens et officiers russes qu'ils iraient bientôt « chercher sur l'Indus la clef de Constantinople ». Pour cet office, le Transcaspien apparut insuffisant, comme auraient dû paraître chimériques les paniques d'opinion anglaise et les enthousiasmes irréfléchis des slavophiles. Car le chemin de fer était lent, condamné à un immense circuit, utilisable seulement après traversée de la Caspienne. Admirable pour briser la résistance des tribus turkmènes et pour convoyer le coton du Ferghana (les trois quarts du coton tissé en Russie d'Europe), il devenait instrument médiocre pour transporter des troupes ; il fallut vingt et un jours en 1902 pour expédier 5.000 hommes avec armes et bagages, de Moscou à Merv, en vue de renforcer la frontière afghane. Le Transcaspien a fait son œuvre et son temps.

Le parti industriel fit donc décider la construction d'une *nouvelle ligne directe*, sans transbordements ni détours, de Moscou par Samara et Orenbourg jusqu'à Tachkent. La ligne, aujourd'hui en service, gagne le nord-est de la mer d'Aral par le pays des Kirghiz, véritables Russes, dépourvus de sentiment national distinct et de fanatisme religieux. Le long du Syr, le pays est russifié. A Tachkent enfin, à proximité de la frontière afghane et de la Sibérie du sud, cette troisième antenne multiplie l'effort russe vers le centre asiatique, Kachgar et Kaboul.

Si, depuis 1905, la guerre de Mandchourie a privé ces voies ferrées de leur caractère offensif, elles gardent toute leur valeur comme instrument d'assimilation des plaines turcomanes.

III. — *L'expansion sibérienne*.

En Sibérie, les Russes n'ont pas seulement reculé les limites de leur puissance, ils ont appelé un monde nouveau à la vie économique. L'effort de peuplement que représente une émigration moyenne de 200.000 individus par an, canalisée par des agents officiels et dirigée sur les points utiles, ne suffit pas à faire comprendre, sur une terre où la population n'atteint encore qu'un habitant pour deux kilomètres carrés, la grandeur de l'œuvre accomplie. Le pays, agricole et pastoral, transformé en pays industriel ; les mines d'or, d'argent et de plomb de l'Altaï (Barnaoul) et du Baïkal, les mines d'or, de fer et de cuivre de l'Amour répondant aux mines d'or, de fer, de cuivre et de platine de l'Oural ; les gisements de

houille exploités au pied des monts du sud ainsi que les puits de pétrole de Sakhaline ; enfin la steppe sortie de son isolement, devenue, par la substitution au *trakt* d'une voie ferrée de 8.000 kilomètres, une section des grandes routes circummondiales, voilà ce qui caractérise, surtout dans les trente dernières années, la prise de possession par les Russes du sol sibérien.

La conquête (1805-1860). — Soixante années se passèrent pourtant à fixer la frontière, arrêtée par le traité de Nertchinsk à l'Argoun (Sibérie orientale, 1689). Le comte **Golovkine** avait essayé d'arracher au gouvernement de Pékin la liberté de navigation sur l'Amour et le droit d'établir à l'embouchure un dépôt d'approvisionnements pour l'Amérique russe et le Kamtchatka (1805). En 1843, Gavrilov explora l'embouchure du fleuve, qu'il trouva encombrée par une barre. Quatre ans après, le général **Mouraviev**, gouverneur de la Sibérie orientale, aidé de Boshniak et de Tchihatchev, reconnut le réseau fluvial, les côtes de la mer d'Okhotsk, l'île Sakhaline et ses mines de charbon. Ainsi se constitua la *province maritime*, avec Nikolaïevsk comme chef-lieu (1856) ; il restait à la délimiter au sud avec des commissaires chinois. Mouraviev, après deux années de négociations, signa le *traité d'Aïgoun* (16 mai 1858) ; il cédait à la Russie toute la rive gauche de l'Amour jusqu'à la mer, neutralisait le territoire compris entre l'Oussouri et la côte, ouvrait l'Amour, le Soungari et l'Oussouri à la navigation. Aussitôt, au confluent de l'Oussouri et de l'Amour, Mouraviev « l'Amourien » (Amourski) créa *Khabarovka*. La même année, le *traité de Tientsin*, négocié par Poutiatine, admettait les navires russes dans les ports chinois déjà ouverts au commerce anglais et garantissait la sécurité des Russes dans l'Empire du Milieu. Enfin, le général **Ignatiev** obtint à Pékin (1860) un traité qui reconnut à la Russie la rive droite de l'Oussouri et 660 milles de littoral ; alors fut fondée *Vladivostok* (« dominatrice de l'Orient »). De plus, une route nouvelle s'offrait au commerce russe, celle des caravanes du thé, entre Kiakta et Pékin, à travers la Mongolie : par *Ourga* (où s'établit un consulat russe) et *Khalgan*, qu'un service postal devait relier à Irkoutsk. Suivant la formule des protocoles « célestes », la frontière était fixée « pour l'éternité ».

Les règlements russo-chinois (1860-1898). — « L'éternité » dura une dizaine d'années. Installés sur les pistes mongoles, les Russes se contentaient d'attirer vers le trakt sibérien les marchandises de la Chine du nord. Mais sur les limites mal fixées de la

Sibérie et du Turkestan, dans le domaine de l'Ili, affluent du lac Balkach, les officiers et fonctionnaires russes trouvèrent l'occasion d'un progrès nouveau. L'*insurrection musulmane de Dzoungarie* (1866), accompagnée d'affreux massacres, supprima l'autorité des mandarins chinois à *Kouldja*. C'était un nœud stratégique et commercial de la Chine du nord-ouest. A l'appel des insurgés, les Russes occupèrent la ville (1871), mais firent savoir à Pékin qu'ils consentiraient à la restituer. On négociait en vain pendant que des sotnias de cosaques stationnaient en Dzoungarie et que les agents russes entretenaient avec **Yakoub-khan**, ancien lieutenant du khan de Khokan, maître de Kachgar et du Tarim supérieur depuis 1865, les plus amicales relations. Mais Yakoub-khan mourut en 1877, et les Chinois se trouvèrent assez forts pour remettre la main sur Kachgar.

L'année suivante, les Russes avaient triomphé des Turcs. La Chine envoya le mandarin **Tchong-Ho** signer à Livadia un traité qui stipulait, contre remise de Kouldja, le paiement par la Chine d'une indemnité et pour la Russie une rectification de frontières avec la création de nouvelles routes commerciales. Le Tsong-li-yamen désavoua Tchong-Ho. Il fallut recommencer des négociations de trois années, pendant lesquelles Brandt, ministre d'Allemagne à Pékin, s'employa de son mieux à aigrir les rapports russo-chinois. Aux Russes, il prêchait l'intransigeance, la nécessité d'une guerre qui amènerait en quelques jours leurs armées à Pékin. A ses collègues qui s'étonnaient, il insinuait : « Hé, mon Dieu ! nous pêcherons bien quelque chose en eau trouble ! » De fait, les trafiquants allemands venaient de livrer à la Chine 25.000 fusils Mauser sur une commande de 100.000. Brandt désirait davantage : très lié avec le ministre de Russie, il le poussait à déclancher des aventures qui absorberaient les forces vitales russes, écarteraient de la Vistule les hommes et les généraux dont le voisinage pouvait embarrasser l'Allemagne quand elle aurait besoin de sa liberté. Mais Alexandre II ne se souciait pas d'engager aussi loin ses finances compromises et ses troupes épuisées par la guerre d'Orient. Le *traité de Pétersbourg*, signé par Tseng (23 février 1881), rendit Kouldja à la Chine, en laissant à la Russie la partie occidentale de la province, qui fut annexée au Sémiretchié (pays des sept fleuves).

Ainsi s'ouvrait une porte dans la frontière chinoise. A l'autre extrémité, les Russes s'en firent ouvrir une autre par laquelle passa leur commerce et s'infiltrèrent leurs colons. Des arrangements de 1862 et de 1869 exemptèrent des droits de douanes les marchandises russes en Mongolie, réglèrent les privilèges du trafic russe à

Khalgan (au delà de la grande muraille), assurèrent la circulation des caravanes jusqu'à Tien-tsin. Les transactions, doublées en dix ans, transformèrent les conditions de la vie en Sibérie orientale ; pour mieux combattre l'immigration chinoise, le gouvernement russe pratiqua l'immigration européenne. Il transporta sur les navires de la « flotte volontaire » 250 familles par an à partir de 1881. En 1882, s'installaient 3.800 colons à qui furent assignées des terres, de manière à constituer une population rurale ; ils furent 15.000 les années suivantes, et jusqu'à 40.000 lorsque commencèrent les travaux du Transsibérien.

Le Transsibérien. — La première conception d'un chemin de fer destiné à relier les conquêtes de Sibérie orientale aux terres russes d'Europe appartient à Mouraviev Amourski (1851), le même qui édifia à l'entrée de la Transbaïkalie la porte triomphale avec l'inscription : Chemin du grand Océan (1858). Il ne s'agissait alors que d'une voie à tracer entre les sections navigables des fleuves. L'établissement à Vladivostok d'un port de commerce, qui fut aussi un arsenal, inspira l'idée de joindre d'abord ce port à l'Amour et à la Sibérie du Baïkal ; c'est à Vladivostok qu'après nombre d'études et de rapports provoqués par Alexandre III, le tzarévitch Nicolas posa le premier rail (19 mai 1891). Pour mener rapidement les travaux d'une ligne qui, depuis Tcheliabinsk, devait couvrir 7.543 kilomètres, la main-d'œuvre militaire fut requise ; elle posa, sur une plateforme parfois sommaire, jusqu'à trois kilomètres de rails par jour (par exception six kilomètres). Attaquée à la fois sur l'Irtych, l'Obi, le Baïkal et l'Oussouri par 150.000 ouvriers, la ligne atteignit Omsk en août 1894, l'Obi en octobre 1896, Irkoutsk en 1898. A l'est, le *chemin de fer de l'Oussouri*, de Vladivostok à Khabarovka, fut exploité en 1896. Les économistes prévoyaient que les trajets de Londres à Changhaï (trente-six jours par mer) se réduiraient à seize jours par Ostende, Berlin, Moscou, Tcheliabinsk, Strietensk et Vladivostok. Les Russes relevaient, outre l'importance stratégique, comparable à celle du chemin de fer de Merv, l'avantage économique d'une voie tracée à la limite de la forêt et des steppes à terre noire, le long des régions déjà industrialisées. Mais la politique des chemins de fer de Witte allait utiliser la dernière section du Transsibérien pour des desseins plus aventureux.

De même que la marche du général Komarov vers Merv avait succédé à l'entente russo-allemande de Skiernewice (1884), les fêtes inaugurales du canal de Kiel, auxquelles la flotte russe entraîna une

escadre française, furent suivies d'une triple action diplomatique (Russie, France, Allemagne) contre le Japon (1895). L'année suivante, la Russie, qui prenait sous sa garantie un emprunt chinois de 400 millions, obtenait de dévier le Transsibérien par la *voie mandchourienne* la plus courte, de Tchita en Transbaïkalie à Tsitsikar, Kharbine et Vladivostok. Une *compagnie de l'Est chinois*, d'accord avec la Banque russo-chinoise, prit à bail l'exploitation de la ligne que des troupes russo-sibériennes se chargèrent de défendre. Quand l'installation allemande à Kiao-tchéou eut déterminé comme réplique l'installation russe à Port-Arthur (mars 1898), la compagnie poussa ses rails de *Kharbine* au *Liao-toung*, obtint de les raccorder par Niou-tchouang avec les voies ferrées du Petchili. L'insurrection des Boxeurs n'arrêta pas longtemps les travaux en vue desquels les Russes se contentèrent de renforcer la garde des voies, tout en promettant d'évacuer par échelons la Mandchourie restituée à la Chine (1901).

L'expansion russe en Perse. — C'étaient des cavaliers persans que les généraux russes avaient combattus dans les oasis, d'Askhabad à Merv. A partir de 1889, la Russie pénétra en Perse par un autre moyen. Sans se servir des « sunnites » de Boukhara et de Khiva contre les « chiites » persans, non plus que des Turcomans et des Arméniens déjà russifiés, sans profiter de l'absence de liens entre la dynastie turque des Khadjars (originaire du Mazandéran) et les Persans qu'elle ruine, à tel point que dans l'Iran le dernier siècle marque une décadence profonde de la civilisation et de l'art, sans chercher à exploiter la rébellion religieuse et nationale du « bâbisme », la Russie s'ouvrit le pays par des routes, acheta le gouvernement par des banques, gagna les trafiquants indigènes en leur promettant un chemin de fer vers le golfe Persique.

Auparavant, le baron de Reuter avait acquis (1872) la concession des voies ferrées pour soixante-dix ans, des télégraphes, canaux, mines, douanes. Il offrit en vain de la vendre à l'Angleterre. En 1889, ayant fondé une Banque impériale qui émettait des billets, il prétendait y joindre une régie des tabacs que le shah dut lui racheter à la suite d'une émeute. Les Russes alors entrèrent en ligne. Ils commencèrent par construire une route qui menait de la gare transcaspienne d'Askhabad vers la métropole religieuse de *Méched* : ils y établirent un bazar, avec des cosaques pour garder la poste et les missions scientifiques, commerciales, médicales (1890). Une autre route mena de Tiflis et d'Erivan à *Tauris*, capitale de l'Azerbaïdjan ; une autre encore, de Recht sur la Caspienne, monta vers *Téhéran*,

parcourue par des inspecteurs russes et des cosaques qui escortaient le pétrole et le sucre russes et le riz persan. Téhéran devint un entrepôt russe qui évinça la concurrence anglaise. Le plan de Witte y amena des missions nouvelles et des financiers. La *Banque des prêts* (russe) prêta dès son avènement à **Mouzaffer-ed-Din** (qui, gouverneur de l'Azerbaïdjan, succédait à **Nasr-ed-Din**, assassiné le 1er novembre 1896) 55 millions à 5 pour 100, à condition que la Banque impériale serait remboursée. La Banque russe fournit aux fantaisies du shah, qui commença et termina ses voyages en Europe par une visite au tzar. Comme gage des 80 millions prêtés en plus jusqu'à 1902, la banque, devenue *Banque d'escompte de Perse*, se fit donner les douanes et revenus des provinces du nord et prit soin de les gérer par l'intermédiaire d'une commission de réformes composée de Belges. Mais les douanes s'épuisaient par la diminution même du commerce anglais. En vue d'un quatrième emprunt, la Russie accepta des concessions de mines et de chemins de fer et lança l'idée d'un *Transiranien*, de Tauris à Bender-Abbas, avec embranchement sur Recht et le Transcaspien. En 1900, le shah s'interdit par traité secret de concéder pendant dix ans aucune autre voie ferrée. A Bender-Abbas, les wagons russes devaient se rencontrer avec la flotte volontaire d'Odessa. Même tactique qu'à Port-Arthur.

Les journaux anglais menacèrent la Russie de résistances populaires. Les cosaques surent y veiller; non pas des cosaques russes, mais des montagnards persans organisés en sotnias, aux ordres d'un général russe dépendant du ministre de la Guerre de Pétersbourg, et administrées par un bureau spécial au ministère des Affaires étrangères. Garde royale et corps de police chargés de répandre « la crainte du shah et le respect du tzar », ils auraient à protéger bientôt l'avancée vers le « Golfe » des locomotives russes.

La crise de 1905 et la nouvelle politique asiatique. — La crise militaire d'Extrême-Orient ruina en partie ces projets. Il est notoire que la correspondance personnelle échangée entre Guillaume II et Nicolas II donna des garanties pour la sécurité des frontières polonaises, pendant que la Russie s'aventurait en Corée (1). La défaite venue, l'allié français ménagea à Pétersbourg un règlement de comptes honorable avec l'Angleterre, alliée

(1) Voir t. I, chap. xxviii, II, p. 564.

du Japon. Mais il lui ferme sur le golfe l'accès désiré pour ses chemins de fer persans. Il l'oblige à se désintéresser de la question afghane. En 1910, après des menaces prodiguées par les fonctionnaires russes à l'adresse de la Chine dans la région de Kachgar, l'*accord de Potsdam* associa à quelque degré l'Allemagne à l'exploitation de la Perse du nord. Par la volonté des anciens rivaux de la Russie et de son « ami » de Berlin, la frontière asiatique apparaît fixée.

La période ainsi close des entreprises de magnificence, l'effort du gouvernement s'applique désormais à mettre en valeur l'empire continental le plus étendu du monde. La faveur revient à Vladivostok, bien que bloqué quatre mois par les glaces, et au tracé primitif du Transsibérien, depuis qu'il s'avère qu'en cas de guerre nouvelle, le chemin de fer de l'Est chinois pourrait être coupé dès les premiers jours. Sous l'inspiration de Stolypine, qui forma un *Comité spécial des Affaires d'Extrême-Orient*, le projet s'est précisé d'y renouveler les procédés de colonisation, notamment dans la province maritime, de manière à garantir à l'expansion russe la libre disposition du sol national.

La difficulté, c'est la faible population de la province maritime (1 habitant par 5 kilomètres carrés) que l'on ne veut pas ouvrir davantage à l'émigration chinoise, alors que 22.000 ouvriers jaunes travaillent déjà aux fortifications de Vladivostok. Quant au Transsibérien, dont la *ligne circumbaïkale* ne fut achevée que pendant la guerre de Mandchourie, il est décidé que le rail sera posé de Striétensk à Pokrovskoïé, point où l'Amour se prête à tous les transports pendant la saison d'été (1908). De là, il se raccordera à Khabarovka avec la ligne de l'Oussouri, et peut-être gagnera Nicolaïevsk pour rappeler à la vie ce port délaissé. De plus, pour satisfaire aux exigences économiques du domaine sibérien (oukase du 31 octobre 1904), la voie avait été doublée sur toute la partie montagneuse du trajet, 2.000 kilomètres d'Omsk à Irkoutsk (1908-1910) ; ce doublement est commencé dans la section circumbaïkalienne, d'Irkoutsk à Myssovskaïa, au prix de travaux gigantesques. Le reste suivra. Alors seulement les audacieux pourront-ils reprendre le projet d'une autre voie ferrée de pénétration qui soit située à l'écart des jalousies japonaises, le long de la Selenga et de la vieille route du commerce moscovite par Kiakhta, Ourga, Khalgan et Pékin.

Projet à longue échéance. En attendant, le Transsibérien, dont on avait au début accusé le caractère stratégique et international, tout en demeurant la voie essentielle pour les voyageurs d'Extrême-

Orient, reprend son rôle de voie d'échanges intérieurs. *Relié avec le Transcaspien* par la ligne projetée d'Omsk à Tachkent, il unira, dans une dépendance étroite de besoins et de ressources, les 10.000 kilomètres de plaines russes espacées de la frontière persane au Pacifique.

A CONSULTER

DRIAULT : *La Question d'Orient; La Question d'Extrême-Orient;* et : *Problèmes politiques*, — MACHAT : *Le Développement économique de la Russie.* — ROUIRE : *La Rivalité anglo-russe au XIXe siècle.* — DE VOGUÉ : *Spectacles contemporains* (le Transcaspien). — LEGRAS : *En Sibérie.* — *Le grand Transsibérien* (publication du Ministère des Voies de communications).— PIERRE LEROY-BEAULIEU : *La Rénovation de l'Asie* (la Sibérie). — BÉRARD : *Les Révolutions de la Perse.* — AUBIN : *La Perse d'aujourd'hui.* — *Questions actuelles de politique étrangère en Asie* (l'Asie ottomane; et : les compétitions dans l'Asie centrale et les réactions indigènes).

CHAPITRE XVIII

L'EXTRÊME-ORIENT

I. La Chine et l'Europe (1800-1890). — II. Le Japon jusqu'au vingtième siècle. — III. Le Nationalisme chinois. — IV. L'Impérialisme japonais. — V. Problèmes contemporains d'Extrême-Orient.

L'Extrême-Orient asiatique n'entre qu'au XIXe siècle dans le courant de l'histoire générale. La Chine s'entrouvrit après la guerre de l'opium (1840-1842). Pour le Japon, ce fut après l'expédition américaine du commodore Perry (1853). Par contre, au début du XXe siècle, à la suite des crises chinoises et des victoires japonaises, la question d'Extrême-Orient revêt un intérêt universel.

I. — *La Chine et l'Europe (1800-1890)*

L'ancienne Chine et le Gouvernement mandchou. — En 1644, la conquête mandchoue avait imposé à l'*Empire du Milieu* une dynastie étrangère, celle des *Tsing* substituée aux *Ming*. Ce gouvernement tartare obligea les Chinois à se raser la tête, à porter la natte, et conserva l'organisation politique et provinciale. Si l'Empire est soumis en théorie, comme une grande famille, au despotisme patriarcal de l'Empereur, en fait, c'est un double personnel de fonctionnaires, mandchous et chinois, qui l'administre : conseillers et secrétaires du *Grand Conseil* et des six *Bureaux* ou ministères, vice-rois des « Dix-huit provinces », gouverneurs et *taotaïs* des districts

et arrondissements. L'armée des *Huit Bannières* admettait des Mandchous, des Mongols et des Chinois, mais en corps séparés; l'ancienne armée chinoise cessa d'être organisée. Aussi bien, les 350 millions de Chinois, actifs à travailler leur sol, démocratiques de mœurs et de sentiment égalitaire, firent passer les mandarins militaires après les mandarins civils, recrutés au concours après des amplifications littéraires sur les « Quatre classiques ».

Une civilisation très ancienne et déjà usée, le respect religieux des ancêtres, le contact séculaire avec les musulmans de l'Ouest, avec les juifs et les chrétientés nestoriennes, avaient rendu le peuple tolérant. Si les Portugais, au XVIe siècle, réussirent à s'accrocher au rivage de Macao, entrepôt du commerce avec l'intérieur, les Espagnols ni les Hollandais ne parvinrent à s'implanter même à Formose; par contre, les missions des Jésuites, des Lazaristes et les *Missions Étrangères* servirent le renom et les intérêts de la France. La Compagnie anglaise des Indes, au XVIIIe siècle, commençait à faire passer l'opium par les routes du Yunnan. Malgré l'édit de l'empereur Yung-Chen, qui interdisait de le fumer (1729), elle l'imposa avec l'amiral Drury (1808), lord Amherst (1816), lord Napier (1834).

Contre les « Diables étrangers » (Yang-Koueï-tzé), dont le peuple ne connaissait que les plus cupides, la Chine officielle se maintenait fermée. Quand les empereurs **Kia-King** (1796-1820) et **Tao-Kouang** (1821-1850) traitaient avec eux, ils « sauvaient la face » en donnant à leurs accords la forme de condescendances à l'égard de « barbares », aux ambassades qui montaient à Pékin la renommée de simples témoignages de soumission. Dans cette Chine ancienne, le *traité de Nankin* pratiqua la première brèche en faisant ouvrir les ports de Canton, Amoy, Foutchéou, Ningpo et Changhaï, où résidèrent des consuls anglais. Dès lors, la Chine du sud et du centre se prêta légalement à la pénétration étrangère (15 septembre 1842).

La Chine ouverte aux étrangers et les révolutions du sud. — Les autres nations réclamèrent des avantages analogues ; et d'abord les États-Unis (traité de *Wanghia*, 3 juillet 1844). La France suivit ; son ambassadeur Lagrené conclut avec Ki-Ying à *Whampoa* un traité qui ouvrait à ses trafiquants les cinq ports de 1842, admettait des consuls français avec le droit d'établir des églises, des hôpitaux et des hospices, des écoles et des cimetières, et le protectorat sur les missions catholiques (24 octobre 1844). La Belgique (25 juillet 1845) et la Suède-Norvège (20 mars 1847) signè-

rent à Canton des traités de commerce calqués sur les précédents.

La conséquence fut une révolution dans les provinces du sud, de population toute chinoise. Le gouvernement mandchou s'avouait sans force matérielle; les *braves* (irréguliers) pillaient les campagnes du Kouang-toung; les impôts de guerre levés pour payer aux Anglais les 105 millions d'indemnité s'ajoutaient aux « mangeries » mandarinales. Contre elles s'étaient fondées des sociétés secrètes; elles tentèrent de renverser la dynastie.

Ces sociétés secrètes, si nombreuses, remontent-elles aux *Bonnets jaunes*, qui vengèrent sur l'empereur Lien-Ti (IIe siècle) la mort de 1.200 lettrés ? En tout cas, celle des *Triades* agissait au XVIIe siècle ; peut-être s'est-elle ramifiée en *Nénuphars blancs*, *Nénuphars azurés* et *Nénuphars rouges*. Le *Ciel et la Terre* remonte à la même origine; et aussi les sociétés du nord, les *Tzaï-li*, les *Grands* et les *Petits Couteaux*, les *Vieilles Lanternes* et les *Vieux Frères*, qu'absorbèrent peu à peu les Nénuphars. Elles avaient soutenu les révoltes depuis 1800, au Turkestan, à Canton, à Formose, à Pékin même, où le *Nénuphar blanc* s'empara du palais impérial sous l'empereur Kia-King (18 juillet 1813). A partir de 1849, les Triades menèrent la révolution des **Taïpings**.

Leur chef, **Hong-Sin-Tsuen**, né d'un chef de village (1813), lettré malheureux au concours, illuminé teinté de méthodisme évangélique, se rendit maître de Canton, du Kouang-si et du Kouang-toung. Ils remontèrent jusqu'au Yang-tseu-kiang (1851) et à *Nankin* qu'ils occupèrent (19 mars 1853). Hong se proclamait l'empereur Tien-Ouang, fondait la « grande dynastie de la paix ». Il concentrait à Lintchéou une forte armée des huit provinces méridionales (les plus riches) commandée par trois lieutenants, **Hong-Jenn**, **Fong-Yun-Tché** et **Mo-Ouang**, qui menèrent leurs bandes au nord du Yang-tseu et menacèrent Pékin (1855). D'autres rebelles avaient pris Changhaï (1853) ; des brigands assiégeaient Canton et menaçaient à la fois Mandchous et Européens. La Chine se trouva coupée en deux : le nord resté fidèle au Trône, le sud tombé au pouvoir des Taïpings qui remplaçaient la tunique tartare par la robe chinoise et, coupant leurs nattes, laissèrent pousser leurs cheveux (« Rebelles aux longs cheveux », Tchang-mao).

Mal informé, le gouvernement envoya contre eux des généraux qui se firent battre. **Hien-Fong** (empereur en 1850) renforça l'armée que commandait Tsen-Koué-Fan par deux corps nouveaux, aux ordres de **Tso-Tsang-Tiang** et de **Li Hong-Tchang**. Ce dernier, né d'une famille de lettrés (16 février 1823), brillant licencié à vingt ans et

lauréat à Pékin de la « Palme première » pour le doctorat (1847), avait débuté comme rédacteur impérial au ministère des Édits. Li se forma une troupe disciplinée, se procura des intelligences parmi les rebelles et les quatre rois nommés par Tien-Ouang, qui se massacrèrent dans Nankin (1856). En 1857, les Taïpings campaient en bandits sur le Yang-tseu; ils bloquèrent Nankin, bientôt à cours de munitions et de vivres.

La guerre franco-anglaise de 1860. — Ces troubles déterminèrent une nouvelle intervention étrangère. Les puissances, habituées à traiter directement avec les mandarins, rendirent **Yeh**, gouverneur de Canton, responsable des dangers courus par des commerçants anglais et américains. Les Anglais détruisirent les forts de Canton (1856-1857). Par représailles, Yeh fit incendier les magasins européens et décapiter le P. Chapdelaine. La France et l'Angleterre pouvaient intervenir : Palmerston par nécessité de prestige, Napoléon III comme défenseur des intérêts catholiques. Une expédition commune s'organisa, avec le concours de la Russie et des États-Unis. La flotte franco-anglaise bombarda *Canton* (1858), puis, forçant l'entrée du Paï-ho, détruisit les forts de *Takou*, remonta jusqu'à Tien-tsin où lord Elgin et le baron Gros contraignirent le gouvernement impérial aux *traités du 27 juin*. Des ministres français et anglais se rendraient à Pékin ; sept nouveaux ports (Kioung-tchéou dans Haïnan, Tchao-tchéou, Taï-ouan et Tamsui à Formose, Tchéfou, Nankin, Niou-tchouang) seraient ouverts au commerce international, des indemnités versées aux gouvernements et aux particuliers.

Mais la Chine ne voulait pas de ministres européens dans sa capitale. Lorsque Bourboulon et Bruce arrivèrent à Takou pour aller échanger à Pékin les ratifications de Tien-tsin, ils furent reçus à coups de canon. Une *deuxième expédition* dut réclamer les ratifications, des excuses et une indemnité. 10.000 Anglais, aux ordres de sir **Hope Grant**, et 8.000 Français (général **Cousin-Montauban**), appuyés par les escadres des amiraux **James Hope** et **Charner**, reprirent Takou, fortifié depuis deux ans à la moderne (20 août 1860) et, marchant sur Pékin, culbutèrent la médiocre armée impériale à *Tong-tchéou* et à *Palikao* (18-21 septembre). L'armée alliée entra dans Pékin (13 octobre) et, comme les Chinois avaient torturé 21 soldats prisonniers, elle pilla et brûla le *palais d'Été* de l'empereur. Hien-Fong s'était enfui en Mandchourie pour ne pas « perdre la face » au contact des étrangers. Son frère, le prince **Kong**, accepta toutes leurs conditions : ratification du traité

de Tien-tsin, indemnité de 30 millions, ouverture de Tien-tsin au commerce, cession de *Kaolung* (en face de Hong-Kong) à l'Angleterre, reconnaissance aux missions, à titre de propriété, de leurs établissements religieux et hospitaliers (24 octobre). Le gouvernement créa un conseil nouveau, le *Tsong-li-Yamen*, chargé des relations extérieures.

Répression des révolutionnaires. — En 1860, profitant du désarroi du Trône, les rebelles avaient repris Nankin et menacé Hong-Kong, tandis que Li-Hong-Tchang pacifiait les provinces de l'ouest. Quand Hien-Fong mourut (22 août 1861), une intrigue de palais donna le pouvoir, au nom de **Toung-Tchi**, aux deux impératrices, en fait à **Tseu-Hi**, « impératrice de l'Ouest ». Née le 10 novembre 1835 d'un noble mongol, capitaine dans les Huit bannières, entrée au harem en 1852, elle avait eu un fils (1856), alors que « l'impératrice de l'Est » demeurait stérile. Intelligente et décidée, elle s'était opposée à la fuite devant les alliés (octobre 1860), avait conseillé le retour à Pékin, soutenu le prince Kong qui voulait, malgré le « vieux parti », traiter régulièrement avec la France et l'Angleterre. C'est elle qui fit créer le Tsong-li-Yamen que présida Kong (janvier 1861). Elle s'entendit avec l'autre impératrice pour évincer les régents, institués par Hien-Fong, au profit de Kong, chancelier. Peut-être les régents complotaient-ils la disparition de la dynastie des Tsing avec la connivence d'Anglais favorables aux Taïpings. Gagnés par elle, Tsen-Koué-Fan, Tso-Tsong-Tiang et Li-Hong-Tchang, chefs de l'armée, exécutèrent les régents (novembre 1861) et traquèrent les Taïpings (1862). Li, général en chef, dirigea la principale armée dont l'Écossais **Gordon** organisa les régiments à l'européenne; il prit *Ningpo* (1863) et *Nankin*, qu'il enleva d'assaut (1864). Tien-Ouang, l'empereur rebelle, se tua; les chefs furent exécutés, sauf Mo-Ouang qui tint la campagne.

Li, délégué impérial, régularisa la situation des volontaires européens. Des corps francs avaient défendu Changhaï; les Français Protet et Tardif y avaient succombé (1862-1863). Li, par traité avec l'Angleterre, nomma Gordon général chinois; Prosper **Giquel** le fut à l'armée de Tso-Tsong-Tiang. Ce furent eux qui pacifièrent le Yang-tseu et qui rétablirent l'administration chinoise. Ma-Ouang, acculé dans Foutchéou, fut assassiné par ses lieutenants. Gordon leur promit la vie sauve de l'aveu de Li, généralissime; mais Li, vice-roi, les fit décapiter (1867) (1).

(1) Au premier moment de colère, Gordon voulait lui brûler la cervelle.

Le rapprochement avec l'Europe. — L'impératrice, qui avait appelé au conseil des hommes de valeur (Ouen-Siang, puis Tsen-Koué-Fan et Li-Hong-Tchang, 1865-1868), décida de s'assurer les perfectionnements militaires et industriels de l'Europe. Giquel et d'Aiguebelle, officiers français, établirent sur la rivière Min *l'arsenal de Foutchéou* (1866-1868) où se formèrent ingénieurs et marins. Tseu-Hi proclama la liberté des croyances chrétiennes (1862), fit organiser les douanes maritimes par deux Anglais, **Lay** et **Robert Hart** (1862-1867), et accrédita en Europe comme ambassadeur un aventurier américain, Anson Burlingame. Après lui, trois chargés d'affaires représentèrent l'Empire auprès de onze États. Mais elle se défiait des puissances avides de territoires.

Une nouvelle crise faillit sortir du *massacre de Tien-tsin* (21 juin 1870), qui coûta la vie à un consul français et à des sœurs chrétiennes dénoncées au fanatisme populaire. Li, vice-grand chancelier et gouverneur du Petchili (28 août), régla l'affaire avec l'amiral Dupré, accorda les réparations et indemnités exigées. Grand chancelier (à la place de Kong) et premier ministre, il ménagea en 1873, malgré le vieux parti chinois, une audience de l'Empereur aux ambassadeurs; puis il le maria. Mais l'Empereur, usé de débauches, mourut en janvier 1875. Tseu-Hi, sans avoir à massacrer beaucoup, proclama, quoique illégalement, **Kouang-Siu**, né le 2 août 1872, fils du prince Choum, son beau-frère. Elle fut seule régente à la mort de l'impératrice de l'Est (1881), grâce à Li-Hong-Tchang, confirmé comme premier ministre (1875-1889).



LI-HONG-TCHANG
D'après Léandre. Extrait du Journal « *Le Rire* ».

L'un et l'autre prétendaient maintenir l'armature mandchoue dans une Chine indépendante et dotée des forces modernes. Li forma une armée de 30.000 hommes, avec des officiers revenus d'Europe et des aventuriers (l'ex-tambour Pinel, promu général chinois), fonda à Tien-tsin une *École militaire* pourvue d'instructeurs européens, établit des arsenaux bien garnis (à Tien-tsin et à Foutchéou). Il provoquait des souscriptions nationales pour la construction des navires de guerre; ministre de la Marine (1885), il créa des écoles de pilotage et de canonnage à Nankin et à Pékin, une école de torpilleurs à Canton, des *ports militaires* à Port-Arthur, à Takou, à Ta-lien-ouan, à Oueï-haï-oueï. Après 1885 et la guerre du Tonkin, il voulut transformer les milices du sud en bataillons de combat. Il comptait sans les concussions des fonctionnaires (lui-même y avait gagné 300 millions), qui achetèrent des fusils américains démodés. En 1894, ses troupes du Petchili se battirent bien contre les Japonais. Il travaillait enfin à une refonte totale de l'armée qu'entravèrent les gaspillages. — Initiateur intellectuel, il créait une *Université des sciences* qui enrichissait la langue de 5.000 mots nouveaux, un *Collège des langues étrangères*, une *École de médecine*, une *École d'ingénieurs* à Pékin, une *École des chemins de fer* à Tien-tsin. Des ouvriers allèrent s'instruire aux usines de Seraing, en Belgique. Les mines de houille du Petchili furent reliées à la mer par une voie ferrée, le télégraphe installé, ainsi que de nombreux phares perfectionnés sur les côtes. Le gouvernement encouragea la navigation à vapeur, fit rechercher les minerais dans les provinces. Li, intéressé dans les sociétés de transports, commanditait (1890) des filatures de Changhaï, destinées à combattre les importations de cotonnades anglaises et américaines. La Chine tendait à s'entourer de barrières protectionnistes.

Politique étrangère. — Deux principes dominèrent la politique étrangère : dans les Dix-huit provinces, tenir les Européens à distance ; aux frontières, empêcher l'infiltration de l'étranger. Comme armes, la temporisation et la ruse. Déjà, pour terminer les révoltes du Yunnan, le Trône en avait nommé généraux les deux chefs. — A l'Angleterre, dont une expédition, dirigée par l'interprète **Margary**, avait été massacrée à la frontière de Birmanie (1874), il accorda, avec des excuses, une indemnité d'un million et demi, l'ouverture de quatre nouveaux ports (Pakoï, Ouen-tchéou, Vou-hon et I-tchang), deux consuls, à Tchong-king et à Talifou (*traité de Tchéfou*, 1876). — A Kouldja, où les troupes russes de Sibérie, sans déclaration de guerre, tiraillaient contre les troupes

chinoises, Li, conseillé par Gordon, obtint, moyennant des concessions en Mandchourie, la rétrocession du moyen Ili ; et il organisa une vraie province, avec des colons agricoles avantagés. — Au Tonkin (1), il refusait d'abord de secourir l'Annam contre la France (1876-1880) ; puis, cédant à l'opinion, il y écoula les débris des Taïpings (Pavillons noirs, jaunes, etc.), poussa l'Annam à la guerre. Des troupes régulières parurent dans le haut Tonkin, machinèrent, grâce à un truquage de la convention Fournier (mai 1884), le guet-apens de Bac-Lé. Suivit un état mixte, à la fois de guerre et de paix ; c'est que les pirates, une fois soutenus, retardaient d'autant l'accès de la France aux routes du Yunnan. — Au Sikkim enfin, que convoitaient les Anglais, Li tint bon pendant trois ans. Si, en définitive, les Anglais l'occupèrent, il en récupéra la partie septentrionale, avec les passes himalayennes et le haut Iraouaddy (1889-1893).

Le sort voulut que tout cet échafaudage, minutieusement dressé contre l'Europe, s'écroulât sous l'assaut d'une autre puissance extrême-orientale, le Japon.

II. — *Le Japon jusqu'au XXe siècle.*

Le Japon féodal. — C'est de la Chine, avec laquelle le Japon encore barbare commerçait depuis le Ier siècle avant notre ère, que la civilisation fut apportée aux « îles du Soleil Levant » et volontairement assimilée (VIe siècle). Vers 550, en concurrence avec le *confucianisme*, le *bouddhisme* se propagea au Japon ; ses livres y répandirent l'écriture chinoise avec les sciences et les arts bouddhiques. L'empereur **Mommou-Tenno** (697-708) publia deux codes (droit administratif et civil et droit criminel) qu'étudiaient encore les juristes en 1875. Au VIIIe siècle, les Japonais imaginèrent une écriture syllabique de quarante-sept signes assez simples : au XVIe, le pays s'ouvrit aux Européens (Portugais et Hollandais), à la propagande chrétienne de **saint François-Xavier** et au mercantilisme des successeurs de **Mendez-Pinto** (1542-1549). Enthousiaste de la civilisation de l'Europe, il y envoya des ambassades (1583). Les conversions au christianisme, nombreuses parmi les nobles du sud et de l'ouest, atteignirent peut-être deux millions. Puis le christianisme fut interdit, ses fidèles persécutés (1587) ; Iyemitsu, menacé par

(1) Voir chap. v, II.

quelques aventuriers fauteurs de guerres civiles, expulsa les Européens, sauf les Hollandais. Ils l'aidèrent à mitrailler les 40.000 derniers chrétiens de Shimabara, et conservèrent à ce prix le droit assez précaire de continuer leur commerce (1637).

Dans ce pays de nouveau fermé aux influences extérieures, s'établit la **paix féodale**. Une noblesse militaire de *daïmios*, chefs de clans, vivait dans ses châteaux à donjon hors de la loi commune. Elle dominait les *samouraïs* (officiers et soldats) autorisés à porter deux sabres, l'un pour la guerre, l'autre pour s'exécuter en cas de défaite ou de condamnation (*harakiri*). A la fin du XII[e] siècle, cette féodalité militaire s'imposait au souverain. **Yoritomo**, de la famille des Fujiwaras, obtint le titre de *shogoun* (général victorieux) et s'établit à Kamokoma, au sud de Yokohama. Dès lors, le Japon connut deux souverains : l'empereur (*mikado*), qui résidait à Kioto, et le shogoun, dont le conseil s'appelait le *Bakoufou*. En 1603, le shogounat passait à **Yéyas**, de la famille des Tokugawas, « commandant en chef de l'armée pour l'expulsion des barbares ». Il reconnut l'autorité du mikado, mais sans lui rendre hommage ; il résida à Yeddo, capitale nouvelle où se dressait son château (dans l'enceinte, les palais des daïmios). Son gouvernement supprima la politique des clans batailleurs et maintint dans une paix niveleuse les quatre castes : samouraïs, paysans, artisans, marchands.

Au XVIII[e] siècle, Kioto devient une ville surannée, résidence d'un mikado impuissant, confite en dévotions bouddhiques, refuge des aristocrates et des vieilles écoles d'art. Par contre, le shogoun de Yeddo, servi par ses espions, s'approprie les richesses des particuliers, éteint les initiatives, mais encourage la sociabilité et les divertissements : les théâtres de marionnettes, les combats de coqs, les vengeances privées avec les intrigues et escapades nocturnes, qui occupent les jeunes féodaux et leurs imitateurs populaires. Vers quarante ans, le Japonais, saturé de ces plaisirs, désireux du repos, cherche une retraite dans la campagne, se fait *inkyo* (reclus) pour laisser la place aux jeunes.

Les Révolutions et le Meiji. — Au XIX[e] siècle, des révolutions, menaçantes depuis les Tokugawas, ruinèrent le Japon féodal. Le grand commerce, qui enrichit les marchands, mêla les classes actives et, en face des nobles oisifs, dressa des déclassés intelligents, des samouraïs ambitieux, même des paysans tyrannisés par les usuriers, tous impatients de la paix imposée par les féodaux militaires. Déjà, au siècle précédent, une révolution littéraire avait préparé l'autre, écarté la langue chinoise pour écrire uniquement en japonais.

Les grands prosateurs, **Motori** et **Hirata**, exaltèrent le *shintoïsme*, religion nationale, et le mikado, seul souverain légitime, comme issu de la déesse du soleil. Ils restituèrent en dignité les anciens mythes, les concilièrent avec la physique et la cosmographie européenne, réclamèrent la suppression du shogounat, de la féodalité, du bouddhisme, la restauration de l'absolutisme et des antiques coutumes. D'autres, qui s'instruisaient à Nagasaki avec des Hollandais, mettaient leur espoir en la science. A partir de 1804, des vaisseaux russes, anglais, américains, abordèrent aux îles Kouriles, à Sakhaline et dans Hondo, mais sans résultat jusqu'en 1850. Seuls des samouraïs souhaitaient, pour réorganiser le pays sous le mikado, la guerre contre les barbares européens.

Le commodore américain **Perry** demanda en 1853 un traité d'amitié et de commerce ; il ne l'obtint, sur menaces de guerre, qu'en mars 1854 (*traité de Kanagawa*), avec l'ouverture des ports de Shimoda et Hakodaté, Yokohama et Kobé. L'amiral russe **Poutiatine** avait (1854), en bombardant Nagasaki (défendu par **Yamagata**), réclamé les mêmes avantages : il les obtint en janvier 1855. Ce fut ensuite l'Angleterre (1857), enfin la France (1859). Tous ces traités étaient signés par le shogoun (ou taïkoun), non par le mikado. Des troubles suivirent, menaçants pour les Européens. En 1861, lorsque les Russes débarquèrent dans l'île de Tsoushima les équipages du capitaine Birilev (mars), une révolution força le shogoun à se réfugier à Kioto. Les clans du sud-ouest se soulevaient contre ceux du nord en faveur du pourvoir mikadonal, si bien qu'en 1866 le nouveau shogoun, **Keiki**, abdiqua entre les mains du mikado. Les clans du nord ne l'admirent pas, forcèrent Keiki à la guerre contre ceux du sud-ouest. Keiki fut battu avec les Tokugawas dans les provinces centrales par le prince Arisugawa. Après deux ans de guerre, Keiki reconnut comme seul souverain le mikado **Moutsou-Hito**, âgé de seize ans (3 janvier 1868). Toutefois, la guerre civile se prolongea dix-huit mois contre les clans du nord qui avaient enlevé un prince impérial pour en faire un mikado. Moutsou-Hito, maître de Yeddo (qui devint *Tokio*), fit reconquérir le territoire de ces clans avec l'île de Yézo, où Enomoto se défendit dans Hakodaté jusqu'à 1870 (1).

La ***restauration mikadonale*** était l'œuvre de deux partis : celui des *progressistes*, dirigé par **Iwakoura** (ministre de 1870 à 1883), Kido (samouraï, mort en 1877), surtout **Okoubo**, samouraï de Satsuma (assassiné en 1878) ; — celui des *romantiques féodaux*, dominés par le maréchal **Saïgo**, samouraï de Satsuma, chef d'état-major en 1868.

(1) Avec l'aide du capitaine Brunet, instructeur français.

Le premier l'emporta : Iwakoura, Okoubo et Kido, ministres, supprimèrent le domaine éminent de l'Empereur et des seigneurs sur les terres, exproprièrent samouraïs et daïmios contre une indemnité du dixième de leurs revenus (17 juillet 1871), transformèrent en préfectures les anciennes principautés (en 1876, 45 préfectures nouvelles), imposèrent le service militaire personnel de vingt à quarante ans (28 novembre 1872), abolirent le bouddhisme d'État, sécularisèrent les biens du clergé bouddhique, déclarèrent légaux les mariages entre les classes, défendirent de vendre et de tatouer les enfants, rapportèrent les édits contre les chrétiens, fondèrent des écoles supérieures, interdirent aux samouraïs le port des deux sabres. Ce fut ***l'ère du Meiji*** (« gouverner clairement ») contre lequel se révolta Saïgo avec le clan de Satsuma et les prêtres bouddhistes. Ils formèrent une armée de 30.000 jeunes samouraïs : mis hors la loi, ils furent battus par le prince Iarou-Hito après sept mois de campagne et perdirent 13.000 hommes, parmi lesquels Saïgo (1877).

Le Japon moderne. — La mort d'Iwakoura (1883) amena au pouvoir une génération de ministres jeunes qui, pour la plupart, avaient étudié à l'étranger. Ils accomplirent une sorte de seconde révolution. **Ito** (samouraï de Choshiu, venu en Europe de 1871 à 1873), **Inouyé** (de Choshiu), **Mori** (de Satsuma, assassiné en 1889) rédigèrent les nouveaux Codes civils, sanctionnèrent le régime de la propriété libre, admirent, avec le système hypothécaire, un Code pénal préparé par un juriste français (1889). La *Constitution* octroyée en 1889 énonça le droit des « citoyens japonais » d'aller partout, d'exercer la profession de leur choix, de n'être arrêtés que sur mandat régulier, jugés que suivant la loi, proclama l'inviolabilité du domicile, le secret de la correspondance, la liberté de la presse, des cultes, d'association. Comme garantie, un régime représentatif : une *Chambre des Pairs*, formée des princes du sang, puis pour une moitié des représentants de la noblesse nouvelle établie en 1884, pour l'autre de membres nommés à vie par l'Empereur et de 45 élus par les 75 citoyens les plus imposés de chaque district ; — une *Chambre de 300 représentants* âgés de trente ans, élus pour quatre années par les citoyens de vingt-cinq ans taxés à 15 yen d'impôts annuels (1). L'une et l'autre votaient les impôts. L'Empereur se réservait de sanctionner les lois, de prendre des décrets complémentaires, de suspendre les garanties constitution-

(1) Le *Yen* vaut 2 fr. 58.

nelles en vertu de l'état de siège, de déclarer la guerre et de commander les armées.

En novembre 1890, le Parlement tint sa première session avec une Chambre des députés en majorité d'opposition. En fait, les clans Satsuma et Choshiu avaient conservé les ministères, les administrations, les deux tiers des grades militaires. D'autre part, la majorité voulait la responsabilité parlementaire des ministres (elle n'existait que devant l'Empereur), une réduction des dépenses, la suppression immédiate de la juridiction consulaire pour les étrangers (elle l'obtint en 1898-99). Mais le gouvernement, qui entendait ne rien aliéner de sa force, renvoya trois fois en cinq ans le Parlement. Le peuple, aussi bien, s'en occupait peu, révérait toujours dans le mikado une puissance surnaturelle et divine. C'est par sa vertu que les généraux ont triomphé dans deux grandes guerres sur le continent asiatique. Malgré l'implantation dans l'Empire d'un « pays légal », d'assemblées provinciales élues, d'écoles de droit officielles et privées, d'une Université (avec une section des sciences politiques), d'une Cour des Comptes, voire du système métrique, l' « européanisation » n'a pas atteint les profondeurs de la nation, ni altéré le caractère des dirigeants qui, dans leurs relations avec l'Europe et l'Amérique, apportent leur mentalité de Nippons. Les officiers ont su de même imposer leurs volontés belliqueuses.



MOUTSOU-HITO
(1852-1912)

Politique extérieure ; la question de Corée. — Jusqu'à 1867, le Japon ne s'intéressait à la Corée — sorte d'Italie péninsulaire soudée à la Mandchourie, ouverte au nord-ouest et au sud-est,

habitée par des soudards mongols et mandchous mélangés à des pirates nippons et malais — qu'en vertu de souvenirs historiques dont il ne pensait point à tirer des droits. L'impératrice Dzingou avait (III[e] siècle avant notre ère) conquis ce pays, et la Corée rendit à l'Empire du Soleil Levant un intermittent hommage; mais les influences continentales l'emportèrent. Vassal de la Chine depuis l'établissement de la dynastie (1392), qui payait à Pékin un tribut annuel, le *Royaume du Matin calme* formait un État féodal à la chinoise, avec mandarins et noblesse héréditaire.

Après la révolution du Meiji, les nécessités économiques tournèrent vers la Corée l'attention des Japonais. En 1868, le Mikado restauré réclama l'hommage coréen et ne l'obtint pas; il se garda d'insister à cause de la flotte chinoise (que Courbet ne détruisit qu'en 1884). Toutefois, insulté par des pirates chinois, le Japon arracha le *traité du 26 février 1876* qui reconnaissait l'indépendance de la Corée, mais ouvrait au commerce nippon les ports de Gensan, de Tchemoulpo et de Fousan ; des consuls japonais y exerceraient leur juridiction. L'arbitrage de l'ancien président américain Grant lui attribua encore les *îles Riou-Kiou* (1879).

Aussitôt la lutte commença contre le Palais de Séoul où la reine **Min**, énergique, capable de résister aux complots et aux assassinats que sollicitaient les Japonais des mandarins corrompus, appela des troupes chinoises. Li-Hong-Tchang les expédia pour affirmer la suzeraineté de la Chine (1882). Elles enlevèrent le régent japonophile. En 1884, le chef d'un complot contre le roi, découvert, trouvait refuge à Tokio ; mais la légation japonaise était incendiée. Des troupes de protection campèrent alors auprès des 500 soldats d'escorte du résident chinois (*condominium sino-japonais* de 1885). Puis le régent, rentré, intrigua pour changer la succession (1890); menacé d'assassinat, il essayait (1894) de faire sauter le roi et ses ministres. En même temps, des troupes japonaises débarquées à Fousan et à Tchemoulpo appuyèrent un plan de réformes pour un code, une justice et une police équitables, une armée régulière, un programme de travaux publics. Contre ces prétentions, Séoul requit l'appui des Russes (qui traitaient en 1888) et du consul américain. Ces compétitions, très aiguës depuis 1890, amenèrent la guerre. La reine en effet résistait, soutenue par la Chine ; le roi, sommé de se déclarer indépendant, céda devant les 5.000 Japonais qui occupaient la capitale. Mais alors les Touakoutos se révoltaient contre le roi (mai 1894). Tandis que les ambassadeurs européens s'interposaient à Pékin et à Tokio, Ouen-Tong-Fo, président du Conseil chinois, envoya, malgré l'impératrice, des troupes sur huit transports que

le général Oshima reçut l'ordre de repousser. Un de ses croiseurs coula un transport chinois (25 juillet). La guerre commença entre la Chine et le Japon avec pour enjeu la Corée.

La guerre sino-japonaise (1894-1895). — Dès le premier choc, **Oshima** chassa les Chinois de *Seikouan* (au sud de Séoul, 29 juillet). Le 15 septembre, d'Hiroshima, la 3e division japonaise arrivait à Tchemoulpo; le lendemain, le maréchal **Yamagata**, commandant en chef, avec Oshima et Nodzou, battit et tua à *Ping-yang* les généraux **Tso** et **Yeh** et 14.000 Chinois. Le 17, les Japonais se rendaient maîtres de la mer.

L'amiral **Ito** commandait une flotte neuve, orgueil du Japon moderne. En 1866, l'enseigne de vaisseau de Rotrou avait donné les plans d'une marine; après lui, l'ingénieur Thibaudier (1873) créa dans la baie d'Yokosko un arsenal et des chantiers de construction. Jusqu'à 1880, une mission française et le commodore Douglas avaient instruit le personnel. A cette date, des officiers japonais furent envoyés en Europe. Toutefois, l'ingénieur **Bertin** fit construire (1886) les arsenaux de Sasebo et de Hiroshima, cinq croiseurs très puissants en canons à tir rapide et quatorze torpilleurs (au Creusot). Avec cette flotte, Ito devait combattre quatre « marines » chinoises (du Petchili, de Changhaï, de Foutchéou, de Canton) dont seule comptait celle du Petchili, entretenue depuis quinze ans par Li-Hong-Tchang : deux cuirassés de 7.000 tonnes, deux croiseurs-cuirassés, cinq protégés, six torpilleurs, avec deux croiseurs et une canonnière empruntés à Foutchéou et à Canton. L'amiral **Ting** employait dix-neuf officiers européens (parmi eux, le major von Hanneken, son *ad latus*) et disposait de deux points d'appui : Oueïhaï-oueï et Port-Arthur (ou Lin-chouen-tcheng).

Ito surprit les Chinois à l'embouchure du *Yalou*, en plein débarquement : avec ses croiseurs rapides, il entoura la lourde escadre ennemie, la canonna à 3.000 mètres, l'incendia de deux côtés. Le centre chinois démoli, chaque navire essaya de percer pour son compte. L'un d'eux coula. Les munitions épuisées, l'amiral **Lin** (successeur de Ting blessé) rallia Port-Arthur sans être poursuivi par les Japonais dont les torpilleurs attaquaient Ping-yang. Le lendemain, Ito revint faire sauter deux croiseurs.

Alors, le plan japonais se développa. Maître de Séoul, Yamagata poussa une avant-garde renforcée sur *Ouijou* et rejeta les Chinois au delà du Yalou (8 octobre). Passant la rivière (24 octobre), **Nodzou** enleva les positions de Mandchourie du sud : *Fouseng*, *Antoung*, *Takouchan* et *Fen-hoang-cheng*. Le 15 novembre, la neige

arrêtait Yamagata malade à Liao-yang (à 60 kilomètres de Moukden), et Nodzou repoussait des retours offensifs chinois à *Kangouantsaï* (19 décembre), à *Kaïping* (10 janvier 1895), à *Niou-tchouang* (22 janvier-16 février). — Une deuxième armée japonaise, aux ordres du maréchal **Oyama**, avait débarqué dans la baie de Ta-lien-ouan (25 octobre). Maître de la place (7 novembre), Oyama attaqua *Port-Arthur* déjà bloqué par Ito. En trois jours, il l'écrasait d'obus et le prenait d'assaut (22 novembre). Nodzou emporta Niou-tchouang (5 mars), *Inkéou*, *Tien-chouang-taï* sur la route de Pékin (9 mars).

Déjà les vainqueurs de Port-Arthur avaient détruit l'autre base navale, Oueï-haï-oueï. L'armée d'Oyama y débarqua le 20 janvier. Ito détruisit dans la rade les navires de Ting échappés au Yalou (les commandants se firent sauter) puis s'empara des îles *Pescadores*, entre Formose et la côte du Fokien (26 mars).

Le traité de Simonoseki et l'Europe (**1895**). — En vain la Chine avait sollicité, avant la chute de Port-Arthur, une médiation de l'Europe et de l'Amérique. Aucun accord entre les puissances : les Russes, vieux alliés, avaient essayé de s'implanter à *Quelpaert* et les Anglais à *Port-Hamilton* (1885-1887) ; les Français, du Tonkin visant le Yunnan, n'avaient nulle raison d'arrêter les marins japonais, leurs élèves. Li-Hong-Tchang alla donc traiter à *Simonoseki* (16 avril). La Chine reconnaissait la Corée indépendante, cédait au Japon Formose et les Pescadores, le Liao-toung avec Port-Arthur, payerait en sept années 760 millions, garantis par l'occupation de Oueï-haï-oueï, ouvrirait trois nouveaux ports, concéderait des avantages douaniers. Mais, tout en négociant avec le comte Ito, Li avait employé son « bureau de la presse » à remuer l'Orient et l'Europe (même la Russie) ; il dénonçait l'ambition japonaise dans les journaux anglais et allemands, qui commençaient à s'effrayer du nouveau « péril jaune ». Le Japon allait exclure d'Extrême-Orient les Occidentaux, leur créer en Chine une redoutable concurrence industrielle. Nulle part plus que dans l'Allemagne, qui aspirait à un grand rôle sur les mers, ces appréhensions ne trouvèrent créance. Guillaume II, à l'issue des fêtes du canal de Kiel, entraîna la Russie et la France son alliée (mais non l'Angleterre) à proclamer l'intégrité de la Chine, à presser le Japon pour qu'il abandonnât Port-Arthur et le Liao-toung, à garantir l'emprunt chinois de liquidation, négocié à Paris, Pétersbourg et Amsterdam pour solder l'indemnité. Le Japon céda (il avait déjà de la peine à occuper Formose) ; il évacua le Liao-toung (décembre 1895) mais se fit allouer un complément d'indemnité de 114 millions. Et il continua d'occuper Oueï-haï-oueï et la Corée.

III. — *Le nationalisme chinois.*

Le « Break-up of China » (1895-1898). — Simonoseki, dévoilant un Empire du Milieu faible, encouragea au dépeçage ses prétendus protecteurs. Li-Hong-Tchang, qui représentait Kouang-Siu au couronnement de Nicolas II, dut accorder, sous le nom de *Chemin de fer de l'Est chinois*, le prolongement du Transsibérien en *Transmandchourien* par Kharbine (1896). Dans sa tournée aux capitales d'Europe et d'Amérique, toujours attentif à sauver la face, il concédait pourtant à la France la reconstruction de l'arsenal de Foutchéou, à des Français et à des Belges la construction d'une voie ferrée de Pékin à Hankéou, aux Anglais une rectification à la frontière birmane et l'ouverture du Si-kiang au commerce international (1895-1897). — Le Japon avançait ses affaires en Corée : dès janvier 1895, il avait imposé au roi **Li-Hsi** une charte qui supprimait les abus du Palais et de l'administration, établissait une force de police, les *Kourentaï*, aux mains d'officiers japonais, prêtait 8 millions pour mettre en train les réformes. L'hostilité secrète de la reine autorisait les résistances provinciales ; le résident japonais **Mioura-Goro** fit tuer la reine par les kourentaï (8 octobre 1895) (1). Avec elle disparaissait l'influence chinoise. Mais alors la Corée se souleva ; Li-Hsi s'enfuit à la légation russe (février 1896) où il demeura un an, affrontant ainsi le Japon avec la Russie.

Les Russes préparèrent donc en Corée l'opération (analogue à celle de 1858 qui leur avait valu 1.400 kilomètres de côtes dans la province maritime) qui échangerait Vladivostok et ses glaces d'hiver contre Fousan ou Masanpo. Par provision, ils signèrent (avril 1896) un protocole en vertu duquel Russie et Japon abandonnaient à la Corée, dans la mesure de ses ressources, l'entretien d'une force armée, et « conseilleraient au gouvernement coréen les réformes reconnues indispensables ». Partage d'attributions : à la Russie, les réformes du Palais, les finances et la garde du roi, Séoul et le Nord ; au Japon, la police des quartiers japonais de Séoul, Fousan, Gensan, les ports et le Sud. Des gendarmes, japonais de Fousan à Séoul, russes de Séoul à Vladivostok, garderaient le télégraphe. La Russie envoya des fonctionnaires, fonda la *Banque russo-coréenne*, puis brusquement abandonna : en avril 1898, elle reconnut au Japon, moyennant sa collaboration

(1) Ils la tailladèrent avec ses femmes et les brûlèrent après les avoir pétrolées.

aux réformes communes, entière liberté pour ses entreprises industrielles. C'est que l'**ouverture de la Chine** venait de se faire sur d'autres points.

En 1897, dans le Chantoung, où la mauvaise administration, le commerce illégal de l'opium, la contrebande du sel, les désastres causés par les déplacements du Fleuve jaune avaient développé l'association secrète du « Grand Couteau », deux missionnaires allemands catholiques, les P. P. Hies et Ziegler, furent assassinés. Guillaume II envoya dans la baie de Kiao-tchéou la flotte de l'amiral Diederichs (25 novembre). Puis parut le prince Henri de Prusse qui prit à bail pour 99 ans la baie entière avec l'hinterland immédiat et le port de *Tsing-tao* (5 janvier 1898) (1). — Deux mois après, dans le Liao-toung, que le traité de 1895 défendait à la Chine de céder à aucune puissance, la Russie se faisait céder à bail *Port-Arthur* et *Talien-ouan*. Dans cette dernière baie, libre de glaces, les « coloniaux » établirent le port commerçant de *Dalny* (la Lointaine), qui dut être, ainsi que Port-Arthur, relié au Transmandchourien (27 mars). — La France, invitée à profiter de cette mise en morceaux (break-up of China), fit confirmer le Pékin-Han-kéou à un syndicat franco-belge, prit à bail la baie de *Kouang-tcheou-ouan*, en face d'Haïnan, que la Chine s'interdit de céder, ainsi que les provinces limitrophes du Tonkin, obtint la concession d'une voie ferrée de Lao-kay à Yunnan-sen, et, pour un Français, la direction des postes impériales. L'Angleterre à son tour obtint que le Yang-tseu restât ouvert au commerce, sans cession à bail pour aucune nation, occupa la péninsule de Kowloung (en face de Hong-Kong) et prit à bail, sur la côte nord du Chantoung, en face de Port-Arthur, *Oueï-haï-oueï* qu'évacuaient les Japonais enfin payés (avril-juin 1898). — Le Japon prit hypothèque sur le *Fokien*, qui ne serait en aucun cas cédé à des étrangers. — En mars 1899, l'Italie elle-même réclamait la baie de San-moun dans le Tché-Kiang, mais sans succès.

La *politique de chemins de fer* continua cette curée de territoires : ligne de Han-kéou à Canton et Kowloung, concédée à un syndicat anglo-américain ; ligne de Tsing-tao à Tsinan, aux Allemands, à raccorder avec celle de Pékin à Tchin-kiang et Changhaï (provinces du grand canal) ; ligne de Tien-tsin à Chan-haï-kouan et Niou-tchouang aux Anglais, lignes du Chansi à un syndicat anglo-italien, lignes de raccordement entre le Moukden-Port-Arthur et le réseau du Petchili aux Russes, d'accord avec l'Angleterre (avril 1899). Au

(1) Sur la politique allemande en Chine, voir t. I, chap. xxviii, ii.

défaut des soldats, les ingénieurs européens et américains faisaient brèche dans le bloc chinois et, dépassant le littoral que Li-Hong-Tchang (relégué en 1896 à la vice-royauté des deux Kouangs) avait réservé à leur activité, allaient heurter de front, dans l'intérieur, la routine, le conservatisme formidable du peuple, et, chez les lettrés, la haine et le mépris de l'étranger.

La politique des « cent jours » et la réaction nationaliste (juin 1898-mai 1900). — Quelques réformateurs, frappés



Un journal chinois illustré

des dernières humiliations de la Chine, eurent l'idée de changer les anciens errements. Les plus en vue, **Tchang-Youn-Hoan**, diplomate et ministre des Finances, **Kang-Yeou-Oueï**, directeur d'un journal progressiste de Canton, secrétaire au ministère des Travaux publics. **Lin**, ancien élève de l'école anglaise de Changhaï, **Soun-Yat-Sen**, chef des « Triades », correspondaient avec les Anglais qui attiraient à leurs écoles les jeunes gens intelligents destinés au mandarinat. Soun-Yat-Sen, très anti-mandchou (la légation chinoise à Londres l'avait séquestré pour le faire disparaître ; le gouvernement anglais, pressé par l'opinion, le fit relâcher), dirigeait de Hong-Kong, contre la dynastie, l'agitation des provinces du sud. Les autres prêchaien

les idées nouvelles : simplification des rouages gouvernementaux, recrutement de fonctionnaires, honnêtes et instruits, autrement que par le commentaire des « Quatre Classiques », adoption des sciences et des arts utiles de l'Occident. Kang-Yeou-Oueï, ennemi de l'impératrice douairière et de son favori Yong-Lou (peut-être acquis à la Russie), persuada Kouang-Siu que la leçon de la guerre exigeait la réforme de l'Empire par l'émancipation de son propre pouvoir. Kouang-Siu adopta le projet. En cent jours (10 juin-20 septembre), stimulé par des conseillers anxieux d'aboutir, Tchang-Yuen-Tsi, secrétaire au ministère de la Guerre, Hoang-Tsuen-Hoeï, Liang-Ki-Tchao, il cassa par décrets des fonctionnaires réactionnaires ou prévaricateurs, réorganisa les services impériaux de l'agriculture et du commerce, créa des écoles de minéralogie et de médecine (9 septembre), réforma l'Université de Pékin sur le modèle occidental, avec une bibliothèque publique et un « bureau de traduction des livres », supprima dans les examens l'amplification oratoire du *Ouen-tchang* (23 juin). Le Pékin-Han-keou fut activé (26 juin) ; à Pékin, qui serait assaini, un Bureau central des mines et des chemins de fer fonctionna sous le contrôle du Tsong-li-Yamen (3 août). Un édit transforma la revue de Changhaï, *Che-ou-Pao*, en journal officiel ; d'autres accordaient protection aux chrétiens (juillet) et facilitaient les relations avec les étrangers.

Une telle œuvre qui, hâtive, bousculait des pratiques millénaires en vue de supprimer les abus, se traduisait par la disgrâce ou la retraite de 150.000 bonzes, mandarins et employés provinciaux. Deux édits atteignirent l'impératrice. Le premier ordonnait à **Youan-Chi-Kaï**, grand juge du Petchili, de faire exécuter Yong-Lou ; le second exilait Tseu-Hi, ex-régente, dans l'un de ses palais d'été. Mais Youan-Chi-Kaï avertit le général tartare, qui se mit à l'abri, et Tseu-Hi décida le coup d'État. Comme l'Empereur appelait à lui l'armée de Tien-tsin, Tseu-hi séquestra le souverain dans le parc impérial et, de force, se fit signer un décret qui lui confiait pour la troisième fois la régence (20 septembre). Les jours suivants, les édits réformistes furent rapportés, le journal officiel supprimé, le *Ouen-tchang* rétabli, les conseillers de l'Empereur mis en jugement (26 septembre). La plupart furent décapités ; Kang-Yeou-Oueï, poursuivi par les torpilleurs de Yong-Lou, put fuir à Changhaï, puis à Hong-Kong et à Singapour, surveillé par des espions. La vengeance des vainqueurs s'étendit aux eunuques impériaux. Aux yeux de Tseu-Hi et de Yong-Lou, Kang-Yeou-Oueï avait commis ce crime : « créer une faction dont le mot d'ordre était : protéger et défendre la Chine, non : protéger et défendre la dynastie impé-

riale ». Pour avoir adopté un tel programme, Kouang-Siu méritait la déchéance, qu'une assemblée de dignitaires (à laquelle Li-Hong-Tchang se garda d'assister) prononça. Il dut se désigner un héritier, Pou-Tchoun, fils du prince Touan (réacteur enragé), le présenter comme successeur de Toung-Tchi, donc se laisser traiter comme un usurpateur. Des décrets dits « impériaux » émanèrent du clan de la régente : ouverture de l'Université de Pékin (31 décembre 1898), réforme des douanes, audience accordée aux femmes des ministres européens, mais aussi massacres de réformistes, suppression des journaux anti-mandchous, projet de remplacer le Tsong-li-Yamen par le « Bureau des relations avec les états tributaires », distributions d'argent aux mandarins et aux soldats du Tchéli et du Kansou.

Le danger, c'était le soulèvement du sud, que, de Hong-Kong, excitait Kang-Yeou-Oueï. L'attitude de l'armée inquiétait : en novembre 1898, il fallut envoyer un prince du « clan » inspecter celle du Kansou, que commandait pourtant un xénophobe, Tong-Fou-Sian. L'année suivante, du Yang-tseu à Canton, éclatèrent des émeutes de famine ou de fanatisme; celle du Ngan-Hoeï, qui s'était donné un roi et un dictateur, Lin-Kata, immobilisa le vice-roi des deux Kiangs. En octobre, le Grand Couteau tentait une insurrection à Singan-fou ; en décembre, c'était dans le Chantoung et l'est du Tchéli, pour protester contre l'installation allemande, sous l'appellation locale du « Poing de l'harmonie publique ». Parce que les antiques souverains toungouses de Chine patronnaient des concours de boxe, ses adeptes s'appelèrent *Boxeurs* et adoptèrent la devise : « Protéger la dynastie, exterminer les étrangers. » Pour commencer, ils pillèrent des familles chrétiennes protestantes.

La révolution des Boxeurs (1900-1901). — Comme les ministres étrangers réclamaient des gardes, Youan-Chi-Kaï laissa passer 121 soldats russes, anglais et allemands, avec deux pièces de canon. L'impératrice et Yong-Lou s'allièrent avec les Boxeurs. Les princes King et Touan, Kang-Yi, acharnés contre les étrangers (sauf peut-être les Russes), se proposèrent de les écraser pour reprendre les territoires loués à bail. **King** mettrait en ligne « la Force de la plaine de Pékin » (50.000 hommes). **Touan** les « Tigres glorifiés » (10.000 hommes), **Kang-Yi** les « Bannières des gardes impériales » (12.000 hommes). Ces 72.000 Mandchous formeraient « l'Armée des Vengeurs » à laquelle se joindraient les Boxeurs, impossibles à dénombrer. **Ouang**, censeur au Tchéli, qui amènerait les Boxeurs de sa province contre les « diables »

(koueï-tzé), devint gouverneur de Pékin. Le Grand Conseil escompta la neutralité de la Russie; « contre la Russie, disait Kang-Yi, nous n'avons rien». La France, détestée, n'en était pas moins l'alliée de la Russie, avec laquelle il convenait de « rester dans la plus intime amitié ». Avec l'Angleterre, le Japon, les États-Unis, le Trône avait « des comptes à régler ». L'Angleterre surtout, lourdement occupée au Transvaal, n'inspirait que dédain. Les Chinois des classes élevées avertirent leurs amis occidentaux. Les légations n'en faisaient guère état, sauf quand (20 mai) des placards annoncèrent à Pékin le massacre des « diables d'occident » pour « le premier jour de la cinquième lune ». Elles appelèrent de nouvelles gardes ; seuls 400 marins de Tien-tsin arrivèrent en temps utile.

En juin, les Boxeurs occupaient le Tchéli, détruisaient les chemins de fer, tuaient ou expulsaient les étrangers de Pao-ting-fou (à 100 kilomètres de Tien-tsin) et, tenant les routes, fusillaient presque à coup sûr ceux qui, sur des jonques, descendaient le Païho. Ils incendièrent et pillèrent jusqu'à la Grande Muraille ; à Pékin, ils saccagèrent les Missions catholiques et protestantes, russes, américaines, anglaises, françaises, et cernèrent le *quartier des légations*. En hâte, les marins français élevèrent des barricades ; les Boxeurs, avec 6.000 réguliers, mirent le feu aux bâtiments européens inondés de pétrole, prêchèrent la guerre sainte dans les pagodes. Le 19 juin, toute communication cessa avec le dehors ; le lendemain, le ministre d'Allemagne, baron **de Ketteler**, demandait audience au Tsong-li-Yamen ; en route, il fut assassiné.

Au premier appel des légations, les consuls et les chefs des détachements de Tien-tsin décidèrent de marcher sur Pékin avec 2.000 hommes ; l'amiral anglais **Seymour** les commanda. Au lieu de courir aux rebelles, comme le préconisait le consul français, du Chaylard, ils voulurent au préalable rétablir la voie ferrée (10 juin). A 60 kilomètres, la fusillade commença ; puis, au milieu des villages désertés, ce furent les alertes de jour et de nuit, les postes surpris et massacrés, les sentinelles enlevées et mutilées, la marche impossible hors des campements devenus des cimetières, la pénurie de vivres et de munitions, les communications avec Tien-tsin coupées, la colonne désemparée, enfin investie. Le 18 juin, les Chinois, privés des forts de Takou que viennent de détruire les escadres, déclarent l'état de guerre et attaquent à *Tien-tsin* les concessions étrangères. Seymour doit donc combattre 6.000 réguliers du général **Nieh**, armés de fusils et de canons à tir rapide, et instruits à l'européenne. La colonne abandonne le chemin de fer, embarque ses blessés sur le Païho, s'allège d'une partie de ses canons qu'elle jette au fleuve ; le déta-

chement français (commandant **de Marolles**) doit enlever les villages défendus par des batteries. Comme des barrages s'opposent à la descente des jonques, la colonne reprend à terre ses blessés, jusqu'au moment où un colonel russe, avec 2.000 hommes, la recueille et la fait rentrer à Tien-tsin. Elle avait perdu 100 tués et 230 blessés.

A Pékin, les 500 marins et les 90 volontaires, les légations d'Autriche et d'Italie évacuées, se concentrèrent à la légation d'Angleterre qu'épaulaient celles de France, d'Allemagne, d'Amérique et de Russie. Jusqu'au 17 juillet, canonnade et fusillade firent rage. A partir du 18, quelque accalmie résulta des menaces de l'Europe signifiées au gouvernement chinois, de la nomination de Li-Hong-Tchang comme vice-roi du Tchéli et, chez certains réactionnaires, de la peur des représailles. L'assaut recommença le 5 août, tuant 65 et blessant 142 des défenseurs. Les Chinois avaient creusé sous la légation d'Angleterre une mine dont l'explosion devait leur livrer le refuge des femmes et des enfants. Au *Peï-Tang* (cathédrale catholique) et au Jen-tsen-tang (maison des sœurs de charité), où Mgr Favier, évêque de Pékin, Mgr Jarlin, son coadjuteur, 22 prêtres européens, 111 clercs indigènes avec 40 marins français et italiens protégeaient 3.000 chrétiens, des milliers de réguliers et de Boxeurs lancèrent 2.500 obus, des fusées, des sacs incendiaires, des flèches enflammées et mirent le feu à quatre mines. 400 assiégés périrent (parmi eux, 120 enfants morts de faim).

L'intervention des puissances et la répression. — A Tien-tsin (26 juin), les Chinois, bien abrités derrière des monceaux de sel, bombardaient jour et nuit les concessions. A l'appel de détresse apporté par un courrier japonais (12 juillet), les chefs des détachements s'ouvrirent la route de Pékin, grâce à l'énergie du général japonais **Fukushima** et du colonel français **de Pélacot**. Fukushima voulait partir aussitôt, au besoin avec sa seule brigade. Il savait les Chinois incapables de résister à une offensive hardie. Mais le « concert européen » se retrouvait ici avec ses combinaisons discordantes. Les Russes ne supportaient pas que les Japonais entrassent seuls à Pékin, ni les Anglais de ne pas y entrer en même temps que les Russes, ni les Allemands que l'on se privât de leur concours. Et les amiraux, à Takou, proclamaient qu'il faudrait 60.000 hommes pour tenter l'opération.

Le 3 août seulement, le général **Frey**, arrivé d'Indo-Chine, entraîna ses collègues hors de Tien-tsin. Le 4 et le 5, Russes, Japonais et Français enlèvent après sept heures de lutte les retranchements de *Peï-tsang*, appuyés à la voie ferrée, protégés par l'inondation du

Paï-ho, construits au surplus avec une habileté d'artistes et où s'abritaient 10.000 réguliers. L'artillerie française décida la victoire qui coûta 300 hommes aux Japonais, 500 aux Russes. *Yang-tsouen* fut occupé le 6. Les généraux alliés hésitaient encore. Fukushima, qui avait reçu des renseignements du colonel Shiba enfermé aux Légations, déclara qu'il partirait seul. Les autres suivirent. Le 10 août, les troupes campaient à *Tchang-kia-ouan* ; le 13 à *Tong-tcheou*. Dans la nuit du 13 au 14, Russes et Japonais forçaient les portes de Pékin. Quelques heures après, les Sikhs du général **Gaselee**, utilisant un canal sous la muraille, délivraient les Légations ; le général **Chaffee** survenait avec ses Américains. Les Français, qui attendaient les Russes et que les Russes avaient lâchés pour ne pas laisser les Japonais attaquer seuls, n'entrèrent que le 15 et, le 16, délivrèrent le Peï-Tang.

A l'approche des contingents, la Cour, pour ne pas perdre la face, s'était enfuie à Singan-fou. Les représentants des huit puissances (Europe, Japon, États-Unis), entrés au palais impérial et dans la ville interdite, n'avaient en face d'eux que Li-Hong-Tchang et sa redoutable diplomatie. Li exploita les desseins égoïstes et les arrière-pensées que laissait intacts l'acceptation du maréchal allemand **de Waldersee** comme généralissime. L'Angleterre, qui avait autrefois envoyé lord Beresford encourager les progressistes chinois, aurait volontiers rangé la vallée du Yang-tseu dans sa sphère d'influence : la Russie s'installerait alors en Mandchourie ; la France, dont le consul avait dû évacuer Yunnan-sen, prendrait au Yunnan ses compensations. La Russie, les États-Unis et la France s'entendirent pour empêcher la mainmise anglaise sur le Yang-tseu et pour débarquer à Changhaï en même temps que les troupes britanniques, proposer enfin des solutions qui tenaient compte des « possibilités de la Chine ». Un accord germano-anglais, qui proclamait une fois de plus le principe de la « porte ouverte » au commerce général dans un Empire du Milieu intact, n'y changea rien. Le 15 novembre, les onze plénipotentiaires des alliés imposèrent aux Chinois les stipulations suivantes : envoi d'une mission princière d'excuses en Allemagne pour l'assassinat de Ketteler ; érection d'un monument sur le lieu de l'attentat et de monuments expiatoires dans chacun des cimetières violés ; satisfaction au Japon pour l'assassinat du chancelier de sa légation, Sugiyama ; punition des crimes avoués par l'édit impérial du 25 septembre ; défense de porter des armes ; indemnités aux victimes garanties par une réorganisation des finances ou de la Dette ; mise en défense du quartier des Légations gardé par des troupes

internationales, destruction des forts de Takou et de toute fortification sur les routes de Pékin à la mer qui doivent rester en tout temps accessibles ; suppression des sociétés hostiles aux étrangers ; réorganisation du Tsong-li-Yamen (1) ; révision des traités de navigation et de commerce.

Li-Hong-Tchang accepta ces humiliations ; et aussi l'impératrice, qui ramena la cour à Pékin (septembre 1901). Le vieux mandarin communiqua même la liste des châtiments appliqués aux criminels désignés par les puissances. Au vrai, il avait dû les faire échapper. Par contre, il y avait désormais à Pékin, sous le nom de *garde des Légations*, une véritable armée internationale : admirable moyen pour redoubler contre les étrangers victorieux les haines du nationalisme chinois.

IV. — *L'impérialisme japonais.*

Japon et Europe en Extrême-Orient. — Au lendemain de la liquidation des Boxeurs et de la mort de Li-Hong-Tchang (6 novembre 1901), tandis que les plus intelligents des Célestes procédaient à l'examen de conscience du pays, obtenaient un ministère spécial de l'Instruction publique avec la réforme de l'Université de Pékin (1903), songeaient à emprunter au Japon les instruments d'une révolution conservatrice, les puissances développaient les avantages acquis. L'Angleterre, réduite en Asie à ses médiocres troupes hindoues, ne pouvait guère se faire ouvrir le Seu-tchouen ; la France reprenait sa pénétration économique du Yunnan (le rail n'atteignit Yunnan-sen que le 1er janvier 1910). Mais la Russie profita de l'attaque ordonnée par le prince Touan contre ses postes amouriens pour étendre sur la Mandchourie (l'*accord anglo-russe* du 28 avril 1899 lui laissait carte blanche au nord de la Grande Muraille) une tutelle appuyée de solides garnisons (2). Le Japon ne gardait rien, sinon l'espoir de galvaniser un jour à son profit la masse chinoise (3). A l'Europe, il dénonça les prétentions russes, incompa-

(1) Il fut réorganisé sous le nom de Waï-wou-pou.

(2) Traité (secret) russo-chinois pour assurer « la paix, la tranquillité et la prospérité de la Mandchourie ».

(3) En pleine guerre de 1904, le comte Katsoura déclarait que le Japon serait le guide de l'Extrême-Orient : « Si jamais cette responsabilité nous incombe, le monde peut être bien sûr que le Japon ne reviendra pas volontairement sur ses pas et qu'au moins il tentera de persuader à l'Orient de faire ce qu'il a fait lui-même, ou ce qu'il essaie encore de faire plus parfaitement. »

tibles avec les engagements pris, et comme la Russie ni la France ne faisaient accueil aux ouvertures du marquis Ito, il s'allia pour cinq ans avec l'Angleterre, préoccupée de voir le commerce chinois passer aux mains des Russes (30 janvier 1902). Défaite diplomatique russe dont la France prit sa part (déclaration du 19 mars) et qui obligea Pétersbourg à promettre (12 avril) l'évacuation de la Mandchourie par échelons pour les 8 octobre 1902, 8 avril et 8 octobre 1903. Mais la Russie n'évacua pas, malgré les réclamations de la Chine. Cédant aux intrigues de son entourage, Nicolas II créait même à Vladivostok une *vice-royauté d'Extrême-Orient* dont le titulaire (namiestnik), l'amiral Alexeïev, gouverneur de Port-Arthur, recevait pleins pouvoirs pour traiter les questions de politique étrangère. Or Alexeïev était l'homme des « coloniaux », fondateurs d'une compagnie à charte pour l'exploitation de la Mandchourie, concessionnaires depuis 1907 des forêts sur le Tioumen et le Yalou. Une société nouvelle, qui comprit des secrétaires impériaux, des généraux et le secrétaire d'Etat Bezobrazov, obtint le monopole du flottage sur le Yalou (mai 1903). A point nommé, dans les forêts concédées, éclatèrent des désordres qui amenèrent l'envoi de troupes. Alexeïev proclama la prépondérance russe dans le Pacifique.

La rivalité russo-japonaise en Corée. — C'était ce que les Japonais ne voulaient pas. Jamais le public n'avait pardonné à Enomoto d'avoir cédé à la Russie Sakhaline contre les Kouriles (*traité de Pétersbourg*, 7 mai 1875). Il exigeait maintenant la domination de la Corée; il y développait ses entreprises, malgré le roi, dont il renversait les ministres (septembre 1898), achevait le chemin de fer Tchemoulpo-Séoul (1899), construisait le Fousan-Séoul (1901-1903), accaparait le cabotage par ses *Nippon-Yousen-Kaïsha* et *Osaka-Shosen-Kaïsha*, se faisait ouvrir quatre ports nouveaux (1897-1898) et Ping-yang à l'intérieur, avec droit d'y mettre garnison. Le roi résistait à la réforme administrative, se proclamait « Grand Empereur », rétablissait l'absolutisme, accréditait des ambassadeurs en Europe. En 1901, au milieu des révoltes de l'armée, des pilleries des préfets et des gendarmes, Li-Hsi interdit l'exportation du riz malgré le ministre du Japon, cependant que le ministre russe **Pavlov** obtenait toutes les concessions qu'il demandait, sans promouvoir au surplus aucun travail public, ni la voie ferrée Séoul-Yalou, ni le télégraphe.

Or le Japon, qui n'avait réussi à implanter dans Formose, insalubre et forestière, que 38.000 de ses nationaux, devant qui se fer-

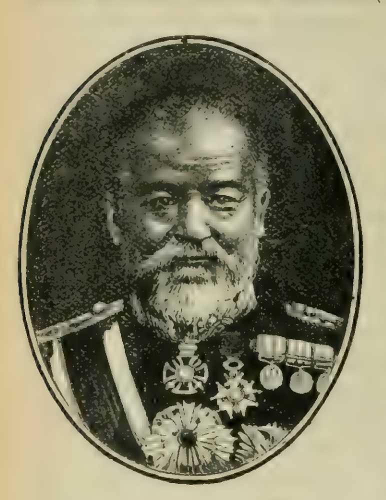
maient les Philippines, l'Australie et les États-Unis, avait besoin de la Corée. Besoin stratégique, politique, économique; il y trouverait la maîtrise de la mer, une base continentale d'opérations et, contre la menace constante du « riz cher » suspendue sur une population accrue chaque année de 400.000 unités, la rizière dont il paierait les récoltes en produits manufacturés, outils, fils et tissus. Car la Corée est un autre Japon, mais non surpeuplé, où 60.000 colons déjà installés excitaient les espoirs sur les mines d'or, pendant que les gouvernants comptaient s'y fournir des garanties nécessaires aux emprunts européens.

En juillet 1903, Tokio offrit à Pétersbourg un accord qui proclamerait l'intégrité de la Chine et l'égalité commerciale, reconnaîtrait les intérêts spéciaux du Japon en Corée, de la Russie en Mandchourie, et leur droit réciproque à les protéger, développerait le commerce en reliant les lignes japonaises avec l'Est chinois vers Nioutchouang. Le Japon serait « conseiller politique » du roi de Corée et pourrait lui prêter « assistance militaire ». En réponse, Pavlov arrachait au roi des concessions nouvelles pendant que Witte, ministre des Finances, en conflit avec le grand-duc Alexandre Mikhaïlovitch (président du Comité des finances et de la Compagnie du Yalou) pour se refuser à « transformer une politique économique et amicale en politique agressive et usurpatrice », se voyait reléguer à la présidence honorifique du Comité des ministres. Alexeiev, à qui l'affaire ressortissait, gagnait du temps pour faire venir des troupes. (Les Japonais connurent un ordre d'envoi de fourrages pour une armée de 300.000 hommes.) En vain, le ministre russe à Tokio, Rosen, bien renseigné, recommandait la conciliation. L'échéance du 8 octobre 1903 passa.

Le mikado n'avait plus le choix : ou il contraindrait les Russes à respecter leurs engagements, ou il perdrait la Corée. Il saisit le moment où, la voie circumbaïkalienne non achevée, le Transsibérien ne pourrait pas jeter en Extrême-Orient plus de 1.200 hommes par jour, où l'escadre russe s'était partagée (cuirassés à Port-Arthur, croiseurs à Vladivostok), où Port-Arthur, entravé par la coûteuse construction de Dalny (port commercial dans une solitude sans eau), ne présentait encore qu'une façade de défenses. Le 6 février 1904, le baron **Kourino** remit à Pétersbourg ses *notes de rupture*, et, dans la nuit du 8 au 9, la flotte nipponne torpilla les navires russes dans la rade de Port-Arthur.

La guerre russo-japonaise (**1904-1905**). — Avant tout, les Nippons s'assurèrent la maîtrise de la mer, par la destruction

de la principale escadre ennemie. Depuis six ans, cette escadre s'augmentait chaque année, à Vladivostok (terminé en 1899, 4 croiseurs) et à Port-Arthur (7 cuirassés du vice-amiral **Stark**, 6 croiseurs, 3 croiseurs torpilleurs, 12 *destroyers*, 6 torpilleurs), port naturel excellent, entouré de collines de 80 à 150 mètres, abrité des vents d'ouest par une presqu'île, la « Queue du Tigre », doté d'un arsenal abondant en artillerie et de trois cales de radoub. Mais le goulet trop peu profond reléguait les cuirassés dans la rade extérieure. — Au Japon, la Diète avait prévu (avril 1896) 550 millions de constructions navales (4 cuirassés de 15.000 tonnes, 6 croiseurs cuirassés de 9.500 tonnes, 5 croiseurs protégés, 20 *destroyers*, 60 torpilleurs). En 1903, l'amirauté accéléra les mises en service et, contre Port-Arthur, concentra dans ses arsenaux (à Sasebo) 6 cuirassés, 21 croiseurs, les destroyers et les torpilleurs. Togo en prit le commandement le 10 septembre, les plia à divers exercices et, le 8 janvier, les tint ramassés à Kouré.



Amiral Hehatchi Togo
(né en 1847)

L'amiral **Hehatchi Togo** (du clan Satsuma), élève à l'École navale anglaise de Worcester, lieutenant de vaisseau en Angleterre (1883), devenu chef d'état-major de la marine, avait fait construire à Glasgow une partie de la flotte nouvelle. Chef d'escadre, il professait qu'il importe à qui veut vaincre de paralyser l'adversaire en détruisant d'abord une de ses unités ; « pour être certain de la réussite de ce genre d'attaque, on pourrait l'employer comme déclaration d'ouverture des hostilités, dès que les relations diplomatiques ont été rompues ». En 1894, en manière de déclaration de guerre à la Chine, il avait coulé un transport chinois ; dix ans après, il recommença pour permettre de débarquer à Tchemoulpo 14.000 hommes de la Garde impériale massés dans l'île de Tsoushima. Le 8 février au soir, l'escadre russe, phares et bouées allumés, ne se gardait pas. Le contre-amiral **Nagaï**, précédant Togo (parti de Sasebo l'avant-veille), connut leur emplacement par ses espions. A 11 heures, ses torpilleurs frappaient le *Pallada*, le *Césarevitch* et le *Retvisan* dont les

officiers étaient à terre (les autres échappèrent par miracle) ; en un quart d'heure, les torpilleurs rallièrent l'escadre. Au matin, Togo, avec toutes ses forces, canonnait à 8.000 mètres ; Stark appareilla en désordre, se tint à l'abri des forts et des batteries de côte. Togo s'approchait jusqu'à 3.000 mètres, puis subissant à son tour le feu des navires paralysés, s'éloignait vers le sud, quand un de ses croiseurs, l'*Akashi*, sauta.

Le même jour, à Tchemoulpo, que les Nippons avaient outillé en 1894 pour surveiller Séoul et qu'en 1895 ils avaient regretté plus que Port-Arthur, l'amiral **Uriu**, avec six croiseurs et huit torpilleurs, somma le commandant Roudnéev de sortir avec le *Varyag* ou de se rendre. Roudnéev sortit et, canonné à 8.000 mètres, désarmé en un quart d'heure, démonta quand même un croiseur, coula un torpilleur et se fit échouer. Il perdait 110 canonniers sur 130 ; le reste des matelots trouva asile sur les croiseurs étrangers (français, anglais, italien). L'équipage du *Koreietz* incendia sa canonnière.

Les croiseurs de Vladivostok n'avaient pas bougé. **Reitzenstein**, soi-disant pour gêner les transports de troupe, surveillait Hakodaté (10-17 février) ; il se hasarda vers Gensan (19 février). En conséquence, Togo détacha le contre-amiral **Kamimoura**, qui bombarda Vladivostok à 8.000 mètres, tenta d'incendier les casernes et l'arsenal (6-7 mars). Aucune riposte.

Les Japonais en Mandchourie. — Maîtres de la mer, les Japonais pouvaient pousser leur offensive. Les Russes, surpris, réduits à une expectative morne, abandonnaient la Corée à l'adversaire. La Ire armée japonaise (général **Kouroki**, 12e et 2e divisions et Garde impériale) (1) prit terre à Fousan et à Tchemoulpo, à défaut de Chinampo plus au nord, et « absorba » la péninsule pour préparer l'invasion de la Mandchourie méridionale. Refoulant la cavalerie cosaque du général Michtchenko, elle atteignait le Yalou (avril). Le Japon recommençait la campagne de 1894, bien que l'objectif ne fût plus Pékin, mais Kharbine et la Mandchourie du Nord. En réalité, le plan primitif semble avoir été autre, à savoir : chercher la masse principale de l'ennemi vers Kharbine, centre stratégique où le général **Kouropatkine** (arrivé le 27 mars), excellent administrateur au ministère de la Guerre (et ancien

(1) Une division comprenait : 2 brigades d'infanterie (de 2 régiments à 3 bataillons), 1 régiment de cavalerie (3 escadrons), 1 régiment d'artillerie (deux groupes de 3 batteries à 6 pièces), 1 bataillon du génie (3 compagnies), 1 bataillon du train (3 compagnies).

lieutenant de Skobelev), serait tenté d'accumuler ses corps sibériens et de rappeler ses détachements du sud. Là, trois armées, — par Tchemoulpo, Andjou, Antoung, Liao-yang, Girin ; — par Gensan, Port-Lazarev, Girin ; — par la baie de Possiet et Girin, concentrées le 130e jour, accableraient, de leurs 225.000 hommes, les 180.000 Russes. Du même coup tomberaient leur système défensif et leur établissement politique en Mandchourie. Une quatrième armée, d'occupation de Corée, n'aurait qu'à cueillir Port-Arthur. Plan d'offensive logique et rapide, vraiment napoléonien. Fut-il éventé ou livré ? En tout cas, le second plan affirmait davantage la pensée de revanche nationale sur Port-Arthur. Donc, nécessité de détruire l'escadre russe.

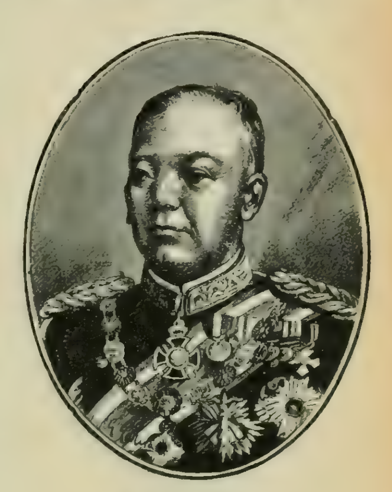


KOUROKI
(né en 1844)

Tandis que Kamimoura surveillait la mer du Japon, Togo s'acharna (13 et 14 février, 10, 22 et 27 mars) à torpiller les unités de Port-Arthur ou à les embouteiller. Le hasard le servit quand, le 13 avril, sauta sur une mine dormante le *Petropaulowsk*, vaisseau amiral de **Makarov**. Mais Port-Arthur demeurait dangereux pour une colonne de transports. Le 1er mai seulement, l'armée de Kouroki s'ouvrit la porte de Mandchourie en battant à *Kalientsé* le 2e corps sibérien de **Zassoulitch**. Dans la nuit du 2 au 3 mai, Togo renouvela son essai d'embouteillage. Le 5, la IIe armée (général **Okou**, quatre divisions, une brigade de cavalerie et une d'artillerie, 50.000 hommes et 244 canons), couverte par la flotte, débarquait à *Pi-tsé-ouo ;* elle devait reprendre Port-Arthur. Trois divisions se heurtèrent à *Kin-tchéou*, au passage que **Stœssel** et **Kondratenko** avaient enfin fortifié entre le Liao-toung et le Kouan-toung (16-22 mai). Le 25 mai, Okou enfonçait Kin-tchéou, entrait à *Dalny* qu'il ruina (27 mai).

Ainsi provoqués à Port-Arthur, les Russes se concentrèrent non à Kharbine, mais à Liao-Yang. Dès lors, les Japonais devaient débarquer leurs troupes nouvelles (général **Nodzou**, 5e et 10e divisions) dans le golfe du Liao-toung et isoler la péninsule de la Mandchourie. Mais le cuirassé *Hatsusé* sauta devant Port-Arthur (15 mai) ;

l'état-major ramena ses troupes à *Takouchan* (19 mai). D'autres divisions défilaient à Pitsé-ouo vers Kaïping. A la fin de mai, le gros des forces actives en Mandchourie du sud comprit quatre armées. La IIIe (général **Nogi**, ancien gouverneur de Formose, 1re, 9e, 11e divisions) allait aborder, à la place de la IIe, le siège de Port-Arthur; la Ire (Kouroki) occupait Feng-hoang-tcheng ; la IVe (**Nodzou**) Siou-yen ; la IIe (**Okou**, 3e, 4e et 5e divisions, 36.000 hommes et 216 canons) bouscula les deux divisions du général **Stackelberg** et la cavalerie du général Samsonov (combat de *Oua-fangou*, 16 juin). Okou, fatigué, laissa Stackelberg, qui avait perdu 17 canons, se retirer vers Inkéou, occupa *Kaïping* (9 juillet) et se relia à Nodzou, qui avançait lentement. Dès lors, le maréchal **Oyama**, commandant en chef (général **Kodama**, chef d'état-major), disposa des trois armées avec lesquelles il marcha sur Liao-yang.



MARÉCHAL OYAMA
(né en 1843)

De Port-Arthur à Liao-yang (9 juillet-4 septembre 1904). — En six semaines, Oyama franchit les défilés et les passages qui mènent dans la vallée du Liao-ho, refoula les trois divisions du général **Keller** (*2e* corps sibérien) et la cavalerie de **Rennenkampf** (3-13 juillet). Le 18 juillet, Keller, sur l'ordre de Kouropatkine, prononce une contre-attaque sur *Motiéling ;* il est battu par Kouroki et rétrograde vers le nord.

Pour opérer leur jonction, la IVe et la IIe armées doivent déloger **Zaroubaïev** qui campe (*1er* et *4e* corps sibériens) en avant de *Tachékiao* sur une série de mamelons protégés de tranchées, de mines, de fils de fer et de 128 pièces d'artillerie bien dérobées. Après une longue canonnade suivie d'un combat d'usure sur tout le front, Okou déborde la gauche russe trop faible, et Zaroubaïev, qui s'est tenu à la défensive passive, évacue Tachékiao (23-24 juillet). — Huit jours après, Okou et Nodzou devaient recommencer à *Haï-tcheng*, puis à *Nan-chan-tsang* (combat de *Si-mou-tcheng*, 31 juillet-1er août). Kouroki força, moyennant plusieurs assauts, les cols de *To-ouan*,

où les Russes perdirent 1.100 hommes, et reprit sa marche vers le nord. Mais pendant l'août pluvieux, Oyama s'arrêta pour recevoir ses formations de réserve et attendre le résultat des opérations de Port-Arthur.

A Port-Arthur, **Nogi** (général **Iditti**, chef d'état-major) ne disposa longtemps que de trois divisions renforcées de deux brigades de réserve, des équipages de la flotte et de 224 pièces de siège. Mais Togo groupait aux îles Elliott deux escadres et cinq divisions de torpilleurs. Les Japonais laissèrent le général **Stœssel** (général **Reiss**, chef d'état-major) armer de 540 canons les hauteurs qui dominent la ville et la rade, y entasser 34.000 hommes sous Fock et Kondratenko et des marins dans les forts. La flotte du contre-amiral **Witheft**, qui sortit le 23 juin, sans percer pour rejoindre les croiseurs de Vladivostok, soutint huit attaques de torpilleurs. Toutefois, de Dalny, l'assiégeant progressait le long de la côte et enlevait les défenses extérieures (26 juin-25 juillet), le *Jupilaz* et le *Lautunschan* (26-30 juillet), la *Montagne du Loup* et le *Takuschan* (31 juillet-7 août).



Maresuke Nogi
(1849-1912)

Le 7 août, commença le bombardement (prélude de l'attaque brusquée sur le front nord) qui atteignit les navires en rade. Witheft décide alors de percer en ligne de file (10 août), par mer démontée et temps sombre. Pendant trois heures, le *Césarewitch* avança jusqu'au moment où les rafales d'artillerie démolirent son gouvernail et tuèrent Witheft. Le contre-amiral **Ouchtomski** rentra en rade avec deux navires; d'autres échappèrent vers Kiao-tchéou, Oueï-haï-oueï, Changhaï ou Saïgon. Le *Novik*, poursuivi par un croiseur, s'échoua sur la côte de Sakhaline (20 août). Le 14 août, Kamimoura surprit les croiseurs de Vladivostok (contre-amiral Jessen) en marche vers le détroit de Corée, en démolit un, avaria les autres. La mer se fermait aux Russes, décidait contre eux le sort de Port-Arthur.

Non pas tout de suite, il est vrai ; car les navires de Togo devaient aller se faire réparer à Nagasaki, à Yokohama, à Sasebo. Du 19 au 22 août, Nogi, après une canonnade insuffisante, perdait

5.000 tués à l'attaque des positions du nord-ouest et se résignait à mener un siège régulier.

Dès lors ***Oyama*** devait agir directement ***contre Liao-yang*** où les troupes de Mandchourie avaient reflué, renforcées chaque jour de corps russes et sibériens. Jusque-là, seul à peu près à connaître le pays et ses ressources, mais desservi par Alexeïev, mal obéi de certains généraux, forcé de tout diriger dans le détail avec son chef d'état-major, général **Sakharov**, Kouropatkine s'en était tenu à la défensive. Il accepta la ***bataille au sud de Liao-yang*** sur deux lignes de hauteurs fortifiées. Aux ***1***er corps sibérien Stackelberg), et ***3***e (Ivanov),ayant Zaroubaiev en réserve, Oyama opposait à sa gauche Okou et Nodzou ; aux ***10***e corps d'Europe (Sloutchevski) et ***17***e (Bilderling), Kouroki. A 140.000 Russes et 538 pièces d'artillerie s'opposaient 135.000 Japonais et 504 canons. Oyama, attaquant sur tout le front, fixa le centre ennemi sur ses lignes de défense pour le déborder par sa gauche et menacer ses communications avec Moukden.

Le mouvement commença le 23 ; mais Okou, Nodzou et Kouroki progressaient lentement, n'abordaient que le 29 la première ligne de défense (*lignes de Chiouchanpou*). Okou les enleva d'assaut (31 août). La Ire armée (Kouroki) reprit alors la marche vers le nord, attaqua les *lignes de Yentaï* (1er septembre), échoua devant les réserves que Kouropatkine portait sur sa gauche. Mais le lendemain, tandis que Bilderling prononçait une offensive vers Syv-kantoun, la 54e division de réserve du général **Orlov** allait donner en plein dans les réserves de l'aile marchante japonaise qui la bousculaient dans les champs de gaolian. Orlov reculait, entraînait Bilderling en chute rétrograde jusqu'à Yentaï où les recueillait Stackelberg. Le 3 septembre, une contre-attaque russe échouait à son tour, et Kouropatkine, n'osant plus compter sur ses troupes épuisées, prescrivait la retraite sur Moukden (4 septembre). Dès que Zaroubaïev eut rompu le combat, l'artillerie d'Okou accabla les arrière-gardes ; mais les infanteries, fatiguées, ne poursuivirent pas la retraite qui s'effectua en bon ordre sans abandonner ni traînards ni canons. La victoire, qu'à aucun moment Kouropatkine n'avait tenté de saisir par une offensive raisonnée, et que lui fit perdre l'étourderie du général Orlov, était due moins peut-être à la science tactique de l'état-major nippon (Okou, resté à 8 kilomètres en arrière du feu, n'avait donné qu'un ordre : attaquer) qu'aux qualités des soldats, poussés par vagues successives sous le feu et capables d'arriver jusque sur les crêtes sans tirer un coup de fusil, à leur obstination à l'attaque, à leur capacité illimitée de sacrifice (le *bushido*), à leur mépris de la mort. Les soldats russes, agrippés

au sol, capables au demeurant d'efforts utiles sous certains chefs (Stackelberg), accusaient 1.810 tués et 11.000 blessés ; Oyama perdait 24.000 hommes hors de combat, mais gardait le contact avec l'adversaire.

De Liao-yang à Moukden (septembre 1904-mars 1905). — Victoire tactique, Liao-yang n'apportait aux Japonais aucun gain stratégique. Kouropatkine reconstitua ses éléments autour de Moukden à l'abri de la cavalerie (**Michtchenko** au centre, **Samsonov** à gauche, **Rennenkampf** à droite). En octobre, avec ses renforts, il projeta de passer à l'offensive, de refouler l'ennemi assez loin au sud pour forcer Nogi à lever le siège de Port-Arthur. Il disposait de *trois masses d'armées :* à l'est, trois corps sibériens, général **Stackelberg** (avec Zassoulitch et Ivanov); au centre, deux corps sibériens et le 1er corps d'Europe (Zaroubaïev et Meyendorf) ; à droite, deux corps russes (Sloutchevsky et Bilderling) ; au total, 200.000 hommes (et 900 pièces) sur un front de 100 kilomètres. Oyama, renforcé des brigades de réserve, conserva son dispositif; il étira ses 200.000 hommes (et 650 pièces) sur un front de 140 kilomètres.

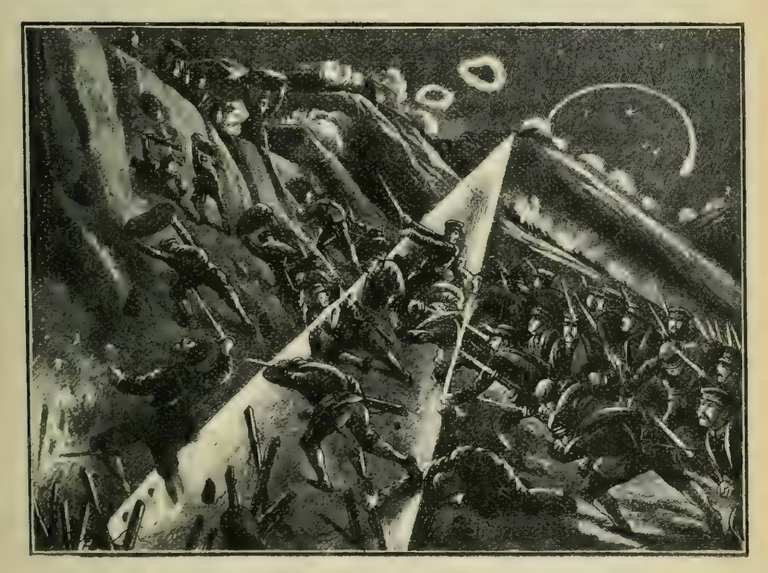


KOUROPATKINE
(né en 1848)

1. ***Bataille du Cha-kho* (5-18 *octobre*).** — Kouropatkine avait l'intention de fixer la gauche et le centre ennemis pendant que Stackelberg, débordant la droite, déterminerait la retraite de l'ensemble. Stackelberg refoula le 5 octobre les avant-postes de Kouroki, puis buta sur des brigades qui repoussèrent son assaut en l'écrasant avec des rochers. Il y perdit 14.000 hommes, harcelé encore par la cavalerie du prince **Kanin** (12 octobre). Mais, dès le 10, Oyama jetait Nodzou sur le centre russe (Meyendorf) et prescrivait à Okou une opération de force contre Bilderling. Le 12, un bond de la cavalerie d'Okou amenait son infanterie dans *Tsoun-lounyen-taï* et forçait Bilderling à replier sa droite. Les jours suivants, Kouropatkine, qui protégeait à coups de canon la retraite de Stackelberg, maintenait ses positions en arrière du Cha-kho

(13-18 octobre). La bataille coûtait aux Russes 34.000 tués, blessés ou disparus et 43 canons, aux Japonais 20.300 hommes et 18 canons. Résultat tactique nul, mais résultat moral désastreux pour les Russes dont c'était la première offensive et qui avaient manqué succomber. A la suite, les deux armées se terrèrent pendant trois mois. Kouropatkine se renforça des dix mobilisations successives prélevées sur les corps d'Europe ; Oyama maintint ses effectifs jusqu'au moment où les troupes de Port-Arthur devenues libres lui permettraient d'attaquer avant le dégel de la fin de mars.

2. ***Chute de Port-Arthur*** (*2 janvier 1905*). — Non secouru, Port-Arthur devait succomber. Nogi, qui avait perdu 8.700 hommes



Un assaut de nuit a Port-Arthur
(D'après une estampe japonaise)

en deux assauts contre la *Montagne-Haute* et la *Colline Verte* (19 septembre et 30 octobre), les écrasa d'artillerie (26 novembre) et les enleva au troisième assaut (5 et 13 décembre). De la première, des batteries canonnèrent les navires restés en rade que des torpilleurs attaquaient aussi de la haute mer (1). Du 18 au 28 dé-

(1) Le *Sébastopol*, mué en batterie flottante, se défendit des deux côtés et fut coulé (nuit du 1er au 2 janvier) par son commandant, capitaine de vaisseau d'Essen.

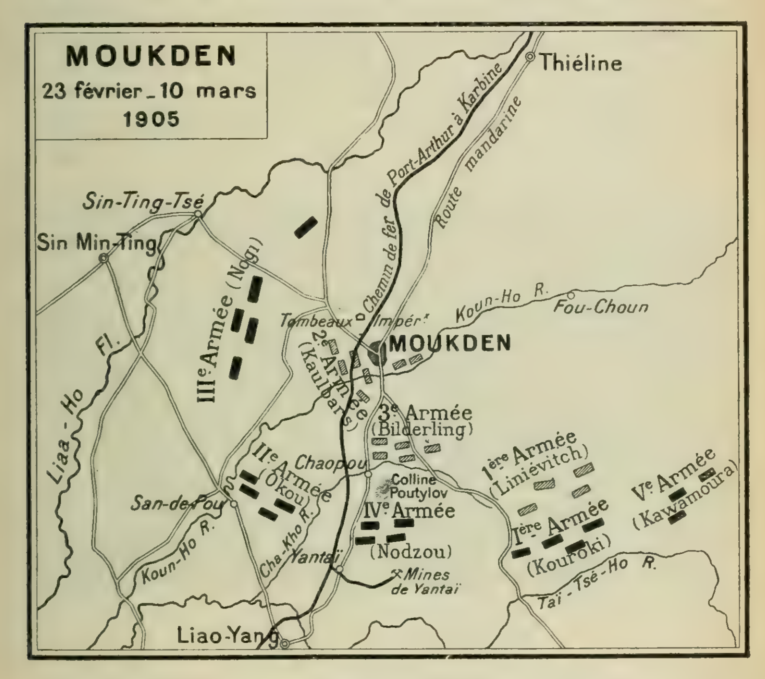
cembre, par une série d'assauts, la 11e division (général **Tsamosima**) progressait à travers la défense intérieure jusqu'à la vieille enceinte chinoise qu'elle occupait (nuit du 1er janvier 1905). Kondratenko, l'âme de la résistance, avait été tué le 15 décembre. Stœssel, laissé à lui-même, capitula. Avec 23.500 hommes et 8.780 officiers, il livrait 59 ouvrages, 546 canons, 35.000 fusils, deux millions de projectiles, quatre cuirassés, deux croiseurs, quatorze torpilleurs. Obstiné à emporter de vive lutte une place pourvue encore de vivres pour six semaines, que Stœssel, succédant à l'inerte Alexeïev, avait trouvée avec un seul fort, et qu'au défaut d'une réserve d'artillerie, il avait dotée d'ouvrages improvisés (redoutes, batteries, tranchées, voies d'accès), Nogi avait subi un déchet de 80.000 hommes. Le 20 février, les vainqueurs de Port-Arthur avaient rejoint l'armée d'Oyama.

3. ***San-de-pou***. — L'action finale allait s'engager à l'heure fixée par le chef japonais. Kouropatkine, débarrassé d'Alexeïev, tentait de déborder la gauche nipponne avec 80.000 soldats confiés à **Grippenberg** (25 janvier 1905). Grippenberg occupait *San-de-pou* et *Heï-kon-taï*, mais se faisait ramener par trois divisions sur la rive droite du Koun-ho. Bataille sanglante au milieu de tempêtes de neige (10.000 Russes, 9.000 Japonais hors de combat, Grippenberg disgracié), aussi inutile que le raid de cavalerie de Michtchenko à *Inkéou* (car la maîtrise de la mer était ravie aux Russes, 8-16 janvier) et que l'avancée de la cavalerie japonaise à 200 kilomètres au nord de Moukden, devant laquelle se livra la dernière bataille de masses.

Bataille de Moukden (1-10 mars 1905). — En février, Oyama disposait de presque toutes les forces nationales japonaises, réparties en cinq armées, de droite à gauche : Ve armée, général **Kawamoura** (2 divisions, 84 canons), Ire armée, **Kouroki** (la Garde et 2 divisions, 160 canons), IVe armée, **Nodzou** (3 divisions, 204 canons), IIe armée, **Okou** (3 divisions, 132 canons), IIIe armée, **Nogi** (3 divisions, 270 canons); une réserve générale (2 divisions, 42 canons). Au total, 270.000 combattants et 1.100 canons. — Kouropatkine lui opposait trois armées, de droite à gauche : ***2e*** armée, général **Kaulbars** (1 corps sibérien, 2 corps d'Europe, 1 corps de chasseurs et le corps mixte de Rennenkampf), ***3e*** armée, **Bilderling** (2 corps sibériens, 1 corps d'Europe), ***1re*** armée, **Liniévitch** (3 corps sibériens, 1 corps d'Europe, détachement du général Alexéiev), une réserve générale (1 corps d'Europe). Au total, 310.000 hommes et 1.300 canons. Kouropatkine ignorait l'arrivée de Nogi ; préoccupé d'une

attaque sur son centre, il y entassa 138 bataillons sur un front de 25 kilomètres.

Dès le 23 février, de furieux combats à la baïonnette s'engageaient sur toute la ligne. Puis Oyama étirait Nogi vers le nord-ouest, entre le Koun-ho et le Liao-ho, contre la droite russe qui se dérobait vers Moukden. Soutenu par une partie de la IIe armée, Nogi affrontait Kaulbars (1-3 mars), qui résistait bien dans des positions très étudiées. Le 4, la résistance apparaissait intacte, mais Kouro-

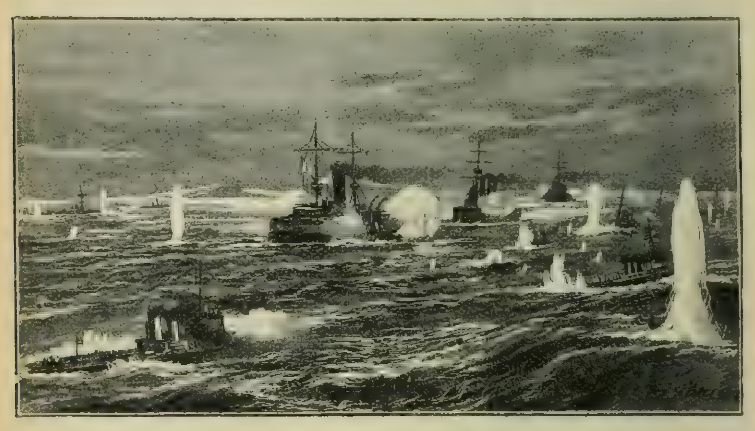


Opérations devant Moukden

patkine n'expédiait à Kaulbars que sa réserve générale, n'ordonnait que des contre-attaques partielles, ne songeait pas un instant à manœuvrer l'adversaire. Du 5 au 7 mars, Nogi gagnait vers le nord pour se rabattre au sud-est et prononcer l'enveloppement. Le 8, Kouropatkine rappelait à lui son centre et sa gauche, sous couleur de frapper à droite un coup décisif; mais il évacuait Moukden. Les Ve, Ire et IVe armées l'y remplaçaient (10 mars), tenues en respect par Liniévitch et Bilderling jusqu'à *Thiéline* (16 mars); les vaincus,

non poursuivis, ne s'arrêtèrent qu'en avant de *Kharbine* (20 mars). Ils perdaient 100.000 hommes (tués, blessés, prisonniers), leurs adversaires 71.000. Surtout, ils subissaient un désastre moral sans précédent. Rivés au sol par la volonté étroite du commandant en chef, ils avaient d'autant mieux résisté que la seule idée commune à tous, jeunes troupes dont Kouropatkine se défiait peut-être ou réservistes déshabitués des fatigues prolongées, était de tenir à Moukden, centre mandchourien, sorte de capitale de guerre, place d'approvisionnements, avec trains de vivres et parcs de bestiaux. Les armées russes tombaient stoïquement pour conserver des magasins : les Japonais se battaient pour vaincre.

Tsoushima (27 mai 1905). — La guerre était finie par la défaite russe. Liniévitch, commandant en chef à la place du vaincu



Bataille de Tsoushima
(D'après une estampe japonaise)

de Moukden (qui passait à la 1re armée), n'eut qu'à régler la distribution des troupes qu'amenait le Transsibérien, en attendant la dislocation. — Elle tarda jusqu'à l'automne. L'amirauté russe, pour arracher sur le tard à Togo la maîtrise de la mer, chargea l'amiral **Rodjestvensky**, avec *l'escadre de la Baltique*, de rallier Vladivostok en utilisant les mers du sud. Ses sept cuirassés, huit croiseurs, neuf torpilleurs, non homogènes, montés par 8.700 hommes d'instruction incomplète, mais tenus en stricte discipline, ravitaillés en charbon anglais et allemand et en vivres, traversaient la mer du Nord en canonnant les chalutiers de *Hull* (21 octobre 1904), se sépa-

raient à Tanger en deux escadres (l'une passa par Suez, l'autre par le sud de l'Afrique) et se reformaient en armée de mer sur la côte nord de Madagascar (décembre). Dès lors, surveillé par des croiseurs japonais, Rodjestvensky quitte Nossi-Bé (mars) et gagne la côte d'Indo-Chine (baie de *Kam-Ran*) où le rejoint la « 3e escadre du Pacifique » composée des quatre vieux cuirassés de **Niébogatov** (14 mai). — Le 25 mai, il entrait dans la mer de Chine, en route vers Vladivostok.

Averti par ses croiseurs, Togo transporta sa base stratégique de l'île Labouan (mars) dans le détroit de Corée, à proximité des arsenaux nippons. Lorsque Rodjestvensky s'engage dans la passe de l'Est avec ses deux divisions de cuirassés (la seconde commandée par Niébogatov) et les deux divisions de croiseurs de **Folkersham** et d'**Enquist**, il est reçu par le feu des deux premières escadres (Togo et Kamimoura) qui barrent la route près de l'île d'*Okimoshima*, tandis que celle de **Kataoka**, contournant *Tsoushima*, l'attaquait en queue. La canonnade commençait à dix kilomètres par mer houleuse ; en deux heures, Togo, s'approchant jusqu'à trois kilomètres, rejetait vers l'est les cuirassés de tête, pourchassait Niebogatov vers l'ouest. Trois cuirassés, trop chargés de charbon dans les superstructures, coulèrent la quille en l'air. Le soir, les quatre divisions de *destroyers* et les cinq divisions de torpilleurs, sorties de leurs cachettes par mer calme, achevèrent les cuirassés et les transports blessés. Le lendemain, Kamimoura cerna Niebogatov qui se rendit. Seuls deux croiseurs et deux *destroyers* gagnèrent Vladivostok, six autres des ports neutres. Les Russes en perdaient 28, avec 4.000 tués et 6.000 prisonniers. Quelques semaines après cette *bataille navale de la mer du Japon*, le contre-amiral **Dewa** bombardait Korsakov dans le sud de Sakhaline, y débarquait le général **Haragutchi**, qui fit capituler les 3.300 soldats du général **Rypnov** et proclama l'annexion de l'île (8-31 juillet).

Traité de Portsmouth (5 septembre 1905). — Il ne restait plus qu'à traiter. L'Angleterre, laissant le président des États-Unis Roosevelt accomplir les gestes de médiation, garantit au Japon contre toute puissance ses acquisitions éventuelles (*traité anglo-japonais* renouvelé, 12 août 1905). Après quoi, le baron **Komoura** et **Takahira** traitèrent avec **Witte** et **Rosen** à Portsmouth (New-Hampshire). La Russie renonçait à la Corée, évacuait la Mandchourie, cédait au Japon le bail du Liao-toung, avec les droits y attachés, les voies ferrées de Kouang-tcheng-tsé à Port-Arthur avec leurs mines de charbon, la partie de Sakhaline située au sud du

50°, accordait aux pêcheurs et aux trafiquants japonais les avantages de la nation la plus favorisée. Les chemins de fer mandchouriens (sauf dans le Liao-toung), interdits au transport des troupes, ne serviraient qu'au commerce; toutefois, des gardes (quinze par kilomètre) en assureraient la sécurité.

Aucune obscurité dans ce traité. La Russie ne payait pas d'indemnité de guerre (des troubles sanglants à Tokio exprimèrent le mécontentement qu'on lui eût épargné cette humiliation, 7 septembre); mais elle renonçait à la domination de l'Extrême-Orient. Le Japon, promu au rang de grande puissance, s'installait à sa place et en partie à ses frais sur les côtes de l'Asie orientale. De cette installation, il allait développer les conséquences.

V. — *Problèmes contemporains d'Extrême-Orient.*

Conséquences économiques de la guerre. — La guerre, désastreuse pour la Russie, excitatrice au Japon d'énergies nationales, n'a pas troublé les transactions commerciales et financières des deux États. Au début, le crédit russe s'attestait supérieur d'un tiers au crédit japonais. La Russie, qui prêtait à la Perse à 6 pour 100, empruntait à 4 et à 3 pour 100 en Europe; la guerre coûterait sans doute 2 milliards et demi, que la Russie avec ses revenus annuels (3 milliards et demi) mettrait 9 mois et le Japon (617 millions) 48 mois à solder. Les impôts augmenteraient en Russie de 6 pour 100, au Japon de 40 pour 100; le taux des emprunts de guerre monterait à 6 pour 100 pour la Russie, à 10 pour 100 pour le Japon. Ainsi calculaient les économistes.

Ces calculs furent déjoués. L'argent se révéla si abondant que le Japon, qui avait dépensé 4 milliards, et dont la dette ressortit à 6 milliards (113 francs par habitant), contracta ses emprunts de guerre (4.700 millions) à 4 pour 100 en Angleterre, et plus tard (1907) à 5 pour 100; la Russie, plus chargée de dettes (24 milliards), trouvait prêteur à 5 pour 100 (1906) et à 4 et demi (1909).

Au Japon, une fièvre d'expansion montait à la tête du peuple avec un immense désir de richesse, de grandes affaires et de spéculations, une volonté de bien-être succédant à la volonté de puissance. Le programme *post bellum*, avec ses dotations pour la Marine et la Guerre (l'armée portée à 17 corps par l'incorporation de tout le contingent), prévoyait 1.300 millions pour nationaliser les chemins de fer et 7.700 millions pour développer l'outillage économique. Tous les moyens : législation, tarifs de douanes et de transports,

prêt de 1.400 millions aux banquiers, manufacturiers et armateurs, missions scientifiques et commerciales, conspirent à « industrialiser » le pays. Les salaires modérés (quoique augmentés de 150 pour 100 depuis 1887) assurent à l'Empire, courtier et roulier du Pacifique occidental, des avantages uniques pour les fils et les cotonnades, les porcelaines, les allumettes, tout un commerce extérieur de 2 milliards et demi (1909). Les plus-values qui en résultent pour les impôts réguliers n'ont pas fait disparaître les impôts de guerre. Aux cinquante millions de Nippons, le gouvernement réclame encore l'*accise* sur le sucre, des taxes sur les textiles, la pharmacie, le pétrole, les voyages mêmes, les monopoles du tabac, du sel, du camphre, qui doublent les recettes du budget et soldent les frais de la politique impérialiste.

Le Japon et la Corée. — Elle s'appliqua d'abord à la Corée. Au début même de la guerre (23 février 1904), **Hayashi**, résident à Séoul, imposait au ministre des Affaires étrangères Yé-Tchi-Yong un *traité de protectorat* qui garantissait l'« indépendance de l'Empire Coréen » et donnait au Japon le droit de réformer l'administration et d'occuper les places utiles. Dans tous les ministères, les conseillers japonais agirent en maîtres (**Megata** transforma les monnaies et la banque). Le général **Hazegawa**, commandant des troupes, accapara les services publics (postes et télégraphes, chemins de fer, routes et ports). La Corée conservait encore sa représentation diplomatique à Paris, à Washington, à Berlin, où elle figurait au mariage du Kronprinz. Elle disparut après la guerre qui livrait le pays « du Matin Calme » à l'expansion des individus et à « l'épandage » des produits nippons (*traité du 17 novembre 1905* imposé par le marquis Ito). Megata incorpora au budget les ressources : mines, monopoles, vente des charges, grades et fonctions, affectées jusqu'alors au Palais. D'autres « conseillers » construisaient la voie ferrée Séoul-Gensan et Séoul-Yalou. Toutes positions confirmées par l'*accord russo-japonais* du 28 juillet 1907.

Le peuple coréen s'y résigna mal. Contre les maîtres insinuants et impérieux, l'insurrection dura plus d'une année. Au 1er août 1907, 16.000 Coréens étaient exécutés ou massacrés pour assassinats de soldats japonais ou pour rébellion. Résistance inutile. En novembre 1907, le prince impérial japonais **Yoshi-Hito** prenait possession de la Corée et le prince héritier de Corée allait s'instruire au Japon sous le contrôle du marquis Ito, « grand tuteur ». La *compagnie de colonisation* du comte **Katsoura** (1908) exploita le pays. Partout s'installaient les Nippons : à Fousan, base commer-

ciale pour la navigation et les voies ferrées transcoréennes raccordées avec l'Est chinois (celle d'Antoung-Moukden cédée par la Chine, 19 août 1909); à Masanpo (près de la nouvelle station navale de *Tchinkaï*); dans l'*île Kofo*, dotée d'un arsenal; sur toute la côte orientale, que suivra une ligne ferrée vers Moukden; à l'intérieur, pour exploiter la houille et les minerais. Enfin, après un dernier *accord avec la Russie* (4 juillet 1910), Tokio a prononcé l'*annexion de la Corée* (22 août). L'empereur a rejoint son fils au Japon qui, pour faire triompher dans la péninsule ses « intérêts prépondérants, politiques, militaires et économiques », commence par la rayer de la société des nations.

Le Japon et la Chine. — En 1904, la Chine était demeurée neutre. Le 22 décembre 1905, Komoura et Uchida signèrent à Pékin avec le prince Tching et Youan-Chi-Kaï, vice-roi du Tchéli, un traité qui cédait à bail au Japon le Liao-toung et ouvrait au commerce international Kharbine et quinze villes de Mandchourie. Tandis qu'un emprunt de 100 millions permettait d'assainir les vieux quartiers de Moukden, de Thiéline, de Liao-yang, qu'une commission d'hommes d'État, d'ingénieurs, d'officiers dressait l'inventaire du pays, la pénétration nipponne se développait dans les Dix-huit provinces. Des *secrétaires* japonais assistaient les vice-rois; des instructeurs japonais exerçaient les troupes, des commerçants japonais guidés par leurs consuls remontaient les grands fleuves, construisaient les chemins de fer (celui de Souatou à Tchatchéou à la place des Anglais). Ils attiraient chez eux les Chinois, curieux du « nouveau savoir » (1). A l'appel du marquis **Saïonji**, chef du parti conservateur, des journaux japonais de Chine, de la *Société des pays ayant la même écriture*, qui fonda des écoles à Nankin et à Changhaï et traduisit du japonais brochures et revues, 4.000 étudiants s'en allèrent au Japon, truchement pour tous les Jaunes de la science occidentale et américaine. Affiliés à la puissante « Société d'étudiants d'Extrême-Asie », ils fréquentent les écoles militaires, l'École supérieure de guerre, l'Université, l'École normale supérieure, les écoles de droit politique, de médecine, de pharmacie, de sériciculture, d'industrie et de commerce, l'École des chemins de fer d'Iwakoura, les écoles de teinturerie, de physique, de police, et

(1) A côté des écoles privées, les vice-rois souhaitaient des écoles civiles et militaires, sur le modèle des japonaises, et avec des professeurs japonais, qui enverraient ensuite leurs étudiants à l'étranger. « L'ennemi de cette transformation de la Chine, déclarent les Japonais, c'est la Russie; le Japon, guide de la Chine, doit, pour ses intérêts politiques et financiers, s'efforcer d'écarter cette entrave russe. »

trois écoles à eux réservées (École militaire, École d'état-major, École de sciences politiques). En 1907, ils étaient 13.000. — « Japonisation » de la Chine ? Non ; car le Chinois n'accepte guère de tutelle. Mais éducation et initiation que les Chinois, de tout temps désireux d'apprendre, allaient autrefois chercher en Europe, et qu'ils rapportent aujourd'hui du Japon, avec une partie de ses manières de penser.

Le Japon et l'empire du Pacifique. — Le nationalisme impérialiste, qui implanta 75.000 Japonais aux Hawaï, aspire à border le Pacifique d'une ceinture de *Shin-Nihon* (nouveaux Japons).

En Amérique centrale et méridionale, l'émigration japonaise fournit d'ouvriers des États jeunes, soucieux d'imiter les États-Unis en évitant leur curatelle. Au *Mexique*, deux sociétés de Tokio la facilitent depuis décembre 1906. Dans le continent du sud, c'est le fait de la *Toyo-Kisen-Kaïsha*, subventionnée par le Mikado à la condition que ses officiers parlent l'espagnol, et dont les navires touchent d'abord au *Pérou*. Là, comme aux Hawaï, nombre de petits commerçants débitent depuis 1899 cette camelote orientale qu'apportaient déjà leurs devanciers du XVIIe siècle. Au *Chili*, où le gouvernement, pour recruter une classe agricole, offre 40 acres de terre à chaque colon japonais, 20 autres à chaque fils âgé de 18 ans, une paire de bœufs, des instruments aratoires, 15 dollars par mois la première année (1907), les Nippons accaparent la pêche côtière, affirment (*traité de commerce de juin 1906*), leur volonté de faire concurrence aux Européens et aux Yankees. La pénétration atteint le *Brésil*, où la possibilité en fut étudiée par un délégué officiel (1904) dans l'État de Sao-Paulo. Des travailleurs y vinrent cultiver le café, recueillir le caoutchouc. La Toyo-Kisen-Kaïsha, à la faveur d'un traité de commerce, prolongea sa ligne d'émigrants jusqu'à Rio de Janeiro : déjà l'on prévoit au Brésil l'importation de la culture du riz, en attendant que se précisent les vues nipponnes sur la République Argentine.

Le seul danger résulterait du trop grand nombre de Japonais, devenus une force autonome, alors que les Sud-Américains prétendent n'accepter en eux que des auxiliaires. Que prévoir si, au Pérou, au Chili, un « nouveau Japon » se précisait en prise à bail d'un territoire ou en détermination d'une sphère d'influence, et rendait inévitable un conflit avec les États-Unis ?

Dans l'Amérique anglo-saxonne, le *Canada* passa longtemps au Japon pour une « terre d'espérance », énorme et peu peuplée, où l'on pouvait gagner beaucoup en des entreprises fructueuses, fermée au surplus (1er janvier 1904) à tout Chinois incapable de payer un droit

d'entrée de 500 dollars. Les Japonais, déjà pêcheurs côtiers, fournissant presque toute la main-d'œuvre jaune, se faisaient naturaliser sans peine. Une explosion d'anti-japonisme les surprit en Colombie britannique (août 1905); la foule pilla leurs boutiques. Ils la repoussèrent au cri des batailles de Mandchourie : *banzaï*. — Même crise en *Californie* et dans les « États de l'ouest », où 31.000 Japonais entraient en 1907 et où leurs enfants, les « Mongols », furent exclus des écoles publiques. A Tokio, professeurs et politiciens qui, naguère, avaient dénoncé la Russie, annoncèrent en représailles la guerre prochaine contre les États-Unis. L'opinion assimilait la menace du canal de Panama à celle du Transsibérien, l'impérialisme américain à l'impérialisme allemand, signalait cet anachronisme de la constitution fédérale grâce auquel Roosevelt n'avait triomphé d'un seul *board* scolaire qu'après cinq mois de négociations par l'intermédiaire d'un secrétaire d'État (1905-1907). Par contre, sur la question de l'émigration, que le président peut interdire à tout étranger démuni de passe port, le Japon dut céder. Le secrétaire de la Guerre **Taft**, l'heureux négociateur des Philippines et de Cuba, vint signer à Tokio l'*accord du 30 novembre 1908*. Le Japon limita, par l'obligation du passeport, les départs de ses émigrants.

Cet accord suffira-t-il à éviter les conflits ? Tant que la culture de la canne à sucre exigera des Jaunes aux Hawaï, les Japonais passeront aux États-Unis et au Canada où ils se croient indispensables. S'ils leur empruntent leurs récents progrès, écoles et monnaies, banques nationales et étalon d'or, postes et téléphones, machines et électricité, et jusqu'à leurs partis politiques, ils proclament que rien ne prévaudra contre l'intérêt des capitalistes d' « occident » à payer bon marché la main-d'œuvre orientale. D'autres difficultés subsistent au sujet de l'*Alaska* et des *îles Pribilov*, où les Japonais faisaient la piraterie du phoque ; au sujet des *Philippines*, étape vers l'Insulinde et l'Australie, que 30.000 hommes partis de Makung (Pescadores) pourraient aisément saisir sans avoir à naviguer plus longtemps que de Sasebo à Port-Arthur et d'où ils commanderaient le Pacifique occidental ; au sujet des stations de charbon, nécessaires aux lignes Yokohama-Callao-Valparaiso, à chercher aux Hawaï, aux Samoa ou à Taïti.

Cependant, **à Formose**, colonie d'exploitation, il semble que la politique japonaise ait échoué. Les vainqueurs y vivent à part des indigènes, que surveille une police tracassière et brutale. Les enfants des deux nations ne fréquentent pas les mêmes écoles, les indigènes restant parqués dans les seules écoles primaires. L'île tout entière n'est même pas pacifiée.

La Chine contemporaine. — Ainsi le Japon connaît les déboires que procure la « protection de la Chine ». Depuis 1905, le nationalisme chinois, exalté par les victoires des Jaunes sur les Européens, indifférent aux pseudo-réformes du Trône et des mandarins, à l'opposition des Mandchous contre les sciences occidentales, travaille, en vue d'émanciper la masse, à lui créer une mentalité moderne. Le ministère de l'Instruction publique, transformé en 1903, a bien établi sur le papier, à l'instigation du vice-roi **Tcheng-Tche-Tong**, une hiérarchie complète d'enseignement à quatre degrés qui enserrerait le jeune Chinois jusqu'à 25 ans, le vrai mouvement vient des riches particuliers, d'ouvriers enrichis qui envoient chaque année 6.000 jeunes gens s'instruire à l'étranger, fondent des écoles même pour les filles. L'enfant y trouve de 10 à 13 ans un enseignement patriotique qui détaille les pertes subies par le pays, depuis la guerre de l'opium jusqu'à la « guerre des huit puissances », qui les fait apprendre par cœur, exalte au besoin le prince Touan et sa « Société pour l'harmonie et la justice », explique pourquoi elle échoua. Au degré secondaire, l'écolier apprend la destinée de la Pologne et de l'Inde, où « cœur, pensée, sentiment, tout est mort », et les victoires du Japon qui a « écrasé la Russie. Toute la terre en a tremblé. C'est l'effet de ses réformes » (1) ! Aux étudiants, mis en garde contre le principe des « concessions » européennes, l'Université déclare : « Nous sommes 400 millions et notre race occupe le premier rang parmi celles qui peuplent la terre. Ne devrait-elle pas être la plus puissante du monde ? » Elle le deviendra si, réagissant contre les préjugés anti-militaires, elle suit comme le Japon « la voie des guerriers de l'Empire du Milieu » (sorte de *bushido* chinois).

Une telle propagande d'idées porte ses fruits. Les étudiants, qui protestent contre le chemin de fer français du Yunnan, forcent le gouvernement (émeute du Tchékiang, 1907) à racheter les lignes belges, anglaises, américaines, allemandes. En 1905, ils demandent *une constitution*, le rappel des réformateurs de 1898, la réorganisation des armées et des flottes.

Le Trône se gardait de céder à cet élan ; mais il s'en autorisa pour repousser la tutelle que le Japon s'était fait déléguer par l'Angleterre, la France, la Russie, l'Amérique. Si la Mandchourie, gar-

(1) Pour les examens, au lieu d'une amplification sur les quatre classiques, il recherchera pourquoi, en imitant l'Europe, le Japon est devenu grande puissance tandis que l'Egypte perdait son administration financière. — A l'usage des étudiants, des Japonais écrivent des Histoires de l'Europe, de l'Orient, de Chine, une Histoire Universelle.

dienne des tombeaux de la dynastie, était perdue, il rattachait solidement la Mongolie au gouvernement de Pékin, y renforçait les cadres administratifs, ouvrait des écoles pour les fils de princes et de chefs de tribus (1907) (1). En Dzoungarie, les mandarins chicanaient, souvent avec succès, les agents russes, réclamaient des modifications au régime douanier. Au Tibet, dont la Russie devait se désintéresser, les *ambans* chinois rentraient après le départ des Anglais (1907), obligeaient le Dalaï-lama à venir à Pékin chercher son investiture.



Funérailles de Kouang-Siu
(D'après une photographie)

A l'extérieur, l'émigration prolonge des « Chines nouvelles ». Dans les « îles du sud », Singapour, Batavia, etc., un inspecteur officiel visite les écoles chinoises; en Indo-Chine, les commerçants chinois se posent en intermédiaires nécessaires entre Européens et indigènes. L'Australie refuse de les recevoir et réserve sa terre aux Australiens; mais aux Philippines se déverse directement l'émigration du Fokien. Plus loin, au Pérou, 60.000 Chinois exploitent les mines et cultivent la canne; au Brésil, ils détiennent le petit commerce. Le Canada leur défend de travailler au fond des mines, leur refuse des licences de pêcheurs; mais, aux États-Unis, *John Chinaman* (Jean le Chinois) a regagné tout ce que l'antijaponisme a fait perdre aux



L'Empereur Pou-Yi
(Né en 1905)

(1) Cependant, le prince Tourough, de Mongolie occidentale, et la princesse, étudient à Tokio.

Nippons (1906-1907). Sur les 200 millions dus par la Chine après la révolution des Boxeurs, Roosevelt rabattait spontanément 145 millions et, sur les 55 autres 40 étant versés, donnait quittance du reste. Aussitôt Tang-Chao-Y, très antijaponais, allait à Washington remercier, étudier la constitution et les finances. Dans sa campagne électorale, le président Taft préconisait l'accord amical avec le monde chinois (1908).

La Chine républicaine. — Ce monde changea de maître quand mourut l'empereur Kouang-Siu, dans des circonstances obscures ; le lendemain, Tseu-Hi disparaissait à son tour (14-15 novembre 1908). La coterie réactionnaire mandchoue proclama non le prince Pou-Loun, que désiraient les réformistes, mais un enfant de trois ans, **Pou-Yi**, dont le père, le prince **Tchoun**, prit la régence. A la la place d'un dégénéré de 38 ans, séquestré et méprisé, trahi par les réformateurs mêmes, le régent, homme d'affaires des conservateurs, semblait, en dépit de la « Cour des nouvelles administrations » et de la « Cour de contrôle administratif », récemment installées, prêt à s'accorder avec les forces de compression mandarinale. Cependant la Chine s'essayait à la vie constitutionnelle, nommait des *conseils provinciaux* en attendant un Parlement national, se voyait dotée d'un *Sénat* de 130 délégués des princes et des mandarins. L'armée, débarrassée des *Bannières* mandchoues, serait organisée sur le modèle de celle du Nord (1). Youan-Chi-Kaï, directeur des chemins de fer et ancien président du Waï-wou-pou, l'avait présentée aux manœuvres de 1906. Une flotte cuirassée comprendrait trois divisions. Un budget serait établi, sans doute par les soins de sir **Robert Hart**, qui gérait les douanes



SOUN-YAT-SEN

(1) Le contingent annuel prévu s'élevait à 1.600.000 hommes, sur lesquels il suffisait d'en prélever 160.000 pour commencer.

extérieures au nom des puissances. Le régent promit au peuple tous ces bienfaits (1909). Un édit impérial interdit, sous des peines terribles, de fumer l'opium, ordonna de détruire les champs de pavots.

Ces réformes seraient demeurées des opérations de façade, si une révolution ne les avait imposées à la dynastie mandchoue et aux fonctionnaires qui jusqu'à présent avaient vécu des pires abus. L'Empire du Milieu avait conservé ses formes gouvernementales vingt fois séculaires ; la race la plus nombreuse y gardait une âme de vaincue, résignée à l'exploitation, pétrie des vices propres aux civilisés de décadence, sans idéal social ou politique et sans esprit national. A l'appel de hardis théoriciens, au premier rang desquels **Soun-Yat-Sen**, gagné aux systèmes d'Europe et d'Amérique et dont l'action s'exerça longtemps mystérieuse, elle s'est insurgée contre les Mandchous dans l'automne de 1911. Alarmé des convoitises étrangères qui guettaient l'instant de la crise et repoussant au nord du Yang-tseu les troupes impériales, le peuple a proclamé la *République chinoise* (novembre) à laquelle l'*Assemblée Nationale* de Nankin a donné comme président Soun-Yat-Sen, puis **Youan-Chi-Kaï** (mars 1912). L'Empereur déchu reste le chef de la religion nationale, le prêtre du culte des ancêtres. Cependant les difficultés intérieures n'ont pas disparu. Il faut de l'argent pour faire vivre l'État et l'appel au crédit ne produit guère ; les tendances au fédéralisme, peut-être au séparatisme, subsistent dans les provinces du sud. Tout repose en définitive sur l'énergie de Youan-Chi-Kaï, que les circonstances ont mué en dictateur affranchi de tout contrôle. La Mongolie se rend indépendante et son Koutoukhta (souverain religieux) traite avec la Russie (janvier 1913). La rénovation reste incertaine. « C'est, dit une brochure populaire, le peuple fort qui fait le pays fort. »



LE PRÉSIDENT YOUAN-CHI-KAÏ

L'Europe et l'Extrême-Orient. — Longtemps, la « question

d'Extrême-Orient », ce fut la rivalité ou le progrès des Européens en Extrême-Orient. La chronique des chancelleries notait avec curiosité l'avance réalisée par tel ambassadeur à Pékin ou à Tokio.

L'entrée en scène des États-Unis (1898-1900) modifia cette position : une note du secrétaire d'État Hay, déclarant nécessaire la neutralité de la Chine, signifia que la campagne de 1904 serait limitée à la Mandchourie. Depuis la victoire du Japon et le réveil de la masse chinoise, les Européens éprouvent l'impression d'être devenus des intrus dans une partie du monde où ils se flattaient de rester les maîtres. La Russie ramenée en Europe, surveillée en Perse par l'Angleterre et l'Allemagne, borne ses ambitions à se consolider en Transbaïkalie et dans la province maritime et à les coloniser. L'Allemagne, intéressée aux affaires d'un Orient plus prochain, conserve Tsing-Tao, ses arsenaux et ses casernes, comme un témoignage de magnificence et, cessant de déraisonner sur le « péril jaune », se résigne à n'en plus tirer grand bénéfice. La France n'a dans Kouang-tcheou-ouan qu'un poste d'observation ; elle signe avec le Japon (10 juin 1907) un traité qui lui garantit, moyennant que le marché de Paris fournisse 575 millions aux emprunts nippons, le *statu quo* territorial en Indo-Chine. L'Angleterre, qui se fait cautionner par le Japon, son soldat asiatique, ses intérêts territoriaux dans l'ensemble de l'Asie, ne sait trop que faire de Oueï-haï-oueï. Et le 13 juillet 1911, troisième traité anglo-japonais dans lequel, maintenant l'alliance anglaise, le Japon relâche de ses obligations militaires et se réserve de signer des accords d'arbitrage avec telles puissances contre lesquelles ne joueraient plus, en cas de conflit, ses engagements d'allié.

A mesure que la question d'Extrême-Orient se restreint à la *question de la Chine*, le Japon se glisse entre la Chine et les puissances, reçoit d'elles une délégation permanente qui s'exercerait au cas d'une révolution dangereuse aux étrangers, pour y établir une paix japonaise. En 1904, des sociétés patriotiques voulaient que sur ces affaires d'Extrême-Asie rien ne fût résolu par les puissances à l'insu de Tokio. Aujourd'hui, soupçonné d'intriguer dans tout le monde jaune, de Mandchourie en Indo-Chine, du Siam à Java, de Birmanie aux Philippines, mais devenu grande puissance économique dont les démarches ne se règlent plus d'après les seuls préceptes du *bushido*, le Japon avoue quelques appréhensions en face du problème de demain : « En Extrême-Orient, déclare un de ses hommes d'État, il y aura de terribles convulsions ; .. en vue de telles crises, ceux dont les intérêts sont communs ne devraient pas se disputer. »

A CONSULTER

CORDIER : *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales : l'Expédition de Chine de 1857-1858* ; et *l'Expédition de Chine de 1860*. — BLAND ET BACKHOUSE : *Tseu-Hi, impératrice douairière* (la Chine de 1835 à 1909). — GÉNÉRAL FREY : *Français et Alliés au Petchili* (campagne de 1900). — BARD : *Les Chinois chez eux*. — D'OLLONE : *La Chine novatrice et guerrière*. — ROTTACH : *La Chine moderne*. — WEULERSSE : *Chine ancienne et nouvelle*. — RODES : *La Chine nouvelle*. — COURANT : *En Chine*. — GRENARD : *Le Tibet*. — BACOT : *Le Tibet révolté*.

DE LA MAZELIÈRE : *Le Japon* (histoire et civilisation), 5 vol. — COURANT : *Okoubo*. — WEULERSSE : *Le Japon d'aujourd'hui*. — BUJAC : *La Guerre sino-japonaise*, et : *La Guerre russo-japonaise*. — Lt-général IAN HAMILTON : *Journal de route d'un officier d'état-major* pendant la guerre russo-japonaise. — Général SILVESTRE : *La campagne de Mandchourie*. — DE LA SALLE : *En Mandchourie*. — VILLETARD DE LAGUÉRIE : *Trois mois avec le maréchal Oyama*, et *La Corée*. — VON SCHWARZ ET ROMANOWSKY : *La Défense de Port-Arthur*. — LABROUE : *L'impérialisme japonais*. — AUBERT : *Paix japonaise*, et *Américains et Japonais*. — CHALLAYE : *Au Japon et en Extrême-Orient*.

DRIAULT : *La Question d'Extrême-Orient*. — *Questions actuelles de politique étrangère en Asie*.

Les textes du traité de Tien-Tsin (1858), du bail russe de Port-Arthur et du bail anglais de Oueï-haï-ouï (1898), du traité anglo-japonais (1905), du traité de Portsmouth (1905), de l'annexion coréenne (1910), des accords russo et franco-japonais (1907), dans P. ALBIN : *Les Grands Traités contemporains*, pp. 436 à 507.

CHAPITRE XIX

LES ÉTATS-UNIS DE 1830 A 1870

I. Les États-Unis jusqu'à 1848. — II. L'esclavage et la Sécession. — III. La Reconstruction de l'Union.

I. — *Les États-Unis jusqu'à 1848.*

Extension territoriale. — La formation territoriale des États-Unis et celle d'une *nation américaine* sont des faits contemporains. En 1800, la République ne comptait encore que seize États, peuplés de cinq millions d'habitants, installés entre l'Atlantique et l'Ohio. Mais elle s'était déjà donné les cadres d'une grande nation : une Constitution libérale (1787), un gouvernement fédéral superposé aux États particuliers. En stipulant que tout groupe nouveau de 50.000 individus de population blanche pourrait former un État, elle avait prévu pour son territoire des possibilités presque illimitées d'accroissement. De fait, par une immigration constante venue d'Europe (plus de quatre millions arrivés de 1800 à 1820) et grâce aux acquisitions réalisées par les présidents **Jefferson, Monroë et Jackson,** huit nouveaux États se créèrent dans l'Ouest et atteignirent le Missisipi. La guerre engagée en 1812 par le parti républicain contre l'Angleterre, pour la contraindre à respecter la neutralité du pavillon étoilé, et terminée victorieusement par le *traité de Gand* (24 décembre 1814), fixa les principes de la politique extérieure. Enfin, l'achat de la Louisiane à la France, fait capital (1803), changea la position des États, jusque-là uniquement atlantique. Désormais, ils possèdent aussi un front de mer tourné vers les Antilles

et l'Amérique du sud. Ils deviennent un État « continental », prêt à revendiquer comme légitime la possession de toute l'Amérique septentrionale moyenne entre les deux Océans. C'est déjà cette politique qu'il leur faut défendre en 1812 (1), avec la liberté des vues et des débouchés commerciaux vers Cuba, vers la Californie, vers Panama. Le peuple américain, pacifique depuis 1783, devient un peuple conquérant, résolu à la guerre lorsqu'il sentira ses intérêts en péril.

Développement de la nationalité. — Les deux présidences de Monroë (1817-1825) marquent le moment décisif pour la formation nationale. Période d'achèvement : autour de la Constitution cessent les querelles des anciens partis; — mais aussi période de préparation : autour des intérêts économiques se forment des partis nouveaux qui ménageront pour plus tard la crise de la Sécession.

Avant 1815, contre Washington et les *fédéralistes* de 1787 qui avaient voulu créer des organes centraux de gouvernement (une armée solide, un budget), le parti *républicain*, avec Jefferson, avait défendu les droits des États. En 1798, il avait affirmé, par l'*acte de nullification*, une sorte de *liberum veto* fédéral : un État pouvait accepter ou rejeter, à son gré, toute décision du Congrès, quelle qu'elle fût. Or, en 1800, le parti républicain arriva au pouvoir ; il gouverna comme les fédéralistes, annexa la Louisiane sans consulter les États particuliers (1803), opéra l'union des partis en 1812 contre l'Angleterre, effaça, par une cohésion morale nouvelle issue de la guerre, les distinctions autrefois fondamentales entre les *États du nord*, colonies de dissidents religieux et de commerçants, et les *États du sud*, colonies de grands seigneurs adonnés à l'exploitation agricole. Désormais, les derniers « anglomanes » mis à part, plus de différence de doctrine entre les deux partis, mais une simple opposition dans la pratique gouvernementale. Jefferson, renseignant La Fayette sur l'état du pays (14 mars 1817), avoue que la dette publique augmente, mais montre la nation unie et solide, capable de lutter, de résister « même à un schisme ».

La politique de Monroë. — Monroë, élu président à une forte majorité (1817) grâce à l'effacement des fédéralistes, réélu en 1821, représente exactement le parti républicain. Fils d'un charpentier, soldat de la guerre d'Indépendance, colonel en 1783, ministre

(1) Jackson défendit alors Nouvelle-Orléans contre une attaque anglaise.

à Paris en 1794 et très lié avec les révolutionnaires français, puis gouverneur de la Louisiane et ambassadeur à Londres, il se posa en champion du peuple américain, partisan d'une politique d'extension. — **A l'intérieur**, il acheva le programme de Jefferson : les impôts indirects établis pendant la guerre furent abolis et des mesures prises pour éteindre la dette fédérale en vingt annuités; une loi, votée sans débats, assigna un traitement aux membres de la Chambre des représentants. La « bonne entente » produisait la richesse publique. L'excédent budgétaire, qui résultait surtout des droits de douane, servait à construire des canaux et des routes ; la navigation à vapeur transporta plus rapidement colons et produits agricoles, ballots de marchandises et spéculateurs de terres. Il passa à l'état de dogme national que les États-Unis, affranchis de l'Europe, devaient pouvoir se passer de l'Europe et constituer à eux seuls et pour eux seuls un marché économique suffisant. C'est « l'âge d'or de la démocratie républicaine ».

A l'extérieur, les États-Unis, conscients de leur force, fixèrent les principes d'une *politique américaine* (American system). Dès 1817, le vice-président **Adams**, soucieux de constituer la « frontière du sud », invitait l'Angleterre à faire reconnaître l'indépendance des colonies européennes d'Amérique. L'année suivante, la guerre contre les Indiens (excités autrefois par l'Angleterre, puis pacifiés en 1814) recommençait en vue de la conquête de l'Ouest. Beaucoup d'entre eux, ainsi que des esclaves fugitifs de Géorgie, se réfugiaient en Floride, enclave demeurée espagnole. Les républicains s'en indignaient; et comme l'Espagne était alors occupée en Amérique du sud, le général André **Jackson** poursuivit les Indiens à travers la Floride, y laissa des garnisons et occupa la capitale. L'Espagne, surprise, se vit réduite à négocier : elle céda la Floride aux États-Unis, moyennant cinq millions de dollars d'indemnité en faveur des propriétaires lésés. Le Congrès, qui d'abord avait désavoué Jackson, n'osa pas voter contre lui un blâme définitif; et l'Espagne se trouva éliminée du continent, dont les États-Unis devinrent les maîtres jusqu'au Canada. Ainsi s'affirma le triomphe du « parti patriote » et de Monroe.

Il s'affirma davantage encore dans le conflit ouvert entre l'Espagne et les colonies américaines du sud. En fait, c'était de Londres, non de Madrid, que dépendait l'issue de la lutte. Exclue de l'Amérique du nord par les armes, l'Angleterre essayait de s'introduire dans l'Amérique du sud par ses capitaux et par l'activité de ses trafiquants, à Caracas, à Buenos-Ayres, au Brésil. Pour faciliter cette prise de possession économique, elle souhaitait l'autonomie

des colonies espagnoles, leur affranchissement du joug commercial de la métropole. De 1817 à 1820, ses volontaires, promus officiers, avaient travaillé à l'union entre les indigènes et les métis; son gouvernement, sous le couvert de la *non-intervention*, était intervenu de façon continue et efficace pour empêcher une expédition commune des puissances de la Sainte-Alliance. — Monroë n'hésita pas longtemps à prendre parti : peu soucieux d'assurer la victoire de l'Espagne et plus intéressé à gagner aux industriels du Nord la clientèle des colons espagnols, il fit reconnaître par le Congrès l'indépendance des insurgés (mars 1822) et, en décembre 1823, il exposa dans un message la doctrine qui porte son nom. Elle précise deux points : 1° « Les continents américains, par l'attitude libre et indépendante qu'ils ont prise et qu'ils maintiennent, ne doivent plus être considérés par aucune puissance européenne comme une terre se prêtant à plus ample colonisation »; 2° Le gouvernement des États-Unis est si différent des gouvernements d'Europe que « toute extension » du système européen « à une portion quelconque de cet hémisphère » ne saurait être considérée « que comme une manifestation de sentiments hostiles à l'égard des États-Unis ». La conséquence, c'est qu'aucun État d'Europe ne peut s'immiscer dans la vie intérieure d'une nation d'Amérique (sauf pour se faire rendre justice en des cas limités) et que la colonisation européenne en est désormais rendue impossible.

La « doctrine » fut acclamée par les Américains parce qu'elle s'attestait conforme à leurs tendances essentielles. Washington, dans sa dernière déclaration, avait mis ses compatriotes en garde contre une intervention des Américains en Europe; et Jefferson avait affirmé : « Notre maxime fondamentale devrait être de ne jamais nous mêler aux dissensions de l'Europe. Et notre seconde maxime de ne jamais souffrir l'ingérence de l'Europe dans les affaires cisatlantiques. » S'il ne pouvait alors être question de « panaméricanisme », si même l'idée d'une fédération de toutes les républiques américaines devait échouer aux deux congrès de Panama (1822 et 1826) (1), les Américains y découvrirent du moins les formules qui leur permettaient de traiter le continent entier en « sphère d'influence »; d'instinct, ils érigèrent la doctrine en « un article du credo national ».

Le « règne » d'André Jackson (1829-1837). — L'élection d'André Jackson, menée par les grands propriétaires du Sud alliés avec les démocrates, mit fin à l'ère de la « bonne entente » au pro-

(1) Voir t. I, chap. VIII, II, p. 143.

fit du *gouvernement de parti*. Jackson était un *self made man*, de volonté énergique, un homme de l'Ouest, démocrate autoritaire, fermier et banquier. Avant l'âge de trente ans, il s'était improvisé légiste, avocat, puis juge et député dans le Tennessee et sénateur. Avec lui, les politiciens devinrent les maîtres. Jackson gouverna avec son entourage (*kitchen cabinet*) et remplaça 20.000 fonctionnaires pour assurer au parti vainqueur les « dépouilles » du pouvoir. De la sorte, le *rotation's system* pourvut pour quatre ans les membres des *caucus* (comités électoraux) qui avaient assuré l'élection. Désormais, les luttes politiques ne se livrèrent plus autour des programmes (*platforms*) mais autour des personnes, qui firent régler les grandes questions, celles des tarifs de douanes, de la Banque fédérale, de l'émigration, suivant les appétits des comités. Le « règne » de la démocratie autoritaire continua avec **Van Buren** (élu en 1837) et, après les quelques semaines de présidence du général **Harrison**, lui aussi *self made man*, connu grâce aux guerres contre les Indiens, avec le président **John Tylor** (1841-1845).

La conquête de l'Ouest. — En ces mêmes années, l'extension continuait vers l'Ouest et le Sud. Successivement furent créés les États de *Michigan*, d'*Arkansas* et de *Floride* (1836), d'*Iowa* (1845) ; de 1830 à 1840, des officiers reconnurent les affluents de droite du Mississipi, commencèrent l'étude géodésique des plateaux et atteignirent les Montagnes Rocheuses que franchit le premier en 1843 le colonel **Frémont**. Par delà le grand lac Salé, il traversa la Sierra Nevada et parcourut la Californie jusqu'à San-Francisco. Sur ses traces, des immigrants venus d'Europe, surtout d'Irlande, commencèrent à peupler l'Ouest et se répandirent vers le nord jusqu'aux territoires russes qui s'arrêtaient au 54°40′ de latitude. C'est au cri de « 54,40 » que le démocrate **Polk** se fit élire en 1844 à la présidence, pour écarter l'Angleterre du Pacifique. Il traita néanmoins avec elle et fixa au 49° une frontière toute politique qui laissait aux États-Unis la région minière de l'Orégon.

Au sud-ouest, l'expansion était barrée par le Mexique, qui s'étendait depuis le Mississipi inférieur jusqu'à la Californie centrale. De bonne heure, le *Texas* fut envahi dans sa partie orientale par les Américains, qui y trouvaient des terres à coton ; en 1835, ces colons prétendirent se rendre indépendants et proclamèrent une nouvelle république. Leur chef, **Houston**, venu de Virginie, battit avec 900 hommes le président du Mexique, **Santa-Anna**, et devint lui-même président du Texas (1837). Mais le nouvel État, peu peuplé et sans finances, n'était guère viable; il demanda son annexion à

l'Union, dans laquelle, malgré l'opposition des démocrates, il fut admis en 1845. Seulement, le Mexique refusa de reconnaître l'annexion, escomptant peut-être un secours anglais. L'Union agit rapidement; la surprise d'une patrouille de dragons par l'armée mexicaine du Rio Grande del Norte fournit l'occasion. Les Mexicains n'avaient pas d'artillerie ; contre eux l'Union dirigea des armées petites, mais exercées par les campagnes contre les Indiens et commandées par des officiers instruits. L'armée du Texas, aux ordres du général **Taylor**, vainquit Santa-Anna sur le Rio Grande et s'empara de *Monterey*. Une seconde armée, portée vers l'ouest, réussit après quatre-vingts jours de marche à emporter *Santa-Fé*, capitale du Nouveau-Mexique. La troisième, de 12.000 hommes, expédiée par mer avec le général **Scott**, débarqua à *Vera-Cruz;* après un premier succès à *Palo-Alto* (8 mai 1847), la victoire de *Chapultepec* amena Scott sous les murs de *Mexico* (13 septembre) qu'il enleva. Le *traité de Guadalupe Hidalgo* (2 février 1848) força le Mexique à céder le Texas, le Nouveau-Mexique et la Californie au nord de la mer Vermeille.

Pour peupler ces acquisitions nouvelles, il fallut faire appel aux « hommes libres d'Europe » : Allemands chassés par la médiocrité de la vie, Irlandais par la famine, Norvégiens par le goût de l'aventure, Canadiens même, tous attirés par le désir de devenir propriétaires. Deux années suffirent à peupler la Californie, où la découverte de l'or (1848) provoqua un *rush* d'émigrants. Les chemins de fer, construits à partir de 1831, atteignaient presque 20.000 kilomètres. En 1850, après une émigration décennale de 1.700.000 individus (contre 500.000 de 1830 à 1840), les États-Unis comptaient trente-trois États et dix-huit millions d'habitants.

II. — *L'esclavage et la sécession* (*1848-1865*).

Nord contre Sud. — La crise qui, au milieu du XIX[e] siècle, faillit rompre l'Union américaine, avait de lointaines origines. Au XVII[e] siècle déjà, grande s'avérait la différence entre le puritain de Massachussets et le « cavalier » de Virginie. L'opposition s'accusa davantage à mesure que la conquête gagna vers l'ouest. Au nord, les puritains d'origine anglaise, répandus sur les territoires industriels du revers des Alleghanys, les terres agricoles de l'Illinois et des lacs, y transportèrent les procédés du travail européen. Au sud, dans les plaines du Mississipi et du Missouri, les planteurs

acclimatèrent les chaudes cultures du coton et de la canne à sucre, pour lesquelles le travail par esclaves noirs semblait requis. A ces différences de mœurs s'ajoutait le conflit des intérêts économiques. Le Nord, occupé d'industrie, exigeait des tarifs élevés de douanes pour se protéger contre l'invasion des marchandises européennes, surtout anglaises; il était *protectionniste*. Le Sud, qui avait besoin de vendre à l'étranger son sucre et son coton, réduit au surplus par son outillage insuffisant à accepter le Nord comme acheteur intermédiaire, réclamait l'application du *libre-échange*. C'est pourquoi Jackson avait accueilli la protestation de la Caroline du sud contre l'augmentation des droits de douane votée malgré lui par le Congrès (1832) : « Les États ne doivent obéir au pouvoir central que dans la limite où la constitution permet au pouvoir fédéral de leur imposer des charges. » Il sanctionna même un compromis en vertu duquel les droits de douane subiraient chaque année une diminution de 10 pour 100 (*compromis de Clay*, 1833). Lorsque le Congrès vota le renouvellement du privilège de la *Banque fédérale*, que Jefferson avait accordé pour vingt ans à une compagnie, mais contre lequel s'insurgeaient les démocrates, comme contre un vestige d'aristocratie, il opposa son *veto*. Ainsi peu à peu le parti démocratique s'identifia avec les planteurs esclavagistes du Sud contre les républicains du Nord. Si d'ailleurs le parti démocrate, par les allures mêmes de ses chefs, n'avait pas fait craindre le danger d'une dictature militaire, il est possible que la crise eût éclaté plus tôt, car Jefferson écrivait dès 1815 : « J'ai cru entendre sonner l'agonie de l'union américaine. » Mais jusqu'en 1840 le classement s'établit plutôt entre Jacksoniens et anti-Jacksoniens. Ce n'est qu'après les conquêtes de 1845 que l'équilibre se trouva rompu, que le classement des partis devint géographique, que les partis changèrent de nom et que l'aristocratie agricole du Sud s'opposa sous une étiquette démocratique aux républicains progressistes du Nord.

L'esclavage. — La question de l'esclavage fournit l'occasion du conflit. Au XVIIe siècle, il y avait des esclaves dans tous les États; en 1790, lors de la protestation des *Quakers*, 40.000 dans ceux du nord, 657.000 dans ceux du sud. Ce mal, les Américains pensaient qu'il disparaîtrait avec le temps. Il s'étendit au contraire; bien que la traite des nègres fût abolie depuis 1808, la vente des esclaves noirs de Virginie et du Maryland continua dans tout le Sud, adonné à la culture du coton, que triait la machine d'**Eli Whitney** (1793). Pour le Sud, la grande affaire fut désormais de conser-

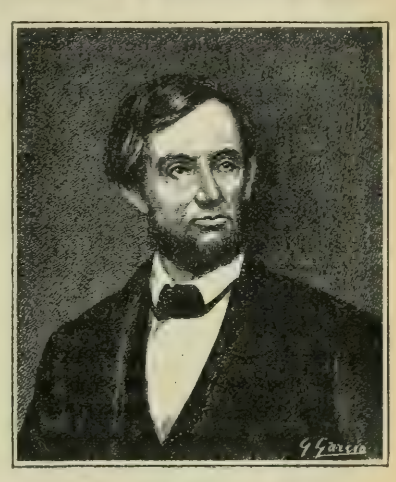
ver son statut particulier (*domestic institution*) malgré l'opposition du Nord, pour la mise en valeur des terres de l'Ouest; pour y parvenir, il lui importait de garder l'avantage au Congrès en compensant par la création d'un État à esclaves au sud de l'Ohio (ligne de démarcation assignée à l'esclavage) la fondation de chaque nouvel État libre, que rendrait nécessaire dans le nord une plus forte immigration. Ainsi l'*Indiana* (1816) et le *Mississipi* (1817); l'*Illinois* (1818) et l'*Alabama* (1819); le *Maine* détaché du Massachussets (1820) et le *Missouri* (1820). Toutefois, ce dernier État se trouvait à l'ouest du Mississipi; les Représentants refusèrent de l'admettre s'il n'abolissait pas l'esclavage. Un compromis intervint (*compromis du Missouri*); il fut convenu que l'esclavage serait interdit dans tous les territoires nouveaux de l'ouest au nord du 36°30′ de latitude. Défaite pour le Sud, où ne se trouvait plus de place que pour un seul État (l'Alabama) et qui se vit menacé de perdre la majorité au Sénat, après l'avoir perdue à la Chambre des Représentants.

Vers 1830 commença pour l'abolition de l'esclavage un mouvement humanitaire d'origine religieuse : les Quakers du Massachussets formèrent une société qui favorisa la fuite des esclaves et travailla à fonder sur la côte occidentale d'Afrique l'État nègre de *Libéria*. Sous l'inspiration de **Garrisson** et de **Channing**, des pamphlets abolitionnistes furent répandus dans le Sud, à la grande indignation des propriétaires. Mais la vraie question n'était pas là. Les politiciens du Nord ne pensaient point à supprimer l'esclavage dans les États du sud; ils tenaient seulement à en limiter l'extension dans les nouveaux États de l'ouest. Lorsque, en 1849, à la suite de la proposition abolitionniste de **Wilmot**, la *Californie* déclara spontanément qu'elle n'aurait pas d'esclaves, le Sud réclama une compensation et l'obtint par le *compromis de Clay* (1850) : la Californie était admise comme État libre, mais deux nouveaux territoires s'organisèrent en territoires à esclaves sans tenir compte de la proposition Wilmot. De plus, une loi permit de poursuivre et d'arrêter les esclaves fugitifs jusque dans les États du nord.

Le Nord riposta, publia toutes les brutalités commises en vertu de cette dernière loi, ménagea un succès universel à la *Case de l'Oncle Tom* de Mme Beecher Stowe, qui apitoya le monde entier par sa peinture de la société esclavagiste (le Sud mit en parallèle la *Case de la Tante Philip*). Toutefois, les deux partis semblaient peu désireux d'en venir aux mains. En 1854, un démocrate de l'Illinois, Stephen Douglas, fit autoriser par les Représentants le *Nebraska* et le *Kansas* à organiser l'esclavage; c'était l'annulation du compromis du Missouri et un péril pour le Nord. Des troubles

électoraux agitèrent le Kansas jusqu'en 1856; en plein Congrès, des députés sudistes assommaient leur adversaire **Sumner** à coups de canne plombée. Le Kansas finit par être déclaré État libre; mais le démocrate **Buchanan** se fit encore élire président en 1856 et Calhoun démontra que l'esclavage constituait le dernier perfectionnement de la civilisation moderne.

Les antiesclavagistes recoururent alors à l'action. L'un d'eux, **John Brown**, du Kansas, tenta d'enlever, avec les esclaves soulevés de Virginie, l'arsenal fédéral de *Harper's Ferry* et massacra des esclavagistes (octobre 1859); il fut pendu (sans que Buchanan intervînt en sa faveur) et regardé comme un martyr par les gens du Nord. A la fin, les Sudistes exigèrent des candidats à la présidence, au nom de la « liberté des États », la promesse de laisser étendre l'esclavage au nord du 36°30′ de latitude et de proposer la conquête de Cuba. L'association des « Chevaliers du Cercle d'Or » allait jusqu'à préconiser l'annexion du Mexique. Mais les démocrates du Nord ne les suivirent pas et, contre Stephen Douglas, candidat démocrate, ce fut le républicain **Abraham Lincoln** qui fut élu (6 novembre 1860).



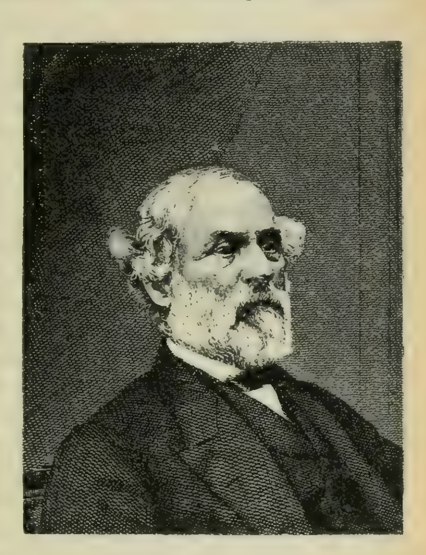
Abraham Lincoln
(1809-1865)

La Sécession. — L'élection de Lincoln posa la question dans ses vrais termes : le pouvoir échappait à l'oligarchie du Sud qui ne se résignait pas à le perdre et qui trouva plus avantageux de se former en État séparé. Le Nord, que les nègres intéressaient peu, voulait surtout abattre l'aristocratie des planteurs et sauvegarder contre eux dans l'ouest la liberté du sol. Lincoln le représentait exactement : né le 12 février 1809 d'une famille pauvre du Kentucky, successivement batelier, bûcheron, puis reçu avocat et élu membre de la législature de l'Illinois, il avait appuyé au Congrès, de 1847 à 1849, la formule très nette de Seeward : « L'esclavage doit être aboli », et défendu les droits des petits colons libres du nord sur les terres de l'ouest. Cependant, en 1858, Douglas l'avait empêché d'être élu sénateur.

Le 20 novembre, la *Caroline du sud*, en vertu de la « nullification », signifia qu'elle rejetait tout l'ensemble du gouvernement fédéral. Six États l'approuvèrent (Mississipi, Floride, Alabama, Géorgie, Louisiane, Texas) ; une *Convention*, réunie à Montgomery (Alabama) proclama la ***Confédération du Sud***, avec une constitution analogue à celle de l'Union, mais plus affirmative sur la souveraineté des États, et un président élu pour six ans (4 février 1861). Bientôt, de gré ou de force, la Virginie, le Tennessee, l'Arkansas et la Caroline du nord reconnurent la Confédération ou furent occupés par ses troupes ; le Delaware, le Maryland, le Kentucky et le Missouri restèrent neutres. Le 18 février, **Jefferson Davis** fut élu président, avec, pour vice-président, **Alexandre Stephens**.

Caractères de la guerre de Sécession. — Bien que respectueux des droits des États et répugnant à faire la guerre, Lincoln maintint contre les « Confédérés » rebelles du Sud l'indissolubilité de l'Union. La guerre se prolongea quatre années (avril 1861-avril 1865), parce qu'il fallut d'abord aux deux partis improviser des armées et des flottes. Les *Fédéraux* du Nord, industriels, commerçants et petits agriculteurs, recrutés nombreux parmi 26 millions d'habitants, agirent au début sans direction, au caprice d'un état-major assez médiocre d'avocats-officiers. Aussi bien, le dernier ministre démocrate de la Guerre, **Floyd**, avait dégarni les forts et les arsenaux fédéraux, et dispersé l'armée depuis le Texas jusqu'à la Californie. Le Nord s'imposa une première contribution de 500 millions de dollars. — Les *Confédérés* possédaient de moindres ressources en hommes (5 millions d'habitants dont 2 millions et demi d'esclaves) ; mais ils étaient mieux préparés à la lutte, habitués à la fois au travail pénible et au commandement. Le plus grand nombre des officiers sortis de l'Académie militaire de Westpoint (fondée en 1812) étaient fils de riches planteurs du Sud. Au début, alors que le Nord, affaibli par l'existence d'un parti hostile à la guerre, obligé d'entretenir son commerce, recruta péniblement 42.000 volontaires (pour trois ans), le Sud, incorporant tous les hommes de 18 à 45 ans, en eut 150.000, dressés par les opérations contre les Indiens aux *raids* de cavalerie et à la guerre de surprises ; il fut tout entier un camp. Son gouvernement, plus centralisé, et qui n'avait pas à compter avec des journaux, se fit mieux obéir et dura, même après les défaites. — L'étendue des territoires retarda aussi les opérations. Le Sud représentait un tiers de l'Europe à soumettre, sans capitale historique dont la chute aurait entraîné la soumission (Nouvelle-Orléans était la seule grande ville) et presque sans chemins de

fer. En définitive, il fallut 2.600.000 fédéraux pour venir à bout de 1.100.000 confédérés. — Les forces de mer, également acharnées, présentaient des valeurs fort inégales. Le Sud n'eut que des navires corsaires (comme l'*Alabama*, armé en Angleterre). Contre eux, le Nord transforma toute sa flotte de commerce et l'arma en guerre : plus de 580 bâtiments, dont un grand nombre cuirassés et porteurs d'engins nouveaux, qui finirent par lui assurer la maîtrise de la mer, condition du succès. — Enfin, les deux partis savaient qu'ils n'obtiendraient aucun compromis, et que, dans ce combat pour l'avenir, le vaincu devait être ruiné. Lorsqu'en 1863 Lincoln, commandant en chef, eut prononcé, à la grande joie des nègres, l'*abolition de l'esclavage* dans les États des belligérants, la séparation fut définitive et la force seule capable de décider.



Général Robert Lee
(1807-1870)

La guerre se développa sur trois terrains : 1° ***à l'est***, entre les capitales des deux gouvernements, *Washington* et *Richmond* (distantes seulement de 120 kilomètres), le Potomac et la James River, dans un pays coupé de bois et de rivières, destiné à être disputé au cours de rudes batailles et longtemps sans résultat ; — 2° ***au centre***, sur le revers occidental des Alleghanys et jusqu'au Missisipi ; — 3° ***au sud***, dans le Texas et l'Arkansas, mais seulement vers la fin, quand le génie de Sherman eut fini par s'imposer aux journalistes et aux avocats du Nord.

Opérations de 1861. — Le plan des Confédérés, dont l'armée se trouva prête avant celle de leurs adversaires, consistait à garder la défensive sur le Mississipi et dans les ports, pour attaquer sur le Potomac et tenter d'enlever le Congrès dans Washington. Dès le 12 avril 1861, leur général **Beauregard** attaquait à Charleston le fort *Sumter*, que le major Anderson rendit le lendemain. Aussitôt Lincoln appela 75.000 hommes sous les drapeaux et, réduisant l'armée à la défen-

sive sur le Potomac, porta son effort sur le Mississipi de manière à couper les aristocrates du sud de leurs alliés de l'ouest. Pourtant **Mac-Clellan**, chef de « l'armée du Potomac », allait avoir à combattre l'armée confédérée de Virginie, que **Robert Lee**, en trois mois, venait d'organiser. Lee, né en 1807 d'une famille patricienne anglaise de Virginie (l'État le moins républicain de l'Union), était sorti de Westpoint lieutenant du génie. Ingénieur en chef dans l'armée de Scott au Mexique (1846), il combattit ensuite au Texas comme lieutenant-colonel contre les Indiens. Colonel, il réprima le mouvement de John Brown; puis, à la nouvelle de la Sécession, il démissionna, malgré les instances du général Scott, pour défendre « son État » de Virginie. Général de division, en trois mois il mit Richmond en état de défense, dressa 30.000 Virginiens, résista tout l'été contre Mac-Clellan, dont il força le lieutenant **Rosencranz** à la retraite. De leur côté, Beauregard et Johnston avaient battu les Fédéraux sur le *Bull's Run*, près de Manassas, grâce surtout à la 1re brigade de Jackson (21 juillet.) — L'hiver arrêta les opérations; les Confédérés fortifièrent les côtes de la Géorgie et de la Caroline du sud.

Opérations de 1862. — 1° *A l'est.* — Mac-Clellan, désigné au printemps de 1862 pour attaquer Richmond, s'avérait excellent soldat, formé dans la guerre du Mexique. Avec 150.000 hommes partagés en trois corps, sous **Banks**, **Mac-Dowell** et **Frémont**, il prit le port de *Yorktown*, isolant ainsi Richmond de la mer (avril) et vainquit Johnston à *Williamsbourg* (4 mai) et à *Fair-Oaks* (31 mai). — Survint Lee qui, avec toutes les forces confédérées, le contraignit à se mettre en retraite vers la côte, le battit dans le *combat de sept jours* (25 juin-1er juillet), et lui tua 15.000 hommes. De plus, pour se placer sous la protection de la flotte fédérale, Mac-Clellan avait découvert Washington, que Pope avait sauvé à grand'peine, à *Cedar Mountain*, de la surprise de **Jackson** (9 août); le secrétaire d'Etat de la Guerre, Hallek, lui ordonna de revenir en hâte avec ses 90.000 soldats. En effet, Jackson allait entrer en Maryland; vainqueur au Bulls' Run, il occupa *Frederiksburg*. Lee, qui l'avait rejoint le 3 septembre, se chargea d'enlever *Harper's Ferry* et se plaça de façon à menacer à son gré Washington ou Baltimore. Mac-Clellan, prévenu, se mit en marche pour secourir Harper's Ferry; mais Jackson l'avait déjà fait capituler (16 septembre). Il culbuta l'avant-garde confédérée, sans pouvoir détruire son centre, à la *bataille de l'Antietam* (17-18 septembre). Mac-Clellan avait 87.000 hommes, Lee rejoint par Jackson 40.000; ils perdirent chacun 14.000 hommes. Les Confédérés repassèrent le Potomac et couvrirent Richmond.

A ce moment, Mac-Clellan, qui ne se rencontrait avec Hallek ni sur la conduite des opérations, ni sur le traitement à appliquer aux prisonniers, aux propriétés et aux États soumis, fut remplacé par **Burnside**. A la fin de novembre, Burnside attaqua *Frederiksburg*, sur le Rappahanock. Lee l'avait prévenu avec sa cavalerie; le 12 décembre, il le canonnait vigoureusement et lui tuait 12.000 hommes en conservant Frederiksburg. Burnside démissionna et fut remplacé par **Hooker**.

2° ***Au centre***. — La campagne du centre fut dirigée par Grant. **Ulysse Grant** était né en 1822; de caractère très décidé, il entrait à Westpoint à 17 ans et en sortait quatre ans plus tard lieutenant d'infanterie. Il combattit au Mexique; mais comme à 32 ans il n'était encore que capitaine, il démissionna (1854). Fermier, puis agent pour la vente des terrains dans l'Ouest, employé dans les contributions, il végétait, misérable et découragé, lorsque la guerre éclata. Aussitôt, il organisa une compagnie de milice, fut nommé colonel d'un régiment de volontaires alors en révolte; un mois après, il le menait au feu dans le Missouri (1861). En août, il était brigadier-général, commandant le Missouri et l'Illinois; il occupait *Cairo*, puis *Paducah*, fermait aux Confédérés l'entrée du Kentucky, mais échouait au combat de *Belmont*. Il employa plusieurs mois à reformer ses soldats et à équiper une flottille de canonnières; avec ces ressources, il enleva le *fort Henry* (4 février 1862) et, quelques jours après, le *fort Donelson*, qui livra son artillerie et 12.000 prisonniers. Il acheva la conquête du Tennessee en battant Johnston et Beauregard à *Pittsburg-Landing* et en enlevant *Corinthe* (6 avril), cependant qu'**Hallek** descendait le Mississipi au delà de Cairo et prenait *Columbus* et *New-Madrid* (7 avril). Grant, nommé commandant des armées de l'Ouest, s'attaqua alors à *Vicksburg*, la principale place d'armes des Confédérés sur le Mississipi, dont les batteries de Hames-Bluff maintenaient les communications avec les esclavagistes de la rive droite. Pendant tout l'automne, il s'y acharna sans succès.



GÉNÉRAL ULYSSE GRANT
(1822-1885)

Vicksburg cependant était cerné. Le commodore **Farragut**, chef de l'escadre du golfe du Mexique (46 bâtiments non blindés portant 300 canons), qui croisait depuis février devant les ports du sud, lia ses opérations avec celles du général **Butler** (13.000 hommes), et, pour forcer l'embouchure du Mississipi, bombarda six jours les *forts Saint-Philippe* et *Jackson* (17-24 avril), rompit la chaîne et le barrage qui les unissaient et occupa *Nouvelle-Orléans*, évacuée la veille par Lowell (25 avril). Il y laissa Butler pour se saisir lui-même de l'arsenal de *Bâton-Rouge* (9 mai) et de *Natchez* (12 mai). Vicksburg seul obligea sa flotte à s'arrêter (18 mai).

Opérations de 1863. — Au printemps de 1863, Grant modifia son plan tactique. Transportant toutes ses forces vers le sud par la rive droite du fleuve, il repassa sur la rive gauche de manière à bloquer la place dans laquelle il refoula les Confédérés. Il les battit à *Port Gibson*, à *Raymond*, à *Jackson*, et comme le gouverneur de Vicksburg, Pemberton, tentait de s'échapper, il le poursuivit à *Champion's Hill* et sur la *Black River* et le rejeta dans ses lignes (17-18 mai). Aussitôt, avec 70.000 hommes jusque-là disséminés dans l'ouest et qu'il appela à lui, il bloqua la place, l'accabla sous le feu de 250 canons, en vint à bout par la famine (4 juillet) ; il y prit 172 pièces d'artillerie et 30.000 soldats. Quelques semaines après, *Port Hudson* capitulait à son tour, ce qui rendait les Fédéraux maîtres du cours entier du Mississipi, coupait les Confédérés de leurs alliés de la rive droite. Résultat d'extrême importance qui valut à Grant le commandement, au titre de major-général, des trois corps d'armée du centre, aux ordres des généraux Burnside, Hooker et Thomas.

Seulement, Burnside se trouvait pour lors bloqué dans le Tennessee par le confédéré **Longstreet**, ardent cavalier, le plus brillant lieutenant de Lee, et **Bragg** tenait Thomas enfermé dans la vallée de *Chattanooga*. Au prix d'une bataille de deux jours (23-24 novembre), Grant rejeta Bragg en Géorgie. Burnside, du même coup, fut débloqué.

Restait l'armée de Virginie. Hooker, pendant l'hiver, avait complété à 150.000 hommes les forces fédérales ; en avril, il attaqua Lee à *Chancellorsville*. Mais, refoulé sur le haut Potomac (2 mai), tourné par Jackson (qui fut blessé à mort), puis par Stuart, il perdit 25.000 soldats ; et Lee garda Frederiksburg. — Toutefois, la situation du Sud devenait très précaire : les ressources des États s'épuisaient ; le coton, que ne cultivaient plus que les femmes et les enfants, cessa d'être exporté en Europe (ce fut un désastre pour le Lancashire et pour la région de Rouen). Les ports du Sud étaient

bloqués par Farragut; les nègres, instruits de la proclamation de Lincoln du 22 septembre, s'agitaient; les secours tirés jusqu'alors du Texas et de l'Arkansas allaient faire défaut. Lee, cependant, se remontait à 70.000 hommes (en vingt-trois jours), suivait rapidement la vallée de la Shenandoah, passait le Potomac, apparaissait en Pensylvanie, entraînant après lui les Fédéraux. Il projetait d'enlever Washington; il attendait sa cavalerie, lorsque le général fédéral **Meade**, successeur de Hooker, lança contre lui ses 100.000 hommes à *Gettysburg*. Dans une bataille de trois jours, Lee perdit une division d'élite de 5.000 Virginiens; il dut abandonner tout le terrain conquis et repasser le Potomac (12-14 juillet). Deux mois après, Lee recommençait l'opération; mais Meade le refoulait une fois encore derrière le *Rapidan*. Il semblait qu'il fût accablé; ses soldats, mal vêtus et à peine nourris, s'appelaient eux-mêmes « les misérables de Lee ». Il tint encore pendant dix-huit mois.

Opérations de 1864. — Jusque-là, les meilleurs généraux du Nord, Mac-Clellan, Pope, Burnside, Hallek, avaient échoué devant l'habileté de Lee. L'opinion publique imposa Grant que le Congrès nomma lieutenant-général (mars 1864) et commandant suprême de toutes les forces de terre (500.000 soldats). Souvent Grant avait comparé les armées de l'est et de l'ouest à un attelage dont les chevaux ne tiraient pas du même côté ; entre elles il rétablit l'harmonie. A Vicksburg, il avait coupé en deux la « Confédération » ; il continuerait son œuvre dans les États du sud-est. Dans cette vue, il appela Sherman vers le Tennessee, lui donna, avec 100.000 hommes, la mission d'entrer en Géorgie, de s'établir dans Atlanta, l'un des centres actifs de la rébellion, pour descendre ensuite la vallée de la Chesapeake jusqu'à la mer. Ainsi pris à revers, Lee serait encore attaqué, de front, par l'armée du Potomac, délogé de Richmond et écrasé. « Je veux, disait Grant, frapper sans interruption, comme avec un marteau, jusqu'à ce que, par le seul effet du martelage, l'ennemi soit réduit à se soumettre. »

1° ***A l'est***. — Grant s'assura la supériorité du nombre. Contre les 62.000 hommes de Lee, il groupa les 120.000 de Meade et de Burnside, les 40.000 de Butler, campés sur la James River, et les 20.000 de Sigel dans la vallée de la Shenandoah. La marche en avant commença le 13 mai par une pointe sur le *camp de Petersburg* en arrière de Richmond. Mais Lee courut à l'armée principale, l'attaqua dans le *Wilderness* de Virginie ; au bout de trois jours, menacé d'être tourné sur sa droite, ayant perdu son lieutenant Longstreet, il changea de position au milieu des forêts en feu et s'établit à *Spotts*

Sylvania. Grant l'y força dès le lendemain, décidé à se battre tous les jours, au besoin pendant tout l'été. Ce fut une boucherie de dix journées, sans résultat. Grant, laissant découverte la route de Washington (que Lee, trop affaibli, ne pourrait pas attaquer), se porta (23 mai) au secours de Butler qui venait d'être vaincu par Beauregard, mais il échoua lui aussi devant les *lignes du Chickahominy* (3 juin). Grant se résolut à traiter Richmond comme Vicksburg : passant la James River, il assaillit le camp retranché de Petersburg, créé par Lee contre une attaque possible venue du sud. Toutefois si, par le système du « martelage », Grant avait réduit son adversaire à prolonger simplement sa défensive en appelant à lui ses lieutenants, il avait, en un mois, perdu 70.000 hommes. Il se borna donc à bloquer Petersburg, à retenir Lee par d'incessants coups de boutoir, à détruire les voies ferrées autour de Richmond, à disperser les détachements confédérés qui tenaient encore la campagne. Ainsi **Sheridan**, au prix de quatre combats heureux, se rendit maître de la vallée de la Shenandoah. Par contre, Grant sacrifia 4.000 hommes (30 juillet) sans réussir à faire sauter le camp confédéré. Le 27 octobre, ayant livré vainement un dernier assaut, il suspendit toute attaque, pour attendre le résultat des opérations de Sherman.

2° ***Au centre.*** — Avec Grant, **Sherman** a été la révélation de cette guerre. Soldat par éducation, dépourvu de traditions apprises mais libre des routines du passé, il s'est montré le plus clairvoyant et le plus résolu des généraux américains, le plus hardi dans l'exécution comme dans la pensée. En 1846, lieutenant d'artillerie, il voulait partir pour la campagne du Mexique ; on l'envoie par la route du cap Horn en Californie en qualité d'adjoint au colonel de dragons commandant en chef. A eux deux, avec un simple soldat secrétaire, ils constituent tout le gouvernement. Six ans après, il s'associait dans une banque de San-Francisco ; la banque sombra. Sherman s'établit avoué dans le Kansas, puis devient directeur d'une école militaire en Louisiane. C'est là qu'il apprend la sécession ; il la regarde comme une trahison : « Jamais, s'écrie-t-il, le Nord et l'Ouest ne permettront que le cours du Mississipi échappe à leur contrôle ! » Il regagne donc le nord où il préside pour commencer une compagnie de chemins de fer ; mais, au premier coup de feu, il s'offre pour commander des hommes enrôlés au moins pour trois ans et capables de rendre des services. D'emblée il fut colonel, chargé d'une brigade de soldats sans cohésion ni discipline qu'il dut mener à la bataille de Bull's Run. Mal vu des politiciens, il reçut un ordre de commandement dans l'ouest où il devina aussitôt les nécessités de l'offensive, avec l'attaque directe, la con-

quête des lignes d'eau, la désorganisation des voies ferrées de l'ennemi. Il demandait 200.000 hommes. D'abord il combattit sous les ordres de Grant, qu'il aida à vaincre jusqu'à Vicksburg. A ce moment, il aurait souhaité que le Sud se résignât à la paix; mais puisque le peuple du Sud n'en voulait pas, il fallait le contraindre à la vouloir en lui faisant subir tous les maux de la guerre. A la fin de 1863, après Grant appelé à l'armée du Potomac, Sherman, major-général, prit le commandement des armées de l'ouest.

Aussitôt, abandonnant le Mississipi à la garde de la marine, et transportant par les chemins de fer, qu'il répare à mesure que l'ennemi les détruit, les vivres, les munitions et les hommes convoyés jusque-là par les fleuves, il marche sur l'arsenal confédéré d'*Atlanta*. Avec 100.000 soldats, 35.000 chevaux et 250 canons, en trois corps (généraux **Thomas**, **Macpherson** et **Schofield**), il refait en trois mois les voies ferrées, rétablit les ponts, soutient contre **Joe Johnston** des combats incessants, y perd 27.000 hommes, mais entre de force dans Atlanta (2 septembre). Farragut venait d'anéantir la flotte du Sud et d'occuper *Mobile*, le dernier port confédéré sur le golfe du Mexique. Sherman ne s'attarda pas dans Atlanta; en attendant d'y mettre le feu, il en chassa la population civile. Détachant le corps du général Thomas vers Nashville, renvoyant en arrière toute la « pacotille humaine » de l'armée, il trie 60.000 hommes valides, dont 5.000 cavaliers; ils emporteront 60 canons, à 200 coups par pièce, 200 cartouches par homme, 20 jours de vivres. Avec eux il s'enfonça vers l'est : « Hé ! oncle Billy, lui cria l'un d'eux, je suppose que Grant nous attend à Richmond ! » L'instinct du soldat l'avait compris. En vingt jours en effet il atteignait la mer, non sans avoir incendié (à *Milledgeville* et ailleurs) les établissements du gouvernement rebelle, détruit les propriétés des chefs de la sécession, appelé les nègres à la liberté. *Savannah* se rendit le 13 décembre. Encore deux mois de campagne d'hiver, et Sherman, remontant au nord, occupait et incendiait *Columbus* (Caroline du sud), réduisait par capitulation *Charleston* et *Wilmington*, coupait maintenant toutes les lignes de chemins de fer en ayant soin de tordre les rails pour les mettre hors de service. Aux frontières de la Virginie, il culbuta (à *Goldsborough*) les 30.000 hommes exténués avec lesquels Johnston essayait de l'arrêter, et les tint bloqués.

Dernières luttes. — Les généraux du Nord consacrèrent l'hiver de 1864-1865 à investir complètement Richmond et Petersburg, que la force n'avait pas pu réduire. Grant, renforcé de Sheridan, relié solidement avec Sherman, ne laissait à Lee d'autre al-

ternative que de capituler après famine ou de tenter une trouée vers l'ouest pour rejoindre Johnston, transporter la guerre dans les montagnes et la prolonger sans fin. C'était en effet le plan de Lee; mais le gouvernement confédéré ne lui permit pas de l'exécuter. Lee campa devant Petersburg en combattant presque chaque journée. En mars, il découvrit que l'armée de Grant se portait vers le sud pour se saisir de la dernière voie ferrée demeurée libre. Aussitôt il l'attaqua, s'établit quelque temps de vive force sur la première ligne des forts fédéraux (il y perdit 2.000 hommes); du 29 mars au 2 avril, il défendit les abords immédiats de Petersburg, où les Fédéraux pénétrèrent le 3. Mais la nuit suivante il s'échappa avec 15.000 soldats, gagna *Farmville*, où Sheridan lui enleva son arrière-garde (7 avril), puis *Lynchburg*, poursuivi par 150.000 Fédéraux. Le 9 avril, il capitula entre les mains de Grant; le 26, Sherman recevait à son tour la capitulation de Johnston. L'épuisement du Sud mettait fin à la guerre civile. Officiers et soldats devaient rendre leurs armes et donner leur parole de respecter désormais les lois de l'Union (1).

III. — *La « reconstruction » de l'Union*.

La guerre de Sécession bouleversa de fond en comble la vie politique, sociale, économique des États-Unis. Abraham Lincoln, presque seul, possédait assez d'ascendant pour empêcher les représailles; réélu président pour quatre années le 8 novembre 1864, il avait refusé de traiter avec Jefferson Davis, président des Confédérés, mais il admettait que le Sud ne saurait être réconcilié que par une politique de ménagements. Un acteur l'assassina le 14 avril 1865. Le vice-président qui prit le pouvoir, **Andrew Johnson**, originaire du Tennessee, était un démocrate rallié par la guerre à la cause du Nord (*wardemocrat*) et n'avait guère de commun avec Lincoln que cette tendance générale à la conciliation. De sa victoire, le parti républicain entendait tirer d'autres conséquences.

Conséquences de la guerre civile. — Pendant la guerre, le parti républicain avait pris figure de parti national; sa victoire était celle même de la nation américaine sur la souveraineté des États particuliers. Il possédait, au surplus, une armée solide, ca-

(1) Le secrétaire de la Guerre, Stanton, voulait faire arrêter et juger comme déserteurs Lee et les autres généraux confédérés sortis de Westpoint. Grant s'y opposa, et le ministre n'osa pas passer outre.

pable d'imposer à tous les décisions du Congrès. Il en profita pour *développer le pouvoir central.*

Conséquences politiques. — Dès janvier 1865, le *13e amendement* à la constitution fédérale abolit l'esclavage sur tout le territoire de la République. Désormais, l'Union, qui ne s'affirmait encore que comme un fait, revendiqua un droit : celui de *promulguer des lois qui obligent les États.* A ce titre, elle réglera bientôt, au risque de nouveaux conflits, la condition des noirs émancipés.

Conséquences économiques. — Pendant la guerre, les Républicains avaient émis un papier-monnaie à cours forcé, créé des impôts extraordinaires, établi notamment, en 1862 et en 1864, des taxes douanières énormes. Ils maintinrent le système protectionniste par les *tarifs de 1867*, au détriment des planteurs du sud, pour favoriser les industriels du nord et rembourser les dettes de la guerre. Par contre, le Sud, ouvert désormais au travail libre, vit naître des centres industriels. Dans l'Alabama comme dans la Virginie, de grandes villes apparurent, villes de manufactures et d'usines qui travaillèrent sur place le coton et la canne. L'agriculture et l'élevage furent réservés au centre et à l'ouest.

Conséquences sociales. — Les Démocrates avaient proclamé la liberté de l'industrie, comme celle du commerce. Ils refusaient par exemple aux compagnies de chemins de fer de les reconnaître pour autre chose que des entreprises privées, sans monopole ni privilège de l'Etat. Les Républicains au contraire en eurent besoin pour leur colonisation de l'ouest; ils firent attribuer des subventions aux trois compagnies : *Union Pacific Railway* (autorisée en 1862), *Northern Pacific, Southern Pacific*, qui se chargèrent de relier les territoires du Pacifique aux Etats de l'est. Ils leur donnèrent, le long des voies, des terres où se créèrent des villes nouvelles. Mêmes concessions à certains Etats pour leurs chemins de fer locaux. Ainsi le Congrès fédéral, les gouvernements d'Etats, les compagnies privilégiées se firent distributeurs de richesses et favorisèrent les spéculations d'argent. Un tel « interventionnisme » servit avant tout à satisfaire la clientèle du parti dominant.

Règlement de la question des noirs. — Ce n'était pas la plus importante peut-être, mais c'était celle qui tenait le plus au cœur des Républicains. Le Sud avait accepté le 13e amendement ; mais deux obstacles demeuraient à l'union complète. C'étaient les lois votées dans les Etats du sud contre les vagabonds, lois qui atteignaient presque tous les gens de couleur et refusaient le témoignage des nègres en justice; puis la crainte de faire submerger le

Congrès par la représentation sudiste, si elle était restaurée intégralement. Les Républicains déclarèrent alors avec Summer que « l'État qui s'est retiré de l'Union s'est suicidé », retombe au rang de territoire ; de plus, malgré Johnson, ils votèrent le *14e amendement* à la Constitution, qui donnait aux noirs le droit de suffrage, mais le retirait aux anciens combattants confédérés. D'autres lois assurèrent aux nègres la possession des droits civils. Les *Wardemocrats* se séparèrent alors des Républicains (1866) ; en leur nom, le président Johnson proclama l'amnistie pour faits de guerre, invita les États du sud à se reconstituer, mit son veto au 14e amendement. Les Républicains le votèrent une seconde fois à la majorité des deux tiers ; Johnson déclara le Congrès inconstitutionnel, puisque les États du sud n'y étaient pas représentés. Les élections républicaines de 1867 lui donnèrent tort.

Les **bills de « reconstruction »** furent donc l'œuvre des seuls Républicains. Aussitôt après la guerre, les onze États confédérés avaient été découpés en cinq districts militaires, commandés par des généraux que nommait le président. La plupart, très hostiles aux blancs du sud, chargés d'inscrire les nègres comme électeurs, favorisaient l'action des *carpet baggers* (gens au sac de voyage), courtiers politiques accourus du nord pour contraindre les nègres à s'affilier au parti républicain. Contre la majorité de la population, les États du sud se donnèrent des constitutions nouvelles, élurent au Congrès des représentants républicains. Alors seulement ils se virent réintégrés dans l'Union ; toutefois, aux élections de 1868 pour la présidence, la Virginie, le Mississipi et le Texas n'avaient pas encore recouvré leur droit électoral. — A de tels procédés, Johnson avait résisté jusqu'au bout. Il nommait des gouverneurs civils que les généraux destituaient. Le Congrès approuvait les généraux ; il autorisa même Grant, commandant en chef des armées, à nommer es gouverneurs civils. Il finit par contester au président le droit de se séparer de son ministre de la Guerre (que Grant soutenait) et par le décréter lui-même d'accusation devant le Sénat. Il s'en fallut d'une voix que Johnson ne fût condamné.

L'élection du général **Grant** à la présidence (1868), enlevée sans programme politique, réalisa le triomphe du parti dont Grant avait servi les passions. Le nouveau président fit voter le *15e amendement* à la Constitution, qui interdisait aux États de légiférer spécialement contre les nègres, et proclamait l'égalité politique et civile complète entre les noirs et les blancs (1870). Quand les derniers États du sud l'eurent accepté, la « reconstruction » fut achevée.

Les États-Unis en 1870. — La fin de la crise politique marqua un changement profond dans la vie des États-Unis. La nationalité reconstituée, effacées les distinctions entre le nord et le sud, ils reprirent leur expansion vers l'ouest qu'ils commencèrent d'exploiter avec un outillage neuf (la *moissonneuse* de Mac Cormick inventée en 1836, le *marteau-pilon* de Naysmith en 1838). Quatre États nouveaux s'ajoutaient à l'Union (*Orégon*, 1859; *Nevada*, 1864; *Nebraska*, 1867; *Colorado*, 1876) qui organisait encore six territoires. Plus d'opposition politique entre l'est et l'ouest où une nouvelle immigration ramenait les travailleurs libres; le développement des chemins de fer (surtout le premier *Transcontinental*, ouvert en mai 1869) servait une rivalité économique plutôt bienfaisante et facilitait une pénétration réciproque. Enfin l'attitude des États dans l'affaire du Mexique, où ils obligeaient dès 1867 Napoléon III à reculer en abandonnant son entreprise d'Empire latin, montrait qu'ils se sentaient préparés à jouer à l'extérieur un rôle beaucoup plus actif que par le passé. Aux aventureux Républicains de l'ouest qui rêvaient déjà de la maîtrise des Amériques et du Pacifique, la doctrine de Monroë, si prudente dans ses termes, apparaissait désormais insuffisante.

A CONSULTER

TOCQUEVILLE : *De la démocratie en Amérique.* — DUC DE NOAILLES : *Cent ans de république aux États-Unis.* — STEVENS : *Les sources de la constitution aux États-Unis.* — ROZ : *L'énergie américaine* (Évolution des États-Unis). — COMTE DE PARIS : *Histoire de la guerre civile en Amérique.* — PAUL-DUBOIS : *Les chemins de fer aux États-Unis.*

CHAPITRE XX

LES ÉTATS-UNIS DEPUIS 1870

I. **L'Impérialisme américain.** — II. **Les États-Unis contemporains.**

I. — *L'impérialisme américain.*

Le gouvernement du général Grant (**1868-1876**). — Après 1870, les seules questions qui pouvaient se poser entre citoyens des États-Unis concernaient des intérêts économiques. La politique extérieure elle-même s'y ramenait, interprète exacte des nouveaux besoins industriels et commerciaux. A les résoudre, Grant se trouvait médiocrement préparé, soldat transformé en politicien, d'allures volontiers césariennes, résolu à gouverner sans dépendre d'un Conseil. C'est ainsi qu'il brisa les résistances des blancs du sud contre l'oppression des *carpet-baggers* soutenue par les commandants fédéraux ; à ses yeux, toute tentative des blancs pour assurer la liberté des élections passait pour une révolte contre son autorité. Il se fit même donner par le Congrès la faculté de suspendre en certains cas l'*habeas corpus* (mars 1871). Jusqu'à 1872, date à laquelle des républicains désabusés conclurent alliance avec les démocrates, neuf comtés de la Caroline du sud restèrent soumis à la loi martiale. Des ministres, discrètement, avaient protesté ; en deux ans, Grant renouvela complètement le cabinet.

En 1872, sa réélection sans concurrent augmenta encore son assurance. Un conflit avait éclaté en Louisiane entre deux candidats qui se prétendaient élus l'un et l'autre aux fonctions de gou-

verneur. Grant envoya Sheridan avec des troupes expulser la majorité démocrate du palais législatif et y installer les adversaires. Cette fois, la réprobation générale força Grant à reculer et à laisser les Louisianais régler entre eux leurs querelles.

La seconde présidence fut troublée par des scandales financiers. Dans certaines villes (New-York, Buffalo, Philadelphie, Chicago, Cincinnati, San-Francisco), des syndicats non uniquement républicains achetaient des corps municipaux le monopole de l'alcool (comme à Saint-Louis) ou la concession de travaux publics (comme à New-York). Dans quelques États, les compagnies de chemins de fer ou les banques achetaient les gouverneurs et les membres des législatures. Il n'est pas jusqu'au gouvernement fédéral dans lequel l'opposition démocratique ne dénonçât le despotisme militaire mis au service de particuliers influents. Des crédits considérables obtenus du Congrès sous le prétexte d'améliorer la navigation du Mississipi et de ses affluents, des subventions énormes accordées pour la construction de voies ferrées à travers des régions désertes, des fraudes au préjudice du Trésor, la corruption et le favoritisme, finirent par ameuter l'opinion. Le 10 mai 1875, **Bristow**, secrétaire des Finances, fit perquisitionner dans trente-deux distilleries d'alcool et condamner trois hauts fonctionnaires complices de fraudes ; le secrétaire du président faillit subir le même sort. Mais les chefs républicains contraignirent Bristow à démissionner. Puis ce fut le tour du général **Belknay**, ministre de la Guerre, déféré au jugement du Sénat pour avoir accepté un pot de vin, et acquitté à la minorité de faveur. Encore, après 1876, fallut-il poursuivre le secrétaire de la Marine.

La crise de 1876-1880.— Grant, qui semble avoir admis la possibilité pour lui-même d'un troisième terme présidentiel, au mépris de la tradition créée par Washington, n'eut pas à l'affronter ; la Convention républicaine de Philadelphie se déclara « invinciblement opposée à l'élection de qui que ce soit à une troisième présidence ». D'autre part, l'Ouest venait d'assurer la victoire aux Démocrates dans la Chambre des représentants (1875) ; son candidat, Tilden, ne succomba devant **Rutherford Hayes** que parce que les votes de l'Orégon, de la Louisiane et de la Floride avaient été falsifiés. Les mêmes politiciens qui avaient élu Hayes l'empêchèrent de rien réformer. Le général **Garfield**, élu en 1880, fut assassiné quatre mois après son entrée en fonctions (2 juillet 1881). Depuis, les Démocrates ont réussi trois fois à ressaisir la présidence, avec **Cleveland** (1884 et 1892) et **Woodrow Wilson**, 1912 ; les

autres présidents appartenaient au parti républicain : **Harrisson**, 1888 ; **Mac-Kinley**, 1896 et 1900 ; **Roosevelt**, vice-président en 1900, devenu président après l'assassinat de Mac-Kinley (1901), réélu en 1904 ; **Taft**, 1908.

Nouveau classement des partis. — La distinction élémentaire entre démocrates et républicains a cessé en grande partie de correspondre à la réalité. Tout au plus peut-on dire que les *Démocrates* réclament des mesures de décentralisation, le libre-échange ou plus exactement (car il n'existe plus de purs libre-échangistes) des tarifs douaniers modérés, une armée et une marine réduites au strict nécessaire, l'impôt progressif sur le revenu et une politique d'économie nationale. Les *Républicains* inclinent vers la centralisation, l'adoption d'un tarif fortement protectionniste, l'accroissement de l'armée et de la marine en vue de conquêtes coloniales, l'augmentation des dépenses publiques contrôlées par le pouvoir central. Ces partis ne se classent plus d'après des idées ; ils sont devenus de grandes organisations matérielles qui défendent surtout des intérêts. Leurs étiquettes mêmes ne représentent que des souvenirs historiques. Républicains et Démocrates essaient périodiquement de conquérir la présidence ou la majorité au Congrès ; en fait, ils s'occupent peu de politique et combattent autour de trois questions essentielles : la monnaie d'or et d'argent — la question des tarifs douaniers — l'impérialisme.

Monométallistes et Bimétallistes. — A partir des élections de 1896, la question monétaire est passée au premier plan. Depuis l'origine, la frappe des monnaies d'or et d'argent était libre aux États-Unis ; mais comme le rapport réel entre les deux monnaies différait du rapport légal (fixé par Calonne au XVIIIe siècle de 16 à 1), les États avaient frappé peu de dollars-argent et beaucoup de monnaies divisionnaires à titre réduit. Pendant la sécession, le secrétaire du Trésor, **Chase**, émit des billets pour 50 millions de dollars (juillet 1861). En 1862, une loi établit le cours forcé du papier. Chase émit alors pour 150 millions de dollars de « billets des États-Unis » (*greenbacks*) qu'il porta bientôt à 450 millions. L'agiotage fut énorme sur ces billets qui, à la paix, perdirent jusqu'à 60 pour 100 de leur valeur faciale. Pour assainir le marché, la *loi de 1873* revint à la circulation métallique, supprima le dollar-argent, établit l'étalon d'or. Mais, précisément en 1873, la production de l'argent augmenta dans les États de l'ouest, alors que les Hôtels des monnaies d'Europe se fermaient peu à peu à la frappe libre de ce métal.

Les *silvermen*, possesseurs ou actionnaires de mines d'argent, capitalistes ou spéculateurs, intéressés aux exploitations du Mexique, de Bolivie, du Chili, formèrent un parti politique nouveau appuyé sur les fermiers de l'ouest, grands emprunteurs, qui acceptaient bien de recevoir en or, mais qui (sans tenir compte de ce fait qu'une pièce de 5 francs en argent ne vaut plus que 2 fr. 50 en or) tenaient à pouvoir payer en argent. De la sorte, ils se libéreraient à moitié prix ; en ce sens, il serait exact de prétendre que « qui paie ses dettes s'enrichit ». — Beaucoup de gens du peuple s'imaginent aussi que plus l'*inflation* de la « douce monnaie » (soft money) sera grande, plus la fortune publique augmentera.

Populistes et démocrates ***bimétallistes*** imposèrent alors les *lois Bland* et *Sherman* (1878-1890), qui obligeaient l'État fédéral à acheter pendant trois ans et à dates fixes un gros stock d'argent, et à émettre des bons du Trésor correspondants payables en argent ou en or, au gré du porteur En quinze ans, il y dépensa 464 millions de dollars. Mais de cette « inflation » devait sortir la crise de 1893 : l'or américain passa en Angleterre (pays à étalon d'or) et en Allemagne, qui venait justement de démonétiser l'argent (1890). Cleveland obtint du Congrès l'autorisation de ne plus acheter de métal blanc (août 1893). Pourtant, en 1896, la Convention démocrate réclamait encore la frappe libre de l'argent et de l'or, au rapport de 1 à 16 ; Bryan, son candidat, invectivait les financiers de l'est qui, pour leur seul avantage personnel, voulaient « crucifier les États-Unis sur une croix d'or ».

Les Républicains, d'accord avec les banquiers et les propriétaires de grandes voies ferrées, réclament au contraire l'étalon d'or et se disent ***monométallistes***. Ils observent qu'il est impossible de garantir aux monnaies diverses, même par une entente internationale, un pouvoir invariable d'achat par rapport aux produits qu'elles paient ; spécialement, entre les deux monnaies, la loi ne saurait établir un rapport fixe. Si la frappe était absolument libre, les pièces d'argent deviendraient de simples « assignats métalliques », pendant que l'or se cacherait dans les caisses des particuliers. En fait, l'argent, comme le billet de banque, n'est « qu'une promesse de paiement en or ». Il en faut donc limiter l'émission comme celle même des billets de banque. En 1900, en 1904, en 1908, comme en 1896, contre les *silvermen* et les populistes, Républicains et Démocrates de l'est (entre le Potomac, l'Ohio et le Missouri), représentant encore 51 pour 100 de la population et 64 pour 100 de la richesse nationale, s'entendaient pour donner 500.000 voix de majorité au candidat de la « saine monnaie ».

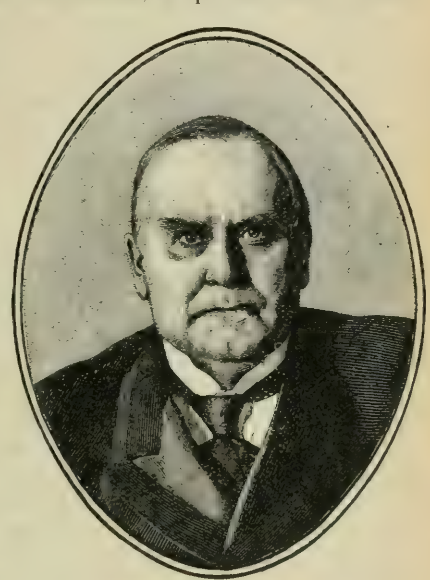
Les finances et le tarif douanier. — Jusqu'à la guerre de Sécession, il n'avait pas vraiment existé de finances fédérales; seuls les droits de douanes alimentaient le Trésor. Ils produisaient au surplus une somme très supérieure aux dépenses, ce qui permit d'éteindre la dette fédérale en 1835. Mais en 1837 les spéculations de l'ouest déterminaient une crise financière et les recettes de douanes diminuaient. Il fallut engager des dépenses et lever de nouveaux impôts pour la guerre du Mexique, pour doter la marine (1853) et les services civils. Les plus-values des douanes suffirent avec l'emprunt jusqu'à 1861.

Alors survinrent les *impôts de guerre :* le 1er juillet 1862, les « impôts intérieurs » de 1817 étaient rétablis (*excise* des spiritueux, droits sur le tabac et sur la bière), avec des taxes supplémentaires (sur les voitures, les yachts, les billards, la vaisselle d'argent), des droits sur les bénéfices des banques et des compagnies d'assurances, et encore des droits de timbre, des droits successoraux, un impôt progressif sur le revenu, des taxes sur les produits fabriqués et les matières premières, etc. Mais le rendement ne suffisait pas ; il fallut augmenter les droits. La guerre avait coûté 3.350 millions de dollars; en 1866, la Dette fédérale s'éleva à 2.773 millions de dollars. — S'il n'avait tenu qu'aux Républicains victorieux, qui abolissaient pourtant de 1866 à 1870 les impôts « intérieurs », atténuaient l'impôt sur le revenu (1872), supprimaient en 1883 les taxes sur les allumettes, les chèques et les dépôts dans les banques, ils auraient volontiers, malgré les excédents de recettes réalisés à partir de 1875, maintenu, avec l'excise sur les spiritueux, le tabac et la bière, et même aggravé les tarifs de douanes. Mais le sud et l'ouest en réclamaient la révision. Ils durent l'attendre jusqu'à la première élection de Cleveland (1884).

Cleveland, opposé à la politique de gaspillage, s'attaqua au tarif douanier en tant qu'il produisait des excédents artificiels de recettes dont l'État ne trouvait pas l'emploi. Même, pour l'excise, la base de la taxation apparaissait « mauvaise, inégale, illogique » ; car elle frappait à l'excès le consommateur au seul profit des industriels. Il fallait donc abolir les droits sur les matières premières exigées par l'industrie, diminuer les droits sur les objets de première nécessité. L'industrie américaine ne doit plus limiter ses ventes au marché national; qu'elle aille faire concurrence aux industries étrangères à l'étranger. Mais le bill conforme, voté par la Chambre des représentants, fut arrêté au Sénat.

Les élections de 1888, qui s'engagèrent sur la question du tarif, donnèrent la victoire aux Républicains. **Mac-Kinley**, né dans l'Ohio

en 1843, major pendant la guerre civile, député en 1876, entré au « Comité des voies et moyens » en 1880, en tira la conclusion pour son parti. Il montrait aux ouvriers qu'ils avaient intérêt à défendre l'industrie nationale contre la concurrence de l'Europe (où les travailleurs sont moins payés) et à maintenir leurs hauts salaires. Car il ne convient pas que des citoyens, qui élisent le Président, les sénateurs et les représentants, redeviennent pauvres et dépendants du vieux monde. A l'agriculture elle-même, la protection est utile : car elle lui ouvre de nouveaux marchés intérieurs, autrement avantageux que les marchés étrangers grevés par les frais de transport. « Nous sommes à la tête de toutes les nations pour l'industrie agricole, pour l'industrie minière, pour l'industrie manufacturière. Cela est dû à vingt-neuf années de politique protectionniste. » Mac-Kinley, président du Comité des voies et moyens, élabora la loi douanière de 1890.



MAC-KINLEY
(1843-1901)

Le *bill Mac-Kinley* établit un régime de protection à outrance, pour ménager certains intérêts industriels en vue d'un avantage politique. Il élève les droits sur les objets manufacturés, taxe les laines et les peaux exemptées jusque-là comme matières premières, abolit le droit d'entrée sur le sucre, mais établit des primes à la production du sucre tout en maintenant des droits sur les sucres raffinés. Toutefois, le tarif de 1890 n'ouvrit pas l'ère de prospérité merveilleuse que l'on s'en promettait; le prix des produits agricoles diminua, les salaires restèrent stationnaires, l'augmentation du prix des articles manufacturés pesa lourdement sur les classes pauvres. Aux élections de 1892, un courant de réaction servit les Démocrates qui enlevèrent la majorité au Congrès et firent élire Cleveland président. Cleveland introduisit alors le *tarif Wilson-Gorman* (1894), purement fiscal, qui revenait aux principes de la

protection modérée. Alors les gros industriels, groupés en *trusts* pour monopoliser le trafic de certaines denrées, menacés par la réduction des droits, achetèrent au Congrès les votes des libre-échangistes qui, par une série d'amendements, rendirent le tarif méconnaissable. Dans l'ensemble, les droits étaient plutôt relevés ; mais l'*American Sugar Refining C°* obtenait une exception en faveur du sucre provenant des îles Hawaï : il entrerait en franchise « parce que plusieurs personnages importants du trust avaient des intérêts dans ces îles ». Cleveland, découragé, laissa le tarif devenir loi sans y apposer sa signature.

Une crise de misère ouvrière, les faillites financières de 1893 ramenèrent les électeurs aux Républicains. Mac-Kinley présenta le protectionnisme comme « le rempart de l'indépendance industrielle américaine ». Depuis 1896 jusqu'à 1912, les Républicains se sont maintenus au pouvoir.

Le parti républicain impérialiste. — L'entrée aux affaires de Mac-Kinley (4 mars 1897) marque une date nouvelle dans l'histoire américaine. Pourtant le message inaugural, abondant en promesses de réformes financières et monétaires, s'autorisait de Washington pour répudier toute intervention dans les affaires des autres pays. En fait, ces réformes intérieures n'avaient pour but que de favoriser le développement d'une politique de conquêtes. Dès le 24 juillet, poussée par les industriels qui avaient engagé 75 millions dans la campagne présidentielle, la majorité républicaine votait le *tarif Dingley*, qui aggravait la taxation des matières premières, maintenait le droit d'entrée sur le sucre, mais abaissait de 20 pour 100 les anciens tarifs pour rouvrir à des industries récemment développées l'accès des marchés étrangers. La législation se mit ainsi au service de certaines coalitions d'intérêts (syndicat du borax et trust des sucres). Mac-Kinley se fit seulement autoriser à signer des arrangements de commerce avec la France, le Portugal, l'Allemagne, l'Italie et les Antilles anglaises. — Il régla de même la question monétaire ; la mission Wolcott, envoyée en Europe, n'avait pas réussi à fixer, par une entente internationale, la valeur du métal-argent. Le Congrès déclara (octobre 1900) le *dollar-or unité de valeur*, et maintint la monnaie d'argent et de papier à parité avec cet étalon.

La politique de conquêtes. — En 1900, le parti républicain proclamait : « Nous reprenons la doctrine de Monroë dans toute son étendue. » Or Monroë n'avait parlé que pour le continent américain ;

ce qui n'empêchait pas que, dès 1842, les États-Unis n'étendissent la doctrine à l'Océan Pacifique et ne fissent connaître qu'ils s'opposeraient à toute ingérence de l'Europe dans le gouvernement des îles Hawaï. Cependant les Anglais fondaient leur colonie du *Honduras* en Amérique centrale et pouvaient devenir, grâce au canal dès lors projeté à travers le Nicaragua, maîtres du passage entre les deux Océans. Le *traité Clayton-Bulwer* de 1850 stipula que ni l'Angleterre, ni les États-Unis ne construiraient le canal sous leur contrôle exclusif. Pour un temps, la « troisième frontière maritime » serait ainsi neutralisée au sud. Au nord, elle s'étendit jusqu'au détroit de Behring quand les Russes eurent cédé, pour 7.200.000 dollars, leur colonie de l'*Alaska* (avril 1867). Après 1890, c'est au delà même du continent que le parti républicain allait reporter ces frontières.

1° ***Conquête des îles Hawaï*** (***1898***). — Pour les États-Unis, les îles n'avaient d'abord présenté, sur les routes du Pacifique, qu'une valeur de position. En 1875, par dérogation à la politique des tarifs autonomes, ils signèrent avec elles un traité de réciprocité commerciale ; c'est qu'elles exportaient le sucre, pour le bénéfice presque unique de capitalistes américains. Plus tard, ils obtinrent une station de charbon à *Pearl-Harbour*, dans l'île de Oahu (1884), signe d'une domination à peine dissimulée. En janvier 1893, la reine **Lilinokalani** fut renversée et un gouvernement provisoire offrit au président Harrisson (qui accepta) d'annexer décidément les îles. Mais après lui Cleveland hésitait; c'est malgré le président que le Sénat reconnut la *République hawaïenne* (1894). Mac-Kinley se laissa gagner aisément à l'idée de l'annexion par le trust du sucre et par les autres industriels intéressés; il la fit prononcer par le Sénat au milieu même de la guerre avec l'Espagne (7 juillet 1898).

2° ***Conquête de Cuba, de Porto-Rico et des Philippines*** (***1898***). — A Cuba, où l'Espagne voyait sa domination contestée depuis le commencement du siècle, la révolte avait gagné l'île entière de 1868 à 1878, redoublé en 1895 (1). Les États-Unis avaient intérêt au rétablissement de l'ordre, nécessaire ici encore à leur commerce du sucre. Cleveland chargea les consuls américains de surveiller la situation, menaça même Madrid d'intervenir. Dans l'Union, deux courants se manifestaient : la partie tranquille de la nation, anti-annexionniste par principe, préférait au besoin la politique d'isolement. Les Républicains, par contre, s'élevaient contre le système de répression violente du général Weyler, dénonçaient les souf-

(1) Voir chap. II, IV, p. 54.

frances des « reconcentrados » enfermés dans les camps espagnols. L'opinion excitée réclama « Free Cuba » (Cuba libre). L'impérialisme exploitait ainsi des sentiments de générosité ; mais lui-même se laissait exploiter en-dessous par les spéculateurs sur le sucre.

L'Espagne cependant rappela Weyler et annonça l'octroi d'institutions autonomes. Mac-Kinley en prit acte (décembre 1897) mais envoya la flotte fédérale aux *Dry Tortugas*, à l'ouest de la Floride. Le 20 janvier 1898, le cuirassé *Maine* entrait dans le port de la Havane ; le 15 février, il sautait avec 250 hommes d'équipage. Le Congrès, interprète de l'exaspération populaire, vota une « résolution conjointe » par laquelle il se prononçait en faveur d'une république cubaine et conseillait à l'Espagne d'évacuer Cuba (20 avril 1898). L'ambassadeur espagnol **Dupuy de Lôme** ne fit aucune réponse. La guerre aussitôt commença.

Elle dura peu. Les Américains, maîtres de la mer, opéraient à portée de leur arsenal de *Key-West*. Le commodore **Schley** bloqua les côtes de l'île ; lorsque l'escadre cuirassée d'Espagne de l'amiral Cervera eut gagné le port de *Santiago de Cuba*, il l' « embouteilla » en coulant deux transports dans le goulet. Le 3 juillet, Cervera voulut sortir ; une canonnade bien dirigée le jeta à la côte et détruisit son escadre. L'opération s'effectuait si précise que les artilleurs américains l'acclamaient ; le capitaine de vaisseau Philip les fit taire : « Ne criez pas ! ils meurent ! » (Don't cheer ! They are dying !). — Sur terre, la guerre, mal préparée par le secrétaire d'État **Alger**, avec une intendance défectueuse et un mauvais service de santé, s'attesta mal conduite, sans plan stratégique, sans autre idée tactique que de se ruer en charges brillantes de cavalerie sur les positions d'infanterie espagnole (à *Pinar del Rio* et à *Santiago*). — Cependant, aux Philippines, l'escadre en bois de l'amiral Montojo avait été brûlée par l'amiral **Dewey** à Cavite, dans la rade de Manille, en présence de l'escadre allemande d'observation de l'amiral Diederichs (1er mai). Il était question de former une « escadre de l'Europe » destinée à bombarder les côtes d'Espagne. Le 12 août, la guerre prit fin par les préliminaires de Washington, que signèrent **Day**, secrétaire des Affaires étrangères, et l'ambassadeur de France **Jules Cambon**. A la *paix de Paris* (10 décembre 1898), Mac-Kinley réclama l'évacuation de Cuba, la cession de Porto-Rico et de l'île de Guam dans les Ladrones, enfin la cession des Philippines (où, à la date du 12 août, les Américains n'occupaient encore que Manille) moyennant 100 millions de francs. Les Espagnols durent céder sur tous les points.

Pour les États-Unis, les difficultés ne vinrent qu'ensuite. La

Constitution n'avait prévu comme possible qu'un accroissement continental ; comment assurer le gouvernement aux colonies d'outre-mer ? Porto-Rico et Hawaï furent organisés en avril et mai 1900. Hawaï, dont le sucre doit entrer en franchise en Amérique, est un « territoire » ; les Hawaïens sont citoyens américains et élisent un représentant au Congrès. L'administration intérieure a conservé le régime de 1894. — Porto-Rico est une colonie qu'administre un gouverneur assisté d'un *Conseil exécutif* nommé par le Président et d'une *Chambre de délégués* élus. Les habitants sont ci-



Un village aux Philippines

toyens de l'île, non citoyens américains; ils désignent seulement un *commissaire* qui les représente à Washington. — A Cuba, les difficultés provenaient des exigences des anciens insurgés : **Maximo Gomez**, leur commandant en chef, réclamait Cuba libre au nom des raisons d'humanité qui avaient déterminé l'intervention. Seulement, tandis qu'une Assemblée élue travaillait à la Havane (décembre 1900) à élaborer une Constitution, les trusts américains s'efforçaient d'obtenir l'annexion de l'île (1). Le général **Wood** attendit le 20 mai 1902 pour quitter la Havane avec ses troupes;

(1) Le premier commissaire américain envoyé dans l'île, Robert Porter, écrivait en 1899 : « Tabac, café, fruits tropicaux, minerai de fer et autres minéraux de diverses natures, bois de construction, bétail, et l'innombrable série des produits qui forment la richesse commerciale de ce merveilleux pays doivent représenter une valeur annuelle qu'on peut estimer entre 200 et 250 millions de dollars et qu'il serait facile de doubler, peut-être de tripler. »

une *République cubaine* fut établie avec un président, **Estreda Palma** et un *Congrès* élu (24 sénateurs et 63 représentants). Toutefois, les États-Unis laissaient quelques garnisons chargées de la défense des côtes, obtenaient des avantages singuliers pour leur commerce moyennant une réduction de droits de 20 pour 100 accordée aux produits de l'île, contrôlaient les relations extérieures de la République, devenaient à son égard une puissance suzeraine, tout en refusant de garantir ses emprunts. En 1906, à la suite de désordres d'un caractère révolutionnaire, ils intervenaient de nouveau, installaient avec Taft un gouvernement provisoire (29 septembre) qui ne se retira qu'après les élections pour un nouveau Congrès.

Aux Philippines, Mac-Kinley avait projeté d'établir un gouvernement colonial ; mais les habitants, débarrassés de l'exploitation espagnole, espéraient la pleine liberté. Un indigène, **Aguinaldo**, de race tagale, forma une République ; mais, traqué dans les montagnes par l'armée américaine, il finit par être pris. Les îles ne furent vraiment pacifiées que par Taft qui, après son inspection de 1905, installa un gouverneur (**L.-E. Wright** jusqu'à 1906) aidé de fonctionnaires civils, et négocia avec le Vatican une sorte de Concordat qui régla le sort des dignitaires de l'Église catholique et des congrégations religieuses.

3° ***Acquisitions dans les îles Samoa***. — En 1899, le *tridominium* anglo-germano-américain sur les îles Samoa fut liquidé. Pour leur part, les États-Unis reçurent *Toutouila* et *Manua* dans laquelle ils utilisaient déjà comme dépôt de charbon le mouillage de Pago-Pego. Nouvelle escale dans le Pacifique sur les routes du sud-ouest.

II. — *Les États-Unis contemporains.*

Derniers problèmes impérialistes. — Cette politique de conquêtes a déterminé une transformation profonde dans la vie générale des États-Unis.

1° ***Situation financière***. — Non pas qu'elle les ait endettés. La guerre avec l'Espagne était survenue avant que le Trésor ne connût les excédents de recettes : le *War Revenue Act* (1898) doubla les taxations intérieures et en créa de nouvelles (patentes, timbres, droits successoraux, droits sur le thé). Mais un excédent de 80 millions de dollars permettait d'amortir dès 1901 l'emprunt de guerre de 200 millions de dollars et de diminuer les taxes intérieures. En

dépit des imprudences commises par la spéculation en 1907, la situation financière demeure brillante.

2° ***Développement du pouvoir central.*** — Mais la conquête a rendu plus forte l'*action du pouvoir fédéral.* Non seulement le gouvernement a développé son système d'impôts à la mesure de sa politique d'expansion (alors qu'autrefois l'Américain ne payait guère que pour les dépenses de sa ville, de son comté et de son État) ; des personnalités en relief, comme celles de Mac-Kinley et de Roosevelt, d'attitude parfois « césarienne », ont encore accusé le caractère « impérial » de la magistrature suprême. Le président modifie au besoin, de son initiative, les tarifs douaniers à titre de représailles économiques ; il nomme maintenant les membres américains de la *cour d'arbitrage de La Haye* sans le concours du Sénat. Dans les pays annexés, comme aux Philippines, il prend des décisions qui le mènent jusqu'à négocier seul avec l'étranger. L'échéance traditionnelle des huit années reste la seule limite imposée à cette « royauté » (1).



ROOSEVELT
(né en 1858)

3° Un tel pouvoir doit s'appuyer sur des ***forces militaires*** nouvelles. Après la Sécession, l'armée de terre avait été ramenée à 25.000 hommes ; elle a été portée à 78.000 au début du XXe siècle ; nul doute qu'elle n'atteigne bientôt 100.000 hommes. La flotte, qui dispute à l'Allemagne le second rang dans le monde, doit comprendre 247 bâtiments, dont 71 unités de combat. L'Union centralisée devient une grande puissance militaire et navale.

4° ***Politique panaméricaine.*** — Cette puissance doit servir à réaliser non plus la simple formule de Monroë : l'Amérique aux Américains, mais celle des chauvins enthousiastes : l'Amérique aux

(1) Encore la campagne présidentielle de 1912 a-t-elle mis aux prises, avec un candidat démocrate, Roosevelt, que la majorité du parti républicain, au mépris de la règle des « deux termes », avait adopté à son « retour de l'île d'Elbe », c'est-à-dire de ses chasses d'Afrique et d'une « tournée » de prestige en Europe. Mais cette fois le peuple américain a réagi contre la menace de « césarisme ».

États-Unis ! Déjà, pendant l'hiver 1889-1890, un *Congrès panaméricain* avait siégé à Washington sous la présidence de **Blaine**, secrétaire d'État de l'Union ; le Brésil, Haïti et quatorze États hispano-américains y proposèrent la conclusion de traités de commerce stipulant des avantages réciproques. Ils décidèrent aussi de recourir à l'arbitrage pour tous les différends entre États américains. C'était une promesse de *Zollverein* dans lequel les États-Unis auraient assumé la protection des faibles (1), même à l'occasion de leurs conflits politiques. Le Venezuela, aux prises avec l'Angleterre pour un territoire contesté à la frontière de Guyane, en recueillit le bénéfice. **Olney**, secrétaire d'État, déclarait à lord Salisbury que l'Amérique du sud, par sa position « à 3.000 milles d'Océan » de l'Europe, par sa proximité des États-Unis, la similitude de ses institutions, dépendait du contrôle unique de ses voisins du nord. C'était « une doctrine de droit public américain ». Les États-Unis sont de fait « souverains sur le continent ». Leurs délégués le soutenaient expressément à la Conférence de La Haye (1900), l'affirmaient d'une façon presque inquiétante pour leurs protégés au Congrès de Mexico (1901). En 1903, lors d'une démonstration navale anglo-allemande au Venezuela, ils se déclaraient opposés en principe à toute contrainte exercée par une force armée européenne contre un État du sud. Ils rappelaient avec défiance l'exemple de l'Égypte ; et l'Angleterre devait s'incliner devant cette « impertinence internationale ». Bien plus ; ils n'admettraient pas sans protester le transfert d'une colonie européenne à une autre puissance d'Europe (celui de l'île danoise de Saint-Thomas, par exemple, à l'Allemagne) (2). **Root**, secrétaire d'État, allait, au *Congrès de Rio de Janeiro* (1906), jusqu'à faire sienne la « doctrine de Drago » qui déniait à l'Europe le droit de recouvrer par la force ses créances sud-américaines. Au surplus, la formule extrême a été proclamée par Grant : « Le temps n'est pas bien loin où, par le cours naturel des événements, tout lien politique entre l'Europe et ce continent cessera d'exister. »

5° ***Question de Panama***. — Ce jour-là, il est vraisemblable que la flotte promenée en 1908, sur l'ordre de Roosevelt, par l'amiral **Evans**

(1) Au Nicaragua, par où pourrait se construire un canal en concurrence avec Panama, ils contrôlent les douanes, la Banque nationale, les chemins de fer, les compagnies de navigation à vapeur, les concessions territoriales et les travaux publics. Le président n'y exerce plus qu'un semblant de pouvoir, sous la surveillance des États-Unis, qui préparent ainsi leur protectorat.

(2) Un de leurs écrivains, Mahan, soutient même que si la Hollande était absorbée par l'Allemagne, les colonies hollandaises des Antilles ne pourraient pas être annexées par l'Empire allemand.

dans toutes les mers du globe, n'aura plus besoin de doubler le cap Horn pour opérer à son gré dans le Pacifique. Grant, qui avait préparé l'annexion de Saint-Domingue, négocia dès 1869 avec la Colombie le droit de construire et d'exploiter un **canal interocéanique** à travers l'isthme de Darien. C'était violer le traité Clayton-Bulwer ; c'était surtout, dans sa pensée, faire avorter l'exécution du canal de Panama qu'allait entreprendre une compagnie française. Poussé par les impérialistes, Mac-Kinley obtint de l'Angleterre, embarrassée au Transvaal, le *traité Hay-Pauncefote* (4 février 1900) : il permettait à l'Union de construire seule le canal, qui serait soumis aux mêmes règles de neutralité que celui de Suez. Mais le Sénat refusa de rien retrancher à la souveraineté de l'État, et l'Angleterre s'inclina encore (novembre 1901). Quand la *révolution de Panama* (1903) eut détaché l'isthme de la Colombie, les États-Unis, acquéreurs des droits et du matériel de la compagnie française liquidée (1902), obtinrent du président **Amador Guerrero** la reconnaissance d'une souveraineté de fait aux deux extrémités du canal et sur une bande de territoire de dix milles de large le long de chaque rive, la cession des îles *Périco*, *Naos*, *Culebra* et *Flamenco* qui en commandent l'entrée, le droit d'élever les fortifications nécessaires (*traité Hay-Bunau-Varilla*, 18 novembre 1903). Ainsi les berges du canal deviennent « une partie de la ligne côtière des États-Unis ».

6° ***L'empire du Pacifique***. — De même que Porto-Rico, neutralisant la Jamaïque anglaise, surveille l'entrée du canal sur le golfe du Mexique, de même les îles *Christmas* et *Phœnix* (en attendant que l'Équateur consente à céder les *Gallapagos*), en surveillent la sortie sur le Pacifique. Au centre de l'Océan, les Hawaï, à l'ouest les Philippines semblent assurer à l'Union la maîtrise de ce « théâtre de l'avenir » et reportent ses frontières en face de ce monde de l'Extrême-Orient, dont l'accommodation constituera sans doute la plus grosse question politique du XXe siècle. Dès aujourd'hui, la concurrence japonaise s'affirme dans les îles Hawaï, où les Nippons sont 70.000, aux Philippines, accablées d'impôts, malmenées par des milices brutales et par des fonctionnaires que la machine politique n'a pas su former encore, et où la « constitution » n'a pas « suivi le drapeau ».

Or voici que des Japonais, et non des moindres, observent que, depuis les accords passés avec la Russie et la France et l'alliance (renouvelée le 13 juillet 1911) avec l'Angleterre, le Japon, assuré de ses prises sur le continent asiatique et déçu par Formose, a besoin, pour imposer la paix nippone, tout au moins des

Philippines, dont la conquête de 1898 l'a frustré. Pour eux, les difficultés survenues à propos de la fréquentation des Japonais dans les écoles de Californie (1906-1908), que Roosevelt n'a pu leur assurer qu'en pesant à Sacramento de tout le poids de l'autorité fédérale, les entraves apportées par les consuls américains à l'établissement de « nouveaux Japons » au Chili, au Pérou et au Mexique (1), ne font que préparer la crise que rendra fatale l'ouverture du canal de Panama (comme l'ouverture du Transsibérien détermina la crise de Mandchourie). En dépit des déclarations retentissantes de Roosevelt, le Pacifique n'est pas encore reconnu domaine « impérial » américain.

7° ***Position « mondiale » des États-Unis.*** — Du moins, il n'est plus possible de tenir l'Union en dehors des questions européennes. Sous couleur de science ou de philanthropie internationale, elle a participé à l'Acte général de Berlin (1885), qui a découpé l'Afrique ; depuis, elle s'est proclamée tutrice de la République nègre de *Libéria*. Ses plénipotentiaires ont siégé à Algésiras (1906), où ils ne signèrent l'Acte qu'avec des réserves inspirées par leurs « intérêts » dans l'Atlantique oriental. Le secrétaire d'État **Hay** a protesté contre le refus des libertés politiques opposé aux Juifs en Roumanie ; il a transmis officiellement à Pétersbourg une pétition des Juifs d'Amérique contre la politique des *pogroms* et les massacres de Kichinev. Nous sommes loin de la primitive doctrine de Monroë. De la phase panaméricaine, la politique des États-Unis a passé à la phase « mondiale ».

Sans doute, la nation n'a pas encore, même à l'intérieur, résolu tous les problèmes : elle a su écarter les dernières menaces de la dictature, non pas régler de façon satisfaisante le statut de ses « jaunes » et de ses « noirs », maintenir ordonnée une rivalité de classes qui s'épanouit en luttes de races. Ce sera peut-être l'œuvre de la génération nouvelle, celle des *University men*, dont beaucoup prétendent à remplacer les politiciens. Il est difficile en tout cas de prévoir où consentiront à s'arrêter les prétentions d'une démocratie très sûre de constituer une des grandes forces nationales du monde (2).

(1) Voir chap. XVII, V, p. 488.

(2) Roosevelt déclare : « Avant tout, nous devons nous tenir épaule contre épaule, sans nous inquiéter des aïeux ou de la religion de nos voisins, mais seulement de la sincérité de leur américanisme, travaillant tous ensemble de cœur, de tête et de mains à l'honneur et à la puissance de notre patrie commune... L'Amérique contre le monde. L'Amérique à tort ou à raison. L'Amérique toujours. Nous sommes Américains. » Il réclame aujourd'hui une extension des pouvoirs fédéraux, qui, en limitant les privilèges de puissance ou de fortune accaparés par les « corporations » financières incontrôlées et par les « machines » des vieux partis, assure un plus juste fonc-

et spécialement orgueilleuse de ses 94 millions d'habitants (1).

A CONSULTER :

BOUTMY : *Essai d'une psychologie politique du peuple américain.* — DE ROUSIERS : *La Vie américaine*, 2 vol., et : *Les Industries monopolisées (trusts) aux États-Unis.* — BUJAC : *La Guerre hispano-américaine.* — BARGY : *La Religion dans la société aux États-Unis.* — D'AVENEL : *Aux États-Unis.* — TARDIEU : *Notes sur les États-Unis.* — VIALLATTE : *L'Industrie américaine.* — HAUSER : *L'Impérialisme américain.* — ROOSEVELT : *L'Idéal américain.* — COOLIDGE : *Les États-Unis, puissance mondiale.* — PIERRE LEROY-BEAULIEU : *Les États-Unis au XXe siècle.* — CONS : *Les États-Unis de 1789 à 1912* (avec un aperçu bibliographique). — *Questions actuelles de politique étrangère dans l'Amérique du nord.* — KLEIN : *Au pays de la « vie intense »*, et *L'Amérique de demain.*

tionnement de la *démocratie*. C'est « le nouveau nationalisme ». L'entrée en scène du nouveau parti a déterminé en effet, aux élections présidentielles de 1912, une perturbation totale dans les anciennes machines. Taft, candidat des républicains conservateurs, s'est effondré. Pour la première fois depuis 1892, un démocrate est élu, un « University man », sur un programme de réformes fiscales en réaction contre le protectionnisme outré des conservateurs.

(1) Y compris l'Alaska, les îles Hawaï et Porto-Rico (*census* de 1910).

CHAPITRE XXI

L'AMÉRIQUE LATINE DEPUIS 1830

I. **Formation des États de l'Amérique latine**. — II. **Le Mexique**. — III. **Le Brésil**. — IV. **La République argentine**. — V. **Le Chili**. — VI. **Les autres États latins**.

I. — *Formation des États de l'Amérique latine*.

L'échec du congrès de Panama (1826) fut le signal de la séparation entre les États américains. Le Brésil s'était organisé une vie à part depuis 1822 ; le Mexique perdit l'Amérique centrale, dont les cinq États, Guatemala, Honduras, San Salvador, Nicaragua, Costa-Rica, devinrent en 1839 autant de républiques indépendantes. L'Uruguay s'était séparé de Buenos-Ayres (1828) pour se donner en 1830 avec Ribera une constitution libérale. Pérou et Bolivie avaient formé deux républiques distinctes (1829). Les « États-Unis de Colombie » se fractionnèrent en Nouvelle-Grenade, Venezuela et Equateur (1830). Au total, seize États, dont le seul Empire du Brésil conserva la forme monarchique.

Leurs frontières, à l'origine, furent mal fixées. Des territoires « contestés » mirent aux prises le Brésil avec deux ou trois de ses voisins, l'Équateur avec le Pérou, plus tard le Paraguay avec la République Argentine, le Chili avec la Bolivie. A l'intérieur, sauf au Brésil, l'ordre était mal assuré ; beaucoup de chefs de bandes, issus des longues guerres de l'indépendance, restèrent en armes pour exploiter la guerre civile et escalader le pouvoir (surtout au Venezuela). Les fonctionnaires espagnols une fois expulsés, il ne

se trouva, pas plus chez les blancs asservis jusqu'alors à l'Espagne que parmi les créoles, personne doté d'une expérience suffisante pour gouverner la masse des Indiens, des métis et des mulâtres à peine civilisés. Les gouvernements, toujours à la merci d'une dictature militaire, n'avaient de démocratique que le nom.

II. — *Le Mexique.*

De 1825 à 1884, des révolutions presque continuelles (250 jusqu'à 1857) et très confuses ont troublé le Mexique. — Au moment de la guerre contre la France, les partis cessèrent enfin d'être la chose de quelques chefs pour représenter une méthode de gouvernement. Tous les Mexicains nés en Espagne ont bien pu être expulsés en 1825, les autres (environ 4 millions, de sang mêlé, parlant en général espagnol) ont dû, pour dominer 6 à 7 millions d'Indiens autochtones, demeurés barbares sous une couche de christianisme, conserver les procédés de l'administration espagnole, avec l'établissement ecclésiastique. Toutefois, les idées joséphistes et révolutionnaires transformaient, parallèlement au mouvement libéral d'Europe (de 1820 à 1848), presque toute la législation civile. — Après 1884, la dictature civile (en apparence) de Porfirio Diaz a fait, sauf sur certains points, du Mexique un État moderne.



MEXICO
(D'après Beaucé)

Les guerres intérieures jusqu'à 1857. — Le premier Congrès avait établi, à l'imitation des États-Unis, le *régime fédératif*

(constitution de 1824). Chacune des dix-huit provinces formait un État. Au centre, le pouvoir exécutif appartenait à un *président*, le pouvoir législatif à un *Congrès* de deux Chambres, la *Chambre des représentants*, élue par un suffrage à deux degrés, et le *Sénat* (deux sénateurs par État); le pouvoir judiciaire à une Cour suprême. Toutes les libertés étaient reconnues; mais la liberté individuelle pouvait être suspendue par le président en cas d'émeute, et le jury criminel n'existait pas. A cette constitution avaient travaillé deux partis aux tendances conservatrices : l'*ancien parti d'Iturbide*, attaché aux privilèges militaires et ecclésiastiques, aux droits des propriétaires sur les *peones* (demi-serfs indigènes), à la prépondérance du pouvoir central et de Mexico; — le *parti libéral aristocratique* des fonctionnaires et des officiers « illustrados » ou éclairés, affiliés en grand nombre au rite écossais de la Franc-Maçonnerie, et groupés en loges « escoceses ». Contre eux se forma bientôt, sous l'influence du ministre des États-Unis, un troisième *parti*, celui *des Yorkinos*, radicaux à l'européenne, métis, habitants des villes jalouses de la capitale, anciens insurgés, tous haïssant les Espagnols et partisans d'une république fédéraliste et démocratique.

La lutte entre ces trois partis n'aboutit qu'à la ruine et à l'anarchie; c'est alors que l'histoire du Mexique fut vraiment « écrite par la main du bourreau ». Le président **Pedrazza**, qui succède en 1827 au général Victoria, vainqueur d'Iturbide, est renversé par le général **Guerrero**, pris lui-même et fusillé en 1831. A son tour, **Santa-Anna** se révolte dans Vera-Cruz (1832); mais c'est un radical, **Farias**, qui est élu président. Il supprime les vœux monastiques et les distinctions légales entre Indiens et Mexicains. Santa-Anna se rapproche alors des conservateurs; c'est pour se faire nommer dictateur par un *pronunciamiento*, puis élire président (1835). Cependant le pays ne s'organise pas; sa dette s'augmente par des emprunts contractés en Europe à des taux usuraires; les brigands s'affirment les maîtres des grandes routes et des villes. Nulle sécurité pour les étrangers.

Santa-Anna gouverne par les mêmes procédés. Arrivé par l'armée, il la flatte, prodigue les brevets d'officiers. Il maintient les *fueros* ecclésiastiques, brise par la dissolution les résistances du Congrès. Au surplus, il retire le droit de vote aux Indiens, supprime la constitution fédéraliste, livre l'administration des provinces à des gouverneurs, qu'il nomme à son gré. Chassé quatre fois, il revient et s'impose quatre fois. Pendant ces troubles, qui permettent de faire fusiller tous les hommes marquants, de confisquer les biens des particuliers (chevaux, bestiaux ou terres), qui

forcent à négliger l'agriculture et à délaisser les mines, la détresse financière s'accroît ; les seuls revenus réguliers, ceux des douanes, se trouvent réduits à rien par la contrebande, avec la complicité des fonctionnaires. En 1841, la dette monte à 250 millions, et l'État n'a plus qu'à faire banqueroute. Les étrangers réclament la protection de leurs gouvernements : en 1839, l'escadre du **prince de Joinville** bombarde Vera-Cruz pour arracher des indemnités en faveur des négociants français. Déjà le Texas s'est soulevé, a formé en 1835 une République qui s'est ensuite annexée aux États-Unis (1845). Dans la guerre qui en résulte avec la grande République du nord, Santa-Anna se fait battre dans la vallée du Rio Grande, tandis que le général Scott enlève successivement Vera-Cruz, Puebla et Mexico. Le traité de Guadalupe-Hidalgo (2 février 1848) doit céder aux États-Unis le Texas, l'Arizona, le Nouveau-Mexique, l'Utah, le Nevada, la Californie. Santa-Anna se refuse pourtant à rétablir un gouvernement régulier ; il est chassé définitivement en 1854.

Le parti démocrate et Juarez (1854-1861). — La chute de Santa-Anna, en ruinant le parti *escocese*, ne laissa plus en présence des conservateurs centralistes et aristocrates que les démocrates fédéralistes, qui firent arriver à la présidence le général **Comonfort** (avec Juarez comme vice-président). Dès le 25 juin 1856, Comonfort promulguait la loi qui « désamortit » les biens du clergé ou de mainmorte et les mit en vente pour payer les dettes extérieures de l'État : il en fut de même des biens possédés par les établissements d'instruction et d'assistance auxquels l'État se substitua. Les privilèges ecclésiastiques furent supprimés, les dominicains, carmes, franciscains (sans grande influence sur les classes instruites, mais restés très près des paysans et des *peones* indiens) chassés des paroisses, le Sénat aboli (*Constitution de 1857*). Mais la liquidation des biens donna lieu à de tels gaspillages que les conservateurs, s'aidant de la guerre civile, chassèrent à son tour Comonfort de Mexico (21 janvier 1858). Leurs chefs, **Zuloaga** et **Miramon**, gouvernèrent comme présidents avec l'aveu de l'Europe, pendant que le vice-président Juarez, d'abord enfermé à Vera-Cruz, se faisait reconnaître par les États-Unis. En 1859, il déclarait sécularisés les biens des diocèses et des paroisses, établissait le mariage civil. En décembre 1860, le général des fédéralistes enfin victorieux, **Ortega**, expulsait Miramon, et Juarez rentrait à Mexico.

Benito Juarez était un « homme de couleur », né en 1806 à Oaxaca, dans le sud. D'abord domestique, puis destiné au sacerdoce (les prêtres sont en majorité des Indiens ou des métis, mélangés parfois

de sang nègre, il finit par devenir avocat, député (en 1846), gouverneur d'Oaxaca et vice-président de la République. Le 1er juillet 1861, contre Zuloaga et Miramon, qui tiennent encore la campagne, il reçoit des pouvoirs exceptionnels ; le 17, il fait décréter par le Congrès la suspension, pour deux ans, des paiements aux créanciers étrangers. Or la France, l'Espagne et l'Angleterre avaient eu des nationaux violentés au cours de la guerre civile et n'avaient pas reconnu le gouvernement de Juarez ; elles exigèrent en commun des réparations, des indemnités, le paiement intégral des dettes (*convention de Londres*, 31 octobre 1861). Les Espagnols intervinrent les premiers avec le général **Prim** et enlevèrent Vera-Cruz (18 décembre) ; les Français de **Jurien de la Gravière** et les Anglais du général **Dunlop** arrivèrent en janvier 1862 Aussitôt Juarez négocia, accorda les réparations demandées, obtint de Londres et de Madrid (qui avaient désavoué à l'avance toute intervention dans les affaires du Mexique) le rembarquement de leurs troupes (*convention de la Soledad*, 18 février 1862). Napoléon III se refusait toujours à reconnaître la République juariste ; le général **de Lorencez** reçut l'ordre de marcher sur Mexico. Ses troupes, insuffisantes en nombre (6.000 hommes), échouèrent à l'attaque de *Puebla* (5 mai 1862).



Benito Juarez
(1806-1872)

Politique de Napoléon III au Mexique. — Rouher a présenté l'expédition entreprise au Mexique par le gouvernement impérial comme « la plus grande pensée du règne ». D'autres n'y ont vu qu'un rêve, une chimère sans consistance Il semble qu'à l'origine l'entreprise ait affecté, au contraire, un caractère assez positif, mercantile même, que les aspirations idéalistes vers la constitution d'un empire latin et des intrigues de divers genres ne sont venues voiler que plus tard. Sans doute Napoléon se flattait de dégager au Mexique une « nationalité » latine, qu'il importait de soutenir contre les entreprises des Anglo-Saxons des États-Unis ; le moment semblait bien choisi, alors que l'Union du nord, coupée

en deux, devenait pour longtemps incapable de tout effort extérieur et que la victoire se prononçait encore en faveur des Confédérés. Le projet rencontrait faveur à Rome, accoutumée depuis 1852, l'expédition française de Chine et d'Indo-Chine et la guerre du Liban (1860), à voir le second Empire se poser, partout ailleurs qu'en Italie, en défenseur des intérêts catholiques ; il le serait de nouveau contre ceux que Gentz avait autrefois appelés « les païens de l'Amérique ». Au surplus, le général Almonte, ex-ambassadeur de Miramon, assurait que ce serait l'affaire de quelques mois. Sans s'attacher à découvrir chez l'Empereur des vues réalistes plus lointaines, il faut rappeler que les conservateurs centralistes suppliaient depuis deux ans la France de leur donner un prince européen, complotaient à Paris, à Madrid et à Cuba, et que Michel Chevalier et les économistes officiels venaient de « découvrir » à l'usage des Français les richesses minières et autres du pays. La valeur n'en serait-elle pas centuplée quand, au lieu du chemin de fer de Colon à Panama, ouvert en 1855, le canal d'Amérique centrale, réplique nécessaire de celui de Suez, réunirait les deux Océans?

Et voici l'intrigue : l'appui accordé au banquier suisse **Jecker**, créancier pour 75 millions de Miramon (qui n'en avait pas touché le dixième). Anglais et Espagnols avaient écarté sa créance, qui n'était pas française ; mais Morny fit naturaliser Jecker en 1862, et reçut dans l'emprunt une part de 30 pour 100. Les conseils de Morny, très écoutés aux Tuileries, se rencontrèrent avec les ambitions de la famille d'Autriche, désignée pour fournir le nouveau souverain, et de Léopold Ier de Belgique, de manière à triompher des hésitations de l'Empereur, averti par Prim des dangers de l'aventure et longtemps retenu par certains de ses propres ministres.

Les Français au Mexique (1862-1867). — Le général **Forey**, débarqué à Vera-Cruz en mai 1861 avec 30.000 soldats, recommença l'expédition américaine de 1847. Il assiégea *Puebla* (18 mars 1863), dont le gouverneur **Ortega** capitula après la défaite infligée à *San Lorenzo* par la division Bazaine au général Comonfort venu au secours de la place (8 mai). Le 5 juin, Forey entrait à Mexico et, sous couleur de consulter la population sur les changements à opérer dans le gouvernement, il réunissait une *Commission* de 35 notables conservateurs qui eux-mêmes créèrent une *Junte* de 215 membres. Cette Junte nomma empereur l'**archiduc Maximilien**, frère de l'empereur d'Autriche et ancien vice-roi du

Lombard-Vénitien. Par la *Convention de Miramar* (10 avril 1864), Napoléon III promit à Maximilien, pendant six ans, le concours d'une force française ; en retour, le souverain solderait l'entretien des troupes (et 270 millions pour les frais de l'expédition). A cet effet, il contracta en France un emprunt que lui garantit le gouvernement. Le nouvel Empereur, à qui le pape envoyait une bénédiction spéciale, arriva au Mexique le 28 mai 1864.

Dès ce moment, il perçut qu'il ne rallierait qu'une minorité ; toutefois, appuyé sur le clergé, sur les propriétaires, sur la force française, il repoussa Juarez et ses troupes à travers les plateaux du nord jusqu'à la frontière du Rio Grande, mais sans pouvoir se rendre le maître du pays. Les Mexicains avaient proclamé Juarez dictateur; contre les Français, ils organisèrent des bandes presque insaisissables (*guerillas*) qui les harcelèrent, les énervèrent par d'incessantes escarmouches. Le climat tropical et les maladies, l'échec d'une *contre-guerilla* française firent le reste. Le maréchal **Bazaine**, commandant en chef après Forey (octobre 1863), prit *Oajaca* (9 février 1865). Il eut l'idée de faire signer par l'Empereur un ordre qui déclarait la guerre terminée et prescrivait de ne plus considérer les républicains encore en armes que comme des rebelles (30 octobre). En conséquence, les généraux **Arteaga** et **Salazar** et trois colonels furent fusillés ; la guerre prit dès lors un caractère atroce.



Maximilien, Empereur du Mexique
(1832-1867)

Fin de l'empire de Maximilien (**1865-1867**). — Incapable d'imposer l'ordre, l'Empereur ne s'entendait même pas avec tous les éléments monarchiques. Lorsqu'il voulut, par des mesures libérales, affranchir les Indiens du péonage, il s'aliéna les propriétaires aristocrates ; quand il refusa de rétablir les *fueros* ecclésiastiques, il s'attira l'hostilité du clergé et du nonce apostolique, que

le pape finit par rappeler. Sa tentative pour former un parti libéral modéré n'aboutit pas ; avec Miramon, resté fidèle à sa cause, il se trouva tout à fait isolé, au moment même où il allait perdre l'appui des Français.

Contre les premières démarches de Napoléon III, les États-Unis n'avaient pas protesté ; mais ils avaient reconnu Juarez et son gouvernement comme le seul légitime, et soutenu ses lieutenants Escobedo, Diaz et Doblado. Grâce à eux, et à l'inaction de Bazaine, fort occupé de son mariage avec une jeune Mexicaine, nièce de l'ancien président Pédrazza, les républicains reprirent l'avantage sur les troupes françaises épuisées. Dès la fin de 1865, ils les battaient à *Tacambaro*, en 1866 à *Matamoros*, à *San Nobel*, près de Mexico, où Bazaine tenait ses forces concentrées, enfin à *Tampico*, au nord de Vera-Cruz. C'est le moment que choisirent les États-Unis pour affirmer de nouveau la doctrine de Monroë. Non seulement ils s'opposèrent au recrutement de volontaires d'Europe, notamment d'Autrichiens, qui auraient constitué à l'empereur du Mexique une sauvegarde pour sa personne ; ils demandèrent encore de façon très pressante le retrait des troupes françaises que Napoléon III, en raison des menaces de la politique européenne, se vit réduit à leur accorder.

Bazaine venait de se brouiller avec Maximilien. Il est avéré qu'il intriguait avec des Mexicains de divers partis pour provoquer une abdication du souverain et pour se faire élire à sa place dictateur, peut-être même empereur comme autrefois Iturbide. Il crut avoir partie gagnée quand Napoléon III eut refusé à l'impératrice Charlotte, à Saint-Cloud, les secours qu'elle était venue réclamer en vertu de la convention de Miramar. Mais, chez Maximilien, la pensée d'abdiquer ne dura qu'un moment ; âme vraiment chevaleresque, il déclara au général Castelnau, envoyé par Napoléon pour le pousser à cette complaisance envers la France, qu'il n'abandonnerait pas ceux de ses sujets qui s'étaient compromis pour lui. Cependant Bazaine commença (1er février 1867) cette retraite vers Vera-Cruz que ses admirateurs exaltèrent ridiculement à l'égal de celle des Dix-mille. La France, qui avait envoyé 39.000 hommes au Mexique, avait perdu au moins 9.000 morts. Le reste ne représentait plus qu'une valeur militaire médiocre, dont l'entretien avait, sans profit, vidé les arsenaux.

Aussitôt les Français embarqués, Maximilien fut perdu. Réduit à lutter contre un soulèvement général, avec le seul appui du parti de Miramon et d'amis personnels, Autrichiens et Belges, il quitta Mexico pour mener à son tour la guerre de partisans dans les mon-

tagnes du nord. Trahi par le colonel **Lopez**, fait prisonnier dans *Queretaro* par **Escobedo** avec les généraux Miguel **Miramon** et Tomas **Mejia** (15 mai), il fut jugé avec eux par un conseil de guerre et condamné à mort. Juarez se laissa arracher l'ordre d'exécution par le premier ministre Lerdo de Tejada. Tous les trois furent fusillés (19 juin 1867).

Rétablissement de la République. — La mort de Maximilien marque l'écrasement du parti monarchiste et le triomphe de Juarez. Rentré à Mexico, Juarez rétablit le régime de 1857, fut réélu président en décembre 1867, puis en 1871. Autour de lui se constitua une sorte de parti national, démocratique et fédéraliste, qui a survécu à la mort du chef (1872). **Lerdo de Tejada**, qui lui succéda, fit voter en 1873 les lois dites « de Réforme », qui séparaient l'Église de l'État, instituaient le mariage comme contrat purement civil, retiraient les registres de l'état civil au clergé, interdisaient le port du costume ecclésiastique et les cérémonies extérieures du culte, refusaient de reconnaître les vœux monastiques, dissolvaient les congrégations religieuses, laïcisaient l'enseignement et l'assistance publique. Mais le despotisme de Tejada fut tel et si scandaleuse la dilapidation des deniers publics qu'une scission se déclara dans le parti libéral. Le plus brillant lieutenant de Juarez, **Porfirio Diaz**, par un *pronunciamiento*, renversa Tejada et prit sa place. Il réclamait la mise en vigueur complète de la Constitution et la liberté électorale pour tous (les prêtres avaient été privés du droit de vote en 1871). Il appliqua en effet ce « plan de Palo Blanco » ; en décembre 1880, il céda la présidence au général **Gonzalez** (1880-1884), dont l'administration tyrannique et cupide risqua de susciter de nouvelles guerres civiles. Diaz reprit alors le pouvoir à coups de sabre (16 juillet 1884), après que le Congrès, revisant la constitution, eut augmenté la durée du mandat présidentiel et autorisé la réélection du président.

Le « règne » de Porfirio Diaz (1884-1911). — Diaz représente, dans l'ordre matériel, l'avènement du Mexique à la vie moderne. Fils d'un cabaretier espagnol et d'une Indienne (1830), il avait fait la guerre de 1847 contre les États-Unis et combattu avec Juarez contre Santa-Anna, Maximilien et les Français. Cependant il rompit avec Juarez quand, au mépris de la constitution, Juarez se perpétua à la présidence. Lui-même, en 1876, arrivé au pouvoir par l'armée, il prit soin de rétablir d'abord le Sénat et d'instaurer un régime civil, respectueux des formes républicaines. Le Mexique

n'en avait pas moins un maître qui lui donna l'ordre et la paix, mais au prix de la dictature imposée plus qu'acceptée.

Ce qui la soutenait, dans chacun des vingt-sept États « souverains », c'était l'oligarchie féodale des *cientificos* (gens instruits) qui, au nom de deux millions de blancs et de créoles possesseurs de *latifundia* ou de mines, tendaient à rejeter dans le *péonisme* douze millions d'Indiens et de métis. Maîtres du suffrage universel, qui leur assurait la presque unanimité au Congrès, les « caciques » remaniaient arbitrairement les limites mêmes des États, imposaient aux électeurs les gouverneurs agréables à Diaz, qui pouvaient tout se permettre, malgré les Congrès locaux, à la condition d'être des amis du président. Diaz, qui avait supprimé ses adversaires (en 1879, les partisans de Lerdo de Tejada qui remuaient à Vera-Cruz), avait aussi éliminé les dirigeants libéraux d'avant 1876, et ne laissait arriver au grade d'officier général que ses créatures. En 1883, un amendement constitutionnel enleva les délits de presse au jury, les attribua à des magistrats du gouvernement qui muselèrent les journaux, à la seule exception des journaux subventionnés. Dans le budget, le parti faisait leur part aux *contratistas*, financiers politiciens, qu'avaient enrichis d'avantageux marchés de fournitures passés avec le gouvernement fédéral ou avec les États.

Le parti de Diaz, gouvernant au profit de quelques-uns, a rendu néanmoins des services à tous. Il a *supprimé le brigandage* par la création (dès 1876) d'une gendarmerie rurale : les *charros*, hardis cavaliers bien armés, aux ordres directs du président. Le général **Reyes**, ministre de la Guerre, et le général **Troncoso** ont organisé l'armée (1896). Le service obligatoire a fourni, malgré de nombreuses exemptions, 25.000 soldats dressés à l'européenne, débarrassés des gradés honoraires d'ancien régime, commandés par des officiers instruits à l'École de Chapultepec, avec des réserves et leurs cadres prévus dès le temps de paix. Les douanes intérieures (*alcabalas*) ont été abolies. La condition du clergé, demeuré pauvre et peu nombreux depuis la séparation, a été réglée par un accord passé avec l'archevêque de Mexico, **Labastida**, « inventeur » de Maximilien, mais rallié à l'ordre nouveau ; le système des « compositions » a rendu légale l'acquisition des biens par les établissements ecclésiastiques.

Le Mexique moderne. — Outre l'armée, le Mexique s'est donné trois autres organes nécessaires à un État moderne.

1° ***L'assainissement des finances*** a été l'œuvre de Diaz et de son ministre Yves-José **Limantour**. En 1876, la situation se présen-

tait difficile. Les créanciers français de l'emprunt de 1864 y avaient perdu des centaines de millions ; l'Angleterre, depuis 1823, avait avancé (et aventuré) 22 millions et demi de livres sterling. Diaz, par un concordat, réduisit cette dette à 14 millions sterling, aux intérêts de 3 pour 100 gagés sur la douane de Vera-Cruz. En 1888 et 1890, il emprunta chez Bleichroeder 10 millions et demi sterling aux intérêts de 6 pour 100 payables en or. Mais le pays produit surtout de l'argent, métal déprécié. C'est la seule difficulté financière, alors que la dette atteint à peine aujourd'hui 1.200 millions de francs (80 francs par habitant).

2° ***Les chemins de fer*** constituent une grande œuvre : 13.000 kilomètres de voies ferrées parcourent le pays en tout sens, le relient sur trois points avec les États-Unis. Comme leurs compagnies se sont constituées surtout à Boston et à Londres, avec de l'argent belge, allemand, hollandais et anglais, de même leurs services profitent avant tout aux Américains qui viennent acheter des fermes (*haciendas* à mettre en actions, remonter les mines restées inexploitées par manque de capitaux nationaux, construire les tramways, les usines électriques, les téléphones, et imposent de plus en plus l'anglais comme langue des affaires. Mais ce sont des Anglais qui ont construit la ligne interocéanique de Tehuantepec, concurrente heureuse des transcontinentaux américains.

3° Le développement de ***l'instruction*** n'a pas marché de pair avec les progrès matériels. Les Universités, au sens européen, font encore défaut ; beaucoup d'écoles secondaires à culture latine fonctionnent dans les villes, et des écoles primaires sont prévues dans tous les villages. Toutefois Diaz s'est en général efforcé de remplacer la culture latine par le dressage à l'américaine, qui emploie l'anglais comme base d'un enseignement secondaire spécial, destiné à se substituer presque partout à l'enseignement classique. La même vue a conduit à multiplier dans tout le Mexique les *écoles d'ingénieurs*. Cependant, sur 15 millions d'habitants, les statistiques comptent encore 10 millions d'illettrés.

Chute de Diaz. — Ainsi industrialisé, le Mexique risquait de tomber, depuis que les États-Unis ont accaparé l'isthme de Panama, sous le contrôle de l'Union. Diaz avait prévu le danger ; les derniers emprunts contractés en Europe avaient servi à nationaliser les voies ferrées, en les rachetant aux Compagnies où dominaient les actionnaires yankees. C'est à des Anglais qu'il avait concédé les gisements de pétrole convoités par le *Standard Oil*. Plus récemment, il refusait de s'associer à la tutelle que les États-Unis préten-

dent exercer sur le Nicaragua et l'Amérique centrale. Il ne semble pas douteux que la diplomatie américaine, la « diplomatie du dollar (1) », ait favorisé contre le président la coalition des révoltés de la frontière du nord dirigés par **Madero**, démocrate cultivé, de la bourgeoisie moyenne exaspérée par le « caciquisme » et désireuse de voir la pratique du suffrage universel devenir une réalité, des socialistes enfin, puissants depuis quelques années dans les centres industriels. La tyrannie de Diaz n'a fourni que trop de prétextes à un soulèvement bientôt général.

Commencé à *Chihuahua*, accompagné d'une démonstration militaire américaine sur le Rio Grande, il s'est étendu progressivement jusqu'à la capitale, a partout renversé les « caciques » et les gouverneurs officiels, a forcé Diaz à la démission (mai 1911). Et comme sa dictature, en reléguant au second plan les personnalités de valeur qu'il n'avait pas traquées (Reyes, Limantour lui-même), n'avait pas prévu le transfert régulier du pouvoir, le lendemain de cette dernière guerre civile apparaît très précaire. Sans doute, le parti « antiréélectionniste (2) », devenu *parti progressiste*, a porté son chef à la présidence (octobre 1911) après le gouvernement intérimaire du ministre des Affaires étrangères **de la Barra**. Le programme des victorieux ne redoute point les vastes réformes : non-réélection des fonctionnaires, liberté absolue du suffrage universel, liberté de la presse, service militaire égal pour tous, réforme de l'enseignement, développement de la petite propriété agricole par le morcellement des grands domaines, garanties données aux capitaux étrangers. Seulement, à peine en fonctions, le président Francisco Madero a connu les mêmes difficultés qui ont eu raison de Diaz : la guerre civile recommençante au service des ambitions militaires, les exigences des alliés socialistes, les incidents de frontière qui provoquent les observations des États-Unis. Situation dangereuse non seulement pour Madero mais pour le Mexique même, s'il devait s'établir en règle qu'il lui faille désormais attendre de Washington la désignation de son président (3).

(1) Les financiers new-yorkais ont, dès la chute de Diaz, et dans son entourage même, racheté les 10 pour 100 d'actions qui leur manquaient pour « contrôler » les voies ferrées ; le Mexique n'en possède plus que les 41 pour 100.

(2) Avant tout, il protestait contre les élections successives de Diaz comme contraires au principe démocratique.

(3) Madero, attaqué dans Mexico par le *pronunciamiento* victorieux des généraux Huerta et Félix Diaz, a été capturé par eux et assassiné avec le vice-président Suarez. Le Mexique retombe dans l'anarchie militaire sous l'œil attentif de l'ambassadeur des Etats-Unis (23 février 1913).

III. — *Le Brésil.*

Seul de tous les États de l'Amérique latine, le Brésil s'organisa en monarchie constitutionnelle. L'empereur **Pedro Ier**, fils de Jean VI, gouverna avec le concours de deux assemblées : un *Sénat* de 58 membres élus à vie et une *Chambre* de 122 représentants élus pour quatre ans au suffrage universel à deux degrés. Mais les créoles lui reprochaient son origine européenne, les difficultés avec la France, qui avaient amené en rade de Rio la menace d'une escadre, la faiblesse de sa politique extérieure en Amérique même. Pedro Ier abdiqua en faveur de son fils âgé de cinq ans et né au Brésil (7 avril 1831).

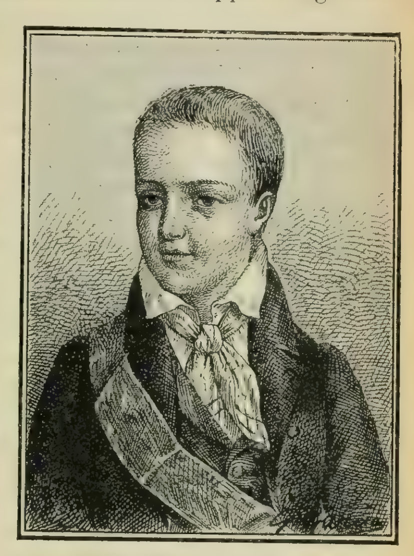


PEDRO Ier
(1798-1834)

Règne de don Pedro II (1831-1889). — La régence impériale, qui gouverna jusqu'à la majorité du nouvel Empereur (18 juillet 1841), avait déjà dû se défendre contre le parti républicain, puissant à Rio, et contre une révolte de l'armée (1833). A la mort de Pedro Ier, le parti républicain fédéraliste obligea le gouvernement à modifier la constitution : le régent serait nommé par les électeurs, le Conseil d'État supprimé, une Assemblée administrative élue dans chaque province (12 août 1834). Ainsi se constituait un *Empire fédéral*. Mais ce fédéralisme tournait rapidement au séparatisme. Des villes, Pernambuco, Para, Bahia, s'insurgeaient ; les provinces les plus riches (Sao Paulo, Minas Geraes) prétendaient à une vie politique particulière. Rio Grande do Sul forma pendant dix années (1835-1845) la *République de Paratiny*. De 1842 à 1845, Pedro s'occupa de les soumettre, modifia à son tour la Constitution (12 mai 1845) dans le sens d'un renforcement du pouvoir impérial : l'Empereur eut le droit de sanctionner tous les actes du législatif et de nommer les membres du Sénat sur des

listes de trois candidats présentés par les électeurs. — L'amnistie de 1850, due à l'initiative de Pedro, marqua la fin des troubles politiques d'organisation, par la combinaison du fédéralisme administratif avec les pratiques de la monarchie parlementaire.

La lutte des partis. — Pendant quarante-cinq ans, au milieu des luttes que se livraient pour le pouvoir les deux partis : le parti *moderado* et le parti *libéral* à tendances républicaines, Pedro II a gouverné à titre personnel à la façon de Louis-Philippe. Son gouvernement s'arrangeait aux élections de manière à posséder, au moins en apparence, la majorité dans le pays. L'Empereur, qui voyageait beaucoup en Europe, imposait comme unique programme l'adoption des mesures pratiques capables de mettre en valeur un territoire immense et neuf : améliorations matérielles (services de paquebots sur les fleuves), régularisation des finances, liberté des cultes, pour attirer les émigrants européens. Dès 1867, une compagnie anglaise avait construit 600 kilomètres de chemins de fer. Lorsque, sur ce programme, le parti au pouvoir ne s'entendait plus avec lui, Pedro, par une dissolution de la Chambre, en appelait aux électeurs. Ainsi se succédèrent au ministère **Zaccarias**, **Vasconcellos** et le marquis **de Olinda**.



PEDRO II EN 1841
(1825-1891)

En conséquence, sous l'action personnelle et timide à la fois de Pedro, jaloux de conserver l'autorité du gouvernement sans mécontenter les grands propriétaires (*fazendeiros* et *Paulistas*), les réformes ne s'accomplirent que peu à peu. En 1881, le *suffrage universel* fut mis en vigueur ; en 1884, l'*état civil* fonctionna sur le modèle français ; en 1888, la *tolérance religieuse* fut inscrite dans la constitution. — Dans les travaux publics, l'influence de Pedro s'exerça pleinement. Très instruit des sciences naturelles, fier d'avoir été élu « associé » à l'Académie des sciences de Paris, il fit explorer la région

encore peu connue de l'Amazone, pour en étudier les productions ; pour la première fois, un service de bateaux à vapeur remonta le grand fleuve jusqu'à Manaos. Des lignes de paquebots atlantiques relièrent Bahia, Pernambuco et Rio à l'Europe occidentale et ouvrirent le pays à la diffusion des marchandises françaises et anglaises. Des chemins de fer conduisirent depuis les ports de la côte jusqu'aux mines et aux *fazendas* des plateaux (près de 10.000 kilomètres en 1889). — Pour l'instruction, Pedro créa d'abord un *Institut*, puis des *Écoles d'enseignement supérieur*, mais d'un enseignement tout scientifique, assez peu de collèges d'enseignement secondaire et d'écoles élémentaires.

La guerre du Paraguay (1864-1870). — Ce souverain pacifique mena cependant deux guerres pour la défense des frontières dans le sud de l'Empire. — En 1851, il expédia 12.000 hommes contre le dictateur argentin **Rosas**, occupé au siège de Montevideo, et le contraignit à lâcher prise. Pour cette opération, il s'était assuré l'alliance du Paraguay que gouvernait **Carlos Lopez** depuis la mort du dictateur Francia (1840). Lopez exerça lui aussi la dictature, mais pour rétablir la paix, appeler les étrangers, ouvrir son pays, jusque-là isolé, au commerce international (1853). Le Brésil en profita plus qu'aucun autre Etat voisin. — La situation changea avec **Solano Lopez**, qui succéda à son père en 1862. Très féru d'uniformes et de parades militaires, il fit du Paraguay un État fortement armé, en vue de conquêtes territoriales. Des chicanes de commerce servirent de prétexte à la guerre qu'il méditait contre le Brésil : l'Empire aspirait à « contrôler » les deux fleuves (Parana et Paraguay) qui rejoignent l'Uruguay pour former le Rio de la Plata. Lopez envahit la province brésilienne de Matto Grosso, captura des navires brésiliens qui remontaient le Parana, s'empara de *Corrientes*. Il s'était ménagé l'alliance d'**Aguivre**, chef des « blancos » de l'Uruguay (novembre 1864). Sans tarder, le Brésil dirigea ses troupes sur Montevideo, d'où elles chassèrent Aguivre que remplaça Florès, chef des « colorados ». Puis, avec **Florès** et **Mitre**, président de la République Argentine, le Brésil signa (mai 1865) une *triple alliance* militaire.

La guerre dura cinq ans. Les alliés détruisirent la flottille paraguayenne au combat de Corrientes, remontèrent le Parana (mars 1866), en forcèrent le passage et enlevèrent au prix de rudes batailles les forts d'*Itapiru*, de *Curupaïti* et d'*Humaita*. Il y fallut deux années. Ce n'est qu'à la fin de 1868 que le maréchal brésilien **Laxias** entra dans *Assuncion*, capitale de Lopez. — Mais le président avait levé une nouvelle armée ; don Pedro envoya contre lui son gendre Gaston

d'Orléans, **comte d'Eu**, fils du duc de Nemours, marié en 1864 avec la princesse impériale Isabelle, héritière de la couronne. La campagne de 1869 fut décisive. Le 12 et le 16 août, le comte refoula Lopez dans les forêts de l'ouest, le vainquit encore deux fois en octobre et écrasa le 28 novembre sa dernière armée dans laquelle combattaient des esclaves (libérés le 2 octobre) et jusqu'à des femmes. Lopez ne fut plus qu'un fugitif que la cavalerie brésilienne surprit et tua le 15 mars 1870. Des 1.337.000 habitants du Paraguay, les trois quarts avaient péri; les vainqueurs forcèrent les 29.400 hommes qui restaient à établir un gouvernement libéral avec un Congrès de deux Chambres. Mais le pays était ruiné.

L'esclavage. — La constitution du Brésil n'avait jamais reconnu l'esclavage ; toutefois, les nègres d'Afrique continuèrent à être importés jusqu'à 1858. L'Empereur souhaitait l'émancipation des deux millions d'esclaves ; il affranchit ceux de son domaine particulier, sans oser aller plus avant contre le sentiment des aristocrates. Mais pendant ses voyages en Europe, la régente, sa fille **Isabelle**, accomplit les autres actes d'émancipation. Le 28 septembre 1871, les enfants à naître des femmes esclaves furent déclarés libres pour l'époque de leur majorité. En 1885, à la suite de l'affranchissement décrété dans deux États, une loi émancipa tous les esclaves âgés de moins de soixante ans. Enfin, en mai 1888, *l'esclavage fut complètement aboli ;* les 600.000 esclaves de l'Empire étaient libérés mais devaient résider deux ans encore dans leurs provinces. Cet article ne fut guère observé et les anciens esclaves, désertant la culture et la cueillette du café, se hâtèrent de grossir le prolétariat des villes. Pour les remplacer, le gouvernement appela des colons d'Allemagne et de Suisse, d'Italie et de Portugal, leur distribua des terres prises sur le domaine impérial et dans les provinces du sud. Mais beaucoup ne trouvèrent à s'employer que comme journaliers agricoles chez les grands propriétaires, qui cherchaient d'ailleurs à les exploiter. Il en résulta une crise qui ne contribua pas médiocrement à la chute de l'Empire.

La République fédérative (15 novembre 1889). — Le régime impérial reposait tout entier sur la personne de Pedro II, vieilli et presque aveugle; lui disparu, le trône appartiendrait à sa fille Isabelle (et au comte d'Eu). Le comte, en dépit de ses victoires sur le Paraguay, comptait peu d'amis dans l'armée à laquelle Pedro ne s'était non plus jamais intéressé. Beaucoup d'officiers s'étaient affiliés au parti républicain, vaincu mais non détruit depuis 1848.

Certaines provinces, jalouses de la capitale fédérale, protestaient contre le choix des gouverneurs désignés en fait par le pouvoir central. Les propriétaires regrettaient l'esclavagisme. De tous ces mécontentements, qui s'accordaient à redouter l'avènement du comte d'Eu, le parti républicain fédéraliste sut profiter. Son chef, **Benjamin Constant de Magalhaes**, introducteur au Brésil de la religion positiviste, s'entendit avec le maréchal de camp **Deodoro da Fonseca**, que le comte d'Eu avait envoyé en disgrâce surveiller la frontière de Bolivie (1888), pour déterminer un *pronunciamiento*. En vain, le nouveau premier ministre, comte de **Ouro-Petro**, promettait de rendre l'autonomie complète aux États et aux communes, et de procurer une réforme électorale. Le 15 novembre 1889, Pedro II, qui avait échappé en juillet à une tentative d'assassinat, fut embarqué pour Lisbonne avec la famille impériale et la République proclamée.

Au début du nouveau régime, le gouvernement affecta un caractère strictement militaire. Les officiers, qui avaient installé Fonseca comme président du gouvernement provisoire, proclamèrent la *République des États-Unis du Brésil*, supprimèrent le Sénat, décrétèrent le suffrage universel pour l'élection d'une Assemblée Constituante (15 septembre 1890) et, sous l'inspiration de Benjamin Constant, séparèrent les Églises de l'État laïcisé, établirent le mariage civil. Après quoi, l'Assemblée nationale vota une Constitution calquée sur celle des États-Unis et élut Deodora da Fonseca président de la République (26 février 1891).

Mais Fonseca, pendant la période provisoire, avait pris l'habitude de gouverner en dictateur. Il entra en conflit avec le Congrès à propos d'une loi sur les incompatibilités et le déclara dissous (4 novembre); puis, en attendant de nouvelles élections, il décréta l'état de siège. Une telle mesure provoqua la guerre civile, la révolte du *Rio Grande do Sul*, des batailles dans les principales villes, une menace de *pronunciamiento* de la flotte. Le maréchal da Fonseca démissionna, céda la place au vice-président **Floriano Peixoto** (23 novembre). — Bien qu'il eût supprimé l'état de siège et rappelé le Congrès, le général Peixoto restait le prisonnier de la coterie des officiers, qui prétendirent prolonger sa présidence intérimaire jusqu'à la fin de 1894. De nouveau, contre la dictature, les provinces s'insurgèrent : celle de Matto-Grosso (1892), celle de Rio Grande do Sul (1893). La marine aussi se prononça contre le régime militaire : les amiraux **Custodio de Mello** et **Saldanha de Gama** bombardèrent Rio et Santos, arrêtèrent le commerce avec l'étranger. Il fallut, pour les vaincre, acheter aux États-Unis une escadre qui les prit à revers dans la baie de Rio (13 mars 1894).

Du moins ils obtenaient gain de cause, puisque ce fut un civil, **Prudente Moraes**, qui fut élu président.

Le Brésil moderne. — La présidence de Moraes inaugure une période de vie régulière continuée par les présidents Pereira, **Campos Salles**, **Rodrigues Alves** et **Affonso Penna**. Les généraux ont laissé se constituer un régime fédératif de vingt et un États (y compris le district fédéral de Rio de Janeiro), très autonomes dans leur fonctionnement intérieur, libres même de traiter (surtout en matière financière) avec l'étranger. Les législatures des États et les gouverneurs sont élus au suffrage direct de tous les citoyens qui savent lire et écrire (aussi les nègres sont-ils en général exclus). De la même manière sont élus le président pour quatre ans (il n'est pas rééligible, ni éligible aucun membre de sa famille), le Sénat, à raison de trois membres par État, la Chambre des députés, à raison d'un représentant par 70.000 habitants. Une *Cour suprême* représente le pouvoir judiciaire.

Les conflits avec certains États européens (avec l'Angleterre, à propos de l'îlot de la Trinidad, 1895; avec la France, au sujet du territoire contesté de la Guyane du sud, 1897; avec l'Italie, au sujet des indemnités réclamées par des Italiens victimes de la dernière guerre civile, 1896), résolus par des arbitrages, n'ont pas empêché le Brésil de faire un large appel aux capitaux et à l'immigration du vieux monde (1). Cette immigration se porte de préférence vers les provinces du sud où elle rencontre des conditions de climat plus favorables. Elle s'affirme surtout allemande, polonaise et italienne. L'État de Parana, où le cinquième de la population s'avoue polonais-autrichien, produit à certains observateurs l'effet d'une « Nouvelle-Pologne »; Sao-Paulo, où les Italiens ont commencé d'arriver vers 1877, l'effet d'une « Nouvelle-Italie »; à Santa-Catharina, les Allemands, qui représentent plus du tiers des habitants, ont parfois, dans cette « Nouvelle-Allemagne », réussi à faire élire un gouverneur de leur race. L'expression est d'ailleurs fort exagérée, et le caractère natif ne subsiste guère après la première génération (2).

De tous ces éléments s'est constituée une nation qui se place aujourd'hui au premier rang des puissances latines de l'Amérique. Ses vingt millions de citoyens, actifs et riches, ont supporté avec aisance la dernière crise économique et financière. Après 1889,

(1) « Avec le capital français et la main-d'œuvre indigène, déclare un sénateur le Brésil ferait merveille. »
(2) Voir t. I, chap. XXVIII, § 2.

la production en café, qui alimente la moitié de la consommation du monde, fut poussée à l'excès, sans souci de la dépréciation qui en résulterait fatalement pour les prix de vente. En vue de la combattre, les trois États producteurs (Sao-Paulo, Minas-Geraes, Rio) s'engagèrent en 1906, par la *convention de Taucaté*, à acheter assez de café pour soutenir le prix du sac de soixante kilos à un chiffre de 55 à 65 francs. Dans cette « valorisation », que d'autres États avaient songé un moment à étendre au caoutchouc, ils immobilisèrent 400 millions sans résultat appréciable; une pénible liquidation s'imposa, rendue plus difficile par l'état du marché financier. Alors en effet qu'en 1888 le billet de banque faisait prime sur l'or même, la mauvaise administration, les troubles insurrectionnels, les dépenses exagérées produisirent un déficit que l'État fédéral dut combler par des emprunts et par une véritable émission d'assignats à cours forcé (il en circulait 780.000 *contos de reis* en 1898) (1). La monnaie perdit les trois quarts de sa valeur. L'arrangement Campos-Salles-Rothschild enraya enfin le mal. Il suspendait pour trois ans le service des intérêts de la dette extérieure ainsi que l'amortissement jusqu'à 1911; en retour, le Brésil déposait ses assignats dans des banques étrangères qui les brûleraient au fur et à mesure de leur paiement effectué en or. A la suite, le *milreis* a repris le cours de 1 franc 40. Les excédents de recettes budgétaires, réapparus depuis 1902, ont permis de gager des emprunts productifs pour le rachat ou la construction de voies ferrées et pour les travaux du port de Rio (1908).

Peu chargé de dette (un peu plus de trois milliards et demi, soit 240 francs par habitant), le Brésil prétend aujourd'hui servir d'exemple et peut-être de guide aux autres républiques latines. La marine comprend en effet des cuirassés modernes du plus fort tonnage. Parfois ses équipages cèdent encore à l'indiscipline (comme en novembre 1910, lors de l'avènement à la présidence du maréchal Hermès da Fonseca). Elle n'en demeure pas moins, avec la flotte de la République Argentine, presque la seule capable de s'opposer à l'extension, qu'elle refuse d'accepter, de la puissance des États-Unis dans l'Atlantique sud.

(1) Un *conto de reis* vaut 1.000 *milreis*.

IV. — *La République Argentine.*

Période de dictature (1827-1860). — Depuis son indépendance effective, l'histoire de la région de la Plata ne s'est pas déroulée sans troubles. Non seulement la vieille opposition entre *fédéralistes* et *unitaires* (partisans de la suprématie de Buenos-Ayres), entre *gauchos* et *porteños* subsiste, mais il arrive que l'ambition d'aventuriers et de chefs de bandes change de temps en temps toutes les conditions de la vie politique.

Après Rivadavia, le pouvoir passa (1829) à un chef des gauchos, **Rosas**, qui, s'étant débarrassé du général **Lavalle**, gouverna en dictateur jusqu'à 1852. Son régime terroriste n'a pas pour objet de maintenir l'ordre, mais de se maintenir lui-même en excitant les uns contre les autres les unitaires (ou *dos noirs*) et les fédéralistes (*dos rouges* ou *colorados*). En 1835, il contraint la Chambre des représentants à lui conférer « la somme des pouvoirs ». Dès lors, il agit librement, en sauvage, mate avec la dernière brutalité les révoltes des provinces, fait assassiner les suspects que lui désigne sa police particulière (parmi eux le président du Congrès et les chefs de l'armée), traque spécialement les Français et insulte en termes grossiers le gouvernement de Louis-Philippe. Dans les provinces, les chefs de bandes (*caudillos*) l'imitaient, massacraient les habitants, détruisaient écoles et églises. C'était le retour à la barbarie primitive, prédit par Bolivar désenchanté.



MONTEVIDEO

La politique extérieure ne valait guère mieux. Rosas avait aidé un aventurier, **Oribe**, à s'emparer du pouvoir en Uruguay; mais Montevideo le chassa et s'allia en Argentine même avec les ennemis du dictateur. Rosas et Oribe assiégèrent alors Montevideo pendant dix ans (1841-1851) mais sans pouvoir la prendre, incapables qu'ils étaient de con-

duire un siège régulier, et parce que la ville, que défendaient des volontaires français et italiens (parmi lesquels Garibaldi), put constamment se ravitailler par mer. Cet insuccès provoqua la chute de Rosas. Le Brésil qui, pendant dix ans, avait possédé la *Banda Oriental*, groupa en alliance militaire l'Uruguay, le Paraguay et les deux provinces de Corrientes et d'Entre-Rios. Tandis que la France et l'Angleterre, en représailles de trop nombreux griefs, bloquaient Buenos-Ayres par mer, le général **Urquiza**, gouverneur de l'Entre-Rios depuis 1846, s'insurgea contre Rosas et commença, avec l'aide de 12.000 Brésiliens, par chasser Oribe de son camp de *Cerrito* et de l'Uruguay (octobre 1851). Puis, avec 27.000 hommes, il marcha sur Buenos-Ayres d'où Rosas s'était enfui ; le 3 février 1852, il le battait à *Monte-Caseros* et le forçait à passer en Europe.

Buenos-Ayres, il est vrai, refusa de reconnaître Urquiza, qui s'établit dans la petite ville de *la Plata*. Pendant huit années, la Plata demeura en dehors de la fédération sous le gouvernement du colonel Mitre. Elle y rentra le 6 juin 1860.

Établissement du gouvernement régulier (1860-1893). — En 1860, la République Argentine se donna une constitution fédérative sur le modèle des États-Unis du nord. Le *président* est élu pour six ans au suffrage universel et non rééligible ; le *Congrès national* comprend deux Chambres : un *Sénat* de délégués des États autonomes, et une *Chambre des députés*. Cette constitution fonctionna de façon à peu près régulière après Urquiza (qui ne gouvernait guère autrement que Rosas) avec les présidents **Mitre**, **Sarmiento**, **Avellaneda** et **Roca** (1862-1886). Sans doute, pour s'assurer la majorité, le gouvernement recourait fréquemment à la mise en état de siège ; quelques provinces s'insurgèrent contre Buenos-Ayres, devenue capitale en 1880. Il fallut employer à les vaincre l'armée qui avait refoulé les Indiens sur les plateaux du sud. Mais les écoles se multipliaient, à l'instigation surtout de Sarmiento ; les émigrants italiens, espagnols et basques, arrivés en nombre croissant jusqu'à 1889 (180.000 en 1886, 290.000 en 1889), étendaient vers l'ouest le champ des cultures et les colonies agricoles. L'élevage du bœuf et du mouton devint une grande industrie ; des mines furent mises en exploitation ; 2.000 kilomètres de chemins de fer, suppléant la navigation fluviale, desservirent les unes et les autres. Le pays s'enrichit avec une extrême rapidité, surtout Buenos-Ayres, son débouché nécessaire ; de là date son extension, l'afflux de population qui en fait aujourd'hui « la seconde ville de la race

latine ». En 1883, le papier-monnaie enfin « assaini » recommença de s'échanger en numéraire contre sa valeur faciale.

L'excès même du mouvement provoqua une crise. En 1886, le général Roca avait poussé à la présidence son beau-frère **Celman**. Celman prétendit jouer de nouveau au dictateur et fonda un parti personnel qu'il appela « Parti autonomiste national ». C'était avant tout une association de profiteurs qui spéculèrent avec fureur sur les terrains (c'est encore aujourd'hui la spéculation préférée à Buenos-Ayres), vendirent les chemins de fer, concédèrent sans règle ni raison voies ferrées, canaux et ports à des courtiers véreux. Bientôt une *loi sur les banques libres*, sous couleur de faciliter le commerce de l'argent et les prêts aux exploitants agricoles, aboutit à déchaîner l'agiotage sur le papier et l'accaparement des terres au moyen d'hypothèques frauduleuses. En 1890, une émeute, dirigée par « l'Union civique » et soutenue par la flotte, contraignit Celman à se retirer (6 août); le vice-président **Pellegrini** se sentit paralysé par la question financière. Et la première année de la présidence de **Luiz Saënz Peña** se passa en combats contre des insurgés à la Plata, à Tucuman, à Cordoba et à Rosario.



BUENOS-AYRES

L'Argentine moderne. — Depuis cette date, la guerre civile n'a plus troublé le développement de la vie politique. Sous la direction des présidents **Roca**, **Quintana**, **Figueroa Alcorta**, **Roque Saënz Peña**, la République a régularisé sa situation financière. La *Banque nationale* avait fait faillite en 1891; le papier-monnaie subissait une dépréciation de 400 pour 100 par rapport à la piastre-or de 5 francs. Une loi de 1898 fixa la valeur de la piastre-papier à 2 francs 20 en or et constitua une encaisse métallique suffisante pour garantir la circulation fiduciaire. L'État fédéral prit à son compte les emprunts des provinces (1900). Les importations de capitaux réalisées depuis 1902, les excédents de recettes, les produits du commerce international permettaient de convertir la dette extérieure 6 pour 100 (1906),

de réduire la dette flottante et d'appliquer aux travaux publics de grosses dotations. Les voies ferrées (28.636 kilomètres en 1910) pénètrent tout le centre depuis le Chaco jusqu'à la Patagonie et le relient au Chili (*chemin de fer transandin*); les ports de Buenos-Ayres, de Rosario et de Corrientes, de Bahia-Blanca dans l'extrême sud, assurent des relations directes dont profitent en première ligne les exportateurs de blé, de viande, de peaux, de laines, de quebracho. Le peuplement paraît assuré par une immigration régulière qui, après n'avoir compté que 70.000 Européens, s'est relevée en 1908 jusqu'à 255.000, dont 170.000 sont restés dans le pays.

Le pouvoir central, affermi par une politique de sagesse, capable d'imposer aux provinces la même législation civile et commerciale, en a profité pour assurer ses relations étrangères. Des compromis ont réglé les contestations de territoires, soit avec le Brésil (Territoire des Missions, 1890), soit avec la Bolivie (dans la *puna* d'Atacama, 1898), soit avec le Chili, le long de la Cordillière des Andes (1901). Dans ces deux derniers cas, des arbitrages ont évité des guerres menaçantes. Le rapprochement avec l'Espagne enveloppe plus encore de signification. Commencé sous la forme de *congrès hispano-américains* (depuis 1900), il a continué par la fondation de banques, de compagnies de commerce et d'Académies. — Ce caractère de « latinité » affirmé avec persistance contraste avec l'invasion économique méditée ici encore par les États-Unis. Le *Beef-trust*, accapareur de viande, « contrôle » déjà cinq des huit établissements frigorifiques; il vient d'acquérir une autre colossale installation dans l'ancien port militaire de la capitale. Ce monopole détourné, qui constitue déjà un double danger, et pour le consommateur européen et pour l'élevage de l'Argentine, pourrait à l'occasion devenir une menace pour son indépendance politique.

V. — *Le Chili.*

La « période de paix » (1830-1865). — Au Chili, comme dans les autres États américains du sud, l'émancipation fut suivie de plusieurs années de guerre civile. Point de partis organisés, mais des équipes politico-militaires aux ordres des généraux qui cherchent à s'emparer du pouvoir. En 1830, il finit par revenir aux conservateurs ou *moderados*, qui rédigent la *Constitution de 1833*. La constitution, adoptant à la fois les principes démocratiques américains et les formes monarchiques d'Europe, proclame les libertés ordi-

naires (sauf la liberté de la presse et la liberté des cultes), installe un *président* élu pour cinq ans par un corps électoral spécial et rééligible après un intervalle de cinq années, et un *Congrès* de deux assemblées : un *Sénat* de 36 membres élus pour neuf ans, une *Chambre des députés* de 108 membres élus pour trois ans, tous au suffrage universel (à la seule exclusion des illettrés).

Pendant trente années, après avoir empêché Santa-Cruz, vainqueur du Pérou, de former une fédération de tous les États des Andes (1839), les présidents (**Bulnes, Montt**, etc.) ont développé la constitution dans le sens libéral, fondé une Université et des lycées, construit des chemins de fer, indispensables dans un pays si étiré en latitude, remplacé par un *Code civil* nouveau le vieux droit espagnol. Aussi, vers le milieu du siècle, un *esprit public* se forme, plus attentif à la vie parlementaire; en 1861, il porte **Perez** à la présidence et, lors d'une tentative de l'Espagne pour reprendre pied en Amérique, forme le *parti national.*

Guerre avec l'Espagne (1865-1868). — Les prétentions espagnoles, contemporaines de l'expédition française au Mexique, apparurent aux États des Andes comme le signal d'une entreprise générale de l'Europe contre l'indépendance américaine. A la suite de contestations relatives à des émigrants basques établis au Pérou, la flotte espagnole de l'amiral **Pareja** occupa, en face de Callao, les îles *Chinchas*, riches en guano (avril 1864). Le général **Pezet**, président du Pérou, en appela aux autres États. Un *congrès*, tenu à Lima, aboutit à une alliance entre le Pérou, le Chili, la Bolivie et l'Équateur (1864), puis à une *convention militaire* entre les deux premiers, après la chute du président Pezet, coupable d'avoir cédé à l'Espagne les îles Chinchas. La guerre fut sans gloire. Les Espagnols perdirent deux frégates en 1865, bombardèrent *Valparaiso* après avoir défait la flotte chilienne aux îles *Chiloé* (février-mars 1866), mais échouèrent devant *Callao* (25 avril). Ce fut leur dernier effort, qu'arrêta bientôt la Révolution de 1868 ; en revanche, l'alliance ébauchée à Lima entre les Républiques ne survécut pas au danger extérieur.

La guerre du Pacifique (1878-1884). — Au contraire, la guerre survint à nouveau entre les États andins à propos d'une question de frontières. Entre le Chili, le Pérou et la Bolivie, s'étend le *désert d'Atacama*, riche en dépôts de guano et de nitrate de soude. Les Boliviens, qui s'en prétendaient les maîtres au défaut d'une délimitation régulière, avaient concédé l'exploitation des minerais

d'*Antofogasta* à une compagnie anglaise qui employait de préférence des ouvriers chiliens. Deux traités (1866 et 1874) essayèrent, après dix ans de négociations, de régler la question en laissant le pays contesté (du 23° au 25° latitude sud) indivis entre le Chili et la Bolivie, et convenant que la Bolivie ne percevrait pas pendant vingt-cinq ans de nouveaux droits d'exportation sur le guano. Mais le Congrès bolivien refusa de ratifier le traité et même de reconnaître toute concession faite à des étrangers qui n'acquitteraient pas les droits d'exportation (février 1878). Il y était poussé par le Pérou qui, en 1873, lui avait promis en secret le concours de ses armes et qui pensait ruiner par la guerre les concurrents de ses propres extractions de nitrate et de guano. En décembre 1878, la rupture fut complète.

La déclaration de guerre surprit cependant la Bolivie. Elle avait imaginé que la seule annonce de son alliance avec le Pérou amènerait à composition le Chili déjà engagé dans un conflit diplomatique avec la République Argentine. Leurs armées de terre étaient nombreuses et passaient pour bien exercées; la flotte péruvienne comprenait quatre vaisseaux cuirassés, deux frégates, une goélette et six transports, montés par des marins exercés et des officiers dont l'un au moins, l'amiral Grau, s'affirma de la race des grands chefs. Mais le Chili se révéla supérieur, et par sa marine, depuis longtemps développée sur une si longue étendue de côtes, forte de deux frégates cuirassées, de quatre corvettes, d'une canonnière et de dix transports, et surtout par son armée, pourvue de matériel moderne, d'une parfaite instruction technique, de ressources accumulées au cours de vingt-cinq années de paix.

Dès l'abord, les ouvriers chiliens de la Compagnie, organisés militairement, renforcés par les troupes régulières du colonel **Sotomayor**, se saisirent d'*Antofogasta*, de *Mejillones* et de *Caracoles*, tandis que l'escadre bloquait *Cobija* (février 1879). Le 28 mars, Sotomayor battait les Boliviens à *Calama* et les chassait de l'Atacama. Désormais les opérations allaient se développer sur mer. L'escadre chilienne de l'amiral **Rebolledo**, dont un navire avait remporté un léger avantage devant *Loa* sur deux navires péruviens de l'amiral **Garcia**, bombarda *Pisagua* (18 avril), força la flotte péruvienne à quitter Callao, la battit à *Iquique* (21 mai). Mais le 6 juillet, **Grau** prenait la mer à son tour, réoccupait Iquique, détruisait les ouvrages chiliens à *Chanasal*, à *Huasco*, à *Carrizal*, enlevait deux transports en vue d'Antofogasta, qu'il bombardait ainsi que *Taltal* et, jusqu'au 1er octobre, échappait à toute poursuite chilienne. En octobre, **Riberos**, successeur de Rebolledo, et **La Torre** donnaient la chasse à Grau,

l'atteignaient le 8 au cap d'*Agamos*, le tuaient ainsi que les quatre officiers qui prenaient après lui le commandement du *Huascar*. Le Pérou se trouvait ouvert à l'invasion par mer.

Maîtres de la mer, les Chiliens débarquèrent en effet 10.000 hommes à Pisagua (2 novembre). Leur chef, le général **Escala**, repoussa les 12.000 Péruviens de **Buendia** à *Dolorès* (10 novembre), les chassa jusque dans Arica, rejeta les Boliviens sur les plateaux du nord-est. Puis, l'un après l'autre, les Chiliens occupèrent les ports : *Ilo* et *Pacocha* (février 1880), *Arica* (7 juin), après deux victoires à *Los Angelos* et à *Tacna*, enfin *Piseo* (à 200 kilomètres au sud de Lima). Leurs 24.000 soldats, commandés par **Baquedano**, culbutèrent 20.000 Péruviens à *Chorillos* et à *Miraflores*, pillèrent les faubourgs de *Lima*, forcèrent l'entrée de la ville (janvier 1881). La guerre continua dans l'intérieur. Les Péruviens avaient acclamé un dictateur, **Pierola**, tandis que les Chiliens soutenaient le gouvernement régulier de Calderon. Pierola se maintint jusqu'à la fin de 1882. En mai 1883, le nouveau président, **Iglesias**, signa la paix qui cédait au Chili le département de Tarapaca et (pour dix ans) celui de Tacna; à son tour, la Bolivie céda les districts d'Antofogasta, de Caracoles, de Mejillones et de Cobija et se vit fermer toute issue vers l'Océan (avril 1884). Le Chili s'emparait de tous les territoires à guano et à nitrate, ne laissant comme espoir à ses deux adversaires (et notamment à la Bolivie) qu'une expansion fort aléatoire dans le domaine supérieur de l'Amazone (*territoire d'Acre*) que lui contestait le Brésil.

Le Chili moderne. — Depuis sa victoire sur le Pérou et la Bolivie, le Chili a développé de façon régulière ses immenses ressources naturelles. C'est l'œuvre du *parti libéral* (radicaux et démocrates), qui s'est imposé aux présidents **Errazuriz**, **Pinto**, **Santa-Maria**. La liberté des cultes a été inscrite dans la *constitution de 1874*, le mariage civil rendu obligatoire en 1884 (en même temps que s'organisait l'état civil). L'enseignement d'État, constitué par **Barros Arana** à partir de 1877 autour de l'*Institut national* (qui date de 1813), comporte principalement, avec une École des Mines à Copiapo, une École d'ingénieurs à Santiago, et des lycées secondaires « réaux », sans latin.

A vrai dire, cette instruction n'a pendant longtemps atteint que la surface de la population dont la plus grande partie demeure assez misérable. Ainsi s'expliquent deux faits. D'abord, la tentative longtemps heureuse de **Balmaceda**, élu président en 1886, pour se perpétuer illégalement au pouvoir à partir de 1891, puis les condi-

tions présentes de la République. — En dépit de l'aristocratie des riches propriétaires, maîtres de la majorité dans les Chambres, Balmaceda établit un régime de terreur, perçut illégalement les impôts, se rallia l'armée de terre, acheta des vaisseaux en Europe. La flotte, en effet, s'était déclarée contre lui et mise à la disposition du Congrès qui constitua dans Iquique un gouvernement légal avec les deux présidents du Sénat et de la Chambre et l'amiral Montt (février 1891). La guerre continua, acharnée, sur terre et sur mer jusqu'au 19 septembre; Balmaceda, vaincu, sur le point d'être pris, s'était suicidé. — Depuis, sous les présidences de **Montt**, **Errazuriz**, **Riesco**, **Figueroa**, le Chili a réglé pacifiquement ses contestations de frontières avec le Pérou et la République Argentine et, tout en augmentant ses défenses militaires et navales, développé son industrie et ses relations de commerce. Toutefois les mines de nitrate du nord sont restées entre les mains des Anglais. Dans les villes du centre (Valparaiso, Santiago), les ouvriers d'art, les petits commerçants, les hôteliers sont des Allemands qu'amène depuis longtemps une immigration régulière ; la « botica alemana » du pharmacien y constitue le rendez-vous de la bonne compagnie, le centre des intrigues politiques. Allemands aussi les médecins et les professeurs : une centaine de professeurs allemands enseignent dans les écoles normales, les lycées, les établissements supérieurs dont ils occupent les chaires principales. Des officiers allemands ont reçu mission de réorganiser l'armée (tandis que le Pérou et la Bolivie demandaient le même service à la France). Le sud présente l'aspect d'un pays de colonisation germanique : Valdivia, Osorino, Puerto-Montt deviennent une « petite Allemagne du Pacifique ».

Ainsi, la richesse économique, très réelle, qui se traduit dans le budget annuel par des excédents souvent considérables de recettes, par la solidité du crédit national et par un commerce extérieur de 1.500 millions, résulte en grande partie du travail des hommes d'affaires et des capitaux étrangers. Reste à savoir si les Chiliens pousseront la docilité jusqu'à demander à l'Allemagne de se faire leur guide intellectuel, commercial, politique, sous le prétexte spécieux que si l'Allemagne ne se charge pas de cette tâche dans toute l'Amérique latine, avant l'ouverture du canal de Panama, ce seraient les États-Unis qui se réserveraient de l'accomplir.

VI. — *Les autres États latins.*

Les Républiques américaines, autres que les quatre principales dont il vient d'être question, ne semblent pas encore sorties de la période des révolutions propices aux coups de force d'un « général » ambitieux ou d'un partisan sans scrupules soutenu de l'étranger. Le ***Venezuela,*** depuis la disparition des chefs du parti légaliste, **Guzman Blanco** et **Joaquin Crespo**, a passé par toute la série des *pronunciamientos* militaires. — ***L'Equateur*** s'est trouvé livré, après l'assassinat du président **Garcia Moreno** (1875), aux dictatures de soldats factieux (**Vintimilla**) qui, en réaction contre la politique de Moreno, ont versé dans la persécution anticléricale (sauf de 1886 à 1895, avec **Coamano, Florès** et **Cordero**). Cependant les capitaux lui manquent pour donner toute sa valeur au port de Guayaquil; les États-Unis négocient pour se faire céder les îles Gallapagos avec une insistance « amicale » qui ressemble à une menace. Un conflit de frontière expose périodiquement le pays à la guerre : au sud avec le Pérou, au nord avec la Colombie. — ***La Colombie*** elle-même, à peine sortie de contestations de frontières avec le Venezuela et Costa-Rica, s'est vue amputée, sous l'administration du président **Marroquin**, de la *région de Panama*, devenue (novembre 1903) république particulière sous la tutelle des États-Unis.

Une des dernières révolutions du ***Paraguay*** constitue le type parfait de ces agitations. Un colonel, ministre de la Guerre, invité à fournir des comptes sur les gaspillages de son département, s'en tire en forçant le président à démissionner. Le ministre de l'Intérieur, qui entreprend une contre-révolution, est battu et fusillé. Le colonel, reprenant la tradition des Francia et des Lopez, oblige le Congrès à le nommer général de brigade, emprisonne, en vertu de l'état de siège, députés de l'opposition, journalistes et étudiants, si bien que les chefs de son propre parti en viennent à redouter également deux aventures : ou que le président ne cause leur perte commune par l'excès de ses fantaisies, ou qu'il ne s'entende, pour se maintenir indéfiniment, avec les groupes d'opposition. Ils l'attirent donc dans une caserne d'artillerie, où le président en appelle en vain à ses « fidèles » soldats, le font démissionner en lui promettant un poste diplomatique en Europe (1) et son retour à

(1) Précisément à Berlin, où il devait négocier l'envoi d'officiers allemands chargés d'instruire l'armée paraguayenne.

la présidence dans quatre années, le tout sous la garantie du président du Sénat. Après quoi, le nouveau général est embarqué sur le Parana à destination de Buenos-Ayres et salué par le ministre de la Guerre et de la « Marine », chef du complot, qui lui déclare « qu'il était un bon militaire, mais un bien mauvais politique ». Le mérite militaire mis à part, cette appréciation pourrait s'appliquer sans doute à d'autres présidents sud-américains qu'au colonel Albino Jora.

L'Amérique latine et l'Europe. — Parvenue à l'âge adulte en politique, l'Amérique du sud prétend s'orienter elle-même dans la recherche de ses intérêts intellectuels et économiques. Comme elle accueillait froidement, au cours de sa dernière tournée, le secrétaire d'État des États-Unis, Knox (qui dut même renoncer à sa visite en Colombie), elle multiplie les facilités de communication avec l'Europe de l'Atlantique, attire les émigrants ibériques et italiens, resserre les liens d'intelligence avec les anciennes métropoles, conçoit une véritable « politique d'Universités » avec la France (1908) et avec l'Espagne, des échanges nouveaux d'idées et de produits avec le Portugal républicain.

Ici, les fatalités géographiques conspirent avec les souvenirs de l'histoire et les affinités de races pour rapprocher, au travers de l'Atlantique équatorial, les jeunes et ardentes démocraties latines du Sud-Amérique des pays qui, après leur avoir longtemps fourni à titre exclusif marchandises et idées, s'affirment encore à leur bénéfice les plus complaisants des bailleurs de fonds. Les dirigeants de l'opinion publique, très ombrageux à l'endroit du danger saxon, germanique ou japonais, placent leur espoir en une union plus intime avec l'Europe latine. Ils prévoient que le jour où le Brésil et la République Argentine auront relié leurs chemins de fer côtiers en une voie internationale de Buenos-Ayres à Pernambuco, le rail sera sans doute bien près aussi de réunir le cap Vert à Tanger. Ce jour-là, Dakar deviendra le terminus de la grande diagonale européenne qui amènera, sur le bord d'un détroit atlantique réduit à 1.700 milles à peine, marchandises précieuses et voyageurs. Quelques jours de mer suffiront à les mener au cap San-Roque. Alors l'Amérique du sud, en dépit du panaméricanisme de Washington, des menaces économiques exprimées par le canal de Panama et les « nouveaux Japons », connaîtra des raisons nouvelles de s'affirmer comme le prolongement de la civilisation méditerranéenne. État très propre à servir en Europe, aussi bien qu'en Amérique, la politique de l'équilibre mondial.

A CONSULTER :

Deberle : *Histoire de l'Amérique du sud.* — De Périgny : *Le Mexique*, et : *Les Cinq républiques de l'Amérique centrale.* — Gaulot : *L'Empire de Maximilien.* — Oliveira Lima : *Formation historique de la nation brésilienne.* — Mossé : *Dom Pedro II.* — Pierre Denis : *Le Brésil au XXe siècle.* — Matienza : *Le Gouvernement représentatif fédéral dans la République Argentine.* — Martinez et Lewandowski : *L'Argentine au XXe siècle.* — Huret : *En Argentine.* — Barros Arena : *Histoire de la guerre du Pacifique.* — Wiener : *Le Chili.* — Calderon : *Le Pérou contemporain*, et : *Les Démocraties latines.* — Turot : *En Amérique latine.*

CHAPITRE XXII

L'ÉGLISE CATHOLIQUE JUSQU'A 1870

I. **L'Église et la Restauration européenne.** — II. **Pie IX, pape-roi (1846-1870).**

L'Église catholique en 1815. — A la fin du XVIIIe siècle, l'Église catholique, battue en brèche par la Révolution en tant que puissance politique, par les gouvernements monarchiques « éclairés » et par les « philosophes » en tant que puissance spirituelle, faisait figure de vaincue. Son chef, le pape **Pie VI**, dépouillé de ses États (Avignon en 1791, Rome en 1798), était mort prisonnier à Valence (1799) ; ce n'est que le 14 mars 1800 que le Conclave, réuni à Venise, avait élu à sa place le cardinal-évêque d'Imola, Chiaramonti, qui s'appela **Pie VII**. Avec lui, Bonaparte, premier consul, se résolut à traiter pourvu qu'il lui imposât ses volontés personnelles. En annonçant à Decaen qu'il négociait avec Rome, au lendemain même de Marengo : « Nous avons encore deux choses, lui disait-il, qui nous embarras-



Pie VII (1742-1823)
(D'après David)

sent, les prêtres et les émigrés. Quant aux émigrés, s'ils ne se conduisent pas bien, nous les mettrons à la porte. Les prêtres, quoique je n'y tienne pas beaucoup, nous tâcherons de les faire vivre, parce qu'un grand nombre a servi la cause de la Révolution. » Le *Concordat*, imposé d'assez haut aux diplomates pontificaux, Spina, Consalvi, puis Caprara, sortit de cette conception (15 juillet 1801). Il rendait la paix à l'Église de France, à condition qu'elle se mît aux ordres du Consul, puis de l'Empereur, comme une « gendarmerie sacrée », et il restaurait le pape dans la dignité d'un souverain temporel, « comme s'il avait eu 100.000 hommes de troupes », mais sans lui restituer la partie de ses États incorporée au futur royaume d'Italie. Bien plus, l'Église, qui avait dû renoncer à revendiquer en France la propriété de ses terres aliénées depuis 1789 et à lever la dîme, allait subir les sécularisations allemandes de 1803 (Recez de la Diète germanique), l'abolition des dernières principautés ecclésiastiques et, à mesure que s'étendrait la conquête napoléonienne (et jusqu'en Pologne), la perte des biens accumulés sous l'ancien régime au profit de ses dignitaires. A la fin, l'entente se rompit entre l'Empereur, victorieux de l'Europe continentale et spoliateur d'Ancône (1805), de l'Ombrie (1807), de la Ville même (1809), et le pape qui l'avait sacré. Pie VII, arrêté le 6 juillet 1809, revit Fontainebleau en prisonnier pendant que ses cardinaux, déchus de leur titre, internés en des villes éloignées, étaient surveillés par la police, que trois évêques étaient jetés en prison, des clercs « rebelles » incorporés de force dans l'armée d'Allemagne. La défaite impériale seule permit à Pie VII de rentrer à Rome (mai 1814).

Cette longue crise aboutit à deux résultats. En premier lieu, le Saint-Siège, quoique représenté au congrès de Vienne, n'obtint pas la restauration complète de l'ancien pouvoir pontifical. Les diplomates blasés qui menaient l'Europe continuèrent, en dépit de leur adhésion à la vague religiosité de la Sainte-Alliance, à traiter la papauté temporelle comme une puissance de second ordre que surveillait spécialement l'ambassadeur autrichien. D'autre part, et sans doute sans le vouloir, la Révolution et l'Empire concordatiste avaient fait gagner à l'épiscopat sur le clergé inférieur (et même sur les réguliers) (1) une autorité auparavant inconnue; ils avaient ruiné plus qu'à demi le gallicanisme en reconnaissant au pape le

(1) Note de Champagny au cardinal Caprara : « De moines, l'Empereur n'en veut point. Il n'y en avait pas du temps des apôtres; il n'y en a point en France, l'Italie n'en a pas besoin. » A Élisa, grande-duchesse de Toscane, Napoléon mandait : « Emparez-vous des biens des moines; c'est là le principal. » Toutefois il offrit (22 juin

droit de retirer aux évêques les pouvoirs de juridiction sur leurs diocèses. Partout où s'appliqua le Concordat de 1801, le clergé, rattaché par des liens plus étroits au Siège de Rome, devint peu à peu « ultramontain ».

I. — *L'Église et la Restauration européenne.*

Rétablissement de la constitution de l'Église. — Pie VII s'appliqua, dans les États que le congrès de Vienne lui avait rendus, à rétablir toutes choses comme avant la crise révolutionnaire. Les dix-huit provinces se retrouvèrent sous l'administration de fonctionnaires ecclésiastiques ; l'ordre judiciaire ancien fut restauré, ainsi que la Sainte-Inquisition, après l'abolition des codes français (*décret organique* du 16 juillet 1816). Le gouvernement central appartint de nouveau, sous l'autorité éminente du pape, aux *Congrégations cardinalices* et aux cardinaux ministres (1) dont le principal, le *secrétaire d'État*, interprétait directement la politique pontificale dans ses rapports avec les puissances séculières (2). **Consalvi**, titulaire de la charge en 1815, d'esprit très ouvert, professait que « la plus grande faute est de trop répondre » ; et il remit en pratique la méthode d' « écrire peu et bien » léguée aux ministres apostoliques par les « silentiaires » byzantins.

La parole et l'action extérieure appartenaient aux ordres religieux, notamment aux *Jésuites*, reconstitués pour la Russie dès 1801, puis à Naples (1804), et rétablis officiellement en 1814. D'autres, comme les *Frères du Sacré-Cœur de Picpus*, fondés en 1810 par le P. Gondrin, les *Petits Frères de Marie* de l'abbé Champagnat (1816), les *Oblats de Marie-Immaculée* établis par Mgr de Mazenod,

1804) de viser les statuts et règlements des associations qui le demanderaient, sauf pour les Pères de la Foi, nominativement dissous, et il donnait 4.000 francs par an aux Frères des Ecoles chrétiennes en qualité « d'auxiliaires de l'Université ».

(1) La Secrétairerie d'Etat comprend trois sections : des *Affaires ordinaires;* des *Affaires extraordinaires* (surtout politiques); des *Brefs*. Dix *Congrégations* gouvernent la législation et la discipline, parmi lesquelles le pape préside la Congrégation du Saint-Office et la Congrégation consistoriale, et qui comprennent celles des Sacrements, du Concile (de Trente), des Evêques et Réguliers, des Rites et Indulgences, de l'Index, de la Propagande (pour les pays de missions), de la fabrique de Saint-Pierre et de Lorette. Les Tribunaux supérieurs sont : la Daterie, la Pénitencerie, la Rote (contentieux de première instance et d'appel), la Signature (cour de cassation).

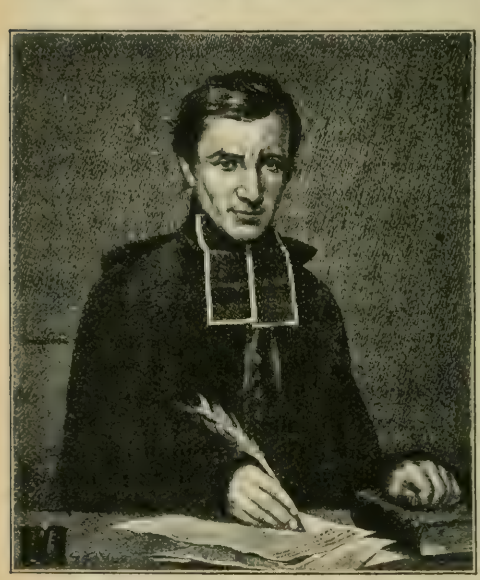
(2) Pour cette raison, depuis Pie IV (qui nomma à cette fonction son neveu le cardinal Borromée, 1566) jusqu'à Innocent XII (1691), les secrétaires d'Etat ont été, par tradition, les « cardinaux-neveux » des papes régnants.

évêque de Marseille (1820), les *Maristes* (1822), allaient recommencer l'œuvre de propagande dans les classes populaires d'Europe et l'évangélisation des pays lointains, aidés par les *Sœurs de Saint-Joseph de Cluny*, instituées en 1807 par Mme Javouhey, et soutenus par les ressources de plus en plus abondantes récoltées grâce à l'œuvre (lyonnaise) de la *Propagation de la Foi* (1822).

C'était peu que le pape eût, aussitôt après sa restauration, signé avec les États italiens des Concordats qui supprimaient la liberté des cultes, rendaient généralement au clergé les registres de l'état civil et reconstituaient, avec les anciennes juridictions et tribunaux de l'Église, sa fortune territoriale. Le pape s'associa, comme souverain temporel, aux pratiques de conservation inspirées par la Sainte-Alliance contre les *carbonari* et les adeptes des sociétés secrètes, affiliées, dans une mesure difficile à déterminer, à la *Franc-Maçonnerie* (1817-1818). En récompense, Metternich lui ferma la bouche quand il prétendit élever la voix en faveur des chrétiens de Grèce massacrés par les Turcs (1820-1821). Du moins, les États ibériques, échappés à l'influence française, revenaient au catholicisme traditionnel en rendant ses honneurs au clergé séculier et aux réguliers leurs monastères.

La lutte contre le gallicanisme. — Mais, pas plus en France qu'en Autriche (où le joséphinisme d'État demeurait très puissant), la restauration ecclésiastique ne s'accomplit suivant les visées des intransigeants. En France, les évêques (dont le nombre fut porté à quatre-vingts) nommés par Napoléon, et le clergé paroissial demeuré tout près du peuple, habitués à enseigner le catéchisme impérial, s'accommodaient encore des principes gallicans. Ils ne s'étonnèrent point quand échoua le projet de concordat préparé par Louis XVIII, que les Chambres rejetèrent (1817). Du moins, ils profitaient du caractère officiel que la Charte du même Louis XVIII et de Talleyrand reconnaissait à la religion. Les Jésuites, réinstallés en France sous le nom de Paccanaristes ou de *Pères de la Foi*, rouvraient des noviciats sous des apparences de petits séminaires (à Saint-Acheul, à Montrouge, etc.), se faisaient remettre l'enseignement des grands séminaires en concurrence avec les Sulpiciens, les Oratoriens et les Lazaristes, et poussaient aux mesures d'autorité qui tendaient à restituer aux mains de l'Église les registres de l'état civil et le monopole de l'enseignement. Ils dirigèrent par l'un d'eux, le P. Ronsin, l'association dite de la *Congrégation*, fondée en 1801 par le P. Delpuits avec des visées purement religieuses. Désormais elle passera, aux yeux de ses adversaires, pour

essayer d'obtenir du pouvoir (en attendant qu'elle y pousse ses affiliés) qu'il « décrasse le clergé » encore imbu des maximes gallicanes, qu'il bride l'Université libéralisante avec ses recteurs, proviseurs, principaux souvent ecclésiastiques, et, après la mort du sceptique Louis XVIII, qu'il combatte, avec le comte d'Artois enfin couronné, l'indifférentisme religieux. Bientôt, l'opinion publique, quoique remuée par la dénonciation que le comte **de Montlosier** dirigeait contre les Jésuites, et facile à exciter contre le « parti prêtre », dont on s'attachait à lui démontrer qu'il gouvernait l'État, se laissait amener par de grands écrivains catholiques (**Bonald**, théoricien de la société d'organisation divine; **Joseph de Maistre**, dans ses livres *Du Pape*, 1819, et contre l'Église gallicane, 1821; **Lamennais** surtout, dans son *Essai sur l'indifférence en matière de religion*, (1814-1821) à l'idée d'une restauration nécessaire de l'unité catholique, supérieure aux églises nationales, symbolisée dans le gouvernement spirituel romain et dans la personne même du souverain pontife (Pie VII jusqu'à 1823, puis **Léon XII**, 1823-1829, **Pie VIII**, 1829-1830). Le *Mémorial catholique*, organe depuis 1824 de l'école de Lamennais et dirigé par l'abbé **Gerbet**, soutenait aussi ces doctrines « ultramontaines » ou plutôt romaines, pour dégager l'Eglise des « altérations gallicanes » et, spécialement avec l'abbé Guéranger, pour remettre en honneur la liturgie de « cette Église sur les fondements de laquelle, suivant l'expression de Tertullien, Pierre et Paul avaient répandu leur doctrine avec leur sang ». Si, en compagnie de Polignac, le « parti prêtre » fut vaincu, du moins le gallicanisme, dernière forme française de l'alliance du trône et de l'autel, succomba lui aussi dans la tourmente de juillet. Le rap-



LAMENNAIS
(1782-1854)

pel, à de longs intervalles, par les gouvernements successifs ou par leurs magistrats, des *Quatre articles de 1682*, toujours invoqués comme loi de l'État mais peu à peu éliminés de l'enseignement des séminaires, en imposait de moins en moins comme l'expression de théories désuètes, et les quelques évêques réputés gallicans nommés entre 1830 et 1870 firent de plus en plus figure d'isolés.

Le mouvement catholique libéral (1830-1848). — La révolution parisienne de juillet 1830 s'était accompagnée d'un vif mouvement anticlérical dont furent victimes, avec l'archevêque de Paris, les prêtres que la foule insultait jusque dans l'exercice de leurs fonctions. Par contre, l'Église venait de remporter dans deux États voisins des avantages d'importance : en Angleterre, elle obtenait, avec l'abrogation de l'Act du *Test*, la disparition des dernières entraves imposées à la liberté de ses fidèles ; en Belgique, elle figurait au premier rang parmi les forces qui réussissaient à émanciper la nation. C'est pourquoi quelques jeunes catholiques, qui avaient prévu la crise, pensaient en trouver le correctif dans une large pratique de la liberté. A Lamennais, ancien théoricien du pouvoir absolu exercé par une monarchie chrétienne, allié des « vieilles souverainetés » contre les dissidents de la pensée et du sens propre, et qui, désabusé, écrit (1) en 1828 : « Rien ne saurait demeurer tel qu'il est, tout chancelle, tout penche », Lacordaire, l'un de ceux qui, avec l'abbé Gerbet, Montalembert, Maurice de Guérin, se groupaient à la Chênaie autour du maître, répondait : « Otez l'Église de l'état d'engrènement où elle est chez nous, pour la mettre dans l'état d'indépendance absolue où elle est en Amérique ; voilà ce qui est à faire avant tout. » Lamennais n'y contredisait plus ; il souhaitait que l'Église, indépendante de la forme des gouvernements qui, selon lui, l'avaient compromise sans la servir, se concentrât pour un grand effort d'action et gagnât l'amitié des puissances nouvelles qui jusque-là s'étaient défiées d'elle. On s'était appuyé sur les rois ; désormais on s'appuierait sur les peuples : « Vous tremblez devant le libéralisme ; catholicisez-le et la liberté renaîtra. »

Ces idées présidèrent à la fondation de *l'Avenir* (16 octobre 1830), journal que dirigeait l'abbé Gerbet, auquel collaboraient **Lamennais, de Coux**, l'abbé **de Salinis, Rohrbacher** et (après les premiers numéros) **Montalembert**. Le programme, résumé dans l'épigraphe : *Dieu et Liberté!* comprenait en première ligne la séparation totale

(1) Dans ses *Progrès de la Révolution et de la guerre contre l'Église* (1828).

de l'Église et de l'État; l'Église, dont « le royaume n'est pas de ce monde », ne voulait d'autre loi que le droit commun, d'autre privilège que la liberté. C'était là l'idéal. Il se confondait avec le droit. Liberté civile, liberté des cultes, liberté de la presse (corollaire du libre arbitre personnel), liberté de l'enseignement, l'Église utiliserait toutes ces armes, mais elles seules, pour ramener les hérétiques qui la méconnaissent et pour faire triompher, par une réconciliation de la Révolution et de l'Évangile, les principes d'égalité et de fraternité. En même temps, Lamennais présida une *Agence générale pour la défense de la liberté religieuse.*

L'Agence fit deux fois parler d'elle. D'abord, pour avoir critiqué la nomination des évêques par le gouvernement et le principe du budget des cultes, Lamennais et Lacordaire furent traduits en cour d'assises et acquittés. Puis, pour avoir, le 9 mai 1831, en invoquant l'article 69 de la Charte, ouvert sans autorisation une école au quatrième étage d'une maison de la rue des Beaux-Arts, et inauguré dans cette mansarde « le règne de la liberté d'enseignement », la Cour des Pairs condamna les fondateurs, de Coux, Lacordaire et Montalembert, à 100 francs d'amende.



Lacordaire
(1802-1861)

Il n'en fallait pas davantage pour leur conférer, au regard des anciens partis et des évêques mêmes, peu favorables par tradition à la démocratie, une réputation de factieux. Dans les articles de *l'Avenir*, ils signalaient un parti-pris de révolution et de violence; ils finirent par en interdire la lecture. Le nonce **Lambruschini**, ancien archevêque de Gênes et, à la première heure, chaud partisan de Lamennais, modifia son attitude et le désavoua. Les abonnés s'éloignèrent. Comme les évêques en appelaient au pape en vue d'une condamnation, Lamennais suspendit le journal (15 novembre 1831), et partit plaider sa cause à Rome avec Lacordaire et Montalembert, « en pèlerins de Dieu et de la liberté ». Cette cause, qu'il exposa pendant plus de six mois aux consulteurs pontificaux, il la croyait inattaquable, défendue qu'elle semblait par cette re-

naissance religieuse qui se marquait alors dans la littérature et qui produisait les *Harmonies poétiques et religieuses* de Lamartine, les *Feuilles d'Automne* de Victor Hugo, les poèmes de Soumet et de Guiraud, les récits historiques de Barante, le nouveau spiritualisme appuyé sur l'Évangile de Cousin et de Bautain.

Le pape ne l'ignorait pas. C'était le successeur de Pie VIII, **Grégoire XVI** (depuis le 2 février 1831) qui, de moine camaldule devenu le cardinal Mauro Capellari, s'était rompu à la pratique des affaires comme préfet de la Propagande. Bien loin de n'être qu'un religieux étranger à son siècle, réduit devant toute difficulté à prier et à pleurer, il s'occupait à se défendre contre les émeutes, à se constituer un système d'alliances politiques en équilibre entre la France et l'Autriche, à s'accommoder dans Ancône avec les soldats français. Près de lui, Lamennais fut abondamment desservi par les ambassadeurs de Russie et de France, qui escomptaient une condamnation, par les rapports de Lambruschini (1), par l'archevêque de Toulouse, qui s'avisa de censurer 56 propositions extraites de ses écrits et que le pape dut rappeler à la modération, par les dénonciations de journaux comme *l'Ami de la Religion*, et davantage encore par lui-même. Doué de plus de génie que de souplesse, de même qu'il s'était imaginé (à tort) dans son voyage de 1824 que le pape Léon XII, très accueillant, n'attendait qu'un prétexte pour le nommer cardinal, de même il ne comprit pas que Grégoire XVI voulait avant tout éviter de se prononcer. Il s'irrita de ce silence : « Puisqu'on ne veut pas me juger, dit-il au nonce à Florence, je me considère comme acquitté » ; et il parlait de relever *l'Avenir*.

L'encyclique *Mirari vos* (15 août 1832) atteignit tout le mouvement catholique libéral. Sans nommer aucun ouvrage de Lamennais, attentive même à faire écho aux critiques de l'apologiste de l'*Essai*, tout en réprouvant l'indifférentisme qui soutient « que le salut éternel se peut obtenir en quelque profession de foi que ce soit », elle condamnait l'opinion absurde et fausse, « cette folie qu'il faut assurer et réclamer pour qui que ce soit la liberté de conscience », refusait de reconnaître la liberté des opinions et la liberté de la presse et d'accepter comme désirable la séparation de l'Église et de l'État par l'abrogation de ce « Concordat qui unit le Sacerdoce à l'Empire ». Ainsi désavoués sur les points essentiels de leur doctrine, Lacordaire et Montalembert annoncèrent leur soumission aux enseignements du Saint-Siège, déclarèrent *l'Avenir* sup-

(1) Lambruschini, consulté sur la conduite à tenir, déclarait qu'il n'y avait qu'à « leur faire un bon sermon et à les recommander à Dieu ».

primé ainsi que l'*Agence générale*. Lamennais y mit moins de simplicité ; convaincu que l'encyclique n'était qu'un « acte de diplomatie sollicité par les souverains pour arrêter l'action catholique qui les inquiétait », il déclara de sa solitude de la Chênaie qu'il se soumettait « au spirituel ». L'évêque de Rennes le frappa d'interdit ; il rompit alors, en appelant de sa condamnation romaine à l'opinion, par la publication des *Paroles d'un croyant* (26 avril 1834). Le livre, qui produisit grand effet dans toute l'Europe, accusait l'Église de se faire l'alliée des vieilles souverainetés contre le droit populaire, des rois oppresseurs contre les nationalités, exprimait une sorte de rêve d'universelle fraternité conçu dans une âme furieuse. Une nouvelle encyclique le condamna (*Singulari vos*, 7 juillet 1834) qui suscita de la part de Lamennais la réplique des *Affaires de Rome* (1836).

L'effort catholique après Lamennais en France. — En refusant d'affirmer avec Lamennais l'identité du christianisme et de la démocratie, la Papauté avait tout simplement empêché la constitution de la religion en parti politique. Elle ne paralysa pas, loin de là, l'effort des catholiques déployé en dehors des gouvernements. Lacordaire, de journaliste se fit prédicateur (1833) et, malgré des cabales qui par jalousie, esprit de parti, hostilité du vieux clergé contre une éloquence presque « laïque », prétendaient lui fermer les chaires de Paris, prêcha le Carême à Notre-Dame 1835-1836, puis 1841 et 1848. Il restaurait aussi l'ordre des *Dominicains* (1841). Montalembert produisit à la Chambre des Pairs, avec une noblesse et une abondance d'arguments irrésistibles, la protestation des catholiques contre l'oppression qui menait l'Irlande à la ruine, l'Italie à l'anarchie, la Pologne prussienne et russe à la servitude brutale, Cracovie aux crises sociales sanglantes. En 1840, avec Bailly, Saint-Chéron et du Lac, il fonda *l'Univers* (dans lequel Veuillot n'eut d'abord presque aucune influence) pour la défense d'un programme d'action catholique et sociale ; mais il ne l'inspira pas longtemps.

Plus efficace s'affirma la *Société de Saint-Vincent-de-Paul*, créée par **Frédéric Ozanam** (1833) avec des laïques soumis à l'Église, pour « porter des consolations aux malades et aux prisonniers, de l'instruction aux enfants pauvres, abandonnés ou détenus, les secours religieux à ceux qui en manquent au moment de la mort ». Française d'origine, internationale par destination, elle s'efforçait d'établir partout des « Conférences » pourvues d'un budget dans lequel puisaient les « confrères » pour ouvrir crèches et salles

d'asile, orphelinats, patronages et ateliers, distribuer des secours parmi le peuple, pratiquer toutes les formes charitables de l'apostolat. L'*Association catholique*, installée vers 1840 et ramifiée en « Comités catholiques » nationaux ou régionaux, se proposait de rattacher toutes les forces du monde catholique au souverain pontife.

En Europe. — Comme en France, le mouvement qui reliait plus étroitement ou qui ramenait au centre les Églises nationales se passa en dehors des gouvernements. Gioberti, qui, en exaltant la « primauté morale et civile » des Italiens restaurée sous l'égide pontificale, avait exprimé le rêve de la multitude, n'essaya même pas de le traduire en des actes quand la fortune en eut fait un premier ministre du roi de Piémont (1848). — ***En Espagne***, la confusion de termes qui qualifiait « d'apostolique » le parti carliste, déchaîna par représailles une persécution anti-catholique pour laquelle les ministres libéraux Mendizabal et Espartero acceptèrent la collaboration des passions populaires. Espartero renvoya le nonce et rompit avec Grégoire XVI (1840). Mais des philosophes comme **Jacques Balmès**, des critiques et orateurs comme **Donoso Cortès** préparaient la renaissance catholique qui aboutit au *Concordat de 1851*. Signé par Narvaez il s'attestait, par la reconnaissance officielle du catholicisme comme religion d'État, par la restitution au clergé de privilèges et d'immunités (en matière d'associations), par la négation même de la tolérance religieuse. conforme au caractère espagnol de ce temps. — ***En Allemagne du sud***, la Bavière avait signé un concordat en 1817 et redevenait le centre d'une propagande dirigée par les Jésuites (1), à la fois contre les prétentions tenaces du joséphinisme encore puissant en Autriche (malgré les prédications du P. Hoffbauer et de Zacharie Werner) et contre les ordonnances par lesquelles Frédéric-Guillaume III de Prusse rangeait d'autorité dans la religion du père les enfants issus de mariages mixtes. L'archevêque de Cologne, de Droste-Vischering, coupable d'avoir, sur instructions de Rome, condamné l'ordonnance (1835) ainsi que les théories d'**Hermès**, sorte de confusionnisme des doctrines catholiques et protestantes, se vit assiéger dans son palais par des troupes avec du canon et maintenir en prison jusqu'à 1840. Même traitement infligé à l'archevêque de Posen, Martin de Dunin, dans la citadelle de Kolberg (1837). Telle s'affirma pourtant la force de résistance des catholiques que, malgré les pendaisons et les fusillades qui

(1) Ils s'établissaient aussi à Lucerne (1840) et dans quelques cantons catholiques, ce qui détermina la crise du Sonderbund.

décimaient leurs frères de Pologne, ils finirent par imposer à la Prusse les articles de la Constitution de 1850 qui reconnaissaient aux Églises le droit de s'organiser, de communiquer librement avec leurs chefs, de nommer elles-mêmes leurs dignitaires.

En Angleterre, le gouvernement, malgré l'émancipation de 1829, demeurait à ce point imprégné d'esprit protestant qu'il aurait considéré comme une trahison d'entretenir avec Rome ne fût-ce que de simples rapports diplomatiques. Mais dans l'Église établie, un petit groupe de jeunes hommes, disciples du clergyman **John Keble**, en quête de certitudes religieuses et d'un aliment de piété qu'ils ne trouvaient plus dans l'anglicanisme officiel, rencontrèrent un chef en **John-Henry Newman**, né en 1800, Oxfordien, entré à 24 ans dans les ordres, admirable écrivain et prédicateur séduisant malgré sa timidité et son absence d'action oratoire, et, au mépris des souffrances d'une sensibilité tendre et inquiète, ardent avant tout à chercher la vérité. Il avait failli mourir dans un voyage en Italie (1833). De retour en Angleterre, il entreprend une contre-réforme à tendance catholique et, pour l'imposer aux esprits indifférents, il prodigue les *Tracts for the times* qui, en quelques pages, sans exposer de système, posent des questions, suggèrent au lieu d'une routine cultuelle le besoin d'une religion vivante dans les cœurs. Aux « Tractariens », que les clergymen à tendances protestantes affectent d'appeler « une petite bande d'obscurs fanatiques, d'idolâtres pires que les catholiques romains », quoiqu'ils ne pensent point à quitter leur Église, se joignent bientôt Pusey (1835), Froude, **Ward**, Wilberforce, qui cherchent eux aussi une « voie moyenne » entre les *XXXIX articles* d'Élisabeth et le romanisme. C'est l'objet notamment du *Tract 90* (27 février 1841). Dès 1839, à l'apogée de son influence, Newman, instruit par l'histoire de l'Église et par ses propres recherches théologiques, avait commencé à douter que cette voie moyenne fût praticable ; à partir de 1841, il fut « sur son lit de mort, en tant que membre de l'Église d'Angleterre ». Autour de lui, **Faber** et Ward inclinaient toujours davantage vers le catholicisme romain, qu'embrassaient Lockhart et plusieurs autres (pendant que Pusey se faisait censurer pour avoir affirmé dans un sermon sa foi en la présence réelle, 1843). Résignant enfin son bénéfice paroissial de Sainte-Marie d'Oxford, enfermé dans la retraite au hameau de Littlemore, où il essaye de se retracer à lui-même le *Développement de la doctrine chrétienne*, il se dégage « des liens des années passées » et s'arrête sur cette formule : « Ne décide pas que la vérité est ce que tu désires qu'elle soit et ne fais pas une idole des préjugés que tu chéris. Le temps est court, l'éternité

longue. » Le 8 octobre 1845, il abjurait avec deux disciples, imprimant aux consciences une telle secousse que trois cents abjurations immédiates, suivies de beaucoup d'autres, prolongeaient de façon qui semblait durable le « mouvement d'Oxford ». Gladstone ne s'y trompait pas. « L'année 1845, écrivait-il, a marqué la plus grande victoire que l'Église de Rome ait remportée en Angleterre depuis la Réforme. »

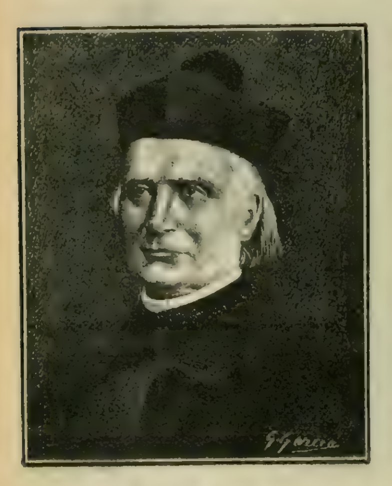
Dans le monde. — D'autres victoires, moins éclatantes mais aussi profitables, ont signalé à travers le monde le pontificat de Grégoire XVI, de l'ancien préfet de la Propagande. Des associations catholiques lui fournirent les ressources indispensables : quelques-unes localisées comme la *Société Saint-François-Xavier* d'Aix-la-Chapelle (1832), le *Ludwigsverein* en Bavière (1843), le *Leopoldsverein* d'Autriche (1839), le *Société de Saint-Boniface* de Paderborn (1843) ; d'autres internationales, mais parties de France, à l'imitation de la Propagation de la Foi, comme la *Sainte-Enfance*, fondée par Mgr de Forbin-Janson, évêque de Nancy, pour soutenir les missions de Chine et du Japon (1843). — Dans le ***Levant*** méditerranéen et l'***Asie antérieure***, dévolus depuis longtemps à l'activité des Jésuites, des Lazaristes, des Capucins (titulaires de la *Custodie de Terre-Sainte*), des Filles de la Charité de Saint-Vincent de Paul (installées à Constantinople en 1839), un disciple de Lamennais, **Eugène Boré**, né en 1810, suppléant à 22 ans du cours de sanscrit au Collège de France, également versé dans l'arabe, le turc, le persan, l'arménien, l'hébreu et le syriaque, et chargé de missions scientifiques en Asie Mineure et en Perse, fondait en même temps les premières écoles catholiques à Ispahan et à Djoulfa (1839), parcourait la Mésopotamie, manquait d'être nommé consul de France à Jérusalem, où il avait signalé les empiétements de la Russie, sous couleur de propagande orthodoxe, puis professait à Constanti-



GRÉGOIRE XVI, (1765-1846)

nople où ses traités religieux écrits en turc et en arménien provoquaient les conversions. Lazariste en 1850, il retournait en Orient et, sous l'inspiration de M. Etienne, son supérieur général, il dirigeait de Constantinople la plus grande partie du mouvement catholique (et français) levantin.

En ***Afrique***, où la France fit ériger en 1838 l'évêché d'Alger (de là rayonnèrent aussitôt les missionnaires jésuites et trappistes et les Sœurs de Saint-Joseph), l'Égypte était évangélisée par les Lazaristes et les Filles de la Charité (1844), les Frères des Écoles chrétiennes (1847), l'Éthiopie par les Lazaristes (1839) et les Capucins (1846), héritiers des Jésuites portugais du XVI[e] siècle et des Dominicains, l'Afrique occidentale par les œuvres de Missions africaines (1842). Au Cap, devenu vicariat apostolique en 1837, l'action des Oblats et des Trappistes était encore entravée par les résistances protestantes et l'intolérance des Boërs. Du moins, la propagande suivait immédiatement, parfois accompagnait la découverte. C'est en 1846 que Grégoire XVI instituait le vicariat apostolique du Soudan ; en 1848, les Jésuites obtinrent celui de Madagascar.



EUGÈNE BORÉ
(1810-1878)

L'***Extrême-Orient*** avait connu au XVI[e] siècle, de l'Inde au Japon, des chrétientés florissantes, dans lesquelles Jésuites et Dominicains s'attachaient à former un clergé indigène. Puis les persécutions avaient tout détruit, massacré les chrétiens par milliers (en Chine notamment et en Corée), fermé des régions entières aux Européens : un voyage tel que celui des Lazaristes **Huc** et **Gabet** au Tibet et en Mongolie (1843-1847) est une exception. Grégoire XVI reconstitua dans l'Inde quatre vicariats apostoliques (Madras, Ceylan, Calcutta, Madouré, 1834-1837), fit défendre ses missionnaires capucins en Annam par les chefs des stations navales françaises, obtint que le traité de Nankin (1842) reconnût l'existence des chrétientés chinoises. Mais le Japon s'obstinait à demeurer fermé. Par contre, le pape groupa les îles du Pacifique en trois vicariats apostoliques (1835), institua la même

année celui d'Australie en attendant qu'il érigeât Sydney en évêché (1836).

L'*Amérique du Sud* conservait son ancienne hiérarchie catholique, malgré la suppression des Jésuites à la fin du XVIII[e] siècle. Au nord, au contraire, presque tout restait à créer. Aux 18.000 catholiques des États-Unis, Pie VI avait donné un évêque, le P. Caroll, pour le siège de Baltimore (1789-1815). Pie VII lui attribua six suffragants. Au début, c'étaient des prêtres et des religieux chassés de France qui assuraient le service des paroisses. Bientôt les Sulpiciens préparèrent un clergé indigène, indispensable dans un pays où l'afflux des Irlandais portait rapidement le nombre des catholiques à un million et demi et où l'hostilité nationale s'était déjà manifestée contre les prêtres étrangers. Les conciles de Baltimore précisèrent son organisation. Même progrès au Canada où les missions des Jésuites et des Sulpiciens remontaient au XVII[e] siècle. A la fin du pontificat de Grégoire XVI (1[er] juin 1846), l'archevêché de Québec et neuf évêchés témoignaient de la vitalité du catholicisme anglo-canadien.

II. — *Pie IX, pape-roi (1846-1870).*

Pape pendant trente-deux ans, Pie IX a vécu l'un des plus longs pontificats de l'histoire, atteignant presque ces « années de Pierre » qu'au jour de leur couronnement les chantres de la basilique vaticane prédisent aux nouveaux élus qu'ils ne verront pas. Le dernier, il a gouverné des territoires ; il les a perdus, avec la monarchie temporelle, l'année même où le dernier concile œcuménique achevait à son profit l'organisation de la monarchie spirituelle. Il est au point capital de ce grand changement.

Le pape Pie IX. — Un précédent chapitre (1) a expliqué au milieu de quelles espérances le cardinal Mastaï Ferretti, archevêque-évêque d'Imola, sans attaches avec la cour de Grégoire XVI, avait pris le souverain pontificat (16 juin 1846). Il avait lu Gioberti, on le savait. Les libéraux unitaires qui, depuis 1831, saluaient dans Rome la future capitale italienne, s'exaltaient à l'idée que le « pape libéral », appuyé sur le clergé patriote, et d'accord avec Charles-Albert de Piémont, réaliserait la « primatie » d'une nationalité

(1) Voir tome I, chap. XVII, § 1.

affranchie enfin de la domination étrangère. Les premiers actes du règne confirmèrent ces « speranze d'Italia ». Pie IX licenciait sa garde suisse et rendait à la liberté plus de 1.600 condamnés politiques, parmi lesquels Mamiani (qu'il appelait au ministère, 4 mai 1848). D'un abord facile et gracieux, il excita l'enthousiasme en promettant de mettre fin aux abus par des réformes appropriées. « Ce courageux réformateur des abus du gouvernement temporel, écrivait Ozanam (29 janvier 1847), semble vraiment envoyé de Dieu pour conclure la grande affaire du XIXe siècle, l'alliance de la religion et de la liberté. » Son nom servit de cri de ralliement aux premiers qui entreprirent en 1848 de libérer l'Italie septentrionale; l'hymne : *Viva Pio nono !* devint un chant national. Cependant, il mettait en vigueur le *Statut fondamental pour le gouvernement temporel de l'État de l'Église* (14 mars 1848) qui instituait deux *Conseils*, l'un de cent députés censitaires, l'autre de pairs nommés par le souverain, avec un ministère et un *Conseil d'État* laïque; quand il donna l'ordre au général Durando d'appuyer avec l'armée pontificale l'effort de Charles-Albert en Lombardie contre Radetzky, l'enthousiasme devint du délire.



PIE IX
(1792-1878)

Le « refus » et la politique d'Antonelli. — Le 29 avril, tout était changé. D'une part, il existait en Italie un parti républicain, expression des sociétés secrètes et nettement anticlérical, qui se défiait de la cour romaine, du Sacré-Collège maintenu dans ses prérogatives et dans son influence de Sénat de l'Église, et qui déclarait la papauté tout à fait incapable d'émanciper le peuple italien. Il ne lui fut pas difficile de recruter dans la population oisive et ignorante de la Ville les éléments nécessaires pour des émeutes démagogiques. D'autre part, Pie IX n'entendait pas se laisser conduire plus loin qu'il ne l'avait fixé; il n'avait rien de commun avec ces curés de Paris qui, à la même heure, célébraient

en Jésus-Christ « le divin républicain (1) ». Il sentait le paradoxe d'une situation qui mettait aux prises les soldats du Saint-Siège avec ceux d'une majesté « apostolique » (l'ambassadeur d'Autriche le lui signala). Pie IX rappela Durando et s'appliqua désormais à ménager les intérêts autrichiens en Italie ; il refusa la présidence de la fédération projetée des princes, se dégagea de toute compromission avec la Révolution, rappela les devoirs d'obéissance des sujets à l'égard des souverains, entra en conflit avec le ministère laïque de Mamiani qu'il finit par renvoyer (2). Comme il ne consentait pas à proclamer la responsabilité ministérielle devant les Chambres, il mécontentait également les réacteurs hostiles au régime constitutionnel et les démocrates pour qui le parlementarisme représentait le minimum nécessaire. **Pellegrino Rossi**, qu'il appela au pouvoir (14 septembre), suspect en sa qualité d'ancien ambassadeur de Louis-Philippe, mais décidé à lutter à la fois contre le parti républicain et contre l'entourage pontifical qui rêvait d'une restauration ecclésiastique, tomba sous le poignard sans avoir même amorcé sa tâche (15 novembre). Pie IX s'enfuit de Rome après une émeute qui mit sa vie en danger (24 novembre).

A Gaëte, d'où il ne revint que le 12 avril 1850, longtemps après la victoire des troupes d'Oudinot (juillet 1849), il se rangea à des conceptions politiques dont le cardinal Antonelli trouva la formule. **Antonelli**, né en 1806, avait, au temps de Grégoire XVI, géré le sous-secrétariat d'État au ministère de l'Intérieur, puis la trésorerie des Chambres apostoliques (1845). Pie IX le fit cardinal, puis président de la Consulte d'État (1847), enfin président d'un Conseil de ministres non responsables devant le Parlement (mars 1848). Rossi avait paru le reléguer au second plan ; à Gaëte, le cardinal poussa Pie IX à solliciter le secours de tous les États catholiques pour ne devoir à aucun d'entre eux une gratitude exclusive. En dépit des promesses d'amnistie, de réformes libérales, d'une Consulta de laïques, il se fit nommer secrétaire d'État (3) pour combattre la Révolution sur les terres pontificales avec l'aide des gouvernements conservateurs, qu'il intéressa au maintien de la souveraineté temporelle.

(1) Montalembert parle des « tendances démagogiques qui ont infecté le clergé à un degré que je ne soupçonnais pas » (24 mai 1848).

(2) Cependant une loi sur la presse fut promulguée en juin, rédigée par les Dominicains.

(3) Il prit 3 ministres laïques sur 5 (18 septembre 1850), un Conseil d'État avec 2 ecclésiastiques seulement (10 septembre), une « Consulte de finances » choisie parmi des candidats désignés par les Conseils provinciaux (28 octobre). Dans chaque commune, des Conseils municipaux furent élus par les plus imposés (24 novembre). Mais les ministres dépendaient d'Antonelli ; les consulteurs d'État se montraient complaisants : au total, une simple façade constitutionnelle.

La lutte contre la Révolution. — Des troupes françaises en furent d'abord constituées les gardiennes, qui demeurèrent à Rome pendant que des Autrichiens occupaient les Légations : situation que Cavour présenta comme anormale dans les dernières séances du congrès de Paris (1856). En 1859, Napoléon III s'arrangea de telle sorte qu'avant de « trahir » la cause italienne par la paix de Villafranca, il avait semblé trahir la cause pontificale en appelant, après Magenta, tous les Italiens sous les drapeaux de Victor-Emmanuel. De fait, les Légations et la Romagne chassaient impunément les fonctionnaires pontificaux et se donnaient au Piémont (septembre); l'année suivante, la défaite de Lamoricière à Castelfidardo mutilait l'État pontifical d'Ancône et des Marches, grâce à la neutralité complaisante de l'Empereur. « Lave tes mains, Pilate (écrivait dans une lettre pastorale du 22 février 1861 l'évêque de Poitiers, Mgr Pie, qui avouait qu'il avait voulu être « un peu factieux »), déclare-toi innocent de la mort du Christ ». Et Pie IX excommuniait les auteurs du « brigandage » qui enlevait au pape « cette liberté politique qui est si nécessaire pour exercer son pouvoir spirituel, son autorité et sa juridiction ». La *Convention du 15 septembre 1864*, survenue après la tentative de Garibaldi arrêtée à Aspromonte (1862), pouvait-elle donner le change à d'autres qu'à son auteur, alors qu'elle confiait la sauvegarde du pouvoir temporel à ceux-là mêmes qui venaient de déclarer Rome capitale « intangible » de l'Italie unifiée? Garibaldi ne le pensait pas; il dessina contre la Ville démunie de troupes françaises une nouvelle attaque que les chassepots du général de Failly, accouru à l'appel d'Antonelli, arrêtèrent à Mentana (3 novembre 1867). Jusqu'au 6 août 1870, date à laquelle l'Empire aux abois remit en pratique la Convention de septembre, des soldats français, renforçant les volontaires levés par le pape depuis 1864, surtout en France (les *Antiboïens*), protégèrent le pouvoir temporel contre le dernier assaut de la Révolution.

Le 20 septembre 1870, quand, à la faveur de la ruine impériale, les troupes du général Cadorna forcèrent les portes de la Ville, ce qui succomba, ce fut la politique du gouvernement aux mains d'ecclésiastiques (Antonelli, secrétaire d'État; Mgr de Mérode, ministre des armes), ce que les Italiens appellent « la seconde Rome ». La troisième, au bénéfice de laquelle se trouvait résolue la question italienne, en confirmant par la loi des garanties le Pape-Roi, traité désormais pour sa vie privée en citoyen italien, dans la jouissance des palais apostoliques et de la villa de Castel-Gandolfo, avec le privilège d'une sorte d'exterritorialité et la reconnaissance

des honneurs souverains, n'a pourtant point, à cause du refus de l'accepter opposé par le pape et par une partie du monde catholique, résolu la question romaine. Rome, écrasée par la majesté des souvenirs antiques, appartient encore à deux pouvoirs irréconciliables, entre lesquels on ne prévoit pas de « connubio ».

Pie IX et les États européens. — Dans la pensée de Pie IX, la papauté devait se présenter aux gouvernements temporels, avec lesquels elle a besoin de vivre en paix pour accomplir sa mission, comme un allié nécessaire, au milieu des difficultés que leur créait le désir d'indépendance des peuples. Son œuvre serait, en dépit des révolutions locales, de restaurer une société catholique, dont il exposait le plan dans une encyclique du 9 novembre 1846, et que défendit à partir de 1850 la *Civilta cattolica*, fondée par les Jésuites. En 1860, il la définissait comme un organisme établi par le Christ, et qui a « obtenu par son institution divine la forme d'une société parfaite ». De là ses condamnations contre les prêtres qui attaquent la forme présente du gouvernement ecclésiastique, prétendent lui substituer des associations dites libérales ou « émancipatrices » en contradiction directe avec l'autorité des chefs naturels. De là aussi les conflits avec certains gouvernements européens, même d'étiquette catholique.

La **France** de Louis-Napoléon, qui avait soutenu à Rome même les intérêts pontificaux, favorisa à l'intérieur l'action de l'Église en lui reconnaissant, par la loi du 15 mars 1850, le droit d'ouvrir à son gré des écoles primaires et des établissements secondaires. Des évêques entrèrent au Conseil supérieur de l'Instruction publique (qui remplaça le Conseil royal de l'Université), au grand déplaisir des catholiques d'extrême droite, furieux que l'on compromît « les personnes ecclésiastiques en les engrenant dans les rouages de la machine gouvernementale (1) ». Grâce à Falloux, les nominations d'évêques se faisaient parmi les anti-gallicans (Jacquemet à Nantes, de Salinis à Amiens, Gignoux à Beauvais). Malgré le 4e article organique, qui interdisait les conciles provinciaux, les évêques en tinrent un en 1849 ; et comme l'archevêque de Paris, Mgr Sibour, se refusait à demander l'autorisation, un décret (16 septembre) l'accorda spontanément pour l'année sui-

(1) Dom Guéranger reprochait à la loi d'avoir altéré « la notion de l'enseignement qui ne doit jamais émaner que de l'Eglise », dont les droits ne doivent jamais se confondre « avec ceux de ce qu'on appelle l'Etat ». Il est clair, écrivait-il à Montalembert, que « les catholiques de la commission de l'enseignement ont été joués par les universitaires ».

vante (1). Aussi, la majorité des catholiques accepta le coup d'État (2) et l'Empire et vota pour les candidats officiels ; mais non pas les catholiques libéraux. Mgr Dupanloup prédisait que l'Empire succomberait sous « une insurrection des âmes », et Montalembert, un instant séduit, se reprenant dans sa brochure de 1853, *les Intérêts catholiques au XIXe siècle*, protestait en « vieux soldat du catholicisme et de la liberté » contre « le sacrifice de la liberté à la force, sous prétexte de religion ». Telle s'affirma désormais l'attitude des catholiques libéraux ; pendant que les catholiques ralliés, avec *l'Univers*, suivaient le nouveau Charlemagne jusqu'au tournant hasardeux des combinaisons italiennes, les autres se tenaient à l'écart. En 1868 encore, Montalembert, malgré l'appui accordé par l'Empereur aux congrégations religieuses et aux missions, malgré Mentana, prenait occasion de la chute d'Isabelle II dans une Espagne « déshonorée par le despotisme » pour gourmander ceux qui, tout en s'associant « à la réprobation des âmes libérales contre les 18 Brumaire et les 2 Décembre », jettent les peuples « sous le talon des autocrates et des conquérants de l'intérieur ». La crise ouverte entre les catholiques français par l'avènement du second Napoléon, dura jusqu'aux désastres de 1870 qui les réconcilièrent contre l'étranger.

En **Espagne**, le Concordat de mars 1851 rétablit la hiérarchie ecclésiastique dans les 58 diocèses (y compris ceux des colonies), aliéna définitivement les biens ecclésiastiques vendus depuis 1840 et supprima les tribunaux d'Église. Celui de 1859 autorisa la reconstitution des biens de mainmorte et reconnut comme propriété de l'Église tous les domaines anciens non aliénés. Par contre, le **Portugal** restait réfractaire à toute entente, maintenait le *placet* royal pour la publication de tous les actes du Saint-Siège (1852), ainsi que les mesures par lesquelles don Pedro Ier avait prétendu tarir les vocations religieuses. — Le gouvernement de François-Joseph, qui avait déjà rendu aux évêques d'**Autriche** la liberté complète de prédication et d'administration (1850), signa encore avec le pape le *Concordat* du 18 août 1855 qui, à l'encontre des théories du joséphinisme, émancipait entièrement l'Église de l'État, restaurait les prérogatives et juridictions épiscopales suivant les principes du droit canonique, notamment au sujet du mariage qui, pour les catholiques, ne serait plus que religieux. Il maintenait pour les clercs la

(1) Plus tard, l'Empire créa deux nouveaux archevêchés : à Rennes (1859) et à Alger (1866), et quatre évêchés : Laval, la Réunion, Oran, Constantine.

(2) Dom Guéranger l'appelait « une crise providentielle » ; et Falloux : « Je fais mon possible pour paraître résigné ; au fond, je suis satisfait. » Un évêque écrivait dans un mandement : « Quand l'Eglise aperçoit César, elle doit aller au devant de lui et lui tendre la main. »

dépendance des tribunaux ordinaires, mais attribuait à l'Église, avec la censure des livres, la surveillance des écoles. — Dans les ***États allemands*** du sud, Pie IX fut moins heureux ; il passa douze années à lutter avec le grand-duché de Bade, la Hesse-Darmstadt et le Wurtemberg pour essayer (mais en vain) d'obtenir en faveur des évêques une complète liberté (1848-1860). — En ***Hollande***, il créa une hiérarchie nouvelle avec quatre évêchés suffragants de l'archevêché d'Utrecht (1853). — En ***Angleterre***, malgré les protestations tumultueuses de la foule fanatisée, il rétablit les circonscriptions ecclésiastiques abolies depuis la Réforme. Il avait déjà fait de **Wiseman** un vicaire apostolique à Londres; il le nomma cardinal, archevêque de Westminster (30 septembre 1850), et lui donna douze suffragants. Les manifestations des évêques anglicans et des protestants (1) obligèrent le Parlement à voter un bill qui punissait l'usurpation des titres ecclésiastiques de l'Église établie ; les conversions des anglicans se multipliaient quand même et **Manning**, archidiacre de Chichester converti en 1851, succéda sans encombre à Wiseman en 1865.

L'expansion catholique dans le monde. — Si l'on met à part l'Amérique du Nord, où le développement catholique suit la progression de la population même, et où le progrès intérieur résulte de l'impulsion donnée par les conciles (conciles de 1852 et de 1866 à Baltimore) pour aboutir à la création d'évêchés nouveaux et de multiples paroisses d'après le droit commun, on peut dire que l'expansion catholique a été surtout le fait de la France, redevenue à partir de 1850 le « soldat de Dieu dans le monde ». Alors furent fondés les *Missionnaires du Sacré-Cœur de Marie* du P. Libermann, fusionnés bientôt avec les *Pères du Saint-Esprit* (1848), l'œuvre des *Missions Africaines* de Lyon, créée par Mgr de Brésilhac (1856), les *Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique* (Pères et Religieuses) lancés en 1868 par l'archevêque d'Alger, Mgr Lavigerie, à la conquête du continent noir, auxquels il convient d'ajouter, pour les missions levantines, les *Augustins de l'Assomption*. Aux anciennes associations de Religieuses venaient se joindre, en vue de l'apostolat lointain sous ses diverses formes, les *Dames de Sion* fondées par un israélite converti, le P. Alphonse-Marie Ratisbonne, les *Sœurs de Saint-Paul* de Chartres, les *Sœurs de la Sainte-Famille* de Bordeaux, les *Dames de Nazareth* d'Oullins, les *Dames auxiliatrices des âmes du*

(1) A Londres, le *mob* chantait en réponse à « l'agression papale » :
« Sous s pieds nous foulerons ton chapeau de cardinal,
Malgré le Pape et les Princes de l'Église ».

Purgatoire (1856). En 1870, lorsque le Levant a retrouvé un centre dans le patriarcat restauré de Jérusalem, les Indes sont réparties en vicariats apostoliques, un évêché est érigé au Sénégal, trois évêchés et neuf vicariats apostoliques en Chine. Des milliers de missionnaires français assurent la durée de leur double action par l'organisation d'ordres indigènes, les *Amantes de la Croix* pour l'Indo-Chine, les *Filles du Saint-Cœur de Marie* pour le Sénégal, les *Servantes de Dieu* pour la Mésopotamie et l'Afrique. L'intervention franco-anglaise en Chine après l'assassinat du P. Chapdelaine et les traités de 1860 permettaient de reconstituer les chrétientés. De même, au Mexique, les persécutions laissaient debout l'archevêché et les dix évêchés reconstitués après 1848.

A CONSULTER

LABOURT : *Israël, Jésus-Christ, l'Église catholique* (la IIIe partie). — LAFARGE : *Le Gouvernement de l'Église catholique*, 2 vol. — MATER : *L'Église catholique* (sa constitution, son administration). — FUNCK : *Histoire de l'Église*, 2 vol. — DAVID ET LORETTE : *Petite Histoire de l'Église catholique au XIXe siècle.* — DE GRANDMAISON : *La Congrégation.* — ROUSSEL : *Lamennais.* — SPULLER : *Lamennais.* — D'HAUSSONVILLE : *Lacordaire.* — DUDON : *Lamennais et le Saint-Siège.* — THUREAU-DANGIN : *La Renaissance catholique en Angleterre au XIXe siècle* (abrégé dans : *Le Catholicisme en Angleterre au XIXe siècle*) ; et : *Newman catholique.* — BRÉMONT : *Newman.* — HEMMER : *Le Cardinal Manning.* — DEBIDOUR : *Histoire des relations de l'Église et de l'État en France* (1789-1870). — WEILL : *Histoire du Catholicisme libéral en France.* — DE LANZAC DE LABORIE : *Falloux.* — Un moine bénédictin de la Congrégation de France (DOM DELATTE) : *Dom Guéranger.* — LECANUET : *Montalembert.*

CHAPITRE XXIII

L'ÉGLISE CATHOLIQUE DEPUIS 1870

I. **L'œuvre doctrinale de Pie IX.** — II. **Le pontificat de Léon XIII.** III. **L'Église au début du XXe siècle.**

I. — *L'œuvre doctrinale de Pie IX.*

Le dogme de l'Immaculée-Conception. — Avec Pie IX, le développement intérieur de l'Église s'est affirmé avant tout par un progrès doctrinal. Des sociétés de prêtres ou de laïques y travaillaient déjà, soit pour restaurer certaines traditions ou croyances, soit pour remettre en honneur les études théologiques : telles le *Piusverein* en Allemagne depuis 1849, l'*Oratoire de France* des PP. Pététot, Gratry et Adolphe Perraud (1852). Avant eux, les *Bénédictins de Solesmes*, institués par dom Guéranger (11 juillet 1833), avaient, dès le 8 décembre 1834, consacré l'abbaye nouvelle à Marie-Immaculée. Au demeurant, l'idée de l'Immaculée Conception de la sainte Vierge était depuis longtemps professée par les Franciscains et les Jésuites. Pie IX la reprit (février 1849), accorda aux églises le droit d'en célébrer l'office (encyclique *Ubi primum*) et les consulta en particulier sur le privilège lui-même. Après quoi, sans l'assistance d'un concile, et convoquant seulement auprès de lui quelques prélats de chaque nation (1), en tout cent vingt qui, présidés par les cardinaux Brunelli, Caterini et Santucci, préparèrent

(1) Il n'y eut que quatre opposants ; parmi eux, Mgr Sibour, archevêque de Paris.

la bulle *Ineffabilis Deus* (1), il promulgua le dogme de l'***Immaculée Conception de Marie*** (8 décembre 1854). Le pape, en union avec l'Église universelle, affirmait de la sorte, en dehors des formes conciliaires, sa propre et souveraine autorité.

Dix ans plus tard, il donnait satisfaction à un vœu du concile provincial de Spolète (1849) qui souhaitait que le Saint-Siège dressât le tableau des erreurs modernes « issues de la Déclaration des droits de l'homme », sous trois chefs : de l'Église, de l'autorité, de la propriété. La *Civilta cattolica* suggérait qu'on y joignît les erreurs du rationalisme. En 1852, un premier projet fut arrêté par le cardinal Fornari, soumis à la commission de la bulle *Ineffabilis*, puis à une seconde présidée par le cardinal Caterini, enfin à l'examen critique de douze théologiens (1861). Il en sortit un troisième texte qui fut remis aux trois cents évêques venus à Rome pour la canonisation des martyrs japonais (mars 1862) et, à la suite d'indiscrétions, remplacé par un quatrième que Pie IX promulgua enfin le 8 décembre 1864 (trois mois après la Convention du 15 septembre) par l'encyclique *Quanta cura*.

L'Encyclique « Quanta cura » et le « Syllabus ». — L'encyclique rappelle que contre les méchants qui « promettant la liberté, alors qu'ils sont esclaves de la corruption, se sont efforcés par des maximes trompeuses et par de pernicieux écrits d'arracher les fondements de l'ordre religieux et de l'ordre social » et de dépraver la jeunesse, le pape a déjà parlé, condamnant « les monstrueuses opinions qui dominent surtout aujourd'hui », qui tendent à miner avec l'Église la loi naturelle elle-même et « à faire cesser cette mutuelle alliance et concorde du Sacerdoce et de l'Empire qui a toujours été utile et salutaire à la religion et à la société ». Ces erreurs se résument dans le *Naturalisme* qui bannit la religion de la société civile, conduit à plusieurs folies comme la liberté de conscience et des cultes qui n'est que la liberté de la perdition (Pie IX cite ici Grégoire XVI), l'athéisme officiel, le communisme et le socialisme, l'instruction non religieuse, l'affirmation de la prétendue antinomie entre les pouvoirs spirituel et temporel du Saint-Siège, le principe fallacieux de la souveraineté populaire. La lettre était datée de la « dixième année depuis la définition dogmatique de l'Immaculée Conception de la Vierge Marie, mère de Dieu ».

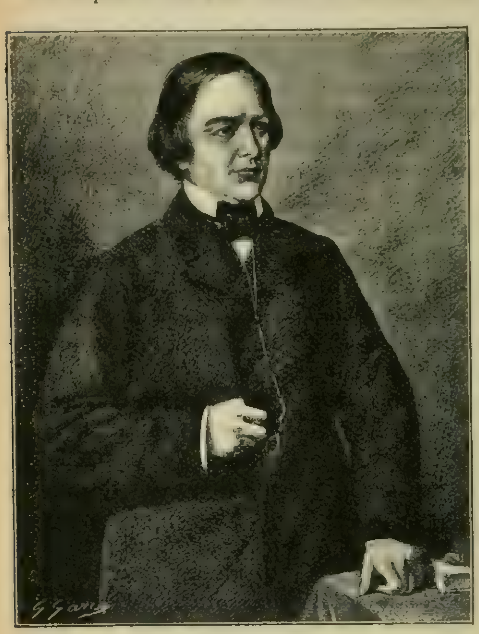
(1) La bulle mentionne seulement que les évêques ont fait connaître leur opinion (*postulationes*).

Le ***Syllabus*** est un « Recueil renfermant les principales erreurs de notre temps qui sont signalées dans les Allocutions consistoriales, Encycliques et autres Lettres apostoliques de N. T. S. P. le pape Pie IX ». Au sujet de ces quatre-vingts propositions, réduites en forme scolastique, Pie IX n'exprime aucune censure; il les groupe seulement sous dix paragraphes suivant un ordre logique : 1° Panthéisme, naturalisme et rationalisme absolu (propositions 1 à 7). — 2° Rationalisme modéré (8 à 14) ; exemple : « On doit s'occuper de philosophie sans tenir aucun compte de la révélation surnaturelle. » — 3° Indifférentisme, latitudinarisme (15 à 18) ; exemple : « Il est libre à chaque homme d'embrasser et de professer la religion qu'il aura regardée comme vraie d'après les lumières de la raison. » — 4° Socialisme, communisme, sociétés secrètes, sociétés bibliques, sociétés clérico-libérales (renvoi aux sentences antérieures qui frappent « ces sortes de pestes »). — 5° Erreurs relatives à l'Église et à ses droits (19 à 38) : « La puissance ecclésiastique ne doit pas exercer son autorité sans la permission et l'assentiment du gouvernement civil. — L'Église n'a pas le droit d'employer la force; elle n'a aucun pouvoir temporel direct ou indirect. — L'Église n'a pas le droit naturel et légitime d'acquérir et de posséder. » — 6° Erreurs relatives à la société civile considérée soit en elle-même, soit dans ses rapports avec l'Église (39 à 55) : « L'autorité civile peut s'immiscer dans les choses qui regardent la religion, les mœurs et la direction des âmes. — Toute la direction des écoles publiques dans lesquelles la jeunesse d'un État chrétien est élevée, si l'on en excepte seulement dans une certaine mesure les séminaires épiscopaux, peut et doit être attribuée à l'autorité civile. » — 7° Erreurs concernant la morale naturelle et chrétienne (57 à 64). « L'autorité n'est autre chose que la somme du nombre et des forces matérielles. » — 8° Erreurs concernant le mariage chrétien (65 à 74): « De droit naturel, le lien du mariage n'est pas indissoluble. — Par la vertu du contrat purement civil, un vrai mariage peut exister entre chrétiens. » 9° Erreurs sur le principat civil du pontife romain (75 et 76) : « L'abrogation de la souveraineté civile dont le Saint-Siège est en possession servirait même beaucoup à la liberté et au bonheur de l'Église. » — 10° Erreurs qui se rapportent au libéralisme contemporain (77 à 80) : « Le pontife romain peut et doit se réconcilier et se mettre d'accord avec le progrès, avec le libéralisme et avec la civilisation moderne. »

Le Syllabus, qui provoqua de la stupeur en Allemagne et en Italie et que le ministre Baroche déclara « non reçu en France » (5 janvier 1865), avait évidemment besoin d'être interprété. Sa forme

même, condensée et souvent négative, rendait l'interprétation difficile; car il ne suffit pas de retourner chacune des quatre-vingts propositions pour voir apparaître la formule qui exprimerait la vérité. Un jésuite autrichien, Schrader, prétendit cependant qu'il s'agissait de prendre les textes dans leur sens littéral pour en dégager la condamnation de la société moderne.

L'évêque d'Orléans, dans *la Convention du 15 septembre et l'Encyclique du 8 décembre*, les considérait d'autre façon : il y voyait surtout une répudiation des excès de l'esprit révolutionnaire et des abus de la liberté; il refusait de séparer les propositions du Syllabus des documents pontificaux qui les commentent chacune suivant sa valeur; il distinguait avec soin entre la thèse dont l'expression ne souffre pas d'être altérée et l'hypothèse qui confronte les propositions avec les circonstances de fait. Bien que la distinction soit classique et que Pie IX et six cent trente évêques eussent félicité l'auteur, il ne manqua pas de catholiques pour reprocher à Mgr Dupanloup d'avoir « transposé le Syllabus » et « éteint l'Encyclique ». Comme pour leur donner raison, le ministre des Cultes, Rouland, s'écriait : « Oh ! mais, l'encyclique de Mgr Dupanloup, nous en voulons bien ; elle n'est plus reconnaissable ! » Le titre seul de la brochure tendait à conférer aux actes pontificaux une portée surtout politique. Ces actes, les adversaires de l'Église affectèrent quand même de les représenter comme une déclaration de guerre à l'Europe moderne. Montalembert, lui, comprit qu'ils ruinaient les positions du catholicisme libéral. En 1862, le groupe des amis du *Correspondant*, Falloux, Mgr Dupan-



Montalembert
(1810-1870)

loup, Cochin, Albert de Broglie, Lacordaire, qui, dans leurs articles, travaillaient à dégager la religion de toute solidarité avec l'Empire autoritaire, avaient abouti à la formule : *Pro Ecclesia libera in libera patria* (13 octobre), que Montalembert était allé commenter au congrès des catholiques belges à Malines (août 1863). Épanchant publiquement « son âme », il montrait l'Église seule capable de s'aventurer sans défaillance sur les flots de la démocratie, puis il se confiait aux métaphores pour exalter la liberté de conscience : « Le bâillon enfoncé dans la bouche de quiconque parle avec un cœur pur pour prêcher sa foi, je le sens entre mes lèvres et j'en frémis de douleur. » Or, Antonelli avait exprimé à l'orateur le blâme du pape (1). Montalembert ne s'y trompa pas : « Mon devoir comme chrétien, dit-il à Falloux, est d'accepter l'Encyclique et le Syllabus. »

Le Concile du Vatican (8 décembre 1869-18 juillet 1870). — Pie IX souhaitait faire confirmer l'une et l'autre par l'Église entière en un concile œcuménique ; la bulle d'indiction (*Aeterni Patris*, 29 juillet 1868) portait qu'il chercherait des remèdes « aux maux du siècle présent dans l'Église et dans la société ». Le pape qui avait convié, en même temps que tous les évêques en communion avec Rome, les évêques orientaux schismatiques (qui ne vinrent pas) et les communautés protestantes (septembre 1868), parmi lesquelles seuls **Guizot**, **Pusey** et **Baumstark** envoyèrent un refus respectueux, s'abstint d'y inviter les gouvernements et les abbés de monastères (sauf les généraux d'ordres et les présidents de congrégations). Avant même que le concile ne s'ouvrît à Saint-Pierre (8 décembre 1869), les discussions avaient commencé sur le thème de l'infaillibilité doctrinale du pape dont on savait qu'elle y serait discutée. Le doyen de la faculté de théologie de Paris, Maret, évêque de Sura, préconisait dans la décennalité des conciles généraux un terme moyen entre la monarchie absolue du pape et la monarchie tempérée ; le *Correspondant* ne pouvait admettre « que la convocation des États généraux de l'Église ait pour effet de créer dans son sein une monarchie despotique qui n'y a jamais existé ». Le P. Gratry déclarait que la croyance à l'infaillibilité depuis le VIIe siècle reposait sur des pièces frauduleuses, assertion soutenue aussi par Strossmayer et que réfutait dom Guéranger. Tous, Döllinger et Montalembert, Falloux et le P. Hyacinthe, concluaient qu' « une liberté commune à tous est tout ce que peut

(1) Au deuxième congrès de Malines (septembre 1864), Mgr Dupanloup avait encore représenté les catholiques de France.

désirer l'Église ». — Au contraire, Mgr Pie envisageait dans la « juridiction immédiate et universelle, l'autorité souveraine et infaillible du pontife romain » une garantie pour l'épiscopat.

Au concile même, qu'avait préparé une Congrégation de six cardinaux, les 723 prélats se distinguaient en deux partis : une majorité d'*infaillibilistes* (Orientaux, Italiens, évêques sans diocèses et généraux d'ordres) et une minorité de *non-infaillibilistes* (évêques allemands, autrichiens et français, cardinaux Rauscher et Schwarzenberg, les évêques Ketteler de Mayence, Héfélé de Rottenbourg, Strossmayer de Diakovo, Bravard de Coutances, Darboy de Paris, Dupanloup d'Orléans, Ginouilhac de Bordeaux, Maret). Ces derniers protestaient contre la pression exercée sur eux par les cardinaux présidents des séances et même par des journalistes d'allure officielle comme Veuillot, contre la méthode suivie dans les quatre commissions (Foi, Discipline, Réguliers, Orientaux), qui écartait du débat toute proposition non émanée de l'initiative pontificale, contre l'opportunité de définir un dogme nouveau, quelques-uns contre le dogme lui-même.

Pour commencer, ils votèrent unanimement avec la majorité le décret *De fide catholica* qui condamnait les erreurs rationalistes et fixait la nature de la foi chrétienne (24 avril 1870). Mais sur la *Constitutio de Ecclesia* qui contenait l'infaillibilité, des discussions longues et passionnées mirent aux prises les non-infaillibilistes avec leurs adversaires (que Maret appela les « adversaires de l'épiscopat ») et avec le président, cardinal **de Angelis**, qui fit prononcer la clôture quand il restait encore quarante-six orateurs inscrits. Les Français, tenaces jusqu'au bout, ne renoncèrent à la parole que le 4 juillet (1). Le 13, l'article fut voté par 371 *placet*, 88 *non placet*, 61 *placet juxta modum* ; le 17, cent quinze évêques de la minorité, avant de quitter Rome, maintinrent leurs votes mais en promettant de se soumettre. Le lendemain, après un dernier scrutin (533 *placet* contre 2 opposants, qui adhérèrent ensuite), Pie IX promulgua la Constitution *Pastor Aeternus* : « Le pontife romain, quand il parle du haut de la chaire, c'est-à-dire quand, pour s'acquitter de sa charge de pasteur de tous les chrétiens, il définit en vertu de la suprême autorité apostolique qu'il possède, qu'une doctrine touchant la foi ou les mœurs doit être professée par l'Église universelle, grâce à l'assistance divine à lui promise en la personne de saint Pierre, jouit de cette infaillibilité dont le divin Ré-

(1) Reçurent-ils de Paris une dépêche qui, faisant allusion aux bruits de guerre franco-allemande, leur conseillait : « Tenez bon quelques jours ; la Providence vous envoie un secours inespéré ? » On l'a soutenu sans preuve.

dempteur a voulu que son Église fût pourvue quand elle définit une doctrine touchant la foi ou les mœurs. En conséquence, les définitions du pontife romain dans ces conditions sont irréformables par elles-mêmes, non en vertu du consentement de l'Église. »

Conséquences du Concile. — Cette définition si strictement limitative de l'infaillibilité fut le dernier acte du concile qui lui-même ne fut jamais clôturé. La guerre franco-allemande, la prise de Rome par les Italiens empêchèrent la reprise de la session à la saint Martin et la firent ajourner indéfiniment (20 octobre, bulle *Postquam Dei munere*). La catholicité accepta sans résistance les définitions conciliaires ; seuls résistèrent quelques isolés, comme le P. Hyacinthe Loyson (qui fonda l'Église catholique gallicane) et le chanoine bavarois Döllinger, fondateur du culte des *Vieux-catholiques*. Schisme de théologiens sans attaches véritables avec les classes populaires et qui ne s'étendit qu'à quelques États allemands du sud (Bade et Hesse) et à deux ou trois cantons suisses. Les gouvernements (sauf celui de Prusse, qui protégea les Vieux-catholiques professeurs d'universités) ne voulaient pas s'ériger en arbitres en matière de foi, pas plus qu'ils ne s'armèrent en faveur d'une restauration du pouvoir temporel (1). Seule la politique autrichienne trouva dans les affirmations conciliaires un prétexte pour dénoncer le Concordat de 1855 (1870-1874).

La fin du pontificat (1871-1878). — Pie IX, qui se considérait comme prisonnier au Vatican, s'est trouvé en conflit avec presque tous les États européens qui avaient reconnu l'Italie unifiée en sa capitale « intangible ». Ignorant volontaire de la loi des garanties, il a refusé les avantages pécuniaires qu'elle lui réservait et, tout en utilisant les postes et télégraphes du royaume, a renoncé à sortir des Palais apostoliques et de Saint-Pierre. Là se concentre désormais le gouvernement de l'Église qu'alimentent les offrandes des fidèles du monde entier (Denier de Saint-Pierre). C'est de là qu'il protestait contre l'œuvre des Cortès espagnoles de 1869 qui avaient proclamé la liberté des cultes et élu pour souverain le prince Amédée, fils de Victor-Emmanuel, toujours tenu pour « roi de Piémont ». Lui, il reconnut don Carlos comme roi légitime et ne se rallia qu'en 1875 à la monarchie alphonsiste, tout

(1) Il n'est pas établi que le ministre de Prusse ait assuré au Vatican en 1870 que son souverain, garant de la neutralité de l'État pontifical, considérerait comme un *casus belli* la violation de ses frontières par un soldat italien ou français.

en regrettant l'article 1er de la Constitution de 1876 (qui tolère les cultes non catholiques).

En France, il assistait, en dépit de ses efforts pour faire comprendre au comte de Chambord la nécessité d'accepter la couronne, à l'établissement progressif du régime républicain, qu'il savait résolu avec Thiers et Dufaure, aussi bien qu'avec Mac-Mahon et les ministres de la droite, à ne pas prendre position contre l'Italie « usurpatrice ». Du moins, la majorité catholique de l'Assemblée nationale votait-elle la *liberté de l'enseignement supérieur* obstinément refusée par l'Empire (1875).

En Russie, il dénonça le dessein du tzar Alexandre II de décatholiciser les provinces polonaises sous prétexte de les russifier, protesta contre la fusillade et la déportation de ses prêtres, contre la violence exercée sur les fidèles Grecs-unis de Chelm annexés par oukase à l'Église orthodoxe russe (1875). Le tzar rompit les relations diplomatiques et empêcha les évêques de l'Empire de correspondre avec Rome.

En Allemagne (1), Pie IX s'attristait des luttes du Kulturkampf (2) qui se répercutaient en Autriche ; là, le parti des fonctionnaires joséphistes, soutenu par les protestants de Beust et Andrassy, rétablissait les prérogatives de l'État sur l'Église (sauf en matière de mariage). En Suisse, les Jésuites étaient traqués dans le canton de Saint-Gall, Mgr Mermillod expulsé de Lausanne, Mgr Lachat des cantons de Soleure et de Bâle ; en 1873, le Conseil fédéral rompait à son tour et renvoyait le nonce.

A quatre-vingt-cinq ans, il fallait à Pie IX, avec une vigueur jamais lasse, condamner un projet de loi Mancini déposé au Parlement italien sur les abus du clergé, « ne cessant pas un jour de lutter pour le patrimoine de l'Église, ne cédant le terrain que contraint par la violence, et, quand il ne lui reste plus d'autres armes, combattant avec la voix, les exhortations et la prière ». A l'avènement du roi Humbert Ier d'Italie, fils de « l'usurpateur » (janvier 1878), il rappela ses propres droits à la souveraineté temporelle, droits que l'occupation « savoyarde » prolongée n'avait pas entamés. Quelques semaines après, il était mort (7 février).

En 1877, il avait célébré le trentième anniversaire de son couronnement; à cette occasion, les ambassades des États catholiques

(1) Voir tome I, chap. XXVII, § 1.

(2) Ce n'était point un spectateur passif. Il attaquait vivement, par exemple, le chancelier de fer : « Il y a bien des siècles, dit-il à des pèlerins allemands, Dieu envoya un Attila pour éveiller les peuples ; aujourd'hui, il a éveillé le noble peuple allemand par un nouvel Attila. »

s'étaient rencontrées au Vatican avec la foule des pèlerins chargés de 15 millions d'offrandes. L'Église, destituée de la puissance politique, apparaissait, en dépit de quelques regrets à peine exprimés, plus disciplinée que jamais entre les mains de ses chefs spirituels, unifiée dans sa doctrine, dotée enfin d'une force de résistance et de progrès qui allait s'affirmer en Allemagne, en Belgique, en Suisse même, et plus encore au nouveau monde.

II. — *Le Pontificat de Léon XIII (1878-1903).*

Pendant vingt-cinq ans, après la mort du dernier pape-roi, l'Église catholique a été gouvernée par l'intelligence la plus lumineuse peut-être de l'époque (1). Politique pacifique, diplomate de culture et de goût à l'heure où l'Église semblait réduite à n'être plus qu'une société d'âmes, Léon XIII a refait du Vatican, par l'application d'un plan longuement mûri, un des centres d'action de la vie universelle. Grâce à lui, souverains et peuples ont repris le chemin qui mène à la porte de bronze, soit pour négocier, soit pour recueillir des enseignements, demander des conseils et parfois des services.

Joachim Pecci jusqu'à 1878. — Il était né à Carpineto (2 mars 1810) de la famille des comtes Pecci de Sienne. Élevé au Collège romain, répétiteur en philosophie au Collège allemand, après une thèse sur les indulgences (1830), puis membre de l'Académie des nobles ecclésiastiques, il devint référendaire au tribunal de la « Signature » et prélat (juillet 1837). Protégé du cardinal Sala (négociateur avec Caprara du concordat de 1801) qui l'initia, dans les bureaux du *Buon Governo*, à l'administration des communes, il fut « délégué » à Bénévent, vrai repaire de contrebandiers napolitains et de bandits. Contre eux, contre leurs protecteurs (et associés) aristocratiques, il mena une rude campagne qui lui valut le poste de délégué à Pérouse, foyer de carbonarisme (août 1841). Par des moyens également énergiques, il réussit à pacifier l'Ombrie. Grégoire XVI le remarqua, le créa archevêque de Damiette (27 janvier 1843) et le nomma nonce apostolique à Bruxelles, à la place de Fornari : poste délicat, à cause du scepticisme avoué de Léopold Ier

(1) Dans la prophétie fameuse de Malachie, qui désigne par des formules symboliques les pontificats successifs, le successeur de Pie IX est caractérisé par ces mots : *Lumen in cœlo*.

en matière religieuse. Son succès éclatant, il le dut à ses manières, à sa finesse, à sa prudence politique. Préconisé archevêque de Pérouse, à la demande des habitants (19 janvier 1846), il revint lentement par Londres, où il vit la reine Victoria et le prince Albert, O'Connell et Wiseman, et par Paris où Louis-Philippe lui fit grand accueil. Il arrivait à Rome pour assister à la mort de Grégoire XVI et à l'élection de Pie IX. Antonelli, qui semblait redouter en lui un rival, le tint trente ans en Ombrie où l'archevêque, pasteur très zélé (1), promoteur des études dans son clergé, défenseur des biens religieux, témoin aussi de la République révolutionnaire de 1848-1849 et de l'occupation piémontaise (1859), créa des patronages et des banques d'épargne, des jardins ouvriers, des ouvroirs et des hospices. Cardinal en 1853, il ne fut appelé à Rome qu'après la mort d'Antonelli (1876) ; Pie IX le nomma camerlingue, chargé à la mort du pape de présider le Sacré-Collège, d'administrer le Vatican et l'Église universelle, enfin de diriger le Conclave (1877).

Léon XIII (20 février 1878). — A la mort de Pie IX, le cardinal Pecci était peu connu des Romains ; mais on apprit qu'il avait fait savoir au roi Humbert, dont la famille souhaitait assister aux messes de *Requiem*, qu'il lui serait assigné « la tribune des princes présents à Rome par hasard », et qu'il avait fait adresser par le Conclave une protestation au corps diplomatique contre l'occupation des États pontificaux. Le cardinal Franchi posa dès le début la candidature du camerlingue, qui fut élu au troisième tour (par 44 voix sur 59 votants) et prit le nom de Léon XIII. Il appela Franchi à la secrétairerie d'État (puis Nina, 9 août) et se fit couronner le 3 mars.



Léon XIII (1810-1903)
(Portrait des dernières années du pontificat)

Sa première encyclique, *In-*

(1) Au concile de Spolète de 1849, c'est précisément l'archevêque de Pérouse qui avait soutenu le projet de faire rédiger par le Saint-Siège un *Syllabus* des erreurs modernes.

crustabili, définit ses sentiments sur les questions essentielles. Léon XIII y condamne les atteintes à l'indépendance, les entraves à l'action de l'Église encore persécutée, la « liberté effrénée », la « fausse civilisation » laïque, le mariage civil, qui n'est qu'un « concubinat légal », réclame une union d'action étroite entre les chefs ecclésiastiques et le Saint-Siège, une docilité complète des fidèles à leurs enseignements, la liberté absolue du pontife romain garantie par le pouvoir temporel. Toutefois, il n'enferme pas tout dans la question romaine, ne borne pas ses projets à la reconquête de la Ville (que d'ailleurs, à soixante-huit ans, malgré des offres intéressées, il ne quittera pas pour un gîte de fortune); il professe qu'en un temps où les peuples chrétiens se répandent dans toutes les parties de la planète, où le fanatisme de l'Islam commence à être attaqué par le scepticisme, le pape doit devenir une puissance mondiale pour réaliser en vérité l'unité apostolique. Pour y parvenir, il n'est que de reconnaître trois grandes crises religieuses fatales à l'Église : le schisme « orthodoxe » grec et slave, l'hérésie protestante séductrice du monde germanique et anglo-saxon, l'apostasie révolutionnaire qui détourne le monde latin vers la déesse Raison ; — et de travailler en conséquence à réconcilier les schismatiques, à ramener les hérétiques, à ressaisir les apostats. Tâche difficile : d'enseignement dogmatique, de dialectique intellectuelle, d'action sociale, de combinaisons politiques aussi.

Léon XIII et les « orthodoxes ». — Aux temps de l'Empire byzantin, le schisme orthodoxe a conclu plusieurs siècles de discussions sur le dogme de la Trinité; mais il résultait bien davantage des différences de tempérament entre les églises orientales développées chacune à part depuis les apôtres fondateurs, accoutumées à vivre entre elles dans une concorde fraternelle, et les églises d'Occident, de bonne heure persécutées, serrées en conséquence pour le salut commun autour du chef suprême, hiérarchisées sous un Pontife qui commande à tous les évêques. C'est le conflit séculaire entre la liberté grecque et la discipline latine. Or, le christianisme grec passe aujourd'hui par une crise : loin du chef nominal, le patriarche de Constantinople, réduit à la condition de fonctionnaire ottoman, à la merci d'un firman qui investit parfois des rivaux (comme l'Exarque bulgare), les Églises « orthodoxes » russe, roumaine, serbe, bulgare, se proclament « autocéphales », refusent de confondre désormais *Christianisme* et *Hellénisme*, se révolteraient avec des exarques nationaux contre le patriarche débile, s'il

prétendait les asservir. Ainsi la vie religieuse en Orient n'est plus qu'une anarchie; viennent les hérésies et leurs violences, le refuge unique apparaîtra dans une réconciliation avec l'Église catholique, dépositaire de la vérité. Aussi le pape, très attentif aux chrétientés orientales, mais inébranlable sur le dogme, se montre-t-il prêt, moyennant une filiale déférence de leur part, à respecter leurs usages disciplinaires et liturgiques. Il le dit aux pèlerins croates, tchèques et galiciens que lui amène Mgr Strossmayer (1884); il le confirme dans l'Encyclique aux princes et aux peuples de l'Univers (*Praeclara*, 1894); il en confie l'étude à une conférence de cardinaux, et conserve aux Églises levantines-unies de Syrie, de Chaldée, d'Arménie, d'Égypte, de Bulgarie une autonomie relative, leur langue nationale et leur liturgie propre (1896).

De nos jours, il est vrai, l'« orthodoxie », moins religieuse que politique, est surtout constituée par un groupement d'États en majorité slaves sous un tzar russe qui impose l'unité. Mais Léon XIII remarque justement que la politique du tzar, si hostile à Rome jusqu'à 1880, ne peut pas ne pas changer. Depuis les humiliations du congrès de Berlin (1878), elle ne tend plus vers Constantinople, mais vers Téhéran, Kaboul, Séoul et Pékin : politique d'Asie, elle s'est liée avec le Khalife de Stamboul, avec les saints musulmans de Boukhara et de Khiva, le lama de Lhassa. Si le tzar veut atteindre les mers libres, que ne s'appuie-t-il sur les églises-unies d'Arménie, de Syrie et de Chaldée, qui le mèneraient à Alexandrette et au Golfe, sur celles de Perse et de Mandchourie, toutes hostiles à l'idée de se plier au joug d'un tzar tyran orthodoxe, mais disposées à seconder le chef d'une « marche » de l'Europe chrétienne contre le paganisme asiatique? En Russie même (en Finlande, en Pologne, au Caucase), l'orthodoxie n'est plus indiscutée; servie par un clergé inférieur inerte, traversée dans ses sectes par les coups de folie des illuminés et des imposteurs, si elle veut retrouver concorde et vie intérieure, qu'elle revienne à l'autorité pontificale, à l'Église une et catholique. En conséquence, Léon XIII appuie Strossmayer dans son apostolat des Slaves du Danube, exalte dans l'encyclique *Grande munus* (30 septembre 1880) les apôtres de la Slavie, Cyrille et Méthode, et fête leur millénaire; il fait appel à la Russie après l'assassinat d'Alexandre II (encyclique *Sur l'origine du pouvoir civil*, 29 juin 1881), flétrit le régicide, conséquence fatale de la guerre faite à l'Église, qui mine du même coup l'autorité civile, essaie d'un rapprochement personnel avec Alexandre III, refrène les aspirations nationales des catholiques polonais, aplanit autant qu'il peut les difficultés religieuses. En retour, un

ministre russe est accrédité auprès du Saint-Siège (à la place de l'agent officieux de 1888) par Nicolas II qui, en 1898, avait fait cesser la persécution contre les Uniates polonais de rite grec.

Léon XIII et les protestants. — Avec les protestants, qui ont rompu à l'origine moins à la suite d'une querelle de dogme qu'à la suite d'une mésintelligence de mœurs, le conflit se pose d'autre manière. Toutefois, après avoir admis les variations du libre examen en matière dogmatique, s'en être prévalus comme d'une supériorité, les avoir même légitimées comme les fruits d'une « évolution » naturelle, les docteurs réformés, aux prises aujourd'hui avec l'agnosticisme et l'indifférence, ne savent plus sur quel terrain construire la morale à laquelle ils tiennent toujours et que la science s'acharne d'autre part à décomposer en de simples préjugés héréditaires, en recettes d'expérience, en de chancelantes formules scientifiques. Le pape seul, interprète infaillible de Dieu, saura la fonder sur le dogme, traduction immuable de la parole divine qui s'impose à tous les hommes et à tous les actes. A la lumière de la philosophie de saint Thomas d'Aquin (qu'il remet en honneur par l'encyclique *Aeterni Patris*, 4 août 1879, et dont il fera rééditer les œuvres), il définit les caractères du mariage chrétien (encyclique *Arcanum*, 14 février 1880), condamne les doctrines et l'action de la Franc-maçonnerie (*Humanum genus*, 20 avril 1884), expose tout un code de politique chrétienne (*Immortale Dei*, sur la Constitution chrétienne des États, 19 novembre 1885), critique les théories modernes sur la liberté illimitée (*Libertas praestantissimum*, 20 juin 1888), et, tout en réprouvant les mariages civils mixtes établis en Hongrie (août 1886), ménage de nouvelles avances aux protestants (2 septembre 1893). Enfin, comme suite à toute une série de travaux théologiques, œuvre d'une école dont son frère aîné, le cardinal Pecci, avait été jusqu'à sa mort (1890) le chef caché, il rappelait le monde chrétien au culte de l'Esprit saint (*Divinum illud munus*, 9 mai 1897).

Bientôt, pensait Léon XIII, ces idées de retour à l'unité s'imposeront avec une force invincible aux réformés intelligents. Déjà, la Haute-Église anglaise, autrefois la plus « anti-papiste », semble, dans sa fraction ritualiste, se rapprocher de l'esprit de Rome (le pape nomme une Commission chargée d'examiner la validité des ordinations anglicanes que, dans la suite, il déclarera nulles, 1896) et présente chaque année des milliers de conversions. Les autres suivront, en dépit d'échecs passagers dont le pape n'éprouve pas la fausse honte. Du moins use-t-il de son influence (et déjà de son

prestige) pour amener la fin du Kulturkampf allemand. En 1879, notifiant son avènement à l'empereur Guillaume, il le sollicitait en vue d'une pacification religieuse; il amorçait des « négociations amicales » qui, par l'intermédiaire du nonce à Munich, Aloïsi Masella, aboutirent à une sorte d'armistice et, plus tard, au retrait des lois de mai (1883). Une visite du prince impérial Frédéric, négociée par le cardinal **Jacobini**, successeur de Nina, sanctionna la pacification : victoire pontificale (confirmée par le vote de la *loi de paix* du 10 mai 1886) qui transformait le « centre » catholique, après dix ans de luttes, en un élément essentiel d'équilibre dans l'Empire demeuré officiellement luthérien. Accord du même genre avec les cantons suisses; cinq années de négociations avec le Conseil fédéral ramenaient Mgr Mermillod dans son évêché de Lausanne et Genève (1883); le plénipotentiaire pontifical Ferrata signait aussi avec les cantons du Tessin et de Bâle (dans ce dernier rentrait Mgr Lachat). En Angleterre, Léon XIII prenait parti contre le « boycottage » décrété par les nationalistes irlandais de la Ligue agraire et priait les évêques d'employer leur ascendant à réprimer les menées des sociétés secrètes contre le gouvernement (1889). La faveur des gouvernements le récompensait de ces interventions pacificatrices : l'empereur Guillaume II se présentait au Vatican en 1889, puis en 1893, enfin pendant le jubilé du 25e anniversaire (1902-1903). Edouard VII l'imitait, avec moins de faste extérieur, puisqu'il n'avait pas d'ambassadeur près du Saint-Siège et qu'il ne pouvait pas en accréditer. Sans croire au surplus qu'il verrait s'achever sous son règne cette œuvre à la fois religieuse et politique, Léon XIII se confiait aux temps futurs : « Je pose, disait-il, des jalons pour l'avenir. » Aux successeurs de faire le reste.

Léon XIII et la « Révolution ». — C'est peut-être vers la conversion des apostats que Léon XIII a tourné ses plus persévérants efforts. Ici, le terrain lui semblait mieux préparé : depuis un siècle que les « vieilles souverainetés » sont ébranlées par la Révolution, l'Église a vu au contraire grandir son pouvoir et son prestige. Ce n'est pas qu'elle ait jamais dénoncé le pacte qui la liait aux puissances temporelles; loin de là : elle a maintenu l'alliance de l'autel avec les trônes, même quand les occupaient des monarques peu dociles. A ceux-là, l'encyclique *Quanta cura* (1864) a signifié un suprême avertissement; ils n'ont répondu qu'en spoliant le pape de son royaume. La papauté se tournera donc d'un autre côté. Depuis 1870, vers elle seule montent les respects et les offrandes des fidèles détachés des rois gallicans ou joséphistes,

formés en milices dévouées, embrigadés dans les congrès catholiques internationaux par des clergés séculiers et réguliers qui prennent d'elle seule le mot d'ordre. « Désormais, prononce le cardinal Manning, le Saint-Siège a à traiter avec le peuple, et il a pour cela des évêques en rapports étroits, quotidiens, personnels avec le peuple. » Aussi, tandis que le Pontife romain tient parfois entre ses mains le sort des États (en 1885, médiation entre l'Allemagne et l'Espagne au sujet de la possession des Carolines; — ralliement à la monarchie alphonsiste conseillé aux évêques espagnols, avril 1885; — vote du septennat militaire obtenu du Centre allemand au prix de l'abrogation du Kulturkampf, 1887), estime-t-il que le tour des peuples est venu de prendre le chemin du Vatican.

En octobre 1889, il recevait le premier grand pèlerinage de 2.000 ouvriers français que lui amenaient le cardinal Langénieux, Harmel et le comte de Mun. Il y avait dix ans (encyclique *Quod apostolici*, 1879) que, condamnant les théories socialistes, il avait averti les souverains que les peuples, déçus par l'individualisme de 1789 dans leur recherche passionnée et trouble du bonheur, se laisseraient prendre à ces impérieuses contrefaçons d'une religion charitable. Aujourd'hui, voici qu'auprès du code (menacé) de la propriété, Guillaume II tentait en vain de faire rédiger, par une Conférence internationale ouvrière, le code nouveau du travail (1890). A son tour, Léon XIII proposa celui de l'Église (encyclique *Rerum Novanum*, 15 mai 1891) emprunté à l'Évangile et aux Pères (1), qui réclame pour les humbles charité et justice. Il somma les gouvernements « d'arracher les malheureux ouvriers aux mains de ces spéculateurs qui ne font pas de différence entre un homme et une machine », protesta contre les « excès de travail qui, en émoussant toutes les forces de l'âme, écrasent le corps jusqu'à l'épuisement », recommanda aux ouvriers de s'unir en associations chrétiennes, donna, sous l'inspiration d'une pitié toute franciscaine pour tous les opprimés, les formules d'un « catholicisme social ».

Lui-même il le mettait en pratique : non content de sauver de la condamnation (d'abord prononcée par les évêques canadiens) les 750.000 « Chevaliers du Travail », à lui recommandés par les évêques des États-Unis, à condition qu'ils changeassent certains articles de leurs statuts (1893), il subventionnait à Rome les mutualistes de la *Societa artistica operaia*, leur concédait un immeuble d'une valeur de 500.000 francs, et presque autant en subsides (1888-1891). En

(1) Il l'avait amorcé dans l'encyclique pour le centenaire de saint François d'Assise (17 novembre 1882).

1891 même, il béatifiait un ouvrier, **Nunzio Sulpicio**, persécuté de son vivant par un maître barbare. Dès le 8 mai 1888, l'encyclique *In plurimis* avait recommandé aux évêques du Brésil de combattre l'esclavage (qui fut aboli en effet en 1888). Il mandait encore au cardinal Lavigerie, archevêque d'Alger : « Opposez-vous avec courage et de tout votre pouvoir à l'esclavage de tant de malheureux sur le sol de l'Afrique » (12 septembre 1888).

Par le cardinal **Lavigerie**, Léon XIII s'adressait à la France elle-même (1) ; il lui importait d'obtenir l'audience de cette démocratie d'avant-garde (2). Déjà, en 1879, il avait, avec le nonce, Mgr Czacki, essayé de décourager les royalistes de leurs espérances de restauration ; il les déclarait chimériques. A tout le moins, l'encyclique *Nobilissima Gallorum gens* (8 février 1884) recommandait aux évêques de ne pas prendre figure d'adversaires du gouvernement établi. Pendant quelques années, Léon XIII parut vouloir laisser le royalisme s'éteindre de lui-même, cependant que l'échec de *l'Union nationale*, tentée en 1885, et la crise que traversa la République de 1885 à 1888 incitaient de nombreux catholiques à participer à l'aventure boulangiste. Patient, le pape attendait, occupé par les cérémonies de l'année jubilaire (1888), notant la détente religieuse annoncée par le président Carnot (en dépit de la loi militaire qui envoyait les clercs à la caserne, 1889), la dislocation de la Droite royaliste, les propositions de ralliement à la République émanées des nouveaux conservateurs (Piou, Castellane, etc.) et les promesses de pacification nationale. Enfin, il chargea le cardinal Lavigerie de parler à sa place. Le cardinal s'en acquitta dans un toast qu'il portait à l'escadre de la Méditerranée : « Lorsque la volonté d'un peuple s'est nettement affirmée, que la forme d'un gouvernement n'a rien en soi de contraire aux principes qui seuls peuvent faire vivre les nations chrétiennes et civilisées ; lorsqu'il faut, pour arracher son pays aux abîmes qui le menacent, l'adhésion sans arrière-pensée à cette forme de gouvernement, le moment vient de déclarer enfin l'épreuve faite. » Et la fanfare des Pères Blancs joua *la Marseillaise* (12 novembre 1890).

Le 16 février 1892, Léon XIII revenait à la charge dans l'encyclique *Aux Français*. Il y recommandait le ralliement des catholi-

(1) En 1893, il donna 100.000 francs aux Trappistes pour la fondation au Congo d'une colonie agricole.

(2) Pour expliquer l'inclination évidente de Léon XIII à l'égard de la France, un publiciste écrivait en 1893 : « Il n'aura le monde que lorsqu'il aura la France ; car la France va toujours d'un pas plus vite, un pas plus loin que le reste du monde. Voilà pourquoi il l'aime et l'appelle, pourquoi il tend la main à la sublime aventurière. » (Ch. Benoist.)

ques à la République, pour qu'ils obtiennent le rappel des lois irréligieuses « par tous les moyens honnêtes et légaux ». La politique des *ralliés*, républicains conservateurs, aboutit en apparence à un échec aux élections de 1893 (qui portèrent au pouvoir les républicains modérés), — en réalité à la déclaration du disciple le plus cher et le plus réfléchi de Gambetta (1) en faveur de cet *esprit nouveau*, capable de ramener « tous les Français autour des idées de bon sens, de la justice et de la charité » (3 mars 1894).

La fin du pontificat. — Les dernières années du pontificat s'achevaient en un triomphe personnel pour le Saint-Père. Si, à partir de 1898, un nouveau Kulturkampf commençait en France, si des menaces s'adressaient aux ordres religieux en Portugal et en Espagne, si même les massacres des Arméniens marquaient un recul des puissances chrétiennes désunies devant le fanatisme islamique, Léon XIII présidait le jubilé de l'année sainte (1900), proposait aux évêques français des règles pour le recrutement et l'éducation du clergé dans les séminaires et traçait aux évêques brésiliens tout un plan de réorganisation ecclésiastique (septembre 1899). Enfin, par l'encyclique *Graves de communi* (1900), il recommandait aux « démocrates chrétiens » de ne pas s'ériger en parti politique et de ne jamais manquer au respect de l'autorité et à la charité. Le résultat se mesure d'un mot. Alors qu'en 1878 l'Église romaine avait à lutter avec presque tous les Etats, à composer encore avec des tiédeurs et des résistances, — à la mort de Léon XIII (20 juillet 1903), l'œuvre de pacification voulue par le Pontife, qui faisait comme passer dans les mœurs la pratique de l'infaillibilité et le rendait le maître du dogme catholique, avait suscité, en autorité indiscutée et en ressources de magnificence, une véritable résurrection de la papauté.

III. — *L'Église au début du XXe siècle.*

Le pape Pie X. — Au diplomate prestigieux qu'avait été Léon XIII, les cardinaux donnèrent pour successeur un archevêque de province d'humble origine, « fils du peuple élevé à la gloire du pontificat ». Le cardinal **Joseph Sarto**, né à Riese (2 juin 1835), avait vécu une enfance pauvre à l'école de son village, puis au col-

(1) Eugène Spuller, ministre des Cultes dans le cabinet Casimir-Périer.

lège de Castelfranco ; d'abord vicaire à Tombolo (1858-1867), il franchit tous les degrés de la hiérarchie : curé à Salzano (1867-1876), chanoine et vicaire général (1876-1884) à Trévise, évêque de Mantoue (1884) et patriarche de Venise (1893). Sa candidature, posée en dehors de lui au Conclave, étonna; mais après que l'archevêque de Cracovie eut, au nom de l'Empereur François-Joseph, donné l'exclusive (1) au cardinal **Rampolla**, le dernier secrétaire d'État du précédent règne, elle obtint les deux tiers des voix requis pour l'élection (4 août 1903).

Homme d'action pastorale et d'administration, Pie X a procédé à une réforme (qui est une simplification) des rouages de la chancellerie pontificale, ordonné de codifier le droit canon pour le mettre plus à la portée des fidèles, supprimé certaines entraves ormelles préexistant au mariage religieux, etc. Dans le sens indiqué par Léon XIII, il a voulu concentrer entre ses mains toutes les forces du catholicisme « ordonnées » dans la hiérarchie. C'est pourquoi il a confirmé aux nonces le droit d'intervenir dans les affaires diocésaines et refusé de reconnaître l'organisation du culte prévue par la loi française du 9 décembre 1905 qui, après abolition du Concordat de 1801, séparait l'État de l'Église. En Espagne, il a réussi à empêcher le vote d'une loi sur les congrégations, projetée par le ministère radical sur le modèle de la loi française de 1901.

Mais l'œuvre essentielle s'avoue de caractère dogmatique. Léon XIII, qui avait ouvert de façon très large aux historiens les archives du Vatican (car « Dieu n'a pas besoin de nos mensonges »), encouragé les études de textes bibliques et la critique scripturaire, n'avait sans doute pas prévu les conséquences lointaines de telles initiatives. De fait, des interprétations philosophiques assez aventureuses se firent jour dans le monde catholique, qui tendaient à dépouiller par exemple la personne même du Christ de son caractère divin, et dont l'ensemble s'appela le « modernisme ». Pie X en a condamné la méthode et les conclusions dans deux documents principaux : 1° un décret de la Sainte Inquisition Romaine et Universelle (*Lamentabili sane*, du 3 juillet 1907, approuvé le 4) qui proscrit soixante-cinq propositions relatives pour la plupart à l'exégèse et aux origines chrétiennes (2) ; — 2° l'encyclique *Pascendi Dominici gregis* (8 septembre 1907) qui expose le « modernisme » sous la forme d'un

(1) Le droit d'exclusive a été aboli par un *motu proprio* de Pie X (8 janvier 1905).

(2) En voici deux exemples : « La preuve de la divinité de Jésus-Christ ne ressort pas des Evangiles ; ce n'est qu'un dogme que la conscience chrétienne a déduit de la notion de Messie » (proposition 27). — « Le catholicisme actuel ne peut s'adapter à la vraie science, à moins de se transformer en un christianisme non dogmatique, c'est-à-dire en un protestantisme large et libéral » (65).

système lié, en dénonce les sources et les affirmations, en montre les applications funestes à la foi, à la théologie, à l'histoire même de l'Église. Et pour constituer et répandre encore les méthodes d'une exégèse orthodoxe, développant toujours une idée de Léon XIII (1), il a créé à Rome la *Société internationale catholique pour l'avancement des sciences* et un *Institut biblique* (2).

L'expansion catholique dans le monde. — Depuis 1870, les conquêtes catholiques les plus éclatantes se sont produites dans deux directions : 1°) En ***Amérique du Nord***, où l'impulsion imprimée à la propagande par des personnalités puissantes, telles que les archevêques **Gibbons** (de Baltimore) et **Ireland** (de Saint-Paul), aidée par des associations spécialement américaines, comme les *Paulistes*, a fixé les regards du monde entier. Dans le même temps, le concile de Baltimore (novembre 1884) organisait la discipline, la juridiction, le recrutement et la vie temporelle du clergé en associant, dans des proportions indiquées par Rome, évêques, prêtres et fidèles à la gestion des affaires ecclésiastiques et civiles.

2°) L'autre direction est l'***Afrique***, entamée par la propagande avant Léon XIII, mais partagée en 1885 entre les puissances et livrée depuis lors à la découverte et à l'évangélisation. Ici, le rôle de la France réapparaît au premier plan. Chaque assaut donné par elle aux pays maures et aux pays noirs entraîne une conquête de l'organisation catholique : après le protectorat tunisien, par exemple, la restauration de l'archevêché de Carthage au profit du cardinal Lavigerie (10 novembre 1884). Le « primat d'Afrique », qui appelle dans la Régence toutes les ressources des congrégations françaises, rêve déjà d'une œuvre analogue au Maroc, à l'autre extrémité de l'Afrique mineure. Après les premières tentatives infructueuses pour gagner par le Sahara le Soudan mystérieux, c'est l'envoi des Pères Blancs par Zanzibar au Tanganyka et au Nyassa et la croisade contre la traite annuelle de 400.000 esclaves (1879-1894) ; après l'entrée à Timbouctou de la colonne Bonnier, la mission du P. Hacquart et l'érection du vicariat apostolique du Soudan. Au Sénégal et sur la Côte d'Ivoire, en même temps que les explorateurs et les soldats, progressaient les Pères du Saint-Esprit (établis aussi en Afrique orientale, de la côte jusqu'aux grands lacs et à l'Ouganda) ; au Dahomey, les Missionnaires de Lyon, secondés par les *Sœurs*

(1) Qui avait fondé la *Commission biblique internationale*, fait établir, par les cardinaux Pitra, de Luca et Hergenrœther, une école de paléographie (1883), et encouragé l'*Ecole biblique de Jérusalem*, création des Dominicains.
(2) Dirigé par les Jésuites.

de Notre-Dame des Apôtres (fondées en 1876); au Congo et dans l'Oubanghi, avec Brazza, les Pères du Saint-Esprit et Mgr Augouard. Les mêmes, ainsi que les Lazaristes, établissaient (1896 et 1898) deux nouveaux vicariats apostoliques à Madagascar. L'Afrique australe demeure le domaine des Oblats de Saint-François de Sales, des Oblats de Marie-Immaculée et des Trappistes.

Dans le **Levant**, les missions Françaises ne travaillent plus seules. D'autres missionnaires, surtout italiens, anciens protégés français en vertu des *Capitulations* expressément maintenues par Léon XIII (1888), ont constitué néanmoins des œuvres très autonomes (1). Aucune n'atteint encore le rayonnement de celles des Lazaristes à Constantinople et des Assomptionnistes (ces derniers inspirés par Léon XIII pour la fondation d'églises et d'écoles de rite grec, 1895), et, en Syrie, des Frères, des Dominicains et des Jésuites. En 1880, les Jésuites fondaient l'*Université de Beyrouth* (en 1883 la Faculté de médecine, qui délivre des diplômes français depuis 1889). — L'**Extrême-Orient** s'est montré d'accès plus difficile : l'Inde, où Pondichéry devient archevêché (1889), travaille à se donner un clergé indigène ; le Tonkin, évangélisé par des évêques français et espagnols, reste inhospitalier aux chrétiens même après la conquête. La Chine, travaillée depuis des siècles par presque toutes les sociétés de missions (la place d'honneur revient aux Jésuites), et où un édit impérial du 15 mars 1899 (rapporté depuis) reconnaissait l'Église catholique en attribuant un rang officiel à ses ministres, recommence périodiquement à persécuter le christianisme pris pour symbole de l'envahissement de l'Europe. Et le Japon, rouvert aux missions en même temps qu'à la civilisation occidentale, constitué en diocèses en 1891, pourvu d'une délégation apostolique, sollicité aussi par les sectes protestantes, n'oppose plus à la pénétration catholique que la neutralité indifférente de son personnel officiel.

Les forces catholiques au temps présent. — Aujourd'hui, la France et les vieux pays catholiques mis à part (2), l'augmentation des forces de l'Église s'établit de la façon suivante : l'Angleterre (sans l'Irlande), qui n'avait guère en 1800 que 120.000 catholiques, en compte 2.210.000 avec vingt et un évêques ; l'Allemagne

(1) Les missions italiennes du Levant ont dénoncé la tutelle française en 1905, mais l'ont de nouveau réclamée pendant la guerre italo-turque (1911-1912).

(2) Le budget de la seule *Propagation de la Foi* (1911) s'établissait en recettes à 7.274.226 francs, dont 3.028.788 francs pour la France et 481.000 francs pour le diocèse de Lyon (547.000 pour celui de New-York).

passe de 6 millions à 23 millions et demi (1) avec vingt-six évêques; la Hollande, de 300.000 catholiques sans évêque à 1.800.000 et cinq évêques; la Suisse, de 420.000 à 1.300.000 avec cinq évêques. La Russie, restée si longtemps fermée, toujours prête aux hostilités contre les catholiques qu'elle confond à dessein avec les Polonais, et dont les fonctionnaires, en dépit de l'oukase de 1905 qui établit la liberté des cultes, conservent la prétention de surveiller jusque dans les églises l'instruction catéchistique, comprend 12 millions de catholiques. En un siècle, les États balkaniques passaient de 64.000 à 640.000 fidèles, l'Empire ottoman de 22.000 à 215.000.

L'Asie du « middle East », inorganisée en 1800, comprend 4.700.000 catholiques répartis en quarante diocèses et soixante-six vicariats apostoliques; l'Inde 2.600.000 avec vingt-huit évêques. Les catholiques chinois, qui étaient 200.000 en 1800, sont aujourd'hui 1.100.000 sous quarante-quatre évêques et quarante et un vicaires apostoliques; au Japon, que couvraient en 1800 les ruines des anciennes chrétientés, ils sont 70.000 avec quatre évêques. — L'Australie ne connaît que depuis 1820 la liberté de l'apostolat; elle contient aujourd'hui 1.600.000 fidèles avec seize évêques, la Nouvelle-Zélande 108.000 (quatre évêques). — L'Afrique immense possède au moins 900.000 fidèles dans les seuls pays de missions. — En Amérique enfin, le Canada, réduit en 1800 à un seul diocèse de 160.000 catholiques, en compte 2.300.000 avec vingt-neuf évêques et cinq vicaires apostoliques; les États-Unis, avec deux cardinaux, quatre-vingt-huit évêques et un délégué apostolique, en comptent 22.600.000 (au lieu de 40.000) qui sont devenus, en tant que catholiques, un élément d'action dans la politique générale. — L'Amérique latine conserve ses 40 millions de fidèles (2).

L'Église catholique forme ainsi, au début du XX[e] siècle, l'organisation mondiale la plus compacte, la plus hiérarchisée, la plus ouvertement confiante dans les promesses de l'avenir. Démunie du pouvoir temporel, elle n'en alimente pas moins son optimisme réfléchi aux idées qu'expriment ces paroles de Léon XIII (3) : « L'Église est une société parfaite... Elle constitue, et ce fait est de la plus haute importance, une société juridiquement parfaite dans son genre, parce que, de l'expresse volonté et par la grâce de son fondateur, elle possède en soi et par elle-même toutes les ressources qui sont nécessaires à son existence et à son action. »

(1) En Prusse seulement, 14 millions et demi, avec deux archevêchés et dix évêchés.
(2) Au Brésil, que l'on commençait seulement à évangéliser en 1800, 14 millions avec dix-huit évêques; — en Patagonie même, abordée seulement depuis 1875, 127.700.
(3) Encyclique *Immortale Dei.*

A CONSULTER

HOURAT : *Le Syllabus.* — VEUILLOT : *Rome pendant le Concile.* — YRIARTE : *Autour du Concile.* — EMILE OLLIVIER : *L'Eglise et l'Etat au concile du Vatican.* — *Encycliques de N. T. S. P. le pape Léon XIII.* — T'SERCLAES : *Léon XIII.* — O'REILLY : *Léon XIII.* — BAUNARD : *Le cardinal Lavigerie.* — KLEIN : *Le cardinal Lavigerie et ses œuvres d'Afrique.* — LECANUET : *L'Eglise de France sous la troisième République,* 2 vol. — GOYAU : *Autour du catholicisme social.* — DE CLERCQ : *Les doctrines sociales catholiques.* — *Encycliques de N. T. S. P. le pape Pie X.* — PERNOT : *La politique de Pie X.* — GOYAU, PÉRATÉ, FABRE : *Le Vatican.* — GOYAU : *L'Allemagne religieuse : le Catholicisme.* — KLEIN : *La Séparation aux Etats-Unis.* — PIOLET : *Les Missions catholiques françaises au XIXe siècle.*

CHAPITRE XXIV

LA POLITIQUE CONTEMPORAINE

I. **La situation territoriale en 1913.** — II. **Position présente des questions politiques.**

I. — *La situation territoriale en 1913.*

Depuis 1815, la physionomie territoriale du monde s'est notablement transformée. De 1713 à 1815, du traité d'Utrecht à l'Acte final de Vienne, la carte n'avait guère subi que deux corrections : la Pologne rayée de la société des États, — la République américaine du nord constituée en pleine indépendance. De 1815 à 1913, des mondes nouveaux ont été appelés à la vie : l'Orient réformé, l'Extrême-Orient ressuscité, l'Afrique mystérieuse tirée de ses ténèbres, l'Amérique en passe d'élaborer une civilisation originale.

L'Europe, dans laquelle ont surgi deux puissances nouvelles, n'a pas poussé la concentration des territoires aussi loin qu'on aurait pu le supposer. La Prusse, en supprimant le Hanovre, la Hesse-Cassel et Francfort, en arrachant les duchés au Danemark et l'Alsace-Lorraine à la France, en achetant Héligoland à l'Angleterre, a formé autour d'elle un Empire allemand très distinct du Saint-Empire. L'Autriche, diminuée du Lombard-Vénitien, s'est augmentée de la Bosnie et de l'Herzégovine, mais s'est séparée en deux États qui éprouvent bien de la peine à conjuguer leurs inté-

rêts. La Russie, qui n'a rien acquis en Europe, n'a pas fini au surplus d'assimiler ses allogènes occidentaux. L'Italie, unifiée des Alpes à l'Adriatique, a pris place aussitôt dans le concert des grands États. L'Angleterre demeure intacte dans ses îles. Seule la France, qui avait réparé sur la ligne des Alpes l'injustice de 1815, a dû livrer, avec deux provinces, « la clef de la maison », et accepter une frontière ramenée à moins de six heures de sa capitale.

Les ***puissances secondaires*** présentent de plus amples variations. Si la Suisse, l'Espagne et le Portugal n'ont pas bougé, protégés la première par sa neutralité, les deux autres par la nature même, le royaume des Pays-Bas s'est vu contraint de laisser les Belges se faire leur place et de reconnaître plus tard au Luxembourg le droit de se donner une dynastie nationale. Même séparation entre la Suède et la Norvège (1905) ; à la suite, l'élection au trône de Norvège d'un prince danois apparaissait comme un démenti direct à l'ancienne politique de Bernadotte. Mais le Danemark lui-même, expulsé d'Allemagne avant l'Autriche, a subi la mutilation de territoires peuplés de gens de son sang. L'Empire ottoman a cessé de compter, en pratique, comme puissance européenne ; sur ses ruines, des nationalités jeunes (ou rajeunies) ont réalisé leurs rêves d'indépendance. Roumanie, Serbie, Montenegro, Grèce, Bulgarie ont développé leur capacité de puissance, sans l'égaler encore aux suggestions de leurs souvenirs ou à leurs appétits de races. Quelques lambeaux de la Thrace avec la bordure septentrionale des « Détroits », le complexe montagneux de l'Albanie, sorte de Suisse adriatique, telles sont les dernières retraites où s'abrite l'Islam européen.

L'Amérique. — En face de la vieille Europe, le nouveau monde présente des transformations aussi radicales. La plus récente, qui date des dernières années du XIX[e] siècle, a consacré la quasi-indépendance de Cuba et le début colonial des États-Unis. L'Amérique du Sud et l'Amérique centrale ont organisé de nombreux États à forme républicaine dont quelques-uns, taillés sur un plan géographique plus large que les patries cisatlantiques, ont su élaborer, avec les éléments immigrés d'outre-Océan, des organismes politiques déjà promis à la puissance. Le Nord n'abrite que deux États : l'un, colonie aux trois quarts émancipée, mais peu fournie de population, et qu'un intérêt raisonné retient sous la couronne britannique ; l'autre, république démocratique, en façade sur trois mers, déborde ses limites continentales et s'est annexé un domaine insulaire qui en fait une grande puissance du Pacifique.

L'Asie. — Les autres sont des États récents, comme la République d'Australie, ou récemment renouvelés, comme le Japon. Entre les deux, la Chine interpose sa masse que les rivalités traditionnelles entre Mandchous et Chinois, entre Nord et Sud, la chute d'une dynastie presque trois fois séculaire et l'avènement tumultueux du régime républicain n'ont pas réussi à dissocier. Le reste de l'Asie, à part les vieilles colonies hollandaises et portugaises de l'Insulinde et les quelques États parvenus, comme le Siam, l'Afghanistan et la Perse, à sauver une demi-autonomie, n'offre plus qu'un champ d'exercice pour les nouveaux impérialismes : impérialisme japonais, le plus jeune et le moins satisfait, dans le Sud-Mandchourien et en Corée ; impérialisme français en Indo-Chine orientale ; impérialisme anglais, prototype de tous, dans l'Inde et ses annexes ; impérialisme russe, dans sa vieille conquête de Sibérie, dans ses annexions modernes de Caucasie et du Turkestan ; impérialisme allemand, au geste gauche dans le Chantoung chinois, plus assuré déjà et de plus lointaine portée dans les domaines ottomans d'Asie antérieure.

L'Afrique. — En Afrique s'est presque reproduit de nos jours le miracle géographique du quinzième siècle. Comme autrefois les Indes occidentales, les « Indes noires » ont ébloui des générations de « découvreurs ». Aussitôt, les puissances européennes y ont transporté leurs rivalités. Il y eut des moments où la politique de telle grande puissance reçut une orientation nouvelle d'une bataille perdue en Éthiopie, où la paix en Europe occidentale dépendit de la possession, par la France ou par l'Angleterre, d'une station de quelques arpents de sable sur le Haut-Nil. Et c'est une guerre en Afrique australe qui, pour tous les Anglais, a soudé l'impérialisme aux « problèmes de Plus Grande-Bretagne ». De fait, l'Angleterre a marqué autour du continent les postes indispensables à sa maîtrise des routes maritimes. D'Alexandrie au Cap, l'Afrique orientale est presque entièrement « coloriée en rouge anglais » ; de grands territoires britanniques s'étalent encore du Niger aux côtes de Guinée. La France, évincée d'Égypte, a trouvé son lot dans l'Afrique mineure, tout en constituant, un peu au hasard des découvertes, une Afrique occidentale et soudanaise et une Afrique équatoriale, en ressuscitant même la France équinoxiale de Richelieu. Les vieilles puissances coloniales, Espagne et Portugal, lentes à s'organiser à la moderne, ont attendu, pour s'étendre jusqu'aux limites naturelles de leurs possessions atlantiques ou mozambiques, que les caprices de la diplomatie, flexibles à la volonté de Léo-

pold II, eussent fabriqué de toutes pièces l'État congolais. L'Allemagne, tard venue, a précisé néanmoins au Cameroun, sur les terrasses orientales des grands lacs et dans le Sud-Ouest, des positions qui, pour s'être trouvées limitrophes des établissements lusitaniens et belges ou pour l'être récemment devenues, expriment les intentions assez peu déguisées d'un impérialisme agressif. Le dernier « partageant » aura été l'Italie qui, maigrement pourvue en Érythrée et au Bénadir, a supprimé, en s'appropriant la Tripolitaine et la Cyrénaïque, le dernier vestige de domination turque dans l'Afrique méditerranéenne.

II. — *Position présente des questions politiques.*

Alliances et ententes. — Ces impérialismes, qui s'affrontent aujourd'hui sur tous les points du monde, ont déterminé par leurs exigences un état d'instabilité dont les peuples ont pris l'habitude et que les diplomates ont traduit par la formule de l'équilibre.

La Sainte-Alliance procédait d'une conception qui feignait de faire reposer l'ordre public et la conservation sociale sur une association de souverains interprètes de l'Évangile : les peuples pacifiés sous des maîtres chrétiens. Mais ces maîtres, c'étaient ceux qui venaient de partager la Pologne et qui avaient tenté d'anéantir la nation française. Dès qu'ils prétendirent appliquer leurs maximes aux nationalités des Balkans ou d'Amérique, l'alliance se disloqua.

Une autre suggestion prévalut alors, d'origine franco-anglaise, qui empêcha (1830-1860) les essais de restauration d'un régime international absolutiste, exalta les nationalités, procura l'émancipation de deux peuples. L'aventure mexicaine, si manifestement contraire à son principe, la stérilisa. Du coup, la doctrine de Monroë s'affirma dans toute sa valeur, signifia aux puissances européennes l'interdiction de rien entreprendre sur la liberté, même anarchique, des républicains transatlantiques.

L'Europe de Bismarck se le tint pour dit (1864-1904). L'Allemagne y exerçait l'hégémonie, soit qu'elle tentât de restaurer une dernière fois, mais en vue de bénéfices germaniques, la duperie de la Sainte-Alliance des trois Empereurs, soit que, la formule s'avouant à la fin désuète, elle associât curieusement, par des accords publics ou secrets et pour une politique de conservation digestive, les successeurs d'Alexandre Ier, de Metternich et de Cavour.

La politique d'Edouard VII y mit fin, toute de combinaisons diplomatiques et de balance entre les intérêts. Cet héritier de Canning reconstituait (1907) la Triple Entente qui avait mené à Navarin, l'élargissait en conceptions extra-européennes, y faisait participer ceux que Gentz appelait les « païens de l'Amérique » avec les plus authentiques païens du Japon, la rendait assez souple pour fournir une solution préventive aux conflits en Asie persane et afghane, assez féconde pour apaiser en Méditerranée les rancunes et répartir avec équité les influences. Œuvre de paix, suggérée plutôt qu'imposée, respectueuse de la dignité des nations et des droits populaires.

Guerre et paix depuis 1910. — Depuis 1910, une nouvelle période de conflits a commencé, qui dure encore. Plus de politique dirigeant : États et nations cherchent confusément à réaliser dans la hâte le maximum de bien-être que semble leur promettre le développement industriel le plus rapide et le plus intense qui fut jamais. Les uns, plus avancés dans l'évolution constitutionnelle, ont traversé à des allures diverses les étapes qui les ont menés à la démocratie, voire à la bureaucratie, ce « pouvoir gigantesque mis en mouvement par des nains ». C'est le cas des Républiques française et américaines, mais c'est aussi le cas de l'Empire russe où, en dépit d'une Assemblée élective, s'interpose entre le souverain « autocrate » et les sujets l'écran compact des fonctionnaires. Machine compliquée à l'exécuter, lente au concevoir. — D'autres, plus subtils au jeu gouvernemental, utilisent leurs dynastes à « gagner » des territoires ou à s'assurer l'influence. Depuis longtemps l'Angleterre et l'Italie pratiquent ce procédé qui ne se prête à la négociation ou à l'entente qu'en vue de certaines et presque immédiates réalisations.

Dans cette « anarchie internationale » propice aux coups de prestige qui dégénèrent si aisément en coups de force, intérêts et ambitions essaient de se contenter au détriment des petits, des faibles ou des mal assurés. Jusqu'en 1910, les puissances s'équilibraient en groupes dont l'un n'aurait pas pu imposer sa volonté sans recourir à la guerre. Or aucun ne se sentait assez fort pour entreprendre la guerre. Les convoitises qu'excitaient certaines terres libres ou barbares (Maroc, Turquie, Asie centrale, Annexes chinoises) se balançaient. Et l'impossibilité pour un seul de dominer se traduisait pour tous par une détermination amiable des « sphères d'influence ». Aujourd'hui qu'en Amérique, par la disparition des races indigènes, la maîtrise est assurée à l'homme blanc, qui la défend avec

âpreté contre l'invasion des Jaunes, que l'Asie et l'Afrique son réduites en tranches, que le monde entier commence à être exploité, qu'il n'existe plus de terres vacantes, les appétits, qui n'ont pas diminué, en sont réduits pour se satisfaire à conquérir quelque chose sur autrui.

Ainsi les domaines jadis réservés aux « pénétrations pacifiques » sont redevenus partageables. Le Maroc a été « réalisé » en dépit d'anciens engagements (1911-1912). Déjà la Bosnie-Herzégovine l'avait été au profit du souverain d'Autriche ; bientôt ce fut le tour de la Tripolitaine, au profit de l'Italie devançant l'Allemagne. Le réalisme anglais juge encore inutile le geste de l'annexion égyptienne. Plus cynique, l'Allemagne, qui rôdait autour de l'Afrique du Nord, du Sous marocain à la Cyrénaïque, entreprenait de « réaliser » même chez les autres, s'assurait des complicités pour diriger, depuis le Cameroun, à travers le Congo français, deux antennes vers cet ancien État indépendant que l'Angleterre, sous la pression des germanophiles londoniens, s'est abstenue jusqu'à présent de reconnaître comme colonie belge. C'est un thème courant à Berlin que la constitution prochaine d'un Empire germanique d'Afrique centrale dont feraient les frais, avec l'agrément anglais, les colonies de la Belgique et du Portugal (1). C'en est un autre, qui ne rencontre point de contradicteurs, que la nécessité de la mainmise germanique sur les terres de l'Asie turque traversées par le Bagdad et son embranchement Osmané-Alexandrette (2) ; un autre encore (à Londres) qui réserve à l'entreprise britannique le rail Port-Saïd-Bassorah-Koweït, dont le projet à lui seul autorise la mainmise complète sur le « Golfe », la Mésopotamie inférieure et la navigation du Chat-el-Arab. Et la Russie, qu'une nouvelle intrigue allemande recommence à pousser aux aventures extrême-orientales (comme avant 1904), réalise à son tour, les formes d'une annexion brutale étant écartées, la mise à sa disposition de la Mongolie.

(1) Toutefois, le 28 mai 1913, sir Edouard Grey annonçait aux Communes que son gouvernement estimait le moment venu de reconnaître l'annexion du Congo par la Belgique. Réplique anglaise peu attendue, exactement au lendemain du jour où Guillaume II, mariant sa fille unique avec le duc de Brunswick-Lunebourg (seuls, des souverains y assistaient le tzar et le roi d'Angleterre) se flattait d'avoir enfin résolu la question du Hanovre par la tacite renonciation des Cumberland.

(2) Dans Alexandrette, où la Compagnie du Bagdad a obtenu les travaux d'aménagement du port, il faudra bien que se trouve le point d'appui pour la nouvelle escadre allemande de la Méditerranée (février 1913).

Transformation des méthodes politiques. — Pour réussir sans une guerre (dont au surplus la finance internationale ne veut pas) de telles appropriations territoriales, d'autres procédés sont nécessaires que les trocs ou les échanges équivalents, principe « moral » des partageants de la Pologne et des souverains de 1815, ou que ces « diables d'écritures » qui déjà désespéraient Montluc ; — et c'est l'intimidation de la force, le « coup de poing sur la table », la pure menace militaire, le chantage aux armements, la mobilisation permanente, surenchère de la paix armée. L'invention est d'Allemagne et séduisit immédiatement les deux alliés tripliciens. Le dernier conflit balkanique la met en pleine lumière. Déjà, lors du premier essai de liquidation marocaine (1909), les Allemands n'avaient prévu la possibilité d'associations économiques pour l'exploitation du Maghreb que comme un moyen de soutirer l'argent français (il aurait payé le renouvellement du matériel de guerre en Autriche et l'achèvement du Bagdad) et de traiter le marché de Paris en pays conquis. Et la liquidation de 1911 se négocia sous la menace trois fois répétée d'une agression immédiate.

La levée victorieuse des peuples balkaniques a déclanché le même *bluff* militaire. Ce n'était pas seulement l'Autriche, qui sentait tout à coup crouler les maximes de gouvernement héritées de Beust et qui dépensait un demi-milliard à tenir six mois ses réservistes sous les drapeaux dans l'espérance (vite déçue) de continuer à régenter en une péninsule qui se fermait ; c'était l'Empire allemand, qui apercevait la médiocrité militaire de l'allié de Vienne, — réduit à faire beaucoup de bruit avec le sabre du Kaiser, — et que ses propres vingt-cinq corps d'armée ne lui suffisaient plus pour pratiquer « sa trouée dans le monde ». D'où la nécessité de lois nouvelles qui caporalisent le contingent entier et en soldent les dépenses avec un impôt sur les riches renouvelé des temps révolutionnaires. Et voici que la presse, dressée à la Chancellerie, se reprend, par diversion, à humilier la France, la « petite fille que l'on gifle », « l'ôtage » contre laquelle la puissante Ligue pangermaniste (1), évoquant Bismarck, qui « n'a jamais cessé de haïr jour et nuit », souhaite voir « une sainte haine envahir le peuple allemand et la jeunesse allemande », et réclame, avec succès, d'autres armements. Après quoi, « Mars sera l'arbitre ». L'Italie, contaminée par le contact et déviant de son sens historique, masse sur sa côte adriatique navires et bataillons pour forcer la diplomatie, par

(1) *Alldeutscher Verband* ; elle se vante, non sans motifs, d'avoir su imposer jusqu'à ce jour ses exigences au gouvernement impérial.

la menace en Albanie d'une opération de flibustiers, à replacer les Hellènes de l'Épire du Nord sous le joug de leurs massacreurs musulmans. De même, dans les Sporades qu'occupent ses troupes, les Grecs sont terrorisés ou expulsés qu'avait au moins laissé vivre le régime ottoman. Pour le groupe de puissances qui prend ses directions à Berlin, il n'est plus de règle en politique que la plus brutale raison d'État.

Les questions contemporaines en Europe. — Or les peuples attendent autre chose ; des questions se posent aujourd'hui qu'ils prétendent résoudre à leur gré. En premier lieu, des questions économiques, car la mise en valeur des domaines récemment partagés sera la première œuvre du vingtième siècle. Pour cette œuvre, la démocratie américaine, assez peu accueillante désormais aux émigrants d'Europe, prépare un outillage formidable, s'apprête, par l'ouverture prochaine du canal de Panama, à multiplier à son profit l'activité des courants commerciaux du monde. En face, l'Europe apparaît morcelée, enchaînée aux rivalités économiques et aux luttes de races. L'Autriche vient de ruiner en stériles dépenses sa bourgeoisie et ses ouvriers. Obligée de lutter désormais dans les États balkaniques agrandis (et autrement capables de se défendre que la Turquie) avec la concurrence allemande, qui l'irritait depuis longtemps, mais surtout avec la concurrence, moins chargée de frais, des produits italiens qui profiteront des chemins de fer albanais après une rapide traversée adriatique, elle commence à souhaiter de conclure des traités de commerce avec ces mêmes États qu'elle s'obstinait naguère, et l'Europe avec elle, à traiter en mineurs.

L'Allemagne, qui fait travailler aujourd'hui un capital de 800 milliards, mais qui en vingt ans a plus que doublé sa dette (30 milliards), a besoin d'argent pour son industrie et de débouchés pour ses produits, faute de quoi elle aurait à redouter l'étouffement ou la paralysie partielle. Déjà la force militaire y manque d'une base financière suffisante. Or, si l'intérêt de sa richesse matérielle lui conseille la modération, la tendance historique de ses dirigeants (hobereaux, bureaucratie féodalisée, université) la pousse aux provocations insolentes, aux armements et aux interventions. Paradoxe qui devient une tentation dans un pays de grandes fortunes dont le populaire reste pauvre. Car les victimes désignées aux futures victoires du « peuple de maîtres », ce sont justement l'Angleterre et la France, les pays du monde les plus abondants en capitaux.

A ces promesses de conflits, quelques-uns se flattent d'opposer la puissance pacifique du socialisme. Mais, libre d'appliquer en Australasie, à des conditions toutes neuves de travail, une législation interventionniste qu'appuie le pouvoir officiel des syndicats et que règlent des cours d'arbitrage, le socialisme n'a point apaisé les conflits ouvriers ; il aurait plutôt exaspéré la lutte des classes. En Autriche, promu en 1906 « parti impérial et royal » pour combattre les nationalités, il a bien pu faire faillite à de telles espérances et se révéler nationaliste à son tour ; s'il préconise maintenant, à l'encontre de l'autoritarisme, de l'oppression des races et du protectionnisme hargneux une confédération de libres nationalités liées avec leurs voisins des Balkans par des ententes économiques, c'est apparemment sans l'illusion de se faire écouter. En Italie, des chefs socialistes se sont prononcés en faveur du coup de force qui a rattaché Tripoli à la péninsule. Quant au socialisme allemand, à mesure que ses députés envahissaient au Reichstag de plus nombreuses travées, il se révélait, à l'encontre de son idéal des temps héroïques, belliqueux et de chauvinisme germanique, spécialement gallophobe et « détrousseur ». L'étiquette socialiste internationale ne joue encore que comme miroir aux alouettes.

Nationalités et races. — En réalité, des questions restent ouvertes en Europe, d'autres sont à la veille de s'ouvrir que les hommes d'État tenteraient vainement de régler par les procédés anciens de compression et de silence, dont il y a seulement à craindre que les peuples ne demandent la solution moins à leur raison qu'à leur sensibilité et à leur instinct.

Question de Finlande et question de Pologne, que Pétersbourg et Moscou ne consentent à traiter que du point de vue des orthodoxes grands-russiens ; pour la seconde, la distribution des vaincus entre trois Empires, dont deux professent des cultes différents, complique l'hostilité des races, de rancunes et de haines religieuses. — Question d'Alsace-Lorraine : ici, le mépris affiché du droit aboutit, quarante ans passés, à un réveil antigermanique de la jeunesse parallèle à la menace militaire germanique. Mépris corrupteur au surplus pour ses adeptes dont la victoire, exploitée sans mesure, n'a su faire qu'un agrégat de parvenus pressés. De l'Allemagne prussianisée, en décadence « dans tous les champs du connaissable », les jeunes esprits des deux mondes, accoutumés à chercher en elle la patrie de la spéculation intellectuelle, se détournent depuis qu'elle semble absorbée dans la lutte contre ce qui constitue la noblesse d'un peuple : la fidélité à sa langue et à ses souve-

nirs. Aux projets russes contre la presse correspondent les projets allemands contre la propriété polonaise, contre les associations françaises et les journaux français d'Alsace-Lorraine. — En Autriche, correspond la réaction de la caste militaire contre les éléments non-allemands suspects de vouloir la liberté. Le « système de Fouché », encore une fois « perfectionné », supprimant les Diètes provinciales, astreint au silence et maintient en état de siège la moitié de la monarchie. Pas plus que Metternich et les ultras ne comprenaient que la bataille de Navarin a été « gagnée par les peuples », pas plus les dirigeants de la Hofbourg et du Belvédère (1) ne veulent reconnaître ce caractère en Loule-Bourgas et en Koumanovo. Si même ils se refusent à admettre que les peuples slaves viennent de barrer la voie au *Drang nach Mittelmeer* germanique, à Berlin, par contre, où l'on doit constater que, le traité de 1878 écroulé, c'est le traité de 1871 qui s'offre désormais à la revision populaire, le Reichstag a, pour la première fois, entendu un orateur officiel évoquer le conflit peut-être fatal entre le germanisme et le slavisme.

La Serbie en effet, affranchie économiquement de Vienne, de superficie doublée, devient un centre d'attraction pour tous les Yougo-Slaves : Serbo-Croates de Bosnie, de Croatie, d'Istrie, de Dalmatie, Slovènes de Carniole (le mot d'ordre de 1849 était : « Ni Serbes ni Croates; nous ne formerons qu'une nation »), un centre d'exaltation de race pour les Tchèques, les Slovaques, les Polonais mêmes. Le *Panslavisme* peut maintenant abandonner la formule russe. La Roumanie, frustrée, par ses complaisances mal calculées à l'égard de l'Autriche et des Ottomans, du premier rôle qui aurait dû lui revenir dans la guerre de libération balkanique, mais qui envoie son prince héritier à Rome apprendre à « jouer à la balançoire », se souvient à temps qu'elle a des frères de race à revendiquer en Boukovine et en Transylvanie. Avec la Turquie, c'est l'Autriche-Hongrie dualiste qui est la vaincue de la dernière guerrre. De la Baltique et des monts de Bohême à l'Adriatique et à l'Égée, une digue nouvelle s'oppose à la germanisation.

Autour de la Méditerranée redevenue une partie de la grande route de circulation circummondiale, dont l'Espagne, en plus de Gibraltar, garde l'entrée à l'Occident (c'est pourquoi elle se met à refaire une armée, à construire une escadre, à régler ses vieux problèmes intérieurs : culture du sol, instruction, travaux publics, irrigation), tandis qu'à l'Orient Constantinople et les Détroits échap-

(1) Palais de l'archiduc héritier, commandant en chef de l'armée.

pent à un tzarisme gauchement adapté de Pierre le Grand, Helléno-Latins et Slaves balkaniques devenus majeurs, chargés de leur propre contrôle, se préparent-ils à reprendre la politique d'Édouard VII, à s'aménager librement hors de la férule des « vieilles souverainetés » ? Sans doute ont-ils recueilli la parole que jetaient aux peuples les Allemands idéalistes de 1806 : « Au-dessus de tous les traités passent les droits des nations... Sont contraires aux droits reconnus par l'humanité, et nuls par conséquent, les traités qui disposent d'une nation contre son gré.» Avant eux, Carnot avait déjà dit : « Puisque la souveraineté appartient à tous les peuples, il ne peut y avoir de communauté ou de réunion entre eux qu'en vertu d'une transaction formelle et libre... La liberté et la souveraineté sont inaliénables ». A une condition : c'est que les peuples qui veulent les conserver aient, au service de leur droit, la sagesse de discipliner la force.

INDEX

DES NOMS DE LIEUX ET DE PERSONNES

(*Dans chaque tome, les chiffres renvoient aux pages.*)

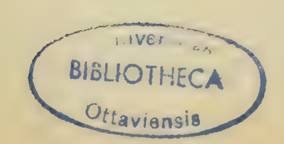
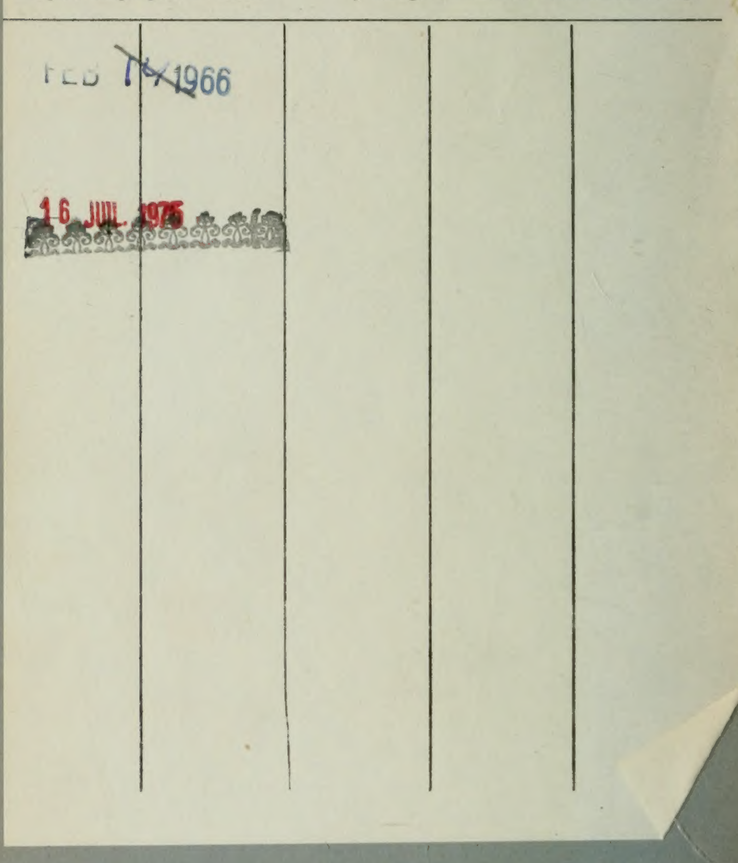

BIBLIOTHECA
Ottaviensis

TABLE DES MATIÈRES

3573. — Paris, Imprimerie spéciale de la maison Bloud et Gay.


FEB 1966
16 JUIL. 1975


a39003 001779809b

